

Le plat pays Lyonnais-Dauphinois de la rive gauche du Rhône

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT

LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le Samedi 13 Juillet 1929, à 10 h. 30

PAR

Albert MONTFOUILLOUX

Lauréat de la Faculté (Prix et Mentions)

et de la Société d'Economie politique de Lyon

Secrétaire général de la Société d'Etudes d'Histoire de Lyon



LYON

IMPRIMERIE - EXPRESS

46, Rue de la Charité, 46

—
1929

**Le plat pays Lyonnais-Dauphinois
de la rive gauche du Rhône**

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

APPLETON (Charles), *, ☉ I., professeur honoraire.

GARAUD (René), *, ☉ I., ✕, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Jean), O. *, ☿, ☉ I., professeur honoraire.

PROFESSEURS TITULAIRES

JOSSERAND, *, ☉ I., doyen, professeur de Droit civil.

PIC (Paul), O. *, ☉ I., professeur de Droit international public.

LAMBERT, *, ☉ I., professeur de Droit comparé.

BOUVIER, *, ☉ I., professeur de Droit administratif.

LAMEIRE, ☉ I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.

LÉVY, *, ☉ I., professeur de Droit civil.

GONNARD, ☿, ☉ I., professeur d'Economie politique.

ANTONELLI, *, ☿, ☉ I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.

PERROUD, ☿, ☉ I., professeur de Procédure civile.

COHENDY (Georges), ☉ I., professeur de Droit commercial général.

GARRAUD (Pierre), ☿ A., assesseur du doyen, professeur de Droit criminel.

ROUBIER, ☉ A., professeur de Droit civil.

LAMBERT (Jacques), agrégé, chargé de cours d'Histoire du Droit.

PHILIP, agrégé, chargé de cours d'Economie politique.

LEVET, agrégé, chargé de cours d'Histoire du Droit et Droit romain.

PERROUX, agrégé, chargé de cours de Science financière.

MOREL, chargé de cours d'Histoire du Droit.

HUSSON, chargé de cours de Droit Romain.

CONDOMINE, ☉ A., chargé de cours de Droit civil.

DUBROCA, ☉ O. A., secrétaire des Facultés de Droit et des Lettres.

MEMBRES DU JURY

Président : M. Irénée LAMEIRE, professeur à la Faculté de Droit.

Assesseurs : MM. LEVET, agrégé à la Faculté de Droit ;

HUSSON, chargé de cours à la Faculté de Droit.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le plat pays Lyonnais-Dauphinois de la rive gauche du Rhône

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT

LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le Samedi 13 Juillet 1929, à 10 h. 30

PAR

Albert MONTFOUILLOUX

Lauréat de la Faculté (Prix et Mentions)

et de la Société d'Economie politique de Lyon

Secrétaire général de la Société d'Etudes d'Histoire de Lyon



LYON
IMPRIMERIE - EXPRESS

46, Rue de la Charité, 46

—
1929



A MON PÈRE, A MA MÈRE,

A MES MAITRES VÉNÉRÉS,

A Monsieur HENRI BONNET,

Président de la Société d'études d'histoire de Lyon

A la mémoire de tous ceux qui, au cours des siècles,
ont concouru à la bonne marche et au développement
de la communauté de Villeurbanne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	XIII
ARCHIVES, DOCUMENTS, BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE, CARTES ET PLANS	XVII
CHAPITRE PREMIER. — Droit moderne et ancien droit	1
La commune dans le droit moderne ; villes et paroisses ou communautés dans l'ancien droit. Le plat pays. Ancienne méthode de gouvernement direct de la communauté de plat pays, et ses survivances. Documents anciens : cartulaires, obituaires, polyptyques.	
CHAPITRE II. — Les anciens souverains de Villeurbanne ..	10
Domination qui se sont exercées au cours des siècles sur Villeurbanne. Les Allobroges, les Romains, les Burgondes, les Francs. Le Saint-Empire romain-germanique. Domination spirituelle et temporelle des évêques-comtes de Lyon. Les comtes de Savoie, les Dauphins, le Roi-Dauphin.	
CHAPITRE III. — Les voisins de Villeurbanne	29
Chaussagne, Champagneux, Bêche-en-Velin (Bêche-velin), la Guillotière, Vaulx-en-Velin, Saint-Denis de Bron, Vénissieux, Corbas, Chandieu, Pierre-Bénite, Saint-Symphorien-d'Ozon, etc.	
CHAPITRE IV. — Routes et chemins	47
Les traces des anciennes voies romaines : route de Gerland, route de Vienne, route de Grenoble, route de Crémieu. La borne milliaire de l'empereur Claude, à Solaize. Les découvertes de mausolées, sarcophages, cippes à la Vitriolerie, près du fort du Colombier, etc. L'emplacement des anciens ponts du Rhône. Le réseau routier ancien : chemin de Vaulx, chemin de Villeurbanne (<i>vetus iter Sancti Antonii</i>), le chemin de Crémieu, etc... Les croix de chemins.	

CHAPITRE V. — **Aperçu géographique et géologique**..... 67

Les balmes viennoises. La plaine du Velin, le ruisseau de la Rize. Le menhir de Pierre-Frite, monument historique classé, et le Mollard, à Décines (Isère).

CHAPITRE VI. — **Villeurbanne moderne**..... 76

La commune de Villeurbanne, chef-lieu de canton. Population et industries. Les autres communes du canton : Bron, Saint-Fons (*Centum fontes*), Vaulx-en-Velin et Vénissieux (y compris le Moulin-à-Vent). La question de l'annexion de Villeurbanne à Lyon.

CHAPITRE VII. — **Les origines de la Villa Urbana**..... 90

Les premiers documents du ^{vi}e siècle ; actes divers (cartulaires, polyptyques ou obituaires) où il est question de la parrochia de Villa Urbana, de personnages ou de droits s'y rattachant. La famille chevaleresque de Villeurbanne. Le manuscrit « Pilatus ».

CHAPITRE VIII. — **Chaussagne** 148

Les trois anciens villages: Villeurbanne Chaussagne et Champagneux. — Chaussagne ou La Chesnaie; la chapelle Saint-Alban. Le château des Essarts ; l'inscription romaine ; le bénitier (art roman). La fondation Richard. Le domaine de Montvert. Quartiers modernes en formation. La paroisse Notre-Dame Saint-Alban. La fondation Richard (hospice Saint-Alban pour incurables).

CHAPITRE IX. — **Champagneux** 155

Le troisième village : sa trace attestée par les anciennes chartes ; le château de Champagneux ; son acquisition par les Frères de Saint-Jean de Dieu, en 1826. Agrandissements considérables de la maison de Santé. Découvertes diverses.

CHAPITRE X. — **Bêche-en-Velin** 163

Bêchevelin succède au ^{xii}e siècle à Chaussagne et à Champagneux. La tour et le petit château ; le village, la paroisse ; l'église Saint-Jean de Bêchevelin. Ruiné du centre, en 1562. La Vitriolerie.

CHAPITRE XI. — **Les limites de la Communauté**..... 188

La cause mûe entre l'archevêque de Lyon et le comte de Savoie, au sujet des limites de leur juridiction dans le mandement de Saint-Symphorien-d'Ozon (1334). Lecture du texte latin et des articles pour l'interrogation des témoins et de la réponse du premier témoin de l'enquête. Documents des archives de l'Isère.

	Pages
CHAPITRE XII. — Le procès-verbal de Maître Louis Tindo (23 août 1479)	199
M^e Louis Tindo, licencié en lois, conseiller du roi et secrétaire de ses finances, est nommé commissaire pour la Guillotière. La possession de la Châtellenie de Béchevelin, objet de contestation entre le Dauphiné et la France. Enquête de Tindo et son procès-verbal de délimitation sur les lieux.	
CHAPITRE XIII. — La vie de la communauté. Les registres paroissiaux de Villeurbanne (1632-1789)	216
Registres des « baptêmes, naissances et mortuaires ». Intervention du pouvoir royal dans la tenue des registres ; relations insérées dans les registres des événements intéressant la vie de la paroisse et celle de la communauté. Conflits et difficultés. L'approche de la Révolution, la grand'peur.	
CHAPITRE XIV. — La nouvelle charte de la paroisse	234
<i>L'ordonnance de l'archevêque-comte de Lyon, Camille de Neuville de Villeroy, du 8 janvier 1678, érigeant à nouveau Villeurbanne en paroisse.</i> — La paroisse de Villeurbanne, en 1562, lors de la ruine de Saint-Jean de Béchevelin. (Elle est la seule paroisse sur la rive gauche.) Rôle de Saint-Michel-d'Ainay. Villeurbanne fonde l'église annexe de la Guillotière. Cette dernière devient à son tour matrice et principale de l'église de Villeurbanne. L'ordonnance de 1678 remanie la carte des paroisses et rend l'indépendance à Villeurbanne. La paroisse moderne de Saint-Michel, de la rue Parmentier.	
CHAPITRE XV. — Le gouvernement direct à Villeurbanne, à la fin de l'ancien régime	244
Les communautés de Vaulx et de Villeurbanne poursuivies par le sous-fermier du domaine du roi, en Dauphiné. Ordonnance du 3 mars 1691, portant que les communautés de Vaulx et de Villeurbanne payeront, en quatre années et demie, et par égale portion, la somme de 4.338 livres 15 sols, d'une part, et celle de 170, de l'autre.	
La question économique et juridique des communaux. Origine de la propriété. Distinction, dans notre espèce, de celles dont les communautés gardent la jouissance et de celles réunies au domaine du roi, en Dauphiné. Actes de violence et rébellion. Les habitants font main-basse sur les commis et huissiers. La condamnation. Les consuls devront imposer les habitants. P. Ar-	

joulet, huissier et sergent royal, laisse copie de son exploit parlant à la femme de Pierre Colomb, consul (28 mars 1691). Les procès de 1850.

CHAPITRE XVI. — **Comment la Communauté nomme son consul (Acte de 1776)** 251

L'assemblée, après vêpres, sur la place. Election. Le péréquateur, l'assistant à la capitation.

CHAPITRE XVII. — **La Communauté en son Conseil** 253

L'assemblée des trois ordres de la paroisse de Villeurbanne, du 15 février 1778, sur la place publique, au devant de l'église, à l'endroit accoutumé pour tenir ces assemblées. — Les habitants assemblés ; les autorités ; l'ordre du jour : subsides en vue d'alimenter le procès contre les habitants de la Guillotière ; enthousiasme relatif ; absence du clergé et de la noblesse ; on attend midi sonné ; difficultés que causent les formalités pour la convocation des forains ; nomination d'office du syndic ; refus des habitants de signer le procès-verbal.

CHAPITRE XVIII. — **Le Bourg de la Guillotière** 259

La Guillotière, bourg en Dauphiné. — Le bourg de la Guillotière, construit à l'entrée du pont du Rhône, succède à Béchevelin. Extension de la population. Fondation par la paroisse de Villeurbanne de l'église annexe de Notre-Dame des Grâces du bourg de la Guillotière, sur la place de la Croix (actuelle Victorien-Sardou). Création de la paroisse de la Guillotière dont celle de Villeurbanne devient annexe. Perte par la Guillotière de la paroisse de Villeurbanne (1678). Situation lamentable des édifices cultuels. Les religieux Picpus du couvent de la Guillotière et leur chapelle sous le vocable de Saint-Louis. Conflit avec l'archevêque de Lyon.

Exactions contre les consuls et les habitants du bourg, tantôt réputés Dauphinois, et soumis à diverses mesures douanières, tantôt considérés comme Lyonnais et astreints à figurer sur les rôles de diverses impositions de la ville voisine. Interventions administratives et policières. Innombrables procès dont les solutions contradictoires s'échelonnent au cours des siècles.

La grande lutte au xvii^e et au xviii^e siècles. Arrêts définitifs du conseil du roy favorables à la thèse lyonnaise. La dernière pièce du dossier de l'affaire « des habitants de la Guillotière » : une lettre en date à Versailles de 1788 annonçant que les enquêtes se poursuivaient et contenant une recommandation. La révolution

et ses solutions territoriales nouvelles. Loi de l'assemblée nationale du 18 février 1791, unissant le bourg à Lyon, loi portant la signature de Louis (XVI) par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'Etat, roi des Français.

Documents anciens cités lors des procès sous l'ancien régime. Analyse d'après les archives départementales de l'Isère. La limite des provinces du Lyonnais et du Dauphiné.

CHAPITRE XIX. — La fin de la Communauté..... 332

Transformations et spécialisations imposées par le progrès. Disparition du seigneur ecclésiastique bénéficiaire dans la vie religieuse. La paroisse rattachée au diocèse de Grenoble. Distinction de la vie civile et de la vie paroissiale ; sécularisation des registres paroissiaux. Indépendance du clergé vis-à-vis des autorités civiles. Création des départements, des municipalités. Suppression du gouvernement direct et création de conseils élus. Abolition des droits féodaux et suppression des ordres.

CHAPITRE XX. — La commune de Villeurbanne (Isère) sous la Restauration 338

Le vieux et modeste centre rural. L'administration méticuleuse des finances de la commune sous le ministère du comte de Villèle. L'état financier de la commune. L'affaire du garde-champêtre-cantonnier communal qui est autorisé à plaider contre la commune. (Etude d'après les Archives départementales de l'Isère).

CHAPITRE XXI. — La crise municipale de 1828..... 356

En opposition avec le vieux Villeurbanne (quartier actuel de Cusset), le maire Monavon veut créer, sur la place du Plâtre (actuel quartier de la Mairie), un nouveau quartier, avec église moderne, écoles, etc. Ligue formée par les habitants, ayant à leur tête un ex-notaire, M. Gorgeret, contre le projet. Actes d'union, procès civils, procès administratifs. Ténacité de Monavon. Episodes divers de la lutte. Création du nouveau Villeurbanne. La mairie y sera transportée. La nouvelle paroisse doit aussi absorber l'ancienne. Accord des autorités religieuses et civiles en vue de la désaffectation. Enlèvement des cloches ; transport de tableaux de l'ancienne à la nouvelle église.

	Pages
CHAPITRE XXII. — La révolution féminine	368
Une révolution locale et féminine sauve la vieille paroisse. Les manifestations. Le retour des cloches et des tableaux. L'église réouverte. La paroisse de Saint-Julien de Cusset. Ce qui reste de l'ancienne paroisse et de l'ancienne communauté en l'état actuel.	
CHAPITRE XXIII. — La Prairie, les Broteaux	373
Extension de la ville de Lyon sur la rive gauche du Rhône, au xix ^e siècle et au début du xx ^e .	
CONCLUSION.	379

AVANT-PROPOS

Les études de science politique et de droit public mettent en particulière lumière le système de gouvernement pratiqué sous l'ancien régime dans les villes et les villages, celles-là pourvues d'une enceinte et généralement gouvernées par les représentants d'une aristocratie d'ordre commercial, le prévôt des marchands et les échevins, ceux-ci, au contraire, démunis de remparts et dénommés, pour ce fait, communautés de plat pays, continuant à se régir par la méthode du gouvernement direct, encore en vigueur de nos jours, notamment dans quelques cantons de la Suisse et en Alsace recouvrée.

Or, des études entreprises dès 1910, sur les précieuses indications de M. le professeur LÉVY-SCHNEIDER, pour le bourg de la Guillotière, et, en ce qui concerne Villeurbanne, avec les avis éclairés du regretté M. GUIGUE, archiviste en chef du Rhône, et en collaboration du regretté M. PERRIER, archiviste-bibliothécaire de Villeurbanne, nous avaient montré, dans l'histoire de ces deux agglomérations, ayant à leur tête les consuls et pratiquant le système d'assemblées périodiques d'habitants, le type parfait du fonctionnement administratif de ces communautés de plat pays, dont différents auteurs, par des savantes recherches dans les archives communales, ont pu noter de nombreux autres exemples, en France et à l'étranger.

C'est ainsi qu'est née l'idée de cet essai de monographie du gouvernement d'un village, dans l'ancienne France, et le présent travail n'a, en définitive, que le seul but de faire revivre autant que possible, à l'aide des textes que nous ont conservés les archives, quelques-unes des réalités de jadis, dont notre esprit moderne a peine à admettre l'existence, et qui sont cependant à l'origine de notre situation actuelle, à savoir, pour ne citer que les principales : la paroisse, servant de cadre à tous les intérêts, religieux et civils ; l'autorité placée aux

maines d'assemblées populaires ; la pratique du gouvernement direct, c'est-à-dire sans l'intermédiaire de conseils élus.

Il serait vain de dissimuler la difficulté de la tâche entreprise, qui tient à plusieurs causes. En ce qui concerne Villeurbanne, la bibliographie se réduit à trois opuscules, deux de date récente, l'un de M. PERRIER, l'autre de M. RICHARD, de la Société de Géographie. Un troisième petit ouvrage date du début du XIX^e siècle ; il est dû à la plume de M. COCHARD, magistrat, mais auparavant notaire, le dernier sans doute qui ait tenu la plume, et dont nous trouvons la signature au bas des actes, lors des assemblées des trois ordres de la paroisse de Villeurbanne.

Toute la documentation doit être recherchée dans les archives, ce qui n'est pas pour nuire à la sûreté des informations et écarte le reproche fait à certains historiens de rédiger leurs ouvrages sans se reporter aux sources ; mais la difficulté consiste alors à se trouver en présence de documents à buts spéciaux, certains de lecture difficile, écrits en langue latine dès la période médiévale et, pour notre sujet, dispersés entre plusieurs communes et les chefs-lieux de deux départements, car, par suite d'une situation, d'ailleurs aujourd'hui renversée, Villeurbanne appartient, sous l'ancien régime, au diocèse de Lyon, mais, au point de vue politique, dépendait de la généralité de Grenoble.

M. GUIGUE, dans une de ses préfaces, a rappelé aussi les complications qui résultaient du droit enchevêtré de l'époque féodale, qui connaissait des démembrements de la propriété, des droits étagés de souveraineté, le mélange de souveraineté spirituelle et temporelle, etc.

En ce qui concerne la région lyonnaise de la rive gauche du fleuve, c'est-à-dire les questions de Béchevelin et de Villeurbanne STEYERT les a classées parmi les plus obscures de l'archéographie lyonnaise. Les endroits sont moins célèbres que ceux de la rive droite, et ont été moins étudiés. Plusieurs souverainetés étrangères à celle de la France s'y sont heurtées entre elles.

Pour que soit possible l'étude, sous leur angle économique ou juridique, des époques passées, la condition primordiale est que l'histoire les fasse revivre à nos yeux, avec la plus grande fidélité possible. A cet égard, les recherches d'histoire locale ont paru jouir, après guerre, d'un certain renouveau de faveur auprès de l'opinion publique. C'est ainsi qu'à Lyon, la section de la Société d'Etudes d'histoire locale, plus particulièrement

ouverte aux membres de l'enseignement, a donné une série de conférences fort suivies. Grâce à une importante subvention de la ville, répartie en deux annuités, elle a édité, sous la direction de M. KLEINCLAUSZ, un volume intitulé : « La formation de la cité ».

Visant plus particulièrement le passé de la région lyonnaise, située sur la rive gauche du Rhône, proche de Lyon, qui se différencie nettement de celui de la rive droite, un groupement fut formé, dès 1920, sous le nom de Société d'Etudes d'histoire de Lyon, présidé par M. H. BONNET, industriel à Villeurbanne, membre de la Chambre de Commerce de Lyon. L'association est pourvue de la capacité juridique, suivant annonce légale contenue au « Journal Officiel » du 28 octobre 1922, page 10.636. Par des conférences, visites de monuments, la parution de son bulletin : « Nos pages d'histoire locale », elle a poursuivi son effort de propagande. C'est en bénéficiant de ses travaux antérieurs, que d'importantes parties de l'exposé qu'on va lire ont pu être établies.

Il nous reste, en terminant, à adresser nos plus vifs remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu nous aider dans nos recherches, nous faciliter les visites, nous communiquer des titres ou renseignements ; outre celles déjà citées plus haut, nous nommerons M. LETONNELIER, archiviste en chef de l'Isère, et son collègue, M. FAURE, du département du Rhône, ainsi que leurs dévoués collaborateurs ; M. RICHARD, de la Société de Géographie de Lyon, qui nous a adressé des reproductions photographiques ; M. FABIA, professeur à la Faculté des Lettres, qui nous a renseigné sur les fouilles poursuivies rue Béchevelin, dans le terrain de l'ancienne « Vitriolerie », par son collègue, M. Germain DE MONTAUZAN ; M. THOUVERÈZE, professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse, propriétaire de Château-Gaillard, à Croix-Luizet ; M. TISSOT, membre de la Commission municipale du Vieux-Lyon, dont les patientes recherches dans les bureaux d'archives touchent à divers points traités ci-après ; M. J. BERNARD, architecte, qui a su réunir une intéressante collection de plans et brochures intéressant la rive gauche du Rhône ; M. JULLIEN, dont la famille fut longtemps propriétaire du domaine de Montverd et de la chapelle de Saint-Alban, un des plus vieux monuments de notre région, ancienne église paroissiale du village disparu de Chaussagne ; M. le Supérieur des Frères de Saint-Jean-de-Dieu, dont le magnifique établissement, route de Vienne, aujourd'hui considérablement agrandi, eut pour

amorce, il y a un siècle, le domaine et le château de Champagneux, sur le territoire de l'ancien village du même nom, disparu au XIII^e siècle, remplacé par celui de Béchevelin. Pour l'étude de ce vaste domaine, une documentation précise nous fut donnée par le Frère GERMAIN, supérieur, par le Frère FRANÇOIS DE SALES (docteur WITAKER), et le Frère POINTIS.

Nous devons exprimer notre particulière gratitude à M^{lle} Simone DE SAINT-EXUPÉRY, archiviste paléographe, archiviste adjointe aux Archives départementales du Rhône, à la science et à l'amabilité de laquelle nous sommes redevable de la lecture des principaux passages d'un texte manuscrit du XIV^e siècle, écrit en langue latine, qui ne compte pas moins de 141 pages, conservé aux Archives départementales de l'Isère, concernant l'instruction de la cause mûe entre l'Archevêque-Comte de Lyon, et Aymon, comte de Savoie et sa femme Blanche de Bourgogne, texte dont la publication intégrale est souhaitée par plusieurs érudits comme devant apporter les plus vives lumières au sujet de la limite des juridictions dans la châtellenie de Béchevelin et le mandement de Saint-Symphorien-d'Ozon. Concernant cette dernière ville, M^{lle} L. PICHAT a bien voulu nous donner diverses indications dont nous lui sommes très reconnaissant.

Archives, Documents, Bibliographie générale

Cartes et Plans

Archives communales de Lyon : Pièces diverses.

Archives communales de Vaulx-en-Velin : Pièces diverses.

Archives communales de Villeurbanne : Pièces diverses (spécialement : *Registres paroissiaux de Villeurbanne* (1632-1789), 8 vol.).

Archives départementales de l'Isère : Pièces diverses (spécialement : *Villeurbanne* (dossier sur la commune de), 25 pièces.

La limite des provinces (du Dauphiné et du Lyonnais). L'affaire des habitants de la Guillotière, 63 pièces (xiv^e siècle à 1788).

Regeste dauphinois.

Archives du Parlement delphinal, de la Cour des comptes, des feux, des visites pastorales, le Registre « Pilatus », etc.

Archives départementales du Rhône : Pièces diverses.

Bibliothèque de la Ville de Lyon. Fonds Coste. Actes divers (spécialement : *Procès-verbal de Maître Louis Tindo, licencié ès Loix, sénéchal de Thouars, commissaire du roy Louis XI pour la juridiction de la Guillotière et du mandement de Béchevelin* (1479), du 23 août. In-4°, 40 pages.

Ordonnance de Camille de Neuville de Villeroy, archevêque-comte de Lyon, etc. (seconde érection de cure à Villeurbanne), le 8 janvier 1678.

BEYSSAC. — *Les Chanoines de Lyon.*

Bulletin municipal officiel de Villeurbanne : Villeurbanne historique et biographique, par J. PERRIER, revue par E. BONNARD.

Bulletin de l'Union commerciale et industrielle du canton de Villeurbanne : Histoire de Villeurbanne, par A. MONFOUILLOUX.

Canton de Villeurbanne et de ses paroisses (Histoire du), par Paul RICHARD. Opuscule, sans date (récent), 38 pages.

Cartes et plans. Les cartes et plans anciens utilisés pour cette étude sont en grande partie ceux de la Bibliothèque lyonnaise de M. COSTE, acquise par la Ville de Lyon, au catalogue spécial

de laquelle on voudra bien se reporter, spécialement : *Carte de la Guillotière et du mandement de Bêchevelin*, conformément au texte du procès-verbal de M^e Louis TINDO, commissaire du roi Louis XI (à utiliser avec réserves, ayant été exécutée par BOUCHET, en 1702).

Pour les cartes et plans modernes, ont été utilisés ceux zingographiques du service de l'armée (pour la région lyonnaise), carte dite « d'état-major », et le plan de Lyon, des services de la voirie de cette ville, enfin le plan de Villeurbanne, édité par la mairie de Villeurbanne.

Cartulaire de l'abbaye d'Ainay (Grand), (*Chartularium athanence*), publié par le comte CHARPIN-FEUGEROLLES et M. C. GUIGUE, 2 vol., Lyon, 1885.

Cartulaire des fiefs de l'église de Lyon (1173-1521), publié par Georges GUIGUE, Lyon, 1893. Vitte, vol. 580 pages.

Cartulaire lyonnais. — Documents publiés par M. C. GUIGUE, 1893.

Cartulaire municipal de la ville de Lyon. Recueil formé au XIV^e siècle, par Etienne DE VILLENEUVE, publié par M. C. GUIGUE, Lyon, 1876.

CHEVALIER (Ulysse). — Divers ouvrages. *Passim*. En particulier, son étude sur le « Regeste Dauphinois ».

CHORIER (Nicolas), avocat au Parlement de Grenoble. — *Passim*.

COLLOMBET. — *Histoire de l'église de Vienne*. *Passim*.

Description du Musée lapidaire de la ville de Lyon. *Epigraphie antique du département du Rhône*, par le docteur A. COMMAR-MOND.

DRIVON. — Opuscules divers. Articles dans *Revue Médicale*.

Entrées des princes et des princesses de la maison de Savoie à Lyon, aux XIV^e et XV^e siècles, par L. CAILLET, archiviste-paléographe, Lyon, 1909. Opusc. 64 pages.

Etranger à Lyon (L'). — Emmanuel VINGTRINIER, dans *Mémoires de la Société littéraire*. Tiré en opusc., Lyon, 1899, 51 pages.

GUY-ALLARD. — *Passim*.

Histoire de la Guillotière et des Brotteaux, par MEIFRED, 1846. Bibliothèque de la ville de Lyon. Fonds COSTE.

Hôtel-Dieu de Lyon (L') et le département du Rhône, par Pierre ASTIER, Lyon, 1912.

MARTIN (Abbé). — *Eglises et chapelles de Lyon*.

Plusieurs arrests obtenus par les manans et habitants du bourg de la Guillotière et mandement de Bêchevelin (etc.). A Lyon, chez André MOLIN, imprimeur ordinaire de Son Altesse Sérénissime, Monseigneur le duc du MAINE, prince souverain de Dombe, 1695. Opuscule 30 pages.

Pièces justificatives pour servir à la défense des habitants de Villeurbanne, département de l'Isère, contre les actes de spoliation et d'oppression exercés contre eux en général et contre douze d'entre eux en particulier. Brochure de 38 pages. Louis PERRIN, imprimeur du tribunal civil, grande rue Mercière, N° 49, Lyon, septembre 1828.

Mémoire de Janin de Combe-Blanche : Réponse du maire de la Guillotière Ferrand, 1790, V. F. COSTE.

MERMET. — *Passim.*

Musée Dauphinois : Catalogue des inscriptions romaines (ville de Grenoble), 1927.

Notes et Souvenirs, de PÉRICAUD.

Notice historique et topographique sur la ville de la Guillotière, par CRÉPET, 1845. Fonds COSTE.

Obituaire de l'église de Lyon (Obituarium lugdunensi ecclesiæ), publié par GUIGUE, 1867.

Obituaire de l'église de Saint-Paul de Lyon, par GUIGUE.

Pages d'histoire locale (Nos). « Bulletin de la Société d'Etudes d'histoire de Lyon ».

Polyptyque de l'église collégiale de Saint-Paul de Lyon. M. G. GUIGUE, 1875.

Promenade aux environs de Lyon : Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, par Nicolas-François COCHARD. Opusc. sans date (vers 1800). Fonds COSTE. Bibliot. de la ville de Lyon. V. Cochard, Lyon. Barret, in-8°, 11 p.

Recherches sur Notre-Dame de Lyon. M. C. GUIGUE.

Rives de l'Ozon (Les), Isère, par un Dauphinois. Notice historique sur leur glorieux passé. Bourgoin, imprimerie Ch. VAUVILLEZ père et fils, 1867. Brochure 80 pages.

THÉVARD. — *La catastrophe du pont du Rhône.*

Valbonne (La) : Etudes historiques sur le département de l'Ain, par E. RÉVÉREND DU MESNIL, Lyon, 1876. Vol. 213 pages.

Villeurbanne historique et biographique, par PERRIER. Opusc., 1905.

Voies antiques du Lyonnais, déterminées par les hôpitaux du Moyen Age, par GUIGUE, Lyon (sans date).

CHAPITRE PREMIER

Droit moderne et ancien droit

L'étude de la vie et des méthodes de gouvernement des anciens villages n'est pas sans présenter un aspect qui déroute nos esprits modernes habitués à des distinctions, à l'unité de divisions administratives, à des pouvoirs élus que l'histoire nous montre comme étant des notions qui se formèrent peu à peu, et qui ne sont parvenues qu'assez récemment à un développement plus complet.

Aussi est-il indispensable, au début de cet exposé, de présenter un tableau, au moins sommaire, de ces différences du droit moderne et du droit ancien. Toute la reconstitution que nous tenterons par la suite de l'histoire de Villeurbanne, communauté de plat pays, n'aura pas d'autre but que de mettre en lumière, par cette monographie même, les oppositions entre l'ancien et le nouveau régime que nous allons résumer, et qui se ramènent à trois idées.

La première est relative à la distinction que faisait l'ancien droit entre les villes et les villages, alors que, dans notre droit actuel, il n'y a qu'une seule espèce de divisions territoriales, à la base, à savoir les communes.

De nos jours, la division territoriale du pays obéit à deux principes : elle est faite en fractions portant toutes le nom

de commune, aux droits théoriquement égaux et tout point quelconque du territoire relève d'une commune, à de très infimes exceptions près, concernant de petites enclaves.

C'est ainsi que la commune de Paris, avec sa population énorme, n'est pas plus, aux yeux de la loi, que ces petites communes dans lesquelles il n'y a même pas assez de citoyens pour composer un Conseil municipal. (V. RICHARD, *Monographie des petites communes du Doubs*.) Quant au mot « ville » qui se lit parfois sur les affiches des grandes communes urbaines, il ne constitue qu'une fantaisie littéraire que les textes ne justifient pas.

Sous l'ancien régime, la situation est différente et plus complexe. Le fonds du territoire est alors constitué par les bourgs et les villages, c'est-à-dire par toute agglomération d'habitants non fermée ou murée. C'est le *plat pays*.

Sur ce fonds émergent, constituant comme des sortes d'îlots, ou, pour employer une autre image, constituant comme les trous d'une gigantesque écumoire, les agglomérations ayant une enceinte : ce sont les villes ou cités. A cette distinction de défense militaire correspondent des différences dans la méthode de gouvernement que nous retrouverons.

Nous n'avons pas à aborder la question de l'origine de ces villes qui peut être assez diverse : formation gauloise ou romaine, monastère, sauveté, château fort, etc. Observons, seulement, que ce furent souvent des villes épiscopales, les évêques étant, au début du moyen âge, les principaux agents du gouvernement des cités, comme la suite de cette étude nous le montrera pour Lyon, ville relevant longtemps du Saint-Empire, et pour Vienne sur le Rhône.

Dans l'Alsace recouvrée, du fait de la survivance de l'application de la loi allemande de 1895, le plat pays est connu et il existe une administration spécialisée.

Divers auteurs précisent aussi ces distinctions, sans qu'on arrive, toutefois, à une parfaite unité de vues.

La seconde idée est relative à la distinction de l'autorité religieuse et de l'autorité civile.

Il n'est pas question ici du mélange des attributions que l'on observe dans beaucoup de provinces, l'évêque étant à la fois évêque, gouverneur militaire et **chef civil de cette province**. Mais nous songeons au mélange de l'autorité religieuse et de

l'autorité civile dans le village, dans la communauté d'habitants.

De nos jours, le clergé jouit d'une situation respectée, mais d'attributions exclusivement limitées au but spirituel qu'il poursuit. Par contre, il se gouverne avec une totale indépendance, sans intrusion aucune, ni de l'autorité civile, ni de ses fidèles, sauf le rôle joué par les conseils paroissiaux dont le fonctionnement pratique semble très réduit. En somme, la situation actuelle du clergé apparaît excellente, tant par sa spécialisation que par son indépendance et par sa liberté d'action.

Sous l'ancien régime, cette situation est différente. Sans doute, le clergé jouit du même respect que de nos jours, mais pour être le premier personnage, le curé n'en est pas le plus écouté, ni le plus obéi, dans la paroisse et communauté.

Il y a d'abord un mélange, à peu près complet, surtout originellement, entre la paroisse et la communauté. Le curé est aussi chargé de tous les soins, spirituels et temporels. Il lui faut percevoir les dîmes, pour l'entretien des pauvres. Dans l'administration de chaque jour, il souffre de l'ingérence de conseils lents aux décisions. On a ainsi le mélange des intérêts religieux et temporels et l'intrusion de tous les jours des laïcs dans la marche de la paroisse, enfin la liberté du prêtre dans son action est entravée par le décimateur, le bénéficiaire qui le réduit à la fameuse portion congrue, par l'évêque, qui est, il est vrai, son chef naturel, et l'est resté.

Cet enchevêtrement si étonnant pour nos esprits modernes s'explique cependant facilement par l'histoire. La communauté est sortie de la paroisse et la division actuelle des buts et des autorités n'a pu être que le fruit d'une longue évolution.

Les études d'histoire locale dans les siècles qui ont précédé la révolution, font une place considérable aux recherches sur les paroisses et aux documents d'ordre ecclésiastique, au point que certains esprits ont pu en être surpris. Le fait s'explique clairement si l'on considère que la création des communes et de la vie civile distincte à laquelle nous sommes accoutumés aujourd'hui est de date assez récente. Avant 1789, la vie de la paroisse et celle de la communauté sont étroitement liées.

La situation du clergé a subi aussi de profondes modifications. Aujourd'hui, ce dernier n'est préoccupé que de questions

d'ordre surtout religieux ou s'y référant de près, et il décide en toute indépendance ou presque. Autrefois, il était mêlé à toutes sortes de questions et préposé à la garde des intérêts les plus divers, à défaut de la spécialisation et de la division actuelle des fonctions. Et il faut compléter la différence en observant que sa liberté de décisions était très limitée. Il y avait enfin, à l'intérieur du clergé, la distinction entre le bénéficiaire et le curé réduit à la fameuse portion congrue (convenable), et elle l'était, en fait, si peu, que la langue actuelle a attaché à l'expression : portion congrue, le sens de portion insuffisante.

L'histoire de la communauté et de la paroisse de Villeurbanne offre de nombreuses illustrations de ces remarques, comme le fera apparaître la lecture de divers textes ci-après reproduits. La situation des curés rappelle, toutes proportions gardées, celles de ces évêques féodaux, de ces archevêques de Lyon, princes du Saint-Empire, des évêques de la primitive église aux premiers siècles, accablés de soucis matériels aussi bien que des spirituels, ces derniers étant les seuls gardés par leurs successeurs.

Pour se faire une idée du rôle écrasant assumé par les prêtres de cette époque, il suffit de relire les pages de nos Registres paroissiaux de Villeurbanne (1632-1791), dont nous reproduisons plus loin les passages les plus caractéristiques.

C'est, par exemple, la perception de la dîme, qui n'est d'ailleurs en fait que la vingt-quatrième partie de la gerbe et de certaines récoltes, base de l'assistance publique de l'époque. L'égoïsme est suffisamment général pour en rendre la perception très difficile. A chaque page, l'infortuné pasteur parle de la dureté des cœurs, de l'égoïsme dont toutes les âmes sont remplies !

Autour de la vieille église, toujours debout, il y avait jadis le cimetière, auquel a succédé la grande nécropole de Cusset. Mais il y avait aussi le petit jardin du curé. De maladroites décisions vont permettre d'y pratiquer des inhumations et ce sont de nouveaux tracas en perspective.

A chaque changement de titulaire, on lit le navrant tableau de l'état d'abandon de l'entretien général de l'église : cloches fêlées, murs en décrépitude. Et ici intervient la distinction de la charge des réparations : celle de la partie centrale rele-

vant du décimateur, les autres seulement de la paroisse (1).

Mais il faut obtenir les décisions, l'argent. Les conseils, non le curé, décident tout, puis rien ne se fait ou tout est à refaire. Le curé le note, découragé : « Tout se fait par brigue et par intrigue, car basses sont les âmes dont tous sont remplis ! »

Et voici que, pour compléter ce noir tableau, à l'ouest de la paroisse, du côté de la Ferrandière et du carrefour de Simandre (place des Maisons-Neuves), les habitants de la Guillotière déterrent, de nuit, les bornes, pour reculer la limite des provinces (Dauphiné et Lyonnais). Contre son confrère de la Guillotière, le curé de Villeurbanne va entamer de longs procès. Il écrit : « La Ferrandière est de la paroisse : l'acte d'érection de la cure le prouve ! » (Seconde érection, ordonnance de Camille de Neuville de Villeroy, 1678.)

Une troisième idée concerne le mode de gouvernement.

Les communautés de l'ancien droit français pratiquent le système qu'on appelle gouvernement direct.

C'est sur la place publique que, plusieurs fois par année, le dimanche, à l'issue de l'office, s'assemblent les membres et qu'ils délibèrent sur les intérêts communs.

On rencontre sur divers points de l'Europe des survivances de ce système, en particulier en Suisse et dans l'administration des communes en Grande-Bretagne.

L'étude comparée des communautés de notre pays montre que, primitivement, les femmes prenaient part aux assemblées et il est piquant de constater qu'à cette époque ancienne le sens démocratique et le rôle pris par les femmes à la vie publique constituaient des réalités dont notre droit moderne s'est assez éloigné.

On donnait, lors de ces assemblées, le vin aux présents, des amendes aux absents ! Mais, bien vite, l'évolution se dessina dans le sens de la disparition de l'intervention des femmes et les défauts du système s'accrurent de plus en plus.

L'ordre de ces réunions était difficile à maintenir. Pour Villeurbanne, à l'époque du XVIII^e siècle, on convoque toujours les femmes, mais le système est en pleine décadence. Le haut

(1) Il arrivera, naturellement, que les deux séries de réparation ne seront pas faites en même temps.

clergé est absent et l'on conçoit que le pouvoir central ait cherché à augmenter l'action administrative de ses agents et à faire déléguer les pouvoirs à des représentants en petit nombre sortis de la masse de ce corps amorphe qu'avait fini par former cette impuissante assemblée des membres de la communauté.

Notons, au passage, que tandis que les communautés de plat pays pratiquaient le gouvernement direct, les villes suivaient un système représentatif ; c'est ainsi que Lyon est gouverné par le prévôt des marchands et les échevins.

Le prévôt des marchands est donc l'ancêtre du maire, bien que par ses fonctions naturelles il soit plus proche du président de notre Chambre de commerce moderne.

Cela peut sembler étrange et cependant, lors de la guerre, qui fit reparaître la nécessité de tant d'institutions que l'on croyait oubliées, on a vu les Chambres de commerce émettre, individuellement, une monnaie de papier fiduciaire sous la garantie de la ville, revenant ainsi, sous la pression des nécessités, à des pratiques du passé.

Le système d'emprunts gagés sur les villes, forme ancienne, a aussi reçu une nouvelle application dans l'emprunt fait à l'Amérique sous le nom d'emprunt des Trois villes, qui est aujourd'hui converti.

Nous donnons ci-après quelques indications concernant les cartulaires, les obituaires, enfin les polyptyques, dont nous aurons à utiliser certains. Dans les ouvrages de droit privé en sont résumées les lignes essentielles.

Le cartulaire est le recueil des chartes, ou actes d'acquisition de propriété ou droits divers, au profit de bénéficiaires qui sont surtout des personnes morales dont la grande majorité, au moyen âge, dépendait de l'Eglise.

Au moyen âge, les villes, mais surtout les églises, les couvents avaient de vastes possessions territoriales ainsi que des rentes.

Pour notre région, le premier rang revenait à l'église métropolitaine (1), qui fut jadis celle de Saint-Etienne, puis de Saint-Jean.

(1) A côté de l'église métropolitaine de Lyon, il y avait aussi, intéressant notre région, celle de Vienne. Le cours de l'Ozon limitait les deux archevêchés et les deux comtés.

Puis venait l'église Saint-Paul, à Lyon, édifiée au ^{vi}^e siècle, plusieurs fois réparée, au début abbatiale, enfin seconde collégiale de la métropole.

Il n'est pas superflu de rappeler la composition de son chapitre, car ses dignitaires, analogues à ceux d'autres personnes morales ecclésiastiques, reviennent souvent, remplissant des rôles divers, dans les chartes qui nous sont parvenues.

Selon l'ordre des dignités, on trouve d'abord le *camerarius* (chamarier); puis le chantre (cantor) et le sacristain (sacrista). A la suite, il y avait 18 chanoines.

La dotation de l'église, selon la règle générale, comprenait des rentes de fondation et des biens fonciers divisés en obédiences qui s'étendaient dans le Lyonnais, le Forez (région de Feurs, sur la Loire), le Dauphiné, etc.

Ces rentes et ces possessions proviennent pour la plus grande partie de largesses pieuses, à cause de mort, en ce sens qu'en ces siècles de foi robuste, elles sont faites *pro remedio animarum* pour le soulagement des souffrances de l'âme par les prières des vivants. Aussi les auteurs de ces largesses ne sont-ils le plus souvent mentionnés que dans le livre que tiennent les religieux, ne contenant pas d'indication d'année, mais mentionnant tous les jours et mois de l'année, avec, sous chaque quantième, l'indication de ceux qui s'en allèrent, moururent (*obierunt*) ce même jour, dans les années diverses, en faisant un don en vue de la célébration de l'office et la récitation de prières pour leur anniversaire. Ce sont les livres des anniversaires, ou Nécrologes (livre des morts) ou Obituaires (liste des décédés).

M. GUIGUE a excellemment défini ce que l'on entend par « obituaire » lors de la publication de celui qu'il fit de l'église de Lyon, en suivant les leçons, contenant parfois certaines variantes, de quatre manuscrits, le premier appartenant aux archives de l'archevêché. (*Obituarium lugdunensis ecclesiae*, 1867.)

Les défunts sont inscrits sous chaque mois, sans qu'on ait la date de l'année de leur décès. Pour les subdivisions du mois, on trouve la terminologie du calendrier romain (calendes, ides). Le texte commence généralement par le mot *Obierunt*. Etymologiquement (obire), il s'agit de celui qui s'en est allé dans l'autre vie. L'obit est le service anniversaire fondé

pour le repos de l'âme du défunt. L'obituaire se dit du registre renfermant le nom des morts, le jour de leur sépulture, la fondation des obits, etc. Beaucoup de couvents avaient leur obituaire. On y trouve une foule de renseignements sur les œuvres de personnages même fort loin des limites du couvent et du diocèse. Alors que des monuments ne présentent que des ruines muettes, on parvient parfois, grâce aux renseignements des obituaires, à reconstituer leur histoire.

C'est donc le nécrologe ou le calendrier des morts. Ces registres sont fréquents au moyen âge dans les églises et les monastères, personnes morales nombreuses, puissantes, auxquelles des dons, surtout des donations à cause de mort, étaient faits *pro remedio* ou *utilitate*, c'est-à-dire pour le salut de l'âme par le rachat des fautes.

Sur ces registres, on inscrivait, au jour de leur décès, les noms des bienfaiteurs, des personnes recommandables par leur piété ou distinguées par leurs services, en un mot « tous ceux qui avaient droit, à un titre quelconque, aux prières des religieux » (GUIGUE).

Dans la présente étude, nous serons amenés à étudier divers actes qui sont inscrits dans l'obituaire de l'église métropolitaine de Lyon, document capital, dans sa durée (816-1444) et dans son contenu. Il ne fut étudié de près que par SEVERT et surtout par M. C. GUIGUE, mais de nombreux auteurs l'ont cité par ricochet. Il renferme quelques textes concernant Villeurbanne, Chaussagne, Champagneux et Béchevelin, que nous trouverons à leur place respective.

En ce qui concerne la rédaction et la valeur juridique des chartes, nous ne pouvons rappeler, à ce sujet, que quelques considérations, fragments d'une étude d'ensemble qui pourrait être faite.

La technique de la rédaction de la charte apparaît, à cette époque, comme particulièrement forte. Les règles sont dérivées de celles des siècles antérieurs avec une préoccupation plus grande des prescriptions du droit canonique et civil, dont l'étude est de plus en plus poussée.

La charte est plutôt un développement de la preuve testimoniale qu'un acte *ad solemnitatem*. Aussi y fait-on figurer avec grand soin les noms et qualités des personnes servant de témoins. Elle porte l'indication « *datum* » et l'année. Les

redondances de termes à peu près équivalents y sont fréquentes (*vendit, cedat*, par exemple). Des clauses prévoient que les parties renoncent à se prévaloir des exceptions de crainte, dol (1).

A titre documentaire, nous reproduisons, dans le cours de ce travail, quelques exemples de cette littérature juridique.

(1) Voir les exemples nombreux ci-après reproduits.

On lit, par exemple, *cedit, concedit*, etc. On trouve des allusions au *Senatus-consulte Velleien*.

CHAPITRE II

Les anciens souverains de Villeurbanne

On peut trouver, dès le ^{vi}^e siècle, des traces authentiques de l'existence de l'agglomération villeurbannaise. Nous allons en exposer l'histoire, des origines jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle. Sans doute la Révolution marque la fin de l'ancien régime; vers cette époque, le maire remplace le consul, la paroisse va se distinguer de la commune, la commune remplace la communauté. Si nous avons cru devoir aller jusqu'à la date précitée, c'est que l'année 1828 a marqué pour le vieux village de Villeurbanne une date de violente crise municipale, qui aboutit à la création d'un nouveau centre visant même à supprimer l'ancien, lequel survécut cependant, grâce à l'énergie de ses habitants, mais ne fut plus que le vieux Villeurbanne, le quartier actuel de Cusset.

Depuis sa création, le nouveau centre Villeurbanne-Mairie, auquel s'ajoutèrent de nouveaux quartiers (les Charpennes, la Cité, Maisons-Neuves, Croix-Luizet, etc.) n'a fait qu'augmenter. Villeurbanne ne constituera plus bientôt qu'une immense ville, soudée à sa voisine la ville de Lyon, dont ne la sépare qu'une limite purement conventionnelle, qui parfois divise un même immeuble. Aux prix d'efforts méritoires, sa municipalité réalise les bienfaits de la vie des grandes villes, sans en avoir cependant les ressources correspondantes. Mais son histoire est hors des limites que nous trace l'énoncé de

notre sujet. Actuellement la population de fait est d'environ 80.000 habitants.

Au point de vue religieux, le territoire de Villeurbanne appartient au diocèse de Grenoble. Mais une telle situation résulte de dispositions du siècle dernier et historiquement l'antique paroisse de Villa-Urbana faisait partie de l'archiprêtre des suburbes qui dépendait du diocèse de Lyon.

Au point de vue civil, la situation a également été l'objet d'un renversement, mais inverse de celui survenu au point de vue religieux : de nos jours, Villeurbanne dépend de Lyon, chef-lieu du département du Rhône ; mais antérieurement, au milieu du *xix*^e siècle, Villeurbanne appartenait au département de l'Isère, et, sous l'ancien régime, la communauté relevait du baillage de Vienne et de la généralité de Grenoble, en d'autres termes du Dauphiné, et, plus anciennement, des domaines du comte de Savoie.

Il convient donc, dans ce chapitre, d'étudier sommairement les différentes autorités dont a relevé Villeurbanne, à quel diocèse son territoire a appartenu, les provinces et les états auxquels il fut rattaché.

Parmi les provinces, nous avons déjà nommé celle du Dauphiné, dont la capitale était Grenoble. Il y avait deux archevêchés (Vienne et Embrun) et cinq évêchés, dont Grenoble. On distinguait le Haut et le Bas-Dauphiné, ce dernier comprenant le Viennois.

Nous ne faisons que rappeler que le territoire de cette province, antique patrie des Allobroges, passa successivement sous la domination romaine, puis celle du royaume burgonde, qui, dans sa dernière forme, avait Vienne et non pas Arles comme capitale. Puis les comtes d'Albon (dans le Graisivaudan) en firent un seul état connu sous le nom de Dauphiné, ce nom venant d'un dauphin placé dans les armoiries.

Cette puissante maison fut la tige des dauphins de Viennois, que l'histoire divise en trois races, allant de Gui ou Guigues (fin du *ix*^e siècle) à Humbert II, mort en 1355, sous l'habit de dominicain.

Ce dernier, à la suite du chagrin causé par la mort accidentelle de son fils, qui s'échappa de ses mains à la fenêtre du palais, pour tomber dans l'Isère où il se noya, avait formé le projet de céder le Dauphiné au pape. Une commission fut

nommée qui parcourut les châteaux et la découverte récente aux archives du Vatican de fragments de son rapport est considérée comme fort importante. Puis, sur le conseil du pontife, Humbert céda son état au roi de France, suivant des modalités que nous rappellerons en étudiant certains actes. Le roi de France régnait sur le Dauphiné en qualité de Dauphin et nous verrons dans l'affaire de la Guillotière que ce bourg, situé en Dauphiné, était en terre étrangère et qu'au sujet des conflits juridiques avec la ville de Lyon, les consuls et manans de la Guillotière en appelaient « au roi Dauphin » contre « le roi de France », ce qui fait ressortir la dualité de personnes morales de droit public dans une même personne physique.

En 456, les Burgondes s'établirent dans la première Lyonnaise. Il y eût des partages de terre entre les chefs victorieux et les sénateurs gallo-romains. On connaît plus ou moins les alternatives de luttes qui suivirent : certains historiens (comme HEINRICH, *Invasions germaniques*) attribuent aux Burgondes une sociabilité relative, la connaissance d'arts manuels qui facilitèrent le contact et l'assimilation.

Aux Burgondes succédèrent les rois Francs. La fusion des races préparent les nations modernes. L'Eglise catholique, combattant l'arianisme, ruine la domination burgonde et favorise les Francs. L'histoire générale montre, ensuite, les causes qui amenèrent la création du régime féodal et la place énorme prise par les évêques, seule puissance restée debout, à côté d'agents à puissance contestée du pouvoir central. Les personnes morales les plus nombreuses et les plus puissantes sont les divers établissements ecclésiastiques (évêchés, couvents, etc.) dont un grand nombre allient une forte puissance matérielle à leur rôle religieux et la possession de vastes domaines. Agents presque uniques de la civilisation, les moines enseignent l'art et les belles-lettres, le droit, cultivent les terres, défrichent les forêts, copient les manuscrits aux riches enluminures.

Vers 839-843 se placent les divers partages d'Etats, certains au début viagers, par une malheureuse assimilation des territoires nationaux aux biens privés, idée fausse dont l'histoire du droit public nous montre la lente disparition. Il y eût le célèbre traité de Verdun. Boson, frère de Richilde, seconde

femme de Charles-le-Chauve, régna dans nos régions, et son nom se trouve dans divers actes intéressant Villeurbanne.

Du traité de Verdun découla cette idée de frontière tracée par le cours du Rhône et de la Saône, du moins de façon générale. D'où cette expression des bateliers du Rhône de « piquer en Empire, piquer en Royaume » selon qu'ils gouvernaient leurs bateaux par rapport à l'une ou à l'autre des rives.

Cette idée simpliste du fleuve, frontière naturelle, joua un rôle considérable dans l'esprit des masses ; le Rhône sépara de Lyon le comté de Savoie, puis le Dauphiné, ce dernier, à la suite de son auteur, étant maître « aussi avant qu'un cavalier armé peut entrer dans le fleuve, sans que le cheval nageât, plus un jet de lance, et — trouve-t-on parfois — plus neuf grains de blé ! »

Charles-le-Chauve avait institué Boson gouverneur général et Guillaume I^{er} comte de Lyon. Sous Louis-le-Bègue, Boson usurpa la couronne, sur l'avis de l'archevêque de Lyon, Aurélien, et avec l'assentiment d'évêques et de seigneurs réunis en assemblée (15 octobre 879). Le second royaume de Bourgogne était fondé ; il pût exister à la faveur des rivalités entre les souverains de France et d'Allemagne. Mais son roi Rodolphe III, prince faible, se mit sous la protection du monarque allemand Conrad-le-Salique et le fit son héritier, à son lit de mort (6 décembre 1032). Conrad prit possession du royaume d'Arles. La Bourgogne devint un grand fief de l'empire.

Le même Rodolphe III avait transféré aux évêques de ses états son autorité temporelle. Il en fit des *principes regni* avec prééminence sur les comtes et autres évêques royaux. Les évêques ainsi investis de l'autorité temporelle furent ceux de Genève, Lausanne, Lyon (1). Tarentaise, Vienne, Belley (Voir *Revue de l'Ain*, page 344, article de Jules BAUX. Samuel GUICHENON, *Sa vie*, etc.).

Centre rural très modeste, Villeurbanne ne fut intéressé

(1) Villeurbanne et les autres territoires de la rive gauche, à l'est jusque vers Morestel, au sud jusqu'au cours de l'Ozon faisaient partie de l'archevêché de Lyon, au spirituel.

Au sud, au delà de l'Ozon, s'étendait le territoire de l'archevêché de Vienne, supprimé et réuni à celui de Lyon, lors du Concordat.

qu'indirectement par ses diverses vicissitudes. Mais la région présente des traces importantes du pouvoir féodal : nombreuses sont les ruines de châteaux féodaux dans les diverses communes environnantes. Les petites villes fortes du temps, comme Saint-Symphorien-d'Ozon, furent mêlées davantage aux luttes des petits Etats. Enfin nous ne tarderons pas à voir l'effet de l'intervention des évêques de Lyon sur la rive gauche et la région très proche de Lyon sera directement intéressée.

Sous les lointains princes allemands, se produisit l'envahissement des hauts feudataires. Les villes fréquemment se donnèrent aux évêques. Prélats et comtes prirent une place grandissante dans la monarchie burgonde.

En France, on constate la même évolution. Dès 877, à l'assemblée de Kiersy-sur-Oise, Charles-le-Chauve reconnaît, semble-t-il, l'hérédité des fiefs, dont le nombre augmenta, avec le morcellement, de 29 à 60, puis 70.000 avec 700 petits Etats indépendants. Le comté du Lyonnais s'établit dans le Lyonnais, une partie de la Bresse, les Dombes, le Beaujolais, jusqu'à Tramayes, en Mâconnais, le Roannais et le Forez. Sous les comtes étaient de nombreux seigneurs inféodés. Le comté du Lyonnais s'étendait, près de Lyon, sur la rive gauche du fleuve.

Mais les comtes furent menacés par le puissant siège archiépiscopal de Lyon, qui confondait la puissance spirituelle et la puissance temporelle. Ce siège fut longtemps occupé par les Burchard ; Conrad de Bourgogne, père de Burchard II, se démit, en faveur de ce dernier, de ses droits sur la ville de Lyon. Le comte Artaud III attaqua en vain l'archevêque. Il lui fallut concéder divers droits et quitter Lyon pour le Forez. Burchard mourut en 1032. Les droits des comtes n'existaient plus !

Par acte, daté d'Arbois, du 18 novembre 1157, l'archevêque Héraclius de Montboissier reçut l'investiture du comté de Lyonnais et le droit de battre monnaie (1). Le comte Gui II de Forez s'empare de la ville de Lyon, mais l'archevêque, fugitif, revient et le chasse à son tour. En 1167, le 15 octobre, intervient une transaction : les prérogatives de la justice

(1) L'archevêque battait monnaie dans le tour de Béchevelin. Voir ce chapitre.

restent à l'archevêque, mais les gens du comte restent présents. Divers droits de péage, la monnaie, les leides des foires demeurent communs. Ces dispositions étaient peu pratiques et il fallut les réviser.

Le comte Gui et son fils cédèrent à l'église de Lyon leurs possessions au-delà du Rhône, depuis Vienne jusqu'à Anthon et jusqu'au comté de Bourgogne. Il y eût aussi des échanges (1).

Voici quelques extraits des conventions :

« Pro his vro omnibus que archiepiscopus et ecclesia comiti concesserunt in vicem permutationis, comes Guigo et filius ejus Guigo, prestito sacramento, ecclesia jure perpetuo concesserunt ea que infra sunt adnotata ; quidquid videlicet juris ipse comes Lugduni habebat, vel alius ejus nomine possidebat, et in appendiciis, TRANS RODANUM, quoque quidquid ipse, vel alius ejus nomine possidebat à Vienna usque ad Antonem et usque Burgundium... ultra Ararim quoque, castrum Perogiarum (Pérouges), quod Guichardus de Antone ab eo in feodo possidebat et mediatatem Montanesii (la moitié de Montaney) quam Petrus de Monte Loëlli ab ipso habebat. »

On remarquera dans ces textes les divers termes du droit féodal : *ab eo, in feodo tenere, et fidelitates* (d'où est venu le terme fidélité, foi, féodalité), *eorum*.

On remarquera aussi qu'il est question de Pierre de Montluel, puissante famille. Nous possédons le sceau d'un de ses membres nommé Humbert, appendu à une charte. Il porte un homme à cheval ayant à son cou un écusson aux armes de sa maison qui se blasonnent ainsi : d'or, six trangles ou fascés diminuées de sable, à un lion armé, lampassé et couronné d'argent sur le tout. Les chartes présentent souvent d'admirables sceaux représentant un chevalier armé.

Anthon est un petit centre peu éloigné de Lyon, à l'est en Dauphiné. Une puissante famille y a son manoir patrimonial. GUICHENON lui attribue des armoiries de gueules, à un dragon d'or, mais le manuscrit N° 2.029, du fonds Coste, à la bibliothèque de Lyon, donne à Aymard d'Anthon (1318) un écusson de gueules, parti de vair.

Non loin de Montluel étaient les seigneurs de Miribel, dont

(1) Voir LA MURE, *Histoire des ducs de Bourbon*. (RUBYS, *Histoire de Lyon*, p. 269.)

la juridiction s'étendait jusqu'au pont du Rhône (de la Guillotière).

Dans les tractations précédemment rappelées, le chapitre donna en outre au comte 1.100 marcs d'argent et ce dernier renonça à tous ses droits sur Lyon. En 1173, le 1^{er} avril, une bulle du pape, datée d'Agnani, approuva la transaction.

Cet acte assit sur des bases très larges la puissance temporelle des archevêques de Lyon. Ils eurent pour feudataires les seigneurs du voisinage les plus puissants comme les dauphins du Viennois. Leur caractère religieux doubla leur autorité. Nous donnons ci-après un exemple de cette intervention, aux moyens énergiques qu'on lira, entre Humbert III de Beaujeu et son fils. Il est l'œuvre de l'archevêque Jean de Bellesme, personnage très marquant que l'on retrouve dans l'œuvre du pont du Rhône et au sujet de Béchevelin.

« ...ne... vel pater adversus filium vel filius adversus patrem aliquid machinaret quod ad exheredationem alter ultrius pertineret. Et si forte alter inveniretur transgressor a fidelitate, transgressoris omnes inhabitatores terre eorum penitus absolverentur, et contra ipsum cum archiepiscopo et Lugdunensi ecclesia et ipso fidei et pactionis observatore fortiter insurgerent, et ad ipsum coercendum modis omnibus laborarent... »

C'est donc en vertu de droits parfaitement fondés que plus tard les archevêques de Lyon vinrent demander au roi de France d'éclaircir leur situation sur la proche rive gauche du Rhône, demande qui aboutit à la mission de Tindo, mais la ténacité des Dauphinois limita leur succès à un résultat si minime qu'au XVIII^e siècle le procès-verbal du commissaire du roi Louis XI était considéré comme enseveli dans l'oubli « dont il n'aurait jamais dû sortir », disaient-ils.

Il est nécessaire de mettre en lumière le rôle et les pouvoirs des archevêques-comtes de Lyon. Au comte de Savoie, plus tard au Dauphiné, ils disputèrent la ligne frontière qui est encore celle de la ville de Lyon, sur la rive gauche. C'est la question de Béchevelin, plus tard celle de la Guillotière.

Pour Villeurbanne, il n'y eut jamais de difficulté de cette nature. La communauté était terre en Dauphiné.

Les adversaires des Lyonnais prétendirent toujours que la limite était tracée par le fleuve et même, sous la Révolution,

les habitants de la Guillotière ne voulurent pas être sujets lyonnais.

En ce qui concerne la cure de Villeurbanne, c'était l'archevêque de Lyon qui était décimateur.

L'époque médiévale fut donc particulièrement complexe. Du point de vue numismatique, on en a une preuve, déjà signalée, pour l'archevêque de Lyon qui avait le droit de battre monnaie.

Mais à Vienne on frappait aussi des pièces.

La monnaie viennoise est très abondante au XIII^e siècle et souvent mentionnée dans les actes. Elle eut, dans nos contrées, une popularité égale à celle de la monnaie « tournois » des bords de la Seine et de la Loire. (Voir Index numismatique, p. 574. *Cartulaire des fiefs de l'Eglise de Lyon*, de Georges GUIGUE.)

Très fréquentes sont dans les chartes de nos pays les évaluations de prix en livres viennoises, comme nous en transcrirons divers exemples.

Sur quelques points, il convient de préciser les données précédentes concernant les dominations qui s'exercèrent sur Villeurbanne. La domination romaine est la première dont nous possédons des traces importantes, en particulier par le tracé des routes romaines dont nous reparlerons plus loin. De 407 à 534, on note la souveraineté des rois burgondes, puis celle des rois francs, jusqu'à l'année 879.

A cette date, sous le règne de Charles-le-Chauve, Boson, dont nous trouverons le nom dans divers documents, se fit élire roi par les évêques et les seigneurs réunis au château de Mantaille, commune d'Anneyron, dans la Drôme, non loin de Vienne. Il restaura le second royaume de Bourgogne, qui comprenait une partie du comté de Bourgogne, la Provence, le Dauphiné, la Savoie, le Lyonnais, la Bresse, autant qu'il soit possible d'en tracer les limites, avec des noms qui, comme celui de la Bourgogne, offre des sens nombreux et variables.

En 937, la race de Boson s'éteignit en la personne de Charles-Constantin, et sa succession fut recueillie par Conrad-le-Pacifique, fils de Rodolphe II, roi de Bourgogne transjurane, qui eut deux fils, dont l'un, Burchard, devint archevêque de Lyon, et Rodolphe qui lui succéda après sa mort. Ce dernier, sans postérité, fit donation de tous ses états à Henri II, empe-

reur d'Allemagne, et ensuite à Conrad II, son fils, appelé le Salique.

En 1023, le 14 septembre, il donna aussi à l'église-cathédrale de la ville de Vienne le comté Viennois, borné au nord par la petite rivière d'Ozon. C'est là un exemple de l'enchevêtrement des droits féodaux, et il rappelle certaines discussions, assez théoriques, qui s'élevèrent lors de la cession du Dauphiné à la France, motif tiré des droits possédés sur ce territoire par les évêques.

L'on a pu se demander si le dauphin avait valablement cédé ses états à la couronne de France, puisqu'il n'avait pas tenu compte de certains droits temporels de l'archevêque de Vienne.

L'histoire régionale relate de longs et peu connus conflits entre le comté Viennois et le gouvernement du Saint-Empire romain germanique. Conrad le Salique y envoya des vassaux fidèles, parmi lesquels se distingua Humbert aux blanches mains, premier comte de Savoie (1027), auquel on donnait une origine légendaire évoquant le célèbre chef saxon Witi-kind (mort en 807), le Ring, le sanctuaire de l'Irmensul, etc.

Dans toute cette région, pendant des siècles, la maison de Savoie exerce une domination méthodique et large. Mais dès l'année 1356 une distinction s'impose entre les territoires entre l'Isère et le Rhône et ceux sur la rive droite en amont de Lyon. En vertu d'un acte d'échange, les territoires entre Isère et Rhône furent cédés au Dauphin Viennois et l'est lyonnais suivit le sort de cet état qui plus tard fut cédé au roi de France par Humbert II. Le Dauphiné fit partie du domaine de la couronne, mais il faut remarquer que le roi y régnait comme roi-dauphin. Au chapitre consacré à l'affaire des habitants de la Guillotière, nous verrons ces derniers, en révolte contre les exactions des administrations lyonnaises, au XVIII^e siècle, en appeler : « au roi-dauphin ». Par rapport à la France, le Dauphiné, plus spécialement la Guillotière, restait terre étrangère, soumise, par exemple, aux traites foraines. Au milieu de l'étroit et long pont du Rhône (pont de la Guillotière) se voyait deux anneaux de fer qui marquaient la limite, entre lesquels, nous le rapporterons, s'opérait l'échange des malfaiteurs, une sorte d'extradition de l'époque.

En ce qui concerne les diocèses, la petite rivière de l'Ozon

formait la limite entre les archevêchés de Lyon et de Vienne, comme pour les comtés. L'étude de la carte montre alors, en considération de la ligne de démarcation précitée, la répartition des localités sous l'une ou l'autre autorité. On peut voir que même Saint-Priest relevait de Lyon. Le concordat de 1801 devait modifier cette situation et c'est par l'effet toujours existant de ses clauses que Villeurbanne appartient de nos jours au diocèse de Grenoble.

Les armes des comtes de Savoie sont constituées par la croix d'argent, sur fond de gueules. Elle demeure au blason de la ville de Chambéry et dans le drapeau d'Italie dont la famille royale est celle de la maison de Savoie. On la voit aussi aux chapiteaux, aux modillons ou sur les clefs de voûte des églises de l'Ain à style ogival.

Dans cette région l'autorité de cette maison s'est longtemps maintenue.

Les pièces d'archives font revivre les visites officielles que firent ces princes à Lyon, à l'occasion desquelles ils recevaient de grands honneurs et des cadeaux. Parfois se voyaient des craintes de complot ou de mouvement populaire hostile et diverses précautions étaient prises.

On lit dans un acte de 1462, le 29 mai, à Lyon (chapelle Saint-Jaqueme) : « Laurent Paterin, docteur, Anthoine Penin, licencié en loys, Ymbaud de Varey... citoyens et conseillers de la ville de Lyon, à Gilet de Chaveyrie, trésorier..., salut. Nous vous mandons que... vous bailliez à Estienne Gonin, espicier, la somme de 24 livres, 2 sols, 6 deniers tournois deue pour troys douzenes de torches de cire et troys douzenes boestes de confictures donnéees... aux enfants... du duc de Savoie... » (Archiv. mun. de Lyon, cc. 421, N° 22.)

La pièce B.B. 15 fol. 10 v. 2 (arch. précitées) nous apprend qu'à l'occasion d'un arrêt à Lyon de Bonne de Savoie, duchesse de Milan, allant voir Louis XI, et à la demande, qui parut excessive, du comte de Comminges, gouverneur du Dauphiné et maréchal de France, qui voulait qu'on jouât des moralités et qu'on fit tendre et tapisser les maisons, le Consulat, rejetant cette dernière demande, fit cependant nettoyer les rues, alla en corps à la rencontre de la duchesse, fit jeter des fleurs « et autres verdures », représenter des « moralités » et exécuter des jeux à divers carrefours.

En 1489, le 26 mars, à l'hôtel commun, à Lyon, à l'occasion de la venue prochaine du duc de Savoie, le Consulat chargea Pierre Henry dit Canart de prévenir les habitants de faire l'écharguet, le guet et la garde des portes, de ne pas insulter les gens du duc, en cas d'effroi de s'armer sous la direction de leurs dizainniers et de leurs pennoniers ; de placer dans des maisons, près des changes, de chaque côté de la rivière, des brigandines, des voulges, des salades (casques ronds, de l'italien celata) alors à l'hôtel de ville pour ceux dont l'armement ne serait pas complet ; de forcer les gens de bien à mettre des lanternes à leurs fenêtres ; de faire tendre les chaînes, en cas d'effroi ! (Arch. mun. Lyon BB. 19 f° 126 verso 127, 1°.)

Si importante que soit la domination dauphinoise sur la région de la rive gauche du Rhône, elle n'avait fait que succéder à celle du comte de Savoie (qui n'était pas encore duc) à la suite d'un échange de territoire dont le but fut de mettre fin à des guerres longues et acharnées. Le territoire situé entre le Rhône et l'Isère fut cédé par la Savoie contre Le Faucigny et une partie du Bugey qu'abandonnèrent les Dauphins.

Nous étudierons plus loin cet échange qui sera souvent rappelé lors des procès concernant la délimitation des provinces du Lyonnais et du Dauphiné.

Ainsi il y eût la domination des ducs de Savoie, puis celle des Dauphins, telle est la succession des souverains que l'histoire nous montre. Dans la pratique, comment les conflits se sont-ils engagés et quels en furent les acteurs locaux ?

La lutte se poursuivait dans les deux domaines, celui de la force des armes, à tout le moins des entreprises à mains armées, comme la prise du pont du Rhône, dont il sera question plus loin, et aussi dans le domaine des conflits juridiques. Sous Louis XI, à l'enquête, assiste le juge local de Saint-Symphorien-d'Ozon. Il vient à l'auberge du Lion Rouge, à la Guillotière, délégué du parlement de Grenoble, dont un membre influent est aussi sur place. On verra plus loin la prudente conduite, en cette délicate circonstance, des magistrats dauphinois. Au moment des coups de main, c'était aussi le seigneur de Saint-Symphorien, ainsi que celui de Vaulx-en-Velin, qui étaient à la tête des hommes d'armes marchant contre les Lyonnais. La vieille idée qui les guidait était celle

du Rhône formant la frontière naturelle entre le Dauphiné et la France, comme jadis l'Empire et le Royaume, le duc de Savoie ayant droit jusqu'au point où un cavalier pouvait entrer dans le fleuve sans que sa monture nageât, plus un jet de lance, plus neuf grains de blé !

Le moyen âge nous donne de nombreux exemples du mélange de l'autorité spirituelle et temporelle chez les évêques, qui bénéficiaient aussi de donations et savaient à l'occasion défendre juridiquement leurs titres, et parfois les armes à la main.

A l'époque du roi Louis XI, et même sous le règne de son prédécesseur, l'archevêque de Lyon tenta d'exercer une revendication des terres situées sur la rive gauche du Rhône. C'est ce qui fut l'occasion des travaux du commissaire du roi Louis XI, maître Louis Tindo, licencié ès lois, sénéchal de Thouars, auxquels nous consacrons, à raison de leur importance, un chapitre spécial.

Tindo, désapprouvé, il est vrai, par les magistrats délégués du Dauphiné, donna raison à l'archevêque et traça une limite qui, reprise lors de la Révolution, est à peu près, de nos jours, celle de la ville de Lyon, sur la rive gauche du Rhône.

Cette décision est d'autant plus remarquable qu'elle constitua, au cours de plusieurs siècles, un des rares titres en faveur des Lyonnais, si vieux que les procéduriers longtemps l'oublèrent et ne l'invoquèrent qu'au cours du XVIII^e siècle, à la veille d'arrêts fameux. Les Dauphinois soutenaient, au contraire, que le cours du fleuve formait la frontière naturelle des deux provinces.

L'histoire du moyen âge est rendue extrêmement complexe par la multiplicité des autorités entre lesquelles interviennent fréquemment guerres et traités dont les conséquences pèsent lourdement sur la population locale. L'autorité des archevêques domine longtemps à Lyon, avec celle plus lointaine du Saint-Empire, mais les troupes du roi de France apparaîtront au début du XIV^e siècle dans les faubourgs de la ville. Lyon est une ville frontière. Proches sont les domaines des comtes, puis ducs (1416) de Savoie, vassaux du Saint-Empire et aussi des dauphins, qui prendront autorité sur la rive gauche après l'échange de 1325.

Ce sont de petits Etats, qui ont leurs souverains souvent

turbulents, leurs parlements, des vassaux puissants comme le sire de Beaujeu, le seigneur de Saint-Symphorien, qui viendra sur le pont du Rhône (de la Guillotière) repousser les Lyonnais et faire des actes de juridiction. Des châteaux nombreux couvrent toute la région ; un des plus puissants est celui de Chandieu, où se voit encore la salle de justice.

On ne peut que donner une idée générale des conflits de ces souverainetés. La maison de Savoie fit parfois trembler les autorités de la ville de Lyon, mais le roi de France mena contre elle une lutte violente au point de ruiner certaines régions.

Jean, dernier seigneur de Montluel, fit don de ses biens à Henry Dauphin, évêque de Metz ; il était alors régent du Dauphiné, jusqu'à la majorité de son neveu, le futur Guigues VIII.

Edouard, comte de Savoie, fit la guerre à Hugues de Genève, seigneur d'Anthon, qui fut assiégé dans son château de Varey, en Bugey. Le dauphin Guigues marcha au secours de son vassal et remporta sur le comte de Savoie une importante et célèbre victoire (7 août 1325). Guichard VIII de Beaujeu fut fait prisonnier.

En juillet 1326, une sentence de Philippe d'Aurillac, légat du pape, attribua Montluel au dauphin de Viennois, avec fiefs, arrière-fiefs, hommages des hommes nobles et roturiers, conformément à la donation précitée de Jean de Montluel.

Le gouverneur de Miribel, non secouru, se rendit au dauphin. On a parlé de sa trahison et de son exécution (LAURENT, *Essai historique sur Miribel*), à tort, semble-t-il.

Du pillage du bourg de Miribel sortirent même de nouveaux petits centres comme Neyron, Vanciat, Rillieux, ex-petit fief sans justice, occupé par un bourgeois qui y avait maison-forte.

La prise de Miribel inquiéta le comte de Savoie et aviva le ressentiment d'Edouard de Beaujeu. Humbert, voyant la menace, organisa de Lyon une mobilisation plus vaste de ses troupes, avec Crémieu comme base (28 avril). Baillis, officiers, populaires (roturiers) devaient se trouver armés, le 5 mai, à Crémieu, avec un mois de provisions. Les hommes francs étaient logés par les chatelains. Les barons étaient tous avertis par des lettres particulières. Toutefois, une trêve intervint,

jusqu'à la Toussaint, sur les instances, à Anse, d'ambassadeurs du roi.

Intervint alors à Crémieu, au couvent des Augustins, le 12 mai 1347, cet acte curieux, imité de la cérémonie du doge de Venise s'unissant avec la mer. Le Dauphin épousa Miribel, unissant la ville à son Dauphiné ! L'évêque de Grenoble fournit l'anneau pastoral qu'il portait à la main. De son voyage en Terre-Sainte, le dauphin avait rapporté cette curieuse pensée.

La trêve prit fin. L'on attendait plus « que les premiers sons de la corne à bouquin » pour « retenir les blés, les vins et les chairs d'un chacun » et cependant la guerre ne devait pas recommencer. Le Dauphiné allait être transporté au roi de France et la situation changeait. Le sire de Beaujeu ne pouvait plus faire la guerre à son souverain et c'est en vain que le comte de Savoie, Amédée IV, essaya une opposition diplomatique à Paris. Tout au plus fut préparé le traité du 13 janvier 1354 dans lequel le roi Jean et son fils Charles (futur Charles V), nouveau dauphin, échangèrent contre d'autres possessions Miribel, Pérouges, Meximieux, etc.

Ce fut dès lors une perpétuelle amitié entre les maisons de France et de Savoie. Ce texte « estouffa toutes les semences de hayne entre les Dauphinois et les Savoyens et fit vivre ces peuples en paix et en repos ».

Au prix de la cession de divers seigneuries et châteaux, de la directe de la grande rue de Villars, des poypes du Montellier et d'un arrière-fief, Guichard VIII de Beaujeu traita de sa rançon de la bataille de Varey.

Le 7 mai 1334 intervint un traité entre Humbert II, nouveau dauphin du Viennois, et le comte de Savoie. Il s'agissait de divers échanges dans la région d'Ambérieu et de Montluel. Il s'ensuivit plus d'un siècle de guerres.

Ce même dauphin est l'auteur de la fameuse donation du 23 avril 1343, de tous ses états à Philippe d'Orléans, second fils de Philippe VI de Valois, au cas où il viendrait à décéder sans enfants, mais sous certaines réserves. Une notamment, au cas de survenance d'enfant, stipulait une alliance matrimoniale avec la couronne de France, les conjoints pouvant se convenir (1). Nous aurons l'occasion de revenir sur cet acte

(1) Une curieuse clause annule l'effet de la promesse au cas où la jeune personne serait disgraciée par la nature.

célèbre, fait sur le conseil de la papauté à laquelle la donation avait d'abord été offerte. Le dauphin visait à « assurer à jamais le bonheur de ses sujets ». Le fils que le dauphin perdit accidentellement était né de son mariage avec Marie des Baux. Il y eut d'ailleurs un nouveau traité et le transport réel n'eut lieu qu'en mars 1348. C'est en vertu d'une clause de la donation que celui des enfants de France auquel les états auraient été cédés, ou ses successeurs dans la possession du Dauphiné devaient porter le nom de Dauphins de Viennois et les armes de Dauphiné écartelées de celles de France. C'est ce qui fut fait pour le titre et pour les armes comme on en voit les artistiques exemples dans le Palais de Justice de Grenoble, ancien palais des Dauphins.

Puis le dauphin partit pour la Croisade. Le sire de Beaujeu se plaignit de diverses vexations et le lieutenant général du Dauphiné désavoua les auteurs des méfaits. Mais le sire de Beaujeu ouvrit cependant les hostilités. Le dauphin, revenu de Terre-Sainte, organisa la résistance en accord avec Henry de Villars, archevêque et comte de Lyon.

Le comte de Savoie désavoua le dauphin, mais garda la neutralité. En 1348, Humbert vint assiéger Miribel. Le 6 avril, les Dauphinois, aux dires d'un vieil historien, montèrent à l'assaut « comme des lions ». Cette appréciation mérite d'être mieux retenue que celle inscrite en haut des portes de Pérouges, au cours de ces mêmes guerres, où on lit que « les coquins de Dauphinois » emportèrent les portes et les gonds, mais ne purent pénétrer dans la vaillante petite cité.

Il était nécessaire de rappeler ces faits, car les cessions de communaux entre Villeurbanne et les villages voisins de Bresse furent fréquents.

Ainsi la puissante maison de Savoie joua un rôle respecté dans nos régions, jusqu'à l'échange rappelé et même au delà dans la région de Miribel. Elle eut une politique habile, autre que celle des dauphins : résidant au delà des monts, elle visa à instituer dans chaque fief des seigneurs assez forts pour défendre ses lointaines frontières.

On a vu, à diverses reprises, les effets de ce droit féodal qui, par une double conception exagérée dans sa portée, subordonna l'homme à la terre et hiérarchisa les terres entre elles. Survivance ou création, rares étaient les alleux possédés

par des gentilshommes indépendants. Fréquents étaient les bénéfices ou fiefs des vassaux ayant la charge des hommages et redevances. Comme on le verra par la suite, les revenus des diverses œuvres ecclésiastiques comme le recrutement des hommes d'armes pour la défense du sol étaient basés sur le jeu de ce principe. L'archevêque de Lyon dressant ou renouvelant le cartulaire des fiefs de son église, avec le concours de ses hommes d'armes allant chercher les intéressés pour les amener en son château de Pierre-Scize, et aussi celui des chanoines, des notaires et des juristes, rédigeant les actes, exécutait la première opération nécessaire pour délivrer ses possessions du désordre et de l'invasion. Les temps féodaux ont été méconnus et décriés : ils ont cependant fourni un apport capital à l'art et à la civilisation.

La maison de Savoie avait, sur la rive gauche, des possessions très nombreuses. Sur la rive droite, son règne fut plus paisible et ne souffrit que d'une vengeance du roi Louis XI (1468) contre Philippe de Savoie qui avait manqué à la foi jurée. Le bâtard d'Armagnac, Jean, comte de Comminge, gouverneur du Dauphiné, ravagea la Dombes, la Bresse, la Maurienne. A cette expédition se rattachent les curieuses éphémérides de l'avocat Jacques Badel (archives de Dijon, publiées par M. DUFAY).

On lit au mercredi 10 août : « Deux chevaucheurs seront envoyés de suite... à Montluel, attendu que... les gens d'armes du Dauphiné passent, et veulent passer deçà Collonges sur la Saône... »

C'est aussi à cette expédition que se rattache la célèbre défense de Pérouges rapportée plus haut.

La triste époque des guerres de religion et des troubles sociaux qui l'accompagnèrent accumula ruines et débris. A Villeurbanne, l'église fut violée, l'église Saint-Jean de Béchevelin détruite et ces souvenirs concernant les monuments sacrés doivent nous faire revivre les souffrances des populations dont on a, par les historiens de la ville de Lyon, les plus atroces descriptions.

Il convient de noter encore, à la fin du xvi^e siècle, la violente reprise de la lutte contre la maison de Savoie. Biron, gouverneur de Bourgogne, entra dans la Bresse, y semant la ruine et la désolation. Ce fut une guerre d'extermination.

En 1598, on ne retrouva au Chatelard, qu'un seul homme défiguré vivant d'herbes. Les petites villes de la rive droite du Rhône (Miribel, Montluel, etc.) furent conquises et le traité du 27 janvier 1601 rattacha à la France la Bresse, le Bugey, le pays de Gex et le Valromey, en échange du marquisat de Saluces. Henri IV avait dit, le 2 août 1600, à Grenoble, aux députés de Genève : « Mes prédécesseurs ont mis le duc de Savoie en pourpoint ; je le mettray an chemise ! » (1).

Nous avons rappelé que les comtes de Savoie avaient cédé leurs domaines du Dauphiné (territoire entre le Rhône et l'Isère) au dauphin, le futur Charles V (1356). Le traité de cession fut lu et signé au réfectoire des religieux de Sainte-Colombe, en présence de toute la noblesse de la province, qui l'approuva, et du fameux jurisconsulte Pierre de Cugnères.

D'autre part, et antérieurement (1349) le Dauphiné avait été réuni à la couronne de France, alors portée par Philippe VI de Valois. Une délégation de la noblesse dauphinoise avait été envoyée au roi, signe du consentement de la province.

Il convient de résumer ici les principaux détails de ces deux faits importants.

En 1335, une paix intervint entre le comte de Savoie Aimon et le Dauphin Humbert II. Les bases en furent discutées à la Grange de la Sylve, près de Moirans (actuellement commune du Jura). Le comte de Savoie y fut assisté, notamment, de Girin, de Saint-Symphorien-d'Ozon, ces pays de la rive gauche du Rhône relevant alors et encore du comte de Savoie.

En 1349, le dauphin Humbert cède au roi de France ses Etats, par suite de la mort tragique de son fils unique, tombé accidentellement de la fenêtre du palais, où son père le tenait dans ses bras, dans l'Isère, qui coulait au pied du bâtiment, où il se noya.

La cession du Dauphiné ne fut toutefois réalisée qu'en diverses étapes. Le pape, avant le roi de France, fut aussi

(1) Voir les références : AUBRET, *Mém. pour serv. à l'hist. des Dombes*, Guicheron. — Honoré PALLIAS, *Ephémérides dauphinoises*. — P. Anselme LAURENT, *Archives communales de Meximieux*. — Jules BAUX, *Histoire de la réunion des provinces de Bresse, Bugey, etc.* — *La Valbonne*, par E. RÉVÉREND DU MESNIL, Lyon, 1876. — GUIGUE, *Département de l'Ain*. — Ouvrages de M. le baron RAVERAT.

pressenti comme acquéreur éventuel. Une commission émanant des deux intéressés visita diverses places et rédigea un rapport dont certains fragments retrouvés récemment aux archives vaticanes constituent une découverte importante et utile. Le pape conseilla lui-même la cession au roi de France, suivant en cela son penchant traditionnel en faveur des intérêts de la France, comme le fait a été signalé.

Après cette cession, de vifs débats s'élevèrent, à raison de difficultés diverses, entre la France et la Savoie. Elles devaient conduire à la guerre. En vain, en 1352, fût-il tenue, à Voiron, une conférence où se trouvaient notamment l'archevêque de Lyon, Guichard, évêque de Lion, et Antoine, seigneur de Chandieu. On ne put concilier les intérêts divergents du dauphin Charles, fils de Jean II, roi de France, et du comte de Savoie, Amédée VI.

Le succès favorisa d'abord l'armée dauphinoise qui ravagea Saint-Symphorien-d'Ozon et son territoire et brûla Dolomieu. Mais une nouvelle offensive se produisit du parti adverse et la maison de Savoie gagna la fameuse bataille des Abrets.

Intervint un traité de paix, le 5 janvier 1356, qui consacra un échange de terres, favorable à l'unification du Dauphiné, bien que dans l'ensemble le comte de Savoie fut surtout avantage.

Entre l'Isère et le Rhône, le pays revint au Dauphiné. Le Guiers et le Rhône furent choisis pour fixer les limites des deux Etats vers le Viennois et vers l'Isère. Quarante-quatre places furent désignées pour assurer l'exécution du traité, dont la ville et le château de Saint-André-de-Briord sur le Rhône, confiés à la garde de Humbert de Chaponnay, dit Passerat, seigneur de Ponsonas, près de La Mure, et de la maison forte de Feyzin (commune actuelle de l'Isère, au nord de Solaize).

Ainsi le comte de Savoie abandonnait, entre autres, Saint-Symphorien, Ternay, Vénissieux, Chaponnay, La Verpillière, etc., ainsi que toutes ses possessions, fiefs et arrière-fiefs qu'il avait, notamment, dans la terre de Chandieu, Serpaize, Heyrieux, et dans les mandements et châtellenies d'Ornacieu, de Faramans.

Par contre, le Dauphin lui remettait le Faucigny, le pays de Gex et plusieurs terres, fiefs et arrière-fiefs au delà du

Guiers et du Rhône, dans le Bugey et la Savoie, et Amédée se déclara son homme-lige et son vassal.

Ce dernier, après ratification, souleva cependant des difficultés de détail ; elles furent aplanies au Parlement de Paris. Les populations passées au Dauphiné gardèrent bon souvenir de la domination paternelle de la maison de Savoie. Toutefois, à Beaufort, se produisit de la résistance. Le Faucigny céda devant une injonction formelle et la menace de l'emploi de la force.

Nouveaux maîtres, du point de vue politique, des régions à l'est de la ville de Lyon, les dauphins, du point de vue juridique, avaient pour « auteurs » les anciens comtes de Savoie. Les traces du passé survivaient dans l'exercice et la jouissance de divers droits et, en particulier, dans ce territoire de la proche rive gauche du Rhône, objet de convoitises de la part des diverses administrations lyonnaises.

Aussi voit-on les autorités locales de la Guillotière, ou celles de Saint-Symphorien, compulser, à l'occasion, les pièces d'archives et rappeler les anciens titres, du temps des comtes de Savoie, maîtres anciens du pays. (Voir l'affaire des habitants de la Guillotière. La limite des provinces.)

CHAPITRE III

Les voisins de Villeurbanne

Au cours de cette étude sur la communauté de Villeurbanne, certains noms d'agglomérations voisines reviendront souvent. Pour l'intelligence du récit, nous croyons utile de grouper, dans ce chapitre, les noms des principales d'entre elles, en indiquant sommairement ce qu'elles présentent de particulier en elles-mêmes ou dans leurs rapports avec les régions qui font l'objet de cet exposé.

Ces villes, villages, châteaux sont :

Chaussagne, Champagneux, Bêche-en-Velin, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons (*Centum fontes*), Bron (Saint-Denis-de-Bron), bourg de la Guillotière en Dauphiné (actuel arrondissement de Lyon), les Brotteaux, la Prairie, Saint-Symphorien-d'Ozon, Vienne en Dauphiné, Chaponnay, Chandieu, Illins, Ternay, Saint-Priest (en-Velin, selon les titres du moyen âge), Feyzin, Communay, Mions, Toussieux, Corbas, Solaize (*Solatium*), Marennnes, Saclange (inconnu et disparu), Fesclange (*idem*), Luizet.

Saint-Symphorien-d'Ozon (le nom romain de jadis est inconnu, l'actuel est postérieur à 1110 ; Ozon est, au IX^e, Alsono), bourgade située à une quinzaine de kilomètres au sud de Lyon, rive gauche du Rhône, sur la route de Vienne, à sa bifurcation avec la vallée de l'Ozon. Le tracé rectiligne de l'ancienne voie romaine est caractéristique.

Au moyen âge, la bourgade fut une petite ville fortifiée

qui joua un certain rôle, politiquement, par son enceinte et ses châteaux, économiquement par des foires célèbres. Il existe d'assez nombreux vestiges de sa grandeur passée.

Le premier tracé de la voie romaine passait plus à l'ouest, suivant une courbe du fleuve. Mais un nouveau tracé abrégé ayant été établi, Saint-Symphorien en bénéficia.

Le nom patronymique est commun à d'assez nombreuses paroisses. C'est celui d'un saint célèbre de l'époque gallo-romaine, jeune homme de haute noblesse martyrisé à Autun.

Sous les comtes de Savoie la petite cité est prospère. L'archevêque de Lyon y domine et jouit de droits temporels, et l'Ozon forme la frontière des comtés lyonnais et viennois. Mais c'est surtout d'à partir du ^x^e siècle que le centre prend une importance nouvelle, due à la munificence des comtes de Savoie qui le dotent d'une enceinte. En 1250, un magnifique château fort s'élève, surveillant Vienne, ville indépendante et les Etats du Dauphin. On note ensuite d'assez vifs démêlés au sujet d'hommage entre les comtes de Savoie, les dauphins et les archevêques de Lyon et de Vienne. En 1335, une paix intervint entre le comte Aimon, le dauphin Humbert II. Au cours de la guerre qui suivit, la cession du Dauphiné à la France, les Dauphinois prirent la petite ville.

En 1403, Saint-Symphorien obéit aux ordres de Boucicaut, en lutte contre l'archevêque de Vienne, en arrêtant Granvelle et en faisant livrer un château. Saint-Symphorien produisit Etienne Guillon, dont la vie tient du roman, et qui parvint à la charge de président du Conseil delphinal. Mais il avait corrompu et trompé La Trémouille. Emprisonné, il reprit cependant plus tard ses fonctions, qu'il perd enfin définitivement, banni, ayant manqué de souplesse envers Louis XI révolté contre son père (1451). Ses frères Jean et Etienne, docteurs en droit civil, furent avocats. Son gendre, Gui-Pape, conseiller au Parlement de Grenoble, est le civiliste célèbre.

Il était né à Saint-Symphorien, comme, au ^{xiv}^e siècle, Benoît Court, qui fit des commentaires latins sur des textes juridiques français et composa un enchiridion des termes du droit civil et canonique.

Le Père Claude de la Colombière, célèbre aumônier et prédicateur, est aussi né à Saint-Symphorien.

Nous ne pouvons suivre l'histoire de la petite cité lors des

guerres de religion, puis dans la période de la Ligue, car elle se fond avec l'histoire de la province et ensuite avec l'histoire nationale.

Comme Villeurbanne, Saint-Symphorien faisait partie du baillage de Vienne. C'était aussi un chef-lieu de mandement, comprenant les paroisses de Sérézin, de Solaize, Feyzin, Valat, Vénissieux, Bron, Simandre et Ternay.

Par Bron et Vénissieux, le seigneur de Saint-Symphorien est limitrophe des autorités de la ville de Lyon. Aussi viendra-t-il jusque sur le pont de la Guillotière, avec une véritable petite armée, rafraîchir la mémoire des Lyonnais sur l'existence de sa souveraineté, comme on le lira par la suite. Voilà pour le côté militaire.

Pour le côté juridique, autre aspect de la lutte d'influence, Saint-Symphorien tient, après Grenoble, le premier rôle dans l'historique de la rive gauche. C'est son juge qui sera envoyé pour assister le représentant spécial du Parlement delphinal, lors des discussions qui accompagnèrent la mission de Tindo, commissaire du roi Louis XI. Comme la question sera développée plus loin, indiquons sommairement que ces deux magistrats exposèrent à Tindo les raisons qui leur faisaient croire à la non-valeur de son intervention et à l'inefficacité de ses décisions, qu'en prudents Dauphinois, ils ne voulaient pas connaître, faisant par avance défaut. Tindo procéda cependant à la délimitation, mais pour effacer ces impressionnantes déclarations juridiques par d'autres qui le seraient non moins, le licencié ès lois, conseiller du roi, réunit des gradués en droit, Lyonnais, et leur fit dire (lisons-nous dans des mémoires conservés aux archives de l'Isère) « tout ce qu'il voulut ».

Saint-Symphorien-d'Ozon possède un hôpital. En 1395, Etienne Galand lui fait des legs. *Item hospitali Sancti Symphoriani* (de Auzone) *situato versus portam vocatam « de Lugduno » duos florenos auri semel dat et legat convertendos tamen in reparationem et reedificationem dicti hospitali.* (*Testamenta*, t. 18, F. 84.)

En 1416, c'est au tour de Girin Peyres. (*Idem*, t. 20, fol. 175 et 179.) *Item, in reparatione hospitalis Sancti Simphoriani unum florenum semel idem testator dat et legat, quem solvi vult sindaco Sancti Simphoriani infra unum annum post ipsius testatoris obitum.*

On peut remarquer dans ce texte la mention du « syndic » qui est un des noms portés par les administrateurs de nos anciennes communautés. A Villeurbanne, on parle de « consul ».

Dans le vieux quartier de la ville s'observent quelques anciennes demeures, de style Renaissance (au nord de l'Ozon).

De ce mur d'enceinte, on voit encore des ruines et si les portes ont disparu, le souvenir en est conservé dans les expressions toujours employées de « Porte de Lyon » et « Porte de Vienne ».

Ce mur d'enceinte était renforcé de 7 tours. L'une s'appelait « Qui qu'en Grogne », nom que l'on retrouve aussi ailleurs, et qui est significatif. Une autre, ruinée depuis environ cinquante ans, était la tour de la « Dame Blanche », et elle communiquait avec le château de Chandieu par un souterrain longeant un chemin appelé encore le palais (Sous le Palais). Il s'agit de l'ancien palais des comtes, puis ducs de Savoie, ce qui reporte à une époque antérieure à la cession de la ville au dauphin.

A l'heure actuelle, le seul vestige visible debout est la partie inférieure et la base puissante d'une tour démantelée, qui se trouve dans le petit parc de la propriété dite de Châteaueux, actuellement occupée par des religieuses hospitalières.

Les bâtiments de cette propriété sont de date relativement récente, sauf étude de leurs substructions, mais le nom semble bien indiquer que l'on se trouve en présence de l'emplacement sur lequel s'élevait le vieux château féodal.

D'importants documents se trouvant aux archives de Grenoble et aussi dans celles de la commune, permettent de tracer l'histoire de ce château qui, au xv^e siècle, appartenait au marquis DE VILLEROY, gouverneur de Lyon, qui y faisait de fréquents séjours (1).

Ainsi, la vaillante petite cité de Saint-Symphorien-d'Ozon, en union avec les seigneurs de Chandieu (un souterrain reliait les deux places) et de Vaulx, disputa victorieusement la possession de la rive gauche à la puissante province lyonnaise.

(1) Nous sommes redevables de ces diverses indications à M^{lle} L. PICHAT, qui a toujours porté le plus vif intérêt à tout ce qui concerne l'histoire de son pays.

Nous pouvons aisément nous faire une idée de son animation de jadis, d'après ce que nous savons de ces bourgs fortifiés, dont la ville de Crémieu nous donne, même de nos jours, l'image du cadre extérieur. Toutefois, Crémieu garde un ensemble de fortifications qui doivent dépasser en importance celles qu'eût autrefois Saint-Symphorien.

Le cœur de la petite ville fut constitué par le château fort, qui abritait, outre le seigneur et ses hommes d'armes, le juge local dont nous avons trouvé plusieurs fois mention.

Autour du château, il y avait l'église et les demeures des habitants, enserrées dans l'enceinte renforcée de place en place par des tours. Plusieurs portes permettaient l'accès dans la ville. En bordure de la rivière, il était facile de remplir d'eau les fossés et l'aspect de la petite ville, avec ses remparts, ses tours, le château, le donjon, ses oriflammes flottant au vent, comme nous le voyons dans les dessins représentant le château de Chandieu, ne manquait pas de pittoresque.

Que reste-t-il de nos jours ? Quelques ruines, et de peu d'importance, ainsi que diverses appellations qui seules peuvent guider l'archéologue. Si Crémieu a conservé intacte une grande partie de ses anciens monuments, il n'en est pas de même pour Saint-Symphorien.

La voie ferrée suit le cours du Rhône. La ville est seulement traversée par la voie romaine abrégée (*compendium*) de Lyon à Vienne. Etroite, droite, cette route, peut-on dire, porte ses titres d'origine sur elle. Elle remonte aux premiers siècles, mais est toutefois postérieure au premier trajet, qui suit le coude du fleuve, à quelques kilomètres à l'ouest, et sur lequel se voit toujours la pierre milliaire de Claude, à Solaize.

L'ancienne agglomération, entourée dans son mur d'enceinte, avait des portes au point septentrional de pénétration de la route, ainsi qu'à sa sortie, au sud.

Chaponnay

Toujours dans la vallée de l'Ozon, à une dizaine de kilomètres en amont de Saint-Symphorien, on trouve le village de Chaponnay ; compris dans le mandement de Chandieu, avant son démembrement, il possédait six feux ou fonds de

terre taillables et taxables dans le diocèse de Lyon. Cependant, situé sur la rive méridionale de l'Ozon, Chaponnay faisait partie du comté Viennois. Il est question de la vallée de Chaponnay dans les archives de l'église de Vienne, dès l'an 945.

Mais Chaponnay est surtout connu par la célèbre maison du même nom dont le premier chef, Guillaume, était toparque d'Austrasie pour le roi Charles-le-Simple et qui mourut le 7 des Kalendes de juillet 938. Un de ses descendants fut élevé au siège épiscopal de Saint-Appolinaire de Valence (1142). Sur les faits brillants de son épiscopat, on trouvera divers détails dans GUY-ALLARD et CHORIER. En 1154 meurt Jean de Chaponnay, docteur ès lois, qui avait été l'intermédiaire de négociations entre le comte d'Albon et celui de Savoie. Soffrey, fils de Gaspard, fut évêque de Grenoble. Plusieurs autres membres de cette famille occupèrent dans l'église de hautes situations. D'autres, comme Gaspard, combattirent pour la France. Ce dernier, dangereusement blessé, puis guéri, fonda avec sa femme, Clémence de Beauvoir, une chapelle dans l'église des Cordeliers de Saint-Jacques-le-Majeur, à Lyon, où tous deux voulurent être inhumés. Jean I^{er}, valeureux soldat, fut enterré au milieu du chœur de l'église de Feyzin (1457). Cette famille donna un président à la Chambre des comptes du Dauphiné, plusieurs conseillers au parlement de cette province et un à celui de Metz ; enfin plusieurs de ses membres, chevaliers de l'Ordre de Malte, furent tués en combattant contre les Infidèles et un contre les Huguenots.

Son blason : « armes d'azur, à trois coqs d'or, becqués, crêtés, barbelés et onglés de gueules ». Supports : « deux lions d'or qui détournent la tête, effrayés du chant des coqs ». Devise : « *Gallo canente, spes redit.* »

En 1548, au mois de septembre, Nicolas I^{er}, conservateur des foires de Lyon, se vit confirmer par Henri II qui, revenant de Piémont, passait quelques jours au château de Meyzieux, le privilège que Charles VIII, en 1495, avait accordé à Jean de Chaponnay qui consistait à prendre, pour l'usage de sa maison de Feyzin, du bois mort et du mort-bois dans la forêt de Velin (Vaulx-en-Velin) appartenant alors au domaine du Dauphiné.

Feyzin

Agglomération un peu au sud de Saint-Fons. En 1252, l'archevêque de Vienne, Jean de Bournins, y fit construire une tour.

Chandieu

Chandieu (*Cantus Dei* ou *campus Dei*) possède encore de nos jours de belles ruines, restes d'un important château, aux solides substructures, qui se dresse sur une assez forte hauteur, peut-être un tumulus, très visible de la ligne du chemin de fer de Lyon à Grenoble.

Dans le château, on visite encore diverses salles, notamment celle de justice. Les seigneurs du lieu se faisaient appeler sires. Depuis un titre de 1510, ils se disaient barons.

Les armes de la maison étaient : « de gueules au lion d'or ». Sa devise : « Pour l'éternité ».

Le château était un des premiers du Viennois. Les possessions étaient vastes. On voit donc que Chandieu, dans son histoire, ne dément pas un certain caractère de grandeur que sa visite, même de nos jours, confirme pleinement.

Son importance, pour notre sujet, est directe. La seigneurie avait pour limites les fourches de Falavier (jolie petite ville proche d'Heyrieux, qu'une route relie directement à Lyon, branchée sur la route de la Guillotière, non loin du fort Lamothe).

Dans l'affaire des habitants de la Guillotière, ces fourches sont souvent rappelées, venant de titres contemporains de la domination des comtes de Savoie.

Voilà pour la partie orientale. Mais à l'ouest, les possessions de Chandieu allaient jusqu'au pont de la Guillotière et même antérieurement à son existence, dans le Rhône, « aussi avant qu'un homme pourrait y entrer à cheval, sans nager ». En réalité, la véritable autorité bénéficiaire au-dessus de nos sires était celle des comtes de Savoie, auxquels ils devaient hommage, ce qui souvent ne se fit pas sans froissements. Ne pouvant analyser cette histoire touffue, nous en dégageons quelques points en liaison avec notre exposé.

Chandieu, au moyen âge, avec son église fortifiée entourée de ses maisons et resserrée entre ses remparts, pourvus de nombreuses tours, donnait une impressionnante idée de sa force militaire de petite cité. On en retrouvera la reproduction, reprise par STEYERT (T. 2, p. 626), dans l'opsucule de G. REVEL.

La famille de Chandieu compta notamment un chanoine de l'église Saint-Paul, de Lyon.

On lit, en effet, dans l'*obituarium Sancti Pauli lugdunensis*, dont le manuscrit a été publié par GUIGUE, en 1872, October, VIII obierunt, et *Stephanus archidiaconus, qui dedit nobis decem (X) solidos pro anniversario.*

En d'autres termes, dans le registre des dons faits par les décédés, en vue de subvenir aux frais pour la célébration de l'office aux jours anniversaires de leur mort (pour cet archidiacre en notre cas), en vue de leur apporter un soulagement spirituel, figure une somme léguée de 10 sous.

Par la comparaison de différents actes du temps, on sait que cet archidiacre vivait en 1135 et qu'il mourut peu après 1174. (V. *Obituar. Lugd. Eccles.*, p. 140.)

Si remarquable à tant d'égards, Chandieu possédait aussi un hôpital au moyen âge.

Nous en trouvons la mention dans un acte contenu dans le recueil des manuscrits de la bibliothèque COSTE (2.024 B), acquise par la ville de Lyon, suivant acte passé en son temps par un notaire, que l'on retrouvera reproduit dans l'inventaire (ouvrage à la disposition du public), placé dans la salle de la Grande Bibliothèque de la Ville de Lyon.

En 1375, Ponce Rancut, damoiseau de Saint-Pierre-de-Chandieu, légua à cet hôpital, placé sous le vocable de la Sainte Vierge, une rente de 18 deniers de viennois.

Du point de vue ecclésiastique, cette localité fut le chef-lieu d'un mandement considérable, ressortissant au diocèse de Lyon, mais qui subit dans la suite un démembrement.

GUY-ALLARD, écrivant au XVII^e siècle, dit que la famille de Chandieu était une des plus anciennes de Dauphiné. Elle comptait plusieurs branches qui sortirent de notre région. Un seigneur Berlion, en 1215, lors d'une confirmation par le comte Thomas de Savoie de droits considérables à l'abbaye de Haute-Combe, fut témoin et apposa sceau et signature. Le même,

auteur de tracasseries au couvent d'Aillon, fut rappelé à l'ordre par son souverain, le comte de Savoie. Trop indépendant, il fallut aussi l'obliger à rendre hommage, en juillet 1241. D'autres membres de la famille furent revêtus de dignité ecclésiastique, ou baillis, ou croisés. Les guerres de religions et les troubles connexes, des conversions aux sectes nouvelles causèrent des usurpations et des grandes ruines. Un Chandieu soutint aussi de très près Louis XI révolté contre son père Charles VIII, mais les conférences de Saint-Priest (1597) réglèrent la question favorablement à Charles VIII reconnu souverain du Dauphiné et apaisèrent les troubles de la Ligue. Il semble que sur le sol de la seigneurie les Ligueurs aient subi une cruelle défaite qui serait l'origine du lieu-dit : « Les 10.000 martyrs ». Antoine de la Roche de Chandieu fut, à la cour, avant la conversion d'Henri IV, aux dires de CHORIER : « un fort appui pour la secte ». Plus tard, sous le pseudonyme de Sadeel (en langue hébraïque : Champ de Dieu, Cf. Chandieu), il écrivit de peu solides traités de théologie.

Yllins

Yllins vient de *Hellenium* (Sainte-Hélène), mère de Constantin, nom donné en l'honneur de sa mère par le grand empereur romain d'Orient au château construit en ce lieu proche de Vienne, ville où il séjournait souvent à l'occasion de chasses.

Ce fut une origine éclatante qui bénéficia aux seigneurs qu'au moyen âge on y trouve.

Voici quelques faits de cette maison : un Guillaume d'Yllins, damoiseau, est présent lors de l'éclatante cérémonie au chapitre Saint-Maurice, à l'occasion de l'hommage rendu par le comte de Savoie Amédée-le-Grand à l'archevêque de Vienne, Briand de Lagnieu, pour la terre de Septême (1) (1311).

Après 1335, le dauphin voulut tirer vengeance des seigneurs de Beauvoir-de-Marc, trop fidèles au comte de Savoie. La con-

(1) Septême, actuellement commune à l'est de Vienne. Sur ancienne voie romaine ; elle tire son nom de la « Septième borne » de la route, autour de laquelle se forme le centre. Non loin de Pont-Evêque qui rappelle le souvenir de Saint-Avit.

nivence des Yllins fut sollicitée. Humbert était conseiller de ce pays.

En 1355, une habile décision arbitrale de l'archevêque de Vienne, au sujet de la terre de Chonas, évita la guerre entre Humbert et Aimon.

Au xv^e siècle, c'est une branche de la puissante et ancienne maison de Grolée qui possède la seigneurie. Philibert de Grolée brilla d'un vif éclat.

Déjà Humbert, maréchal du Dauphiné, avait vaincu, dans les plaines d'Anthon, Louis de Châlons, prince d'Orange. Guillaume, fils de ce dernier, recommença la guerre, s'alliant avec le comte de Bresse, qui finit par négocier, quand Louis XI entra en ligne. En 1473, Philibert fit prisonnier Guillaume, qui cherchait à rejoindre Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne.

Le prisonnier fut emmené à Yllins, puis enfermé dans une tour à Vienne, enfin il se racheta. Son fils Louis se conduisant en ennemi de la France, un arrêt du parlement de Grenoble confisqua la principauté d'Orange au profit du roi Dauphin (20 septembre 1477).

Notons en terminant que diverses autres charges honorables furent remplies par les membres de cette maison.

Yllins est cité dans divers actes concernant Villeurbanne.

Ternay

On a donné de Ternay l'étymologie : *statio terna* (de l'ancien tracé de la route de Vienne). De nos jours, le village, dont on voit encore l'enceinte, que domine son fier et imposant clocher roman, s'élève tout proche du Rhône, au sommet d'une colline. Dans les maisons qui bordent au nord la place sont d'anciens bâtiments du prieuré dont quelques salles sont pourvues de vastes et belles cheminées armoriées. A l'entrée de l'agglomération, il restait, il y a encore quelques années, une sorte de portique, dominant la route. On nous a dit qu'un maire, pour faciliter le passage des voitures chargées de foin, le fit abattre. Il y aurait donc là un acte de vandalisme ignare, dont les exemples sont, dans l'histoire de l'art, malheureusement fréquents.

Au v^e siècle, Ternay possédait un monastère, mais sa célébrité fut surtout due à son prieuré de l'ordre de Cluny, du xi^e siècle, qui subsista jusqu'à la Révolution.

L'église de ce prieuré existe encore. Elle date de 1062. Elle présente des particularités artistiques intéressantes.

On possède le texte d'un arrangement fait en 1325 entre le prieur Hugues de Varey et le comte Richard de Savoie, réglant des contestations de juridiction. On y note des exemptions de l'arrière-ban (1). Le comte admit aussi que le prieur se réservât le droit de punir dans la ville les crimes de mœurs les plus scandaleux. Mais cela n'alla pas sans difficultés.

Sérézin

Le territoire de cette commune (ager), à l'époque romaine, s'appelait *Octaveon*. Sans doute du n^o 8 de la borne milliaire.

Il nous a été dit que le nom actuel viendrait d'un séjour sur ce point d'une armée sarrasine. A l'époque de la transaction de 1325 précitée, Sérézin était un centre très modeste que desservait un vicaire amovible et qui possédait une chapelle de secours dépendante de la paroisse de Ternay. C'est aujourd'hui un coquet village, très proche du Rhône, à la fin de la vallée de l'Ozon. La grande voie ferrée de Paris-Marseille le dessert.

Saint-Priest

Actuelle commune de l'Isère, Saint-Priest, comme Corbas, est situé sur la ligne de protection de l'enceinte à grand rayon, constitué par des forts, de la ville de Lyon, l'enceinte ordinaire ayant été récemment déclassée (mur d'enceinte) (2).

(1) Le ban était une sorte de proclamation, qui valait publication de diverses mesures ou ordres d'intérêt public. Ainsi que M. LAMEIRE le montre dans son cours, la langue garde le souvenir de cette institution dans diverses expressions ou termes, tels que: fermer, ouvrir le ban, bannière, banni, banderolle, mettre au ban, bandit.

(2) Une plus ancienne enceinte, fort prisee en son temps, existait au milieu du xix^e siècle, sur la rive gauche. La ligne des boulevards des Belges, de la Part-Dieu, des Hirondelles et le tracé de la voie ferrée en représente la direction. Les forts de Villeurbanne, de la Motte (proche l'ancien château, de la Vitriolerie plus ou moins transformés, s'y rattachent).

Saint-Priest, comme Corbas, possède donc un fort, L'ouvrage de Corbas possède même une tourelle tournante.

En 1312, Guichard d'Arget était seigneur de ce pays. Sous Charles V, son seigneur Richard servit Bertrand Duguesclin en Espagne.

Sous Charles VII, fait capital, sont convoqués, à Saint-Priest, les états et les grands de la province. La cause du roi y est sauvée ; la rébellion de son fils est étouffée, la noblesse dauphinoise rentre dans l'ordre. Mais, devenu roi, Louis XI se vengea.

Il y a, de nos jours, un intéressant château, propriété de Pères missionnaires, dont certaines parties sont modernes, mais qui contient des sculptures anciennes et des restes remarquables, subsistant de l'ancienne forteresse gothique où Charles VII séjourna. Du perron, l'on jouit d'une vue magnifique et une large route en part, à travers le parc, rejoignant celle d'Heyrieux.

Sur d'autres réunions dans ce centre, en corrélation avec l'histoire des guerres de religion, de la Ligue, puissante dans le Viennois, et de pacification, on peut consulter MERMET, qui mentionne, parmi les personnages illustres qui s'y trouvèrent : Pomponne de Bellièvre, chancelier de Navarre ; Lesdiguières (converti, devint gouverneur du Dauphiné, restaura et agrandit le château des Dauphins, à Vizille) ; Ennemond Rabot, seigneur d'Yllins.

Communay

Ancien village (V. BROUCHOUD), il est appelé *Comnacus* en 922 et 940.

Commune proche, à l'est de Ternay, possède une mine, se rattachant au système de la vallée du Gier ; ancienne résidence du chapitre de Vienne archiprêtré de 12 cures (Lin ou Yllins), Luzinay, Marennes, Serpaize, etc. En 1787, l'archiprêtre se nommait Chevassieu et il n'était pas curé du lieu, comme il arrivait souvent, avant la Révolution, mais de Serpaize.

Vénissieux

Actuelle commune du canton de Villeurbanne, Vénissieux est un centre ouvrier et industriel.

Le pays appartenait au comte de Savoie et fut cédé au dauphin Humbert le 5 janvier 1356. Il était du mandement de Saint-Symphorien, mais il en fut séparé en 1549. Il faisait partie du diocèse de Lyon (aujourd'hui appartient à celui de Grenoble). On y trouve, plus tard, des seigneurs de la famille Chaponnay.

Vénissieux pourrait faire l'objet d'une étude spéciale dont l'intérêt serait assez proche de celui qui s'attache à Villeurbanne, car le centre est ancien et important.

Le village semble s'être formé autour d'un château ; on montre, dans l'église, certaines parties et un vitrail qui semblent de facture ancienne. A la suite d'une explosion d'un wagon chargé de munitions, en gare de Vénissieux, au cours des années de guerre, l'édifice cultuel, comme beaucoup d'autres, reçut d'assez sérieuses avaries. Elles furent le départ d'un agrandissement de l'édifice, l'ancienne nef étant devenue le transept du nouvel édifice.

Mions

Ce village possède un château où coucha Louis XIII revenant du Languedoc (1628).

Toussieux

Vers 1800, Mgr François d'Aviau, dernier archevêque de Vienne, séjourna plusieurs fois à Toussieux, au château de M. le comte de Moidière.

Corbas

Cette localité faisait partie du comté lyonnais. Elle possédait un prieuré uni à l'abbaye de Saint-Pierre de Lyon.

En relation avec l'histoire de Villeurbanne, on relève un

acte fameux et discuté, de l'année 938, dont le texte latin rattache Corbas au territoire de la villa de Villeurbanne ! *In pago Ludgdunensi, in territorio Villæ Urbanæ, in loco villæ quæ nuncupatur Corbatis.*)

L'acte nous apprend que Refroi Rotsou, homme de condition libre, et sa femme Teutse, donnèrent à l'église de Vienne des biens considérables de leurs propres domaines, aux lieux indiqués, s'en réservant toutefois la jouissance pendant leur vie et celle de leur fils Soffrei, sous la redevance annuelle d'un demi-muid de vin et de blé.

L'histoire comparative nous montre bien de très nombreux exemples de ces donations pieuses, à échéance assez lointaine, s'accommodant avec l'intérêt des familles, avec leurs désirs spirituels et avec les intérêts aussi de l'Eglise, qui pouvait seule attendre des termes aussi éloignés. Mais les difficultés de notre texte n'en sont pas moins presque insurmontables.

Il s'y rattacherait la solution de questions capitales, comme la condition des personnes au ix^e siècle, la définition du pagus, celle du territoire qui serait une subdivision, celle de la villa, enfin, en l'espèce, celle de la villa de Villa Urbana, et son lien avec un lieu qui, s'il est le village de Corbas moderne, est à une distance de 10 kilomètres de Villeurbanne.

Au chapitre consacré aux origines de Villa Urbana, il conviendra de rechercher une réponse à ces questions. On peut cependant estimer qu'il y a lieu de prendre à la lettre les noms et les textes et que le lieu appelé Corbas est bien le village actuel du même nom, où son emplacement à l'époque, qui serait alors lieu-dit du territoire de la Villa Urbana, elle-même faisant partie du pagus lugdunensis, sans qu'ils soit évidemment possible d'apporter des précisions sur ces divisions administratives du temps.

Corbas n'est pas très éloigné de Villeurbanne. On conçoit qu'une famille y puisse posséder des terres et, vu la position géographique, assez proche de Vienne, en fasse donation à l'église de cette ville. Les noms de lieux ne se modifient que faiblement. Ceux se rapportant à la période gallo-romaine ne sont pas chez nous les plus anciens. On en a rattaché à la période de langue celtique, même dans la région lyonnaise.

Solaize

Le nom vient du latin *solatium* (lieu de repos). Mais on a aussi parlé de *Elosiacensis*, qui est devenu Celosia et Solaize.

Cette dernière étymologie, qui s'appuie sur des textes, semble la vraie.

Au cartulaire lyonnais 1.197 figure un acte de 1217. C'est une vente par Girin de Saint-Symphorien, moyennant 30 livres fortes, de toute ce qu'il avait de droit dans la dîme de Solaize. (Original. Arch. Fonds Saint-Just.)

Outre un prieuré, dont la propriété fut donnée aux Jésuites, ce pays se signale par le fait qu'ancienne station romaine, indiquée par une colonne militaire, on a relevé cette inscription sur ladite colonne, élevée, pendant le troisième consulat de l'empereur Claude.

Cette colonne militaire servit plus tard de base à une croix.

Nous reproduisons par ailleurs une lecture complète et exacte de l'inscription.

Solaize était du mandement de Saint-Symphorien et de sa taillabilité, du diocèse de Lyon, du baillage et de l'élection de Vienne.

Il s'agit, nous le rappelons, de l'ancien tracé de la voie romaine de Lyon à Vienne, qui suivait la crête des collines bordant le cours du Rhône, sur ce point. La commune moderne groupe ses maisons sur le plateau dominant la plaine où coule le fleuve.

Il y a aussi un tumulus appelé « Grand Merquet » (? de Mercure).

Marennnes

C'est une très ancienne paroisse, jadis de la nomination du chapitre de Lyon. En 1418, le 3 décembre, la maison forte appelée « La Bigaudière », fût donnée par le cardinal d'Ostie au chapitre de Saint-Maurice de Vienne, qui, en 1720, le revendit à Jean de Chéron.

Cette communauté avait aussi une autre maison forte, propriété de la famille noble de Lambert.

Louis de Chandieu fut seigneur de Marennnes.

Saint-Fons

Ce n'est que depuis une date récente que Saint-Fons est érigé en commune ; c'était anciennement une portion de Vénissieux.

Centre industriel chimique très important, son nom vient de *Centum fontes* (les 100 sources), mais lors des travaux de levée du cadastre, le nom fut mal compris par les enquêteurs.

Au passage de la voie romaine en ce lieu (compendium de Viennæ), on retrouve la trace d'un petit hôpital du moyen âge, selon détails ci-après.

L'hôpital de Saint-Fons fut fondé et doté par les anciens seigneurs de Bron. En 1271, Aymar et Pierre de Bron, chevalier, et Eustache de Bron, damoiseau, le cédèrent, avec toutes ses dépendances, au monastère d'Ainay, à la condition d'y entretenir, selon l'usage, 12 lits garnis.

L'acte, assez long, contenu au cartulaire in-fol. d'Ainay, n° 4, appelle quelques remarques :

Le rédacteur de l'acte est maître Aymon de Pesmis (*Nos magister Aymo de Pesmis*) ; il est *Officialis curie Lugdunensis*. Les ancêtres des donateurs ont fondé l'hôpital *ea tempore de quo non extat memoria*, hôpital de *Centum fontibus, prope Rodanum*.

Mais une donation va intervenir *pro remedio animarum suarum et dictorum antecessorum suorum*, donation faite *conventui Athanacensi*, sous quelques redevances, dont l'une s'élève à *sex solidis viennensium* en valeur.

Retinent etiam sibi et eorum heredibus imperpetuum, in dictis rebus donatis, banna et jura, sicuti habent in parrochia de Vinicies (Vénissieux).

Jusqu'en 1308, l'hôpital resta régi par des personnes laïques, qui le laissèrent tomber presque en ruines. Le 25 février de cette année, Humbert, abbé d'Ainay, et ses religieux, capitulairement assemblés, le remirent à frère Jean Doux, prieur claustral, à la charge de le réparer et de rétablir l'hospitalité. (Arc. du Rhône, Fonds d'Ainay. Inventaire. Première armoire, T. I, vol. 1, n° 11 bis.)

En 1257, Marie Syméon lui fait des legs. *Item hospitali de*

Centum Fontibus. XII denarios vienn. Do, lego, (Ibid., Fonds du chap. métrop.; arm. Agar, vol. II, n° 3.)

En 1301, c'est Eustache de Bron, damoiseau (*ibid.*), titres non classés : *Item hospitali de Centum Fontibus unum lectum munitum de culcitra, pulvinari, duobus linteaminis et flassata semel pro elemosina do, lego.*

Enfin nous lisons, aux archives historiques et statistiques du département du Rhône, t. I, p. 92, que frère Sibuet de Pise, moine d'Ainay, était, en 1354, custode (gardien) de l'hôpital.

Le docteur DRIVON a aussi étudié particulièrement cet hôpital, donnant de nombreux détails complémentaires.

Bron (autrefois Saint-Denis-de-Bron)

Comme Vaulx, ce centre a aussi son histoire très distincte. L'actuelle commune étend son territoire jusque sur les pentes des balmes viennoises, vers les Essarts et Saint-Alban et le domaine de Montverd.

Villeurbanne n'a pas été sans rapports avec Bron, mais de façon bien moins suivie qu'avec Vaulx ou les autres agglomérations plus proches de la ville.

Pierre-Bénite

Actuelle commune de la rive droite du Rhône, en face de Saint-Fons. Elle tire son nom d'une pierre qui se trouvait dans le fleuve et qui est citée au procès-verbal de Tindo.

Vaulx-en-Velin

Actuelle commune à l'est de Villeurbanne, une des cinq du canton. Le village est très ancien et son histoire est fort liée à celle de Villeurbanne.

Jadis le seigneur de Vaulx était aussi celui de Villeurbanne.

Au moyen âge les paroisses de Vaulx et de Villeurbanne formaient un seul mandement. On lit dans les vieilles chartes : *In vallibus ultra Rhodanum*, ce qui signifie Vaulx-en-Velin (dans les vallées de l'autre côté du Rhône).

L'actuelle mairie de Vaulx (une nouvelle est en construction) est un assez élégant bâtiment de style Renaissance, élevé sur les restes de l'ancien château dont il reste une forte tour.

En visitant les lieux, on découvre encore de solides ferrures, des portes massives, des prisons distinctes selon les conditions des détenus, à ce que l'on rapporte.

Une place porte encore le nom de place Dauphine.

La mairie possède d'intéressantes archives. Bien que ne poursuivant pas l'histoire de ce village, nous le retrouverons fréquemment, car même les administrations l'ont souvent confondu avec le nôtre.

Nous ne faisons qu'indiquer Jons, Jonage, Décines, etc., anciens villages, certains dotés de puissants châteaux, dont les ruines ou des restes importants subsistent, souvenir de l'époque de la féodalité.

CHAPITRE IV

Routes et Chemins. - Croix de chemins

Archives. Bibliographie.

Archives départementales du Rhône. Inventaire général des titres et papiers de la commanderie de Saint-Antoine de Lyon et membres en dépendants. Dossier H. 387.

GUIGUE : Les voies antiques du Lyonnais déterminées par les hôpitaux du moyen âge.

PREMIÈRE SECTION

Notions générales

Pour retracer l'histoire de civilisations disparues, en particulier pour la monographie des agglomérations, les routes et chemins constituent, à côté de ceux provenant d'autres sources et souvent à leur défaut total, de véritables documents d'où se tirent de précieuses indications.

L'expérience prouve qu'à travers les âges les noms de lieux et le tracé des voies se modifient peu et remontent à des époques éloignées. Les appellations d'origine celtique, et à plus forte raison romaines, gallo-romaines et romanes, ne sont pas rares dans nos contrées, comme partout ailleurs. Le tracé des grandes artères de la rive gauche remonte souvent à une origine ancienne.

A nous en tenir aux voies, leur existence, leur direction,

leur importance, leur nombre, leur antériorité relative peuvent faire l'objet d'un certain examen, soit à titre principal, soit à titre accessoire.

Nombreuses sont les questions que l'on peut étudier concernant les voies ou celles que l'on pourrait traiter en les rattachant à l'étude des voies. Bornons-nous à en indiquer trois que nous essayerons de résumer succinctement :

§ 1. — Le tracé des anciennes voies romaines de la proche rive gauche ;

§ 2. — Les anciens moyens de communication sur le fleuve entre Lyon et la proche rive gauche ;

§ 3. — Le réseau routier sur la proche rive gauche.

Ces trois questions sont en effet en rapports très étroits avec la suite de notre exposé.

Le tracé des anciennes voies romaines

Le tracé des voies romaines a un intérêt tel qu'il suffit ici de le rappeler et la reconstitution de la carte de ces anciennes voies a toujours suscité les efforts des archéologues.

Dans notre région, ces voies étaient nombreuses. On en rencontre, presque à chaque pas, dans le massif du Pilat, où se voit encore nettement leur tracé direct et les pavés disposés en *opus incertum* de l'époque.

Un important fragment subsiste à Vienne, présentant des sortes de rails creusés par les roues des chars, le trottoir unique sur un côté et l'autre occupé par les monuments funéraires, du moins au sortir des villes.

A l'heure actuelle, des recherches sont effectuées avec succès dans la Bresse et pour toute notre région, à l'aide d'un nombre considérable d'actes anciens, patiemment dépouillés, M. GUIGUE, dans son célèbre ouvrage : « Les voies antiques du Lyonnais » est parvenu à les déterminer en repérant l'emplacement des petits hôpitaux du moyen âge et en les reliant par des lignes conventionnelles qui se sont trouvées correspondre aux voies de l'antiquité.

En laissant de côté la question des voies sur la rive droite du Rhône, hors de notre sujet, nous abordons directement celle des voies sur la rive gauche.

Sur ce territoire nous trouvons trois routes, toujours existantes, en direction respective de l'est, du sud-est et du sud, que nous appellerons par leurs noms actuels, sans rechercher leur destination définitive, qui dépasse le cadre de notre étude, route de Crémieu, route de Grenoble, route de Vienne. (V. Carte de GUIGUE, op. laud.). Ce sont trois anciennes voies romaines.

La route de Crémieu est des trois la moins importante ou la moins célèbre. Elle se détache, au moins depuis le moyen âge, de la place actuelle Victorien-Sardou. Elle passe à la Croix de Simandre (pl. des Maisons-Neuves), effleure Villeurbanne, passe à Pierre-Fritte, puis va droit à l'est sur Meyzieux, Pont-de-Chéruy, etc.

La route de Crémieu a un nom exact en ce sens que son objectif le plus certain était Crémieu. Un terrier de 1387. Fonds de Malte. H. 1312. Fol. 6, parle de la *Via publica tendens de Crimiaco versus Pontem Charuysii*. Un autre, *ibid.*, 1310, Fol. 17 dit « *versus Crucem de Charvieu, juxtra viam qua itur de Crimiaco apud Lugdunum* ».

Cette route qui desservit Saclanges soulève le problème de ce lieu-dit ou même de cette paroisse qui n'est pas élucidé.

Un texte mentionne aussi le territoire de Fesclanges qui reste mystérieux.

Mais ce qui est encore plus surprenant, c'est la mention d'une paroisse même, celle de « Saclanges » qui reste incon nue, alors qu'il s'agit d'une paroisse, être moral important, et susceptible de laisser de nombreuses traces. Il faut y ajouter que sa situation géographique est nettement précisée, ce qui rend le problème assez troublant.

« In parrochia de SOCLANGES, juxta quamdam Viam publicam veterem (en 1405) olim tendentem de Villa Urbana apud Lugdunum, nunc vurgariter vocatam iter Sancti Anthonii. »

Cette route existe toujours. C'est la vieille route de Lyon à Villeurbanne : l'actuelle rue de la Convention et rue du Quatre-Août, l'ancien (déjà au xv^e siècle) chemin Saint-Antoine, du nom, vraisemblablement, de la ferme que ces religieux y possédaient.

TERRIER, « De la Sacristie de Saint-Just » (1405). (*Arch. Rhône*. G. 3919. Fol 2.)

Toutefois, l'étude attentive du texte, ainsi que celle des lieux, que ne put toujours faire M. GUIGUE, surtout préoccupé de la lecture d'une masse invraisemblable de vieux documents « à évaluer en mètres cubes » (V. Préface) ne nous permet pas de nous rallier à l'opinion émise, à savoir que cette route est celle de Crémieu.

Il s'agit, en effet, du très vieux et très connu chemin de Saint-Antoine, toujours existant, et ancienne et unique route de Villeurbanne (Cusset) à Lyon. Cette voie occupe, à son début, l'emplacement du boulevard des Casernes actuel. Elle se détachait du chemin de Vaulx à hauteur de l'ancien domaine de la Part-Dieu (emplacement actuel des casernes de la Part-Dieu). Son amorce ancienne est visible encore sur les plans du xix^e siècle. La jonction était à l'intersection de la rue Moncey et du boulevard moderne des Casernes.

A l'est de la voie ferrée, elle se retrouve dans son état ancien, et sous les noms de chemin Saint-Antoine (l'ancien nom), rue de la Convention et rue du Quatre-Août, elle subsiste toujours et est encore le chemin le plus direct du vieux Villeurbanne à Lyon.

C'est cette route dont il est question dans notre acte. C'est elle qui, en traversant le moderne cours Lafayette, forme la place de la Cité (ex-Cité-Napoléon) et qui est déjà qualifiée, en 1405, de *viam publicam veterem* et qui était alors communément appelée : chemin de Saint-Antoine.

Mais cette route n'a rien de commun avec celle de Crémieu, qui, encore de nos jours, se détache de la grande rue de la Guillotière au carrefour que forme la place Victorien-Sardou (ex-place de la Croix) et qui porte successivement les noms de rue de Crémieu, puis, après une solution de continuité, due à la construction d'un fort de l'ancienne enceinte, rue du Dauphiné, enfin route de Crémieu.

Sans pouvoir l'affirmer, le vieux chemin Saint-Antoine serait peut-être une ancienne voie romaine desservant l'antique « villa » alors peut-être centre d'habitations ou casernement, comme le nom de certaines cohortes (1) qui auraient séjournées dans nos parages l'a donné à penser à d'anciens

(1) *La cohorte Urbana*, V. MENESTRIER.

historiens. Diverses découvertes à Villeurbanne d'objets remontant à l'époque romaine, attestent une ancienne occupation.

Il faut remarquer, ainsi que nous le rappellerons dans la seconde question de ce chapitre, consacrée aux anciens moyens de franchir le fleuve, que le point de départ des voies qui est souvent le pont du Rhône, n'est cependant qu'un point de départ relativement moderne, nécessairement contemporain de la construction du pont, dans son état actuel. Mais il y a des routes qui, remontant au moins à l'époque romaine, sont bien antérieures à la construction du pont. Comme on le lira plus loin, le point de départ est alors correspondant à l'emplacement actuel du pont de l'Université et à la rue des Trois-Pierres, ancien tracé de la première voie romaine, franchissant des territoires où s'élevèrent, au ^{xiii}^e siècle, le château et le village de Béchevelin, au ^{xv}^e siècle, plus au nord, le bourg de la Guillotière.

*
* *

La seconde route importante est celle de Lyon à Grenoble, qui passe notamment par Bron. Son aspect aux environs de ce village est encore caractéristique comme étant celui des anciennes voies romaines, et c'est en effet aussi une ancienne voie. Elle est parfaitement directe, conforme au génie du peuple qui les établit et correspondant aussi aux moyens de locomotion de l'époque, qui ne nécessitaient pas, comme ceux de nos jours, l'établissement de routes en lacets (1).

Aux monuments funéraires de cette voie nous rattachons le fragment d'inscription encastré dans le mur septentrional de la chapelle Saint-Alban. (V. Chaussagne.)

A la différence de la route de Crémieu, celle de Grenoble, comme celle de Vienne, est citée par les auteurs de l'antiquité (STRABON, etc.). Son objectif plus immédiat était Bourgoin (Bergusium), ancien point de jonction d'une autre route antique venant de Vienne (V. Table de PEUTINGER). Elle gagnait l'Italie par les Alpes, et au sortir de Lyon, passait

(1) Pour n'en citer qu'un exemple, dans le massif du Pilat, entre Chavanay et Pélussin coexistent les deux tracés, romain et moderne, le premier direct (suivi aussi par ligne télégraphique) le second en lacet, car on s'élève en s'éloignant de la vallée.

par les territoires de Béchevelin, Saint-Priest, etc. La voie arrivait aussi à l'antique Aoste. Un acte la nomme *caminus qui tendit Romam*.

Cette expression est tirée du Polyptyque de saint Paul, page 165. Elle est intéressante par son contexte qui parle de Saint-Priest et étend le nom de Velin (plaine du Velin, cf. Vaulx-en-Velin, etc.), à toute cette région : *Apud Sanctum Prejectum et in toto Velleno, ultra caminum qui tendit Romam et parte aquilonis* (confins au nord. Cf. Vieux français : côté bise) ».

De nos jours, on borne en effet les terres en indiquant les confins au nord, sud, etc. Dans l'ancien droit, on trouve les expressions : matin (est), soir, bise, vent (midi). V. Actes d'acquisition du laboureur Merlin.

Cette même route de Bourgoin atteste encore son antiquité par d'autres expressions synonymes des chartes : *caminus anticus, via publica, iter publicum*, etc.

*
**

La troisième route est celle de Vienne. Nous ne parlons ici que de celle passant sur la rive gauche du Rhône.

Rappelons qu'entre Lyon et Vienne, le cours du fleuve n'est pas direct, mais décrit un arc de cercle dont la partie convexe fait comme un saillant à l'ouest. De telle sorte que la route suivant le fleuve (en l'espèce, la crête des collines en bordure de la vallée), serait nécessairement plus longue qu'une route formant comme la corde de cet arc, et reliant les deux villes par un tracé direct, mais abandonnant le cours du Rhône.

Les Romains, dès la fin de la République, avaient réalisé la première route et nous en conservons un témoignage magnifique en une pierre milliaire, toujours debout sur un fragment de la vieille voie, pierre d'environ 2 mètres de haut, sur 0 m. 60 de large, sur laquelle, malgré les longs siècles écoulés, se lit encore l'inscription à la gloire de l'empereur Claude, trois fois consul, etc. La pierre est située, formant un petit monument, dans la commune de Solaize.

Cette première ancienne direction de la route de Vienne

franchissait le fleuve près l'actuelle rue des Trois-Pierres, suivait le tracé de la rue Béchevelin (où furent faites les remarquables découvertes décrites par ailleurs), puis de la rue de Gerland et route de même nom. Elle passait ensuite sous le domaine de Champagneux (à l'ouest des bâtiments actuels) puis prenait la crête des collines qu'elle ne quittait plus. Sur la carte, elle est très facile à reconnaître.

Mais dans la suite, une double modification fut apportée. Au sortir de la ville, au lieu de tourner vers Béchevelin, la route fut reportée, à cause des inondations, sur les hauteurs actuellement occupées par la route de Vienne, que nous connaissons. Ce fut le *compendium* (chemin abrégé) *Viennæ*. Le tracé est représenté par les actuelles voies : rue des Trois-Pierres, rue du Repos, chemin du Repos, Croix-Mathon. Le tracé moderne : route de Vienne, rue de la Madeleine, qui débouche à l'ouest de l'église de la Guillotière (anciennement à l'est) est un tracé modifié lors de la création du pont de la Guillotière.

Par une seconde modification, enfin, cette route, abandonnant la crête des collines, se dirigeait droit sur Vienne, en traversant Saint-Symphorien-d'Ozon. Son passage y est signalé par des chartes. Ainsi elle réalisait la corde de l'arc précité.

Nous aurons à décrire la pierre milliaire de Solaize, monument remarquable qui porte le chiffre VII, indication des distances, et qui fait autrement bonne figure que les minuscules bornes modernes, qui dépassent à peine le niveau du sol. L'inscription gravée dans la pierre laisse encore apercevoir le mince filet de peinture rouge qui la rendait plus visible, couleur qui se retrouve sur nombre de monuments antiques et dont la résistance aux intempéries fait songer à celle du ciment romain. (V. Musée épigraphique de Lyon.)

Ce chiffre VII (1) a fait que les auteurs ont ouvert de savantes discussions sur les unités de mesure en usage alors. Mais ils n'ont pu arriver à faire un accord sur l'unité choisie et certains pour faire triompher leur doctrine, malgré la non-

(1) Ainsi qu'on le lira par ailleurs, nous avons cru retrouver, à Champagneux, arrachée et remise au musée de la maison de santé, la borne portant le N° XI.

concordance de l'emplacement et du chiffre, ont discuté de façon un peu vive les thèses adverses et, ce qui est plus grave, pensé que la pierre avait été déplacée. A notre humble avis, il n'en est rien et nous ne voulons ajouter aux débats que quelques réflexions ci-après.

Nous n'avons aucun témoignage, écrit ou oral, ancien ou moderne du déplacement de cette borne antique. De mémoire des habitants, elle fut toujours à la même place. Jadis on avait fixé à son sommet une croix, qui contribua à la protéger. Enfin, elle apparaît bien sur un tronçon de l'ancien tracé, à la place même où elle fut érigée, semble-t-il.

Il est complètement insoutenable de dire qu'elle se trouvait auparavant sur le compendium passant par Saint-Symphorien, car elle aurait dû subir un premier transport sur une route créée à une date postérieure, puis un second la ramenant sur la route ancienne.

Mais la question du chiffre à justifier reste entière, et si nous ne le comprenons pas, c'est sans doute que nous ne sommes pas en possession soit de la véritable unité de mesure du temps, soit du point de départ. Cette unité, au temps de Claude, a pu avoir une valeur qui a varié dans la suite. L'histoire même moderne ne montre pas un grand accord ni une parfaite fixité dans les mesures de distance. On peut aussi penser qu'avec les moyens rudimentaires de l'époque, certaines erreurs d'appréciation ont pu être commises.

Résumons quelques citations de cette voie par les chartes du moyen âge :

1280 : En Velleinc, juxta iter per quod itur de Lugduno versus Viennam.

Ibid. : El 'Nevro, juxta viam per quam itur de Lugduno versus Champagniacum.

Id. : En Velleint, juxta viam que tendit de grangia Montagniaci (voir plus loin pour ce texte) versus iter de Viennæ.

Ces trois textes, outre leurs renseignements sur notre route, apportent leurs contributions à l'étude des questions du Velin, de Champagneux, de Nevro et de la grange de Montagny. Ajoutons-en un de 1202 : *In terra de Campaignaco, sicut ducit strata publica Vienne usque ad Centum Fontes*

(Saint-Fons). Le nouveau tracé par Saint-Symphorien ressort d'un acte de 1330 : *Circa arm.*, LÉVY, Vol. 28, N° 4. Arch. Dép. Rhône : *Viam tendens de Lugduno versus Sanctum Symphorianum de Auzone*. Ce n'est pas à dire que ce tracé nouveau ne remonte pas à l'époque romaine, comme le prouve le vocabulaire adopté, et ce que confirme l'aspect caractéristique de la route.

Rappelons que les auteurs des premiers siècles qui ont parlé des voies de la province lyonnaise sont STABON, SÉNÈQUE le philosophe, et les rédacteurs anonymes de la Table de PEUTINGER et de l'Itinéraire d'ANTONIN. Leurs données sont bien vagues, sans être négligeables. Mais il faut constater avec satisfaction les progrès constants réalisés par les recherches archéologiques et topographiques modernes sur ces voies (1).

Il existe diverses controverses pour appliquer les textes des anciens et surtout les distances fixées par eux aux routes connues. Parfois on suppose des erreurs de copistes dans la transcription des chiffres romains. C'est ainsi qu'on pense que STRABON a parlé de la route de Vienne de la rive gauche, quand il parle de la route longue d'environ 200 stades qui passe sur le territoire des Allobroges. A son habitude, la distance donnée n'est qu'approximative.

Dans son livre sur les voies antiques, M. GUIGUE prouve que cette voie est jalonnée par trois hôpitaux, à Béchevelin, Saint-Fons et Saint-Symphorien-d'Ozon. On lira aussi quelques renseignements intéressants dans son autre livre : *Recherches sur Notre-Dame de Lyon*, p. 5 sq., concluant à la non-existence d'un pont fixe sur le Rhône, à l'époque romaine. Nous estimons, pour notre part, qu'à vouloir chercher trop de précision dans la nature des moyens de traverser le fleuve ou dans les distances repérées on tente une œuvre impossible. En ce qui concerne la découverte de bornes milliaires on en trouvera la reproduction dans A. BERNARD, *Description du pays des Ségusiaves*, et DE BOISSIEU, *Inscriptions antiques de Lyon*, p. 367.

(1) Les auteurs anciens n'ont pas parlé de toutes les voies romaines existantes. Pour la rive gauche, ils sont muets sur la route de Crémieu, et celle de Bourgoin (actuelle grande rue de la Guillotière, avenue Rockefeller, route de Grenoble). Elles sont cependant d'origine romaine.

Rappelons que les routes romaines étaient surtout d'intérêt militaire et utilisées par le passage des légions, des chars de guerre, des convois, qui se contentaient d'une largeur réduite et pouvaient monter les pentes rigides.

Dans les controverses précédemment indiquées, on a, par exemple, entendu différemment l'unité de mesure, tantôt considérées comme lieue, tantôt comme mille. On ne sait donc dans l'expression : *ad sextum decimum* (16°) *lapidem litter*. (Pierre, c'est-à-dire borne milliaire), *a Viennea*, s'il s'agit de mesures gauloises (lieue) ou romaines (milles).

Nous avons parlé par ailleurs du port de Rhône (*portus Rodani*) faisant suite à la rue Serpillère et la rue Mercière. Divers actes le mentionnent (il s'agirait alors de la rive gauche de ce port) comme point de départ d'une voie située alors « un peu au nord du pont actuel de la Guillotière où un bac, peut-être un pont de chevalet, reliaient, en certaines occasions, les deux rives » (GUIGUE, *Voies antiques*, p. 58). Ce point était situé en face de la rue Mercière, mais on a pu croire aussi que ce pont, tout en partant dans le prolongement de la rue Confort et Serpillère, sur la rive droite, aboutissait cependant à un emplacement très voisin sinon identique au pont actuel, soit la place du Pont, parce qu'il avait été donné à son orientation une direction nord-ouest-sud-est encore plus prononcée que l'orientation du pont moderne. S'il est contemporain de ce premier pont, le terrain « En Guinand » et vraisemblablement l'hôpital du même nom étaient situés à l'intersection des actuels cours Gambetta et avenue de Saxe-Jean-Jaurès.

Il nous reste à donner quelques détails sur la pierre milliaire située sur le territoire de la commune de Solaize, à notre avis, sur un tronçon primitif toujours existant du premier tracé de la voie romaine et toujours maintenue à son emplacement d'origine.

La pierre, haute de 2 mètres et large de 0 m. 60, se dresse au sommet d'un tertre, à l'intersection de la voie antique et du chemin se rendant au village.

L'ensemble forme un petit monument qui n'est pas sans grandeur, alors surtout que l'on songe qu'il remonte au règne de Claude, comme le rappelle l'inscription.

La pierre milliaire de Solaize est un petit monument digne de fixer l'attention. D'abord, il faut se féliciter qu'elle soit restée à sa place primitive, ce qui est, en définitive, la meilleure, au lieu d'aller augmenter les collections plus ou moins visitées d'un musée lointain, ce qui est arrivé pour les découvertes faites sur la même voie, à Béchevelin.

Ce premier tracé de la voie romaine allait de Lyon à Marseille et fut établi par Agrippa, gendre d'Auguste.

En 1880, on avait découvert sur cette voie dix-huit pierres milliaires entre Lyon et Arles.

Celle de Solaize à 2 m. 50 de haut ; son diamètre varie selon la hauteur de 0 m. 65 à 0 m. 60. Elle fut érigée en 43. Son inscription porte : VII (? 7.000 pas). Elle est dédiée à l'empereur Claude (T. Claud.), fils de Drusus, vainqueur des Germains, père de la Patrie, etc. (P. PAT).

Déjà nous avons cité le monument antique de Solaize.

L'inscription de la pierre milliaire est exactement la suivante :

TI. CLAUDIUS. DRUSI. F.

CÆSAR. AUGUST.

GERMANICUS

PONT. MAX. TR. POT. III

IMP. III COS. III P. P.

V I I

Ce qui donne :

Tiberius Claudius, Drusi filius,

Cæsar Augustus

Germanicus

Pontifex maximus, tribunicia potestas (ter)

Imperium (ter) consul (ter) Pater patriæ.

7° borne.

Sous ce premier tracé ancien, longue est la liste des découvertes telles que celles de Béchevelin, du Prado, borne N° XI (à Champagneux), borne N° VII (à Solaize).

Au « Prado » fut trouvé un cippe.

Le « Prado » (1) est situé sur la route de Gerland, actuelle rue Renan, ancienne rue de Gerland, en d'autres termes le commencement, au sortir de Lyon, de l'ancien tracé de la voie romaine.

Comme à Chaussagne, les monuments funéraires bordant les routes, au sortir des villes selon la coutume romaine, la découverte du cippe précité n'a rien que de très normal.

Ce monument, reproduit dans Crépet, porte la ascia (hache symbolique) qui est suivie de l'inscription ci-après :

D (iis) M (anibus) et memoriæ æternæ

TISERVANDIGRATISEXTUS

VITALIUSMASCELHERES

PONENDUMCURAVITCU

RANSEXTOVITÆLIOMOTU

Co et sub asc(ia) dedic(avit).

De l'inscription de la pierre milliaire de Solaize et de celle du cippe précité, il convient de rapprocher d'autres monuments épigraphiques :

D'abord l'inscription de la pierre milliaire qui porte le chiffre XI, du musée de Saint-Jean-de-Dieu, où nous pensons reconnaître la borne XI de l'ancien tracé.

Puis l'inscription du fragment encastré dans le mur septentrional de la chapelle Saint-Alban. (V. Chaussagne, *I militavit matri piissimo*, etc.)

Enfin nous croyons utile de rappeler l'épitaque de C. Sollius, receveur des douanes à Cularo, cippe trouvé à Grenoble en 1846, dont l'inscription est reproduite dans le catalogue du musée dauphinois et également *C. I. L. XII* 2252. *Allmer* N° 79. *Atlas* 23434.

Alors que la proche rive gauche a toujours subi l'influence politique de la ville de Grenoble, à la généralité de laquelle elle appartenait, ce monument est le plus ancien document de l'histoire de cette capitale, antérieur à la transformation

(1) Œuvre de rééducation fondée par le R. P. Chevrier, également fondateur, au Moulin-à-Vent (commune de Vénissieux), de la paroisse de l'Immaculée-Conception de Moulin-à-Vent.

de la cité par l'empereur Gratien qui lui donna son nom (Gratianopolis).

Il est aussi le seul qui nous apprenne l'existence d'un bureau de perception de 2 1/2 % *ad valorem* sur la marchandise importée.

Il débute ainsi :

D (ascia) M

C. SOLLI MARCULI

LIBRARI XL GALLIAR

STATIONIS CVLAR (sic)

obiti (sic) annor xxvi etc.

On relève des formes peu correctes et diverses fautes du lapicide. Ce document n'en garde pas moins la plus grande importance.

La route de Vienne, un peu au nord du lieu dit Moulin-à-Vent, est croisée par la « rue de Montagny ». Cette rue doit rappeler le souvenir d'une ferme, la « grangia de Montagniaci » dont il est question aux *Archives du Rhône*, armoire LÉVY, vol. 30, fol. 6 : « *En Velleint, juxta viam que tendit de grangia de Montagniaci versus iter de Vienna* ».

§ II

Les moyens de franchir le fleuve

La seconde question que nous désirons esquisser est celle des moyens de passer le fleuve, qui intéresse directement la rive gauche.

Si surprenant que cela puisse paraître, on ne sait pas comment dans les âges passés on franchissait le fleuve. Existait-il des ponts ? Où se trouvaient-ils ? Nul souvenir, nul document probant ne viennent en aide.

Ce n'est que par une série de conjectures plus ou moins étayées que les auteurs ont pu faire la lumière ; encore faut-il écarter les affirmations d'anciens historiens qui ne reposent sur aucune base, comme celles recopiées successivement concernant l'assassinat de l'empereur Gratien sur un pont.

En se limitant prudemment, on peut toutefois arriver à quelques précisions. Observons d'abord qu'il faut renoncer à définir le moyen de franchir le fleuve ; est-ce un pont en pierre, en bois ou reposant sur les bateaux, on ne sait ; ce moyen peut être aussi un simple bac. Le Rhône est d'ailleurs un fleuve au cours violent, aux crues dangereuses et les ouvrages, même fort solides, sont durement éprouvés. On trouve même aussi des expressions dont le sens est vague, comme celle de port du Rhône, et aussi de Bêche, dans Bêche-en-Velin. Il y a certainement un rapport du terme avec une institution en connexité avec le cours du fleuve, sans qu'on puisse la définir de façon précise.

Sous le bénéfice de ces observations, il nous semble qu'on n'a pas ébranlé sérieusement la théorie de Steyert, ramenant à trois grands stades les modes de circulation entre les deux rives.

L'un, le moderne, est celui de l'actuel pont de la Guillotière, fraction abrégée de l'ancien pont du Rhosne. Cet ouvrage est sous nos yeux et il remonte à plusieurs siècles. Ce pont, longtemps voie unique, a vu se greffer à sa base tout le réseau routier de la rive gauche, mais en grande partie par adaptation nouvelle des tracés primitifs aboutissant à Bêchevelin.

Tel était le moyen de franchir le fleuve ; au moyen âge, c'était le seul, mais ce n'est pas le plus ancien, puisque, comme nous venons de le rappeler, de nombreuses voies, qui primitivement se rapprochaient, au moment de franchir le fleuve, se sont ensuite raccordées au pont du Rhône.

Ce dernier fait se rapporte à la rive gauche, mais, sur la rive droite, la vieille rue Bourghaniin, comme le prouve l'étude de la topographie ancienne, formait aussi comme un raccord faisant communiquer le pont avec ce qui peut s'appeler l'épine dorsale de la vieille ville, à savoir l'ancienne voie économique principale de la ville, la rue du Commerce, la via Mercatoria.

On sait l'importance capitale de cette artère. La ville du XIII^e siècle, sous le gouvernement temporel des archevêques représentant la province lyonnaise, qui résidaient dans le palais de Pierre-Scize, à la fois archevêché, préfecture et mairie, avait son centre au milieu du vieux pont de Pierre, l'actuel pont du Change. Les plus anciens sceaux de la ville montrent une figurine représentant le pont dans son pittores-

que aspect d'autrefois, surchargé de constructions, et portant en son centre une croix, sur la partie centrale de laquelle se dessinait une fleur de lis, emblème de la future domination française. Une autre fleur de lis et un lion héraldique complètent cet assemblage, qui constitue l'arrangement premier du blason de la ville, un siècle avant que nous trouvions les spécimens de la forme traditionnelle connue, soit le lion, surmonté de trois fleurs de lis. (Voir reproduction des anciens blasons de la ville, notamment dans le cartulaire lyonnais.)

C'est de ce pont, centre de la ville, que partait, et que part encore, la rue Mercière, la grande et unique rue centrale, à forte animation. Formant une sorte de S, donc n'ayant pas une direction rectiligne, son objectif pratique était de relier le quartier central du bord de la Saône, au Rhône. Elle suivait le tracé, du nord au sud, de l'actuelle rue Mercière, puis, après la traversée du quartier près de l'église des Jacobins et Notre-Dame de Confort, le tracé de l'actuelle rue Confort, enfin de la rue Serpillère, disparue lors de la construction des bâtiments et de la chapelle de l'Hôtel-Dieu. Ces trois rues étaient au fond les trois tronçons de la même voie dont l'importance topographique et marchande apparaît d'elle-même.

Par la « Grande rue Mercière » on allait du pont de Pierre à l'endroit nommé sur les anciens plans : port du Rhône. Là il était bien compréhensible que se trouvât un autre moyen de franchir le fleuve. Sans entrer dans les détails, rappelons qu'on a pu défendre l'hypothèse de bac et aussi d'anciennes directions primitives du pont de la Guillotière dont l'histoire détaillée montre qu'il fut, à plusieurs reprises, repris lors de sa construction, au cours des siècles, sur des plans modifiés.

Ce moyen de passage est antérieur à celui décrit plus haut, du fait qu'une rue correspondant à l'actuelle rue Bellecordière (la rue Bourgchanin) fut créée pour permettre d'atteindre, plus au sud, l'entrée du pont encore existant et afin de le mettre en communication avec l'artère principale de la ville, laquelle, si elle avait été contemporaine de sa création, n'aurait pas manqué de se diriger dans sa direction, au lieu de tourner plus brusquement au sud, comme on le voit encore de nos jours.

Tel était le second moyen de passer le fleuve, au prolongement de la rue Mercière, sur la rive droite, à un point, sur la rive gauche, non loin de l'actuelle place du Pont.

Mais ces deux moyens rappelés, il en est un troisième, le plus ancien, et qui soulève les questions les plus obscures. Ce dernier moyen de communication remonte à l'époque romaine. Il devait exister, à hauteur de l'actuelle rue des Trois-Pierres ou du pont de l'Université, un mode de franchir le fleuve.

Nous ne pouvons ici que rappeler brièvement les preuves : des enrochements ou pilotis observés à cette hauteur, dans le fleuve ; sur la rive droite, l'existence de la Recluserie Sainte-Hélène, ancienne, et semblant créée, comme les établissements analogues, pour recueillir les voyageurs malades ou fatigués, entrant par la voie proche dans la ville (Cf. l'Hôpital des « Passants ») ; enfin diverses rues anciennes.

Sur la rive gauche, la preuve très nette est donnée par les anciens tracés du débouché des voies romaines, par le château de Béchevelin, qui devait défendre l'entrée de l'ouvrage, par le nom même de Bêche-(en-Velin) où des philologues ont cru reconnaître la racine de Bac, et en allemand Bach, éveillant l'idée de cours d'eau, de son passage.

Nous allons donner quelques explications sur ce passage primitif et, en terminant ce chapitre, exposer brièvement le réseau routier de la rive gauche, tel qu'il se présente au moyen âge, rattaché au nouveau pont du Rhône, afin de simplifier la question.

Le premier pont, ou passage du Rhône, aurait donc été, sur la rive gauche, en prolongement de l'actuelle rue des Trois-Pierres, faisant communiquer avec une voie située sur la rive droite correspondant à l'actuelle rue Sainte-Hélène.

Il y avait, dans ces parages, la recluserie Sainte-Hélène, formation hospitalière destinée, à l'entrée de la ville par ce pont, à secourir les étrangers.

L'actuelle rue Sainte-Hélène rappelle ce souvenir. Plus tard, la recluserie fit place au monastère Sainte-Marie de Bellecour, et une plaque apposée dans la rue précitée, indique que c'est dans l'humble demeure du jardinier de ce monastère que mourut le célèbre évêque et prince de Genève, saint François de Sales, alors de passage en notre ville où il cherchait à faire aboutir diverses entrevues.

La paroisse proche porte son nom, ainsi que l'église paroissiale.

On peut aussi remarquer que la place Saint-Michel (actuelle place Antoine-Vollon), où s'élevait jadis l'église paroissiale Saint-Michel, est située dans l'axe de cette artère, sans qu'on puisse affirmer s'il y a dans ce fait un lien de corrélation avec un tracé de voie.

Dans certaines vues anciennes représentant l'ancien confluent du Rhône et de la Saône sous les remparts proches d'Ainay (dont la rue des Remparts-d'Ainay rappelle le souvenir) on distingue parfaitement le clocher et les bâtiments de Saint-Michel-d'Ainay, et l'on voit aussi l'abbaye de Saint-Martin-d'Ainay, dont le clocher est le même que de nos jours.

Près de cette place, les rues Sainte-Claire (actuelle Guynesmer), Sainte-Colombe, ainsi qu'une vierge d'angle, à encadrement de style ogival, se rattachent à divers souvenirs locaux.

§ III

Le réseau routier

On peut comparer le réseau routier de la rive gauche à un arbre dont le tronc serait formé par le pont de la Guillotière, d'où partiraient ensuite deux branches maîtresses et des ramifications de plus en plus nombreuses.

Bornons-nous à indiquer les principales.

Dans sa forme primitive, le pont du Rhône s'étendait jusque sur l'actuelle place du Pont. De là, encore de nos jours, partent, en forme de rayons d'étoile, des rues nombreuses, mais dont deux seules sont anciennes et forment comme les deux maîtresses branches dont nous parlions plus haut.

La première route, au nord (si l'on excepte celle desservant l'ancienne ferme de la Tête-d'Or) (1), est la route de Vaulx (chemin de Vaulx), qui se dirigeait assez directement sur le dit village. Certaines parties du tracé ont été rectifiées, en laissant subsister la voie ancienne, ce qui s'observe facilement.

(1) La ferme ou domaine de la Tête-d'Or s'étendait sur l'emplacement actuel du parc de la ville, qui porte le même nom. Ce nom vient d'une tête en or d'une statue du Christ que l'on y croit enfouie. La cession de ce territoire par Villeurbanne à Lyon est la seule modification importante apportée au tracé de Tindo qui forme encore de nos jours la limite de Lyon sur la rive gauche, limite qui sépare cette commune des autres communes formant le canton de Villeurbanne et spécialement de Villeurbanne, Bron, Vénissieux et Saint-Fons.

Ce chemin existe toujours sous les noms modernes successifs de rue Moncey, Juliette-Récamier, chemin des Emeraudes, route de Vaulx. Au delà du village, la route, par un arc de cercle, retombe au midi et rejoint la route de Crémieu.

Sur la gauche de cette route, à raison de la proximité du fleuve, aucune voie secondaire importante ne se détachait. Mais, sur la rive droite, on comptait trois embranchements.

Le plus au nord est celui de la Viabert, qui peut prêter à discussion, car il n'en reste qu'un tronçon, mais à la direction ancienne caractéristique, non conforme aux plans modernes. M. Vingtrinier, comme il est indiqué par ailleurs, croit se souvenir d'avoir vu ce chemin sur une carte ancienne.

Au-dessous, un second embranchement existait à hauteur de l'actuel boulevard des Casernes, qui a fait disparaître l'ancien chemin Saint-Antoine, mais qui subsiste à l'est de la voie ferrée sous les noms modernes de chemin Saint-Antoine, rue de la Convention, enfin rue du Quatre-Août. Cette voie forme encore de nos jours le prolongement du cours Emile-Zola, à son arrivée à Cusset.

Cette route doit retenir notre attention, car elle est l'ancien chemin de Lyon à Villeurbanne. Voie ancienne, aux sinuosités nombreuses, mais de faible importance, elle est, dans son ensemble, assez directe et constitue, même de nos jours, la voie la plus courte, partant de Lyon, pour gagner l'ancien centre de notre communauté.

Cette voie historique, que des actes du ^{xiv}^e siècle appellent déjà « *vetus iter sancti Antonii* », devrait son appellation médiévale à une ferme des religieux de Saint-Antoine. Elle desservait le domaine de Bonneterre, et le portail de « Bonnetière » se dresse toujours, en bordure. Le château se voit aussi, non loin. Les bâtiments de la vieille ferme sont aussi proches, affectés à des services de voirie.

On a vu, plus haut, qu'elle serait peut-être un ancien tracé de voie romaine.

Après avoir atteint Villeurbanne, la voie continuait et gagnait Vaulx-en-Velin.

Enfin un troisième embranchement était constitué par la voie dénommée actuellement rue de Vaudrey. C'était là la véritable amorce ancienne du chemin de la Ferrandière (actuellement rue Paul-Bert, anciennement de divers noms)

dont la partie située entre les places Voltaire et du Pont représente un prolongement moderne.

Ce chemin reliait le domaine précité à la ville de Lyon et l'on voit par ailleurs qu'il est souvent question de ce domaine et de ses possesseurs dans notre histoire locale. Le chemin aboutissait et aboutit encore exactement au carrefour de Simandres (l'ancienne limite des provinces du Lyonnais et du Dauphiné). C'est de nos jours la place des Maisons-Neuves. De ce point, un petit chemin (actuelle rue Francisco-Ferrer, partie sur Lyon, partie sur Villeurbanne) conduisait à l'entrée du parc entourant le domaine.

La seconde branche maîtresse, plus importante que la première, ancienne voie romaine, est formée par la grande rue de la Guillotière, puis route de Grenoble ou de Bourgoin. Le cours Gembetta, dans la partie comprise entre la place du Pont et Monplaisir, en est une forme rectifiée, mais moderne.

Cette route envoyait d'abord, à gauche, en regardant vers l'est, la rue Rachais, ancien chemin desservant le domaine de la Buire. Puis une seconde voie plus importante : la rue de Crémieu, dont nous avons déjà parlé (route de Crémieu).

A droite, on trouvait d'abord la route de Gerland, dont le point de raccordement est de nos jours effacé, car cette voie ancienne n'appartient pas au système du pont de la Guillotière, mais au système primitif, et ne s'y est point adaptée, à raison de l'anéantissement de toute valeur économique des territoires desservis. Seul le château de Gerland lui a maintenu un peu de vie.

Pour le surplus, elle fut remplacée par la seconde route à droite, la route de Vienne, le second tracé abrégé (compendium) de la voie romaine allant à Vienne. Cette voie, restée toujours importante, a pu à la fois maintenir son ancien point de raccordement (chemin de la Croix-Mathon, rue du Repos, enfin rue des Trois-Pierres) et aussi le nouveau (rue de la Madeleine) avec une variante sous les murs de l'église de la Guillotière. Jadis la jonction se faisait avec la grande rue de la Guillotière, à l'est de l'église, et de nos jours seulement, à l'ouest. Le premier débouché, par un arc de cercle très prononcé, amenait la voie devant la rue Sainte-Hélène, sur la rive droite du Rhône. Le second faisait de cette voie comme un affluent de celle de Bourgoin.

Enfin, toujours du même côté, se détachait une troisième route, celle d'Heyrieux, qui existe toujours (rue d'Heyrieux, que coupe la voie ferrée, puis chemin d'Heyrieux). La rue précitée est demeurée d'aspect assez ancien et pauvre et l'on y remarque la trace de certaines anciennes auberges et maisons.

Il est facile, sur une carte, de dessiner le tracé formé par ces anciennes voies et d'en remarquer la parfaite unité pour les nécessités du moyen âge. De nos jours, peu de modifications ont été apportées au dessin ainsi obtenu, car les tracés des chemins, comme les mots d'une langue, ont une vie très longue. Mais par suite de l'extension de la population, ces vieilles voies ont été encadrées de multiples voies modernes, au tracé rectiligne, fruit d'un urbanisme au plan préconçu. On ne peut nier que les rues modernes imposantes et d'un alignement impeccable aient un certain caractère de grandeur, il n'en est pas moins vrai que c'est en suivant ces voies anciennes, parfois pauvres et tortueuses, que l'on se prend à aimer l'étude du passé, dont les survivances se dressent à chaque instant sous nos yeux. La vue des lieux prépare et vivifie la lecture des textes. Elle est la base vraie et sûre des études d'histoire locale.

CHAPITRE V

Aperçu géographique et géologique

*Aperçu géographique et géologique. — Les balmes viennoises.
— La plaine du Velin. — Le ruisseau de la Rize. —
Le menhir de Pierre Frite, le Mollard.*

Villeurbanne est encore de nos jours une cité indépendante, bien que complètement soudée à l'agglomération lyonnaise, dont elle n'est séparée que par une ligne conventionnelle, à tel point qu'il arrive que dans un même immeuble, certaines salles sont sur le territoire de la commune de Lyon, d'autres sur celui de la commune de Villeurbanne. On a cité le cas d'un débit de boissons qui, en conformité d'arrêtés municipaux des deux communes n'adoptant pas la même heure de fermeture, voyait ses consommateurs se livrer à une fraude facile, au moyen d'un déplacement insignifiant, d'une salle à une autre.

La partie bâtie de la commune était aussi comprise à l'intérieur du mur des fortifications de la ville de Lyon. Le déclassement récent de l'enceinte a fait perdre l'intérêt de cette remarque.

Bénéficiant sans cesse de l'accroissement constant sur la rive gauche du Rhône de la population de l'agglomération économique lyonnaise, la commune, surtout au cours du siècle dernier, a passé du rang de village isolé à celui de faubourg

de grande ville, en attendant une fusion de fait que divers intérêts empêchent seuls d'être une fusion de droit.

La population officielle est de 65.000 habitants. A raison de l'afflux d'éléments étrangers attirés par le besoin de main-d'œuvre industrielle, elle doit approcher, en réalité, du chiffre de 80.000, ce qui lui donne un bon rang dans la liste des grandes villes du pays (le douzième).

La vaste plaine de la rive gauche du fleuve offre, on l'a dit avec raison, des possibilités d'extension peut-on dire indéfinies. Elle s'étend bien au delà du territoire de notre commune et même du canton dont elle est le chef-lieu, mais le territoire de ce canton forme sur la rive gauche un arc de cercle autour de la ville de Lyon, qui se développera sur lui en première ligne.

Dans ses dispositions essentielles, la répartition géographique des centres anciens se reconnaît assez bien, mais il faut faire une importante exception pour d'anciens centres situés plus près de la ville de Lyon et sur son territoire actuel tel surtout qu'il fut agrandi au milieu du siècle dernier par l'annexion avec d'autres villes (comme Vaise) de celle de la Guillotière.

Certains de ces vieux centres nous sont complètement inconnus. Nous faisons allusion à ceux, s'ils sont différents, de Saclange et de Fesclange. Nous reviendrons par ailleurs sur les détails.

Par contre, pour d'autres, la situation géographique, à défaut de texte, ou comme étant elle-même un document réel, nous l'explique parfaitement.

Au début, en arc de cercle autour de la ville, toujours sur notre rive gauche, sur les premières hauteurs, à l'abri des inondations et des changements de cours du fleuve, on trouve trois modestes agglomérations rurales :

1° Villeurbanne (actuellement quartier de Cusset, qui est le vieux centre, le quartier de la mairie actuelle ne remontant pas au delà de 1828) à l'est de Lyon ;

2° Au sud-est, le village de Chaussagne ou la Chesnaie, très modeste aussi (il n'en reste plus que la très ancienne chapelle de Saint-Alban et le domaine de Montvert, proche de l'ancienne voie romaine, route actuelle de Grenoble, près du réservoir de Bron.

L'emplacement de ce village à flanc de coteau est significatif et rappelle absolument celui de Villeurbanne ;

3° Le village de Champagneux ; les noms des deux derniers de formation ancien français mais non latine comme Villa Urbana, semble indiquer une origine un peu moins ancienne que celle de Villeurbanne.

Le village de Champagneux était situé sur l'emplacement actuel de l'hospice de Saint-Jean-de-Dieu, route de Vienne, l'ancien compendium Viennæ au moins dans son nouveau tracé, l'ancien étant l'actuelle route de Gerland reportée à la suite d'une inondation en haut de la balme, sur le tracé actuel.

L'examen de la carte de la région lyonnaise montre que le Rhône, venant de l'est, et coulant en direction de l'ouest, y reçoit un puissant affluent, la Saône (Arar dans les anciens titres) et prend dès lors la direction du sud.

A l'époque moderne, le confluent est situé en face de l'actuelle commune de La Mulatière. Il y a quelques siècles, il se trouvait un peu au midi de la vieille église de Saint-Martin-d'Ainay. On possède des vues anciennes de la presqu'île qui se terminait par des remparts, dont la rue des Remparts-d'Ainay rappelle le souvenir. Dans ces dessins, on distingue aussi la flèche de l'église Saint-Michel-d'Ainay, un peu à l'ouest du clocher d'Ainay. Ce fut l'ingénieur Perrache qui, par la construction de digues puissantes, recula le confluent à son emplacement moderne et réalisa ainsi le plan d'extension de la cité lyonnaise par le sud, vers la même époque où le sculpteur Morand en réalisait un autre sur la rive gauche. Les quartiers modernes du cours Morand et de Perrache leur doivent respectivement leurs noms.

C'est au cours du siècle dernier que ces deux plans d'extension reçurent leur plein développement. En ce qui concerne la rive gauche, outre le quartier naissant des Brotteaux, on ne trouvait qu'une seule autre agglomération proche : le bourg de la Guillotière. Encore ne remontait-il qu'au xvi^e siècle. Antérieurement existait le village de Béchevelin (quartier actuel de l'Université) qui lui-même dura de 1216 à 1562.

A l'époque du moyen âge, les modestes agglomérations les plus proches de la ville de Lyon se trouvaient disposées en arc de cercle, sur les hauteurs de la balme Viennoise, au nombre de trois : Villeurbanne, à l'est ; Chaussagne, au sud-

est (Vinatier); Champagneux, au sud (Saint-Jean-de-Dieu). Le premier centre, sauf une légère éclipse (1650-1678), fut toujours indépendant ; les deux autres furent désertés et remplacés par Béchevelin.

*
**

Le Rhône n'occupe de nos jours que le fond de la vallée creusée à l'époque glaciaire. Jadis les glaciers ont recouvert toute la plaine de la rive gauche.

C'est ainsi que fut formée la plaine du Velin.

Si, dans les chartes médiévales, Saint-Priest est dit « en Velin », à plus forte raison les territoires aux alentours de la route de Vienne, de la rue de l'ancienne « grangia » de Montagny, proche le Moulin-à-Vent, et non loin de Champagneux sont dits « en Velin » également.

C'est ce qui ressort des textes ci-après :

« En Velleinc, juxta iter per quod itur de Lugduno versus Viennam. »

Arch. Rhône, Arm. LÉVY. Vol. 30, N° 1. Fol. 1 (acte 1280).

« El Nevro, juxta viam per quam itur de Lugduno versus Champagniacum. »

Ibid., *Id.* Fol. 2.

« En Velleint, juxta viam que tendit de grangia Montagniaci versus iter de Vienna. » *Id.* Fol. 6. Il est vrai que le second texte ne mentionne pas l'expression « Velin ».

Cette plaine, très unie, semble avoir porté autrefois le nom générique de Velin. C'est ce que paraît prouver la terminologie des noms des lieux (Vaulx-en-Velin, Saint-Priest-en-Velin, dans les anciens titres, Bèche-en-Velin, plus tard Béchevelin, etc.)

Un auteur rappelle que Velin signifie peau de veau et vellus peau de brebis, ce qui indiquerait que ces terrains servaient de pâturages (Paul SAINT-OLIVE, Lyon. *Vieux Souvenirs*, 1877. Page 188). Pour notre part, nous préférons l'explication aussi donnée que ce territoire apparaissait aussi plat que du velin.

Dans cette plaine de la proche rive gauche, certains vallonements s'observent toutefois. Sur un de ces mouvements de terrain s'élève le célèbre château de Chandieu qui, au nom du Saint-Empire et du comte de Savoie, disputa aux autorités

lyonnaises le territoire de Béchevelin et même le pont du Rhône (de la Guillotière).

Le niveau de la plaine présente aussi un palier. Très bas, proche le fleuve, à environ 4 kilomètres à l'est, se présente un rebord, à peine de quelques mètres, connu dans la science géographique sous le nom de balme viennoise et qui, au point de vue géologique, est la limite extrême où se fit sentir la dernière étape d'érosion du glacier.

C'est ainsi que c'est sur cette pente qu'est tracé l'actuel boulevard Eugène-Réguillon, précédemment dénommé « La Côte », du nom d'un ancien domaine qui, avec ce terme, exprimait la même idée de balme. La mairie moderne de Villeurbanne, les bâtiments de la justice de paix s'élèvent sur cette petite hauteur.

Du point de vue du passé qui nous occupe, la vieille église de Cusset, l'ancien Villeurbanne, comme celle de Saint-Alban, sont construites sur cette même balme. Dans le tracé des voies modernes, pour éviter la pente brusquée, des pentes sont établies. On les observe facilement pour le cours Tolstoï, au bas de la mairie précitée, de même pour l'avenue Félix-Faure, en descendant la place des Maisons-Neuves (ancien carrefour de Simandre).

La géographie humaine est étroitement liée à la géographie physique. La constatation précitée donne l'explication de l'emplacement des vieux villages, assez éloignés de la ville. Ils ont été construits à l'extrême limite des terres habitables et cultivables. Au delà, le niveau était trop bas et le fleuve, au cours d'inondations périodiques, y causait les plus grands ravages.

De nos jours, deux digues, assez récentes, l'une en terre, du XIX^e siècle, l'autre dite digue insubmersible, encore plus tardive, et aussi la création des quais du Rhône ont contribué à régulariser le cours du fleuve et à empêcher dans les mesures des prévisions possibles, le retour de désastres souvent éprouvés.

Encore actuellement, tout le village de Vaulx est laissé sans protection et le renforcement de la digue est un article du programme électoral de certains candidats.

Nos ancêtres du moyen âge, peu nombreux, pauvres, peu soucieux de risquer leur modeste « capital investi », restaient

prudemment au sommet de la balme. Ce n'est que plus tard que, sous la pression de causes diverses : développement de la population, esprit d'initiative, besoin de se rapprocher de la ville, que furent créés de nouveaux centres et que furent abandonnés les anciens. Encore ce ne fut qu'au prix de catastrophes périodiques d'autant plus déplorables qu'avec le temps les habitations devenaient plus nombreuses. Celles du milieu du XIX^e siècle sont restées dans toutes les mémoires.

Spécialement pour notre communauté de Villeurbanne, on lit aux registres paroissiaux des récits de sauvetage opéré par le curé dans des fermes au bas de la balme, lors des inondations. Ce même curé possédait aussi une certaine terre incorporée dans la fameuse « portion congrue ». Il note mélancoliquement qu'elle rapporte 3 pour 1 « quand il n'arrive pas malheur ». Fréquente est aussi la mention : « Il y a eu une grande crue du Rhône ; tout le rebord de ma paroisse a été inondé... depuis l'église jusqu'à la Ferrandièrre. »

*
**

Le ruisseau de la Rize, dont la source n'est pas lointaine, coule au pied des balmes viennoises. Il arrose Villeurbanne et garde une petite importance d'ordre économique, bien que restreint dans son débit après avoir franchi le canal. A la Villette, il coule encore au jour, puis est dirigé dans les égouts. Jadis, il serpentait jusqu'à la Guillotière où il arrosait les charmants jardins des Frères Picpus.

Sur la route de Crémieu, à quelque distance de Villeurbanne, se trouve Pierre-Frite (Décines, Isère).

Pierre-Frite est le nom d'un domaine. Derrière se trouvait un bloc énorme de granit, couché sur le côté. C'est un menhir, monument historique classé.

COCHARD donne divers détails le concernant, ainsi que son ancienne position.

Les noms de Malbuet (mauvais bois) et Les Brosses, lieux proches, font supposer l'existence d'anciennes forêts.

Le Mollard, entouré de fossés, est une éminence en forme de cône, visible de loin. Des discussions diverses sur son compte divisent les auteurs.

Il domine aujourd'hui la plaine, au-dessus de l'imposante

masse d'eau, lac artificiel moderne, contenu dans le « Réservoir » du canal de Jonage, créé par la loi de 1890 qui alimente l'usine hydro-électrique de Cusset, la plus puissante d'Europe.

La route de Crémieu passe un peu au sud du Mollard et la pente formée à la même hauteur reçoit le nom de « Montée du Mollard ».

C'est sans doute à tort que COCHARD, au début du dernier siècle, rangeait la pierre debout de Pierre-Frite dans la catégorie des *tumuli*. La science de la préhistoire, encore à ses débuts, semble devoir distinguer les tombeaux de la civilisation romaine de ces pierres plantées, qui doivent dater d'une civilisation bien plus antique.

Des « tumuli » ont été découverts en différents endroits de nos territoires ; l'un dans le clos de la Ferrandière ; un autre vers l'église de Cusset, mais il a été malheureusement détruit. Dans ces tombeaux furent découverts des vases funéraires, des médailles datant d'Antonin le Pieux, de Commode, d'Alexandre Sévère, de Maximin.

Il faut donc faire une place à part à la pierre plantée de Pierre-Frite, qui est un menhir.

D'autres découvertes ont été faites à Décines, enfin à Jonage où se voient les restes d'un imposant château et qui formait, jadis, la limite des mandements de Vaulx-en-Velin, en Dauphiné, et de Miribel, en Bresse.

Sur le menhir précité, nous trouvons quelques indications dans COCHARD. Nous en trouvons aussi dans un rapport contenu au fonds Coste (352.745) sur les monuments remarquables de l'arrondissement de Vienne (1829). La première question est celle des pierres aux fées ou pierres levées, appelées (en 1829), monuments celtiques.

Notre région possède donc une pierre plantée. Ces pierres sont très fréquentes dans diverses parties du pays, principalement en Bretagne, mais aussi en Alsace et autres régions. C'était sans doute une coutume de peuple disparus d'élever sous leurs diverses formes ces monuments d'autant plus anciens que l'art de la construction semble avoir alors été peu connu. Le but était peut-être de dresser des monuments funéraires ou d'indiquer des lieux d'assemblées, généralement sur les montagnes. Par l'exemple des monuments mégalithiques proches de Lyon, sur les monts autour d'Yzeron, l'on

a un exemple des formidables entassements que la force herculéenne de ces ancêtres était capable de réaliser. On sait que les formes étaient très diverses : pierres debout, entablement, alignement, etc.

On peut penser que ces pierres servaient comme de points de repère à des assemblées religieuses ou politiques, ou conservaient le souvenir de cérémonies funéraires. La science qui s'en est fondée depuis peu arrivera vraisemblablement à marquer prochainement d'intéressants progrès par l'observation de détails négligés à tort, jusqu'à nos jours.

Le menhir de Pierre-Frite présenterait ce caractère rare, mais non isolé, d'être situé dans la plaine.

Par suite d'une ignorance malheureusement trop fréquente, ce monument a failli être détruit, au cours du xix^e siècle, par le propriétaire du terrain. C'est à l'énergie du juge de paix de l'époque (V. CRÉPET) que l'on doit le salut du menhir et il faut en rendre hommage à ce modeste magistrat, déjà si averti pour son temps, et qui en fit aussi assurer le classement. Il est à souhaiter que le menhir soit pourvu prochainement de quelques facilités d'accès et que des plaques indicatrices contenant quelques renseignements viennent en faire connaître la haute signification.

Le menhir de Pierre-Frite est classé parmi les monuments historiques du département de l'Isère. On éprouve de nos jours quelques difficultés à le retrouver. Il est situé sur la route de Crémieu, entre Villeurbanne et Décines, non loin de cette dernière commune, entre la route même et la rive de l'actuel canal dit de Jonage, à peu de distance du pont de la Sucrerie.

Il y a quelques années, il se dressait au milieu de terrains libres. De nos jours, sur deux points de cette région, ont été édifiées de nombreuses constructions destinées à loger le personnel de puissantes usines de fabrication de soie artificielle. L'une des firmes s'est établie sur le territoire de Vaulx-en-Velin, en bordure de la route de Crémieu. Son effort pour le logement de la classe ouvrière est le plus formidable réalisé jusqu'à ce jour, puisqu'il comprend des milliers de places, un véritable village qui eut même sa chapelle et son desservant, ce dernier poste supprimé par l'évêque de Grenoble, malgré de pressantes sollicitations contraires.

L'autre firme, considérable aussi, a édifié de nombreuses et coquettes villas ouvrières qu'habite un personnel surtout d'origine étrangère, à raison de la pénurie de main-d'œuvre française, suite des pertes lors de la guerre. C'est précisément derrière une rangée de ces constructions que s'aperçoit le menhir. Il se présente comme incliné et seule la partie supérieure émerge d'environ un mètre.

Sur les vains efforts qui ont été faits autrefois pour l'enlever, sur son passé légendaire (Gargantua le lançant du haut du mont Cindre et y laissant l'empreinte de ses doigts), on peut lire aussi divers détails.

Souhaitons que ce précieux monument, en conformité de l'esprit de la législation protectrice, soit un peu moins négligé et que ses abords soient au moins mieux indiqués (1).

Après avoir traversé la commune de Décines, la route venant de Lyon et allant sur Crémieu rencontre une montée dénommée la montée du Mollard.

La route est à ce moment sur un plateau, en bordure duquel coule l'actuel canal de Jonage. Il y a même en cet emplacement un vaste lac artificiel, fort beau, qui constitue le réservoir.

Le nom de Mollard vient d'une éminence de colline en bordure du petit plateau. On a estimé que cette éminence est peut-être artificielle. On observe autour des fossés, auxquels on ne peut assigner d'origine précise. Le voisinage relatif du menhir et la nature du monument peuvent faire songer à une époque de préhistoire, les Romains et, à plus forte raison, les guerriers du moyen âge sachant élever des ouvrages plus savants.

La situation du Mollard de Décines est, en tout cas, fort caractéristique. De cette éminence, la vue s'étend sur une vaste étendue. Au début du siècle dernier, les constructions étant plus rares, COCHARD note qu'on apercevait le « Mollard » des quais du Rhône. On y a fait aussi la découverte de divers débris.

(1) Des démarches en ce sens sont en cours auprès des diverses autorités.

CHAPITRE VI

Villeurbanne moderne

Dans la situation actuelle, la commune de Lyon possède sur la rive gauche du Rhône une importante fraction de territoire. Elle s'y trouve limitrophe à l'est avec la commune de Villeurbanne ; au sud-est et au sud avec les communes de Bron, Vénissieux, Saint-Fons.

La limite, à quelques modifications près, qui sépare la commune de Lyon des autres précitées est celle qui séparait jadis la province de Lyon de celle du Dauphiné ; mais, dans ce temps, le territoire lyonnais ne renfermait seulement, au nord, que des broteaux ou terres de pâturage, et l'on ne trouvait comme agglomération que la châtellenie de Béchevelin, avec son territoire, à laquelle succéda le bourg de la Guillotière.

Sans contestation, la communauté de Villeurbanne resta toujours du Dauphiné et son centre était le quartier actuel de Cusset, vieux village, alors seul existant.

Malgré l'énorme mouvement de construction et l'accroissement formidable de la population, la physionomie des différents quartiers de Villeurbanne se ressent assez bien de leurs origines respectives.

Le centre moderne est le quartier de la mairie, créé il y a environ un siècle. L'Hôtel de Ville y est assez moderne, d'emplacement et de construction ; l'église de la Nativité et la paroisse remontent à la date de création, constituant cependant,

par rapport à celles du vieux Villeurbanne, la nouvelle église et la nouvelle paroisse de Villeurbanne.

Il faut ensuite mentionner, à leur place respective, les quartiers des Maisons-Neuves (ancien carrefour de Simandre) sur la route de Crémieu ; celui des Charpennes, sur la route de Vaulx ; celui de Croix-Luizet, un peu plus à l'est sur la même route ; celui de la Cité Lafayette, ex-Cité Napoléon, sur la route ancienne de Lyon à Villeurbanne (chemin Saint-Antoine).

Tels sont les principaux petits centres, auxquels correspondent généralement des paroisses tous et toutes venant du fractionnement de l'ancienne communauté et de l'ancienne paroisse du vieux Villeurbanne et encore compris dans son unité administrative moderne.

Les recensements successifs ont donné les chiffres ci-après :

1911.....	42.526
1920.....	56.116
1926.....	63.775

Avec un énorme apport de main-d'œuvre étrangère appelée par la grande industrie de la commune ou des environs, le chiffre de la population réelle est généralement évalué à 80.000.

Villeurbanne est ainsi passé au rang de grande cité de la France, la douzième, a-t-on estimé. D'importantes productions diverses (teintures, soieries, etc.) y ont leurs établissements, mais la hausse du prix des terres et les nécessités du logement ouvrier obligent les sociétés industrielles à édifier, de nos jours, bien plus avant dans la périphérie, leurs nouvelles installations et à construire aussi les vastes immeubles de plusieurs étages pour l'habitation du personnel. C'est ainsi qu'à Décines et surtout à Vaulx-en-Velin, en bordure de la route de Crémieu, ont été établies les installations de société de soies artificielles du dernier type indiqué et avec des plans particulièrement grandioses (1).

A Villeurbanne, les constructions nouvelles finissent par faire rejoindre tous les anciens quartiers. C'est donc surtout

(1) A Vaulx, la capacité de logement des immeubles atteint 4.000 places. Il y a des villas pour le personnel dirigeant.

les caractères de la grande ville moderne. Aussi l'administration en est-elle très difficile, avec un budget qui n'a pas la richesse de celui de Lyon, alors surtout que tout un matériel nouveau (voiries, institutions diverses) est à créer.

Avec une volonté de réalisation qu'il convient de souligner, les différents services de la commune, sous la direction du Conseil que préside M. L. Goujon poursuivent l'œuvre difficile et les résultats acquis sont des plus encourageants.

De nos jours, la commune de Villeurbanne est chef-lieu d'un canton qui comprend, outre Villeurbanne, Bron, Saint-Fons, Vaulx-en-Velin, Vénissieux.

Saint-Fons (*Centum fontes*) fut érigé en commune à une date récente et son territoire pris sur celui de la commune de Vénissieux.

Le quartier du Moulin-à-Vent dépend encore de la commune de Vénissieux.

Les autres communes ont une origine ancienne.

Mais leur groupement administratif a subi diverses vicissitudes.

Quand, en 1790, le 26 février, fut formé le département de l'Isère, Villeurbanne fit partie du district de Vienne et en formait le canton n° 2. Le chef-lieu était Villeurbanne et Meyzieu était compris dans sa circonscription. Les autres communes étaient Vaulx-en-Velin, Bron et Chassieu.

L'an X de la République et le 9 brumaire (31 octobre 1801) Meyzieu devint chef-lieu de canton et Villeurbanne fut simple commune.

En 1852, le 24 mars, les communes de Villeurbanne, Bron, Vaulx-en-Velin et Vénissieux furent rattachées au département du Rhône et au canton de la Guillotière ; mais, en ce qui concerna la situation des paroisses du canton, aucune modification ne fut apportée à la situation antérieure, réglée par un autre contrat (le Concordat) entre l'Eglise et l'Etat français.

La situation ne s'est pas modifiée depuis et, au prix d'une certaine invraisemblance et de plus d'une difficulté matérielle (notamment pour les écoles), ces paroisses dépendent toujours de l'évêché de Grenoble.

Ajoutons que cet aspect peu logique ne s'appuie pas sur la tradition historique, la paroisse de Villeurbanne faisant

jadis partie de l'archiprêtré des suburbs (paroisses situées sous la ville).

En 1854, le 22 juin, un canton particulier fut formé avec Villeurbanne pour chef-lieu de canton et les mêmes communes antérieurement rattachées à la Guillotière.

C'est la situation actuelle avec une nouveauté provenant de la création, en 1888, de la commune de Saint-Fons, hameau détaché de Vénissieux.

Son nom provient d'une erreur de transcription, lors des opérations du cadastre. L'ancien nom *Centum fontes* (Cent fonts) fut orthographié Saint-Fons. L'hagiographie ne renferme pas ce nom.

On lira par ailleurs quelques détails sur ce petit centre où des chartes mentionnent l'existence d'un petit hôpital.

La loi de 1854 rattachait même à la justice de paix de Villeurbanne, motif tiré de leur caractère rural, les territoires de la ville de Lyon situés à l'est des fortifications de l'époque (approximativement la ligne actuelle formée par les « boulevards » des Belges, des Brotteaux, Part-Dieu, Hironnelles, avenue Berthelot).

Le même texte annexa à la commune de Lyon celles de la Guillotière, Vaise et la Croix-Rousse. Ainsi fut réparée une des injustices de l'époque révolutionnaire consistant à diminuer l'importance de Lyon en privant la ville, coupable de révolte, d'importantes fractions de son territoire et de sa population (1).

De cet enchevêtrement découlèrent de curieux effets lors du procès de compétence et d'attribution qui eut lieu entre le greffe dépendant de Villeurbanne et les commissaires-priseurs de Lyon. On enregistra des arrêts contradictoires de la Cour d'appel de Lyon et de celle de Dijon, après Cassation.

Si le canton politique comprend le chef-lieu et les quatre communes précitées, le canton judiciaire ne lui correspond pas et est plus vaste : il comprend, en plus, des portions des 3^e et 6^e arrondissements municipaux lyonnais, comprises, de façon générale, à l'est de la route de Vienne et en dehors du tracé de l'ancienne enceinte. Le motif, d'ordre historique

(1) Le sectionnement de l'ancien département de Rhône-et-Loire venait de la même pensée.

local, est que ces territoires conservèrent longtemps leur caractère rural.

Ce caractère rural n'est plus qu'un souvenir. De nos jours, même à Vaulx, on ne compte, l'industrialisation se poursuivant, qu'à peine 150 propriétaires exploitant. Une forte population ouvrière, souvent étrangère, a été importée. A Vaulx, ou du moins sur le territoire de cette commune, on observe la constitution de hameaux ouvriers distincts, certains à esprit avancé. Il n'y a là, peut-être, rien de comparable à la fameuse « zone rouge » de la capitale, mais on peut se demander quel serait le résultat du fonctionnement de notre droit public actuel dans ces agglomérations qui, très prochainement, dans certaines communes, auront fait la conquête facile de la majorité politique (1).

En 1910 fut dressé par M. B. MONIN, architecte, un intéressant plan topographique de la commune. L'auteur y a reproduit certains monuments remarquables : l'usine hydro-électrique, une des premières d'Europe, qui a nécessité une loi pour le tracé du canal artificiel (1890) et a soulevé différentes polémiques d'ordre financier (V. brochure : *La vérité sur le canal de Jonage*). L'hôpital-hospice dont les vastes bâtiments constituent un remarquable ensemble ; la nouvelle église (par opposition à celle de Cusset) (1838), l'Hôtel de Ville, élégante construction, dont le clocheton abrite le blason de la ville, ainsi que les cloches, symbole de l'indépendance de la commune de Villeurbanne, héritière de l'ancienne communauté.

Sur le plan, nous lisons divers noms que nous retrouverons pour la plupart ; parmi ceux moins connus, citons : Pot-Carron, cité de la Feyssine, îles du bois Perret, chemin du Gabugy, les cantons de l'Egues, Cyprian, les Brosses, la Poudrette (usine d'équarrissage), Mas du Taureau.

COCHARD nous le rappelle : il y avait sur la place de Villeurbanne (Cusset) un ormeau gigantesque. Il avait été planté sous Henri IV. Les assemblées populaires ont donc dû se tenir souvent à son ombre protectrice.

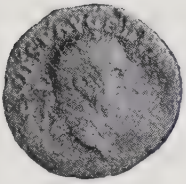
Il y avait aussi, jour de la Saint-Julien (29 août), la fête

(1) C'est chose faite pour Vaulx (mai 1929). A Villeurbanne, la majorité communiste eut longtemps le pouvoir et n'a échoué que par 1.400 voix contre le cartel radical et S. F. I. O.



1

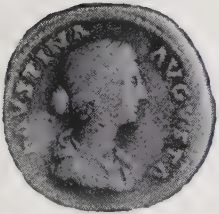
Maison de Santé de Saint-Jean-de-Dieu.



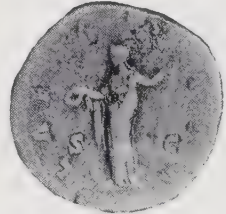
LYON (7^e)



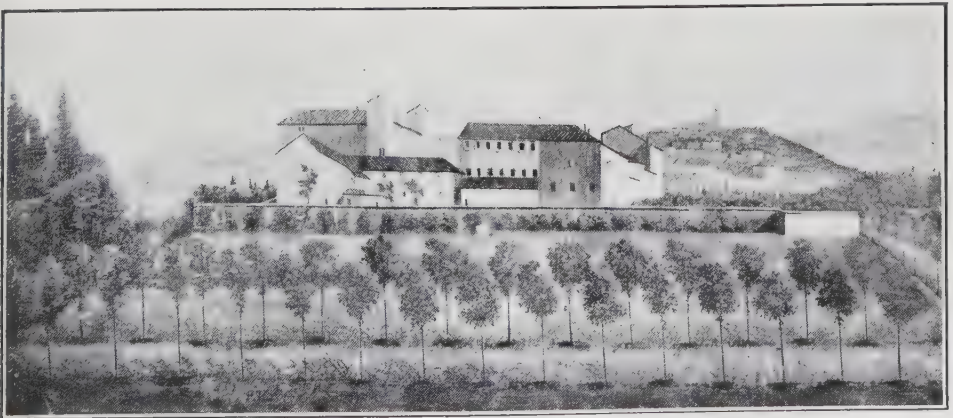
1. Etat actuel.
2. Monnaies romaines.
3. Monnaies romaines.
4. Etat vers 1835.



2



3



4

Château de Champagneux.

de la jeunesse. C'était la fête patronale qui existe d'ailleurs toujours et est l'occasion d'une foire locale.

L'ormeau, nous dit COCHARD, dans le style de son époque, « fut abattu, lors de nos dissensions politiques ». COCHARD note aussi la petite place triangulaire qui se trouve « au bas de la colline sur laquelle repose l'édifice sacré » (actuelle place de Cusset).

Cet aspect est le même de nos jours. L'église modeste se dresse toujours, peut-être agrandie de deux ailes. Mais une certaine modernisation a été réalisée autour d'elle. Si le presbytère est attenant, l'ancien cimetière traditionnel a été supprimé et reporté sur un vaste emplacement sur la route de Crémieu. Même une rue latérale à l'église a été en partie creusée avec une profondeur de plusieurs mètres dans son emplacement. Le remblai aurait servi pour l'établissement d'un boulevard proche.

COCHARD nous parle aussi d'une grande table carrée en pierre de choin, qui se trouvait non loin de la place et qui, selon la tradition, servait à attacher les bateaux. Cette pierre portait même l'empreinte du scellement d'un anneau servant au temps où le Rhône ou un bras du fleuve coulait le long des balmes. De ses débris, on aurait fait des dalles servant à recouvrir la margelle d'un puits creusé sur l'emplacement.

Encore de nos jours, Villeurbanne est commune indépendante. Souvent, cependant, il fut question de son annexion à sa puissante voisine, la ville de Lyon. Au point de vue économique, il est certain que le territoire de Villeurbanne est une fraction, la plus importante, des possibilités d'extension indéfinies, peut-on dire, offertes à l'agglomération lyonnaise dans les plaines de la rive gauche du fleuve.

Contre la réalisation des projets d'annexion, bien des arguments, plus ou moins appropriés, ont été invoqués. D'autres, tenant à des raisons de représentation de collèges électoraux, sont moins souvent produits, mais ils sont apparus à certains comme d'une efficacité plus réelle.

Nous indiquons seulement la question, car elle est hors de notre cadre. Il nous semble cependant difficile que l'évolution ne se produise pas dans le sens d'une unification administrative, laquelle s'est déjà produite en matière de police et d'or-

ganisation pour la lutte contre l'incendie (1) et paraît servir l'intérêt général.

On peut indiquer, dans le même sens, que la commune de Villeurbanne a été autorisée à déverser ses eaux d'égouts dans ceux de la ville de Lyon. Il y a, aussi, un mélange réciproque de population scolaire, avec distribution, sans distinction, de fournitures et secours (Accord Augagneur et Fays, 1900).

L'annexion. La querelle de 1902.

En 1902, au sujet de l'installation du cirque Barnum et Bailey, un conflit, sans aménité, s'éleva entre les administrations de Lyon et de Villeurbanne.

Le cirque s'installe, de son plein gré d'ailleurs, au parc Bonnetterre (l'ancien domaine de la Bonnetière, terre noble, en bordure du vieux chemin de Saint-Antoine). Le maire AUGAGNEUR trouve qu'il est inadmissible que notre commune enlève les bénéfices d'une affaire à laquelle contribue toute la population lyonnaise. (V. Compte rendu de séance du 15 avril.)

Le 18, en séance, un adjoint de Villeurbanne, devant ses collègues du Conseil municipal, relève l'accusation de parassite, affirmant que Villeurbanne a agi en parfaite loyauté, sans se livrer à aucune sollicitation. Il ajouta : « Nous ne sommes pendus aux flancs de personne... Malgré les menaces non déguisées de M. le Maire de Lyon, nous saurons tous, quand le moment sera venu, faire... tout notre devoir. »

En 1903, le 17 mars, le Conseil municipal de Lyon adopta un projet d'annexion de tout ou partie de plusieurs communes limitrophes.

(1) Voir l'enquête ordonnée par Monsieur le Préfet du Rhône (1903), 2.412 Villeurbannais protestèrent contre le projet d'annexion ; 45 seulement furent favorables. La majorité a semblé craindre des charges fiscales nouvelles, les lourdes taxes de remplacement de l'octroi, qui n'englobait pas Villeurbanne. Avec l'accroissement général des impôts la portée de ces arguments diminue et une évolution d'idées semble se produire dans divers milieux. M. Genevay, président de chambre à la Cour d'appel de Lyon, formula diverses observations, en sa qualité de commissaire enquêteur. Monsieur le Maire, dans son rapport, éleva de vives protestations, exposant que la municipalité remplissait ses devoirs au point de vue de l'hygiène, de l'instruction, des secours.

Le 25 mars, le Conseil municipal de Villeurbanne adoptait, à l'unanimité, le rapport de M. GRANDCLÉMENT dans le sens de la résistance à l'annexion.

Où en est demeurée la question de l'annexion ? Elle fit beaucoup de bruit, en un temps ; beaucoup de personnes ont une opinion parfois aussi arrêtée que peu ou bizarrement motivée. Pour ou contre l'annexion, il y a des avantages et obstacles réels, les uns avoués, les autres (et ce ne sont pas finalement les moins puissants) laissés dans l'ombre. Ils sont l'âme d'événements qui viennent à la connaissance du public et sont souvent contradictoires. Bornons-nous à en rappeler quelques-uns.

Lyon tendait à l'annexion. D'après la phraséologie qui caractérisa une époque, et qu'employa le regretté M. GOURJU : « Lyon le Melhor devait marcher avec plus de vigueur vers ses destinées par l'exercice mieux assuré de l'influence morale, politique, industrielle, colonisatrice, qu'une longue et glorieuse histoire l'oblige à revendiquer pour la prospérité de ses enfants, pour l'honneur même de la France et de la République. »

En absorbant Villeurbanne, Lyon deviendrait plus vigoureux, mais on peut trouver le sacrifice un peu lourd. En haut lieu (lettre du ministère de l'Intérieur du 2 décembre 1905), on croyait à l'amélioration des rapports des deux municipalités, suite au départ de M. AUGAGNEUR et à l'arrivée de son successeur, M. HERRIOT. On estimait que les Chambres n'ont qu'un rôle d'arbitre et doivent constater les grandes lignes d'un accord préexistant.

En fait, cet accord s'éloignait ; hâtivement dressé, le projet subissait de nombreux remaniements de nature à déplaire à tous les intéressés. Le gouvernement demanda une nouvelle enquête ; le Conseil d'Etat, contrairement à sa réputation, donna son avis sans examen. Enfin, par décret, en 1906, le 17 janvier, le projet fut retiré de la Chambre des Députés.

L'organisation judiciaire avait été oubliée : formalité indispensable, déclara M. HERRIOT, à la séance du Conseil municipal de Lyon (30 janvier). Il ajouta que la question restait au programme, qu'une large enquête supplémentaire était nécessaire et proposa la nomination d'une grande commission intercommunale.

A l'heure actuelle, vingt-cinq années se sont écoulées, sans

donner de fait nouveau à signaler : la question d'annexion, pour les motifs ci-dessus rappelés, en est toujours au même point.

*
* *

Il nous a semblé indispensable de résumer la situation actuelle de Villeurbanne, avant d'en entreprendre l'histoire.

Remontant, maintenant, dans le passé, il conviendra de rappeler les origines de l'ancienne communauté, ce qui formera l'objet d'un chapitre.

Pour Villeurbanne, nous possédons aussi un document, qui est sa charte d'établissement authentique, en l'espèce une ordonnance de l'archevêque-comte de Lyon, Camille DE NEUVILLE DE VILLEROY, du 8 janvier 1678, rétablissant l'église de Villeurbanne au rang d'église paroissiale, alors que, depuis 1600, vraisemblablement, elle était tombée au rang d'église annexe de celle de Notre-Dame-des-Grâces du bourg de la Guillotière, qu'antérieurement elle avait elle-même fondée.

A une époque où la vie civile est encore non distincte de la vie paroissiale, ce document établit les principales conditions d'existence de notre communauté. Nous réserverons un chapitre à l'exposé du texte et à son commentaire.

Il est aussi possible de suivre, on pourrait presque dire quotidiennement, la vie de la communauté, à la lecture de ses « Registres paroissiaux », dans lesquels on lit « les baptêmes, mariages et mortuaires » et surtout comme une sorte de petit journal de la vie du temps et des événements généraux et locaux. Par l'examen de ces textes, dont nous placerons des fragments importants sous les yeux, on suivra les détails et les difficultés de l'Administration, les rivalités, etc. Un chapitre sera donc consacré aux Registres paroissiaux.

Mais, au sein de la communauté, la vie paroissiale et civile confondues se doublent de celle des assemblées populaires, les assemblées des trois ordres de la paroisse de Villeurbanne, tenues sur la place publique, certains dimanches, à l'issue de l'office. Les actes de nos archives nous donnent les procès-verbaux de ces réunions populaires, tenues dans des conditions de plus en plus difficiles, dans l'évolution générale des idées qui allait condamner le système du gou-

vernement direct pour instaurer le règne moderne de la centralisation et des assemblées représentatives, plus éclairées et au rôle plus technique.

Notre petit gouvernement local, déjà péniblement étayé à la base, était, pour comble de malheur, exposé aux rigueurs du pouvoir central. On peut citer en exemple les interminables conflits soulevés par la question des communaux. Vers la fin du règne de Louis XIV, ces communaux seront, pour notre région, aux mains d'un sous-fermier, mais qui ne peut guère en tirer parti, car les habitants continuent à y mener paître leurs bestiaux et reçoivent à coups de fourche les adjudicataires et, à l'occasion, les huissiers et agents du pouvoir.

De longs procès s'engagent alors contre la communauté et de dures amendes lui sont infligées pour l'amener à résipiscence, les consuls et principaux habitants étant responsables pour la masse.

La situation que nous rappelons est celle dont le développement ressortira de l'étude d'une ordonnance de 1691, qui nous permettra, dans ce cas concret, de suivre le fonctionnement du droit public local, de cette époque, appliqué à l'encontre d'une communauté, en l'espèce, celle de Vaulx et aussi celle de Villeurbanne.

Quant au fonctionnement des assemblées populaires, rappelé plus haut, nous le retrouverons dans l'examen de l'assemblée des trois ordres de la paroisse, de l'année 1778. L'ordonnance dont nous reproduirons le texte, et que nous analyserons, nous donnera le nom des présents, la liste des questions, le refus des habitants de signer, etc.

Ces deux ordonnances de 1691 et de 1778 formeront la matière d'un chapitre consacré au Gouvernement direct à Villeurbanne.

Enfin nous arriverons à la fin, ou plus exactement à la transformation du droit et du cadre réel de notre vieille communauté.

Au point de vue juridique, le droit de la période intermédiaire acheva l'évolution commencée et mit fin au système ancien du droit, pour le remplacer par la division en communes à territoires juxtaposés du même type pour tout le pays et dirigées par les maires et les conseils électifs. Le premier qui présida l'assemblée chargé d'assurer le choix du

maire de Villeurbanne fut d'ailleurs le curé, choisi d'une « voix unanime », et la première salle de la mairie fut longtemps le presbytère, puis une maison bourgeoise, en face de la vieille église.

Quant aux éléments corporels, pour ainsi dire, c'est-à-dire la paroisse et le village, ils demeurent, sous la nouvelle législation, inchangés jusqu'à l'année 1828. A cette époque, un maire énergique, MONAVON, eut l'intuition de créer un nouveau centre sur la place du Plâtre ou Dauphine (actuelle place de la Mairie et quartier principal). Malgré une résistance énergique, dont nous indiquerons les épisodes au chapitre intitulé « La crise municipale de 1828 », il devait réussir.

Le nouveau centre hérita de l'ancien, eut sa place, bientôt une église assez belle et vaste (1838), enfin la mairie. C'était la nouvelle commune de Villeurbanne, qui succédait à l'ancienne communauté rurale.

Dans leur ardeur de création, les partisans et les habitants du nouveau centre songèrent même à dépouiller l'ancienne paroisse, à la désaffecter et, un jour, les cloches, symbole de l'indépendance et de la vie de l'agglomération, se virent transportées dans la nouvelle, ainsi que différents tableaux. Les autorités religieuses et civiles semblaient souscrire à cet arrêt de mort.

C'est alors qu'intervint une petite révolution locale et surtout féminine. Au cours d'une manifestation bruyante, cloches et tableaux furent ramenés à l'ancien sanctuaire qui, resté quelque temps fermé, vit à nouveau ses portes se rouvrir. La paroisse fut rétablie et elle continue, de nos jours, sa mission séculaire.

Telles sont les grandes lignes des développements qui vont suivre. Ajoutons qu'un chapitre, intitulé : « Le procès-verbal de M^e Louis Tindo » (1479), est consacré à définir les limites de notre communauté, par rapport à nos voisins de l'ouest, les territoires de Béchevelin et de son mandement, et de la Guillotière qui, spirituellement, dépendaient, comme Villeurbanne, de l'archevêque de Lyon, mais qui étaient contestés, au point de vue de la souveraineté politique, la France et la ville de Lyon d'une part, de l'autre le Roi Dauphin et le Dauphiné les revendiquant également. Villeurbanne était, au contraire, domaine incontesté du Dauphiné. En 1678, la

paroisse fut nettement formée, aux termes de l'ordonnance, du territoire relevant du Dauphiné. C'est le procès-verbal de Tindo qui donna les limites, qui sont celles reprises, à peu près, par la ville de Lyon, sur la rive gauche, à notre époque.

La vie de la communauté villeurbannaise est, on le comprend, étroitement liée à celle des villages voisins et, plus généralement, au peuplement de la rive gauche. C'eût été arbitrairement anémier son histoire que de ne pas poursuivre un exposé parallèle au moins sommaire de ces anciens villages et de l'évolution de la population.

Des chapitres respectifs résumeront les deux anciens villages, analogues à Villeurbanne, à savoir Chaussagne et Champagnieux.

L'augmentation des habitants, le désir de se rapprocher de la grande ville de Lyon feront désertier ces deux villages qui seront remplacés par un centre nouveau : Bèche-en-Velin (puis Béchevelin), dont nous résumerons l'histoire.

Ruiné au cours des guerres de religion (1562), ce centre fait place au bourg nouveau de la Guillotière, formé à l'entrée du pont du Rhône, lorsque ce pont fut construit. Au point de vue paroissial, c'est Villeurbanne, environ vers l'année 1600, qui fonde l'église Notre-Dame-des-Grâces, sur la place de la Croix, à l'intersection de la route de Villeurbanne et de celle de Grenoble (actuelle rue de Crémieu), place actuellement dénommée Victorien-Sardou.

Au sujet de la Guillotière, en un chapitre, nous rappellerons les faits principaux et ferons l'étude de diverses pièces d'archives inédites, conservées à Grenoble et présentant un grand intérêt.

L'évolution de la population faillit causer aussi la mort de Villeurbanne, comme celles de Chaussagne et de Champagnieux. De 1600 (?) à 1678, Villeurbanne devient annexe de la paroisse de la Guillotière.

Mais l'ordonnance de 1678, de Camille DE NEUVILLE DE VILLEROY, lui rend son indépendance, que l'actuelle commune de Villeurbanne, non annexée par Lyon, conserve toujours.

Sur la rive gauche proche de la ville, le peuplement s'affirme. Parallèlement au plan d'extension de Lyon, par le sud, dû à l'ingénieur PERRACHE, le sculpteur MORAND en fait adopter un, à l'est, dans les « Brotteaux », de l'autre côté du fleuve.

L'on construit peu à peu dans les Brotteaux, suivant un plan qui est celui, ou presque, que nous voyons réalisé de nos jours.

Entre les Brotteaux, nouveau quartier, et la Guillotière, s'étend un grand espace nu, appelé la « Prairie », qui, lui-même, se construira peu à peu.

Ville indépendante jusqu'au milieu du xix^e siècle, la commune de la Guillotière est annexée par celle de Lyon, avec celles de Vaise et de la Croix-Rousse.

C'est dès lors l'extension rapide de la ville de Lyon sur la rive gauche du Rhône. Il est facile de chiffrer le nombre de ses habitants (environ 300.000) et de voir qu'il dépasse celui des quartiers du centre. Les palais et les monuments, sur cette rive, s'y multiplient : Préfecture, Justice militaire, Facultés, Manufacture des Tabacs, pour ne citer que quelques cas, et, prochainement, à l'extrême périphérie, le nouvel Hôpital et la nouvelle Faculté de Médecine, sur des terrains qui sont ceux mêmes de l'ancien village de Chaussagne, dont la vieille chapelle Saint-Alban est de nouveau affectée à une nouvelle paroisse. Un dernier chapitre, faisant le tableau de cette invasion lyonnaise, terminera notre exposé.

A l'heure présente, si rien ne résiste à l'invasion économique de l'agglomération lyonnaise, la commune de Villeurbanne y conserve son indépendance administrative. L'autorité de la commune de Lyon s'arrête toujours aux limites que traça jadis le commissaire du roi Louis XI, ce qui est un bel exemple du respect de la tradition.

Sous réserves de quelques développements ultérieurs, rappelons aussi la catastrophe du pont du Rhône, qui causa la mort de nombreuses personnes, par suite de la fermeture anticipée des portes. Un procès criminel s'ensuivit, pour lequel nous renvoyons à l'étude de M. THÉVARD. La duchesse DE SERVIENT, dont une rue rappelle le souvenir, venant de son domaine de la Part-Dieu, rentrant à Lyon en carrosse, crut, pense-t-on, avoir augmenté, par son attelage et l'embaras qu'il causa, le nombre des victimes. Son testament fit don d'immenses terrains de son domaine et c'est l'origine des propriétés des hospices civils.

En fait, les hospices ont succédé à des œuvres pies et leur administration loue les terrains pour bâtir, mais des clauses

de reprise écartent la possibilité de constructions à long amortissement.

Du point de vue esthétique et de celui de l'urbanisme, le maintien, à nos époques, de ces formes démembrées du droit de propriété ont pour résultat peu contestable l'état lamentable de nombreuses voies de la rive gauche et l'aspect du quartier actuel de la gare nouvelle des Brotteaux, nouvellement construit, mais soumis aux mêmes règles, donne la preuve que restent assez pauvres les solutions, même les plus étudiées, visant à concilier les intérêts nécessairement contradictoires de la belle construction d'une part, et de la location à temps de terrains à bâtir d'autre part (1).

(1) Dans les fascicules édités par la Société des études d'histoire locale se retrouve la même constatation, mais les causes n'en sont pas indiquées.

CHAPITRE VII

Les origines de Villa Urbana

§ I^{er}

Notions générales

Si le peuplement de l'agglomération lyonnaise continue selon le rythme jusque-là observé, on peut prévoir que dans quelques décades d'années la plus grande partie des terrains de la rive gauche du fleuve, à proximité de la ville, sera couverte de constructions.

A l'heure présente, pour Villeurbanne, on peut encore distinguer quelques centres plus particulièrement peuplés, ainsi qu'on l'a vu au chapitre précédent.

Mais, en se reportant à un siècle, la situation serait déjà plus simple : le quartier central moderne, appelé Villeurbanne-Mairie, n'existait pas encore ; les Charpennes n'étaient qu'un faible hameau. Le centre historique, le vieux Villeurbanne, quartier actuel de Cusset, est le point central et possède l'église paroissiale et la mairie.

C'est en effet sur ce point de la Balme, le plus au nord, le plus proche de la ville aussi, peut-être à l'arrivée d'une ancienne voie romaine disparue, que fut jadis fondée l'ancienne « Villa Urbana ». On peut conjecturer qu'après la disparition de la voie, le village fut relié au système routier de Lyon par le *vetus iter Sancti Antonii* (actuelles rue du

Quatre-Août et rue de la Convention), longtemps le seul existant.

Chaussagne semble bien fondé dans des conditions analogues, au versant de la Balme, à l'arrivée de la voie romaine, l'actuelle route de Grenoble, voie toujours existante.

Comment le vieux Villeurbanne perdit-il son nom pour prendre celui de Cusset et quelle est l'origine de cette dernière appellation ?

Il semble que le nom de Cusset soit celui d'une famille de l'endroit, et c'est l'explication généralement admise. Nous ne pouvons retenir l'interprétation donnée par M. RICHARD, dans son récent opuscule.

Sur la carte d'état-major, on lit : le Cusset.

Au sommet de la petite éminence se dresse l'ancienne église paroissiale de la communauté de Villeurbanne, jadis au vocable marial, fermée quelques années après la crise de 1828, puis finalement rouverte, sous la pression de l'opinion publique et malgré les décisions contraires des autorités religieuses et civiles. C'est aujourd'hui l'église paroissiale de Saint-Julien de Cusset.

Aucune de ses parties n'est remarquable. C'est une aïeule extrêmement pauvre, encore faut-il sans doute, pour se faire une idée de son état ancien, lui retrancher deux ailes qui semblent peu anciennes. Elle est surmontée d'un modeste clocher. Telle quelle, quoiqu'avec des proportions plus vastes, elle rappelle comme allure et comme emplacement l'ancienne église paroissiale de Chaussagne, la toujours existante chapelle Saint-Alban.

A l'intérieur et au dehors, se voient quelques pierres tombales placées là soit à la suite de sépultures, soit lors de restauration, et provenant alors du cimetière placé autour de l'église, selon la tradition, et aujourd'hui remplacé par la vaste nécropole de Cusset. Sur le pied d'un bénitier est sculpté un blason (main montrant un soleil rayonnant) dont l'explication ne nous est pas connue. Enfin la clef de voûte mutilée de la porte d'entrée laisse lire la devise abrégée : I. H. S. (Jésus sauveur des hommes), qui a fait supposer à certains un rapport avec des institutions franciscaines.

Tel est, sommairement décrit, le vieux sanctuaire, centre de la vie de la communauté ancienne. On lira dans les regis-

tres les discussions autour du cimetière que l'on voulait agrandir aux dépens du petit jardin du pasteur. Selon les règles anciennes, la partie du chœur sera à la charge du décimateur, le reste à celle de la paroisse. Pour tous ces détails, nous renvoyons au chapitre traitant la question.

M. PERRIER donne les détails ci-après :

Devant la vieille église paroissiale est la place de Cusset. C'était autrefois, et c'est encore aujourd'hui, la place principale de Cusset, berceau de la commune de Villeurbanne.

C'est le vieux quartier, centre de Villeurbanne, supplanté seulement en 1835.

L'église paroissiale, propriété communale placée sous le vocable de Saint-Julien, fut érigée en cure par ordonnance de l'Archevêque de Lyon du 8 janvier 1678, qui donna en même temps au curé la terre avoisinante de Bourgchanin pour lui permettre de subsister.

Avant 1678, la paroisse de Saint-Julien, qui avait été matrice et principale de la Guillotière, puis devenue par la suite annexe de Notre-Dame-des-Grâces, était desservie par des vicaires étrangers et mercenaires, dit l'ordonnance archiépiscopale.

Y ont été inhumés : Claude Buer, en 1666 ; en 1670, un enfant légitime de noble Mathieu de Molin ou du Moulin, dont la famille posséda le fief de Bonneterre avant la maison de Cerf de Croze ; en 1679, honneste Jean-Baptiste de Cléry, capitaine-châtelain de Villeurbanne ; en 1680, Jean Balmont, fils de Jean Balmont, huissier audiencier de la sénéchaussée de Lyon ; en 1769, messire François de Croze, capitaine de cavalerie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, seigneur de la Bonnetière.

On lit, dans les actes d'Archives :

« Le 6 avril 1733, après mydy, au nom de Dieu, soit-il, Benoîte Marniole, veuve de Louis Damichon, journalière de Villeurbanne, estant dans son lit détenue de maladie corporelle, saine de mémoire et entendant ainsi, il a paru à moy, notaire (DECOMBEROUSSE) et témoins, considérant l'incertitude de la mort à tous humains, aimant mieux la prévenir que d'en estre prévenu, désirant tester et disposer des biens qu'il a plu à Dieu de lui donner. »

(Suivent les dispositions testamentaires.)

.....

« Comme bonne chrétienne recommande son âme à Dieu le créateur, le priant par l'intercession de la glorieuse Vierge Marie, de tous les saints et saintes du paradis, de bien vouloir recevoir et « colloquer » son âme au royaume des Cieux en la compagnie des bienheureux. Elisant sépulture à son corps dans l'église de Villeurbanne, près les cloches. » (Archives de M^e MATHIEU.) Sidoine-Appolinaire, qui vivait au v^e siècle, nous fait connaître qu'à son époque la coutume d'ensevelir les morts dans les églises ou près des églises l'emportait tellement sur l'ancienne, qu'on finit par se moquer des tombeaux des Romains : on les pillait, on les renversait, on les profanait parce qu'ils étaient éloignés des chapelles qui auraient pu les rendre inviolables. (V. *Histoire de Lyon*, par CLERJON, t. II, p. 58.)

Dans les Registres paroissiaux, de 1755 à 1772, le curé de Villeurbanne (Saint-Julien-de-Cusset) nous fait connaître que, le 22 juin 1757, il a fait placer dans son église, près les fonts baptismaux, un confessionnal bien travaillé et fort commode, tant pour les ministres du Seigneur qui entendront les confessions des fidèles que pour les fidèles eux-mêmes qui y dévoileront les mystères de leur conscience.

Près de l'église a été trouvé un tumulus, d'où nom de « molard » donné au voisinage.

Au milieu de l'église se voit une pierre tombale posée en 1772, indiquant la sépulture de la famille Saunier.

La nef de droite et celle de gauche ne remontent que vers 1860.

Le cimetière primitif se trouvait à droite de l'église. C'est là que fut inhumé, en 1770, suivant ses dernières volontés, Marie-Nicolas-François de Ville, seigneur de Ville, Vaux et Villeurbanne, lieutenant ordinaire de la vénerie du roi, chevalier de l'ordre royal et militaire du Christ, décédé en son hôtel de la rue Saint-Georges de Lyon.

Ce cimetière primitif étant devenu insuffisant, on commença, en 1788, à enterrer du côté gauche de l'église ; on prit même une partie du jardin de la cure ; successivement, d'agrandissement en agrandissement, le cimetière se trouva être derrière l'église.

Le groupe scolaire de la rue Bourchanin, angle de la rue Ernest-Renan (ex-rue du Repos), est entièrement construit sur une partie de l'emplacement occupé par le cimetière, fermé lorsqu'on se servit du cimetière actuel.

Si la vie de la communauté a pour centre principal l'église de la paroisse, il faut y ajouter aussi la place publique. C'est sur cette place qu'à dix heures, les dimanches désignés, ont lieu ces fameuses assemblées, à l'issue de l'office, dont nous essayerons de retracer le tableau au chapitre consacré au gouvernement direct.

L'actuelle place de Cusset, l'ancienne place de la communauté, existe toujours. Elle a toutefois perdu son ormeau célèbre dont Cochard a fixé le souvenir. Nous possédons surtout des actes de la fin du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècles, lorsque le système de gouvernement est en pleine décadence. Les absents sont nombreux, les présents refusent de signer. (V. le chapitre ci-après.)

Du village lui-même, nous dirons peu de choses. Malgré l'énorme apport de constructions modernes, sa physionomie ancienne, que signalait déjà Cochard, se retrouve encore assez bien. Les maisons sont basses, groupées en bordure de la balme ou sur la hauteur. Par le boulevard qui suit la rue, le long des balmes (ancienne rue Cornavent, au nom symbolique, et boulevard de la Côte, actuels rue Pierre-Baratin et boulevard Eugène-Réguillon), on rejoint l'ancienne place du Plâtre (actuelle place de la Mairie) et aussi la route de Crémieu, ancienne voie romaine. Par cette voie, Villeurbanne était aussi relié à Lyon.

Trois autres routes, toujours existantes en partie, reliaient encore Villeurbanne à Vaulx, Vénissieux et Bron (actuelle rue Frédéric-Fays, etc.) par les Brosses.

Les observations qui précèdent s'appliquent à la situation de Villeurbanne, il y a un siècle. A la veille de la Révolution, il en était à peu près de même.

Mais si nous remontons plus haut, la situation se simplifie encore, au point qu'il n'est pas difficile de faire ressortir que sur toute la rive gauche proche de la ville (c'est-à-dire en exceptant les points plus éloignés, comme Vaulx, Bron, Vénissieux), la paroisse de Villeurbanne était la seule existante, ou à peu près, et que son église est la fondatrice, directement ou indirectement, de toutes celles de la ville sur la rive gauche du fleuve.

Reportons-nous, en effet, en 1678. Après une éclipse sans doute de moins d'un siècle, Villeurbanne est rétablie au rang

de paroisse par la célèbre ordonnance de l'archevêque-comte de Lyon, Camille DE NEUVILLE DE VILLEROY. Sur la rive gauche, deux églises paroissiales sont alors seules debout : Villeurbanne et Notre-Dame de la Guillotière (sur la place actuelle Victorien-Sardou).

Antérieurement, Villeurbanne étant annexe de la Guillotière, l'église paroissiale de la rive droite, Saint-Michel d'Ainay (à distinguer de l'église alors régulière de Saint-Martin-d'Ainay), située place actuelle Antoine-Vollon, avait pris une certaine partie du territoire de la rive gauche, en vue de la commodité des fidèles.

A une époque plus ancienne, Villeurbanne non seulement n'était pas simple annexe, mais c'est elle qui fonda Notre-Dame de la Guillotière et en fut matrice. Elle était alors, avec la Guillotière, la seule de la rive gauche. Le texte de l'ordonnance prouve aussi qu'en 1562, après la ruine de Béchevelin, elle restait seule ; c'est à cause de leur éloignement d'elle que s'instaura, pour les anciens paroissiens de Béchevelin, la domination de la paroisse Saint-Michel de Lyon.

Mais observons que, pour les premiers siècles de leurs existences, les communautés étaient au nombre de trois, que nous étudierons sommairement : Villeurbanne, Chaussagne, Champagneux. (V. le chapitre consacré à l'Ordonnance de 1678.)

Il faut indiquer aussi que certains auteurs et l'imagination populaire rattachent à la vieille église une tradition, sinon une légende, selon laquelle l'église fut autrefois une chapelle de marinière, au temps où un bras important du Rhône coulait au pied de la Balme. Ce serait la raison pour laquelle l'église est placée sous le vocable de saint Julien, patron des marinière.

Il est difficile de prendre parti et nous ne permettrons pas de combattre la légende. On peut faire dans un sens favorable ou non diverses observations.

D'après l'étude des documents d'archives connus, la situation topographique actuelle semble bien avoir toujours existée. L'on parle cependant parfois d'un important changement de cours du Rhône dont un bras principal aurait modifié son lit. Certains échanges de terres et îles furent faits par des seigneurs voisins. Mais ce changement intéressa-t-il Villeurbanne ?

On a cité l'existence d'anneaux, qui auraient servi à amarrer

les barques. En fait, on crut voir la trace d'anneaux, dont l'existence peut se rattacher aux débordements périodiques du fleuve, dont les eaux envahiraient toute la rive gauche (ce qui est autrefois arrivé) avant l'existence de la digue en terre, peu solide, et de la plus récente digue dite « insubmersible », toutes deux laissant de côté le village de Vaulx, périodiquement envahi par les inondations.

On a aussi parlé du vocable de Saint-Julien, mais autrefois le vocable était marial. Cependant le sceau actuel de la paroisse porte en son centre une ancre symbolique. On lit autour « Paroisse de Saint-Julien, diocèse de Grenoble. Cusset-Villeurbanne ».

En l'absence complète de preuves, tenant compte de la singularité d'un village fondé par des mariniers, nous croyons devoir repousser ce que nous pensons être le fruit d'imaginations romanesques.

Les armes de Villeurbanne, qui ne doivent pas être anciennes, sont peintes dans la salle dite des Cantons de la Préfecture du Rhône, elles sont : « De gueules, à une villa d'argent sur une terrasse du même, surmontée d'un Dauphin et d'un lion affrontés d'or ». Sa superficie actuelle étant de 2.453 hectares, soit 14.520.000 mètres carrés, notre commune représente un peu plus de la 3.691^e partie de la France, un peu plus de la 196^e partie du département du Rhône et près du tiers de la ville de Lyon, son chef-lieu d'arrondissement.

Le chiffre officiel de la population du canton de Villeurbanne est de 79.393, dont 56.110 pour Villeurbanne. Dans la réalité, une importante masse de travailleurs non fixés doit venir augmenter considérablement ce total. Au point de vue historique, il convient de traiter à part Bron et Vénissieux, villages indépendants. Saint-Fons est une commune de formation récente ; Villeurbanne, aujourd'hui chef-lieu de canton, fit autrefois partie du marquisat de Vaulx-en-Velin, et l'histoire des deux communes présente des points communs.

Villeurbanne

La ville de Villeurbanne est, encore de nos jours, commune indépendante. Son blason symbolise la lutte ancienne du Dauphiné et de la province de Lyon.

On y distingue plusieurs centres : la mairie, Cusset, les Maisons-Neuves, les Charpennes, la Cité.

Le quartier de la mairie est récent (1835) et il en est de même de celui de la Cité. Celui des Maisons-Neuves s'appelait autrefois : le Carrefour de Simandre. Les Charpennes prennent leur origine vers 1780. Le centre ancien, le Villeurbanne historique, est le quartier actuel de Cusset.

C'est là, autour d'une vieille église, qui se dressait sur la légère hauteur, à l'abri des inondations du Rhône, que forme le premier rebord des balmes viennoises, au pied duquel coule la Rize, le modeste village rural ancien. Il était relié à Lyon par le vieux chemin de Saint-Antoine (*vetus iter sancti Antonii*, rue actuellement dénommée : chemin du Quatre-Août, de la Convention, etc.).

Le nom de Villeurbanne (Villa Urbana) est d'origine latine ou romane, antérieure de plusieurs siècles à la formation de la langue française moderne. Sa signification semble être : exploitation agricole (villa, au sens ancien) en rapport avec la ville (urbana) probablement : proche de la ville de Lyon.

Du sens large ancien de villa on peut rapprocher celui de grangia qui en est sa traduction médiévale (ex. Grange-Rouge).

L'étymologie de Villeurbanne est donc très claire ; le mot vient du latin *Villa urbana*. Cette constatation assigne une origine au moins gallo-romaine à notre village, puisque les premiers documents écrits datent du ^{vi}e siècle.

Nous verrons que les noms des deux autres villages (Chausagne et Champagneux), du fait de leur forme plus française, peuvent paraître plus récents.

Par villa, il faut entendre dans le large sens historique, une exploitation agricole. C'est le même sens que traduira, plus tard, le mot grangia (grange), ne venant pas du haut latin, intéressant à mentionner car il a laissé des traces dans notre région avec les appellations de Grange-Rouge, Grange-Blanche, etc.

Il n'entre pas dans le cadre de notre sujet de donner une définition plus précise ni de rechercher l'origine et le mode d'organisation de notre villa primitive ni de la villa en général, ce qui est un des plus délicats problèmes de l'histoire du droit. Aussi bien les premiers documents parlent déjà de la Villa

Urbana comme paroisse (*parrochia* de Villa Urbana) et n'apportent pas de lumière sur cette question de la Villa.

Sous réserve des quelques renseignements complémentaires qu'on lira par ailleurs, on peut donc considérer qu'il y a eu, sur cet emplacement agréable et propice, même à l'époque romaine, quelque édifice, comme semble le prouver la découverte de poteries et monnaies dans une propriété au centre de Cusset, alors surtout qu'il est vraisemblable qu'une voie romaine passait non loin de là, mais que l'origine du village doit être recherchée dans l'édification d'une de ces villas dont l'époque gallo-romaine nous offre de nombreux exemples, autour de laquelle se groupèrent d'autres habitations, origine de la paroisse que signalèrent dès lors les textes écrits depuis le VII^e siècle.

Parmi les modes de formation des agglomérations, celui de la villa se retrouve fréquemment.

Il n'est pas, non plus, possible de donner une explication sûre de l'adjectif *urbana* accolé au terme de Villa. On peut conjecturer vraisemblablement qu'il individualisait cette villa en marquant son rapprochement avec la grande ville voisine (Lyon). On traduirait alors Villa urbana par : l'exploitation agricole proche de la ville.

Entre l'appellation primitive de Villa Urbana et la forme moderne Villeurbanne, les textes nous offrent des autres formes dues à une évolution linguistique différente ou à des négligences ou ignorances comme : Vilorbane, Villurbanne, etc. Signalons enfin que nous estimons que la seconde syllabe du mot doit avoir le son mouillé que réclament les deux lettres *l* précédées du *i*, alors qu'un certain nombre de personnes prononcent le mot en rattachant un *l* à la première syllabe (Vil-leurbanne), ce qui est, à notre avis, une prononciation irrégulière.

Les premiers documents.

Si le nom même de Villeurbanne constitue par lui-même un titre d'ancienneté, du moins n'est-ce pas un titre écrit. Mais, dès le VI^e siècle, il va être mentionné dans diverses chartes, permettant d'écrire l'histoire connue de l'agglomération.

Les documents officiels sont extrêmement anciens. D'après

le précepte de Childebert III, relaté dans *Dom Bouquet*, sous Godinus, évêque de Lyon, vers 695, Villeurbanne faisait partie du domaine de l'Eglise de Lyon (1).

En 853, mourut Charles de Provence, qui avait reconnu les droits de l'Eglise de Lyon sur diverses paroisses, notamment celle de Villeurbanne. Cette charte de confirmation fut renouvelée. COCHARD cite, d'après Ménétrier, l'ordonnance de Charles, roi de Bourgogne, fils de l'empereur Lothaire I^{er}, du 6 des ides d'octobre 857, par laquelle il confirme à l'Eglise de Lyon, et à la sollicitation du comte Girard de Roussillon, qu'il qualifie son père et nourricier la justice de Villeurbanne, avec tous les droits en dépendant. L'acte fut passé à Tramaye (Ain), jadis Stramatium, en Bresse.

Il y a aussi un acte du 12 septembre 878, de Louis le Bègue, concernant la paroisse de Villeurbanne. On en trouve aussi un autre du 20 juin 885, de Charles le Gros. Enfin, à une date inconnue, sous le règne de Louis III, roi des Burgondes et de Provence, on trouve une charte qui date du début de son règne, avant la catastrophe qui le rendit aveugle. Vers l'année 940, Rofroi Rotsou, homme de condition (libre) et sa femme, Teutse, donnèrent à l'Eglise de Vienne des biens considérables de leur propre domaine, situé dans le territoire de Villeurbanne, au lieu appelé Corbas, dont ils se réservèrent la jouissance pendant leur vie et celle de leur fils, Soffréi, sous la redevance annuelle d'un demi-muid de vin et de « bled » (*in pago Lugduninsi, in agro villæ urbanæ, in loco villa quæ nuncupatur Corbatis*. Tab. Eccl. Vienn. fol. 48. Voir CHARVET, *Histoire des églises de Vienne*, p. 255.)

M. Paul RICHARD, dans un opuscule récent sur l'histoire de notre canton, note, page 9, que le Père de Saint-Aubin mentionne que le premier établissement des Carmes aurait été fondé à Villeurbanne, vers l'an Mil, par Guillaume, duc d'Aquitaine, et où le fondateur de l'Abbaye de Cluny aurait pris l'habit religieux. Cet événement remonterait à l'année 919.

En 1217, une enquête fut faite, motivée par une contestation qui s'était élevée entre l'église de Saint-Just, d'une part, et Guillaume d'Oullins, Arnoufe de Collonges et Guillaume de

(1) Les cohortes « urbancæ » cantonnèrent dans nos régions. La paroisse faisait partie des « suburbes ».

Villeurbanne, d'autre part (Willelmum de Villa Urbana), au sujet de la donation faite à la dite église de Saint-Just par Lambert de Villeurbanne, de certains fonds situés entre la Saône et le Rhône et au delà du Rhône (*quasdam terras ultra rodanum apud hospitale et apud chaucionini*) (1). Cet acte est mentionné au *Cartulaire lyonnais*, t. I, p. 198-199.

On fit entendre divers témoins : Poncius de Quincieu, Pétrus Bonarz, qui, tous, affirmèrent que l'église détenait, en paisible possession, depuis plus de 35 ans, temps exigé par les règles du droit pour se prévaloir de la prescription, toutes les terres objet de la discussion. Lambert avait fait cette donation devant l'autel de Saint-Just.

M. M.-C. GUIGUE, dans son livre intitulé : *Polyptyque de l'église collégiale de Saint-Paul de Lyon*, p. 158-159, reproduit l'acte de la vente passée le 25 septembre 1235, par Guillelmine, veuve de Michel Gouverneur (*Willelhma, uxor condam Michælis Gubernatoris*), qui céda à Guigue, sacristain (dignitaire ecclésiastique) de l'église collégiale de Saint-Paul de Lyon, tout le droit qu'elle avait dans la paroisse de Villeurbanne pour le prix de « 20 solidorum fortium ». (*In villa et parrochia de Villorbana in terra quam tenuerat ab ea*, Pétrus DE VAUZ.)

En 1251, nous trouvons une vente au mois d'août, passée du consentement des co-obédienciers du comte de Lyon, par Gui de Villeurbanne à Humbert Garin de Cuirieu, chapelain de l'église métropolitaine, de tout ce qu'il avait de droits au delà du Rhône, au Grand-Champ, entre l'île de Saint-Pierre, l'île d'Ainay et le Rhône. L'acte porte le nom de Guido de Villaurbana. Le prix est de *quinquagenta unius librarum et duodecima solidarum et dimidii viennensium*.

On lit aussi que Laurent de Villeurbanne doit, à titre de redevance, six deniers et une poule de la verchère de Féclanges. Le lieu ainsi dénommé ne peut être précisé de nos jours, mais semble être voisin de l'actuelle place de la Cité. On lit aussi que les lépreux qui étaient nombreux autrefois et vivaient en communautés isolées, devaient trois deniers et deux poules pour leur terre de Champaigneu (domaine actuel de Saint-Jean-de-Dieu).

On lit enfin que Aalys, épouse de Guigon, renonce à son

(1) CHAUSSAGNE (*Saint-Alban*).

hypothèque et prête serment « la main sur les saints Evangiles de Dieu ».

On trouve aux archives départementales, dans les fonds du chapitre métropolitain, armoire Lévy, volume 28, n° 2, un acte concernant la paroisse de Villeurbanne, datant du mois de septembre 1267. Il s'agit d'une réduction de la redevance due par Pierre de Vaux pour les terres et fermes de Villeurbanne qu'il tenait en hommage lige de l'Eglise de Lyon. Ce Pierre de Vaux avait perdu son père, Guicherd de Vaux. Ses biens étaient situés à Villeurbanne, entre la route de Laiserable et le Champ Noir. Son domaine était aussi limité par les terres des Porchers et le domaine de Jacquemet, fils de Bartholémé Gayniur. La réduction fut motivée à cause de la stérilité et de la cherté de la vie (*somptuositatem rerum*). D'autres terres qu'il possédait dans les mêmes conditions, sur la paroisse de Chaussagne, profitèrent également des mêmes dégrèvements pour le même motif. (*Rebus et juribus sitis in parrochiis de Villa Urbana et de Chaucyoingni.*)

On voit qu'à cette époque la paroisse de Chaussagne était vivante. Le village qui s'étagait agréablement sur les pentes du coteau des Essarts, un peu au midi du réservoir actuel de Bron, à l'ouest du boulevard Pinel, est aujourd'hui disparu. Il ne reste plus que la très modeste église paroissiale devenue la Chapelle de Saint-Alban, et, tout proche, le domaine de Montvert.

En 1280, M. de Beaujeu, pour se rédimer (se racheter) d'une guerre qui lui avait fait perdre sa Seigneurie de Miribel, céda à Humbert, Seigneur de la Tour et de Coligny, tous les droits qu'il avait sur Vaulx, Villeurbanne et dans le Viennois. Il ne se réserva que ses droits sur le Rhône, ses péages et ses droits d'arrivages, soit à cause de son port de Miribel, soit de ses autres ports sur le Rhône ; l'on se réserva aussi l'hommage d'un lieu appelé Illins.

Par cette cession, les Dauphins de Viennois perdirent la souveraineté de Vaulx et Villeurbanne et autres pays du Viennois, cédés par le Sire de Beaujeu à Humbert de La Tour. Ils ne la recouvrèrent qu'en 1325 par la cession de Vaulx au Dauphiné.

En 1301, noble Guyonnet de Villeurbanne, homme lige (lié à son Seigneur par l'hommage) du Seigneur de Beaujeu, pos-

sédait à Villeurbanne des biens considérables, ainsi que Girards d'Illins, également noble, Jean de Villeurbanne, du mandement de Vaulx-en-Velin, lequel s'étendait sur tous les broteaux (endroit où les bestiaux broutent), îles et créments qui règnent des balmes viennoises au Rhône, jusqu'à Jonage. Cet espace de terrain, connu sous la dénomination de Malbois et des verchendières, était placé sous la garde d'un prévôt nommé par le Dauphin.

En 1306, Oger de Vilorbana se fit inscrire au nombre des Confrères de la Trinité de Lyon.

En 1323, Marguerite de Coligny, dans son testament, donna cinq sols viennois à l'Eglise de Villeurbanne (mâsures de l'Ile-Barbe, 1457).

En 1325, un acte déclare que Vaulx et Villeurbanne appartiennent au Seigneur de Montluel, soit en vertu de la moitié qu'il y avoit de tous temps, soit en vertu de la vente que les Seigneurs de Beaujeu en avoient fait à Humbert de La Tour et que Monsieur de La Tour avoit cédée au Seigneur de Montluel, et cela depuis le lieu appelé Bouche de Paissiens, jusqu'à la Bouche d'Eizol, sauf, néanmoins, les droits du Seigneur de Champdieu et tous autres, avec les îles qui sont au delà du Rhône et les deux bords du Rhône du côté de Vienne, comme le Seigneur de Montluel possédant le tout depuis 40 et 50 ans au plus, et quoique M. de Beaujeu prétendit que les lieux appelés Culsat de Girieu, les Brotteaux rouges et la Roche d'Oisel lui appartenissent, parce que, lors de la vente que firent ses prédécesseurs, et celle que fit Humbert de La Tour, au Seigneur de Montluel, le Rhône passoit en ces lieux-là et Vaulx et Villeurbanne, en sorte que ces lieux étoient restés en deçà le Rhône, et qu'ainsi ils restèrent librement à M. de Beaujeu comme étant du côté de Miribel. Comme on prétendit qu'il ne prouvoit pas bien ce changement du lit du Rhône et que ceux de Vaulx et de Villeurbanne avoient toujours joui de ces endroits-là, le légat déclare qu'ils appartenoient à M. de Montluel, excepté les droits que M. de Beaujeu avoient sur les homages des nobles de ces endroits-là, qu'il lui réserva.

Le légat déclare, par l'article 16°, que le lieu appelé Verchanterie et les îles de Malbuet, situées au delà du Rhône, comme elles s'étendent depuis le territoire de Jonnages, au-dessous, vers Lyon, et au-dessous des vieilles balmes, jusqu'au moulin

de Chaissins, inclusivement, comme l'on vient jusqu'au lieu appelé Bouche de Chaissin, avec les rives et arrivages du Rhône, à l'envers Lyon, appartiennent en toute justice et domaine à M. de Beaujeu, seul, ne paraissant point que ces lieux-là aient jamais dépendu de Vault et Villeurbanne, quoiqu'ils fussent alors au delà du Rhône ; c'étoit apparemment cet endroit que le Rhône avait coupé et que l'on voulait étendre plus loin ; et il déclare que M. de Beaujeu y avoit seul les droits de pâturage, vendu les domaines et exercé toute justice depuis 30 à 40 ans, comme il paraissoit par les actes du procès ; il réserve à M. de Montluel les cens et servis qui pourraient lui être dûs dans cet espace de terrain. (Voir *Mémoires pour servir à l'histoire des Dombes*, par AUBRET et GUIGUE, p. 19, 189, 191.)

M. PERRIER (J.), dans « *Villeurbanne* », historique et géographique, ajoute à cet acte les considérations ci-après : Les comtes de Savoie, dit-il, qui régnaient sur la Bresse et le Bugey, possédaient aussi plusieurs terres en Dauphiné. Les Dauphins n'avaient, dans les environs de Lyon, que la seule terre de Vault et Villeurbanne, et encore n'était-elle entrée dans leurs mains, ainsi que la partie de Montluel, près de Jonage, qu'en vertu de la donation faite le 29 décembre 1325, par Jean de Montluel, mais ils avaient une foule de possessions enclavées les unes dans les autres.

Cette situation fut la source de nombreuses difficultés que les traités, que nous trouverons plus loin (en 1354), essayèrent de solutionner. (Voir COCHARD.)

La partie de Montluel, près de Jonage, donnée avec la terre de Vault et de Villeurbanne par l'acte de 1325, n'est plus aujourd'hui connue, ainsi que d'autres lieux désignés dans les actes. La compréhension complète de ces derniers soulève de nombreuses controverses, sans solution certaine.

Dans les années 1343 et 1349 se place l'acte important pour notre histoire locale et aussi pour l'histoire nationale, de la cession du Dauphiné à la France, mais observons que le Dauphiné fut désormais administré par le roi comme un fief impérial et comme une souveraineté indépendante de la couronne. Dans les ordonnances relatives au Dauphiné, le roi de France agit comme Dauphin de Viennois, par la grâce de Dieu, et il écartelait les armes du Dauphiné (un dauphin) avec celles de

la France (trois fleurs de lis). Le Dauphiné était pays d'Etat et de droit écrit. On y suivait les lois romaines. La maxime : « Nulle terre sans Seigneur » n'était pas reçue. Voici dans quelles circonstances le Dauphiné fut racheté à la France.

En 1343, Humbert II, Dauphin du Viennois, attristé par la mort de son fils unique, noyé accidentellement dans l'Isère, résolut de céder ses Etats, mais il hésitait sur le choix du bénéficiaire qui aurait été ou bien le pape, qui résidait alors à Avignon, ou bien le roi de France. Sur les instances de Jean de Chissé, évêque de Grenoble, le Dauphin choisit le roi, Philippe de Valois (22 avril 1343). Cette cession eut même effet avant sa mort, car Humbert résigna sa souveraineté et la vendit, en 1349, pour le prix de 20.000 florins d'or, et sous la condition que l'héritier présomptif de la couronne du roi de France porterait le titre de Dauphin. Puis Humbert II embrassa l'état ecclésiastique, devint patriarche d'Alexandrie et administrateur du diocèse de Reims.

Ce titre de Dauphin ne fut pas porté par le fils du roi, alors duc de Normandie, mais il fut pris pour la première fois par le futur Charles V, qui fut le premier Dauphin de la maison capétienne. Le Dauphiné fut dans la suite l'apanage des fils aînés de roi, qui firent survivre durant cinq siècles le titre de Dauphin. A la date du 13 novembre 1531, dans un recueil des décisions du Parlement de Grenoble, précédé du privilège donné par François I^{er}, on trouve même la rubrique ci-après : « François, par la grâce de Dieu, roy de France, Dauphin de Viennois, comte de Valentinois et de Dyois ».

La cession du Dauphiné à la France, en 1343, par Humbert II, termina la lignée des Dauphins du Viennois. Rappelons que les anciens souverains du Dauphiné avaient donné le jour à trois races. La première fut celle des Comtes d'Albon, qui commence à être connue en 1040. La seconde vint de la maison de Bourgogne, et la troisième race commença à Humbert I^{er}, en 1282, auquel sa femme, Anne, sœur de Jean I^{er}, mort sans enfants, apporta le titre.

Le blason des Dauphins de Viennois portait « d'or au dauphin vif d'azur, crêté, oreillé et barbelé de gueules ». Le cri était « Saint-Georges et Dalphiné ! » (Voir *Armorial de Dauphiné*, par G. DE RIVOIRE DE LA BATIE, Lyon, 1867, Verbo, Dauphin de Viennois.)

Certains historiens ont formulé des jugements assez sévères sur les aptitudes monarchiques de Humbert II, aussi devons-nous étudier son rôle de plus près. Gui, quatorzième Dauphin, treizième du nom, succéda à Jean son père. Il fut remarquable en valeur et en courage. En 1320, il avait épousé Ysabelle, troisième fille du roi Philippe le Long. Il fut tué le 29 juillet 1333, devant le fort de la Perrière, qu'il assiégeait. Il ne laissait pas d'enfant. Quelque temps après, sa veuve se remaria avec Jean, seigneur de Fauconguey, et le couple vivait encore en 1341.

Humbert succéda à son frère et fut le deuxième de ce nom et le dernier des Dauphins de cette troisième race. Dans un acte du 14 mai 1337, il affecta de ne pas passer pour l'héritier de son frère, mais bien pour l'héritier universel de son père Jean. En 1332, il avait épousé Marie de Beaux, qui avait pour oncle Robert, roi de Sicile. Ce dernier avait favorisé le mariage de sa nièce en lui donnant une pension perpétuelle de 1.000 onces d'or. Son fils unique mourut à la suite d'un acte imprudent. Rebuté du mariage, Humbert le fut aussi du monde par l'échec de son dessein d'acquérir le royaume de Vienne. C'est alors qu'il écouta le conseil que lui donna Jean Birel, religieux de l'Ordre des Chartreux, de quitter le monde. Il fit son testament en 1355 et mourut le 20 mai de la même année. Son tombeau fut édifié dans l'église des Jacobins (Dominicains) de Paris, « où il voulut estre ensevely, auprès de Clémence, reine de France et de Navarre, l'ayant exprès ordonné ». (Voir *Histoire générale de Dauphiné*, éditée à Grenoble, chez Philippes Charuys, libraire et imprimeur ordinaire du roy, en 1661, par Nicolas CHORIER, p. 816.)

En 1349, à cette même époque de la cession du Dauphiné à la France, notre terre de Villeurbanne, qui se rattachait alors à Vaulx, fut érigée en marquisat, en faveur d'Alleman de Champier. On voit encore, à Vaulx-en-Velin, la tour et quelques restes du château du marquis. Cette maison était une des plus illustres du Dauphiné. D'ancienne chevalerie et renommée comme race batailleuse, c'est à cette maison qu'on doit le proverbe : Une querelle d'Allemand. La mère du Chevalier Bayard appartenait à la maison Alleman. Ayant rencontré cette expression de Velin, notons, au point de vue plus général de l'histoire de la rive gauche du Rhône, que l'on peut estimer que

c'est le nom générique de notre rive gauche. Il est cité dans un acte conservé aux archives du Rhône, Armoire Lévy, volume 30, N° 1, folio 1, acte de 1280. (Voir M.-C. GUIGUE : *Les voies antiques du Lyonnais déterminées par les hôpitaux du moyen âge*, Lyon (sans date), p. 128, cote 272 : « *En Velleinc, juxta iter per quo itur de Lugduno versus Viennam* ».)

On trouve aussi : « *El nevro, juxta viam per quam itur de Lugduno versus Champagniacum* » (*Ibidem, idem*, folio 2). (Ancien village sur l'emplacement duquel s'élève aujourd'hui le château transformé en asile de Saint-Jean-de-Dieu.) « *En Velleint juxta viam que tindit de Grangia Montagniaci versus iter de Vienna.* » (En Vellin, en bordure de la route conduisant de la ferme de Montagny vers la route de Vienne.) Une rue près du Moulin à vent garde le nom de Montagny. On retrouve également la racine de Velin dans Béchevelin (Bêche-en-Velin), ancien village dont une rue, derrière l'église de Saint-André, conserve le souvenir et quelques autres noms (N.-D. de Béchevelin, Combe-Velin, Tache-Velin, etc.).

En 1354, les comtes de Savoie et les Dauphins du Viennois consentirent un traité qui autorisa un grand nombre d'échanges et rendit dès lors moins fréquents les sujets de discorde qui les avaient auparavant divisés.

En 1359, Charles, Dauphin, concéda à Guillaume Savignac, son secrétaire, par lettres patentes la prévôté des Malbuet et des Verchandières pour en jouir sa vie durant. (Voir COCHARD.)

En 1365, l'empereur du Saint-Empire romain-germanique, faisant revivre des souvenirs historiques, consacrant la suzeraineté de ses prédécesseurs sur le Lyonnais, ordonna à l'archevêque de Lyon, dont le diocèse s'étendait dans la Bresse et sur quelques paroisses au delà du Rhône dans le Dauphiné, de lui prêter le serment de fidélité entre les mains du comte de Savoie, son vicaire général.

Il exigea le même serment de l'évêque de Mâcon dont le diocèse se trouvait en partie dans la Bresse, et aussi de l'évêque de Grenoble, parce que le Dauphiné était alors terre de l'Empire. Rappelons que longtemps l'ancienne corporation des marins du Rhône garda l'habitude du commandement : « Pique en empire, pique en royaume », pour le gouvernement et la direction des bateaux, selon qu'ils allaient du côté rive droite, terre du royaume de France, ou rive gauche, terre du Saint-Empire romain germanique.

En 1368, Guichard, fils de Pierre de Villeurbanne, chevalier, se rendit à l'appel des Lyonnais, menacés par les Tard-venus, bande d'aventuriers qui désolèrent la France après la funeste bataille qui se livra à Maupertuis, près de Poitiers, en 1366.

En 1405, date d'un terrier de la sacristie de Saint-Just, conservé aux archives du Rhône, G. 3919, folio 2, cité par GUIGUE dans l'ouvrage précédemment indiqué, p. 131, nous trouvons mention de Villeurbanne. « *In parrochia de Soclanges, juxta quamdam viam publicam veterem olim tendentem de Villa Urbana apud Lugdunum, nunc vurgariter vocatam iter sancti Anthonii.* » Ce texte soulève le gros problème de la paroisse de Soclanges, qui aurait été située entre Villeurbanne et Lyon, vraisemblablement vers Bonneterre ou la Cité. Son nom doit-il être rapproché de celui de Fesclanges, cité précédemment ? Bien que M. GUIGUE ait cru rattacher cette route au système de la rue et de la route de Crémieu, la connaissance plus précise des voies de notre commune semble nous indiquer qu'il s'agit là du chemin Saint-Antoine, toujours existant, par lequel on se rendait, et très directement, de Cusset, vieux centre de Villeurbanne, toujours siège de la vieille paroisse, à Lyon. Ce sont les rues actuelles du Quatre-Août, Convention, chemin Saint-Antoine, et emplacement actuel du boulevard des Casernes, point auquel notre chemin se rattachait à la route de Vaulx, actuelle rue Moncey, à l'origine de son parcours.

Au chemin Saint-Antoine, on peut rattacher l'étude du château et du domaine de la Bonnetière (ou Bonneterre), avec un vieux portail et un château que l'on voit encore. L'ancien vaste domaine est à la veille d'être alloti.

Une étude connexe est celle de la ferme assez proche du château des religieux de Saint-Antoine, aujourd'hui siège des services municipaux de voirie. Nous donnons par ailleurs quelques détails complémentaires.

En 1425, le châtelain de Vaulx et Villeurbanne fit mettre les panonceaux du Dauphin dans ces îles, après avoir fait enlever ceux que les officiers du comte de Savoie y avaient fait apposer furtivement.

En 1545, puis en 1582, la peste et la famine firent leur apparition en Dauphiné. Il faut signaler la conduite des Chartreux

dont les coffres s'ouvraient largement aux malheureux qui, de tous les points du Dauphiné et de la Savoie, venaient en longues bandes frapper à la porte de leur maison hospitalière.

En 1572, le massacre de la Saint-Barthélemy fit des victimes à Villeurbanne, où il y avait des familles protestantes encore représentées.

Le 6 juillet 1603, sur la supplique de Scipion de Champier, seigneur de Vault et Villeurbanne, Henri IV ordonna par lettres au sieur Vachon de faire travailler à la vidange et à l'écoulement des eaux de ce marais.

En 1628, la peste, qu'avait apporté à Vault-en-Velin un soldat atteint de ce mal contagieux, détruisit à Lyon même, à Villeurbanne et dans les villages voisins, dit-on, 40.000 personnes.

En 1645, François de Cléry était capitaine châtelain de Villeurbanne.

En 1666, un édit royal ordonnant la réunion au domaine de la commune de tous les îlots, atterrissements, etc., situés dans les rivières navigables et possédés sans titre, Villeurbanne et Vault furent dépossédés en commun.

En 1675, Pierre Leriget de la Faye, conseiller du roi, commis par les trésoriers de France en Dauphiné à la Réception des Tailles, Ayde et Taillon en l'élection de Vienne, confesse avoir reçu des habitants de Villeurbanne, par les mains de Anthoine Dumas, la somme de 274 livres sur ce qu'ils doivent de la grande taille royale de 1675. (Archives de la mairie de Vault.)

Le 12 août 1682, par acte reçu M^e Roux, notaire, les consuls des paroisses de Villeurbanne et de Vault, assistés des châtelains de Villeurbanne et de Vault du syndic des forains possédant biens dans ledit mandement de Vault, du procureur d'office de Villeurbanne et de divers habitants de Villeurbanne et de Vault, en vertu du pouvoir donné par la communauté de Villeurbanne et de Vault, font déclaration des droits et devoirs dus au roi à son marquisat de Vault.

Les soussignés reconnaissent que le roi dauphin est le seul seigneur dudit mandement de Vault et qu'il y a toutes sortes de juridictions, haute, moyenne et basse.

En 1685, lorsque Louis XIV révoqua l'édit de Nantes rendu par Henri IV en faveur des protestants, des dragons furent envoyés à Villeurbanne, en Dauphiné, dans le Midi, etc...

En 1690, 1695, 1698, interviennent divers jugements des commissaires du roi et de l'intendant du Dauphin, condamnant, toujours en commun, Villeurbanne et Vaulx à payer au fermier des domaines du roi une somme totale de 13.000 livres pour les jouissances arriérées et fixant, pour l'avenir, le cens annuel et indivis de Villeurbanne et de Vaulx à la somme de 200 livres, à commencer du 1^{er} janvier 1698 jusqu'au dernier dimanche de 1714.

Le 3 mars 1691, les communautés de Villeurbanne et de Vaulx furent condamnées, par égale portion, à payer au fermier des domaines du roi la somme de 4.500 livres, 15 sols, pour s'être emparé : 1° des îles, marais, fruits, fonds, brotteaux (terrains vagues), réunis au domaine du roi ; 2° avoir refusé de payer le montant des frais de vérification, séparation et plantement de bornes ; 3° s'être opposé par la force à l'exécution des jugements rendus contre les communautés de Villeurbanne et de Vaulx ; 4° menacé d'assassiner, puis de jeter dans le Rhône quiconque voudra les empêcher de faire paître leurs bestiaux.

La même ordonnance permet aux consuls et officiers des communautés de Villeurbanne et de Vaulx d'imposer ladite somme de 4.508 livres, 15 sols, conjointement avec les deniers royaux, et ce, à peine d'y être contraints en leurs biens propres.

Le 6 mars 1692, sur la requête présentée par François Erard, fermier des domaines du roi en Dauphiné, défense est faite par l'intendant du Dauphiné Boucher, aux habitants de Villeurbanne et de Vaulx, ainsi qu'aux communautés voisines, d'envoyer paître leurs bestiaux dans les fonds, marais, brotteaux réunis au domaine du roi par les commissaires députés pour la confection de papier terrier, à peine de confiscation desdits bestiaux au profit d'Erard.

Le 6 octobre 1695, les habitants des communautés de Villeurbanne et de Vaulx, dans leur assemblée dudit jour, déclarent qu'il leur est impossible de payer les tailles et autres charges qui, avec les poursuites du fermier des domaines du roi, les réduisent à la dernière misère ; ils abandonnent à Sa Majesté et au fermier de son domaine la jouissance des comunages réunis au domaine du roi par jugement du 20 juillet 1685.

Voici le texte d'une requête adressée aux intendants du Dau-

phiné qui nous montre en action l'ancien système de gouvernement direct :

« Le dimanche 19 octobre 1698, à Villeurbanne, devant la porte de l'église, à l'issue des vêpres, le peuple sortant, ont comparu par-devant nous commissaires députés par le roi pour la revision des feux de la province du Dauphiné :

« Jean-Baptiste Bruat, lieutenant de la châtellenie royale de Vaulx et Villeurbanne, honneste Jean Métral, consul moderne de Vaulx, et honneste Jean Quillon, consul moderne de Villeurbanne, etc., lesquels, honorés de la présence de messire Abel Alleman de Champier, seigneur desdits lieux, nous ont dit et remontré que leur plan parcellaire est si obscur par son ancienneté qu'il est très malaisé à déchiffrer et qu'on peut donner l'estat que nos ordres exigent sans auparavant le vérifier et refaire de nouveau, que d'ailleurs les fonds nobles n'y sont pas contenus, n'y ayant jamais eu aucun parcellaire quoi qu'ils composent une grande partie de la communauté et que leurs pays, étant situé entre le Rhône et les marais, une grande quantité de fonds ont été emportés par ladite rivière ou occupés ou détruits par les eaux des marais.

« Les suppliants vous plaisent, nos seigneurs, leur accorder une prorogation ou délai proportionné aux difficultés qui se rencontrent dans l'exécution de votre ordonnance et sur ce qu'il n'y a aucun parcellaire des biens nobles, commettre le Châtelain royal du lieu, son lieutenant ou autre Châtelain plus proche pardevant lequel les nobles et autres possédant biens nobles desdites paroisses seront assignés pour nommer et convenir d'experts qui, à défaut, seront pris d'office pour procéder au parcellaire des fonds nobles et, faute par eux de comparoir et nommer experts, qu'ils seront pris d'office par ledit commissaire et enfin comme un semblable travail ne peut se faire sans aucune dépense considérable et qu'il n'y a aucun fonds, ni revenus en quelque manière que ce soit dans ladite communauté, qu'ils n'ont aucun crédit pour trouver de l'argent à emprunter et que personne, parmi tous leurs habitants et forains, n'est en l'estat de leur prêter à cause de la misère extrême desdites paroisses, ayant été ruinés par la grêle et l'inondation du Rhône, par les brouillards, marais, par les fréquentes impositions et surtout par les frais de Brigades dont ils ont été cruellement accablés pendant ces dernières années, de sorte qu'il est encore dû, tant au receveur des tailles ordinaires qu'au fermier du domaine, près de 4.000 livres d'arrérages pour les années 1695, 1696, 1697 et 1698, requèrent aussi les suppliants qu'ils vous plaisent, nos seigneurs, ordonner qu'il sera imposé la somme de 600 livres sur les trois ordres de ladite communauté pour fournir aux frais qu'il conviendra faire pour l'exécution de votre ordonnance dans l'affaire dont il s'agit et ferez justice » (Archives des Mairies de Villeurbanne et de Vaulx. »

En 1759, Pierre-Gabriel de Reynaud, chanoine d'honneur de l'église collégiale de Saint-Martin-d'Ainay de Lyon, et M. le conseiller de Ruolz, possédaient des terres à Villeurbanne, notamment dans les quartiers actuels de la Doua et des Maisons-Neuves.

En 1764, les terres de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin, sur l'offre et soumission faite, étaient tenues par M. de Ville, chevalier de l'Ordre du Christ, ancien ingénieur des Ponts et Chaussées, à Lyon.

Il est dit dans l'acte fait à la requête de Pierre Hearier et de Jacques Drevon, adjudicataires des fermes générales :

« Nous, commissaires généraux, en vertu du pouvoir donné par Sa Majesté, avons vendu et aliéné, vendons et aliénonns au sieur Nicolas-François de Ville, écuyer, seigneur de Ville, le domaine, terre et seigneurie de Vaulx-en-Velin et Villeurbanne, situé en Dauphiné, élection de Vienne, appartenances et dépendances, pour du tout jouir par lui, ses hoirs, successeurs et ayants cause, ainsi que de tous les droits utiles et honorifiques attachés à ladite terre et seigneurie, en quoi qu'elles puissent consister, de la même manière que Sa Majesté et les précédents engagistes en ont joui, pu ou dû jouir, à commencer du 1^{er} janvier 1764, à la charge de payer au domaine de Sa Majesté, à compter du même jour, 1^{er} janvier 1764, une rente annuelle de 208 livres et de rembourser à Jean Fédery aîné ou à qui il sera par la suite ordonné, la somme de 9.826 livres, 10 sols, à laquelle, par arrêt du 18 juillet 1762, ont été fixées et liquidées les finances des précédents dudit domaine de Vaulx et Villeurbanne et d'entretenir le bail passé par Jacques Drevon ou d'indemniser le fermier s'il y a lieu. Et sera ledit sieur de Ville mis en possession dudit domaine, terre et Vaulx-en-Velin et Villeurbanne, appartenances et dépendances, par les officiers de Sa Majesté et tous autres qu'il appartiendra, auxquels nous enjoignons de l'en faire jouir pleinement et paisiblement, lui, ses hoirs et successeurs et ayants cause. Promettons pour et au nom de Sa Majesté l'entretien de contenu au présent contrat, aux charges et conditions y portées. En foy de quoy, nous l'avons signé en notre assemblée ordinaire, au château royal à Compiègne, aujourd'hui 17 août 1763. »
(Manuscrit de la Bibliothèque de Lyon, fonds MORIN-PONS.)

On pourrait dire quelques mots encore des domaines sur la rive gauche de la Saône que les nautoniers, en passant, appelaient les terres de l'empire. (V. *Histoire de Lyon*, par CLERJON, p. 400 et 401 du troisième volume.)

La maison citée de Ruolz est la même que celle de Ruolz-

Monchal, toujours représentée, notamment dans le département du Rhône.

§ II

Les textes

Les actes sur Villeurbanne sont très nombreux. Nous en reprenons un grand nombre pour une étude plus complète, mais on peut en dresser un inventaire sommaire de la façon ci-après :

- 850. Charles de Provence affirme ses droits sur Villeurbanne.
- 857. Le 6 des ides d'octobre, Charles, roi de Bourgogne, confirme
au comte Girard de Roussillon la justice de Villeurbanne.
L'acte est passé à Stramatium, en Bresse (Tramaye).
- 878. Acte de Louis le Bègue.
- 885. Acte de Charles le Gros, puis de Louis III.
- 946. Acte de renouvellement.
- 1185. Donation par Louis de Villeurbanne.
- 1217. Enquête sur donation.
- 1234. Vente d'une terre près de Villeurbanne.
- 1235. Vente par la veuve Guillelmine.
- 1250. Vente d'un champ.
- 1251. Vente de Gui de Villeurbanne (Féclanges).
- 1267. Réduction de redevance.
- 1280. Acte de vente.
- 1285. Inventaire de terre pour anniversaire.
- 1306. Acte d'Oger de Vilorbana.
- 1323. Actes de Richard.
- 1325. Actes divers.
- 1326. Actes divers.
- 1349. Le Dauphiné est rattaché à la France.
- 1356. Actes divers.
- 1368. Actes divers.
- 1495. Actes divers.
- 1562. Guerres de religions. Ruine de Béchevelin.
- 1650. Début des registres paroissiaux.
- 1660. Plan Mornand.
- 1678. Ordonnance de Camille de Neuville de Villeroy.
- 1691. Acte judiciaire.
- 1712. Naissance de Nicolas-François de Ville, ingénieur.
- 1757. M. Buer est curé de Villeurbanne. Prédication de mission.
- 1767. Le « bénéfice » ayant été abandonné par son prédécesseur,
M. Franchet, venant de Moing, prend le gouvernement de la
paroisse.

1770. Mort de N.-F. de Ville, qui laisse une bibliothèque remarquable.

1778. Assemblée des trois ordres de la paroisse.

Vers l'année 940, Rofroi Rotsou, homme de condition (libre) et sa femme Teutse donnèrent à l'église de Vienne des biens considérables de leur propre domaine, situés dans le territoire de Villeurbanne au lieu appelé Corbas (1), dont ils se réservèrent la jouissance pendant leur vie et celle de leur fils Soffrei, sous la redevance annuelle d'un demi-muid de vin et de bled.

« *In pago lugdunensi, in agro villæ urbanæ, in loco villa quæ nuncupatur Corbatis.* »

Cet acte est sur tab. eccl. Vienn. fol. 48 (biblio. Lyon 7.105), Lyon 1761. L'hist. de Egl. de Vienne de CHARVET signale (p. 235) ce document.

*
* *

La recherche des origines de notre communauté, en laissant de côté les sources des archives communales ou privées, s'éclairera surtout par les documents conservés aux archives départementales de l'Isère et du Rhône.

Les archives du Rhône sont nombreuses, du fait qu'au point de vue religieux Villeurbanne dépendait de l'archevêque de Lyon et aussi que des portions considérables de territoires appartenaient à de riches couvents, abbayes, collégiales, etc.

C'est ainsi que l'étude particulière du dossier des religieux Saint-Antoine donne d'intéressantes indications sur la ferme possédée par eux chemin Saint-Antoine, près de notre village.

Mais, au point de vue civil et politique, la communauté relevait du Dauphiné et elle figure à sa place, ou corrélativement avec celle de Vaulx dans différents registres tels que ceux des feux, de la Cour des comptes, du Parlement delphinal, etc.

Il y a aussi un dossier renfermant 63 pièces, dont certaines très anciennes, concernant la question de délimitation des provinces (du Lyonnais et du Dauphiné) ou affaire des habitants

(1) Vraisemblablement l'endroit dont le nom est celui d'une commune.

Il est assez curieux en ce sens que le territoire de la villa aurait eu alors une extension énorme, au sud (plus de 10 kilomètres). C'est bien cependant l'indication topographique que semble donner la charte.

de la Guillotière, faisant suite au conflit concernant la possession par le Dauphiné ou par la France de la châtellenie de Bêche-en-Velin (Béchevelin).

Comme exemple de pièce se trouvant dans la première catégorie, on peut citer la charte reliée dans le manuscrit « Pilatus ».

Comme exemple dans la seconde catégorie, il y a l'enquête de la cause mûe entre l'archevêque de Lyon et le comte de Savoie, à laquelle nous avons consacré un chapitre spécial.

Le manuscrit « Pilatus » est en langue latine ; l'écriture est gothique et il a figuré à l'exposition organisée à la bibliothèque de Grenoble, en été dernier, où, grâce à l'amabilité de M. le Conservateur, nous avons pu en prendre communication. L'acte concernant les communautés de Vaulx et de Villeurbanne a trait à la promesse d'élever des « chafauts » (chafalsa) au bord du Rhône.

Souvent, dans ce manuscrit qui forme un assez gros volume, la première lettre de l'acte est ornée de dessins. On rencontre aussi dans le texte de nombreuses abréviations usitées alors dans l'écriture, qui en rendent la lecture accessible seulement aux paléographes.

A la première page d'un « cayet » de ce manuscrit est dessiné un magnifique dauphin, avec tous ses attributs. La plupart des actes commencent par la formule : « *In nomine domini (Innme dm) Anno...* »

D'après les indications qu'ont bien voulu nous donner des spécialistes, il ne s'agit pas des originaux ni même de copies. Il s'agit de copies particulières, rédigées d'après les habitudes de l'administration delphinale, immédiatement après la rédaction de l'instrument, ou après un délai, en vue de besoins divers. C'est ce que l'on nomme un cartulaire.

Les besoins précités sont nombreux et certains graves. Souvent le seigneur était aussi l'autorité première du diocèse. Les terres étaient alors données pour des redevances relativement infimes, mais surtout dans le but d'obliger à certains services dont le plus utile était, aux heures de trouble, le service militaire fourni selon diverses règles et par diverses catégories de personnes.

La levée des hommes comme des ressources dépendait donc de la bonne tenue et de l'exactitude de telles archives et, lors-

que les princes étaient prévoyants et énergiques, ils savaient par leurs hommes d'armes faire convoquer leurs débiteurs et par leurs juristes faire dresser et aussi périodiquement renouveler les reconnaissances de liens féodaux.

Dans notre acte particulier, c'est une promesse d'un ordre moins important qui est enregistrée. Il s'agit « de chafalibus » et on y parle de « Villa Urbana ».

L'acte commence : « *In nomine Dni (Domini) nri (nostri) Ihu (Iesu) Kri (Christi) Amen. In porto de Vallibus.* » Il s'agit de travaux dans le port de Vaulx-en-Velin.

On a lu que l'acte concernant le port de Vaux « à Villeurbanne » (*sic*) parlait de « chafalsa ». Il y a sur ce mot matière à une petite discussion, tant sur sa formation philologique que sur sa véritable signification.

Il reste dans notre langue actuelle un mot apparenté qui est celui d'échafaud formé du préfixe *e* et du mot chafaud.

On trouve aussi dans d'autres actes :

Chafallus, et DU CANGE (*Glosarum mediæ et infimæ latinitatis*) en donne cette définition : *Turris lignea seu tabulatum unde olim nostri chafaut.* Il y a un exemple dans la *Charta Thomacensis et Hist. Dalphin.* T. 1, p. 131. Col. I in compoto anni 1324 « *magnum chafallum villæ in summa* ».

Dans les inventaires anciens des pièces d'archives, nous trouvons aussi la mention « Grand bureau », avec indication d'un chiffre. Cette mention est fréquente aux documents des archives de l'Isère, ainsi que celle de « conservé dans l'armoire du greffe » ou la mention d'un placard ; le sens exact de ces expressions n'est plus connu mais apparaît comme une référence que les conservateurs de jadis créèrent et utilisèrent.

Donc au registre coté Pilati, datant de 1343-1344, folio 34, recto du « cayet » 8, on lit un acte du 12 décembre 1344 entre Humbert, dernier dauphin, et Amédée de Rossillon, conseiller du Bouchage, par lequel ledit Rossillon promet au dit Dauphin de faire quatre Chafalsa à Ville Urbane, sur le fleuve du Rosne, au port de Vaux, un avec 6 colonnes et les trois autres avec 4 colonnes des plus hauts chesnes qu'il y aurait en sa forest du Bouchage et fournirait les poutres traversières et autres nécessaires pour la confection des chafals, sauf pour les tuiles « *ex suis depensis* » moyennant 300 florins. »

Dans le manuscrit, le texte de cette promesse occupe deux pages, recto et verso d'un même feuillet. L'écriture, quoique un peu passée, est parfaitement lisible. Ce texte mériterait une reproduction photographique et constitue un beau spécimen de charte du ^{xiv}^e siècle.

Nous le retrouvons par l'effet du jeu d'écritures distinctes selon les diverses administrations, dans les *Archives de l'Isère*, Chambre des Comptes, série B, n° 2.613.

L'acte est passé *apud Gratianopoli in domo predicator*. La promesse devait être exécutée « d'ici à l'Ascension ».

La mise à jour et le dépouillement de textes même concernant un seul sujet, comme le nôtre, en laissant de côté toutes les difficultés techniques, représente une œuvre difficile. L'étude d'une masse de documents concernant le Dauphiné en est une autre plus difficile encore depuis le classement jusqu'à l'interprétation définitive. Aussi est-ce une occasion pour rendre hommage aux travaux des archivistes et savants vulgarisant la connaissance des sources par la publication qu'ils en font.

Parmi ces travaux, nous citerons ceux de M. le chanoine Ulysse CHEVALIER, membre de l'Institut, qui a publié le *Regeste Dauphinois* ou répertoire chronologique et analytique de documents allant des origines à l'année 1343 (1923) et qui a précisément analysé l'acte dont nous nous occupons.

Puisque nous avons prononcé le nom de ce savant, et comme notre communauté de Villeurbanne dépendait de la province du Dauphiné, nous croyons indispensable de rappeler les lumières nouvelles qui ont été apportées par les études de M. Ulysse CHEVALIER concernant les raisons et circonstances qui ont amené la cession du Dauphiné à la France, et de souligner à nouveau l'importance des documents récemment inventoriés aux archives vaticanes touchant le même objet.

Il semble aujourd'hui acquis que les finances du petit Etat du Dauphiné étaient en mauvaise posture et que les auditeurs des comptes n'assuraient qu'un contrôle illusoire, double constatation qui ne suffirait pas peut-être à le distinguer d'Etats modernes.

Aussi, en 1339, le Dauphin fit des propositions de vente à l'Eglise romaine. Deux enquêtes furent faites sur la valeur des Etats, l'une par l'évêque d'Avignon et l'archevêque de

Viviers, mandataires du Saint-Siège, l'autre par deux représentants d'Humbert II, Agout des Baux et Amblard de Beaumont.

Or, les deux documents inventoriés aux archives vaticanes semblent provenir de ces enquêtes. L'un est relatif aux châteaux tenus par le Dauphin en fief de l'Eglise de Vienne ; l'autre est l'estimation de la baronnie de Faucigny (1339). Elle comprenait 14 châteaux (castrum). Inst. M. N° 4299. Cah. Pap. 12 fol., dont 4 blancs ; haut., 175 mill. ; larg., 225 mill. V. FAURE (Cl.), *Un projet de cession du Dauphiné à l'Eglise romaine*. Mél. Arc. Hist. 1907.

Clément VI, après l'enquête, ne donna pas suite à cette offre et conseilla au Dauphin de s'adresser au Roi de France, acceptant le rôle d'intermédiaire, se faisant ainsi, selon le rôle historique des papes, que remarque notre savant auteur, l'instrument de la grandeur et de l'extension de la France qui allait ainsi s'enrichir d'un nouveau et magnifique domaine.

On trouve d'utiles indications dans le cinquième avertissement contenu en tête du tome VI du *Regeste Dauphinois*, par le chanoine Ulysse CHEVALIER.

Ce Regeste (Regesta), c'est le recueil des actes, des faits intéressant le Dauphiné, l'ensemble de l'activité sociale dont il fut le foyer.

M. U. CHEVALIER a étudié de très près la cession du Dauphin au Roi de France, qui se décompose, peut-on dire, en des actes divers, car l'instant des signatures ne fut pas celui de l'abandon, ni celui de l'entrée en jouissance. Le consentement populaire ne fut pas aussi général ni aussi absolu. Enfin, les vrais motifs de cession et les phases des négociations n'ont pas encore été mis en totale lumière.

Car il faut écarter, si du moins il lui est donné une portée trop grande, la raison généralement alléguée, à savoir que le Dauphin souffrait de ne pas avoir de postérité.

On peut lui prêter de plus hautes raisons politiques : l'unité du petit Etat était assez récente, et sa nouvelle forme accrue, que ne soutenaient que de faibles moyens financiers, auraient fait souhaiter au Dauphin un maître puissant pour lui succéder, comme l'était alors l'Eglise, moralement et matériellement.

Le droit public apparaît alors comme assez confus. Le

Dauphin devait l'hommage à l'archevêque de Vienne, et l'on peut se demander si les princes ecclésiastiques avaient voulu tirer le parti maximum de leurs droits, si la cession du Dauphiné eut été valable par la seule volonté du Dauphin.

Nombreuses étaient les dominations temporelles des évêques de Grenoble, d'Embrun, et même de l'archevêque de Vienne, se réclamant d'une charte ou bulle d'or du gouvernement de l'empire ou du roi de Sicile. La liste des souverains, on l'a vu, était longue : royaume d'Arles, archevêque de Vienne, roi burgonde, prince d'Orange, duc de Savoie.

Dans ce tome, nous lisons l'analyse de divers actes, comme il est habituel, conservés, au temps où écrivait le rédacteur de cet inventaire, soit au grand bureau, N^{os} 6 et 8, soit dans l'armoire du greffe.

Rappelons que ces indications ne nous sont pas intelligibles : l'on ne sait plus ce qu'était et où se trouvait le « grand bureau » non plus que l'armoire du greffe.

Le premier des actes résumés était « du mercredi après la feste de saint Mathieu apostre, en l'an 1301 ». Le personnage dont il était question dans l'acte était noble Guyonnet de Ville-Urbaine.

« Il y avait au « Grand bureau » N^{os} 6 et 8, au registre côté primus Homagiorium Joanis Nicoleti, F^o 19, est l'hommage presté le 5^e aoust 1348 par noble Pierre de Villurbane, dit Paons, pour tout ce qu'il tenoit et possédoit ez terroirs et mandemens de Mirible et Villeurbaine qu'il promit de nombrer. »

Telle est la mention abrégée qu'un scribe appartenant à un siècle plus proche du nôtre a relevé en résumant des documents plus anciens dont il indiquait les références, perdues pour nous, et que nous lisons dans les archives civiles du gouvernement du Dauphiné, conservées à Grenoble.

Ces inventaires sommaires permettent d'avoir la substance d'un acte sans y recourir, et aussi lorsqu'il arrive que l'acte est perdu, car les vieux parchemins n'ont pas toujours été l'objet de soins et d'attention. On possède encore un nombre considérable de documents primitifs et il est souvent possible de s'y reporter, à l'aide des indications trouvées dans des documents postérieurs, comme c'est le cas pour l'acte contenu dans le registre « Pilatus ».

Le dépouillement des archives de l'Isère concernant les communautés de Vaulx et Villeurbanne, celui en particulier de l'inventaire de la chambre des comptes, constitue, par l'étendue des recherches, par la lecture des textes, une œuvre considérable ; dans le cadre de cet exposé, il ne nous est possible que de donner quelques indications fragmentaires : disons d'abord qu'on y trouve mention, aux tables, avec des concordances, des principaux noms de lieux nous intéressant : Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, etc.

Il serait même possible de retrouver dans les actes la trace de certains changements du cours du fleuve : il y eut, en 1425, une information au sujet des « Broteaux », qui se trouvèrent alors placés du côté de Miribel. (*Arch. départem. Isère. Vaulx-en-Velin*, p. 396.)

Les broteaux (endroit où les bestiaux broutent) constituent un terme générique. On le trouve sur nos cartes anciennes, en bordure du fleuve. Il a fini par se restreindre au dernier quartier où l'on en trouva avant qu'il ne fût lui-même construit : l'actuel quartier des Brotteaux.

Il existe, on vient de le lire, diverses concordances entre les archives d'administrations diverses, ce qui permet des précisions.

On trouve aussi divers textes dans le registre B. 2623 (Hom. J. Nicoleti, 19, Inv. Prov. étrang., 44 B. Viennois, III, 208-209. *Archives de Grenoble Viennois*, vol. V, p. 419.)

C'est, en résumé, divers actes du ^{xiv}^e siècle (1301, 1344, 1348, 1377), puis du ^{xv}^e (1414, 17 juillet), auxquels il faut ajouter quelques actes du ^{xvii}^e.

Au grand bureau, sous les numéros 6 et 8, était conservé un grand registre coté Homagiarum et dénombrement ; il avait été commencé en 1635, le 11 avril.

Au folio 19 était l'hommage presté en 1640, le 3 décembre, par noble Jean Dumoulin, pour la maison de la Bonnetière, située à Villeurbanne, mandement de Vaux, avec les droits et devoirs en dépendant.

C'est le domaine de Bonneterre, terre noble, domaine à la veille d'être construit, cédé, croyons-nous, à la ville de Villeurbanne, pour des constructions. Le château existe, fort délabré et affecté à des logements de ménages ouvriers. Sur le vieux chemin Saint-Antoine (actuelle rue du Quatre-Août),

on voit encore le portail plus que centenaire du domaine et au-dessus on lit le titre déformé : « La Bonnetière ». La vieille ferme des religieux de Saint-Antoine est à quelques mètres à l'ouest (entrepôt communal). Quant au proche domaine, dit la Joncière, il n'est, nous a-t-on dit, qu'un nom rapporté d'une autre propriété éloignée et n'indique pas l'emplacement de marais.

Au registre de la table alphabétique de l'inventaire, la concordance avec le *Regeste Dauphinois* est indiquée de la façon ci-après : III (V), 208.

Ajoutons, en terminant, diverses précisions sur l'acte du « Pilati » (Grand bureau 6 et 8), registre cotté Pilati 1343-1344, F° 34 V° du cayet 8. Acte 12 déc. 1344 : les 300 florins sont « delphinaux » ou leur assignation. L'acte est passé *apud Gratianopolim*, dans le couvent des Prêcheurs ; présents : Amblard, seigneur de Beaumont, et François de Theys, chevaliers, etc.

L'auteur de la promesse de construire des « chafalsa » était conseigneur de Bouchage. D'après le dictionnaire topographique du département de l'Isère, Bouchage est une commune du canton de Morestel et fait partie du diocèse de Belley. Son église est placée sous le vocable de saint Julien, officier romain martyr, un des saints populaires de l'époque gallo-romaine, celui sous le vocable duquel est aussi placée actuellement la paroisse du vieux Villeurbanne (Saint-Julien de Cusset, diocèse de Grenoble), bien qu'elle fit autrefois partie du diocèse de Lyon et portât un vocable marial. On a dit aussi qu'il était patron des mariniers.

On trouve aussi divers actes intéressant nos recherches dans la collection des inventaires sommaires des archives du département de l'Isère, antérieures à 1790. C'est dans cette série qu'est mentionné le registre « Pilatus ».

En 1301, un acte montre que divers biens, terres, prés, étaient tenus en hommage lige du seigneur de Beaujeu, biens situés en la paroisse de Vault et Villeurbanne.

Cet acte est repris dans l'hommage lige prêté au Dauphin, le 17 juillet 1414, ès mains du gouverneur du Dauphiné, par noble Jean de Villeurbanne, du mandement de Vault.

A cette date (1344, 12 déc.), se place aussi l'acte entre le dernier dauphin et Amédée de Rossillon, acte mentionné dans le registre Pilati.

Au « cayet » 8 (1348) est l'hommage presté le 5 aoust par noble Pierre de Villeurbanne de tout ce qu'il possédait dans le mandement de Miribel et Villeurbanne, et qu'il promet de nombrer.

Le second juin 1377, l'hommage est presté par noble Bermond de Maubec, de tout ce qui luy avait été baillé en payement de ses droits paternels et maternels par François, son frère.

A la Balme, le 5 août 1348, fut prêté l'hommage au dauphin Humbert par noble Pierre de Villeurbanne, dit Paons, de tout ce qu'il possédait aux terroirs et mandements de Morestel et Villeurbanne, avec promesse de dénombrer. (*Apud Balmam*, 36.010, p. 722, *Régeste Dauphinois* d'U. CHEVALIER, 6, 4°, 116, Arch. Isère.)

La lecture des chartes montre, soit parmi les dignités ecclésiastiques, soit dans les postes civils, des charges nombreuses et très diverses ; on trouve le pitancier (économe), le courrier (correatus), sorte de chargé de missions dans les cités. Parmi les juristes, on voit des professeurs de droit, des docteurs soit au titre de la législation de l'Eglise (droit canon), soit dans le droit de la société laïque, civile (droit civil), souvent aux deux titres (*doctor in utroque jure*), docteur en l'un et l'autre droit (canon et civil).

Au cartulaire municipal de la Ville de Lyon, est reproduite une expédition originale, conservée aux Archives de la Ville de Lyon, d'un procès-verbal de visite de l'état des travaux du pont du Rhône (de la Guillotière) du 21 décembre 1396.

L'acte débute :

« Nos Hugo Fortis de Edua, temens sigillum commune regium in baillivia Matisconensi constitutum, notum facimus universis pesentes litteras inspecturis quod... »

Il y est question de la « domus Guilloterie ».

En 1444, un accord fut fait entre les conseillers de la Ville de Lyon et les religieux de Saint-Yrignye, sur la division du Brotel du pont du Rhône. Il y est question de la maison de la Guillotière.

Il n'y a pas lieu de distinguer Vaulx et Villeurbanne. Au xiv^e siècle, le même mandement réunit ces deux paroisses. Plus tard, au temps de la féodalité, il y aura un marquis unique de Vaulx et Villeurbanne.

Il est question du territoire de Vault (territorium de Vallibus) dans un acte du 31 mars 1338, dans lequel Humbert II, dauphin de Viennois, fait hommage à l'archevêque de Lyon pour divers châteaux (la Balme, près Crémieu ; Pérourges ; Meximieux), et le territoire de Vault.

« Nos Humbertus, dalphinus, Vien. comes Albon, et dominus terre, turris, ad Dei omnipotentis laudem et gloriam et exaltationem, ecclesie sponte sue volentes facere debitum nostrum erga reverendum patrem dominum Guillelmum, archiepiscopum Lugdun. et suam ecclesiam, recognoscimus nos tenere... in feudum ab archiepiscopo supradicto medietatem domus, ville et territorii de Vallibus, dicte diocesis et pro predictis facimus homagium dicto, archiepiscopo... »

A la fin de l'acte, T. Baconer certifie que « *ita est. Et ego, Thomas Baconeri, clericus Lugdun., auctoritatibus apostolica, imperiali et regia, publicus notarius...* », avec l'appui d'usage des notaires, des témoins, des personnes prêtant serment.

Un autre notaire, Odo Jordini, appose aussi son *signum publicum*. Les seings de ces notaires, formant comme une figurine, sont reproduits dans le cartulaire cité, p. 336-337.

Cet acte est extrait du registre ouvert sur l'ordre de l'ancien doyen de Lyon, Guillaume de Thurey, évêque d'Autun, puis archevêque-comte de Lyon et primat des Gaules (25 août 1358). Ce suzerain cherchait, « comme tous les suzerains d'alors, à grouper ses vassaux pour repousser l'ennemi partout triomphant, ses émissaires allaient réclamer les actes de foi et hommage, et les notaires, scribes attachés à sa cour, ouvraient cet important registre parvenu jusqu'à nous ». (V. GUIGUE, ouvrage cité.)

Le même volume enferme « de Vallibus » (p. 330) :

Hugo dominus, miles.

« Hugoni domini de Vallibus... Hugonis de Marziaco... militum, act., 9 avril 1335, copie authentique. Arch. du Rhône, fonds Saint-Jean, arm. Cham., vol. 50, N° 3. Edouard, sire de Beaujeu fait hommage à l'archevêque pour des possessions dont il s'engage à donner le dénombrement dans un délai d'un an à partir du jour précité.

P. 4-99, Libéri, acte du 24 avril 1539. Humbert d'Albon fait hommage pour sa juridiction de Pollionay. Il est question de

« francum feudum, homagium, minora et majora banna » (1).
« Item et alium campum, dictum de Ulmo, situm prope dictam grangiam descendendo versus Rhodanum, usque ad terram que fuit B. Datii et in latitudine a terra domini Girardi de Yllino, milite, usque ad terras liberorum de Vallibus. »

Le 17 septembre 1303, l'archevêque, du consentement du Chapitre, concède à charge d'hommage à Henri d'Albon, chevalier, les droits de justice du mandement de Pollionay.

« Nos, Ludovicus, miseratione divina prime Lugdunensis ecclesia archiepiscopus, notum facimus universis persentes litteras inspecturis quod... item et alium campum suum dictum de Ulmo, situm prope grangiam, prout, idem campus protenditur in longitudine ab Ulmo qui est ante dictam grangiam descendendo inferius versus Rhodanum usque ad terram Bernardi Dacerii et in latitudine a tena Domini Girardo de Yllino, militis, usque ad terras liberorum de Vallibus... »

Milo cantor lugdunensis, 235, 7 mai 1257. Confirmation par le pape Alexandre IV d'accords entre le Chapitre de Lyon et Barthélemy de Fuer au sujet de la sénéchaussée. (*Orig. Arch. Rh.*, fonds ch. Métrop., armoire Elias, vol. 21 N° 2.)

Alexander (cartulaire, Lyon 533) episcopus, servus servorum Dei... et magistro Aulone de Vallibus qui in cantorio... nobilis vir Milo de Vallibus (2). »

Compromis entre l'archevêque de Lyon et Guichard V, sire de Beaujeu, au sujet des Broteaux du Rhône, des seigneuries de Meximieux et de Beauregard (1298, 28-29 juin).

« Dominus Milo de Vallibus, miles, procurator ab eo specialiter constitutus, » (*Orig. Arch. Rh.*, fonds Saint-Jean, cham. vol. 48, N° 9, arm. Elias, vol. 14, N° 6 et copies. Cf. *Bibl. Dumbensis*, p. 209.) Poncius capel. Lugd., 242... et donno Poncio de Vallibus, cappelano in majori ecclesia lugdun. (chanoine-chapelain de l'église métropolitaine du diocèse de Lyon). Juin 1285. Reconnaissance de dîmes tenues en fief du Chapitre de Lyon par Guy de Sure, damoiseau (dîmes de Lay, de Romagne et du Montellier). Original. aux *Arch. Rh.*, fonds Saint-Jean, arm. Elias, vol. 20, N° 10, Cf. *Obituaire*, égl. Lyon, p. 235.

(1) Les bans (proclamations). Dans notre langue sont restées les expressions : banvin, bannière, bandit, banderole, arrière-ban, mise au banc, etc.

(2) On lit plus loin : 260-261.

Radulphus (v. pages 29-35 du Cart., fiefs égl. Lyon). 16 janv. 1368. Hommage lige à l'arch. Charles d'Alençon de Chauliac, par Guy de Chauliac, prévôt de Saint-Just, médecin du pape.

Cet hommage fut rendu au château de Pierre-Scize, près Lyon. Parmi les témoins, figurent un archidiacre, un chanoine, un professeur de droit (*Jacobo Fabri, juris professore*). Il y avait les mots *utriusque jure*, qui ont été biffés, et enfin *Radulpho de Vallibus et alliis*.

Anno Domini M° CCC m° LX° VII m°, die XVI a mensis januarii, dictus dominus guigo, prepositus, in camera Domini archiepiscopi lugdun. videlicet in castro suo Petrescisse prope Lugdunum fecit homagium ligium et juramentum fidelitatis domino K. de Alençon.

Le même personnage est présent, au même lieu, le 21 août, même année, à l'hommage de Gaudemar Lambert, fils de Henri Lambert, chevalier : « *Radulpho de Vallibus, Bartholomeo Fabri et nobili viro, domino Petro de Bron (?)*, *correario* (chargé de mission, courrier) *Lugdun., testibus* », etc...

Notre communauté, on le lit dans les pièces des diverses séries, est également comprise dans les états, portant des noms techniques, contenant le plan parcellaire des fonds, dressé en vue de la perception de la taille (2 septembre 1701).

On y voit aussi abordée la question de concordance des mesures locales delphinales avec celles en usage dans la région parisienne. On sait que le système métrique et celui des subdivisions de 10 en 10 n'étaient pas encore apparus. La sesterée delphinale était divisée en trois bicherées. Tandis que l'arpent de Paris comprenait 900 toises, on trouve des actes indiquant 900 toises quarrées delphinales, d'autres de mille trois toises quarrées royales.

Toutes ces indications proviennent de nombreuses archives, celles du moins qui nous sont parvenues, et leur dépouillement est facilité soit par les inventaires abrégés, certains excellents, dressés dans les derniers siècles de l'ancien régime, soit par les travaux des archivistes et érudits modernes. Pour notre région et pour le département, nous rappellerons les *Tables alphabétiques* de l'inventaire de la Chambre des Comptes, le *Dictionnaire topographique de l'Isère*, auquel a colla-

boré le chanoine Ulysse CHEVALIER ; enfin le répertoire numérique de la série C de M. G. TONNELIER, traitant surtout les questions de délimitation, de feux (la population étant souvent dénombrée par famille ou feux).

Notre communauté appartenait à la généralité de Grenoble. C'est ainsi que de nombreux actes l'intéressant portent le timbre de la généralité. Il serait intéressant d'en reproduire le dessin, qui a varié selon les époques et qui évoque divers aspects de questions de souveraineté et de droit public qui ne manquent ni de portée ni d'intérêt. Les dessins en filigrane paraissent moins importants.

Un des plus jolis dessins représente un double écusson aux armoiries de France, entourées de chaque côté de dauphins crachant l'eau. Quand on parcourt les dossiers de procès avec la province de Lyon, on voit, sur les actes adverses, le timbre de la Généralité de Lyon, également très remarquable. Au centre, se trouve un écusson portant deux « L » entrelacés avec trois fleurs de lis. Au-dessus, se trouve la couronne royale, autour de laquelle flotte une banderole portant : « Généralité de Lion ». Au-dessous, une autre banderolle porte : « Un sol, 4 D(eniers) ». On voit enfin un lion, figuré seul, sans autre attribut ni inclus dans aucun. Ce lion est vu de côté, comme il se trouve habituellement dans les armoiries, mais avec cette double différence qu'il est non pas dressé, mais marchant, la patte gauche levée, mais celle de droite au même niveau que celles arrières, enfin que la tête est retournée, contrairement au sens de la marche. (Acte de 1696.)

Dans les titres de l'élection de Vienne, subdivision de la Généralité de Grenoble, dont dépendait notre communauté, il y eut une révision de feux « dudit jour lundy 23 octobre 1702, 4 heures après midy », avec le concours des consuls des deux paroisses de Vaulx et de Villeurbanne.

Au sujet des parcellaires, nous avons trace, vers 1635, de difficultés que soulevait la recherche de franc-fiefs. Si même, de nos jours, dans la commune de Villeurbanne, on procède depuis plusieurs années à un nouveau travail du même genre, du moins, à nos époques modernes, les difficultés ne proviennent plus que du travail technique. Jadis, il s'en ajoutait d'ordre juridique, les terres, comme on vient de le voir, n'étant pas toutes de même condition, sans parler de leur hiérarchie.

Par l'étude ultérieure de certains documents, il sera constaté que la communauté était souvent dans une situation misérable. Alors que les récoltes étaient l'unique source de bien-être, sinon de richesse, les années où le vin et les fruits étaient rares entraînaient de grandes souffrances. La fiscalité sévissait durement. Des fièvres régnaient, à cause des marais où l'on mettait rouir le chanvre (1). Un brouillard vulgairement dénommé « Niole » accablait habitants et aussi récoltes. Les terrains « communaux » étaient dévorés par le cours changeant du fleuve, ou accaparés par les communautés de Bresse, ou partiellement réunis à la couronne et affermés par le pouvoir central. La portion non affermée était grevée d'impôts très lourds, que les habitants ne pouvaient payer. Les communautés faisaient alors « des remontrances ». Des ingénieurs étaient envoyés en vue d'examiner le bien-fondé des réclamations. Les terrains n'étaient pas assez fermes.

En matière d'histoire régionale, les exemples de sentiments populaires empreints d'égoïsme, d'irrespect des autorités, ne sont pas rares. Au sujet de l'affermage des communaux, il se produisit des actes de révolte, exposés plus loin.

On trouve encore, dans ces inventaires abrégés, trace d'une transaction intervenue le 10 août 1376. Il y fut donné en paiement tous les cens, hommages et autres droits que le sieur de Malbec avait à Vaulx, proche de Lyon, et à Villeurbanne et aux environs, avec leurs directs, droits et appartenances.

Dans l'armoire du greffe se trouvait, au registre cotté 21° « Generalia », cayet 3, la mention des lettres patentes du Roy Louis XIII données à Saint-Germain-en-Laye, au mois de février 1633, portant érection en fief de la maison de la Bonnetière (Bonneterre) (2) et terres et dépendances situées en la paroisse de Villeurbanne, au mandement de Vaulx, en faveur de noble Jean du Molin, capitaine et gouverneur de la ville et château de Crémieu, avec l'arrêt de vérification de la Chambre des Comptes de Grenoble (1640, 1^{er} décembre).

Au titre de l'inventaire de la Chambre des Comptes (Archi-

(1) Il est curieux de rappeler que des efforts sont actuellement tentés pour rénover cette industrie et ces pratiques.

(2) Au-dessus du vieux portail de Bonneterre est encore gravé le nom, mais sous la forme de « La Bonnetière ».

ves de l'Isère), concernant notre communauté, on lit, en cursives :

VILLE-URBANE.

Dans une *composition facta inter dominos Guillelmum de Sura, archiepiscopum Lugdunensum, et Bartholomeum de Avimis, abbatem monasterii prefati, super magnis et diuturnis contestationibus... de Chaseto et de Chacelley* (28 juillet 1339, l. 61, loc cit.), il est question des *heredes Guichardi de Vallibus*.

Loc. cit. l. 267, 268, 269, deux *littera*, l'une de *recognotione feudi facta per Guichardum de Vallibus, domicellum* (1), de *domo sua Chaseti et de quibusdam aliis contentis* ; l'autre *super eodem factu*.

Il s'agit du *magnum homagium* pour des *prata, terras et vineas... nemus* (2) *garennam solidos viemensum, amiculos* (lapins). L'intéressé affirme avoir tenu en fief ou en hommage que du seul abbé d'Ainay.

L'acte est passé en présence *domino stephano sapientis, auctore Decretorum* de frères, de moines et autres personnes... et d'un *helemonisario* (aumônier).

Dans un acte de 1323, *littera compositionis facte inter abbatem Athanacensem et dominum Guilleumum de Lissiaco*, il est question d'un bornage utilisant *finem... seu... angulum vinee Guichardi de Vallibus*.

Dans un acte du xiv^e siècle, il est question de Dronetus de Vaulx, chanoine de Lyon, témoin :

« Item anno Domini millesimo CCC^o tricesimo... presentibus domino Droneto de Vallibus, canonico Lugdunensi... testibus ad hec vocatis et rogatis. » (Cart., Ainay, M. C. GUIGUE, l. 477.)

« In diocesi Viennensi », on trouve la mention de l'église de Vaulx dans un acte de 1250 (de *confirmatione omnium... ecclesiarum... ad dictum monasterium Athanacense pertinentium ubicumque de omnibus pertinenciis et iuribus dicti loci*, Cart., Ainay, GUIGUE, l. 11.)

Aussi (*loco citato*) l. 49 dans un acte de 1153 « de *protectione... omnium... ecclesiarum, dicto monasterio ocquisitorum et acquirendorum* ».

(1) Damoiseau.

(2) Forêts, vorgines.

Il est aussi question de Champagneux :

Campaniaco. In parochia Viennensi ecclesiis... de Vallibus, et II. 21, 1254 : « Nos, G. officialis curie lugdunensis, notum facimus... Jacquemetus, sciens, prudens et spontaneus, considerata utilitate sua, de permissu dicti Guilliemi, patris sui, vendit in alodium... ad opus et nomine conventus Athanacensis, precio quatuor librarum viennensium... terre sita ultra Rhodanum, in parochia de Vallibus, justa pratum de Jo, ex una parte, et viam publicam et juxta terram Dulcie Bifarde... quam tenebat Davis Burdelins. De quibus rebus venditis se devestit... promittens.. per juramentum super sancta Dei evangelia... dictam venditiorem se in perpetuum inviolabiliter servaturum, etc... etc... »

En 1160, serait né à Vaulx, Pierre de Vaulx, chef de l'hérésie des Vaudois, actuellement dans le Piémont.

En octobre 1234, Flamence de Moysson vend à l'église de Sainte-Marie de la Platière, à Lyon, une terre située dans la paroisse de Vaulx, près de Villeurbanne (*in parochia de Vallibus, prope Villam Urbanam*), près du lieu dit Rubina. Son voisin était Siboudus (de Meyzieu).

La charte note une des façons d'assurer le respect des contrats : toucher les livres saints (*tactis sacrosanctis evangelis*).

*
**

Vaulx contre Décines.

Consultation de Geymard père, 15 Janvier 1855.
(Gueymard)

Casimir de Ventavon, chargé de plaider.
(23 pages imprimées)

On y lit notamment :

« De longues procédures criminelles font connaître que hommes, femmes, enfants, se rendaient au nombre de plus de 600 sur les bords du fleuve, pour défendre contre les envahisseurs l'héritage que leur avaient légué leurs pères. »

On discutait au sujet des îles, broteaux, pâquerages en amont de Lyon, sur la rive gauche du Rhône. Le caprice des eaux causait d'incessantes variations. En 1847, le 28 août, fut rendu un jugement interlocutoire demandant l'adaptation

des titres. La commune de Décines-Charpieu soutenait une thèse basée sur la possession, en conformité d'un arrêt du parlement de Dijon du 21 juillet 1733. Au tribunal de Vienne intervinrent deux jugements, en 1846 et 1853, d'après la possession, mais Vaux fit appel, soutenant que la chose jugée (en 1733) non exécutée pendant trente ans perdait sa force. Il y avait eu adjonction.

Nous ne pouvons entrer ici dans l'exposé de ces conflits dont les pièces sont soit du XVIII^e, soit du XIX^e siècle et dont l'une est une requête qui compte 110 pages. Nous nous bornons aux observations ci-après :

D'abord, il s'y rattache un grand intérêt historique, opposant les provinces de Bresse et de Dauphiné. On allégua aussi fréquemment des anciennes concessions du comte de Beaujeu.

Ensuite, au point de vue juridique, on peut opposer le système de la commune de Miribel, demanderesse non pas en complainte (action possessoriale), mais en revendication (action pétitoriale) les communes défenderesses possédant.

Sur Villeurbanne (Villa Urbana, Vilorbana, etc.), les chartes sont nombreuses.

Au polyptyque de Saint-Paul sont portées diverses terres dont le revenu assure la célébration des services anniver-saires pour le repos de l'âme de Guigo de Silva. Ces terres sont situées sur la route de Villeurbanne à Vaulx (in via de Villa Urbana). Il est aussi question des *pueri al Gaigneur de Villa Urbana* et du faible droit récongnitif de propriété seigneurial, *I gallinam pro terra de Fesclanges* (Juin 1250). Cette terre soulève d'obscurs problèmes, mais par d'autres actes on pense qu'elle dépendait de la paroisse de Villeurbanne, au XIII^e siècle, et non de Vaulx. Voir Arch. départ. Rhône. Fonds de Saint-Antoine. Lyon, Ch. VI, N^o 2. *Stephanus et Jacobus Biffardi de Vallibus fratres vendunt fratri Guidoni preceptori* (dignitaire ecclésiastique) *domus contractorum Lugdun quemdam campum situm in parrochia de Villa Urbana, in terra de Fesclanges, inter terras Berlionis de Illins, militis* (chevalier).

En 1235 eut lieu la vente à Guigue, sacristain (haut dignitaire du chapitre), de l'église Saint-Paul, par Guillemine, veuve de Michel Gouverneur (Gubernatoris), de tout le droit qu'elle possédait dans la paroisse de Villeurbanne (2 septembre). Original arch. Rh. Saint-Paul, titres non inventoriés.

A l'obituaire de l'église de Lyon, il est question d'un champ appartenant à Guigue de Villeurbanne, et en 1234, dans le testament de Pierre Bérard, doyen (juillet), on parle des « domicellorum de Villa Urbana ».

Egalement dans l'obituaire précité, des mentions sont relatives à « Bornonis de Villourbana », alias « Vilorbanam », et de « Gomo (ou Gono) de Vilerbanè » (page 74).

Citons encore :

1251. Vente de Gui de Villeurbanne au chapitre de l'église métropolitaine (Aals, uxor Guidonis, Guido de Villaurbanna. Guigo. I Gallinam de vercheria de Fesclanges. Laurent de Villa Urbana. VI denar (6 deniers) et I etc. (Féclanges) (1).

1217. Donation à Saint-Just (Laurent de V. G. de V.) (2).

1234. Près de Villeurbanne (Prope de Villa U.), Clamence de Moysson vend des terres et près à l'église Sainte-Marie de la Platière, à Lyon.

Rappelons, en 1250, l'acte Biffard précité, dont l'original est aux Arch. départ. Rh. Fonds de Saint-Antoine.

Il est à croire que les terres et granges de notre paroisse n'étaient pas toutes de grand rendement, car, en 1267, *propter sterilitatem*, on note une redevance dont la réduction est prononcée pour le motif précité. Ces terres en notre paroisse étaient possédées par Pierre de Vault qui les tenait en hommage lige de l'église de Lyon, qui avait donc fait droit à la réclamation.

Moins de vingt ans après (1284), *prope Villam Urnanam*, on lit en une charte que *Girardetus de Yllino habeatur in feudum...* De ces possessions, il est fait remise au prieur de la bienheureuse Marie de la Platière..

Notons au passage que très variés sont les droits dont il

(1) La vente est faite à Humbert Garin de Quiriède, chapelain de l'église métropolitaine, du consentement des co-obédienciers du comté de Lyon. Original Arch. Rhône, fonds du chap. métrop., armoire LÉVY, volume 28, N° 1. Il est question dans la charte de la *Lex Julia de fundo dotali*.

(2) Original Arch. Rh., fonds de Saint-Just. Ce fut une enquête motivée par une contestation qui s'était élevée entre l'église de Saint-Just d'une part, et Guillaume d'Oullins, Arnoufe de Colonges et Guillaume de Villeurbanne, d'autre part, au sujet de la donation faite à l'église de Saint-Just par Lambert de Villeurbanne de biens sis au delà du Rhône et à Chaussagne. On entendit des témoins : « *Champagneus, juratus, dixit quod ipse reddidit...* etc.

est fait cession ou remise aux puissantes personnes morales ecclésiastiques de l'époque, en vue le plus souvent d'intérêt spirituel. Dans les exemples précités, ce sont des remises de fiefs, mais on voit aussi l'abandon de dettes, de redevances, etc. On a aussi vu que ces redevances étaient souvent de faible valeur, quelques deniers, une poule, au fond un simple droit récognitif de la propriété supérieure, mais signe aussi du lien féodal qui fondait des droits plus graves sur l'acquittement desquels était établi le système militaire et fiscal du régime féodal.

Les chartes permettent une analyse et une reconstitution des droits divers féodaux, mais c'est un travail tel qu'il est apparu œuvre presque impossible aux esprits les plus avertis des choses de ce temps.

Certains citoyens de la paroisse de Vault ont été fort mêlés aux discussions avec le chapitre de Lyon. Il y eut des appels interjetés en cour de Rome contre les membres du Chapitre, qui usaient du droit d'excommunication, à tort, selon leurs adversaires et ces derniers reprochaient aussi aux chanoines d'être juges en leur propre cause contrairement à certains principes de droit.

On peut lire sur ces questions un remarquable chapitre de M. GUIGUE, dans l'introduction à l'obituaire de l'église de Lyon.

Dans les actes, indiquons :

1193. H. de Vallibus canonic. Lugd. Entente entre les citoyens de Lyon et l'archevêque, moyennant 1.000 sous de taille.

A cette époque ancienne, les préoccupations de dévalorisation de la monnaie, du fait de la loi ou par altération du titre, n'étaient pas étrangères à la convention. On y lit : *Si moneta deteriorationem in pondere vel in lege receperit...* La pression de cruelles nécessités nous a, de nos jours, ramené à des préoccupations analogues, sur lesquelles la jurisprudence a dû prendre parti.

1269. Petrus de Vallibus civ. Lugd. Trêve consentie par le chapitre métropolitain et le chapitre de Saint-Just. Promesse par les citoyens de Lyon de l'observer.

1300. Dominus Petrus de Vallibus thesaurius Lugdunensi. Cita-

tion en cour de Rome de l'archevêque de Lyon et de son chapitre et des citoyens de Lyon.

On voit revivre les différentes circonstances de la vie publique du temps : remise des clefs des portes de la Ville de Lyon par le bailli de Mâcon aux consuls de Lyon, protestations alternant avec des accords entre citoyens de Lyon et archevêque, promesse de réparation pour dommages causés à des travaux publics (piles de pont) au cours d'émeutes ; cautions pour les insolubles, élections des conseillers de la ville de Lyon, etc.

Avec les faits, les pièces des archives montrent les acteurs, personnages du temps :

Petrus de Sabaudia (Pierre de Savoie), archevêque ; Hugues de Vaux (Hugoninus de Vallibus), citoyen et consul de Lyon, et tout aux côtés des grands dignitaires, les notaires publics, revêtus de l'auctoritas apostolica, ainsi que les professeurs de droit : Humbert de Vaux, son collègue Anselme, les chevaliers de Dorchia, etc.

Pour les professeurs de droit, on se plaît à relever les épithètes les plus flatteuses :

Humbertus de Vallibus, legum professor, venerabilis et discretus vir ; ... jurispeperitus... legum venerabilis professor..., etc.

Dans l'obituaire de l'abbaye de Saint-Pierre de Lyon (IX-XV) (publié par M.-C. GUIGUE, 1880), il est question de Villa Urbana (de Focoldus 33, Lambertus, etc.).

Il y est aussi question de Vaulx, de hauts personnages qui en sont originaires : Hugues, chamarier ; Milon, doyen.

On y lit, par exemple :

Junius VII idus obiit Stephanus de Portu et Helizabez, monacha, qui dedit pro anniversario suo terram qui est apud Vauz et Bron.

Augustus VII idus obiit H. de Vallibus.

Ce dernier était chamarier de l'église métropolitaine. Il mourut entre 1238 et 1259 et fut inhumé en l'église abbatiale de Cluny. Il donna, pour son anniversaire, *XV solidos apud Venicies* (Vénissieux). Il est noté *bonæ meamoriæ*.

Voici quelques autres détails sur les personnages autres précités :

Le 4 des ides de Juin décéda Al... dis, pour l'âme duquel Focol-dus de Villa Urbana « nobis unam mornante isadam terre dedit juxta listolam sancti Petri ».

Deux jours après, on trouve une donation à l'hôpital de Sainte-Catherine, dont la rue actuelle de même nom et la statue artistique de la sainte qui orne un bel immeuble à l'angle de la place des Terreaux, sur les anciens terrains de l'hôpital, rappelle le souvenir. C'est un très ancien hôpital de Lyon.

Aprilis XII Kalend. Obiit... Lambertus de Villa Urbana. Ce Lambert est l'auteur de donation à l'église de Saint-Just. Voir Arch. Rhône. Fonds Saint-Just. Titres non classés.

Un jour avant, on trouve la mention d'une donation *in quareria Longa*. C'est la rue Longue, qui existe toujours comme rue, ce qui est remarquable, et sans qu'on ait changé son nom, ce qui l'est aussi.

Les principales questions juridiques qui se rattachent à l'étude des chartes sont celles touchant, comme il est naturel dans le système féodal, la condition des terres et des personnes, les droits curiaux, les rentes féodales, les dîmes, les servitudes personnelles, les droits sur les taillables, les mesures agraires, etc.

Dans l'obituaire de l'église de Lyon, il est question de Guigo et de Gomo de Villorbana. XII Kalendas Augusti. Parfois, il y a des variantes selon les manuscrits. Dans celui de l'archevêché on lit Guindo et Bormo de Vilerbane.

On a pu aussi réunir quelques détails sur Pierre Bérard, chanoine en 1191, qui devint doyen et mourut en 1234 :

Il donna une somme qu'il avait reçue « ultra Rhodanum » des frères Petrus et Guichard. Il donna aussi une autre somme qu'il avait reçue de Guigo de Vilerbane. Et de même une autre somme que les frères Guigo et Gomo de Vilerbane avaient sur la terre de Bellion de Montou, à Champagneux (1).

En 1338, le 31 mars, Humbert II, Dauphin de Viennois,

(1) Il s'agit de Champagneux, un des vieux villages de la rive gauche (actuel emplacement de Saint-Jean-de-Dieu). Il y a encore le « chemin de Champagneux ». M. Guigue y voit, certainement à tort, comme signalé par ailleurs, Champagne-au-Mont-d'Or.

fait hommage à l'archevêque de Lyon pour... le territoire de Vaulx. (*Cartulaire des fiefs de l'église de Lyon*. Original Arch. du Rhône, fonds de Saint-Jean, armoire Elias, vol. 19, N° 5.)

*
* *

La paroisse de Villeurbanne faisait partie du diocèse de Lyon et de l'archiprêtré des Suburbs (paroisses sous la ville de Lyon). Le chantre (dignitaire du Chapitre) de l'église Saint-Nizier était archiprêtre-né des Suburbs.

Le diocèse de Lyon, qui s'étendait au sud jusqu'à l'Ozon, à l'est jusqu'à la Bourbre (vers Morestel), avait deux archiprêtres en Dauphiné : Meyzieux et Morestel.

L'archiprêtré des Suburbs comprenait vingt-deux cures, dont vingt en Lyonnais et une en Dauphiné : Villeurbanne.

La cure de la Guillotière appartenait à l'élection de Lyon.

En 1788, ayant à élire en Dauphiné un député pour l'élection et le baillage de Vienne, le curé de Villeurbanne, M. de Chastelus, étant seul de l'archiprêtré des Suburbs curé en Dauphiné, se nomma lui-même !

*
* *

Villerbanne. (Acte de date inconnue [xviii° ?].)

M. le Curé, ayant fait son option, a abandonné deux terres à blé qui entourent ce qu'il dit posséder en sus de ce qui lui était abandonné par Monseigneur, pour lui tenir lieu de portion congrue, avec la somme de 259 livres qui lui était payée. Ces deux terres affermées à Marguerite Jacquemain, veuve de Benoît Chanoy, pour le prix de 45 livres les deux et luy ont été remises pour être ensemencées. (Arch. Rhône.)

Nous lisons, dans les actes de la comptabilité paroissiale :

Marguerite Jacquemain, veuve Chandy, à la Saint-Jean 1769. Franchet, curé de Villeurbanne.

Pierre Hermet, prêtre de l'église de Saint-Nizier, près Lyon, pension foncière de trois livres et trois bicherées de terre, contre trois messes. (Arch. Rhône.)

Le sieur Genet, curé de Villeurbanne.

Pélusin, notaire.

Le curé retient encore une terre qu'il déclare contenir deux bicherées et demie. Elle est appelée « *Terre de l'Inviolata* », parce

qu'elle a été donnée pour un inviolata à dire chaque samedi ; le titre n'en est pas représenté, mais l'acte de l'érection de la cure, du 8 janvier 1678, reconnaît cette fondation.

La terre rapporte, quand il n'arrive pas malheur (1), 3 pour 1.

Elle est sujette aux inondations fréquentes du Rhône.

On lit : Villeurbanne, parfois Villerbanne en Dauphiné (2).

Vaulx-en-Velin (anciennement *in Vallibus extra Rhodanum*) conserve de son long passé d'importantes archives.

La tour de l'ancien château, aux contreforts puissants, se dresse toujours. Elle se trouve à l'extrémité d'une aile de bâtiment où s'abritent de nos jours, dans des constructions moins anciennes qu'elle, la mairie et une école. Une visite détaillée révèle divers vestiges de l'époque ancienne, locaux, anciennes prisons distinctes selon la qualité de serfs ou de vilains, dit-on, serrures et verrous d'époque ancienne, épaisses portes de bois renforcées de têtes de clous, etc.

Une place porte encore le nom de « place Dauphine ».

La communauté de Vaulx, aux termes d'acte du ^{xiv}e siècle, comptant deux paroisses, Vaulx et Villeurbanne.

Le même ouvrage (*Polyptyque Saint-Paul*, p. 130), mentionne un acte concernant la paroisse de Vaulx en 1285.

C'est pour le *servicium de anniversariis Guigonis de Silva*. Voici ces textes :

« Aymo Chavaux, 3 sol. pro terra que est in via qua itur ad Villam Urbanam Guillaume Chavaux, 18 d. pour la même terre. »

De Vallibus.

En 1359, Humbert d'Albon fait hommage lige à l'archevêque de Lyon, Guillaume, pour un champ : « Ulmo », situé près de la grange de Dabonerus, en descendant vers le Rhône jusqu'à la terre qui appartient à Dacius, et limité par la terre du chevalier Girard de Yllin, officier, et jusqu'aux terres des hommes libres de Vaulx.

(1) Il s'agit des inondations périodique que contiennent les digues modernes.

(2) Cette terre et quelques autres formaient la « portion congrue » du curé desservant. Au-dessus, il y avait le bénéficiaire (à Villeurbanne, l'archevêque de Lyon). Les siècles nouveaux ne s'accommodèrent pas de ces vagues et incertains revenus. On arriva à donner au clergé un traitement annuel. (Voir ordonnance 1678).

Il existe, à la date de 1303, un texte de même teneur.

Il y a un acte faisant allusion à Villeurbanne (7 novembre 1284) :

Die martis (mardi) post festum omnium sanctorum vidimus (1) du 11 avant les calendes de sept. 1285. Girardet d'Oullins, chevalier, fait remise au prieur de la Platière du fief (2) qu'il avait sur la dime de Vaulx.

« Ego Girardetus de Yllino, domicellus, filius quondam domini Berlionis de Yllins, militis defuncti terram in feudum a religiosus viris priori et conventu Beatæ Marie de Plateria lugdunensis ordines, sancti Ruffi Valentinencis, duas partes pro indiviso tocus decime parrochie de Vallibus prope Villam Urbanam. »

Villeurbanne a donné son nom à une famille chevaleresque, possessionnée à Champagneux (3).

Noble Guyonnet de Villeurbanne, homme lige du Seigneur de Beaujeu, y possédait des biens, en 1301, avec Gérard d'Yllins.

Noble Jean de Villeurbanne, du mandement de Vaulx-en-Velin, rendit hommage le 17 juillet 1414. Il avait été successivement lieutenant de noble Galvaing Michaille, châtelain de Bourgoin, en 1400, et vice-châtelain de La Tour-du-Pin, en 1401.

En un sens large, la paroisse est un bénéfice. C'est ainsi qu'on lit aux registres paroissiaux que certains prêtres résilièrent « le bénéfice », c'est-à-dire que certains curés quittèrent leur charge, à Villeurbanne, pour aller exercer ailleurs.

Mais, analysé de plus près, ce « bénéfice » se divise en deux portions au profit de deux bénéficiaires : l'inférieur et le supérieur. L'inférieur a du bénéfice une portion « convenable » (congrue, au sens latin) suffisante en d'autres termes pour lui assurer une existence matérielle honorable. Le supérieur (à Villeurbanne, l'archevêque de Lyon) a le surplus, sous diverses réserves, notamment l'entretien de la partie du clocher, dans l'église.

Aussi, dans un sens étroit, le terme bénéfice ne s'entend qu'au profit du bénéficiaire supérieur, l'autre ne tirant prati-

(1) visa, marque d'authenticité.

(2) V. acte de 1250.

(3) Voir *Armorial général du Lyonnais*, Lyon, 1860, et *Armorial de Dauphiné*, par G. RIVOIRE DE LA BATIE, Lyon, 1867.

quement aucun profit du revenu, mais vivant péniblement du peu qui le forme.

De là est venu le sens péjoratif de l'expression « portion congrue » à laquelle le clergé inférieur était « réduit ».

Au XIII^e siècle, nous trouvons dans diverses chartes, des mentions intéressant Villeurbanne (parrochia de Villa Urbana).

L'acte de 1217 est une enquête. L'on entend divers témoins, après leur avoir fait prêter serment de dire la vérité sur ce qu'ils ont vu ou entendu. Certains ne peuvent bien se souvenir de tous les détails. La prescription trentenaire est aussi invoquée comme acquisitive du droit de propriété. Une contestation s'était élevée entre l'église de Saint-Just, d'un côté, et de l'autre Guillaume d'Oullins, Arnoufe de Collonges, et Guillaume de Villeurbanne.

C'est ainsi que le témoin Champaneus est entendu, après avoir prêté serment (Champaneus, juratus, dixit quod ipse reddidit...).

Il s'agissait de la donation autrefois faite à l'église de Saint-Just par Lambert de Villeurbanne, de certains fonds situés entre la Saône et le Rhône (*Ultra Rhodanum*).

Cet acte nous fournit l'occasion de noter, à cette époque, l'existence de Lambert de Villeurbanne (Wilelmus de Villa Urbana) et aussi de la paroisse de Chaussagne, où quelques fonds mentionnés à l'acte sont cités.

Texte. Actes de 1217

Enquête motivée par une contestation qui s'était élevée entre l'église de Saint-Just, d'une part, Guillaume d'Oullins, Arnoufe de Collonges et Guillaume de Villeurbanne, d'autre part, au sujet de la donation faite à l'église de Saint-Just, par Lambert de Villeurbanne, de certains fonds situés entre le Rhône et la Saône et au delà du Rhône.

Original, Archives du Rhône, fonds de Saint-Just. Reproduit au cartulaire lyonnais, I, 198-199, 150. Texte latin de l'autorité archiépiscopale de Lyon.

25 septembre 1235.

Nos Cristinus, officialis curie Lugdunensis, universis presentes litteras inspecturis rei geste noticiam cum salute. Noverint universi quod Willelma, uxor quamdam Michaelis Gubernatoris, in nos-

tra presentia ceus titula vendidit cessit et concessit pro libero et franco alodio Guigorii, sacriste Sancti Pauli Lugdunensis, pro precio XX solidorum fartium, omne jus et actionem que habebat vel habere poterat *in villa et parrochia de Vilorbana*, et specialiter in terra quam tenuerat ab ea Petrus de Vauz, et se devestiens coram nobis dictam Guigoriem per librum corporaliter investit, promitteus dicta Willelma per sacramentum super sancta Dei evangelia prestitum per se et suos dictam venditionem firmiter in perpetuum servaturam... etc.

(*Arc. Rh. Saint-Paul*. Titres non inventoriés.)

1250. Juin. Polyptyque de l'église de Saint-Paul. Publié par M. GUIGUES, page 10. Au XIII^e siècle, le territoire de Fesclanges dépendait de la paroisse de Villeurbanne (V. Vill., juin 1250.)

« Pueri al Gaigneur de Villa Urbana 21 d. (deniers) et 1 gallinam (poule) pro terra de Fesclanges.

Un autre acte postérieur parle de la paroisse de Fesclanges, par erreur peut-être, s'il n'existait qu'un territoire ?

L'acte de 1251 est une vente faite par Gui de Villeurbanne au chapelain de l'église métropolitaine (de Lyon) de tout ce qu'il avait de droit au delà du Rhône, au Grand Champ, entre l'île de Saint-Pierre, l'île d'Ainay et le Rhône.

La vente fut faite du consentement des co-obédienciers du comté de Lyon. Garin de Quirieu était chapelain de l'église métropolitaine.

La lecture du texte nous montre l'existence de divers personnages : Guido, Guigo (de Villa Urbana), Laurentius de Villa Urbana, Aalys, l'épouse de Guido (Aalys, uxor Guidonis), enfin Laurent de Villeurbanne (Laurentius de Villa Urbana); tous ils ont joué divers rôles que le texte juridique précise avec soin.

Il est aussi question de la paroisse de Champagneux (actuelle maison de santé de Saint-Jean-de-Dieu).

La validité de la vente soulève quelques complications du fait de l'hypothèque dotale, en l'espèce celle d'Aalys, épouse de Guido. Aussi certaines stipulations sont-elles insérées par les rédacteurs au sujet de sa renonciation. Il est même question au texte, de la *Lex Julia de fundo dotali*.

Dans ces deux actes du XIII^e siècle retenons l'observation que les trois paroisses de la rive gauche (Villeurbanne, Champagne et Champagneux) sont vivantes et en rapports étroits,

puisque nous les trouvons citées toutes trois en deux actes. C'est donc le premier état économique des agglomérations de la rive gauche proches de la ville. Les siècles suivants par l'accroissement de la population apporteront des modifications diverses ; anéantissemments et créations vont, dès lors, se succéder.

Texte. (Acte de 1251.)

Original, Archives du Rhône, fonds du chapitre métropolitain. Armoire Lévy, volume 28, N° 1.

Vente, du consentement des co-obédienciers du comté de Lyon, par Gui de Villeurbanne, à Humbert Garin, chapelain de l'église métropolitaine, de tout ce qu'il avait de droit, au delà du Rhône, au Grand Champ, entre l'île de Saint-Pierre, l'île d'Ainay et le Rhône.

Texte latin dressé par l'autorité archiépiscopale.

En 1284, le 7 novembre, Giraudet d'Oullins, chevalier, fait remise au prieur de la Platière du fief qu'il avait sur la dîme de Vaux.

(Cartulaire lyonnais, 2 vol., p. 504, N° 799. « Vidimus » du 11 avant les calendes de septembre 1285. Archives du Rhône, fonds de la Platière, titres non classés.) On lit : « Ego Girardetus de Yllino, domicellus, filius quondam domini Berlionis de Yllino, militis defuncti, etc., »

Il y est question du couvent de Sainte-Marie de la Platière, à Lyon. Le chevalier possédait une partie de la dîme de Vaux « prope Villam Urbanam ». L'acte est daté du « die Martis post festum omnium Sanctorum », jour de Mars (mardi) après la fête de tous les Saints (Toussaint).

Textes. **Vaulx-en-Velin.**

Polyptyque de l'église collégiale de Saint-Paul de Lyon. Publication par M. GUIGUE, p. 129.

1285. Terres dont le revenu est consacré à assurer la célébration du service anniversaire de la mort de Guigues de Serve (ou la Forêt) (Guigo de Silva), mort sacristain (dignitaire ecclésiastique, membre du chapitre) de la dite église, avant l'année 1283.

Ces terres sont situées « in parrochia de Vallibus ultra Rodanum ».

Citons quelques passages du texte :

« In via de Villa Urbana VI mornantesiatas terre quas tenet Johannes et Aymo de Chevali ad taschiam quintam. »

« In territorio del Radiz V (5) bich. quas tenet Syboudus de Mayseu ad T. Q. (mode de partage de la production). »

1405. Saclanges. Acte parlant de la paroisse de Saclanges, qui aurait été située sur le parcours de la route de Villeurbanne à Lyon (? chemin de Saint-Antoine). Cf. autre texte parlant du territoire de Fesclanges.

1405. Saclanges. Hôpital.

« In parrochia de Saclanges, juxta quomdam viam publicam veterem olim tendentem de Villa Urbana ad Lugdunum, nunc vulgariter vocatam iter Sancti Antonii. » Cf. GUIGUE, *Voies Antiques*, p. 131, Acte N° 289.

Cette ancienne voie romaine, vulgairement appelée chemin Saint-Antoine, en 1405, existe toujours sous d'autres appellations, mais celle du chemin Saint-Antoine n'est pas disparue. Une plaque portant ce nom est toujours apposée à Cusset.

L'enchevêtrement des droits féodaux est extrême, comme il apparaît à la lecture des chartes et la procédure est fort compliquée. Prenons-en quelques exemples dans la charte où est contenue la réduction de la redevance due par Pierre de Vaux pour les terres et granges de Villeurbanne qu'il tenait en hommage lige de l'église de Lyon (septembre 1267). *Cartulaire lyonnais*, 2^e volume, p. 251, N° 660. (original, Archives du Rhône, Fonds du chapitre métropolitain, armoire Lévy, volume 28, N° 2).

« Nos Chartardus Carmarcuis cantor Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod... »

On est en présence de l'officier de l'archevêque, rédacteur de l'acte, en l'espèce un dignitaire du chapitre. A la fin de l'acte, en témoignage de l'opération juridique, sur la charte écrite, il apposera son sceau (*In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum*).

Puis il est expliqué que Pierre de Vaux tient de ce dignitaire, au nom de l'église de Lyon *in feudum ligium medieta-tem pro indiviso grangie sue et domorum, pratorum, vercherrarium*, et terres adjacentes à cette ferme, le tout situé à Villeurbanne, suivant des confins qui sont précisés.

L'église de Lyon percevait sur le tout *quartum in tribus partibus*. Or cette charge est reconnue trop lourde *propter sterilitatem et sumptuositatem ipsarum rerum*. La redevance est alors ramenée, pour le service annuel, à *quinque solidorum Viennensium*. L'hommage lige reste dû et divers détails complémentaires du contrat sont aussi indiqués.

Puis interviennent les promesses « *ex bona fide* ».

« Dicto Petro stipulanti dictam asservisationem et quarti remotionem imperpetuum ac inviolabiliter observare et contra aliquatenus non venire ; renunciantes in hoc facto, ex certa scientia et bona fide, actioni et exceptioni doli et in factum, beneficio restitutionis in integrum, constitutionis hoc jus porrectum et omni juri canonico et civili, per quod posset dicta asservisatio et quarti remotio revocari seu etiam infirmari. »

Pierre de Vaux doit à l'église de Lyon l'hommage lige pour les différents biens précités qui sont situés « in parochiis de Villa Urbana et de Chaucyoingni (Villeurbanne et Chaussagne) ».

*
* *

On a vu que les comtes de Savoie régnaient sur la Bresse et le Bugey, et même avant qu'intervint l'acte d'échange, sur notre proche rive gauche, aujourd'hui en Dauphiné. La Sirie de Chandieu était leur arrière-fief et son mandement s'étendait depuis les Fourches de Fallavier jusqu'au milieu du pont de la Guillotière et dans le fleuve aussi avant qu'un cheval pouvait entrer dans le Rhône sans nager.

Les dauphins n'avaient près de Lyon que Vaulx-en-Velin et seulement, ainsi que la bâtie de Montluel, depuis l'acte de donation (29 décembre 1335) par Jean, seigneur de Montluel à Henri Dauphin, baron de Montauban et de Meuillon.

Pour clarifier une situation que compliquaient de nombreuses enclaves, en 1354, un traité consacra des échanges. Le terme de « Bâtie » aux environs de Vaulx n'a pu faire l'objet d'une identification moderne. Peut-être est-ce le Molard ?

Le mandement de Vaulx s'étendait sur les brotteaux, îles, crémens des balmes viennoises au Rhône, jusqu'à Jonages. Les lieux appelés Malbois et Verchandières en faisaient partie. Ce territoire était gardé par un prévôt nommé par le dauphin.

En 1359, par lettres patentes, Charles Dauphin concède à Guillaume Savignac, son secrétaire, pour en jouir sa vie durant, la prévôté de Malbuet et des Verchandières.

En 1425, le châtelain de Vault fit mettre les pannonneaux du dauphin dans ces îles après avoir fait enlever ceux apposés furtivement par les officiers du comte de Savoie.

Lorsque le Dauphiné fut cédé à la couronne de France, Guigues de Rossillon était châtelain du château des Dauphins à Vault. Une tour reste de l'ancien château sur l'emplacement et les substructions duquel est construite la mairie actuelle de style renaissance. Une nouvelle mairie est en construction.

En 1756 une inondation désastreuse se produisit.

Terre du domaine royal, Vault fut érigé en marquisat au profit de la famille Alleman de Champier.

Par lettres du 6 juillet 1603 adressées au sieur de Vachon, sur la supplique de Scipion de Champier, seigneur de Vault et Villeurbanne, Henri IV prescrivit de faire travailler à la vidange et à l'écoulement des eaux de ce marais.

N'y eut-il là qu'un projet ? On pourrait alors en rapprocher celui de l'administration des ponts et chaussées en vue de la création d'un canal en dessous des Balmes (dans le sens de l'actuel cours de la Rize). Une dérivation aurait été créée vers Jonage et les eaux au delà de Lyon auraient été rendues au fleuve. Des plans furent dressés ; on prévoyait des possibilités d'irrigation, des utilisations de forces hydrauliques, etc.

Ce ne fut qu'un projet, mais on peut observer la trace de cette idée dans diverses pièces concernant la commune jadis indépendante de la Guillotière. En particulier, on y a vu un moyen d'épargner au centre de la ville **et aussi à la Guillotière** le désastre de l'inondation.

Peut-être cet ancien projet n'a-t-il pas été étranger à la création du canal actuel dit de Jonage qui alimente à Cusset une usine hydro-électrique très puissante. En tout cas l'eau est restituée au fleuve avant l'entrée de la ville de Lyon où les débordements du fleuve sont rendus moins dangereux depuis qu'il coule, comme on l'a dit « majestueusement entre deux murailles de granit ! ».

On lit dans l'obituarium Lugdunensis ecclesiæ (ix^e au xi^e siècle) :

« 111 Idus, Obierunt... et Antelmus Rigaudi, decanus (doyen

du Chapitre vers 1250) et sacerdos, qui dedit sancto Stephano pro anniversario suo quartam partem omnium rerum et bonorum quæ tenebant Guichardus et Stephanus de Vallibus, frates, temporæ mortis suæ in feodum et in mistraliam ab eodem Antelmo apud Vilorbanam (Villeurbanne) et apud Chancergne (Chausagne). »

L'acte mentionne ensuite diverses autres donations, provenant d'acquisitions faites jadis de Juliana, fille de Pierre de VAULX et sœur de Guichard et d'Etienne et aussi provenant de Guido et Erves de Chandieu, chevaliers, fils d'Antelme de Chandieu, chevalier.

Tous ces biens étaient situés dans les deux paroisses déjà citées. Diverses précisions juridiques se lisent au texte (*tam in rebus mobilibus quam immobilibus, vilanogiis, serviciis*, etc.).

En tête de la publication de l'obituaire on lira une excellente introduction traitant l'état de l'Eglise de Lyon du ix^e au xvr^e siècle.

On lira notamment le rôle que Humbert de Vaux joua lorsqu'il fut député à Rome pour réclamer au Saint-Père la confirmation de privilèges :

« Hæc sunt quæ fuerunt injuncta Humberto de Vallibus : quod privilegium concessum decano et capitulo quod ipsi possunt excommunicare, et quod sint judices in causa propria, cum eo abutentur, penitus revocat... etc... »

A l'obituaire est aussi mentionné le nom d'une veuve appelée Berauda (Berauda, relictæ, Bornonis de Villeurbana).

Un document encore plus compact intéressant les communes de Décines-Charpieu et de Vaulx-en-Velin est l'appel du jugement du tribunal civil de Vienne du 18 mars 1853. Il compte 39 pages et demie d'une écriture serrée. (Archives de Villeurbanne).

Dix feuilles doubles de papier timbré. Timbre impérial de 0 fr. 70 noir, aigle en relief.

On versa aux débats, comme jadis dans l'affaire de la Guillotière, une masse impressionnante de documents anciens, ce qui fit parler d'un déluge de pièces usées, aux caractères gothiques illisibles, rédigées en vieux idiomes français ou latins, de foule de paperasse poudreuse illisible. L'auteur des

réponses à griefs pour la commune de Décines, dont nous reproduisons les expressions, certainement ne possédait pas la préparation ni les qualités d'un archiviste. S'il dédaigne les anciens actes, il verse dans la phraséologie : « La possession est, nous dit-il, la sauvegarde de la propriété, l'égide du repos des familles et de la tranquillité publique. Elle mérite bien le nom de patronne du genre humain ».

L'objet du litige est la revendication par la commune de Vaulx, appelante, de deux quartiers des brotteaux, le Marchet et l'Epic, et une demande en partage de deux autres : les Simardières ou Cheizu, les Arvogières ou Bleyto. Un expert fit un rapport énorme. Il y avait des noms inconnus de localités. Il y eut des jugements de 1847, puis 1853. On parla aussi du port de Riorte.

Nous regrettons de ne pouvoir que résumer à grands traits la lutte de notre communauté qui fut si longue et si complexe.

Il y eut une assemblée où Bergeret et Cottin représentèrent la paroisse de Villeurbanne. En connexité avec des accords de 1485 et 1624. Benoît Trux, dit Brocard, consul moderne de Villeurbanne passa une reconnaissance, M^e Humbert Nicolet est notaire royal de Lyon et capitaine châtelain de Villeurbanne.

Les revenus sont nuls. Des procès s'engagent devant le conseil du roi, qui renvoie devant le Sénat de Chambéry (1560) et on plaide aussi à Grenoble.

Le Rhône par une inondation suspend les rivalités (1559-1563).

En 1614, les fermiers contrariés font ouvrir des instructions criminelles.

Des restitutions sont opérées (1661-1674-1744).

En 1666 intervient l'édit royal de réunion.

Il y a production de titre, procès-évocation, et lenteur.

Enfin, on notifie les décisions. Les envoyés sont maltraités. On ouvre des informations.

Les habitants du Dauphiné se maintiennent en possession.

Ils enlèvent deux cent cinquante-cinq vaches appartenant à des habitants de Miribel.

Alors on emprisonne neuf bergers et le parlement de Dijon

décède d'ajournement personnel les consuls de Vaulx et Villeurbanne.

Le maquis de la procédure s'étend ; les poursuites durent vingt-huit ans. Un arrêt de 1712 impose une reprise par voie d'ajournement.

En 1717, le 15 novembre, nos ancêtres font contre Miribel une expédition militaire forte de quatre-vingts charrettes, six cents hommes et d'huissiers armés. On enchaîna les bergers, on emporta le bois. Mais Miribel fit vendre les charrettes.

Le conflit tourne contre le roi et ses commissaires.

En 1695, le 8 octobre, les assemblées de la communauté délibèrent dans le sens d'une renonciation.

En 1698, 1700, 1705, la justice essaie d'évaluer les réparations. Un arrêt du parlement de Dijon intervient en 1735.

Miribel marque des succès judiciaires (21 juillet 1735) qui sont complétés par une expédition de revanche (mars 1736) avec des archers commandés par Mongenet.

Parmi les anciens titres relevons un arrêt de 1663, une sentence du 13 mai 1611 du vice-sénéchal d'Arles. Les parlements usèrent du droit d'évocation, les consuls invoquèrent la directe.

Puis se produisit, avec le décret du 28 août 1792, et la loi du 19 juin 1793 « la régénération sociale de la France révolutionnaire », nous dit l'auteur du mémoire.

Après citation d'un arrêt de Colmar de 1817 et d'une jurisprudence plus récente, l'auteur du mémoire recule dans le passé jusqu'aux ligues et traités du ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles.

Dans la complexité administrative ancienne, il faut distinguer la communauté, le mandement, la sénéchaussée, le ressort de parlement, et dans la complexité juridique, une série de droits démembrés ; on arriva à un moyen terme laissant au seigneur la directe et le droit d'alberger et aux habitants le droit le faire paître. Cependant, Messire François Adhémar de Monteil de Grignan, archevêque d'Arles, conseiller du roi, etc., prétendait avoir le droit d'alberger toutes les terres. Les consuls s'y opposaient. C'est alors qu'intervint la sentence précitée du Sénéchal.

On contestait au mandement de Villeurbanne et à la terre de Vaulx, les lieux dits de Verchandièrre et Malbuet, dont parlent de vieilles chartes.

Et si l'on descend au détail, on ressent la haine et les souffrances de notre communauté qui, pratiquant le gouvernement direct d'alors, délibère au sortir de la messe de paroisse, affichant la décision à la porte de l'église, et dont certains principaux habitants, au nombre de quatre, durent subir la contrainte même par corps, tant de jour que de nuit (17 avril 1736).

Un arrêt du Conseil d'Etat du 8 mai 1736 évoqua l'affaire. On renvoya devant la généralité de Lyon.

Mentionnons de curieux documents conservés aux archives de la Société d'études d'histoire de Lyon, d'après des pièces communiquées par M. Montpeyroux, relatifs à un litige entre les communes de Vaulx et de Villeurbanne, au sujet des communaux.

Les premiers actes cités sont ceux passés par le seigneur de Beaujeu, souverain de Miribel, au début du xiv^e siècle, parmi les lieux cités figurent Jonage, les Balmes viennoises, enfin le moulin de Chessin, au nord du Mollard, près de l'endroit, situé dans une petite île du Rhône, point frontière entre les trois départements du Rhône, Ain et Isère. Le moulin se voit toujours. C'est un rendez-vous de chasseurs, proche la limite des trois départements du Rhône, de l'Isère et de l'Ain.

En ce qui concerne les titres, on voit, au cours des âges, un édit de Louis XIV du 14 janvier 1666, un de 1695, des arrêts du parlement de Dijon, du Conseil d'Etat, de l'époque intermédiaire, de la Cour de Cassation, enfin, le document semble s'orienter vers une transaction dans un conflit postérieur à l'année 1827.

Des érudits ont pu arriver par l'étude des archives, à suivre des familles et reconstituer leur généalogie. Une œuvre analogue peut être faite pour des domaines, des maisons. Au moins peut-on parcourir quelques achats de terre par les agriculteurs de notre communauté.

C'est ainsi que de 1767 à 1790 le laboureur Claude Merlin achète diverses terres. Sa descendance existe toujours. Il habite à Vaulx-en-Velin, puis à Bron.

D'Antoine Latour, il acquiert onze bicherées pour deux cent quarante livres (1767, 19 novembre).

Des Trux, dont la descendance existe toujours, sept bicherées, pour huit cents livres, moins un sol (1790, 20 janvier).

De Marie Forest, veuve Geofray, huit bicherées, neuf cents livres (1791, 30 janvier).

Des notes d'études prises sur ces actes nous tirons quelques observations. Cochard et notaire royal, et aussi M^e Philibert-Pierre Chenevaz, ce dernier résidant à Meyzieu.

Les comptes se règlent à la Saint-Martin. Le sieur Antoine Latour est le sergent ordinaire de Vault et Villeurbanne. Il réside à la Guillotière.

Dans les actes, l'usage est de désigner ainsi les confins : Les terres sont bornées au matin (est), au vent (sud), enfin du côté du soir, de la bise. Sur ce dernier confin, on trouve les héritiers de Pierre Foullioud.

L'acte de 1791, sur papier dont le timbre porte la fleur de lis, le notaire royal de Villeurbanne est Decomberousse.

En ce qui concerne les actes d'acquisition du laboureur Claude Merlin, on voit qu'un des terrains semble situé non loin et en face de l'entrée actuelle de l'hôpital-hospice de Villeurbanne, au territoire de la Bouteille, que rappela autrefois le nom de la rue Bouteille, l'ancien nom de la rue Emile-Décorps; le prix fut payé : huit cents livres comptant, le reste à un an, augmenté des intérêts.

CHAPITRE VIII

Chaussagne

Avant de poursuivre plus avant l'histoire de notre communauté, nous croyons indispensable de dire quelques mots des villages voisins avec lesquels elle fut étroitement en rapport. Ainsi est aussi montrée l'évolution économique des territoires de la rive gauche, qui est à la base de notre histoire locale.

Le mot de Chaussagne, au point de vue étymologique, dérive du mot chêne. L'endroit s'appelait aussi La Chesnaie, autre forme du même nom.

Même de nos jours, il n'est pas impossible de découvrir quelques descendants dégénérés des anciens chênes qui formaient jadis des bois magnifiques et épais, dont le souvenir n'est pas perdu. Proche est le domaine des Essarts (du vieux français « essarter » ou défricher), ce qui confirme l'existence de forêts anciennes.

Le nom est encore conservé par un clos en voie d'allotissement. Quant au village, qui fut petit et pauvre, il est disparu et il n'en est resté que l'ancienne église paroissiale, aujourd'hui chapelle Saint-Alban, encore désaffectée et longtemps propriété de la famille Jullien et qui vient d'être cédée et rendue ainsi un peu à sa destination primitive, à une nouvelle paroisse en formation.

C'est aujourd'hui la chapelle Saint-Alban, un des plus

vieux monuments de la rive gauche, au clocher formé par une simple muraille, avec baies, l'antique forme du clocher.

Sa position, dans une situation analogue à l'église du vieux Villeurbanne, montre la concordance des préoccupations, à savoir la crainte des inondations. Comme Villeurbanne, à l'est, Chaussagne, au sud-est, fut, aux époques primitives, l'extrême limite des terres habitables et cultivables.

Ce territoire est à nouveau envahi par la marche de la ville, qui édifie ses nouveaux hôpitaux et son école de médecine. Par un curieux retour des choses, la vie réapparaît sur des points qu'elle avait déjà occupés, puis, au cours des âges, quittés. Observons que, pour ces monuments, la raison de l'édification sur ces emplacements est la même que celle qui guida nos ancêtres : leur position élevée et particulièrement salubre.

L'église daterait de 1075. La paroisse semble avoir eu son apogée au ^{xiii}^e siècle, époque de rédaction de diverses chartes la concernant. On a un acte de 1267. En 1220, on note une donation.

En 1570, elle fut déclassée. En 1678 (ordonnance de Villeurbanne), l'église de Chaussagne n'est plus qu'une simple chapelle.

Un chemin relie la chapelle à Lyon, chemin qui se détache de la grand'rue de Monplaisir. A l'intersection s'élève une croix, propriété de M. Rochon.

Récemment, une paroisse moderne a été créée dans ces territoires qui confinent à deux diocèses, ce qui n'a pas été sans soulever diverses difficultés.

La voie romaine passe légèrement au nord du village, ce qui semble condamner l'hypothèse de Steyert créant une étroite dépendance entre l'existence du village et la voie antique.

La chapelle s'élève au versant de la balme, non loin du réservoir de Bron, dans un site des plus agréables.

Aussi pauvre que la paroisse de Villeurbanne, la paroisse de Chaussagne ne donnait rien au synode pour les pauvres. Au ^{xiv}^e siècle, elle verse 6 livres. Bien que d'origine ancienne, l'étymologie de son nom, qui n'est pas de basse latinité, lui assignerait cependant une date plus récente que celle de Villeurbanne.

Ce quartier porte aussi le nom de Vinatier, qui évoque quelques souvenirs locaux, ainsi que la proche maison forte des Essarts. On sait que, de nos jours, la partie de la route de Grenoble arrivant sur cette hauteur a reçu le nom du généreux donateur qui a permis la construction des nouveaux bâtiments de la Faculté de Médecine. C'est l'avenue Rockefeller, et l'on peut penser que ce territoire, d'où la vie était partie pour aller à Béchevelin, verra bientôt s'élever de nombreuses constructions modernes, magnifique affirmation de l'extension de la cité lyonnaise.

Ainsi, la vieille chapelle de Saint-Alban, ancienne église paroissiale de Chaussagne, resta le seul édifice debout, sur le versant des balmes viennoises, ayant dans sa muraille nord, encadrée, une pierre tombale romaine, proche du domaine de Montvert et de la fondation Richard.

Longtemps propriété de la famille Jullien, après de longues années de désaffectation, elle vient d'être récemment (voir *Vie Catholique* du 8 décembre 1928) cédée à la nouvelle paroisse de Notre-Dame-Saint-Alban.

Dans la banlieue ouvrière lyonnaise, sur ce territoire rattaché à la commune de Bron, une nouvelle paroisse a été créée, appelée : Notre Dame de Saint-Alban. Près de l'église neuve, les bâtiments de la nouvelle Faculté de Médecine s'élèvent, dus aux générosités américaines.

La chapelle Saint-Alban, dédiée jadis à saint Albin, évêque de Lyon, vit son nom se modifier et commémorer le souvenir de saint Alban, martyr anglais.

L'église avait nom : Saint-Alban de la Chaussagne. Un petit cimetière l'entourait. Un bénitier de l'époque mérovingienne, naïvement sculpté, est aujourd'hui placé dans l'église paroissiale Notre-Dame-Saint-Louis de la Guillotière, construite sur l'emplacement de l'ancienne chapelle Saint-Louis du couvent des Picpus, et continuatrice de la paroisse de Notre-Dame-des-Grâces du Bourg de la Guillotière, située sur la place de la Croix (actuelle Victorien-Sardou), paroisse fondée par l'église de Villeurbanne.

L'autel de la chapelle Saint-Alban a disparu. Au fond de la nef se voit une fresque consacrée au saint patron de la chapelle.

La publication signalée plus haut ajoute : « Il faut se

féliciter de voir cet antique témoin de la vie religieuse aux abords de Lyon rendu à une destination qui assurera sa conservation définitive. Il faut surtout souhaiter que de généreux concours permettent d'effectuer les réparations indispensables. »

Une étude approfondie rattacherait à l'histoire de Chausagne celle du domaine proche de Montvert.

Il y a aussi, dans le mur septentrional de la chapelle, un fragment d'inscription funéraire de l'époque romaine.

On croit aussi que deux bénitiers d'art roman ancien, aujourd'hui dans l'église Notre-Dame-Saint-Louis de la Guillotière, proviennent de la chapelle Saint-Alban.

Enfin, proche aussi est l'institution dite fondation Richard. Bornons-nous à quelques indications.

Le domaine de Montvert, longtemps propriété de la famille Jullien, est une ancienne ferme, de l'époque de la Renaissance. Les bâtiments ont cruellement souffert d'un incendie récent et sont presque à l'état de ruines.

L'inscription romaine retrace la douleur d'un fils, qui servait l'armée romaine, élevant un tombeau à sa mère (I MILITAVIT AR LUGUDUNENSI (forme ancienne de *Lugdunensi*) MATRI PISSIMO).

A ce sujet, M. RICHARD, dans son opusculé, échafaude une histoire de *sacellum*, puis parle des premiers chrétiens, cherchant à expliquer la provenance de cette inscription.

Nous ne pouvons adopter cette hypothèse et l'explication naturelle est que les constructeurs du monument religieux chrétien ont utilisé, comme cela fut fait fréquemment, les pierres des monuments funéraires qui, selon l'usage romain, s'élevaient au sortir des villes, le long des voies. Or, la route romaine, toujours existante (route de Grenoble), est toute proche de la chapelle Saint-Alban (1).

En ce qui concerne les bénitiers, on pourra consulter les explications et reproductions que donne CRÉPET, dans son *Histoire de la Guillotière*. L'un est surtout remarquable (l'autre n'offrant que des dessins symétriques) ; il représente, sculpture naïve, mais artistique cependant, le néophyte dans la cuve baptismale, étranglant, nouvel Hercule chrétien, le

(1) Voir notre fin de chapitre.

serpent infernal. Le mouvement du dessin, le relief, la distribution des figures retiennent l'attention des historiens de l'art.

Aux généralités précédentes, ajoutons quelques précisions puisées aux archives :

En 1229, on note une donation à la maison des contracts de Lyon, jouxte le chemin de Chaussagne, au territoire de Parilleu. Datum XIII kal. de Maii anno gratie MCCXXIX, Fonds Saint-Antoine, Ch. 6, N° 1. Archives dép. du Rhône.

Dans une vente vue par ailleurs de 1252, « quomdam petiam terre arabilis sitam ut dicitis », fonds Saint-Antoine.

Enfin, en 1267 (V. Acte Villeurbanne), on relève « rebus et iuribus sitis » dans cette paroisse (1).

Les noms divers sont : Chaucioigny, *alias* Chaucionii.

En résumé, actes peu nombreux confirmant le peu d'étendue et la pauvreté de cette paroisse où, cependant, les Templiers de Lyon et les Contracts avaient quelques biens.

L'Obituaire de l'église de Lyon mentionne (sans date, puisqu'il s'agit de l'Obituaire qui ne cite qu'au jour de l'anniversaire) quelques biens à Chauceigne (pages 6 et 7 de l'addition GUIGUE. Entre IX et XV).

Enfin, en mars 1268, à côté de « Sancti Prejecti (Saint-Priest) en Valleinc », est citée la *parrochia* de *Chaucioignii* dans la faculté de *remere* accordée par l'abbaye d'Ainay à Gilles de Boczozel, seigneur de Maubec.

En 1267, Chaussagne est un centre vivant. C'est une *parrochia*. (Voir Acte de 1267, étudié au chapitre consacré aux origines de *Villa Urbana*.)

(1) Sur l'origine de cette pierre, M. RICHARD propose l'hypothèse de l'existence d'un « *sacellum* » d'où elle aurait été tirée et qui se serait trouvé dans le voisinage. Une explication plus vraisemblable nous semble résider dans le fait que la voie romaine (actuelle route de Grenoble, dont le tracé rectiligne s'observe toujours) se trouve à proximité et que ces voies étaient bordées de monuments funéraires. Cette pierre est un débris extrait de là. C'est en grande partie l'origine des monuments qui ont servi à constituer le musée épigraphique abrité sous le cloître de l'ancien couvent des Dames de Saint-Pierre, aujourd'hui affecté aux Beaux-Arts à Lyon. L'histoire de la rive gauche y trouve même de nombreuses pièces recueillies sur son fonds. D'autres ont été employées dans diverses constructions et en assez notables parties pour l'érection des piles du pont du Rhône (aujourd'hui appelé pont de la Guillotière).

L'Hospice Saint-Alban

Sur la même pente, tout proche de la chapelle Saint-Alban, au numéro 50 du chemin de Saint-Alban, se trouvent les vastes bâtiments de l'Hospice de Saint-Alban.

Il s'agit de la fondation Richard, ainsi que le rappelle une inscription sur une plaque de marbre, pour les jeunes garçons infirmes et incurables.

Cette œuvre fut fondée en 1854 et reconnue d'utilité publique, par décret en date du 23 février 1875.

On ne lira pas sans intérêt les renseignements que le docteur P. JUST-NAVARRÉ a donnés sur cette institution, dans le petit volume qu'il lui a consacré. (*Brignais*, 1914, in-8 illustré.)

Le testament qui est le germe de la fondation est du 6 mars 1847. Des fonds devaient être employés pour établir un refuge ou une retraite pour y recevoir les garçons incurables de la paroisse Saint-Nizier, à l'instar de l'établissement d'Ainay. La fondation devait porter le nom du testateur, commerçant avisé, à la tête d'une grosse maison d'importations directes en gros d'huiles, épiceries, savon.

Gabriel-François Richard fit en outre d'habiles placements en voies ferrées, compagnies du gaz, Banque de France. Le montant du legs qu'accepta la ville fut, frais déduits, de 1.727.325 fr. 97.

Un décret impérial, en date du 5 juillet 1854, autorisa la ville de Lyon à accepter le legs seulement jusqu'à concurrence des deux tiers, l'autre tiers restant acquis aux héritiers naturels, en l'espèce un autre établissement, légataire universel.

C'est vingt jours après la mort de son fils unique qu'accablé de douleur, M. Richard fit son testament précité.

Le 22 novembre 1854, à l'Hôtel de la Préfecture du Rhône de l'époque, eut lieu la séance de l'installation de la Commission administrative de la Fondation.

La recherche de l'immeuble propice à abriter la Fondation fut difficile. Le 16 janvier 1855, Mgr de Bonald, patron de l'œuvre, proposa l'achat du grand pensionnat de Saint-Alban, qui appartenait à M. l'abbé Lassalle. Frappée par la concurrence, cette maison d'éducation périlait.

Avant d'être pensionnat, ce vaste immeuble appartenait à

M. Poidebard qui, peu après 1815, y avait installé une magnanerie et complanté le clos de mûriers.

Le 4 décembre 1855, eut lieu la vente. Le prix était, terrain, bâtiment et mobilier compris, de 285.000 francs.

Le 25 février 1856, la Fondation fut inaugurée. Mgr de Bonald bénit la chapelle et la maison, ayant à ses côtés M. le sénateur Vaïsse, préfet du Rhône.

On peut remarquer que nos contemporains, aussi bien pour cet hospice que, plus tard, pour l'édification de l'asile de Bron, et, tout récemment, pour celle du vaste hôpital de Grange-Blanche, ont su distinguer l'excellence de la situation que nos ancêtres, fondateurs du vieux village de Chaussagne, avaient su discerner, eux aussi.

Il y a là, en bordure du salubre plateau de Bron, à la faible altitude de 42 mètres au-dessus de l'étiage du fleuve, un emplacement d'où une vue magnifique domine la plaine, proche le quartier actuel de Monplaisir, au loin les coteaux de Fourvière et de Sainte-Foy, au second plan, les monts du Lyonnais. Au sud, le Pilat, à l'est, les Alpes, ferment l'horizon.

C'est cette même situation dont jouit le domaine médiéval de Montvert lui aussi. Sa tour assez vaste complète ce charmant paysage et, malgré un récent incendie survenu au toit que son propriétaire, M. Jullien, a réparé de son mieux, il subsiste toujours.

CHAPITRE IX

Champagneux

A la limite des terres habitables et cultivables, on trouvait, avons-nous dit, disposés en arc de cercle sur la rive gauche, trois anciens villages : Villeurbanne (est), Chaussagne (sud-est), enfin, le troisième, au sud : Champagneux.

Ce dernier était situé en bordure de la route de Vienne. Comme le précédent, il disparut de bonne heure (au XI^e siècle), par suite des mêmes raisons économiques et ethnographiques : les populations se multipliant, se rapprochaient de l'activité de la grande ville. Béchevelin remplaça Chaussagne et Champagneux.

Il reste encore de nos jours un chemin portant ce nom et le domaine auquel il conduisait.

Un petit château s'éleva sur les ruines de l'ancien village. En 1825, il fut acquis par les frères de Saint-Jean-de-Dieu.

Transformé, considérablement accru par d'immenses bâtiments modernes, c'est aujourd'hui une célèbre maison de santé. Mais on conserve encore, dans la sacristie de la chapelle, un tableau anonyme représentant l'ancien château, tel qu'on le voyait encore, il y a un siècle.

Champagneux fut donc déserté et son église abandonnée et remplacée, après 1216, par celle de Béchevelin.

La modeste agglomération était aussi sur une hauteur, mais de façon moins caractérisée que les autres précédents villages. Le nom semble venir de la basse latinité, avec une

signification fréquente. Quelques ruines seraient encore visibles. C'était cependant une *parrochia*, soit l'unité civile comme l'unité religieuse de jadis.

Le domaine était fief.

Dans le tableau précité, la vue du château primitif comprend un arrière-plan constitué par les collines et le massif du Mont-d'Or, sur lequel se détache la vue de l'ancienne demeure avec ses tours, et de divers bâtiments annexes, au premier plan.

Si les deux documents semblent exacts en eux-mêmes, leur orientation mutuelle est incompréhensible et ne correspond pas à la réalité. L'explication que nous en a donnée le Frère François de Sales (docteur Witaker) est que l'artiste a dû travailler dans sa chambre, reproduisant deux documents distincts et orientant mal la vue du château par rapport avec l'arrière-plan.

On peut aussi penser, comme il arrive parfois dans l'art de la peinture, que l'artiste fait passer le souci d'une présentation qui lui paraît meilleure avant celui de l'exactitude topographique. Quoi qu'il en soit, l'intérêt de ce tableau n'est pas douteux.

Dans les documents du moyen âge, nombreuses et riches sont les citations de Champagneux. Observons que M. GUIGUE, dans la masse de documents soumis à sa savante analyse, à plusieurs reprises, identifie le nom de Champagneux, trouvé dans les actes, avec celui de Champagne-au-Mont-d'Or. Pour plusieurs, c'est, à notre sens, une erreur certaine. Les possessions de famille habitant à Villeurbanne, Vaulx, etc., étaient situées dans cette ancienne paroisse de Champagneux, comme le contexte le prouve d'ailleurs surabondamment.

Champagneux est mentionné dans l'*Obituarium Lugdunensis ecclesiae* (Umbert de Quitieu, Guigue de Villa Urbana, *apud* Champaygneu).

Guimo de Villeurbanne a aussi des terres en cet endroit. A propos d'un acte de 1250, étudié par ailleurs (*De confirmatione*, etc.), l'église de Champagneux figure sur l'inventaire des possessions du célèbre monastère d'Ainay. (V. Gr. Cart. Ab. Ainay, I, 10, *Ecclesia de Campanniaco cum omnibus pertinentiis eadem*.)

Plus ancien (1202) et plus important est un acte passé in

capitula Athanencensi, qui est une *venditio-garde de Champagniaco*. L'original est au fonds d'Ainay, Ch. 2, N° 18. La bulle en plomb de Renaud de Forez, archevêque de Lyon, est encore appendue à la charte. Un des intéressés est *Ponc(ius) de Broen (Bron) in terra Champagniaco*. Le prix est stipulé en livres de Lyon. Aux confins, on lit :

« Ducit strata publica Vienne (route de Vienne) usque ad Centum Fontes (100 sources, Saint-Fons) et a Centum Fontibus sicut alia via ducit versus Rhodanum. » Parmi les témoins, citons Geraldus Bades, capellanus de Sancto Michaelē (? Saint-Michel-d'Ainay).

En 1286, un inventaire reprend cet acte (*incipit præfacio et nomina omnium instrumentorum per ordinem*).

Il faut sûrement rapporter à cette paroisse un acte de donation à Ainay (juin 1268), par Sofroy, grand prieur. Béchevelin y est en effet cité comme « *ultra Rhodanum*. Il s'agit d'une plantation de vigne au territoire de Champagneux, et s'il est agréable de constater cette culture, l'acte ancien nous montre que son établissement n'était pas facile. La plantation en avait été faite *cum labore quamplurimum sumptuoso* (travail ayant entraîné de très nombreuses dépenses).

Voici le texte :

Champagneu

Castrum de Becheveleyn 11, 187. Cart. Ainay.

En juin 1268, donation fut faite à l'Abbaye d'Ainay, par Sofroy, grand prieur du monastère, d'une vigne située au territoire de Champagneu, au delà du Rhône. (Original, Archives du Rhône, fonds d'Ainay, 2^e arm., vol. XXII, N° 1.)

L'acte débute : « Nos Gaudemarus, humilis abbas Athanacensis, notum facimus... ». Puis vient le petit historique de la donation : « Cum Karissimus noster frater Sofredus, prior major Athanacensis, quondam, vineam plantari, fecerit ultra Rhodanum, in territorio de Champagneu, cum labore quamplurimum sumptuoso, tandem idem Sofredus, considerata utilitate sua, et conventus Athanacensis (1), spontanea voluntate, de licencia (2) nostra et assensu nostro speciali, donat, quittat cedit et concedit Karissimo nostro fratri Anselmo, elemonisario (aumônier) Athanacensi, procuratori anniver-

(1) En considération des intérêts de son âme et de l'intérêt matériel du couvent.

(2) Permission.

sariorum novarum (1), nomine et ad opus conventus nostri Athanacensis vineam antedictam perpetualiter. »

Ayant ainsi consenti un véritable sacrifice, Frère Sofroy cédera aussi au couvent, dans le même acte, le prix du pré de Espinosan, près Béchevelin. Nous retrouverons cette cession au chapitre consacré à Béchevelin.

*
* *

En 1280, nous trouvons mention de Champagneux dans un acte déjà cité à propos du Velin :

« El Nevro, juxta viam per quam itur de Lugduno versus Champagniacum. »

Nous croyons pouvoir aussi rapporter à la paroisse un acte du 1^{er} décembre 1285, vente d'un bien *in territorio de Champagneu*, par Pastoreta, en son nom et celui de ses sœurs. Reconnaissons toutefois que les confins ne fournissent pas de précisions. Jadis la *quadam petia terre* en question appartenait à Jean Beyegue.

Plus précis est un acte de 1268. On y lit que Bartholomeus, vicarius, a été requis « d'apposer son sceau » (*sigilla apponi*). Il s'agit d'une vigne qui est terre des templiers d'Escopet *subtus Villam de Vaus in parrochiatu Champaygniaci*.

En 1259, on possède une vente de servis *super terra Champagneu*.

Dans une charte de 1251, étudiée à propos de Villeurbanne, on lit qu'*apud Champagneu leprosi debent tres solidos de campo de Champagneu*. En d'autres termes, l'hôpital des Lépreux tenait en hommage lige une terre située à Champagneux pour le droit récongnitif de propriété de laquelle il payait une redevance de trois sous.

Dans un acte de 1217, un témoin est appelé « Champaneus », sans qu'on voit s'il s'agit d'un nom propre, ou si l'on parle d'un habitant de Champagneux, et même, dans ce dernier cas, une homonymie est possible.

(1) Frère Anselme, qui tenait la comptabilité des revenus assurant la célébration des services les plus récents.

Terminons par quelques détails au sujet d'un acte non douteux, vu les précisions fournies.

Sa date est du 24 avril 1293. Jaquemette la Maréchale, veuve de Matherin de Saint-Michel, vend à l'abbaye d'Ainay un pré situé à Champagneux.

Jaquemata li Mareschauci, relictā quomdam Matherinii de Sancto Michæle Lugdunensis.

Jean de Béchevelin, clerc à Saint-Symphorien, fut un des témoins requis. Le prix est payé en livres viennoises. Les confins sont le pré de Michel de Chaponnay, le pré du seigneur de l'abbaye d'Ainay et la terre de la « Renér ».

Intéressant comme concernant nettement la rive gauche, l'acte l'est aussi du point de vue juridique, à raison de la vente par une femme. Aussi y trouve-t-on rappelé « les exceptions du droit civil et canon » et même le Sénatus-Consulte Velleien.

Au contraire, nous estimons douteux un acte de 1438, 25 juin (hommage). Un témoin est *grangeriis Champagniaci*. Mais est-ce Champagneux ?

L'agglomération lyonnaise s'étend chaque jour davantage dans cette région aussi. Les territoires relèvent soit de la commune de Lyon, soit de celle de Vénissieux. Ce sont les quartiers du Grand-Trou, Saint-Vincent-de-Paul, l'Arsenal, le Moulin-à-Vent.

Ce dernier prend son nom d'un moulin à vent situé jadis comme on le voit sur le plan de Tindo, un peu à l'est de l'actuelle place de Moulin-à-Vent. En 1856, une paroisse y fut fondée par le Père Chevrier et une église moderne a été élevée en 1904. Ce quartier est parfois désigné sous le nom curieux de Sauterelles, du fait d'une invasion de sauterelles qui s'y abattit, il y a quelques années.

Au point de vue de l'histoire locale, on note la découverte de silex taillés et pierres polies trouvés au cours de travaux divers, ainsi que de monnaies romaines (l'une porte l'inscription : VESP. AUG., l'autre : FESTINA AUGUSTA).

A l'avvers de la première est le buste de l'empereur précité, la tête ceinte du diadème dont les pointes s'observent nettement. L'avvers est occupé par une femme, figure symbolique, tenant divers attributs.

A l'avcrs de la seconde est un beau profil de tête de femme; au revers une figure analogue au revers de la première.

Enfin, non loin de l'ancien château, a été découverte une colonne de pierre, analogue à celle qui forme la pierre milliaire de Solaize, mais de dimensions plus réduites. Sauf meilleur examen, cette pierre, qui porte une inscription latine, nous est apparue comme étant la xi^e pierre milliaire de l'ancien tracé de la voie romaine, longeant le Rhône, ou peut-être du compendium.

On sait que ce tracé fut abandonné et reporté plus avant dans l'intérieur des terres, par crainte des inondations. Et, de fait, la pierre précitée offre une caractéristique curieuse à noter : elle porte des sillons profonds causés par le frottement des cordes qu'y attachaient les mariniers pour retenir leurs bateaux. Cet intéressant monument est entreposé dans le musée de la maison de Santé.

Le plan des divers bâtiments en quadrilatères avec plusieurs cours intérieures formant, en son développement moderne, la Maison des religieux hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu, offre un ensemble où l'ancien petit château, partie la plus occidentale, ne représente que la vingtième partie. Mais il est conservé dans la sacristie de la chapelle un tableau représentant, dans sa partie inférieure, l'état primitif des lieux, vers 1835, la partie supérieure étant occupée par la glorification de saint Jean de Dieu, fondateur de l'ordre.

Le château de Champagneux.

Malgré les transformations et surtout les vastes agrandissements par constructions nouvelles jointes aux anciennes, au cours du xix^e siècle, il est facile de dégager, au moins de façon générale, l'ancienne physionomie du château.

Il faut d'abord faire abstraction, en imagination, de tous les bâtiments modernes. Il reste alors une construction carrée, qui n'est pas de très grandes dimensions et dont le caractère est celui du manoir confortable, mais rustique cependant.

La façade principale donnait à l'ouest, orientation assez appréciée, mais que commandait aussi la vue désirée du panorama sur la vallée du Rhône et la descente vers ses rives.

Au rez-de-chaussée s'ouvraient deux salons, dont l'un assez

vaste, plafonnés à la française, aux fenêtres de style Renaissance ; les meneaux sont aujourd'hui enlevés, sauf pour une fenêtre, façade est.

Ces pièces d'apparat s'ouvraient sur une vaste terrasse, un peu en contre-bas, à laquelle on descendait par deux beaux escaliers latéraux, enlevés actuellement, mais dont on aperçoit les traces.

La façade a de chaque côté deux ailes en avancement. Enfin quatre tours carrées flanquent les angles ; d'après les anciens plans, elles étaient surmontées de petites tourelles rondes, à toit conique. (Voir anciens plans et dessins de reconstitution au musée de la maison.)

Le domaine dont les appartenances s'étendaient, il y a un siècle, jusqu'au fleuve, a cédé du terrain pour les voies ferrées, les usines, et perd de plus en plus, du moins dans son cadre, son caractère agreste ancien.

Il y a quelques années, les religieux hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu ont fêté le centenaire de leur installation dans l'ancien château de Champagneux. A cette occasion il fut écrit une petite étude dont nous avons pu obtenir communication d'un extrait que nous publions ci-après :

Le territoire de Champagneux dépendait précédemment du mandement de Béchevelin, et appartenait aux évêques et archevêques de Lyon. L'histoire nous apprend que toute cette rive gauche du Rhône fut longtemps disputée au présidial de Lyon par le Dauphiné, qui prétendait exercer sa juridiction jusqu'aux confins du Rhône.

La date de la construction de Champagneux ne nous est point connue, mais on peut supposer qu'elle remonte au milieu du xv^e siècle.

Nous avons eu la bonne fortune de trouver un plan de 1702 qui nous a permis de nous rendre compte de la situation et de l'orientation du château.

La façade principale n'était pas, comme on serait tenté de le croire maintenant, celle qui donne dans la cour intérieure, mais bien celle qui regarde le Rhône.

Devant il y avait une terrasse munie d'un parapet, avec, probablement, un escalier de chaque côté.

La perspective était alors magnifique.

A droite et en contre-bas, la ville de Lyon ; en face et à gauche, les monts verdoyants ou glacés bordant la vallée du Rhône et de la Saône.

Une immense avenue plantée d'arbres s'étendait depuis le château jusqu'au fleuve.

De cette allée il ne subsiste actuellement qu'une infime parcelle limitée par le mur d'enclos, mais on peut encore en voir la prolongation de l'autre côté de la ligne du chemin de fer et des usines.

Sur le Rhône, presque en face du château de Champagneux, se trouvait le pont Bretet, qui en reliait les deux rives.

Ce pont est actuellement enseveli sous les eaux et cela depuis fort longtemps, puisque en 1700 un ouvrage sur le mandement de Béchevelin fait mention de ce pont Bretet, et signale déjà « qu'il est enseveli et submergé par-dessous le Rhône ».

Des signes mystérieux, des emblèmes gravés sur les murs intérieurs d'une pièce abandonnée témoignent qu'à une certaine époque la franc-maçonnerie a passé par là.

Les francs-maçons ont aussi porté le nom des frères de Saint-Jean, et leur ancienne loge à Champagneux se trouve dans la partie du local à l'ouest.

Au commencement de l'année 1824, le Provincial des Frères de Saint-Jean-de-Dieu en France, Père Jean de Dieu de Magallon, résolut d'acquérir la propriété de Champagneux. Ce Provincial était autrefois capitaine d'état-major, chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre Stanislas de Pologne, qui, à la bataille de Wagram, se battit comme un lion au milieu de la mêlée, sous le regard même de Napoléon, et le soir se distingua aux ambulances, assistant les mourants et soignant les blessés.

M. Delasalle était alors propriétaire du château et du manoir de Champagneux, qu'il avait acheté conjointement avec M. Layat à la famille Laurencin, de Jonage.

Il voulut bien consentir à la vente ; l'acte nécessaire fut alors rédigé et signé le 30 avril 1824.

CHAPITRE X

Béchevelin

§ I^{er}

Notions générales

M. RICHARD, de la Société de Géographie de Lyon, a bien voulu nous faire parvenir deux clichés intéressant Béchevelin et la Guillotière.

Le premier est la reproduction d'un ancien plan longtemps conservé à la Guillotière et représentant le bourg dans son état ancien. Cette carte rappelle celle dressée par Mornand. De tels documents sont précieux pour l'étude topographique du bourg, mais ne peuvent être utilisés sans de nombreuses rectifications. Certains érudits ont reproché à des historiens les ayant utilisés de « n'avoir pas essayé de rectifier les proportions grossièrement inexactes ». Il faut aussi, sur beaucoup de points, se contenter de conjectures, mais les données fournies, comparées aux plans modernes et au texte de Tindo, seront la base de sérieux progrès.

Il ne nous est pas possible dans cet exposé d'entrer dans une grande analyse. Ajoutons que le second cliché représente un plan de la place de la Croix, il y a un siècle. La croix y est érigée. On voit aussi dans ce document, dressé par les services de la Préfecture, l'indication de l'ancien cimetière.

Voici quelques indications supplémentaires concernant le plan, puis la carte :

Plan géométral de l'ancien cimetière de la Guillotière et des

alentours destiné à la formation d'une place publique. — L'ancien clocher, démolí depuis longtemps, était situé à la hauteur de la rue de Turville, d'après les indications du plan. A quelques mètres en avant se dressait la croix sur un piédestal, elle donnait son nom à la rue, se dirigeant à l'ouest sur Lyon (actuelle grande rue de la Guillotière). Le plan a été vu par le préfet du Rhône, en 1833. Le visa est signé Gasparin. L'échelle est de 1 à 250. A l'est de la croix divers terrains ont été acquis par la commune de la Guillotière, pour être cédés à la voie publique.

Puis venait l'ancien cimetière, parcelle E sur le plan. C'est aujourd'hui le terrain formant la place Victorien-Sardou.

Sur ce document, la route de Grenoble est appelée « Route Royale de Grenoble à Lyon » et la route de Crémieux, « Route départementale de Crémieux à Lyon ». Notons en terminant, que le plan a été vu au Comité de l'Intérieur, par le rapporteur, signé : Ch. de Viavielle.

La carte est appelée : « Carte de la Guillotière et du Mandement de Béchevelin, province du Lyonnais ». Elle fut, selon une mention du maire de la Guillotière, Lorat, le 24 octobre 1809, longtemps conservée dans les archives de la mairie. La signature du maire est légalisée. On voit sur le plan la grange de Margnole, rive droite du Rhône, en face rive gauche, la Tête-d'Or, Bellecombe, la Part-Dieu, carrefour trêve et croix de Simandre (place des Maisons-Neuves), Montchat, Chaussagne, Saint-Alban, tour de Béchevelin, la Buyre, la Madeleine, la Motte, Petite-Motte, la Colombière, Grange-Rouge, trêve de la femme morte, etc., etc.

Sur la rive droite, mentionnons Oullins et Pierre-Bénite.

Ces deux clichés sont conservés aux archives de la Société d'Etudes d'Histoire de Lyon.

Bibliographie spéciale :

Mandement de Béchevelin, par STEYERT, 1880.

Lyon : Vieux souvenirs, par Paul SAINT-OLIVE, 1877.

Notre-Dame de Béchevelin, par Louis DE CISSEY.

Notice sur le territoire de la Tête-d'Or, par Paul SAINT-OLIVE, 1860.

Plan général du bourg de la Guillotière, mandement de Beschevelin, levé en 1707, par le sieur Mornand, seindict des pauvres dudict bourg.

Le village de Bèche-en-Velin porte un nom qui le fait rapprocher de celui de Vaulx-en-Velin. On pense que le Velin était un nom générique donné à toute la plaine de la rive gauche. A l'appui de cette idée, on peut citer quelques autres noms de lieu, comme celui de Combe-Velin, dans la banlieue sud. Quant au terme « Bèche », il désignerait quelque établis-

sement en rapport avec le fleuve, probablement port ou pont.

Le village de Béchevelin était aussi chef-lieu d'un territoire, celui du Mandement de Béchevelin. Dans l'enchevêtrement des droits réels et personnels de l'époque médiévale, qui connut des fractionnements de la suzeraineté et de la propriété, on trouve, sur ce territoire, l'influence des seigneurs de Vaulx-en-Velin, et l'agglomération possède une église, dédiée à saint Jean, et une sorte de tour ou château, située à l'emplacement déterminé par l'intersection des rues actuelles dites de Marseille et de l'Université.

A ces deux derniers villages de Champagneux et de Chaussagne succéda une nouvelle agglomération, celle de Bèche-en-Velin (1210 à 1562). Certains auteurs se sont livrés à de savantes dissertations pour expliquer l'abandon des deux vieux villages et la création du nouveau centre. La meilleure explication semble être d'ordre économique : la population se multipliait et se rapprochait de la ville, peut-être parce que les crues du Rhône qui rendaient jadis ces terrains difficilement habitables commençaient à être combattues.

Le village de Béchevelin dura de 1210, date de la première mesure qui en prépara la création, jusqu'à l'année 1562, qui est celle de sa décadence à peu près complète. Il fut ruiné par la création du bourg nouveau de la Guillotière, établi à l'entrée du pont du Rhône, où la population se porta.

Il était situé dans le quartier actuel de la Vitriolerie, rue de Marseille, rue de l'Université et église Saint-André de la Guillotière.

La population s'était rapprochée du Rhône, en venant de Chaussagne et de Champagneux.

Béchevelin peut nous apparaître comme une transition entre les anciens villages ruraux et le bourg, faubourg de grande ville, comme le sera la Guillotière.

Outre la vie générale du village proprement dit, on peut étudier celle de son importante église paroissiale Saint-Jean-de-Béchevelin, qui fournira d'importantes conclusions d'histoire, la vie civile n'ayant pas alors pris, comme de nos jours, une importance distincte et propre.

Il fut aussi édifié à Béchevelin un château, plus exactement une tour, dont l'étude est également intéressante et dans laquelle fonctionnera une fabrique de pièces de monnaie dont

eut à s'occuper l'Administration royale. Enfin, après la disparition du village, curieuse survivance, apparut un culte marial, Notre-Dame de Béchevelin ; il eut ses heures de célébrité, à caractère très populaire. Il a été recueilli, de nos jours, dans l'église Saint-André de la Guillotière.

Signalons aussi que Béchevelin fut le siège d'une division administrative, appelée le « Mandement de Béchevelin ». Une rue, tracée sur l'ancien territoire de cette agglomération, en porte encore aujourd'hui le nom.

Béchevelin était possession du Dauphiné, mais, à raison de sa situation, cette possession fut un sujet perpétuel de contestation avec les autorités de Lyon, il y eut des décisions judiciaires contradictoires, dont certaines ne reçurent pas d'exécution. On verra, plus loin, qu'un jugement de 1479, resté sans effet, fut confirmé par un arrêt de 1701. Et longtemps, le sentiment populaire continua d'attribuer cette circonscription au Dauphiné.

Enfin, on peut suivre, à Béchevelin, le développement de formations hospitalières que la charité de nos pères multipliait partout.

Dans les textes concernant Béchevelin, il est aussi fréquemment question de « Béchevelin » que du « mandement de Béchevelin ». La question du mandement et de sa définition se pose ainsi devant nous, sans que nous puissions y faire grande lumière.

A différentes reprises, au cours de ce travail, il a été question de mandement, division territoriale intéressant divers lieux (V. chapitre des voisins de Villeurbanne). C'est ainsi que les paroisses de Vaulx et Villeurbanne formaient un unique « mandement ». On dit aussi que le mandement de Béchevelin comprenait les deux paroisses de Champagneux et de Saint-Jean de Béchevelin.

L'exemple est bon pour Vaulx et Villeurbanne. Il nous semble moins exact pour Champagneux et Béchevelin, car si l'évolution historique nous est nettement apparue, la paroisse de Béchevelin a remplacé celle de Champagneux mourante et n'a pas eu pour but de former mandement avec elle.

Quoi qu'il en soit, qu'est-ce qu'un mandement ? Groupement de paroisses, dira-t-on, sans préciser beaucoup, car la paroisse a jadis le double caractère de la paroisse moderne

et de la commune. Il est donc difficile de dire si ce groupement a un caractère purement religieux ou civil.

S'il est civil, quel est son caractère ? Est-ce la circonscription d'une juridiction ? Nul texte ne nous a donné des précisions sur ce point.

La lumière pourrait plus facilement venir sur ce mandement de Béchevelin, assez riche en archives. Mais il nous a semblé qu'il était surtout question d'une châteltenie et de son juge, qui apparaît souvent, et c'est alors une pièce du système féodal, sans qu'une relation apparaisse avec le mandement.

On pourra aussi méditer le texte assez bref de l'ordonnance de 1678 parlant des distinctions des diverses juridictions : on y lit que la chapelle annexe de la Madeleine et l'église de Notre-Dame-des-Grâces sont de même *mandement* et de même justice, savoir de la justice temporelle de l'archevêché ; elles sont aussi de même taillabilité, mais avec une distinction indiquée au texte.

L'origine de Béchevelin se place lors de la construction du château. Elle fut l'œuvre de l'Archevêque de Lyon, Jean de Bellesme, qui détenait l'autorité temporelle dans notre ville :

« *Castrum juxta ripam Rhodani sumptuose a fundamentis edificavit (Severt, Chronologia... aristitum Lugdunensis archiepiscopatus, p. 260. Obituaire de Saint-Jean).*

Dans le système primitif (que nous retrouverons pour le château de la Motte), on érige un monticule artificiel, sur lequel on construit une tour, avec enceinte crénelée.

Renaud II de Forez, successeur de Jean de Bellesme, obtint la cession d'un péage, *Pedagium de Bechivelley n a Philippo imperatore Romanorum obtinuit et impetravit*. On voit que l'Archevêque dépendait de l'Administration du Saint-Empire romain-germanique (Vienne). (LA MURE, *Hist. des Bourbons et Comtes du Forez.*) Renaud gouverna de 1193 à 1226.

L'Archevêque fit bâtir, auprès de la tour, une petite église, sous le vocable de Saint-Jean de Besche-Vilain, et l'abbaye d'Ainay une chapelle, sous le vocable de la Magdeleine. L'ancien tracé de la voie romaine passait, sous le nom de *compendium Viennæ*, vraisemblablement sur le territoire de la

paroisse. En 1210, on donna à Aimery ou Aimandrie, abbé d'Ainay, deux verchères, pour une église et un cimetière. (1210 G., cartulaire d'Ainay, Mss., f° 30, v° titre.) L'archevêque Renaud donna ce terrain gratuitement. *In Elemosynam duas vercherias prope castrum de Bechivellein ad ecclesiam et cimiterium in eis faciendum.* (V. N.-D. de Confort, *sanc-tuaire des Frères Prêcheurs, à Lyon*, par R. P. FONTALÉRANT. Lyon, 1875, in-8.) En 1216, la nouvelle église remplaça celle de Champagneux. C'est l'avènement économique du nouveau centre et la mort de l'ancien village, dont l'église aurait disparu vers 1250.

Indiquons que certains auteurs ont pensé que ce château défendait un pont de bois, se plaçant dans l'axe de l'actuelle rue Sainte-Hélène, dont la présence semblerait aussi attestée par une recluserie, qui devait devenir le monastère de la Visitation où mourut (1622) saint François de Sales (rive droite du Rhône). A vrai dire, les documents certains font défaut et la discussion des autres preuves, savantes ou trop subtiles, est impossible dans ce court exposé.

En 1550, on voyait encore des restes importants de cette tour, qui disparut vers 1620. Certains ont cru que, dans cette tour, on enfermait divers condamnés des juridictions de l'époque. La tour était située sur les bords du fleuve (intersection actuelle des rues de l'Université et de Marseille), en face du bourg d'Ainay, alors points de jonction du Rhône et de la Saône (actuelle rue des Remparts-d'Ainay). L'ingénieur Perrache devait, plus tard, reporter le confluent à l'emplacement que nous connaissons.

Le château de Béchevelin possède même une fonction remarquable : celle de fabriquer de la monnaie.

Vers 1365-1375, période de l'archevêque Charles d'Alençon, on frappe des monnaies en son nom, portant K. R. O. L. ou un K surmonté d'une mitre ou entre deux lis. Or, ces pièces imitaient les monnaies royales. C'est pourquoi, en 1373, l'Archevêque fut invité à cesser l'émission des copies de la monnaie royale qu'il avait fait forger, depuis quatre ans (1369-1373), en son château de Bèchevilain (1).

(1) V. la fin du chapitre. Consulter, à la Bibliothèque de l'Université de Lyon : *Numismatique du Moyen-Age et moderne*, 4 vol. T. I, p. 371. V. aussi p. 367.

Bèche-en-Velin devint, par contraction, Béchevelin. Ce nouveau centre n'est pas, comme les trois anciens, un pauvre et modeste village rural. Son église semble avoir été importante et, près d'elle, se trouvait une tour, avec enceinte, constituant une sorte de château. En outre, Béchevelin est chef-lieu d'une organisation administrative, le *Mandement de Béchevelin*. Enfin, quand ce centre fut disparu, sur son emplacement se développa, dans des conditions fort curieuses, un petit sanctuaire marial : *Notre-Dame de Béchevelin*.

L'emplacement de Béchevelin (église, tour ou château, et habitations) était situé à l'intersection actuelle de la rue de Marseille et de la rue de la Vitriolerie (actuellement rue de l'Université). Une rue proche, ancienne, porte le nom de Béchevelin et le culte de Notre-Dame de Béchevelin est conservé dans l'église voisine de Saint-André.

Sur l'emplacement du village fut édifiée, au début du XIX^e siècle, une fabrique de produits chimiques : la *Vitriolerie*, dont les bâtiments furent longtemps les seuls dans cette région. Le quai Claude-Bernard et la rue de l'Université portèrent jadis le nom de quai et rue de la Vitriolerie. Un fort de l'enceinte ancienne porte aussi ce nom.

Quand le centre de Béchevelin disparut, en 1562, il n'y avait alors, aux dires du rédacteur de l'Ordonnance de 1678, qu'un seul autre village existant, sur la rive gauche, celui de Villeurbanne. Saint-Alban n'était déjà plus qu'une chapelle de secours.

Mais, peu d'années après 1562, un nouveau bourg se forma et s'accrut rapidement, celui de la Guillotière, au débouché du nouveau pont.

En notant l'exécution du pont Morand, l'extension de la ville au delà du Rhône et l'envahissement des constructions, dès le début du XIX^e siècle, dans les Brotteaux, dans la Prairie, on aura ainsi une vue générale du cadre historique et géographique dans lequel s'est accomplie l'évolution du centre de Béchevelin que nous allons maintenant étudier de plus près.

*
* *

Deux questions intéressant le Mandement de Béchevelin, celle de ses limites et celle de ses paroisses, ont été étudiées

par STEYERT, dans un opusculé de 44 pages (Lyon, 1876), dans lequel sont données quelques explications importantes.

Ses limites ont été tracées par TINDO :

« Nous nous transportasmes sur lesdites limites, et premier au lieu du lac d'Oysel, qui est la première limite de ladicte chastellenie, de la partie dont vint le fleuve du Rosne et près d'iceluy Rosne, auquel lieu se trouvèrent pareillement plusieurs des habitants de ladicte chastellenie... lesquels.. nous disirent... que ledit lac d'Oysel (1) estoit le commencement des limites et départies de ladite terre, chastellenie et seigneurie de Béchevillain et du pays du Dauphiné ; en tirant dudit lac d'Oysel, l'endroit de certains foussez anciens qui viennent frapper jusque audict lac au travers du Rosne, à certaine vieille muraille, où souloit avoir une grange, comme on dit, laquelle grange on appelloit la grange de Marignolles (2), qui estoit des appartenances de l'hospital Sainte-Catherine (3) de Lyon ; et aussi tirant entre les deux justices ou fourches patibulaires de Lyon et de Bresse, qui sont entre Rosne et Soone près l'une de l'autre, et l'une en Lyonnais, l'autre en Bresse, et dudit lac d'Oysel nous transportasmes... tirant tout droit au lieu appelé le Moncelet, qui est une petite mothe de terre, estant joignant un chemin par lequel on va de Lyon à Ville-urbanne ; et dudit lieu du Moncelet, nous transportasmes en tirant tout droit à ung carrefour où souloit avoir une croix de bois, ainsi que aucuns... ont deposé et lui avoir veue, où encore appert certaine pierre en terre où ils dyent ladite croix avoir été autrefois plantée et affichée, vulgairement appelée la Croix de Symendres (4) ; et dudit carrefour nous transportasmes par le chemin par lequel on va de Lyon à Genas jusques au boys de Montchal (5) et dudit chemin par un autre petit chemin traversant le hault desdits boys de Monchal et tirant à un carrefour estant au chemin par lequel l'on va de Lyon à Braon, appelé ledit carrefour le Rempaut de Chassaignes ouquel à une croix de bois estant en ung buisson ; et, d'icelle croix et chemin tirant tout droit par ung vieulx chemin à ung autre carrefour estant ou grant chemin par lequel on va de Lyon à Grenoble, ledit carrefour éppelé la Vieille-Morte, et disoient nancuns... ledit carrefour estre ainsi éppelé parce que autrefois fut illec trouvé une femme morte qui fut enterrée soubz un nonceau de petites pierres estant oudit carrefour. Et dudit

(1) ? (Luizet - Croix-Luizet).

(2) Toutes les difficultés du texte ne sont pas élucidées. Le nom de Grange de Margnole est porté par un chemin près Saint-Clair.

(3) Le nom de Sainte-Catherine est porté par une œuvre dans la rue Sainte-Catherine, proche des Terreaux, rappelle le souvenir. Belle statue de la sainte, à l'angle nord-ouest de la place des Terreaux.

(4) Actuelle place des Maisons-Neuves.

(5) Bois de Montchat, Lyon, 3^e arrondissement.

carrefour tirant tout droit au lieu éppelé les Tures ou Tureaux, estans près d'iceluy carrefour qui sont certaines grans foussez et foussez à grans et haults gietz de terre, auqule lieu aucuns des dessusdits disoyent avour autrefois oy dire que, ou temps passé avoit eu ilec un ost ou armée de Sarrazins qu'ils avoient faits lesdits foussez pour eulx retirer et fortifier ; et desdits tures ou tureaulz, en tirant au long un grant foussé à giet double qui dure d'ilec jusques au grant chemin par où l'on va de Lyon à Vienne, et par ledit grant chemin, depuis le bout desdits foussez, nous transportasmes jusques à une croix de boys qui est à un carrefour éppellée la Croix de Saint-Fons, au droit de laquelle Croix passe au travers dudit grant chemin d'entre Lyon et Vienne, ung autre petit chemin éppellé la Voye-Bouveresse (1) qui descent de ladicte Croix Saint-Fons aux isles du Rosne ; et par laquelle voye Boveresse, nous transportasmes jusques esdites isles et par icelles isles jusques à l'eau du fleuve du Rosne, à l'entrée desquelles isles se finit et deffault ledit chemin ou voye Boveresse. Mais tous les dessusdits disoyent que ladicte terre et chastellenie de Béchevelain s'extendoit en tirant tout droit de ladicte voye Boveresse au travers desdites isles du fleuve du Rosne, au droit d'une grosse pierre ou rocher qui est oultre ledit Rosne du cousté de royaume (2) qu'on appelle Pierre-Beneiste (3).

Telle est la limite tracée par TINDO, entre la province de Lyon et le Dauphiné. Sous des noms vieilliss, c'est en somme la limite actuelle de la ville de Lyon et des communes du canton de Villeurbanne, sur la rive gauche du Rhône, cette dernière dérivant historiquement directement de la précédente.

Quant à la question des paroisses, nous la croyons simplifiée par l'observation que, dans le mandement, on aurait placé la paroisse de Chaussagne et celle de Saint-Jean de Béchevelin. Or, deux remarques annulent, à notre sens, l'intérêt de cette recherche :

La paroisse de Béchevelin a succédé à celle, en ruine, de Chaussagne ; le « mandement » se réduit alors à une seule paroisse, celle de Béchevelin.

On ne sait pas à quels intérêts se rattachait le « mandement », groupe de paroisses.

(1) Voie pour le passabe des bœufs.

(2) Rive droite, côté du Royaume de France, par opposition au Saint-Empire.

(3) Pierre-Bénite (Rhône).

La Vitriolerie

On donne vulgairement le nom de Vitriolerie à des bâtiments peu reluisants compris dans le quadrilatère formé par les rues de Marseille, Béchevelin, Montesquieu et, précisément, de la Vitriolerie. Ces bâtiments existent toujours, bien qu'une affectation nouvelle soit recherchée.

Ils furent longtemps ceux d'une célèbre fabrique de produits chimiques, qui leur donna ce nom.

Le vitriol (du latin *vitrum*, *verre*) est l'ancien nom des sels appelés aujourd'hui sulfates.

Comme on le lira plus loin, c'est dans ce sol proche de la rue Béchevelin, par conséquent du premier tracé de la voie romaine de la rive gauche, reporté plus tard, à cause des inondations, sur le tracé de l'actuelle route de Vienne, que furent découverts de remarquables débris datant de l'antiquité.

Ce sol fait même toujours l'objet de fouilles, entreprises par M. le professeur Germain DE MONTAUZAN. Ces recherches n'ont pas encore donné de nouveaux résultats. La terre est fortement imprégnée des divers liquides qui ont séjourné à la surface, les fouilles en sont rendues, nous a-t-on dit, très difficiles.

C'est non loin de la Vitriolerie qu'il y a quelques années ont été édifiés les nouveaux bâtiments des Facultés.

Ce nom de Vitriolerie fut jadis celui de tout le quartier, avant la construction, vers 1890, des bâtiments de l'Université. Il fut porté par le quai, dénommé, dans la suite, Claude-Bernard, et par la rue actuelle de l'Université. Il est resté à une petite rue voisine, ainsi qu'à un fort, transformé, de l'ancienne enceinte de la ville, situé sur la rive gauche du fleuve, non loin du pont du chemin de fer desservant la gare de Perrache.

On peut encore visiter ce qui reste de l'usine de la Vitriolerie.

Le vaste quadrilatère compris entre les rues de Marseille, des Trois-Pierres, de Béchevelin et petite rue de l'Université (anciennement petite rue de la Vitriolerie) a une superficie

de 4.500 mètres carrés. Il est entouré de murs assez bas et de quelques bâtiments et hangars. L'aspect actuel est assez lamentable. L'usine de produits chimiques n'existe plus. Une société civile « de Béchevelin » aurait été constituée pour l'allotissement et la vente du terrain. Le prix demandé serait de 160 francs le mètre carré. Encore faut-il tenir compte du projet de la Ville de prolonger l'avenue Félix-Faure, qui modifierait la situation, peut-être l'améliorerait.

Vers 1922, terrain et bâtiments divers ont été loués, en bloc, par l'intermédiaire d'un régisseur de notre ville, à un particulier, pour un prix annuel de plusieurs milliers de francs, et ce dernier fait des sous-locations à titre d'entrepôts, garage, etc... Il a même dû apporter diverses améliorations bien indispensables dans l'état actuel des lieux.

On a parfois été d'avis qu'il y aurait là une excellente occasion de créer une place publique avec square, ce qui donnerait à la fois hygiène et plus-value à ce quartier si peuplé.

Notons, au point de vue histoire locale, que, dans le but de faire de nouvelles découvertes archéologiques, comme celles que nous relations plus haut, des fouilles sont pratiquées sur le terrain ; à divers emplacements, d'assez vastes excavations ont été creusées, sans résultat important à ce jour. Ces fouilles sont d'ailleurs rendues très difficiles, à raison de la nature alluvionnaire du terrain et de la présence de l'eau à faible distance, et à raison aussi du fait que le sol est très imprégné d'acides, restes des anciennes fabrications de l'industrie fondée en 1803.

Il y a quelques années, de nouvelles recherches furent entreprises.

M. P. FABIA, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon, a bien voulu nous faire savoir que ces recherches ont été constituées par quelques sondages effectués par son collègue et collaborateur, M. Germain DE MONTAUZAN, d'accord avec M. Victor CAMBON, propriétaire du terrain, sur l'emplacement de l'ancienne Vitriolerie.

Mais ces recherches furent bientôt délaissées, sans avoir donné aucun résultat, parce qu'un liquide corrosif, dont le sous-sol était saturé, rendait dangereux le travail pour les ouvriers.

Au cours d'une visite sur le terrain, nous avons pu, en effet, nous rendre compte de la difficulté que rappelle M. le professeur FABIA. Un lotissement de cette superficie est en cours et les travaux de fondation qu'il faudra bien effectuer pour les futures constructions, amèneront, peut-être, de nouvelles découvertes.

Nous lisons, dans une notice consacrée par M. J. COIGNET, alors secrétaire du Syndicat Commercial et Industriel de Lyon (1894), à l'histoire de la fabrication des produits chimiques à Lyon, les intéressants détails ci-après, qui nous rappellent les origines de cette importante industrie dans notre région, ainsi que les difficultés administratives et économiques qu'elle a dû surmonter, enfin, les importantes découvertes d'ordre archéologique faites sur l'emplacement de l'ancien tracé de la voie romaine, qui ont suscité de nouveaux espoirs motivant la continuation de fouilles rendues difficiles par l'état actuel des lieux (1).

L'acide sulfurique est le plus important des produits chimiques : il est employé dans la plupart des industries chimiques ; aussi a-t-on pu dire avec raison que la consommation d'acide sulfurique mesure, avec celle du fer, l'activité industrielle d'une nation.

Connu dès le x^e siècle par les alchimistes, il est d'abord préparé sous le nom d'huile de vitriol pour la distillation du sulfate de fer (vitriol). Au xvii^e siècle, Sala le prépare par la combustion du soufre dans des vases humides ; puis Lémery perfectionne le procédé en mélangeant du salpêtre au soufre. Ward établit, d'après ce procédé, à Richmond, près de Londres, une fabrique qui livra l'acide à 6 fr. 20 le kilo. En 1746, Rœbuck et Gæbett remplacèrent les ballons de verre par des chambres de plomb, ce qui fit tomber le prix à 0 fr. 50 le kilo, et fit de l'acide sulfurique un produit industriel.

La première usine de France où l'on employa les chambres de plomb fut établie à Rouen, en 1766, et c'est dans cette usine que l'ingénieur de La Palice injecta le premier de la vapeur d'eau dans les chambres pendant la combustion du soufre (1774). En 1806, Clément et Désormes purent, en introduisant aussi de l'air dans les chambres, réduire considérablement la consommation du nitre, et enfin on arrive, en 1811, à la combustion continue. En

(1) Notice sur l'histoire de la fabrication des produits chimiques à Lyon, extraite du volume de 139 pages, édité par le Syndicat commercial et industriel de Lyon. Travaux de la Chambre syndicale (1873-1893). *Notice historique sur l'industrie des produits chimiques à Lyon*, Lyon, Imprimerie du « Salut Public », 1894.

1817, Longchamp substitue le nitrate de soude au salpêtre. En 1835, Gay-Lussac arrive à recueillir les vapeurs nitreuses par l'acide sulfurique concentré, et en 1861, Glover établit sa tour pour concentrer l'acide. Tels sont les divers perfectionnements qui ont constitué l'industrie de l'acide sulfurique au soufre.

Cette industrie, à Lyon, est exercée par la Société Jalabert et C^{ie}, dont l'usine a été fondée en 1803 et que tout le monde connaît à Lyon sous le nom de la Vitriolerie.

En 1803, un sieur Oblette acquit, au territoire de Béchevelin, commune de la Guillotière (derrière l'Ecole de Médecine actuelle), des bâtiments et terrains pour y établir une fabrique d'acide sulfurique. A cette époque, dans un rayon de près d'un kilomètre, il n'existait pas une seule maison ; l'usine était entourée de broussailles et de marécages périodiquement submergés par le Rhône.

Quelques années après, Oblette céda son industrie à Bouvier, son gendre.

En 1814, l'armée autrichienne campa dans ces terrains et livra l'usine au pillage ; Bouvier, qui avait cependant pris la précaution d'enlever de son usine les plombs, chaudrons et appareils divers, ne put se relever de ce désastre et tomba en faillite.

Le syndic de cette faillite, un sieur Colin, se rendit acquéreur de l'usine et la remit en activité.

En 1827, Colin, en butte à l'hostilité des propriétaires voisins, fut assigné devant le Conseil de préfecture, qui se déclarait incompétent. Les poursuites cessèrent pour être reprises dix années plus tard.

A cette époque, Colin avait dû liquider à son tour, et son usine avait été achetée par MM. Estienne et Jalabert, ses créanciers, pour une somme de 170.000 francs.

Après d'interminables débats au Conseil de préfecture, un rapport du Conseil de salubrité, une requête au Ministre et un appel au Conseil d'Etat, une ordonnance fut rendue, par laquelle Estienne et Jalabert étaient autorisés à continuer leur fabrication, sous conditions de certaines améliorations qui consistaient dans la création : d'une sixième chambre de plomb pour recevoir les gaz sulfureux, d'épurateurs à la chaux pour les absorber, de fours où ils se dissociaient avant d'être enlevés par une cheminée haute de 40 mètres.

Toutes les plaintes cessèrent jusqu'au jour où fut tracé le chemin de fer de Lyon à Marseille, dont l'embarcadère devait se trouver sur le terrain de Béchevelin (1847).

A cette époque, l'usine possédait déjà, depuis plusieurs années (depuis 1841), un alambic en platine pour la concentration de l'acide sulfurique, installation qui avait succédé aux batteries de cornues de verre. On fabriquait, en outre, de l'acide muriatique, du sulfate de soude, de l'acide nitrique ; plus tard, on y ajouta la production du chlorure de chaux.

L'acide muriatique était obtenu dans de grandes cornues en verre, chauffées au bain de sable. Quelques années plus tard, on construisit des fours à cuvette de fonte garnis de plomb, avec four latéral à réverbère, pour la calcination. Les fours à moufle, actuellement employés, ne furent établis qu'après 1870.

En 1849, l'autorité supérieure, sous prétexte que l'usine avait interrompu la fabrication en 1814 et 1815, et rompu la prescription qui s'attache aux établissements antérieurs à 1810, ordonna sa fermeture. L'établissement resta vingt mois sans pouvoir travailler ; mais, en 1851, l'ordonnance fut rapportée et le bénéfice de la loi de 1810 définitivement acquis à cette fabrique.

Depuis cette époque, les successeurs de MM. Estienne et Jalabert, la Société Jalabert et C^{ie}, purent continuer l'exercice de leur industrie qui comprend la fabrication des acides sulfuriques au soufre, sulfate de soude, acide chlorhydrique, sulfites et bisulfites de soude et de chaux, acide sulfureux, sulfate de cuivre, etc...

En 1869, en faisant, à six mètres de profondeur, des fouilles pour la cheminée monumentale actuelle, les ouvriers mirent au jour une grande quantité de pierres tumulaires, de la période gallo-romaine, couvertes d'inscriptions. On peut reconstituer totalement un monument funèbre, avec ses inscriptions et son sarcophage, représentant le triomphe de Bacchus. La Société Jalabert fit hommage de ces inscriptions et de ces sculptures au musée de Lyon, où elles figurent au musée des antiquités. Les bâtiments de l'usine s'élèvent sur le passage de la voie romaine qui conduisait de Lyon à Vienne et qui était bordée de tombeaux.

Vers 1877, existait encore, derrière l'usine, une ruelle large de trois mètres, tortueuse et incommode, bordée de misérables masures et qui, dans l'argot de la Guillotière, était ornée des surnoms les plus naturalistes. Le tracé capricieux de cette sorte de sentier indiquait bien qu'il serpentait autrefois sur le bord d'une lône du Rhône : c'était là le chemin de Béchevelin. Au moment où furent décidés l'élargissement et la rectification de cette ruelle, la Société Jalabert et C^{ie}, propriétaire des deux côtés sur une longueur de plus de 125 mètres, offrit à la ville tout le terrain nécessaire à cet élargissement ; c'est grâce à ce don qu'un des plus mauvais recoins de la Guillotière a pu être assaini. Les derniers vestiges de la vieille ruelle de Béchevelin, entre la rue de la Vitriolerie et la rue du Rhône, ont disparu en 1893.

§ II

Les textes

La question de Béchevelin est aussi vaste que compliquée et obscure. Aux dires de STEYERT, c'est un des plus difficiles

problèmes de l'archéographie lyonnaise ; encore cet auteur, pour ne pas obscurcir davantage les recherches, en avait-il ôté tout ce qui touchait à Villeurbanne.

Quelques auteurs en ont tenté l'étude :

COCHARD : *Guide du Voyageur*.

BROSSETTE, Paul SAINT-OLIVE, *Revue du Lyonnais*, 3^e série, t. XIX, p. 501.

A. STEYERT : *Le Mandement de Béchevelin. Ses limites et ses paroisses*, Lyon, Vingtrinier, 14, rue du Bourg-Chanin, 1876, 44 pages.

*
**

Le mandement, nous le rappelons, était un groupe de paroisses. On a voulu y voir Chaussagne et Béchevelin, si cet accouplement est possible. On a parfois aussi fait grand état des limites de TINDO.

Après les notions générales, nous présenterons une analyse de textes de chartes.

Etymologiquement, la forme ancienne est Bêche-en-Velin (Cf. Vaulx-en-Velin, etc.). Quant au mot Bêche, il se rapporte vraisemblablement à une institution en rapport avec la vie du fleuve, probablement bac, pont, moyen de passer le fleuve (v. plus loin le *pedagium*, péage). Le terme Velin est le nom générique de la rive gauche ; il s'étend, dans les chartes, de Béchevelin à Saint-Priest, qui est aussi « en Velin ».

On a donné diverses explications du terme « Velin », rappelées par ailleurs.

Il existe diverses orthographes altérées, latines ou françaises, de ce nom. (V. plus loin.)

En 1479, c'est sur la question de la possession de la châteltenie de Béchevelin que TINDO travailla. Des plans furent plus tard dressés. L'affaire des habitants de la Guillotière fut héritière morale des titres de Béchevelin.

*
**

C'est à l'archevêque Jean aux Belles-Mains (De Bellesme, *De Bellis Manibus*) que la tour-château doit sa création, d'après une série de textes que nous allons résumer, complément des précédentes indications.

En 1180, ce prélat occupa le siège de Lyon. En 1193, il se retira à la Chartreuse de Portes, du consentement du pape Célestin III, après avoir fondé le chapitre de Fourvière. Il mourut en 1200. (V. *Gallia christiana*, IV, etc.)

De lui, les chartes nous disent : « *Castrum juxta ripam Rhodani sumptuose a fundo ædificavit* ». M. GUIGUE dit que ce château est celui de Béchevelin.

En 1210, on note une « *donatio in elemosinam duarum verchariarum sitarum prope castrum de Bechiveleyn facta abbati et monasterio predictis* » (Ainay). Cette donation est faite par le R. P. Arch. de Lyon, *pro ecclesia et cimisterio ibidem construendis*.

De 1193 à 1226 (V. CHANTELAUZE), le siège archiépiscopal fut occupé par Renaud de Forez. Actif administrateur, il accomplit diverses œuvres *et pedagium de Bechivelleyne a Philippo, imperatore Romanorum, obtinuit et impetravit* (Ob. Eg. Lyon).

Les mots latins concis et précis montrent que les empereurs du Saint-Empire exerçaient une domination assez effective sur la rive gauche, ce qui doit faire ranger dans le domaine de la phraséologie les habituelles affirmations de diverses histoires régionales parlant de la vague et lointaine suzeraineté exercée sur nos contrées par les Césars allemands.

Du 5 décembre 1250, nous possédons le testament de Pierre de Beynost, prêtre, qui fut enterré à l'Île-Barbe. Il légua à la maladrerie *ultra Rhodanum, juxta Bechevillenc*, 5 sous (*relinquo V solidos*).

En 1257, Humbertus de (?) Menis est *castellanus* de Béchevellein.

Bechevellein (Humbertus de Meons *castellanus* de) au gr. cart. d'Ainay, t. II, p. 76, nous trouvons un acte d'octobre 1257, qui débute ainsi : « Nos, Humbertus, de Meons, *castellanus* de Bechevellein, notum facimus universis presentes litteras, inspecturis... » L'acte est passé entre Guillaume, économe de l'abbaye, et Jacquemeta, venu de Dorantet Asinarius, et Jeannette, leur fille (Guillelmo, *pitanciarario* Athanacensi, ex una parte, et Jacquemeta relicta (1) Duranter Asinarii, et Soliarmeta, filia eorumdem, ex altera...). Il s'agit d'une vente « dicto *pitanciarario* (2) Athanacensi

(1) Veuve. Cf. dans de vieux actes, « relaissée », mulier.

(2) *Pitanciararius*. Littéralement, celui qui assure la pitance, l'économe.

et suis imperpetuum, pro justo precio duodecim librorum viennensium sibi numeratum a dicto pitanciaro emptore ». On vend « duas plantatas vinæ sitas in campo magno secus viam de Chacioigne (? Chaussagne).

Dans des chartes de 1260, il est parlé des « *terrarum sitarum versus Bechivellein... aquam fluit... Bechivellent... contra homines... brotellis (broteaux)... contra castellum de B.* » (V. *Cart. Ab. Ainay*, pp. 428 à 431.)

Dans un acte du 17 novembre 1250, « *de confirmatione omnium prioratum, ecclesiarum, reddituum, jurium et decimarum ac libertatum possessionum, rerum et bonorum ad dictum monasterium Athanacense (Ainay) pertinentium ubicumque de omnibus pertinenciis et juribus dicti loci* », on voit que l'église de Béchevelin y est comprise, avec tout ce qui s'y rattache... « *de Bechivelen ecclesia(m) cum omnibus pertinenciis (eædem)* ».

Au mois de juin 1268, une charte parle du *castrum de Bechivelyn* et du *prati de Espinosam siti ultra Rhodanum, prope B.*

Le 24 avril 1293, Jean de Béchevelin (*Johanne de Béchivellent*), « *clericus de Sancto Symphoriano* », est témoin dans la vente d'un pré sis à Champagnieu par Jaquemette la Maréchale, veuve de Matherin de Saint-Michel.

En 1284, il est question du *Castrum de B.* dans un acte contenant la remise d'administration de l'archevêque : « *Tra-didit castrum... accesserunt... acta fuerint predicta apud Bechivelley... in redditione castri...* ».

En 1274, il est question de la prise de ce château à l'occasion d'une indemnité de 2.000 livres de Vienne pour le payement de laquelle Hugues de la Tour, sénéchal de Lyon, se porte caution pour le compte de Simon Palatin, objet de poursuites par le chapitre de l'église métropolitaine. Simon Palatin s'était mis à la tête de la révolte des bourgeois.

En 1250, Esserins de Béchevelin et Marie, sa femme, vendent une terre à Chaussagne.

Nous croyons pouvoir définir Béchevelin comme étant un village. Il a une population qu'il a héritée surtout de Champagneux, une église paroissiale, sous le vocable de Saint-Jean de Béchevelin (1216-1562). Ce village possède aussi un château,

ou plus exactement et plus modestement une tour, élevée sur un monticule artificiel (la motte), le tout entouré de plusieurs murailles : ouvrage de défense, lieu de détention même, à l'occasion, hôtel des monnaies, pour le compte de l'archevêque, au grand mécontentement du roi de France !

Cette tour est parfaitement visible sur le plan scénographique et très caractéristique. Ses restes se voyaient encore au xvi^e siècle et furent emportés par des inondations. La tour s'élevait à l'intersection des rues actuelles de Marseille et de l'Université.

Le village remonte au xiii^e siècle et fut ruiné lors des guerres de religion. Il eut pour successeur, à faible distance, au nord, le bourg de la Guillotière, bâti à l'entrée du nouveau pont.

Son origine se place vers 1185. L'archevêque Jean de Bellesme (V. Textes des chartes ci-après) édifia l'ouvrage fortifié que continua son successeur, Renaud de Forez. On a parlé de la défense du pont de bois. Plus tard, on donna le terrain pour une église et un cimetière.

Le nom d'une rue (sur le tracé de la primitive voie romaine) rappelle le souvenir de Béchevelin, ainsi que la dévotion à un bas-relief recueilli à l'église Saint-André, qui passe pour être l'image anciennement vénérée sous le nom de Notre-Dame de Béchevelin, jadis placée en plein air, à l'angle de la rue qui s'appelle encore « de la Vierge » et de la rue de Béchevelin.

Il fut un instant question d'appeler l'église Saint-André église de Notre-Dame de Béchevelin. Le nom adopté dérive du prénom d'un généreux donateur, André, dit Adrien Combalot. Aujourd'hui, c'est un des quartiers les plus peuplés de la ville de Lyon.

Nous ne reviendrons pas ici sur les détails donnés au chapitre des routes sur la rue Béchevelin, ni sur les survivances du village après 1678, autour de la chapelle de la Madeleine. (V. Ordonnance 1678.)

En janvier 1370, l'archevêque loue pour douze années son château de Béchevelin à Aymonet Bercon et à Anselme Mausson, marchands italiens. L'acte est passé au château de Pierre-Scize, devant plusieurs témoins, parmi lesquels un docteur ès loi, un licencié en droit civil et canon, un chanoine, etc...

« Anno Domini M^o CCC^o LXIX^o die ... mensis januarii, dominus

K., archiepiscopus et comes lugdun., concessit castrum suum de Bechevillent propre lugd., ad habitandum annos... Haymoneto Berconis et Anselmo Maussionis, mercatoribus... ita quod ibidem possuit licite et honeste mercari... et promiserunt quolibet, anno... dare decem floren auri... fuerunt presentes. J. le Vite, legum doctor, magister Johannes, de Campo repulso, licenciatus in utroque, jure, canonicus Baucensis et... ego J. Plantegenest, canonicus... Actum in castro Petre scisse (1), J. Genest. Ita est. (V. cartulaire des fiefs de l'église de Lyon.)

Voici l'inscription moderne, en langue latine, apposée près du bas-relief de Notre-Dame de Béchevelin :

« In memoriam sacræ et veteris B. M. Imaginis loci titulo Bechevelin nuncupatæ, anno 1868, mense aprili, ad suum penè locum parrochi et rectorum Fabricæ cura et postulatu, in æde sancti Andreæ feliciter restauratæ annuente E. D. cardinali de Bonald, et consedente Nosucomii Lugdunensis concilio in cujus sacelle pie colebatur prævio vergente seculo, impiis e manibus fauste reducta. »

La création de cette église paroissiale, qui date du 15 juin 1846, est aussi, comme nous aurons l'occasion de le faire remarquer pour de nombreux autres monuments de la rive gauche, l'œuvre de la ville de la Guillotière, indépendante de Lyon. La ville paya les frais de première installation (86.000 fr.). Elle avait accepté les dons de terrain de MM. Jangot, dont un nom de rue rappelle le souvenir, Huvet, et surtout André, dit Adrien Combalot.

Bibliogr. : *La paroisse Saint-André de la Guillotière*, par M. le chanoine LAURENT et Mgr DELMONT, Lyon, 1910. Opuscule de 15 pages.

Le droit de péage de Béchevelin.

Il existait, dans le Lyon du moyen âge, de nombreux droits de péage. Les conditions de perception étaient minutieuse-

(1) Le château de Pierre-Scize, aujourd'hui détruit. Il s'élevait sur les rochers qui dominant le quai de Saône qui porte ce nom. C'était la demeure de l'archevêque-comte. Ce château était à la fois l'archevêché et le siège du gouvernement de la province de Lyon.

Dans un autre acte, le château est dit « près de Lyon ». Selon les anciens sceaux de la ville le centre de la ville était le pont de pierre, sur la Saône (actuel pont du Change) d'où partait la grande artère centrale la « via Mercatoria » (rue Mercière).

ment indiquées dans les documents du droit municipal de l'époque. Les citoyens obtenaient souvent divers privilèges ou suppressions. Le bénéficiaire était l'archevêque et son chapitre, ce qui correspondrait actuellement aux autorités de la province ou du département.

Ces droits dont l'origine se perdait dans le passé se percevaient par tradition.

On a lu par ailleurs que l'archevêque avait obtenu de l'empereur du Saint-Empire romano-germanique le droit d'établir un droit de péage à Béchevelin, après qu'il y fut créé un château. Ce fait nous montre qu'à l'époque Lyon dépendait du Saint-Empire qui, sur la rive gauche de la Saône, avait pour feudataire l'archevêque-comte de Lyon, ainsi que sur la proche rive gauche du Rhône. Au delà, toujours sous la suprématie impériale, s'étendait le domaine de la maison de Savoie, dont les chefs alors avaient seulement rang de comtes, et obtinrent, par la suite, celui de ducs.

Ce fait vient en outre à l'appui de la thèse de l'existence d'un moyen de traverser le fleuve, dans les parages de Béchevelin, avant la construction, un peu en amont de l'actuel pont du Rhône.

Ce péage, obtenu d'un pouvoir central par les autorités de la région lyonnaise, ne fut pas maintenu. Il fit l'objet d'une remise gracieuse de la part de l'archevêque-comte aux citoyens de la ville. On lit, en effet, au cartulaire municipal de la ville de Lyon, p. 104, pièce LXII, sous le titre : *De l'arcevesque mons. et du chapitre de plusieurs privilèges pour la ville de Lyon*, 1206 :

« *Hee sunt consuetudines civitatis Lugduni Pedagium de Bechivellent remisit archiepiscopus civibus.* »

Plus tard, en 1336, la même mention est reproduite dans « XII paires de lettres. Et sunt ces meesmes lettres en ceti livre pour vidimus, chascune à tel nombre comme elle est ici seigné de roge en les marges ».

La Madeleine

Une rue conserve le souvenir de la léproserie dont *etiam perierent ruinæ*. En 1215, l'archevêque Renaud avait fait remise aux lépreux de la dîme sur les vins.

En 1145, un testament contient un don :

« Domui leprosorum ultra Rhodanum, juxta Bechivellenc. »

En 1300, un acte dit : « In trivio, Guilloteri, in domo lepro-saria, etc. ».

Biblio., *Lyon Médical*, sept. 1909, article du docteur DRIVON.

Terminons par quelques précisions sur divers points.

La tour ou château présentait des restes importants vers 1550. Sa fin se place autour de 1620.

La tour que Raynaud de Forez fit construire du consentement du « comte de Savoie » avait des fins disciplinaires.

En ce qui concerne l'hôpital, un acte du 13 avril 1303 (Louis de Villars étant archevêque de Lyon) en prouve la fondation par Jean des Farges, citoyen de Lyon (13 lits).

En 1269, Amédée V, comte de Savoie, afin de préciser publiquement ses droits, vint tenir sa cour et ses assises sur le pont du Rhône et y faire divers actes de juridiction (*aperuit testamenta*).

On peut aussi rappeler ici la vente de Guy de Villeurbanne où est cité Béchevelin. Divers accords réalisés entre Philippe de Valois et Aymon, comte de Savoie, en vue de la construction de modestes maisons pour le logement des receveurs de la Gabelle sont à l'origine du bourg de la Guillotière et prouvent encore à cette époque la persistance de la domination du Saint-Empire sur la rive gauche.

D'après des anciens plans, une chapelle aurait existé, sur l'emplacement de Béchevelin, fondée par les mariniers et placée sous l'invocation de Notre-Dame de Béchevelin (1).

De nombreux miracles lui étaient attribués ; c'est à la suite d'un vœu à Notre-Dame de Béchevelin que l'abbé Combalot entra dans les ordres.

La Révolution fit disparaître la chapelle. Le bas-relief, mutilé, fut transporté dans l'Hôtel-Dieu, d'où il fut ramené, en 1868, pour être placé dans l'église Saint-André.

(1) L'importance de la corporation des mariniers était grande. Le texte d'inscriptions épigraphiques aux nautes est conservé au musée de Lyon. On sait, pour Paris, le rôle des marchands de l'eau. Avant l'invention du chemin de fer, le trafic par chalands sur le Rhône était intense. Un tableau remarquable (musée de Lyon) représente l'effort des attelages tirant les convois en suivant les chemins de halage. La nuit venue, de petits ports fluviaux accueillaient les bateaux.

L'image disparue, la dévotion resta cependant (1). Un témoin raconte qu'après avoir traversé le pont de la Guillotière (vers 1810), il tourna à droite, dans un chemin qui bordait le fleuve et, non loin du pont, au milieu d'épaisses saulaies, il aperçut une petite baraque, au coin de laquelle était adossée une espèce de niche ou armoire à deux battants. L'un était fermé ; on y lisait : Tronc pour les pauvres. L'autre, ouvert, laissait entrevoir une figure très décorée sur une sorte d'autel entouré d'ex-voto. Une vieille femme nommée Bertine, moyennant une très modeste rétribution, récitait des prières.

Cet oratoire, en planches, était celui de Notre-Dame de Béchevelin. Il fut incendié en 1834. En 1846, la niche était vide et la statue transportée dans une maison particulière.

Le bas-relief de l'église Saint-André est d'une grandeur d'un mètre carré environ. Il représente une *Pieta*. Certains archéologues estiment que ce n'est pas l'ancienne image, car l'usage des *Pieta* est, en France, récent. Ce bas-relief serait une enseigne « A N.-D. de Pitié », placée dans le quartier de l'Hôpital.

Béchevelin possédait un hôpital, contigu à la maladière de la Madeleine. Il fut fondé en vertu d'une autorisation de Villars, archevêque de Lyon, en date du 13 avril 1306, par Jean de Farges, citoyen de Lyon, qui le dota le 13 lits « pour recevoir les malades en l'honneur de Notre-Seigneur et ses douze apôtres, auxquels seraient fournis leurs nécessités et hébergés, la nuit ». Le fondateur réserva pour lui et ses successeurs, jusqu'à la troisième génération, l'administration de l'hôpital. (Archives du Rhône, inventaire du chapitre métropolitain, armoire Adam, vol. II, N° 1, pp. 19-20.)

Rappelons qu'à cette époque les lits sont fort vastes et qu'avec les habitudes du temps on y couche plusieurs malades.

Dans son intéressante *Histoire de la Guillotière et des Brotteaux, depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, 1846, M. F. MEIFRED expose les antécédents et les phases diverses du conflit entre la ville de Lyon et le Dauphiné, au sujet de la possession de Béchevelin.

(1) V. Prieur Ogier et hist. églises et chapelles de Lyon, de l'abbé MARTIN.

En 1846, la ville de la Guillotière était encore indépendante de celle de Lyon et MEIFRED note le dire d'un Préfet du Rhône : « Bientôt, si cela continue, le développement de la Guillotière, on ne dira plus : la Guillotière près Lyon, mais : Lyon, près de la Guillotière ! »

Dans son chapitre II, l'auteur précise les causes du conflit. Nous ne pouvons mieux faire que de les citer :

« Les Comtes de Savoie possédaient plusieurs terres dans le Dauphiné, entre autres la terre de Chandieu, dont il leur fut fait hommage, en 1241 ; ce mandement s'étendait depuis les fourches Falavier, près de la Verpillière, jusqu'au pont du Rhône, et comprenait ainsi le mandement de Béchevelin qui, d'après les historiens de Lyon, relevait, même de l'aveu des évêques et archevêques de Lyon, de l'Empire, puisque l'empereur Frédéric confirma à Héraclée, alors archevêque de Lyon, la souveraineté du droit de justice dont il était déjà revêtu ; qu'il était de la mouvance des ducs de Savoie et ensuite des princes Dauphins ; qu'il s'étend jusqu'au pont du Rhône, même dans la rivière, aussi avant qu'un homme peut pousser une lance à cheval. »

Le Dauphiné a soutenu longtemps des prétentions sur ce faubourg, parce qu'il est situé du côté du Rhône qui dépendait de cette province. Ces prétentions occasionnèrent souvent des guerres entre les Lyonnais et les Viennois. Les archevêques et les Chapitres de Vienne et de Lyon favorisèrent même ces expéditions de l'un et de l'autre côté du Rhône. L'histoire du Dauphiné fait mention d'une de ces irruptions arrivées en l'année 1297, dans laquelle un archidiacre de Vienne, ayant été fait prisonnier, fut obligé de payer chèrement sa rançon. En 1314, les deux églises levèrent des armées et formèrent des alliances l'une contre l'autre. Les Lyonnais pillèrent le village de Saint-Clair, et les Viennois ravagèrent les vignes de Condrieu. La paix ne fut faite que par l'entremise du Dauphin. Cependant la guerre recommença en 1328 ; le roi Philippe de Valois s'étant déclaré pour le Lyonnais, les Viennois furent forcés de demander la paix.

On voit encore, à peu de distance de la chapelle de Saint-Alban, située dans le quartier actuel de Bron-Réservoir, de grands fossés très larges et assez profonds, qui règnent sur une largeur d'une centaine de toises. On les appelle communément « les fossés ou terreaux des Turcs », et l'on assure qu'ils s'éten-

daient du coteau de Parilly jusqu'au Rhône. Ces fossés remontent à une époque ancienne et ne doivent leur existence qu'à des événements militaires. Il en est fait mention dans un acte de traité du 24 août 1449, sur la délimitation des juridictions de la Guillotière et de Saint-Symphorien-d'Ozon, et dans le procès-verbal du commissaire Tindo, du 17 septembre 1479, comme étant, suivant la tradition, l'ouvrage d'un « ost ou armée de Sarrasins, pour s'y retirer ou fortifier ».

L'archevêque fabriquait de la monnaie à Béchevelin, alors que Lyon n'en frappait pas encore. (Voir plus haut.)

En 1414, un arrêt ordonna la translation de l'atelier de Mâcon, mais ce ne fut qu'à la fin du xv^e siècle que l'atelier royal fonctionna à Lyon (aujourd'hui Ecole de Commerce).

En 1269, le comte de Savoie tient ses assises sur le pont du Rhône. Il prétendait avoir droit de juridiction dans le mandement de Béchevelin. Amédée V, fort de ce droit, et à la faveur des luttes qui divisaient l'archevêque de Lyon et les habitants, vint tenir ses assises sur le pont même du Rhône de Lyon, et il ouvrit les testaments. (Voir *N.-D. de Lyon*, p. 53.)

Se rapportant aux mêmes époques, nous avons consulté, aux archives départementales, mandement de Béchevelin, armoire Lévy, deuxième p., volume 28, N^o 1, août 1251, la vente de droits seigneuriaux divers par Guy de Villarbanne à Humbert Garini de Ruerieu, 1269, actes sur la Ferrandière. Les Jésuites, dans des actes subséquents (180), ont aussi des terres, dans ces régions ; 182, il est question de Champagneux ; à 183, on trouve une carte où se voit un chemin « tendant aux ruines du château de Béchevelin ».

En 1245, avait commencé la construction du pont en pierre sur le Rhône. Un nouveau centre, formé d'hôtelleries, se créa à la tête du pont. La Guillotière devait remplacer Béchevelin.

En 1562, l'église de Saint-Jean de Béchevelin fut ruinée par les troupes protestantes du baron des Adrets, qui commirent d'épouvantables ravages à Lyon et dans toute la région. Quand fut apaisée la tourmente, le centre de Béchevelin, ruiné, fut rattaché, au point de vue religieux, en partie à l'église de Villarbanne (Saint-Julien de Cusset actuelle), la seule paroissiale existant sur la rive gauche du Rhône (en 1562), et, en partie, à l'église paroissiale de Saint-Michel-d'Ainay (disparue), sur la rive droite du Rhône (actuelle place Antoine-Vollon), qu'il ne

faut pas confondre avec l'église, alors régulière, de Saint-Martin-d'Ainay.

Ces constatations historiques ressortent formellement du texte de l'ordonnance de Camille de Neuville de Villeroy (8 janvier 1678) et leur méconnaissance a été pour beaucoup d'auteurs la cause d'erreurs énormes et même de méconnaissance complète de l'histoire de notre rive gauche. Certains ont même cru que l'église Saint-Michel était le nom d'une église de la rive gauche. Seulement, de nos jours, c'est celui d'une église paroissiale fondée très récemment, située rue Parmentier, dont le vocable rappelle ces souvenirs historiques.

Remarquons enfin qu'en 1562, si Villeurbanne, seule, sur la rive gauche, possède une organisation religieuse autonome, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue économique le bourg de la Guillotière est déjà très important et va le devenir encore bien plus, car une paroisse s'y crée bientôt qui réduira Villeurbanne au rang d'annexe, jusqu'en 1678.

CHAPITRE XI

Les limites de la Communauté

L'instruction de la cause mue entre l'archevêque-comte de Lyon et le comte de Savoie, au sujet des limites de leurs juridictions dans le mandement de Saint-Symphorien-d'Ozon (1334).

*
* *

La lutte pour la possession de la proche rive gauche du Rhône, c'est-à-dire pour la châellenie de Bèche-en-Velin, qui durera, sans prendre fin, durant tout l'ancien régime, commença de bonne heure et nous en trouvons l'expression la plus nette dans un document conservé aux archives départementales de l'Isère.

Il s'agit d'un cahier de 141 pages, écriture manuscrite en langue latine, avec les abréviations d'usage, contenant de très nombreuses fautes de langue et de syntaxe. Aux archives du Rhône, on en possède au moins deux autres leçons, l'une est contenue dans des parchemins cousus entre eux, l'autre est une copie, les deux (à ce qui nous a été rapporté) seraient moins compréhensibles que la pièce conservée à Grenoble.

Les deux adversaires de l'époque sont, d'un côté, la province de Lyon, représentée par son archevêque-comte, assumant le double rôle de la souveraineté spirituelle et temporelle ; de l'autre côté se trouvent le comte de Savoie Aymon et son illustre dame, lit-on au texte, dame Blanche de Bourgogne.

comtesse de Savoie. On sait que plus tard, par suite d'échange, le Dauphin succédera au comte de Savoie et ces pays feront dès lors, mais non à l'origine, partie du Dauphiné.

Les endroits litigieux sont (sauf meilleure lecture ou interprétation) des lieux-dits du mandement de Saint-Symphorien-d'Ozon, qui ne nous sont plus connus.

Nous allons donner le texte latin des parties importantes de cet acte.

Nous rappelons que nous sommes redevables de la lecture de ce texte à M^{lle} Simone de Saint-Exupéry, archiviste paléographe, archiviste adjointe aux archives départementales du Rhône.

1334. — Instruction de la cause mue entre l'archevêque de Lyon et le comte de Savoie, au sujet des limites de leur juridiction dans le mandement de Saint-Symphorien-d'Ozon.

Hec sunt ea que proponit et probare intendit coram vobis, arbitris, arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus positis et electis per reverendum in Christo patrem, dominum G. miseratione divina archiepiscopum et comitem Lugdunensem, ex una parte, et illustrissimum vir, virum dominum Aymonem comitem Sabaudie, nomine suo et illustrissime domine, domine Blanchie de Burgundia, comitisse Sabaudie, seu per procuratorem ab eodem domino comite constitutum, nominibus quibus supra, ex altera, super controversia quam facit idem dominus archiepiscopus predictis dominis Comiti et Comitisse, super jurisdictione in territorio Maladerie et Thome (1) et aliis locis circumvicinis prope Lugdunum, que infra territorium, jurisdictionem et mandamentum Sancti Simphoriani de Auzone existunt et super infra designatis juribus, probare inquam, intendit Guillelmus Bernerii procurator et procuratorio nomine dicti domini Comitis, nominibus quibus supra :

I. — In primis quod vulgi opinio ab antiquo fuit et est quod jurisdictio dominorum et castri Chandiacy a quo domino Chandiacy causam habuit inclite recordationis, dominus Amedeus comes Sabaudie quondam et deinde, ipsius domini Comitis, et castri Sancti Simphoriani de Auzone, infra limites Imperii durat et se extendit usque ad flumen Rodani et infra, quantum homo insedens in equo potest emittere seu jacere unam lanceam infra flumen predictum et prope civitatem Lugduni et eodem modo supra pontem dicti

II. — Item, quod tam domini Chandiacy seu eorum officarii ab antiquo et deinde castellani Sancti Simphoriani pro dicto domino comite Amadeo et post eum pro domino comite Edoardo, exercue-

(1) Pour Lathome (Cf. du Cange : *Latomus, lapicidus : maçon.*) Sans doute s'agit-il du quartier des maçons.

runt omnimodam jurisdictionem supra pontem predictum prope fluminis per quem pontem habetur introitus dicte civitatis Lugduni. (*blanc dans le texte*) et in gleriis seu charnerio (1) juxta flumen predictum et locis aliis ibidem propinquis palam et publice, puniendo corporaliter malifactores delinquentes in mandamento Chandiacy et deinde Sancti Simphoriani, amputando aliquibus capite, aliis pugnones, aliis aures, aliis pedes, alios trocandos (2) et a pede, alios malifactores puniendo palam et publice, nemine contradicente vel se contra hec opponente.

III. — Item, quod tam judices dominorum Chandiacy ab antiquo et deinde judices Viennensi (*sic*) pro dictis dominis Comitibus Amedeo et Edoardo, palam et publice et sine cujuscumque contradictione multis et diversis annis et temporibus, tenuerunt assizias et placita audierunt in itinere publico seu carreria publica et juxta domum de la Guilloterie prope pontem Rodano, cogonscendo de causis, publicando testamenta, faciendo justiciam litigantibus et conquerentibus coram ipsis.

IV. — Item, quod retroactis temporibus multisque annis dum bagnum vini erat in civitate Lugduni, vina vendita fuerunt in dicta domo de la Guilloterie palam et publice ad mensuras signatas signis dominorum Chandiacy et deinde domini Comitibus Amedei et domini Comitibus Edoardi absque alicujus contradictione.

V. — Item, quod jamdudum cum flumen Rodani novum alveum fecit a parte Imperii et cursum convertit deversus et prope domum de la Guilloterie et domum de Bechivelain plures burgenses civitatis Lugduni solverunt et dederunt mercedes et prestationes castellano Sancti Simphoriani pro domino Comite Amedeo pro datis licenciis per dictum castellanum (*f° 2*) applicandis molendina ad ripam fluminis a parte dictarum domorum de la Guilloterie et de Bechivelain.

VI. — Item, quod tam domini Chandiacy seu eorum familiares et deinde castellani Sancti Simphoriani et familiares eorum ejusdem loci pro dictis dominis Comitibus, delinquentes in locis circum circa domum de Bechivelain Maladerie et Thome prope Lugdunum usque ad flumen predictum et dampna dantes, exercendo jurisdictionem in ipsos ceperunt et captos apud Sanctum Simphorianum duxerunt, banna ab ipsis erigerunt animaliaque dampna dantes in prediis alienis ceperunt et secum duxerunt et similiter a dominis ipsorum animalium banna exegerunt.

VII. — Item, quod quando retroactis temporibus torneamenta facta fuerunt prope Maladeriam, Bechivelain, baillivi Viennenses et castellani Sancti Simphoriani cum gentibus dictorum dominorum Comitum dicta torneamenta custodierunt ne rixe orirentur vel mala

(1) Pour glevis et charnevos.

(2) De troca : chaîne.

committere in presentia archiepiscoporum Lugduni et cum signis et vexillis domni Comitis antedicti.

VIII. — Item, quod castellani Sancti Simphoriani plures et diversos annos posuerunt et positas tenuerunt barras in itinere publico ante domum de la Guillotera exigendo ibidem palam et publice pedagium ab illis qui merces et res venales portabant ad civitatem Lugduni.

IX. — Item, quod cum olim quoddam chaffallum fuisset constructum in dicta domo de la Guillotera quod dominus Gaudemarum de Faymio tunc baillivus Viennensis, dictum chaffallum fecit amoveri ne fortalitium bi esset.

X. — Item, quod retroactis temporibus correarii civitatis Lugduni plures malifactores qui in terra dicti domini Comitis delinquerant et ad civitatem Lugduni se refugierant, remiserunt castellanis Sancti Simphoriani et tradiderunt supra pontem Rodani et qui castellani seu eorum familiares ipsos malifactores supra dictum pontem receperunt et per ipsum pontem captos duxerunt et ex inde apud Sanctum Simphorianum.

XI. — Item, quod gentes domini abbatis Attanathensis quondam, malifactores remiserunt castellano Sancti Simphoriani et tradiderunt supra pontem predictum.

XII. — Item, quod si reperiatur olim aliquas furcas fuisse levatas in predictis locis vel confinibus, nomine alicujus archiepiscopi, tempore quo dominus Chandiacy tenebat et habebat jurisdictionem in locis predictis, quod dicte furche fuerunt per gentes dicti domini Chandiacy et domini Comitis Sabaudie incize vel evulse et totaliter amote tamquam facte et plantate in prejudicium domini Chandiacy qui tunc erat et domini Comitis Sabaudie de cujus feudo erat castrum Chandiacy mandamentum et pertinenция ejusdem.

XIII. — Item, quod si reperiatur quondam mulierem leprosam fuisse combustam (1) in dictis confinibus in terra Imperii per gentes inclite memorie D. P., Dei gratia archiepiscopi Lugdunensis novissime defuncti quod idem dominus archiepiscopus confessus fuit et ex inde litteras publicas dedit quod illud fieri non fecerat per modum exercicii jurisdictionem (f° 3) et quod domino Comiti prejudicium non afferet in jurisdictione quam habebat in loco predicto.

XIV. — Item, quod idem dominus archiepiscopus nuper, anno Domini millesimo tercentesimo tricesimo quarto, a feste Beati Johannis Baptiste citra ex proposito et cum turba plurimum et infinitorum hominum armatorum, diversis armorum generibus coadornati, terram dicte domine comitis videlicet in Imperio exeundo de Lugduno per pontem Rodani et veniendo versus Bechivelain, Maladarum et versus Thomam in claro territorio et manda-

(1) Il s'agit de la crémation du cadavre par mesure d'hygiène.

mento castri Sancti Simphoriani de Auzone violenter intravit non requisita licencia a dicta domina Comitissa vel gentibus ejusdem.

XV. — Item, quod dicto domino archiepiscopo sic violenter ingresso cum aliqui ex gentibus dicte domine Comitisse scire vellent quare venerat et intraverat terram dicte domine Comitisse et de cujus licencia sibi assistentes arma defferentes quod dicti assistentes arma defferentes, tunc ex proposito responderunt quod eis inimicis et gentibus dicte domine comitisse defferrent arma et plura verba contumeliosa dixerunt eisdem, quodque deterius est jurisdictionem dicte domine Comitisse claram in loco predicto perturbare missi fuerunt et conati.

XVI. — Item, cum gentes ejusdem domine Comitisse exercentes in loco predicto jurisdictionem pro dicta domina cumque duo homines se verberarent ad invicem et rixarent ibidem, gentes dicte domine se traxissent ad eos animo pacificandi et ut facerent omnimodam (*mot illisible*) quod tunc in presentia dicti domini archiepiscopi, illi qui venerant cum eodem armati et multi alii potissime quidem embochiati ex proposito circa locum predictum, gentes ipsius domine Comitisse atrociter verberaverunt et duos ex eis occiderunt, quinque ex eis letaliter vulneraverunt et duos secum captos duxerunt apud Bechivelain familiares dicte domine Comitisse, ipso domino archiepiscopo presente in loco et consenciente que si voluisset, advertere potuisset.

XVII. — Item, quod postea mala pejoribus cumulando, de mandato et licencia dicti domini archiepiscopi et ipso ratum habente plures et infiniti homines armati diversis armorum generibus exheundo de Lugduno per pontem Rodani, terram dicte domine Comitisse in mandamento et territorio castri Sancti Simphoriani violenter et cum armis intervenerunt procedentes versus molenadinum de Saint Fons et ibidem quendam hominem atrociter verberaverunt ita quod magna sanguis coppia inde exiit et, quod deterius est, non contenti de predictis ipsum corporaliter vulneraverunt et per talem modum quod tunc de morte ipsius visibiliter sperabatur, et hec facta fuerunt de mense Augusti proxime preterito.

XVIII. — Item, quod tunc dicti armati in precedenti immediata intentione contenti seu alii ad eorum fortitiam, consilium, auxilium et juvamen in grave prejudicium dicte domine Comitisse et turbare nitentes claram et indubitam jurisdictionem ipsius, in dicto mense Augusti nuper preterito anno quo supra, violenter plantaverunt et erigerunt quasdam furcas in mandamento et territorio castri Sancti Simphoriani predicti, videlicet juxta Maladeriam prope Lugdunum in quodam loco vulgariter appellato Lathoma ubi quondam saccum habentem figuram hominis suspenderunt, quas furcas, idem dominus archiepiscopus tamquam indebite et contra jus dicte domine plantatas, fecit evelli et postea removeri et illas furcas evelli jussit aut ad hoc consensiit.

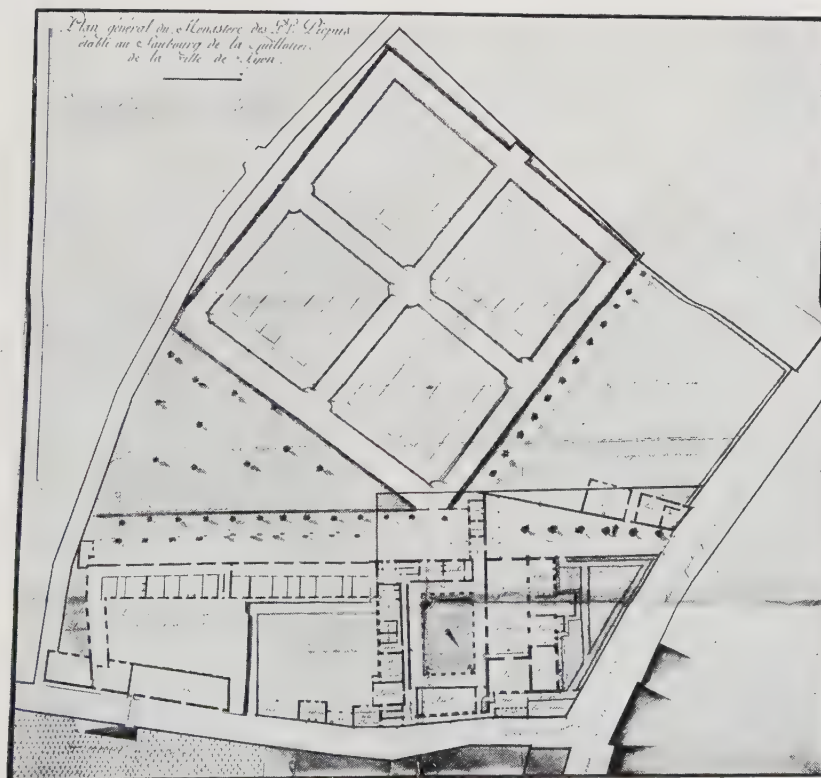
ICONOGRAPHIE

Photographies Adolphe CROISAT, chef de la section photographique
de la Société d'Etudes d'Histoire de Lyon.



Carte du cours du Rhône et des Territoires de la Rive gauche.

Plan du XVIII^e siècle. Arch. dép. Rhône. Série C. 83². Haut. 0^m63, long. 1^m52. Manuscrit.



Monastère des Pères Picpus.

Tous droits réservés.

Plan du XVIII^e siècle, manuscrit. Archives départ. Rhône, série C. 126. Haut. 0^m69, larg. 0^m72, exécuté en vue d'un projet pour l'établissement de l'école vétérinaire. On reconnaît la route de Grenoble, à droite du plan (grande rue de la Guillotière), en bas la rue Claude-Boyer (ex-Hospice-des-Vieillards), ancienne voie d'arrivée de la route de Vienne.

XIX. — Item, quod jamdudum cum dominus Petrus de Calcibus, tenens tunc domum de Bechivelain delinquens (1) in locis contenciosis prediciis juxta pontem Rodani, nitens uti jurisdictione, idem dominus Petrus ad requisitionem domini Chandiacy qui tunc erat, arrestatus fuit per gentes domini Comitissae apud Sanctum Simphorianum pro commissis puniendis et ibidem cavit per bonos et idoneos fidejussores de stando jure et judicato solvendo in curia domini Comitissae antedicti.

XX. — Item, cum dudum religiosi de Sancto Yroneo Lugduni quondam turrim fortem juxta domum de Guilloteria via publica que proceditur ad Sanctam Georgiam de Sperrenchia intermedia construxissent quod dominus Chandiacy qui tunc erat, palam et publice, quia nolebat quod in terra sua sine ejus licencia construere-tur fortalitium, ipsam turrim destruxit et eam fonditus erui fecit.

XXI. — Item, si reperiatur quod absit, dictum dominum archiepiscopum infra loca contenciosa, predictam jurisdictionem quomodolibet exercuisse vel exerceri fecisse, quod hec facta fuissent clam inscientibus et penitus ignorantibus domino Chandiacy et domino Comite et gentibus eorundem et statim ibi ad noticiam ipsorum dominorum pervenit, quod ipsi domini et eorum gentes per facta contraria se opposuerunt et realiter predictis contradixerunt publice et notorie, verbis, denunciatoribus atque factis.

XXII. — Item, quod predicta omnia et singula sunt clarissima, manifesta et notoria apud Lugdunum, Sanctum Simphorianum, Chandiacy, Aziatum, Sanctum Georgium de Esperrenchia, per totum vellenum et loca circumquaque et de hiis omnibus et eorum singulis viget et est vox et fama publica in predictis locis et alibi circumcirca.

Premissa proponens dictus procurator nominibus quibus supra, coram vobis dictis dominis arbitriis, ad finem illum quod vos habeatis et debeatis pronuntiare de jure, dictam Comitissam habere et habere debere claram et indubitam jurisdictionem in locis supra-declaratis, sublata et repulsa contradictione dicti domini archiepiscopi cui super hiis, perpetuum silentium imponere debetis, et quod delinquentes suprascriptos potissimum arma defferentes, remittatis seu remitti faciatis dicte domine Comitissae pro suis demeritis puniendis secundum justiciam accepturis quodque sibi fieri faciatis emendam de et pro supra commissis quam extimat decem millia marcarum argenti, salvo pluri et salva emenda domini Comitissae supradicti quam declaraturam se effert loco et tempore competentibus.

Retinens idem procurator nominibus quibus supra sibi et dictis dominis suis, juris beneficium in omnibus semper salvum et omnem aliam penam canonicam et legalem cum protestatione quod se non

(1) Manuscrit : *delinquentes*.

astringitur ad probandum nisi ad ea que sibi et dominis suis de premissis sufficient et ad que de jure tenebitur et non aliis.

In nomine Domini, amen. Noverint universi presentes et postre-
mi presentes litteras inspecturi, quod anno Domini millesimo tercen-
tesimo tricesimo quarto, die lune post festum Beati Michaelis, tertia
die octobris, magister Johannes de Puteo, procurator et procura-
torio nomine illustrissimi domini Aymonis Comitis Sabaudie et
domine Blanchie de Burgondia Comitisse Sabaudie et Guillermus
Barnerii procurator et procuratorio nomine dicti domini Comitis,
produxerunt testes infra scriptos ex parte dictorum domini et
domine, contra reverendum in Christo patrem dominum Guiller-
mum, miseratione divina prime Lugdunensis ecclesie archiepiscop-
um et comitem, in causa et negotio vertente inter ipsos super
articulis suprascriptis, presente discreto viro domino Guichardo
Parpillion procuratore generali dicti domini archiepiscopi coram
nobis Petro Girardini de Lugduno et Johanne Tornerii de Sancto
Georgio Sperrenchii clericis publicis notariis commissariis deppu-
tatis super hiis et in hac parte et in presenti causa et negotio verten-
tibus et existentibus inter dictos dominos comitem et Comitissam
ex una parte et dictum dominum archiepiscopum ex altera, super
factis, contraversia et debato ac jurisdictione de quibus fit mentio
in articulis dictarum partium hinc inde traditis de consensu dic-
torum procuratorum dictis nominibus, per nobile viros dominos
Guidonem de Palaveso, Thericum de Septimo, Stephanum de Albons
milites et Hugonem de Malobeco dominum de Ruppis domicellum,
arbitros arbitratores et amicabiles compositores et pacificatores
per dictas partes electos et positos in hac parte, qui arbitrii, nobis
dictis notariis commiserunt vices suas in hac parte quantum ad
receptionem et ad examinationem testium per utramque partem
productorum et producendorum et dicti procuratores utriusque
partis procuratoriis nominibus quibus supra visionem juramen-
torum dictorum testium quotquot sint pro utraque parte possimus
et debeamus recipere juramentum, ipsis procuratoribus non vocatis,
voluerunt et consenserunt dicti procuratores nominibus quibus
supra quod dicti testes et eorum attestaciones valeant ac si in
ipsorum presentia jurassent et jurarent. Et primo dicta die lune,
produxerunt dicti procuratores dictorum dominorum Comitis et
Comitisse in testes contra dictum dominum archiepiscopum
Johannem de Campis de Venicieus, Bernardum Messaminum de
Bron ; Item die Martis sequenti quarta die octobris, Johannem de
Balma de Sancto George Esperrenchie, habitatores Sancti Sim-
phoriani de Auzone, Johannem (f° 6) Guiotti de Sancto Simpho-
riano, Ponchonum Bastum de Sancto Simphoriano, Johannem
Chamonis de Venicies, Stephanum Sapini, Jaquemetum de Natta-
gero de Sancto Simphoriano. Item, die mercurii sequenti, quinta
die octobris, Guillermum Barnerii, Petrum Sanguien de Sancto
Simphoriano clericum, Berchetum Jacosi Peronetum Payre de

Sancto Simphoriano, Henricum de Meriis, domicellum, Johannem Carvoni, Stephanum Tavernarii de Venicies, Johannem Bellifoci de Chaponay, Petrum de Campis de Venicies, Mermetum de Vilario soleti (1) habitatores Sancti Simphoriani. Item, die Jovis sequenti Geoffredum de Vinieu de Sancto Simphoriano. Item, die lune post festum omnium Sanctorum et septima die novembris (2) Thomam (*blanc dans le texte*), Andream Conous, Petrum Magoti, Stephanum Surelli, Guillermetum Trucelli, Hugonem Corronis qui testes, dictis diebus coram novis dictis commissariis juraverunt dicere veritatem in dicta causa pro utraque parte et eisdem diebus subsequentibus fuerunt examinati et alii testes subsequentes inferius nominati, producti, jurati et examinati prout inferius describitur per nos dictos commissarios diligenter, sigillatim et secrete super articulis dicti domini Comits et Comilisse suprascriptis. Quorum testium depositiones et attestiones et tenor de verbo ad verbum sequitur inferius et est talis :

Primo, Johannes de Campis de Venicies, testis juratus, interrogatus et diligenter examinatus super dictis articulis et primo super primo articulo, dicit se tantum scire quod vulgi opinio est et fuit a tempore memorie ipsius deponentis quod jurisdictio domini Chandiacy a quo dictus dominus Comes de quo fit mentio in dicto articulo prout dici audivit, durat et extendit prout in articulo continetur ; causam reddit sui dicti quia sic audivit dici et quia vidit quod dominus Hugo Izardi miles, semel fuit apud pontem Rodani, Lugduni, cum pluribus aliis et intravit Rodanum super quadam equo qui vocabatur equus Bayardus de Chandiaco, deferens quandam lanceam et clamavit alta voce : « Noverint universi quod jurisdictio domini Chandiacy durat et protendit usque in flumen Rodani quantum homo eques infra dictum flumen potest projicere ultra unam lanceam et in signum (*sic*) hujusmodi, projicio istam lanceam » et eam projecit quantum potuit infra dictum flumen Rodani « et hujusmodi jurisdictionem et possessionem ipsius apprehendo pro domino Comite Sabaudie ».

Interrogatus de tempore dicit quod tempore archiepiscopi Aymarii sexaginta anni sunt elapsi et plus. Interrogatus quid est et appellatur jurisdictio, dicit quod amputare pugnones, aures, mutilationes membrorum et plures alii modi. Aliud dicit se nescire super dicto articulo (3).

Interrogatus super secundo articulo, dicit dictum articulum fore verum. Interrogatus qualiter scit, dicit quia bene scivit quinquaginta anni et plus, ipse deponens vidit et presens fuit quando familiares et justiciarii domini Chandiacy de Chandiaco, amputaverunt aurem cuidam malifactori versus et prope domum de

(1) Pour *Soliti*.

(2) Ms. : *decembris*.

(3) Il y a une définition un peu trop externe de la juridiction criminelle.

Guilloteria prope et circa pontem et quia vidit tam per gentes dicti domini Chandiacy quam per gentes dicti domini Comitum ponere mensuras (f° 7) cum quibus vendebatur vinum prope dictam domum de Guilloteria subtus quondam archum et quia vidit quosdam qui semel arrivaverunt ad dictam domum de Guilloteria, propter jurisdictionem dicti fluminis Rodani, solvere pedagium gentibus domini Comitum Sabaudie.

Interrogatus si unquam alias vidit exercia jurisdictionis, dicit quod non, tamen nunquam alias audivit dici contrarium de contentis in dicto articulo.

Interrogatus super tertio articulo dicit se nichil scire. Interrogatus super quarto articulo dicit se tantum scire quod a quinquaginta annis citra ipse vidit bene per septem annos non tamen continuos sed alternis et diversis annis, vendi vinum subtus archum prope et ultra domum Guilloterie citra pontem, nomine domini Comitum et domini Chandiacy, mense Augusti.

Interrogatus qualiter scit, dicit quia jampridem depossuit, fuit et presens quod ibidem fuerunt posite pro dominis predictis et aliis annis, quando faciebant transitum per dictum locum, petebat a vinum vendentibus dicto mense pro quo vendebant, qui respondebant quod pro domino Comite Sabaudie.

Interrogatus si dictis temporibus et annis vidit vendi vinum continue subtus dictum archum dicto mense, dicit quod non, sed alternis diebus quando yebat Lugdunum, aliud dicit se nescire super dicto articulo.

Interrogatus super quinto articulo dicit se tantum scire quod triginta anni possunt esse vel circa quod Ruffus de Verneysons de Lugduno pro eo quia applicavit quoddam ejus molendinum in flumine Rodani a parte Guilloterie gentes domini Comitum de Sancto Simphoriano firmaverunt dictum molendinum quousque concordasset cum eis pro tachiis dicti molendini quia applicabatur penes dictum dominum Comitem et in ejus jurisdictione prout dicebatur et vidit molendinum firmatum et postmodum vidit quod composuit cum castellano Sancti Simphoriani propter hec apud Sanctum Simphorianum ad quinque solidos ut sibi videtur, aliud dicit se nescire super dicto articulo.

Interrogatus super sexto articulo dicit se nic hil scire nisi per auditum, tamen bene audivit dici contenta in dicto articulo fore vera.

Interrogatus super septimo articulo dicit se tantum scire quod per duas vices ipse vidit fieri duo torneamenta versus et prope Thomum que torneamenta baillivus Viennensis et castellanus Sancti Simphoriani cum pluribus hominibus, eques et pedes (*sic*) armatis diversis armorum generibus cum banaretis et vaxillis dicti domini Comitum custodiverunt presente domino archiepiscopo defuncto. Interrogatus de tempore dicit quod a viginti annis citra. Inter-

rogatus de nominibus baillivorum et castellanorum locorum predictorum, dicit quod non recolit.

Interrogatus super octavo articulo dicit se tantum scire quod ipse vidit bis, vel ter, levari et exigi pedagium per gentes dicti domini Comitis prope et circa dictam domum de Guilloteria a transeuntibus ibidem et defferentibus per dictum (f° 8) locum merces et res alias. Interrogatus de tempore, dicit quod a quadraginta annis citra, non tamen vidit levare decem anni sunt elapsi. Interrogatus qui erant exactores et quos vidit hujusmodi pedagii, dicit quod Germanus Rainfreis et Durandus Galterii.

Interrogatus super nono articulo dicit quod decem anni sunt elapsi, ipse vidit quod quoddam chaffalum construebatur in domo Guilloterie nescit tamen per quos et quod dominus Gaudemar de Fayno, tunc baillivus Viennensis pro domino Comite Sabaudie inhibuit illis qui construebant dictum chaffallum ut ad constructionem non procederent, sed quod factum erat dirruerent alioquin dirrueret et post modum vidit dictum chaffallum disruptum; aliud dicit se nescire super dicto articulo.

Interrogatus super decimo articulo dicit dictum articulum fore verum. Interrogatus qualiter scit, dicit quia tempore Guersi Cardinalis qui tunc tenebat jurisdictionem pro domino rege, filius Petri tunc de Meriis qui furatus fuerat quendam capriolum apud Sanctum Perrectum et quem deportaverat ad vendendum Lugduni, quem filium prosequebatur quedam mulier cujus ejus dictus capriolus fuit, per familiares de Lugduno eidem deponenti tunc familiari Sancti Simphoriani redditus supra pontem Rodani citra et prope crucem a parte Guilloterie et postmodum, tempore domini archiepiscopi defuncti, dictus Braseis qui forefecerat in terra dicti domini Comitis fuit eidem deponenti familiari, ut supra, redditus supra pontem, quos malefactores idem deponens captos secum duxit apud Sanctum Simphorianum de Auzone. Interrogatus si fuit presens ad alias remissiones faciendas dicit quod non.

Interrogatus super undecimo articulo dicit se nichil scire. Interrogatus super duodecimo articulo dicit se nichil scire. Interrogatus super decimo quarto articulo dicit se nichil scire. Interrogatus super decimo quinto articulo, decimo sexto, decimo septimo articulis dicit se nichil scire.

Interrogatus super decimo octavo articulo dicit dictum articulum fore verum per auditum, aliter non, quia non fuit presens. Interrogatus super decimo nono articulo, dicit se audivisse dici, dictum articulum fore verum, tamen non vidit.

Interrogatus super vicesimo articulo dicit se nichil scire.

Interrogatus super vicesimo primo articulo dicit dictum articulum fore verum. Causam reddit sui dicti quia gentes domini archiepiscopi de Bechivellein seperunt de nocte Garnerium Ram cum quadam muliere et eum redimerunt gentibus dicti domini

Comitis inscientibus et postmodum ipse Garnerius propter hec fuit capus apud Sanctum Simphorianum de Auzone per gentes dicti domini Comitis et redemptus prout dici audivit.

Interrogatus super vicesimo secundo articulo dicit dictum articulum fore verum, causam reddens sui dicti quia sic dicitur et audivit dici apud Sanctum Simphorianum, Venicies et in locis circumvicinis.

Interrogatus si prece, precio, amore, timore seu odio sic depōnit, dicit per juramentum suum, quod non..., etc.... (*Archives Départementales de l'Isère*, Série II, C. n° 103.)

CHAPITRE XII

Le procès-verbal de Maître Louis Tindo (1479)

A la date du « 23 aoust 1479 » fut dressé le procès-verbal de M^e Louis Tindo.

Il fut le résultat d'entrevues, de discussions, de visites des lieux. On commença par une réunion à l'auberge du « Lion Rouge », à la Guillotière ; on finit par une randonnée en arc de cercle sur le territoire contesté de la rive gauche, depuis l'entrée du fleuve, au nord de la ville, jusqu'à sa sortie, au sud, en face de la « Pierre-Bénite », qui se voyait dans le lit du Rhône, rive droite, sur le territoire de l'actuelle commune qui porte ce nom.

Ce texte, qui compte 40 pages, soulève les plus délicats problèmes et revêt la plus grande importance. Il ferait, à bon droit, l'objet d'une étude spéciale, comme beaucoup de ceux que nous rencontrerons par la suite, et dont nous devons nous contenter de donner ici une vue d'ensemble, par rapport à l'histoire de notre communauté.

Réunissant sur leurs têtes les deux pouvoirs, spirituel et temporel, les archevêques de Lyon, antérieurement à la mission de Tindo, avaient déjà présenté aux rois de France de pressantes réclamations au sujet des atteintes dont leur autorité était l'objet sur la rive gauche, territoire sur lequel ils

désiraient exercer les droits que les anciennes donations, précédemment étudiées, leur avaient accordés.

Au milieu de leur nombreux soucis, les monarques finirent par entendre les doléances de dignitaires aussi importants que l'étaient les archevêques-comtes de Lyon, et c'est l'origine de l'enquête de Tindo.

Les autorités du Dauphiné n'ignoraient pas la question et les dangers qu'en présentait l'évocation par devant les tribunaux lyonnais et même par devant ceux du roi. De fait, l'enquête leur donna tort et c'est le seul texte en leur faveur, à l'époque du moyen-âge, que les Lyonnais du XVIII^e siècle finirent par tirer subitement de la poussière des archives, lors des grands conflits de cette époque que nous retrouverons avec l'affaire des habitants de la Guillotière et la limite des provinces.

Aussi le Parlement Delphinal commença-t-il par inscrire le débat à l'ordre du jour de ses travaux, espérant en faire découler comme un dessaisissement à l'encontre de toutes autres juridictions, sans engager trop à fond le litige.

Quand Tindo voulut réunir les parties adverses, le Parlement Delphinal dépêcha un de ses membres, pris dans un rang élevé, qui s'adjoignit, à la Guillotière, le juge de Saint-Symphorien-d'Ozon.

Ainsi composée, la délégation dauphinoise formée par ces magistrats fit, devant le commissaire du roi, des réserves d'autant plus prudentes qu'après un exposé des causes de nullités de sa mission, elle fit défaut.

Parmi les causes de nullité exposées, indiquons la réserve vue plus haut tirée du fait que le Parlement du Dauphiné s'était déjà saisi de la question. Une autre était que le roi avait nommé deux commissaires et que seul Tindo était venu; le second, nommé Fumée, n'avait pas accompagné son collègue, ainsi que le roi le lui avait ordonné.

Tindo devait, malgré ces objections, tracer les limites. Aux dires de mémoires du XVIII^e siècle, sa conscience n'avait pas été cependant sans être impressionnée des savantes manœuvres juridiques des magistrats dauphinois. Aussi réunit-il une commission de gradués lyonnais et, sur la légalité de son intervention, il leur fit dire « tout ce qu'il voulût ».

On pourrait faire la comparaison des limites actuelles de la ville de Lyon et de celles tracées par Tindo et, compte tenu de rectifications diverses, en montrer le lien très étroit. (V. *infra*.)

Le commissaire avait attribué des portions de territoire sur la rive gauche à l'archevêque de Lyon. De l'autre côté de la limite, c'était la communauté de Villeurbanne, le mandement de Vaux-en-Velin, mais les seigneurs de ce lieu, pas plus que ceux de Chandieu et de Saint-Symphorien, n'étaient disposés à accepter cette frontière, ni, au-dessus d'eux, les autorités du Dauphiné, ayant pour auteurs les comtes de Savoie.

Pour ces derniers, c'était le cours du Rhône qui formait la limite naturelle, leurs prérogatives s'étendant « aussi avant qu'un cheval monté pouvait s'avancer, sans nager ». Quand on construira l'unique pont du Rhône, la limite sera au milieu du pont, entre deux certains anneaux de fer, entre lesquels on opérera la livraison des criminels arrêtés sur un autre territoire que celui de leurs juges. L'idée populaire restera en accord avec l'idée juridique, jusqu'aux arrêts du XVIII^e siècle et à la politique d'invasion réalisée depuis, sur la rive gauche, par la ville de Lyon.

Et ne peut-on pas voir une dernière réminiscence de la mentalité ancienne dans l'inscription qui se lit sur la face nord-ouest du monument élevé à la ville de Lyon, sur la place Morand, au milieu du XIX^e siècle : « Ce monument a été élevé par les habitants de la ville de Lyon et ceux de la rive gauche du Rhône ! »

M^e Louis Tindo, le 23 août 1479, dresse son procès-verbal où il énumère ses titres et qualités : licencié en loix, conseiller du Roy, secrétaire de ses Finances, commissaire pour la Guillotière.

Il a été saisi par deux séries de lettres, de même forme et teneur, les unes du Roy, roy de France ; les autres du même personnage, mais Dauphin. (Daulphin).

Les adversaires du cardinal de Bourbon « arcevesque de Lyon » demeurant en Dauphiné, M^e Tindo leur fit connaître ses lettres exécutoires. Le roi-dauphin dit :

« Loys, par la grâce de Dieu, Roy de France, Dauphin du Viennoys, conte de Valentinoys et de Dyoyz », etc...

Le roi délégua deux commissaires : l'un que l'on ne vit pas (et les Dauphinois en firent un argument de nullité), « Maiste Adam Fumée, maistre de requestes ordinaire de l'hôtel du roi », l'autre qui exécuta l'ordre et qui était « Loys Tindo, seneschal de Thovars ».

Le cardinal de Bourbon s'est plaint au roi que la possession de Béchevelin lui soit contestée. « Or château et appartenances ont toujours ressorti à la sennechaucée de Lyon ».

Mais les officiers des chastellenies de Vaux et de Saint-Symphorien-d'Auzon voudraient le soumettre. Ils s'efforcent d'y faire certains exploits.

Sous Charles VI, déjà, en 1408, furent tracées des limites. Mais il y eut des difficultés.

En 1449, un traité intervint.

En 1478, le 17 décembre, une petite armée, sous la conduite du châtelain de Saint-Symphorien, s'empara de la porte du milieu du pont du Rhône. Elle alla même jusqu'à la porte de l'entrée de la ville, sur la rive droite, interrompant toute circulation. Les assaillants juraient « qui si homme s'approchoit d'eulx, qu'ils le mettroient tout roydde sur les careaulx ».

Sans perdre de temps, les gens de justice du Dauphiné firent certains cris, ajournement, exploits divers « sous couleur de justice ».

En haut d'un « gros baston », ils apposèrent les armes du Dauphiné.

La querelle, qui divise les habitants de la rive gauche et ceux de Lyon; peut sembler bizarre, si l'on s'en tient à cette considération qu'aussi bien le château de Béchevelin et son domaine que la ville de Lyon, les deux territoires appartiennent, en définitive, à la même personne qui est le roi de France. Le roi Louis XI le marque d'ailleurs presque à chaque ligne du procès-verbal : mais s'il y a identité de personne physique, ce n'est pas la même personne de droit public. Dans un cas c'est le roi de France, sa personne, qui est le chef (pour la ville de Lyon); dans le second cas (pour Béchevelin), c'est le roi Dauphin, la couronne, qui domine. Lyon a pour roi le roi de France ; Béchevelin a pour Dauphin le roi Louis.

Et voilà pourquoi Tindo (il le dit lui-même) est saisi par deux lettres « de même format et teneur », mais « hors le titre et le scel ». Dans l'une, c'est le roi de France qui parle ; dans l'autre, c'est le roi-Dauphin. Les ordres seront les mêmes, le titre et les armoiries changeront seuls. Plus tard, au XVIII^e siècle, les habitants de la Guillotière, condamnés, en appelleront « du roi, roi de France au roi-Dauphin ». Les habitants de la Guillotière peuvent avoir un Dauphin qui est aussi le roi de France : ils n'en restent pas moins Dauphinois.

Mais reprenons le récit des événements :

Prévôts et procureur de Lyon, qui se trouvaient à Béchevelin, accompagnés de quelques hommes, ayant eu connaissance de ces faits, vinrent à la Porte du milieu du Rhône, du côté du Dauphiné. Ils la trouvèrent occupée, ils voulurent passer « pour voir et scavoir » ce que les assaillants voulaient faire.

Ils furent édifiés. En effet, on lit :

« Mais lesdits Jean de Ville et Guiot de la Roche tenans en leurs mains, l'un une espée nue, et l'autre une partisanne, leur deffendirent l'entrée de la ville, en leur présentant au visage, renians et despitans le Nom de Dieu, que s'ils entroyent dedans ladite porte, qu'il les mectroyent à mort ».

On crut à un tumulte, à une attaque contre la ville. Les gens de Grenoble se dirent attaqués et leurs huissiers ajournèrent à comparaître devant le procureur Delphinal, donnèrent défaut, octroyèrent prise de corps et mainmise « ez biens ».

Le 15 mai 1479, le châtelain de Saint-Symphorien-d'Ozon, accompagné d'un sergent (auxiliaire de justice) du même lieu et 40 ou 50 autres « tous embastonnés d'arbalestes, ayant les aucunes le traict dessus » (quelques-unes ayant la flèche sur l'arme), tous vinrent vers la croix, près la porte de la ville. Un clerc publia « ce que bon lui sembla », puis attacha une feuille de papier à la Croix. Alors, à haute voix, le sergent donna assignation à comparaître devant le Parlement de Grenoble au procureur (du roi) de Lyon, au courrier (chargé de mission), au procureur de l'archevêque (de la municipalité de Lyon), etc..

« Et non content de ce, arracha lesdit chastelain nos armes et panonceaux royaulx (armoiries de la maison de France) environ le dit pont, en grant esclande et lezion de Nous (le roi de France) et de nostre justice, auctorité et Magesté royal. »

Les officiers et gens du seigneur de Myolant, quatre jours après, tinrent à donner, avec quelque appareil juridique, une leçon de droit pénal et de droit féodal aux habitants de Béchevelin. Ils vinrent en ce lieu, emmenèrent des habitants au seigneur de

Myolant qui, par un clerc de Vienne, les fit lier et garder dans une étable à chevaux toute la nuit, et les relâcha vers 7 heures du matin en « leur commandant que, quand il les manderoit pour mener son chariot, qu'ils y allassent tout incontinent ».

On comprend que le roi tint à mettre fin à toutes ces exactions et qu'il fit mettre la matière en délibération aux gens de son grand Conseil. A des gens graves et notables, tant du côté du Royaume (de France) que du pays du Dauphiné, il fallait confier le soin de tracer des limites et fixer les usages. Provisoirement, l'effet des actes et des saisies fut suspendu.

Le 5 juin 1479, à Nemoux, le Roy-Dauphin donna ses ordres en ce sens, scellés en « cyre rouge ».

Les agents d'exécution du roi allaient être deux personnages : l'un Fumée, son conseiller; l'autre Tindo, sénéchal de Thouars (1). Seul ce dernier s'acquitta de sa mission. Pour des raisons qu'on ignore, Fumée n'apparut jamais. Les représentants du Dauphin ne manquèrent pas de le remarquer, et comme nous le verrons, à propos des procès du XVIII^e siècle, et, lors des discussions à l'auberge du « Lion Rouge », à la Guillotière, ils mentionnèrent le fait comme un des cas de nullité, avant de faire défaut.

Tindo, avec l'assentiment d'une commission de gradués Lyonnais, n'en fit pas moins sa délimitation. L'histoire a montré que cette délimitation fut assez oubliée, mal exécutée et que même les Lyonnais laissèrent longtemps dormir, dans la poussière des archives, le seul titre ancien leur attribuant quelque droit sur la rive gauche du Rhône et ne le découvrirent que peu avant de faire rendre les arrêts favorables à leur cause, au XVIII^e siècle.

Loys Tindo était « licencié en loix, conseiller du Roy nostre Sire, secrétaire de ses finances, senneschal de Thouars et commissaire dudit Sire en cette partie » (la Guillotière).

Maistre Adam Fumée était « conseiller et maistre des requestes ordinaire dudit seigneur, aussi commissaire ».

Les commissaires montrèrent leurs lettres aux autorités. Le 15, au jour primitivement fixé, occupés à de grandes affaires pour le compte du roi, ils ne leur fut pas possible de venir au lieu fixé. Mais les parties vinrent. Il fallut les reconvoquer, ce qui fut fait pour le dernier jour du même mois, au lieu de la Guillotière, en la maison de Jehan Charles, devant la Croix, à l'enseigne de « l'Escu de France ».

Le 23 août, la nouvelle convocation fut faite ; le 26, elle fut portée par Guillaume Portier, sergent du roy, à Grenoble, en une des Chambres du Palais. Maistre Etienne de Beaupont, procureur général et fiscal du roi-dauphin, répondit qu'il obéirait volontiers à l'assignation. Le président fit même réponse.

Messire Claude Pasquet, docteur en loix, procureur en Lyon-

(1) Actuel chef-lieu de canton des Deux-Sèvres. 10.000 habitants.

nais, le procureur général de l'archevêque, Messire Guillaume Billon, juge ordinaire de la terre et seigneurie de Béchevillain, pour l'archevêque (1), Philibert Chapa, procureur au même lieu, furent aussi assignés. Le chatelain de Saint-Symphorien et Vaulx, le lieutenant du juge et le procureur eurent aussi à comparaître.

Au dit jour, « environ 2 heures après-midy », la réunion eut lieu. Mais le procureur général de Grenoble avait donné pouvoir à Jean Brunet, procureur de Saint-Symphorien-d'Auzon. On y lisait : « Anno domini millesimo quater centesimo septuagesimis nono, etc die decima tercia mensi Augusti ; nobilis et egregius vir Dominus Stephanus de Belloponte, utroque jure licenciatus, procurator generalis fiscalis Dalph. dicens se non posse in hac paste vacare, aliis arduis Dalphinalibus negociis preeditus, loco sui, etc... » Puis le magistrat donnait pouvoir à différents subalternes.

Alors Pasquet, parlant au nom du Lyonnais, rappela les droits de cette province et évoqua les derniers troubles.

Au nom du Dauphiné, Bonnet répondit par quelques mots sur la question des excès. Sur le fond, il avait des « choses escriptes en ung feuillet de papier ».

Il fit appel aussitôt. L'acte était prêt, rédigé en langue latine. On y lit notamment que... « pendet lis indecisa in venerabili curia Parlamento Dalph. » Le Code et les authentiques, les titres « de re judicata », et « de dolo » et diverses citations tendaient à appuyer les raisons de litispendance. Gloses et rescrits divers complétaient cet arsenal juridique.

Tout en mettant hors de cause l'honorabilité du commissaire, le distingué Seigneur Louis Tindo (honore vestro semper salvo egregie Domine Ludovice), les Dauphinois tirèrent argument du fait qu'il ne pouvait valablement procéder seul à une mission que le roi avait confié à deux.

Ils réclamèrent, autant de fois que cela était nécessaire, la cessation de l'entreprise (semel, bis, ter, quater et cum santa quanta potest), alléguant que seul le Parlement Delphinal pouvait juger l'affaire. Enfin ils firent appel « ad serenissimum regem Dalphinum Dominum nostrum, Dominus gubernatorem Dalph. V et à la « venerabilem Curiam Parlementi » (du Dauphiné).

Donnet voulait que Tindo fasse réponse à « ung nommé Lugniaci, soy disant notaire ou tabellion Dalphinal ilec présent qu'il avait amené avec lui ».

Mais Tindo n'en avait connaissance et, à peine de mille marcs d'argent, il fit défense « de bailler aucuns actes ou instruments touchant sa mission dont il fit donner lecture ». Il remarqua que les mesures devaient être prises nonobstant appel et qu'elles n'étaient que par provision. Les parties adverses furent invitées

(1) Ainsi Béchevelin ressortissait à Lyon.

à rédiger leurs observations et la suite des opérations fut remise dans le même lieu au jeudi 2 septembre 1479.

On renouvela l'interdiction des violences et l'effet des saisies pratiquées fut provisoirement suspendu.

Le 2 septembre, Tindo arriva à l'Hôtel de l'Escu de France à 8 heures. A 10 heures, les parties arrivèrent.

Les gens de Lyon parlèrent de témoins à entendre et d'archives à compulser, non pas seulement les copies, même certifiées (vidimus), mais d'originaux, dont la majeure partie se trouvait « en trésor de l'église Saint-Jehan de Lyon ».

Tindo engagea alors la discussion avec les gens de Grenoble, qui faisaient appel, alors qu'aucun acte n'avait encore été fait. Pourraient-ils alléguer les raisons écrites dans l'acte ? Elles étaient simplement écrites sur le papier, non prouvées. Quant au fait qu'il procédait seul, cela n'était pas irrégulier et il avait offert de prendre un adjoint.

Sans attacher d'importance à ce que pouvait dire « ung quidem » notaire delphinal, Tindo désirant entendre les témoins et lire les chartes, copies avec vidimus, etc..., donna assignation au samedi 4 septembre, en l'hôtel de Charles, à 8 heures du matin et, à 2 heures après-midi, devant l'église cathédrale Saint-Jean de Lyon.

Au jour dit, à l'Hôtel de l'Escu de France, la représentation dauphinoise fit défaut. Seuls les Lyonnais furent présents : Maistre Pierre Fournier, licencié en loix, un prêtre, un notaire royal, un sergent, etc... On donna rendez-vous à ces témoins pour le soir. On alla au chapitre voir les chartes, lestres « previleiges ».

Le lundi 13 septembre, le Commissaire se transporta à Bèchevillain pour « aller visiter à l'œil les limitations de ladite chas-tellenie ». Le procureur du Roy en Lyonnoys présent, on assembla « les anciens hommes ». On y releva une vingtaine de noms (Guillaume Lunel alias Taffart, Jehanin Chavennes, Pierre Grillet, Jehan Rochon, Denis Cabeau, Guillaume Luiset). On partit du lac d'Oysel, puis, au travers du Rhône, à l'endroit d'anciens fossés « où souloit avoir une grange des appartenances de l'Ospital Sainte Catherine de Lyon (1) (Grange de Marignolles) (2).

On était près de deux justices, dressant leurs fourches patibulaires (potences), celle de Lyon et celle de Bresse, entre le Rhône et la Saône.

De là, on gagna le Moncelet ou petite Motte, sur chemin de Lyon à Villeurbanne (actuelle rue du Quatre-Août) (ancien chemin de Saint-Antoine). Le Moncelet ne devait pas être éloigné de l'actuelle place de la Cité (ancienne place Napoléon).

(1) Déjà mentionné plus haut.

(2) La grange de Margnolles est située sur la rive droite du Rhône, proche de Saint-Clair. Une rue qui se détache de l'ancien tracé de la route de Strasbourg (actuelle montée de la Grand'Côte, etc.) porte ce nom. La grange est indiquée sur les anciennes cartes de la Guillotière et environs.

De Moncelet on alla à la Croix de Symendres (place des Maisons-Neuves), puis aux Boys de Monchal (Montchat), sur le chemin de Lyon à Genas (actuelle route de Genas).

Défilent ensuite la route de Bron, celle de Grenoble, le Rempaut de Chassaignes (? Chaussagne), Veille-Morte (Femme-Morte) entermée sous un monceau de petites pierres, les fossés des Tures (armée des Sarrasins), route de Vienne, Croix de Saint-Fons, Voye Boveresse (voie des bœufs), Iles du Rhône et même au delà, les limites, selon certains, se prolongeaient « au droit d'une grosse pierre, ou rocher, du côté du Royaume (de France) qu'on appelle Pierre-Beneiste (Pierre-Bénite) (1).

Telles étaient les vraies limites de la seigneurie de Béchevelin et aussi celles du royaume de France et de l'Etat du Dauphiné.

Mais il y a une petite variante due à certains anciens.

Certains disaient en effet que, déjà lors d'une enquête faite en la même matière, vers 1450, par l'administrateur de l'archevêché de Lyon, devenu depuis évêque du Puy (Auvergne), les mêmes limites avaient été constatées, comme jadis, par leurs ancêtres. Mais certains pensaient et avaient entendu dire que la limite se faisait en tirant tout droit de la voie bouveresse au pont Bretet, « qui est de présent submergé sous le Rosne, et qui est au-dessus de Pierre-Béneiste, comme ils dyent, ung giet, d'arc, ou environ ».

Ainsi, les limites étaient rappelées et, à l'intérieur, le commissaire fait préciser par les témoins que le Roy (roi de France) avait tout droit de ressort et souveraineté.

C'est ainsi que les témoins ont vu les sergents faire les exploits, ils ont vu exécuter les mandements royaux, afficher les « panonneaux royaux ».

La « Court de la Chastellenie de Bechevillain » a fait « battre et fustiger crimineulx, copper oreilles ». L'appel ressortissait « devant le juge d'appeaulx des chasteaux de mondit seigneur l'arcevesque de Lyon et dudit juge d'appeaulx par devant le juge des ressorts de lyonnoys et de là en parlement à Paris ».

Quant aux charges financières, les habitants sont sujets du Lyonnais et non du Dauphiné.

Le 15 septembre, un conseil fut réuni à Lyon. Des praticiens, des notables y figuraient et, à leur tête, cinq docteurs en droit civil (Messires Laurens Patarin, Pierre Fournier, Jehan Palmier, Clément Merlat, André Garnier). Tindo avait en effet été impressionné par le défaut et l'appel des Dauphinois. Plus tard, ces derniers diront que ce conseil de gradués que réunit Tindo fut « pour leur faire dire tout ce qu'il voulut ».

(1) On disait : Côté royaume à rive droite par opposition à côté Empire, à rive gauche. Il s'agissait de l'Empire romain germanique dont le comte de Savoie relevait, avant l'échange de ces terrains et de leur cession au dauphin.

Tindo exposa le cas à l'assemblée. Ils furent tous d'un même avis : le commissaire Tindo pouvait continuer et achever sa mission. Il devait procéder « non obstant opposition ou appel ». Puis l'appellation n'avait pas encore été relevée, ni les inhibicions et deffences faites, enfin ce n'était que provision.

Le vendredi 17 septembre, l'action reprend à la Guillotière. Les autorités lyonnaises comparaissent. Les Dauphinois étaient toujours absents.

Les magistrats lyonnais, produisant à nouveau leurs titres, demandèrent la décision. Tindo la rendit et elle leur était favorable. La sentence n'était toutefois que par provision. Loys Claveau, greffier à ce commis par Tindo, qui avait assisté aux diverses formalités et « mys et reddigé le tout par escript », après signature et le « scel » de Tindo « signa du seing manuel ».

Nous avons ainsi terminé les explications concernant les limites de notre communauté, dont celles du côté occidental offraient de la difficulté.

La paroisse était donc bornée par le mandement de Béchevelin, d'une façon à peu près identique à celle dont la commune de Villeurbanne est aujourd'hui limitée par celle de Lyon.

Tindo n'avait réglé l'état des lieux que par provision, en 1479. En 1562, lors des ruines accumulées par les troubles sociaux de l'époque et les guerres de religion, la paroisse de Béchevelin, ruinée en même temps que son église Saint-Jean, malgré les limites tracées, la paroisse de Villeurbanne prit bien sous sa tutelle, avant que la situation fut renversée, celle naissante de la Guillotière, dont l'église s'élevait sur la place de la Croix.

Tindo, disions-nous, n'avait agi que par provision. Pour ce motif ou tous autres, comme l'éloignement dans le temps, l'indifférence ou l'ignorance des populations alors intéressées ou dans la suite, ce débat tomba dans l'oubli.

Au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, la question reprit avec une acuité plus grande. Et la population voulait rester dauphinoise, car, soit voisinage des autres communautés, soit exercice réel de l'autorité par le Dauphiné, il semble bien que l'administration lyonnaise n'ait eu qu'un rôle assez borné sur la proche rive gauche.

La délimitation de Tindo ne fut qu'une préface aux grandes querelles des siècles suivants, et c'est à grand'peine et juste

à temps que les Lyonnais sortirent ce titre « de la poussière des archives où (disaient les Dauphinois) il aurait dû à jamais être enseveli ! ».

Dans le domaine de la cartographie, le plan TINDO a donné lieu à un plan de MORNAND, réédité en 1875, en couleur, et aussi à une carte de BOUCHET (Bouchet *fecit* 1702), conservée à la Bibliothèque de la Ville, qui conserve aussi les Archives historiques de Lyon, autrefois à l'Hôtel de Ville.

On lit sur cette carte (Coste 190) : « Carte conservée au présidial de Lion ; arrêt du Conseil d'Etat privé du Roy du 9 mars 1701, contre le parlement de Grenoble ».

Ainsi que des auteurs l'ont constaté, les proportions sont fort inexactes, mais les indications peuvent s'y lire et sont intéressantes. C'est d'ailleurs un défaut général dans les vieux plans, même après l'abandon du système de scénographie, que leur inexactitude dans la représentation topographique. Le reproche de STEYERT à un autre auteur, au sujet de Béchevelin, de ne pas avoir essayé de rectifier les proportions grossièrement inexactes de la carte, serait à renouveler à chaque instant.

On voit sur cette carte (faite en 1702, mais d'après les claires indications de TINDO), la ligne de démarcation partir de la grange de Margniolle, sur la rive droite, et aller à l'endroit dénommé Lac d'Oysel ou Luisez (Croix-Luizet), de là, au Moncelet ou Moncillet, au nord de la route de Lyon à Villeurbanne (rue du Quatre-Août), puis à la Croix de Simendres, etc., etc., comme au procès-verbal.

A ces plans anciens, on peut ajouter ceux plus modernes :

HOTELARD Frédéric, neveu, architecte, plan géométrique de la Guillotière ;

1828, plan topographique de Monplaisir et Sans-Souci ;

Plan de la Guillotière, par CRÉPET, 1845, embellissements projetés. Ce document, à l'intérieur des anciens remparts, ne contient que de brillants projets que l'avenir n'a pas toujours ratifiés. Au delà des remparts, il est plus proche de la réalité et on y reconnaît la Ferme de la Tête-d'Or, des Emeraudes, les Charpennes, Bellecombe ; toute l'ancienne enceinte, forts et enceinte, même un projet d'armoiries, accolant le blason de Lyon et (?) celui de Grenoble.

On distingue la place du Repentir (à l'est de l'actuelle

place du Pont) et la place du Plâtre (intersection de la route de Vaultx (rue Moncey) et de la rue de l'Épée).

A titre documentaire, nous rappelons le nom des différents ouvrages de l'enceinte ancienne qui reliait les ouvrages par le mur d'enceinte, tandis que, dans le système postérieur, les ouvrages s'édifiaient à longue distance en avant du mur (forts de Corbas, Feyzin, etc.). Actuellement, par l'effet du déclassement, le mur doit disparaître, mais les forts sont maintenus. Sur le tracé du mur récent, un vaste boulevard circulaire est projeté.

Dans l'ancienne enceinte, en partant du fleuve, en face de Saint-Clair, on trouvait :

- Lunette de la Boucle (disparu) ;
- Redoute de la Tête-d'Or (disparu) ;
- Fort des Charpennes (disparu) ;
- Fort des Brotteaux, un peu à l'ouest de la Gare des Brotteaux, (disparu) ;
- Fort de la Part-Dieu (disparu) ;
- Fort de Villeurbanne (transformé, docks, justice militaire) ;
- Ouvrage non dénommé (disparu) ;
- Fort la Motte (transformé). (A l'intérieur, château conservé ancien de la Motte.)
- Fort du Colombier (disparu) ;
- Fort de la Vitriolerie (transformé).

Sur le même plan, se lisent les noms de ponts ci-après : Boucle, Louis-Philippe, Morand, Collège, Lafayette, Hôtel-Dieu, la Guillotière, Prado (que prolonge une vaste avenue en projet dans le plan), Midi.

Nous réunissons ci-après diverses précisions sur le célèbre procès-verbal.

Le document débute ainsi :

« Procès-verbal de Maître Louis Tindo, commissaire du Roy, pour la juris-diction de la Guillotière, et mandement de Béchevelin, du 23 d'Aoust 1479.

« L'an de grâce mil quatre cens soixante dix-neuf, le vingt-troisième jour du mois d'aoust, à Nous, Loys, Tindo, licencié en loix, conseiller du Roy, nostre Sire, secrétaire de ses finances, et commissaire d'icelui Sire en cette partie :

« De la partie du procureur du dit Seigneur en la ville et sénéchaucée de Lyon, et de très révérend Père en Dieu, Monseigneur le Cardinal de Bourbon, archevesque du dit Lyon, furent présentées

et baillées certaines lettres royaulx, et autres du Roy nostredit sire Daulphin, d'une mesme forme et teneur, sans aucune différence, fors (excepté) en tiltre et seel (sceau) ; en nous requérant que vou-lussions procedder à l'entérinement et exécution d'icelles, tout ainsi que par lesdites lettres estoit mandé et commis.

« Et pour ce que par icelles lettres estoit mandé appeler les parties adverses, et autres, donnasmes et octroyasmes nos lettres exécutoires attachées sous nostre seel, esdictes lettres dudit Seigneur Daulphin, pour ce que lesdites parties adverses desdits impetrans (réclamant) estoient demourans ou Daulphiné.

« Et desquelles lettres, et exécutoire d'icelles, la teneur s'ensuit, et est telle :

« Loys (Louis XI), par la grâce de Dieu, roy de France, Daulphin de Viennoys, conte de Valentinoys et de Dyoys. A nos amés (aimés) et féaulx (fidèles conseillers, Maistre Adam Fumee, maistre des requestes ordinaire de nostre hostel (cour), et Louis Tinto, nostre Seneschal de Thouars, salut et dilection.

De la partie de nostre très cher et amé cousin, le Cardinal de Bourbon, arcevesque de Lyon, et de nostre procureur, et austres nos officiers en la senneschaucée de Lyon, nous a été expousé, que icelui nostre cousin exposant, le cardinal tient toute la temporalité de sondit arcevesché, tant villes, chasteaux, seigneuries que autres choses quelxconques : « Et tant deçà les rivières du Rosne et de la Soone, que delà lesdites rivières, en fief ressort, et souveraineté de Nous et de nostre Couronne : entre lesquels chasteaux et lieux, est le chastel de Bechevillain, scitué et assis oultre et jouxte (de l'autre côté et le long) ladicte rivière du Rosne, et près de la dicte Ville de Lyon ».

Le texte expose ensuite les origines du conflit :

Le château de Béchevelin et son territoire, de temps immémorial, était tenu, sous le ressort de la sénéchaucée de Lyon, et, au delà, en celui de la cour de Parlement à Paris.

Tout autre était l'avis des officiers du Dauphiné et de ceux des Chastellenies de Saint-Symphorien-d'Auzon et de Vaulx. Nos ancêtres de Villeurbanne, faisant partie de la Seigneurie de Vaulx, devaient également soutenir l'idée dauphinoise. Pour ces derniers, Béchevelin dépendait de la domination dauphinoise ; ils s'étaient efforcés d'y faire pratiquer certains actes judiciaires.

En 1408, l'archevêque précédent avait obtenu du roi Charles VI des lettres adressées au sénéchal de Lyon, fixant certaines limites (entre Béchevelin, faisant partie du domaine de l'archevêque de Lyon, et Vaulx, Villeurbanne et Saint-Symphorien-d'Auzon, relevant du Dauphiné).

En 1449, on note un nouveau traité qui apaisa divers conflits des administrations rivales.

Mais le vendredi 17 décembre 1478, entre 8 et 9 heures du matin, les Dauphinois se montrant plus irascibles, se décidèrent à employer la manière forte, et ce fut une véritable petite armée, comprenant, en grand nombre, des gens à pied et à cheval, « en armes garnies d'espées, volges et autres bastons invasibles par mains d'astilité », qui vint sur le pont du Rosne (de la Guillotière), prit « de fait de force » la porte de la tour, située au milieu du pont, et allèrent même au delà, jusqu'à la porte située à l'entrée de la ville, défendant son entrée à tous les gens venant de la direction du Dauphiné, en jurant, dépitant et maugréant que si un homme s'approchait d'eux « qu'ils le mettroient à mort tout roydde sur les carreaux ! ».

Les habitants profitèrent du séjour de Louis XI pour faire des réclamations au sujet des énormes droits qui pesaient sur eux. Louis XI ordonna la délimitation de la Guillotière. Un de ses conseillers, Tindo, fut chargé de ce travail. Tous les officiers du Parlement de Grenoble et du Présidial de Lyon, le Cardinal de Bourbon, alors archevêque de Lyon, et les notables habitants de la Guillotière, assistèrent à cette opération qui fut commencée le 13 août 1479, dans la rue de la Croix, à l'Hôtel de l'Ecu de France, et terminée le 23 septembre de la même année.

« Lesquels et chacun d'eux, sur ce par nous particulièrement interrogés, nous dirent et déposèrent d'un commun accord, que le dit lac Doysel était le commencement des limites et départie de la dite terre, châtellenie et seigneurie de Bechevillain et du pays du Dauphiné, en tirant au dit lac Doysel à l'endroit de certains fossés anciens qui viennent frapper jusque au dit lac à travers du Rhône, à certaine vieille muraille, où se trouvait avoir une grange, comme on dit, laquelle grange on appelait la grange de Marignoldes, qui était des appartenances de l'Hôpital Sainte-Catherine de Lyon, et aussi tirant entre ces deux justices ou fourches patibulaires de Lyon et de Bresse, qui sont entre Rhône et Saône, près l'une de l'autre, et l'une en Lyonnais et l'autre en Bresse (1).

« Et du dit lac Doysel, nous transportâmes, en la présence de tous les susdits, tirant tout droit au lieu appelé le Moncelet, qui est une petite motte de terre, étant joignant au chemin par lequel on va de Lyon à Ville-Urbane. (Vraisemblablement, actuelle rue du Quatre-Août et chemin Saint-Antoine.)

« Et du dit lieu de Moncelet nous transportâmes, en tirant tout droit, à un carrefour, où soulait avoir une croix de bois, ainsi que aucuns des susdits ont déposé et avoir vue, où encore appert certaine pierre en terre, où ils disent la dite croix avoir été autrefois plantée et affichée, vulgairement appelée la Croix de Simandre. (Actuelle place des Maisons-Neuves.)

« Et du dit carrefour, nous transportâmes, par le chemin par lequel on va de Lyon à Genas, jusques au bois de Monchal (Mont-

(1) Cf. le début de ce chapitre et celui de Béchevelin.

chat), et du dit chemin, par un autre petit chemin traversant le haut du dit bois de Monchal et tirant au carrefour étant au chemin par lequel on va de Lyon à Braon, appelé le dit carrefour le Rampant-de-Chassaigne, auquel à une croix de bois étant en un buisson, et d'icelle croix, et chemin tirant tout droit par un vieux chemin, à un autre carrefour, étant au grand chemin par lequel on va de Lyon à Grenoble, le dit carrefour appelé la Vieille-Morte, et disaient aucuns des susdits, le dit carrefour ainsi appelé, parce qu'autrefois fut illec trouvé une femme morte, qui fut enterrée sous un monceau de petites pierres étant du dit carrefour. (Ce lieu-dit existe toujours.)

« Et du dit carrefour, tirant tout droit au lieu appelé les Tures ou Tureaux, étant près d'icelui carrefour qui sont certains grands fossés ou fausses à grands et hauts jets de terre : auquel lieu aucuns des susdits disaient avoir autrefois ouï dire que, au temps passé, avait eu illec un ost ou armée de Sarrasins, et qu'ils avaient fait ces dits fossés pour eux retirer et fortifier.

« Et des dits Tures ou Tureaux, en tirant au long un grand chemin par où l'on va de Lyon à Vienne, et par le dit grand chemin depuis le bout des dits fossés, nous transportâmes jusqu'à une croix de bois, qui est à un carrefour appelé « La Croix de Saint Fonds », au droit de laquelle croix passe, au travers du dit grand chemin d'entre Lyon et Vienne, un autre petit chemin appelé « La Voie Bouveresse », qui descend de la dite Croix-Saint-Fonds aux isles du Rhône.

« Et par laquelle voie Bouveresse, nous transportâmes jusques esdites isles et par icelles isles jusqu'à l'eau du fleuve du Rhône, à l'entrée desquelles isles se finit et défaut le petit chemin ou voie Bouveresse.

« Mais tous ces dessus-dits disaient que la terre et châtellenie de Bechevillain s'étendait en tirant tout droit de la dite voie Bouveresse au travers des dites isles du fleuve du Rhône, au droit d'une grosse pierre ou rocher, qui est outre le dit Rhône, du côté du ruyaume qu'on appelle Pierre-Béneste (Pierre-Bénite, sur la rive droite du Rhône).

« Disant outre tous ces dessus nommés et chacun d'eux que les dits lieux, chemins et carrefours par lesquels nous étions ainsi transportés, étaient les vraies limites et départies de la dite Châtellenie et Seigneurie de Bechevillain et du Dauphiné. »

« Disans tous... fors... Glaude de la Fontaine et Thienen Thevet, qui ont dit qu'ils ont oy dire que les dites limites se finissent en tirant tout droit de ladicte voye Bouveresse au Pont-Bretet, qui est de présent submergé soubz le Rhône et qui est au-dessus de Pierre-Beneiste, comme ils dyent, un giect d'arc ou environ. »

Ces limites coïncident, sur la presque totalité du parcours, avec les limites modernes de la ville de Lyon, sur la rive gauche ; mais il y a des obscurités dès le début, et on ne saurait dire avec certitude où se trouvait le lac d'Oisel, qui sert de point de départ. Oisel

était d'ailleurs non pas seulement le nom du lac ou celui d'un lieu restreint, mais la dénomination d'un territoire assez étendu, puisque la ferme de l'Émeraude, située à 1.600 mètres du Rhône, était comprise dans le territoire d'Oisel. On a, par conséquent, une trop grande latitude pour chercher l'emplacement du lac de ce nom.

Le second point de repère est le Moncelet, petite motte de terre qui n'existe plus, mais dont l'emplacement se détermine exactement entre le cours Lafayette et le chemin de Saint-Antoine, à 300 mètres de la place de la Cité. Le carrefour de Symandre, qui vient ensuite, était situé à la rencontre de la route de Crémieux et du chemin du Sacré-Cœur. D'après le procès-verbal de 1479, on allait en ligne droite du Moncelet à Symandre ; il n'en est plus de même aujourd'hui, et la limite forme un angle très accusé qui contourne en partie la Ferrandière. Au xv^e siècle, cette propriété n'existait pas et un riche citoyen de Lyon, Martin de Troye, l'ayant fait construire vers le milieu du siècle suivant, tint sans doute à ce qu'elle fut comprise dans les limites de la juridiction de Lyon, et cela se fit d'autant plus facilement que ce domaine fut plus tard érigé en fief.

De ce point, nous suivons le chemin de Genas jusqu'au chemin dit Vinatier et qui sépare les communes de Bron et de la Guillotière. C'est au débouché de ce chemin que se trouvait le bois de Montchat, dont il reste encore des traces.

Il convient de rapprocher la limite de Tindo de la délimitation de 1791, ci-après reproduite en entier ; quoique récent, c'est un document important et qui se réfère par des points si nombreux avec les documents anciens qu'il est indispensable pour en éclaircir l'interprétation. On remarquera seulement qu'il ne suit pas la même marche que le procès-verbal de Tindo et qu'il prend son point de départ à l'est à l'entrée du chemin Vinatier correspondant au bois de Montchat de l'enquête de 1479.

« Depuis les limites de la paroisse de Bron divisée par la ligne du milieu du chemin Vinatier traversant de celui de Genas à la grande route de Grenoble et de là au treuve de la Femme-Morte, sur le chemin de Lyon à Eyrieux, la ligne, partant de ce treuve, passant le long des retranchements de César (1), vulgairement dits fossés des Sarrasins, jusqu'au chemin de Lyon à Vénissieux, descendant par le milieu de ce chemin, retournant par le milieu du chemin qui traverse de celui ci-dessus immédiatement à la grande route de Vienne, passant devant la tour et les maisons du Moulin-à-Vent se dirigeant par le milieu de la grande route de Lyon à Vienne, jusqu'au treuve de la Croix de Saint-Fond ; de là, retournant, par le milieu du chemin anciennement appelé la voie bouveresse, jusqu'au fleuve du Rhône par plusieurs contours ; la rive comprise du fleuve du Rhône traversant sous le pont de la Guillo-

(1) Ces retranchements sont portés sur un vieux plan de la Guillotière.

tière, de là jusqu'à l'entrée du pont Saint-Clair (actuellement pont Morand), du côté des Brotteaux, et enfin jusqu'à vis-à-vis la cour du domaine de la Tête-d'Or ; les fonds et possessions des habitants de la paroisse de Villeurbanne, suivant la ligne partant à droit fil du fleuve du Rhône, par un canal qui traverse la cour de ce domaine ; retournant par ce fossé entre le pré Dutour, ci-devant à l'Hôtel-Dieu de Lyon et celui de la dame Brion, traversant la grande allée (actuellement cours Morand) venant du pont Saint-Clair, se prolongeant le long du mur occidental de la maison faisant l'angle méridional de cette allée et du chemin tendant des Charpennes à la Guillotière ; traversant le chemin, continuant au travers des prés de divers particuliers et des fonds du domaine de Belle-Combe, jusqu'au lieu anciennement nommé le Montelet, sur le chemin de Lyon à Villeurbanne, passant par la Croix (alias la Croisée) de la Part-Dieu, traversant le chemin et une partie du clos de la Ferrandière jusqu'au treyve de la croix de Symandre, et, de cette croix, par le milieu du chemin tendant de la Guillotière à Genas, jusqu'au chemin Vinatier.

CHAPITRE XIII

Les Registres paroissiaux

Pour bien comprendre les questions complexes qui agitaient les esprits de nos concitoyens réunis dans leurs assemblées des trois ordres, vers le milieu du XVIII^e siècle, il est nécessaire de nous replacer dans le cadre de la vie de l'époque. Pour nous renseigner, à cet égard, nous possédons une incomparable et abondante source de documents : ce sont les Registres Paroissiaux de Villeurbanne, ancêtres de nos modernes actes de l'état civil, à l'étude desquels nous arrivons.

Chacun connaît ce qu'on appelle les « actes de l'état civil ». Ce sont des actes authentiques, destinés à fournir la preuve certaine de l'état des personnes ; depuis 1792, ces actes sont inscrits sur des registres publics, tenus, dans chaque commune, par des fonctionnaires appelés « officiers de l'état civil », qui sont les maires, suppléés par les adjoints ou les conseillers municipaux.

Malgré leur nom, les registres de l'état civil sont loin de constater tout ce qui établit ou change l'état des personnes ; ce qui concerne l'état politique leur échappe, et, même pour l'état civil, au sens étroit, les actes ne constatent que les naissances, les mariages et les décès.

Parmi les nombreux systèmes de perfectionnement qui ont été proposés, le plus connu est celui du « casier civil » qui, à côté des trois faits signalés, permettraient d'en constater beau-

coup d'autres, comme, par exemple, une émancipation, ou une séparation de biens.

Quelles que soient les améliorations que le législateur de demain ne manquera pas de réaliser en cette matière, la situation actuelle de nos registres s'explique par l'histoire ; ils ne sont pas autre chose que la continuation de ceux tenus dans les paroisses catholiques, que les lois de l'époque révolutionnaire confièrent aux municipalités nouvellement créées ; or, le clergé, pour les questions d'ordre religieux, et pour sa comptabilité, n'avait à tenir compte que des baptêmes, des mariages et des enterrements.

Les plus anciennes de ces sortes d'écritures, que le clergé moderne tient d'ailleurs toujours, remontent au ^{xiv}^e siècle ; au début, il y régnait souvent un grand désordre ; c'était de simples feuilles volantes, sorte de memento, tenues sous la pression des nécessités et bientôt généralisées pour les commodités qu'elles procuraient. Mais bientôt intervinrent divers actes des autorités religieuses et civiles qui réglementèrent la tenue des registres : c'est ainsi que le Concile de Trente, en 1563, créa un registre pour les mariages et que, dans l'ordonnance royale de 1667, se trouvent de nombreuses dispositions ayant le même but.

Ainsi, l'autorité civile trouvait de nombreux avantages dans les registres que tenait le clergé, mais il n'était pas possible de maintenir un système qui faisait des prêtres les agents d'une autorité qui n'est pas celle dont ils dépendent. Les pouvoirs civils ne cherchaient pas, dans la tenue des registres, les mêmes avantages ni les mêmes buts que les pouvoirs religieux. De nombreuses difficultés s'élevèrent dans les pays du culte prétendu « réformé », où le clergé catholique n'existait pas ; pour eux, on fut obligé de créer des officiers laïcs ; il était temps de décharger le clergé d'une tâche qui n'était pas la sienne, en perfectionnant l'administration civile et en lui confiant ces écritures. Ce fut l'œuvre de la loi de 1792, très imparfaite d'ailleurs, puisqu'elle se bornait à une simple sécularisation des registres. Et c'est encore la situation actuelle dont quelques lois n'ont précisé que des détails.

Villeurbanne possède des registres paroissiaux où se trouvent très nettement les différentes phases de l'historique générale qu'on vient de lire ; au début, ce sont de simples feuilles

volantes, puis viennent des papiers timbrés, ensuite des cahiers, portant dans un blason le dauphin symbolique, surmonté de la fleur de lis; avec, en exergue : « Généralité du Dauphiné », c'est d'ailleurs le papier « pour contrats et actes de notaire » à 12 deniers pour « feuille » (*sic*), qui sert au clergé. Dès 1670, l'archiprêtre fait sa visite, numérote les feuillets et met son « paraffe ». Et aussi les officiers publics interviennent, délivrent le papier, coté et paraphé, enjoignant au curé ou vicaire d'observer ce qui « est porté dans les ordonnances de Sa Majesté ».

Ces registres sont aujourd'hui reliés sous huit cotes assez volumineuses ; ils vont de 1632 à 1792, leurs dates respectives sont : 1631, 1699, 1731, 1755, 1773 et 1783. Ces registres de « Villeurbanne » mentionnent « les baptêmes, les mortuaires et les mariages ». Au début, on lit : « Prunelle, curé de Villeurbanne ». Plus loin, « ce unzième apreuil », signé VIGNAY, vicaire. De 1643 à 1658, on ne trouve pas moins de neuf noms signant les actes, en qualité de pères (?) ou vicaires. Au commencement des cahiers, le rédacteur dessine parfois une croix suivie d'une devise, par exemple :

Laus Deo Virginique Mariæ

(Louange à Dieu et à la Vierge Marie !)

L'historien local trouverait déjà un intérêt considérable à étudier ces documents en y lisant les mariages, naissances, décès et autres détails connexes, mais les registres, et c'est le cas des nôtres, en renferment un bien plus important sur lequel il convient d'appeler l'attention : conscients de l'importance de ces registres, le curé de la paroisse, ou ses vicaires, y ont parfois inscrit de petits résumés d'événements de l'époque, comme l'état des récoltes, les inondations, etc... On y trouve aussi l'original de véritables brevets de reconnaissance publique décernés à d'insignes bienfaiteurs ou à de zélés prédicateurs ; plus loin, on lira quelques extraits de cette littérature ; aux approches de la tourmente révolutionnaire, on trouve sur nos registres de longues tirades sur les graves événements de l'époque. Avec le recul du temps et selon ses idées propres, les opinions exprimées peuvent paraître fausses ou critiquables, mais il faut se rappeler que les moyens d'information de

l'époque n'étaient pas ceux dont nous disposons de nos jours, puis il est du plus haut intérêt de voir les différentes conceptions des aspirations diverses de l'époque prérévolutionnaire, de ces événements, comme « la grand'peur », suivis au jour le jour. On comprend la valeur de premier ordre de ces textes, pris en leur qualité de documents d'histoire locale.

*
* *

Voici un premier récit extrait des registres paroissiaux ; il constitue une attestation de reconnaissance à un bienfaiteur :

« Le 22 juillet 1757, nous, soussigné, curé de Villeurbanne (actuellement Saint-Julien-de-Cusset), avons fait placer, dans le fond de l'église, près des fonts baptismaux, un confessionnal bien travaille et fort commode, tant pour les ministres du Seigneur, qui entendront les confessions des fidèles, que pour les fidèles, qui y dévoileront les mystères de leur conscience.

« Et, comme nous sommes bien instruit de ce que dit l'Esprit-Saint, par la bouche de l'Ecclésiastique, que l'Eglise doit publier et éterniser les louanges de ces hommes de miséricorde, dont la piété ne trouve jamais un vide dans leur vie, pour nous acquitter de ce tribut de reconnaissance que nous, et le peuple qui est confié à nos soins, devons à l'illustre Jean-Pierre Delgat, écuyer, conseiller secrétaire du roy, avons, le dimanche suivant, 24 du même mois, averti notre peuple que ce confessionnal était un nouvel effet de la piété de Messire Delgat, qui, depuis l'acquisition qu'il fit, il y a environ quarante ans, d'un bien sis à l'Hormat, dans cette paroisse, a toujours été regardé à juste titre, comme l'insigne bienfaiteur de notre église.

« En conséquence, après en avoir conféré avec les notables de cette paroisse, nous nous sommes déterminés unanimement à inscrire le présent acte dans nos registres, pour apprendre, par là, à la postérité, combien notre église est redevable à la piété dudit Messire Delgat, et combien, nous, qui en sommes les témoins oculaires, en sommes pénétrés de reconnaissance.

« Et comme nous nous sommes aperçus qu'il y avait dans le sanctuaire de notre église, du côté de l'Evangile, un prie-Dieu appartenant audit Messire Delgat, qui ne porte point ses armes, afin que le prie-Dieu ne lui soit point disputé à l'avenir, ni à sa respectable famille, soit par nos successeurs, soit par quelqu'autre que ce soit, nous l'avons prié d'y vouloir faire apposer ses armes, ce qu'il sera maître de faire quand bon lui semblera. En foi de quoi nous et les notables de la paroisse, ici présents, nous avons signé le présent

acte pour servir et valoir ce que de raison le susdit jour, dimanche, 27 juillet 1757. »

Voici un second récit, extrait des registres paroissiaux, il constitue aussi une attestation de reconnaissance aux prédicateurs d'une mission : on y voit que le vieux cimetière était aux côtés de l'église de Cusset.

« Le 20 novembre 1757, nous, soussigné, Claude Buer, curé de Villeurbanne (actuellement Saint-Julien-de-Cusset), savoir faisons à Messieurs nos successeurs que la clôture d'une mission, par nous demandée à Messieurs les très dignes prêtres de la congrégation de la mission de la maison de Lyon, commencée par une procession très solennelle le 30 octobre dernier, s'est faite le susdit jour, 20 novembre 1757, par une procession très solennelle du Très Saint Sacrement, que nous avons faite appliquer au crucifix de la croix du cimetière, que nous y sommes allés processionnellement, que Monsieur Chevenu, directeur de la mission, y a appliqué les indulgences plénières, à eux accordées par le Souverain Pontife, en faveur de ceux qui ont des chapelets par eux bénits dans le cours de la mission, et autres indulgences à eux accordées pareillement par notre illustre archevêque de Lyon, en faveur de ceux qui n'auraient pas de chapelets par eux bénits, que nous avons communie de notre main 521 personnes, que la première communion des enfants s'est faite ledit jour de la clôture d'icelle.

« Que Messieurs les missionnaires étaient au nombre de cinq, savoir :

« MM. Chevenu, Hellioul, Lepoivre, Juget, Siccard, que tous ces Messieurs sont très éclairés, pleins de l'Esprit de Dieu, en conséquence infatigables, dans les exercices laborieux de ladite mission, laquelle ils ont faite à leurs propres dépens, s'immolant, comme l'apôtre, en toutes manières, pour les âmes qui ont tant coûté au sang du Christ, ce dont nous avons été témoins oculaires, pénétrés de la plus vive reconnaissance, et incapables de reconnaître, en la moindre manière, des soins si généreux, vive, du moins, dans notre cœur, et dans celui du peuple qui nous est confié, un éternel souvenir de tant de bonté, dont nous étions si indignes.

« Et avons prié ces Messieurs de vouloir souscrire ce présent monument, que nous transmettons à la postérité. »

La suite de la lecture des registres va particulièrement montrer le mécanisme peu souple du gouvernement de la paroisse et de la communauté :

Année 1774. — Le rendement de compte a été rendu le 4 février 1774. Mathieu Augier a été maintenu luminé (?). On y a traité

l'article des bancs, qui étaient au nombre de quatre, dans le sanctuaire ; j'ai, enfin, engagé la paroisse à les laisser placer dans le fond de l'église, et sous une rente annuelle qui n'était point payée par personne, avant cette époque. Le banc Four..., qui avait été ôté, dans l'intervalle de la vacance de 1766, parce que Monsieur de Ville voulait être, en sa qualité de seigneur, placé avant les autres, a été remplacé. Celui des Constant, près la chaire, avec trois livres dues par eux, annuellement. Celui de Delgat, aujourd'hui Pagnet, sous la rente de six livres. La balustrade a été portée où elle est maintenant, sous l'arc de voûte de la nef.

On a fini de payer Ducret, le fondeur, à Lyon, pour les deux cloches qu'il m'a faites, dont la grosse pèse (?)... et la petite 327 livres, poids de (?)... Le prix a été fait à 28 sols la livre.

On a béni la chapelle de Monsieur de Ville ; j'ai fait cette cérémonie ; l'acte y est inséré. La visite en avait été faite par Monseigneur Midor, curé de la Guillotière. Les papiers qui concernent cet article sont avec ceux de la cure. La fondation n'est pas encore achevée de faire, quoique j'acquitte toujours les douze messes, le premier samedi de chaque mois, et le *De Profundis* après, moyennant l'honoraire de 30 sols par messe.

La paroisse a constamment refusé de faire une... où l'on serait parvenu par un perron, ce qui aurait fermé le cimetière (alors situé autour de l'église de Saint-Julien, selon la tradition) et le côté où l'on passe pour arriver à la cure. Monsieur le Curé offrait de le faire à ses dépens et par le moyen des deniers de la (?) table où il aurait pu, à la longue, retirer quelque somme, et pour lors le mur du jardin, qui va tomber, aurait été inutile. Et Monsieur le Curé demandait qu'il n'y eu plus de passage, et que ce... fut cédé à lui comme à son successeur. Peut-être sera-t-il plus heureux, à la longue. (Ce détail, comme tant d'autres, démontre que le curé était moralement respecté, mais que son autorité était faible.)

La Cure s'augmente du côté des Charpennes ; le pont Morand y contribue et on assure qu'il y aura un chemin qui viendra du pont près la Cure, qui passera près de Dessines et qui ira joindre le Rhône près de Saut, à six lieues environ d'ici.

Il y a eu un arrêt du Parlement de Grenoble qui défend absolument de traiter avec les fermiers pour la 24^e (gerbe) des pauvres et veut qu'elle se prenne en nature pour être battue et distribuée de même. Tous les petits grains ou vins ont été vendus pour avoir du blé.

Il y a eu, cette année, beaucoup de maladies, et j'en attribue la cause principale aux marais. J'avais fait un mémoire, pour le ministre, afin de les faire dessécher, mais les difficultés des communautés qui réclament, chacune, savoir, celle de Bresse et celle du Dauphiné, les communs (communaux), ce qui n'arrêtera pas le mal, qu'on aurait fait disparaître, en les donnant aux particuliers des mêmes communautés, à la charge de défricher et de faire écouler

les eaux, enfin le projet des étrangers, formés en compagnie, qui tâchent de les obtenir, tout s'oppose au bien, et il en sera toujours de même, puisque l'intérêt seul, sans la vue de bien public, anime les âmes basses et communes dont tout le monde est rempli (1).

La Chapelle de Madame de Ville, faisant suite à l'église paroissiale et à la Chapelle des Pénitents, a été bénite sous le vocable de Notre-Dame des Sept-Douleurs.

Année 1775. — Il y a eu, à la fin de l'année, des brouillards qui ont occasionné des maladies épidémiques, et, depuis Marseille jusque dans les plus hautes montagnes, plusieurs en sont morts. La maladie a été ici comme ailleurs.

J'ai fait faire une convention au sieur Germain, qui avait empiété sur le bord de l'« Inviolata » (nom donné à une terre, léguée à la cure, sous la charge de réciter la prière de Notre-Dame, appelée de son premier mot « Inviolata », chaque samedi). (Voir autre acte plus loin), du côté du soir (ouest, occident, côté où le soleil se couche, « le soir »). Les bornes sont plantées. Il n'est pas possible de parvenir, à l'amiable, à faire accommoder les deux ailes de l'appartement qui tombe en ruine. Rien n'est plus difficile de traiter avec les communautés. Je ne sais comment j'y parviendrai.

Les communs (communaux) et les marais sont toujours dans le même état. L'intendant a été chargé, de la part du roi, de s'informer, sur les lieux, de ce qu'il y aurait de mieux à faire, mais rien ne se fait que par intrigues. Les uns veulent les avoir telles qu'elles sont, malgré les maladies qu'elles occasionnent et le peu de fruits qu'elles donnent, les autres ne cherchent qu'à laisser les choses sur le même pied, pour leurs intérêts particuliers.

Notre archevêque, après bien des discussions avec les (?) comtes (?) (chanoines-comtes, membres du Chapitre), nous a enfin donné un bréviaire, et c'est le troisième qu'on voit en vingt ans, environ.

Année 1777. — Cette année a été cruelle pour les fièvres. Il y a eu un grand procès touchant les limites de la Guillotière et de Villeurbanne. J'ai obtenu un arrêt de Grenoble qui casse la sentence de l'archevêque de Lyon, qui semblait donner la Ferrandière à la Guillotière et qui enjoit aux juges, curés, et tout autre, défense de nous troubler dans la juridiction, tant spirituelle que temporelle.

Autre arrêt qui décerne de prise de corps des bouchers de Lyon pour une (?) battoir fait près la Ferrandière et qui casse la procédure faite, à cette occasion, par le juge de la Guillotière.

Monseigneur l'archevêque, après mille instances, donne 128 pour une seconde messe, qui a commencé le 1^{er} juin.

Toujours on s'occupe des communs, mais on n'avance rien, et on souffre ici.

(1) Même observation que plus haut. En outre on saisit la complexité de la vie administrative et économique du temps.

Année 1778. — Du 15 septembre 1778, j'ai fait, enfin, ériger un vicaire (le premier vicaire de M. le Curé Franchet s'appelait Ricard). Monseigneur l'archevêque a reconnu le nombre des hameaux, Charpennes et Ferrandière, de 800 âmes, et s'est obligé, comme décinateur (bénéficiant de la dîme, impôt, en principe de 1/10^e) à payer les 250 au vicaire, ce qui est la somme désignée aux vicaires, depuis le 1^{er} janvier 1777 seulement.

Le Rhône a eu sept crues extraordinaires. Tout le bord de ma paroisse a été inondé (soit au pied de la balme, depuis l'église, jusqu'à la Ferrandière) et pendant trois mois, depuis septembre, il n'a pas cessé de pleuvoir. L'air se trouve toujours mauvais, à cause des marais et des chanvres qu'on y met rouir.

Je soutiens contre le curé de la Guillotière mon droit sur la Ferrandière. Le châtelain, juge de la Guillotière (? Colin) a été décrété, par le Parlement de Grenoble, d'ajournement personnel. Défense est faite, par arrêt, de me troubler.

Année 1779. — Les fièvres règnent toujours et accablent les habitants.

On voit que les conditions de vie d'alors n'étaient pas aussi bonnes que de nos jours et que la vie des prêtres n'était pas exempte de tribulations de tous ordres. Dans le même temps, la ville de Lyon se développe et les événements révolutionnaires approchent, comme on va le lire plus loin.

Voici de nouveaux extraits des registres dont l'intérêt grandit à mesure que la ville de Lyon se développe et qu'approchent les événements révolutionnaires :

Année 1779 (suite). — Le curé de Villeurbanne (actuellement Saint-Julien de Cusset) écrit : « On a fait des mémoires dans plusieurs diocèses pour obtenir une augmentation des portions congrues ».

On appelait ainsi une portion « convenable » (congruens) des revenus paroissiaux laissés au curé pour assurer sa subsistance, mais elle était parfois si faible que l'expression « portion congrue » est devenue synonyme de revenu insuffisant pour vivre. Le cas de Villeurbanne le confirme d'ailleurs. « Les curés du diocèse de Grenoble, et surtout celui de Vienne, se sont distingués. Ceux-ci ont statué, contre leur archevêque, une augmentation nécessaire, et même, le besoin de la (?) suppression du casuel, leur droit pour les cas réservés et la nomination de leur vicaire ».

On aura encore plusieurs fois l'occasion de lire les revendications assez énergiquement formulées, du bas clergé :

J'ai fait pour le bien public mille démarches pour faire réussir le chemin du pont Morand à l'église et de là, par différentes paroisses, jusqu'en Savoie.

Tous mes désirs pour le bien se portent au défrichement et au dessèchement des marais qui, seuls, causent la perte du pays.

L'archevêque de Lyon a réuni, par son crédit, cette année, l'abbaye d'Ainay à son archevêché, quoique déjà très riche.

Les Célestins de Lyon ont été sécularisés entièrement, cette année, avec 1.500 de retraite. L'archevêque semble vouloir tous leurs biens, comme les croyant ecclésiastiques, et qui valent près de trois millions. Mais il vient de paraître des oppositions de la part du Duc de Savoie, fondateur de cette maison, à qui ils ont été adjugés par arrêt du conseil.

1781. — On a fait transporter la croix qui appartient à Monsieur de Riverieux, et qui était sur son fonds, près de son mur, à l'endroit où la Croix de Simandre, énoncée dans le procès-verbal de Tindo, se trouvait, c'est-à-dire à cette patte d'oie qui sépare le chemin de Crémieu de celui de Genas.

Nous avons étudié plus haut l'important procès de Tindo, commissaire du roi. Cette Croix, on le verra, revêt toute l'importance d'un poteau frontière. Pour venir de Lyon, après avoir traversé le pont du Rhône (pont de la Guillotière), on suivait l'actuelle grande rue de la Guillotière. Puis, à hauteur de l'actuelle rue Garibaldi, se trouve une place (Victorien Sardou, anciennement de la Croix), formée précisément par le chemin allant à Villeurbanne (actuelle rue de Crémieu), dont le tracé existe jusqu'à la voie ferrée. Puis il disparaît sur l'emplacement d'un ancien fort (1), il reparait plus loin (Sans Souci) jusqu'à la Croix de Villeurbanne, d'où se détache à droite, le chemin allant à Genas. A gauche se détachait le chemin allant au château de la Ferrandière. Tel était le carrefour de Simandre (place actuelle des Maisons-Neuves). L'avenue Félix-Faure a un tracé moderne. Le chemin de Villeurbanne continue au delà du carrefour l'actuelle route de Crémieu, vraisemblablement ancienne voie romaine.

(1) C'est le fort de Villeurbanne, de l'ancienne enceinte. Il a subi des transformations. Des docks, casernements y sont adjoints. Sur le terrain des fortifications rasées on a récemment élevé les nouveaux bâtiments de justice militaire.

Mais revenons au texte des registres :

« Il a paru que le curé de la Guillotière a voulu bouger, mais
« il n'a pu, sans doute, ni osé faire ce que son envie de s'agrandir
« lui suggérerait, attendu que Monsieur Cochard (nom d'un magistrat,
« auteur d'intéressantes études d'histoire locale) avait donné la
« permission pour le dit changement.

« On a commencé à exécuter le plan d'agrandissement de la
« ville de Lyon, dans les Brotteaux.

« Le chemin que l'on projette, de Lyon, par le pont de Saint-
« Clair (pont Morand actuel) est toujours suspendu. La paroisse de
« Villeurbanne (conseil municipal de l'époque), par délibération, a
« opposé à l'exécution de ce projet, qu'elle exigeait pour y consen-
« tir, qu'on prit la toise de l'Intendant du Dauphiné, pour que les
« limites des provinces, que l'on fait tant d'efforts de confondre
« et d'éloigner de Lyon, fussent authentiques et constatées là où
« dans le chemin et à la naissance du chemin de Vaulx (probable-
« ment intersection du cours Vitton et grande rue des Charpennes),
« à côté d'un reste de pré, qui est du Dauphiné. On l'appellerait,
« par des limites très visibles, la séparation des provinces.

« Il y a eu peu de fièvres, cette année, et beaucoup dans le
« Lyonnais. Les marais étaient secs, mais ils sont maintenant pleins,
« ce 19 janvier 1781. »

« 1786. — Il y a eu, cette année, une visite de Monsieur l'Evêque
« de Sarept, suffragant de Lyon, grand-vicaire-né de Messieurs les
« Curés des Suburbs de Lyon (c'est-à-dire paroisses situées sous
« la ville de Lyon, dont Villeurbanne faisait partie, et non, comme
« depuis une époque récente, de l'évêché de Grenoble), le 6 novem-
« bre, où on traitait de l'agrandissement de l'église, de celui du
« cimetière (alors autour de l'église) ou de son changement et où
« les habitants, poussés par quelque opiniâtreté, après avoir con-
« senti à tout, changèrent et ne terminèrent rien. »

Cette dernière citation nous donne encore l'occasion de constater que l'administration de la communauté de Villeurbanne n'était pas facile et que de fréquents conflits s'élevaient et s'éternisaient entre les seigneurs, le clergé, les évêques et les paroisses voisines, enfin le conseil et le curé.

« La portion congrue, par la déclaration du roy, de la fin de
« 1786, est de 700 et il paraît que les curés de Grenoble s'occupent
« d'un mémoire auprès du parlement de (déchiré) pour proposer
« une amélioration des cures qui sont dans ce cas.

« 1787. — La récolte en blé a été très médiocre en Dauphiné.
« Un certain brouillard, qu'on appelle vulgairement « niole », les
« a brûlés en grande partie, dans le mois de juin, de manière qu'il
« n'y est resté que la paille. Il n'y a presque point eu de fièvres

« dans les mois d'août et de septembre, parce que les habitants ont
« été obligés de faire rouir leur chanvre dans le Rhône, les marais
« étant à sec.

« Monsieur Dechastelus, dixième (1) curé de Villeurbanne (actuellement Saint-Julien de Cusset), tient le bénéfice par désignation de M. Franchet, qui a été nommé à S... (déchiré) Lyon, à cause de sa mauvaise santé, par les comtes de Lyon (Chapitre de Saint-Jean), qui s'engagèrent alors à (déchiré) sa cure à Monsieur Dechastelus.

« 1788. — La récolte en grains a été médiocre, à cause de l'hiver qui a été trop pluvieux et qui a pourri le grain ; il y a eu peu de froid. Celle en vin a été fort abondante et de très bonne qualité ! Le prix de l'âne (charge d'un âne) est de 10, 12, 15. Celle du blé est de 36, 38, 40.

« *Il y a eu, cette année, de grandes révolutions dans le royaume.*
« M. de Calonne, contrôleur général des Finances, pendant les cinq ou six ans de gestion, avait achevé de ruiner la France !

« Ne sachant comment se procurer de l'argent, il a demandé au roi la convocation des notables du royaume, M. Tholosan, commandant de Lyon, a été député de la ville. Cette respectable assemblée s'est passée en beaux compliments et en beaux discours. Le seul bien qu'elle a opéré est la disgrâce de M. de Calonne et la convocation des Etats Généraux, qu'elle a demandé. Le roi a donné sa place à Monsieur de Brienne, archevêque de Toulouse, puis de Sens, et l'a nommé son principal ministre. Les sceaux ont été donnés à M. de Lamignon, avocat général au Parlement de Paris (poste correspondant à Ministère de la Justice, dont le titulaire est encore aujourd'hui appelé : garde des sceaux).

« Ces deux ministres qui s'entendaient comme deux larrons en foire, ne pouvant obtenir des Parlements l'enregistrement nécessaire à leurs édits, ont bouleversé toute la France, en les remplaçant par des grands baillages ; ils ont fait enregistrer militairement l'édit portant création des grands baillages, ce qui a occasionné plusieurs émeutes dans les villes de parlement, entre autre, à Grenoble, le 8 mai. Le peuple de la ville et de la campagne s'est réuni et est allé chez M. de Clermont-Tonnerre, menaçant de lui couper le col, s'il exécutait les ordres, et n'a pas voulu laisser sortir les membres exilés, qui se sont rendus, cependant, quelques jours après, dans leurs terres. On accablait les troupes à coups de pierres. (C'est la journée des tuiles, 7 juin 1788) (2). Il y a eu quelques personnes blessées de part et d'autre. Monsieur Devot, qui a fait la conquête de la Corse, a été envoyé

(1) Depuis la nouvelle érection de Cure (1678) les curés, dans les registres, ont marqué ainsi leur succession.

(2) Le musée de Grenoble possède une belle toile représentant cette émeute, qui fut particulièrement violente dans la rue où s'élève le collège des Jésuites (actuel Lycée de jeunes filles).

« pour apaiser les troubles. Sa présence a tout pacifié. Il y est
« mort, quelques jours après, à 78 ans.

« Enfin le roi a renvoyé ses ministres, au souhait général de
« toute la nation qui a demandé M. Necker. »

Nous arrivons à l'année 1788, qui précède celle de la grande Révolution française.

Nous lisons, sous la plume de M. le Curé de Chastelus, paroisse actuelle Saint-Julien de Cusset (Vieux-Villeurbanne) :

« Enfin le roi (Louis XVI) a renvoyé ses deux ministres (Monsieur Brienne, archevêque de Sens, principal ministre, et Monsieur de Lamoignon, avocat général au Parlement de Paris, garde des sceaux) au souhait général de toute la population, qui a demandé M. Necker, cet homme universel, qui avait déjà été contrôleur général (ministre des Finances), mais qui n'avait pu tenir parce qu'il aimait trop à faire le bien ; autant il a été applaudi et regardé comme un vrai restaurateur, autant les deux autres ont été bafoués. Le peuple les a brûlé en effigie en différents endroits. On ne savait assez... sa joie de leur disgrâce.

« L'évêque de Grenoble a été trouvé mort, dans son palais, d'un coup de fusil... On avait découvert sa correspondance avec M. de Brienne, le principal ministre. On a bien voulu cacher sa mort. Quoi qu'il en soit, c'est un gros scandale.

« L'archevêque de Lyon, Malvin de Montazet, est mort à Paris, dans son abbaye de Saint-Victor, dans le mois de mai, âgé de 77 ans. C'était un prélat rempli de lumière, mais plus encore de politique. Il n'a pas beaucoup été regretté de Lyon, où il avait fait beaucoup de changements, surtout dans les séminaires. On ne le voyait que quatre mois de l'année dans son diocèse.

« Monseigneur de Marbœuf, évêque d'Autun, comte de Lyon, lui a succédé.

« Nous n'avons eu encore le bonheur de le posséder. Tout le diocèse a applaudi avec juste raison, en apprenant sa promotion, et la feuille de bénéfice, qu'il a depuis longtemps, annonce qu'il est aimé de la Cour, qu'il est riche et, par conséquent, qu'il fera beaucoup de bien à la ville de Lyon, qui éprouve de grandes misères à cause de la cessation du travail (1788).

« Il y a eu une visite, dans cette paroisse de Monseigneur de Sarept (Monseigneur Denis, de Vienne, évêque titulaire de Sarept et auxiliaire de l'arch. de Lyon), suffragant, et de Castillon, grand vicaire, dans le mois de juin, relativement à la difficulté entre les paroissiens et le curé qui ne veut pas que l'on enterre dans la partie qui est au nord de l'église. Il observe aux habitants que le cimetière est trop petit pour la paroisse qui s'agrandit tous les jours, qu'il serait à propos de le transporter ailleurs. »

(Il s'agit du cimetière situé, selon le système ancien, autour de l'église du Vieux-Villeurbanne, actuellement Saint-Julien de Cusset. Ce cimetière est aujourd'hui disparu. La rue actuelle au nord de l'église a été, en partie, creusée dans son emplacement ; elle est appelée « Ernest-Renan ». On observe les murs, surélevés, entourant le jardin du presbytère.)

La nécropole est aujourd'hui reportée sur le vaste emplacement situé entre le canal de Jonage et la route de Crémieu, près l'usine hydro-électrique. C'est le cimetière de Cusset.

« Le Curé leur donne la terre de « l'inviolata » si cela leur fait plaisir. »

(La terre que le Curé offre à ses paroissiens pour faire, éventuellement, un nouveau cimetière, était située « en Bourgchanin » (*burgum canensis* : bourg des chiens), sans doute actuellement la rue Bourgchanin, à Villeurbanne. C'était une des quatre terres qui, aux termes de l'ordonnance de 1678, servait à l'entretien du Curé. Elle était ainsi appelée parce qu'elle avait été donnée à charge de réciter, chaque samedi, la prière à la gloire de la Vierge qui commence par le mot « Inviolata » et qui est encore récitée de nos jours. Cette terre fut la source de diverses difficultés que nous retrouverons dans d'autres études, notamment dans celle de l'ordonnance de Camille de Neuville de Villeroy, du 8 mai 1678, qui rétablit la cure à Villeurbanne.)

Continuons la lecture de nos registres :

« Mais, poursuit le narrateur, la visite de Monseigneur l'Evêque a tout pacifié, parce que le curé a donné à ses habitants plus qu'ils ne demandaient. On est demeuré d'accord, dans le procès-verbal, que le curé prendrait cette petite portion qui est au nord de l'église, et, qu'en place, il céderait tout son jardin, qui est au midi de l'église, pour agrandissement du cimetière, ce qui fait trois fois de terrain, et que les habitants feraient, à leurs frais, un mur de clôture, à prendre depuis l'angle de l'église jusqu'au chemin. »

On voit combien, même pour ces questions minimes, étaient délicates les négociations. Le Curé devait défendre son petit jardin contre le cimetière envahissant : encore reste-t-il sceptique sur le résultat final de ces accords :

« Tout le monde fut retiré en paix, mais tout cela n'est pas encore exécuté, ni près de l'être ; les choses sont dans le même état, et selon toutes apparences, y resteront longtemps. »

Ainsi, à cette époque déjà, le Curé de Villeurbanne estimait que, seul, le provisoire est durable.

« L'agrandissement de l'Eglise a été aussi arrêté, mais on n'en parle plus, quoi que ce soit... chose indispensable. »

Il est probable que l'église, alors, n'avait pas été dotée des nefs latérales actuelles.

« Beaucoup de petites villes avaient accepté de grands bailliages, Valence, Lyon surtout, parce qu'il est indigne qu'on soit obligé d'aller plaider à cent lieues. Mais ils ne seront pas à s'en repentir, Messieurs des Parlements trouveront bien des occasions pour les mortifier.

« Tous les Parlements sont rentrés dans le courant de septembre, quelques-uns plus tard. Le peuple leur a fait beaucoup de fêtes, jusqu'à illuminer. La province a obtenu un arrêt pour la convocation de ses Etats, chaque communauté du bailliage de Vienne a nommé un député qui s'est rendu à Bourgoin le dernier dimanche de novembre, pour nommer les députés de l'assemblée qui s'est tenue à Romans. La noblesse s'est rendue à Vienne pour nommer les siens et le clergé pareillement, un par archiprêtre. Le Curé de Villeurbanne, comme seul des Suburbes, s'est rendu à Vienne et a voté avec les autres. Sur les observations que Messieurs les grands Vicaires ont voulu faire, Messieurs les Curés ses chers confrères, ont pris la parole, d'après les raisons que le sieur de Chastelus donnait et ont décrété qu'il paraîtrait à toutes les assemblées jusqu'à ce que les Etats en aient décidé autrement. Le 20 octobre, il a fallu se rendre de nouveau à Vienne pour nommer de nouveaux députés, le même nombre que la dernière fois, 144, en tout 228, moitié du Tiers-Etat, etc. Tous ces députés devaient se trouver à Romans le 29 pour nommer tous ensemble les députés aux Etats-Généraux. On en a nommé 12 pour le Tiers-Etat, 8 pour la Noblesse et 4 pour le Clergé. Les pauvres Curés ont eu beau faire, ils n'ont pu en avoir un. Mgr l'archevêque de Vienne, deux chanoine grands vicaires de Vienne, Dolomieu et Saint-Albin, doyen de Saint-Maurice, et un autre chanoine, ce qui prouve qu'ils ont beaucoup brigué. Mais, d'après les lettres de convocation, on croit que toutes ces nominations n'auront pas lieu et qu'on rassemblera de nouveau : c'est le vœu général.

« La récolte en vin a été abondante et de bonne qualité. La ville de Lyon éprouve de grandes misères à cause de la cessation du travail. »

« 1789. — La récolte en vin a été médiocre et généralement mauvaise. Il n'a pas été cher jusqu'à la Saint-Jean : 10, 12 et 15 livres l'âne (charge d'un âne). Mais dans le courant de juillet, une petite révolte, arrivée à Lyon, parmi le peuple, qui a brisé les

barrières et chassé les commis, a porté le prix à 20 et 24 l'année, parce qu'on n'a pas payé l'entrée pendant cinq jours.

Deux habitants de la paroisse de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or ont été tués, aux portes de Vaise. Ils se sont trouvés, malheureusement, les premiers, et se moquèrent des représentations qu'on leur fit. Les portes furent fermées, et on tira par le guichet. Le calme fut rétabli, le lendemain, par les troupes de la ligne, qui étaient arrivées, et les entrées se perçurent.

L'hiver a été des plus longs et des plus rigoureux qu'on se rappelle. Il a commencé le 28 novembre, jour de Sainte-Catherine, et a duré jusqu'au 12 janvier. Les 27, 28, 30... ont été les jours les plus froids. Le thermomètre n'est pas descendu plus bas qu'en (?) 1709 (ou 1769). Mais le froid a duré plus longtemps. Heureusement qu'il y avait un peu de neige sur les blés, ce qui les a garantis. Car il semblait, après le dégel, que la plupart avaient péri.

Au printemps, tout était renouvelé. Jamais aussi bonne récolte.

Les vignes n'ont pas été de même : dans le Beaujolais, Mâconnais et bas Lyonnais, il y a eu beaucoup de gelées, ce qui a beaucoup contribué à la cherté des vins.

Les moulins ont cessé de moudre pendant près d'un mois ; encore quelques jours de plus, toutes les grandes villes étaient à la famine. Beaucoup de gibiers et d'oiseaux ont péri.

Tous les marronniers de Lyon, qui donnent à cette ville de si bons marrons, ont péri, en grande partie.

On a passé longtemps sur le Rhône à pont de glace, elle avait 14 pouces d'épaisseur. J'y ai passé deux jours, avec la plus grande assurance, vis-à-vis le grand collège (collège de la Trinité, actuellement Lycée. Emplacement de l'actuelle passerelle du collège). Toute la journée, on ne voyait, sur le Rhône, que des amateurs patinant.

Enfin, le 12 janvier, le dégel commença, par un vent chaud, et le 14, sur les 3 heures du soir, les glaces partirent. Le beau pont Morand (l'ancien pont, en bois) résista à la fureur des glaces, à part quelques petits dommages ; mais tous les bateaux-plates, frises, moulins furent fracassés ou coulés à fond, à l'exception de trois moulins. (Les derniers moulins se trouvaient proches le pont actuel de Saint-Clair.)

Les glaces de la Saône ne partirent que quelques jours après, et entraînent le pont de Serin, malgré toutes les précautions que la ville put prendre. Ceux d'Ainay, Saint-Vincent, éprouvèrent de grands dommages. Il périt aussi une infinité de bateaux, depuis Mâcon jusqu'à Lyon.

M. Rey, lieutenant de police, se distingua par son zèle, sa vigilance, et surtout sa prévoyance à ce que personne ne périt.

Il avait soin de faire porter des secours partout où l'on apercevait du danger.

« Quand arriva la nouvelle de la prise de la Bastille, dit l'abbé de Chastelus, tout le monde arbora la cocarde nationale tricolore.

Tout ecclésiastique qui paraissait en public sans l'avoir s'exposait aux insultes du peuple. Pour ma tranquillité personnelle je l'ai portée au chapeau près d'un mois.

« Il n'arriva rien de fâcheux dans ma paroisse.

« On faisait courir le bruit qu'il y avait à la Guillotière des gens mal intentionnés qui voulaient venir brûler le château de la Ferrandière. Le respectable de Riverieulx, qui se reposait beaucoup sur moi, me pria d'y aller coucher, je le fis avec plaisir pendant huit jours et je dormais fort tranquillement, parce que tout était si bien disposé que nous aurions pu donner la chasse à plus de quarante brigands ». (La grand'peur.)

Nous bornons là nos citations des registres paroissiaux. A notre avis, c'est le document où l'on ressent le mieux les difficultés que présentait l'administration de la communauté ancienne, à la fois paroisse et commune, en ce vrai sens que c'est la paroisse qui a servi de support à cet être plus simple et mieux spécialisé et aussi borné dans ses fonctions que dans notre mentalité moderne nous appelons commune.

Peut-être peut-on toutefois estimer que ces tableaux que nous trouvons sous la plume des pasteurs, pour être véridiques au fond, n'en sont cependant pas exempts d'exagération et de pessimisme. L'explication de ce fait, si on l'estime vrai, peut être donné non par une idée de dénigrement systématique, mais par l'incertitude constante et les difficultés très réelles de ces époques ; aussi par la situation toute particulière du curé de l'ancien régime, chargé des soucis d'ordre spirituel de sa charge auxquels s'ajoutaient les plus lourdes situations qu'il était obligé de subir plutôt que de solutionner. Le curé n'a à sa disposition que de faibles ressources matérielles, sa portion congrue et on a lu avec quelle satisfaction ceux de Villeurbanne enregistrent les mesures en ordonnant de faibles augmentations ; c'est aussi le souci de la rémunération, du nombre des vicaires ; ce sont les rapports longs, souvent difficiles, toujours délicat motif tiré de la différence de rang entre le bénéficiaire ecclésiastique et le curé ; et chaque jour le prêtre voit l'état lamentable de son église dans les parties que le décimateur est chargé d'entretenir. Puis c'est la perception de la dîme, ou plus exactement de cette 24^e gerbe des pauvres, perçue en argent, puis en nature, si difficiles à obtenir. Ce sont les multiples charges qui se donnaient aussi dans les paroisses

d'alors et dont les noms, comme les fonctions matérielles, sont de nos jours étrangères à nos habitudes.

On a lu que le Curé de Villeurbanne y ajoutait les plus graves préoccupations d'hygiène, de santé publique, au sujet du dessèchement des marais quand ce n'était pas la défense du territoire même de la paroisse et de ses intérêts les plus vifs, ce qui pis est, contre son propre confrère de la Guillotière.

En ce qui concerne l'esprit public, dans un milieu rural ancien, en des temps durs, on a aussi lu des renseignements assez mauvais.

Pour Villeurbanne, on peut souligner les traits suivants : les difficultés au sujet du terrain pour le petit jardin du curé et pour le cimetière, autour de l'église, qu'éprouve le curé, qui déplore ailleurs les décisions du conseil jamais prises ou toujours remises en question. On voit sur le vif que l'autorité du desservant était pratiquement nulle si tant est qu'un grand respect l'entourait.

Nous lisons en effet, dans les notes du cours de M. le professeur LAMEIRE, que si le curé jouissait jadis de la même considération que de nos jours, en ce qui concerne son rôle dans le gouvernement local, il n'avait aucune autorité pratique.

Ailleurs, le curé déclare, dans les registres paroissiaux, que rien ne se fait que par brigue et que par intrigue. Toutes ces phrases sont prises dans ces textes officiels. Il déplore les âmes viles et basses dont tout le monde est rempli !

Autre pénible constatation en ce qui concerne la dîme, en fait réduite à la 1/24^e partie de la récolte et qui était la partie réservée à l'entretien des pauvres. On éprouve les plus grandes difficultés à la percevoir.

Cet impôt a été fort décrié. Il était cependant la base des revenus nécessaires du clergé, des écoles, des pauvres. On lit, aux notes du cours, que la perception de la dîme, si décriée, était à la base de l'entretien des pauvres, des écoles.

Le décimateur, lointain bénéficiaire, est chargé de l'entretien du clocher ; les autres parties de l'édifice cultuel sont à la charge du curé. Nombreuses sont les plaintes au sujet de l'entretien, que complique cette grave distinction ; lamentables sont les tableaux qui nous retracent l'état de l'édifice. (Les cloches étaient fêlées et ne donnaient aucun son..., etc.)

Croyons, toutefois, à quelque exagération dans les récits des registres. L'œuvre de progrès, pour difficile et lente qu'elle soit, devait s'accomplir quand même, puisque le recul du temps démontre qu'elle s'est réellement accomplie.

Au point de vue du présent travail, ces citations fournissent la meilleure preuve aux considérations développées dans le chapitre intitulé : droit moderne et ancien droit.

CHAPITRE XIV

La nouvelle Charte de la Paroisse

L'ordonnance du 8 Janvier 1678

L'ordonnance de 1678 constitue l'acte d'érection de la cure de Villeurbanne, mais c'est en réalité la seconde érection ; la première, qui remonte aux premiers siècles, n'ayant pas laissé de traces dans des écrits connus.

Cette ordonnance a pour auteur l'archevêque-comte Camille de Neuville de Villeroy, d'une illustre famille, et lui-même l'une des plus hautes figures que nous présentent l'histoire du diocèse de Lyon et l'histoire de la ville de Lyon. La coquette commune de Neuville-sur-Saône lui doit son nom, car, antérieurement, on lui donnait une autre appellation. Le buste de ce prélat est conservé à la Bibliothèque de la Ville de Lyon.

Ce prélat, en rendant l'indépendance au centre de Villeurbanne, en réorganisant l'administration à la Guillotière, suivant détails ci-après, a rendu les plus grands services au territoire de la rive gauche dont son esprit éclairé lui avait montré la situation lamentable.

Cette ordonnance au texte précis, aux stipulations étudiées, et comportant aussi une petite introduction historique, fait le plus grand honneur à la chancellerie épiscopale. Ce document apporte la plus grande clarté sur de nombreux points de la

pratique et accuse une évolution marquée vers l'établissement des revenus fixes se substituant à la trop fameuse portion congrue.

L'ordonnance du 8 janvier 1678

de Camille de Neuville de Villeroy (archevêque-comte de Lyon)

Cette ordonnance constitue la charte même, pour ainsi dire, de la communauté.

NOTE EXPLICATIVE. — Vers 1550, la situation, sur la rive gauche, était la suivante : Villeurbanne existe (actuellement le vieux quartier de Cusset) et continue sa modeste vie de petit village rural ; Chaussagne (La Chesnaie, l'endroit des chênes) est en décadence. De nos jours il n'en reste que la très modeste chapelle de Saint-Alban, ancienne église paroissiale, le plus ancien monument de la rive gauche, en bordure du chemin de Monplaisir à Saint-Alban, au premier rebord de la balme viennoise, proche le boulevard Pinel. Près de la chapelle se dresse aussi la ferme du domaine de Montverd, avec une tour.

Champagneux est aussi en décadence. De nos jours, le domaine et le château, entourés de constructions nouvelles, est propriété depuis 1825, de l'ordre des Frères de Saint-Jean-de-Dieu qui y ont installé une de leurs plus célèbres maisons de santé (route de Vienne).

Bèche-en-Velin (Béchevelin, quartier actuel Saint-André de la Guillotière) existe. Son église, dédiée à Saint-Jean, est ruinée, en 1562, au cours des guerres de religion. Après la tourmente, les habitants se rattachèrent, en partie à l'église, distante de 4 kilomètres de Villeurbanne (Saint-Julien de Cusset) et, en partie, à celle de Saint-Michel de Lyon (disparue. Actuelle place Antoine-Vollon, ex-place Saint-Michel, intersection des rues Sainte-Hélène, Vaubecour, etc., rive droite du Rhône). Remarquons que l'église Saint-Martin d'Ainay, proche, était alors réservée à un ordre religieux très puissant. Le confluent du Rhône et de la Saône était proche de ce sanctuaire (actuelle rue des Remparts-d'Ainay).

Mais le centre de Villeurbanne était loin et si celui de Saint-Michel l'était moins, il présentait l'inconvénient d'être situé au delà du Rhône et le pont était fermé la nuit. Pratiquement, les habitants se rattachèrent à Notre-Dame-des-Grâces du bourg de la Guillotière, située place actuelle Victorien-Sardou, intersection de la rue Garibaldi et de la Grande-Rue, etc. (disparue et remplacée par l'église Saint-Louis, agrandie, de l'ancien couvent du Tiers-Ordre franciscain, devenue église Notre-Dame-Saint-Louis). Notre-Dame-des-Grâces existait peu après l'année 1562, mais non alors, car, à cette date, l'église de Villeurbanne était la *seule existante sur la rive gauche*.

L'ordonnance, dont on va lire le texte, régularisera la situa-

tion. Elle rétablit Villeurbanne au rang de cure, car cette dernière s'était rattachée aussi à la Guillotière ; elle rattache Béchevelin à la Guillotière, enfin elle fait perdre tout droit à Saint-Michel de Lyon sur notre rive gauche. De nos jours, l'église Saint-Michel de la rue Parmentier rappelle ce souvenir historique, ainsi que l'atteste la lettre du cardinal Coullié au chanoine nommé premier curé de la paroisse.

Précisons l'évolution par le tableau ci-après :

- 1° *Ancienne époque* : Villeurbanne, Chaussagne, Champagneux ;
- 2° *Plus tard* : Villeurbanne, Béchevelin ;
- 3° *Après 1562* : Villeurbanne, Saint-Michel de Lyon ;
- 4° *Plus tard* : Villeurbanne, Notre-Dame de la Guillotière, Saint-Michel ;
- 5° *Plus tard* : Notre-Dame de la Guillotière, Saint-Michel ;
- 6° 1678 : Villeurbanne, Notre-Dame de la Guillotière.

*
**

Texte intégral de l'ordonnance du 8 janvier 1678 de Camille de Neuville de Villeroy (*Archives de Lyon*, Fonds COSTE) :

« Camille de Neuville de Villeroy, archevêque et comte de Lyon, primat de France, abbé commandataire du monastère de Saint-Martin-Denay, de l'Ordre de Saint-Benoît. En la ville de Lyon, commandeur des ordres du Roy et Son-Lieutenant Général au Gouvernement de la Ville de Lyon. Et pays de Lyonnois, forest, et Beaujolois.

« A tous ceux qui ces présentes verront, savoir faisons que vu la requête à nous présentée par M. Sauveur Manis, promoteur général de notre archevêché, par laquelle il nous aurait démontré que de l'église paroissiale de Saint-Michel de Lyon dépend une autre église annexe appelée de la Madeleine, située à l'extrémité du faubourg de la Guillotière, les paroissiens de laquelle annexe peuvent être environ deux cent cinquante, or comme ladite annexe n'est éloignée que de trois cents pas de Leglise paroissiale de notre Dame de Grâce du dit Bourg de la Guillotière, que les paroissiens de l'une et de l'autre font de même mandement et justice, savoir que la justice temporelle de notre archevêché et de même taillabilité, Bien que (?) soyent différentes celle de la Guillotière nous appartenant.

« En qualité d'archevêque et Celle de la Madeleine aussy, mais en qualité d'Abbé dénay. Les fonds possédés par les habitants de la Guillotière et les habitants de la Madeleine mêlés et enclavés les uns dans les autres. L'ordre naturel, la comodité et lavantage des paroissiens de la ditte annexe seraient sans doute qu'elle fut une a celle de Notre Dame de Grâce de Guillotière et désunie et détachée de celle de Saint-Michel de Lyon, dont elle est distante par un grand espace, tout le bourg de la Guillotière

à traverser, et le fleuve du Rhône qui ne peut être passé la nuit à cause qu'on tient les portes du pont fermées, en sorte qu'il est assez vray de dire que la ditte annexe ne reçoit ny peut recevoir aucuns secours de l'église Matrice, que le curé du dit Saint-Michel et les paroissiens de la ditte annexe sont inconnus et étrangers les uns aux autres sans liaison et sans communication La ditte annexe n'étant ordinairement servie que par les Vicaires vagabonds et passagers, lesquels ne peuvent subsister honnêtement du revenu affecté à la ditte annexe (qui consiste seulement en quarante-huit Bichets et Bled et huit années (charge d'un âne) de vin que donnent annuellement les fermiers de l'abbaye d'Enay, de valeur de cent ou dix vingt livres, est en un casuel peu considérable à cause du petit nombre et de la pauvreté des dits paroissiens) après avoir demeuré quelques temps il est de même arrivé que soit par la négligence ou par la pauvreté des dits paroissiens la ditte Eglise de La-Madelaine menace une ruine entière, jusques la qu'on oserait y dire la sainte Messe ny passer sous le chœur qui semble devoir tomber à tous moments et le reste de l'Eglise n'est guerres meilleur état, il ny a aussi aucuns presbiteraire ; et l'on peut dire véritablement qu'il est impossible d'y mettre aucuns ordre, vu le petit nombre et le peu de comodité des paroissiens. Au lieu qu'il sera remédié à tous ces inconvénients en unissant la ditte annexe à la dite Eglise paroissiale de Notre Dame de la Guillotière sous lattribution au curé des dits quarante huit bichets de Bled et huit années de vin, aussi bien originairement la ditte Eglise de la Madelaine n'était qu'une simple chapelle où l'on commence seulement à faire des fonctions curiales, après qu'en l'année mil cinq cent soixante-un, l'Eglise paroissiale de Saint-Jean de Béchevelin eut été détruite par les Uguenots, et comme alors il ny avait point d'autre église paroissiale à la Guillotière que celle de Villeurbanne distante de trois quarts de lieux du territoire de La Madelaine, les paroissiens du dit Béchevelin se rangèrent sous le curé de Saint-Michel de Lyon dont ils étaient encore moins éloignés que de Villeurbanne firent de la chapelle de la Madelaine leur paroissiale et reçurent les vicaires que leur donna le curé de Saint-Michel ce qui a toujours été presque la seule fonction de curé qui ait été faite à leur égard.

« D'autre part, la ditte église de Villeurbanne autrefois Eglise Matrice et principale de la Guillotière (dont ce qui s'appelle aujourd'huy le bourg) était à lors presque inhabité et sans maison est devenue annexe de l'Eglise qui a été construite au dit bourg de la Guillotière sous le vocable de Notre Dame de Grâce, et s'en trouve éloignée d'environ trois quarts de lieue régie de tems immémorial par un vicaire amovible préposé par le curé de la Guillotière sans autre assistance ny recommandation, or comme il est certain que le soin des ame est toujours plus utilement à des curés fixes et titulaires qu'à des vicaires passagers et mercenaires, que le nombre des communians de la ditte annexe de

Villeurbanne est d'environ quatre cent avec un territoire de raisonnable étendue, qu'elle n'est d'aucune bienséance et utilité au curé de la Guillotière et au contraire lui est à charge, il serait beaucoup mieux que la ditte église ou annexe de Villeurbanne fut détachée de celle de la Guillotière et érigée en paroisse, avec un curé titulaire dont le choix et provision nous appartient de plein droit, ainsi que celle de Notre Dame de la Guillotière, à raison de notre dignité archiepiscopale, avec assignation au Curé, qui seroit par nous pourvu et à ses successeurs de la portion des dîmes dièrre le territoire du dit Villeurbanne qui appartient maintenant au curé de la Guillotière et qui consiste aux deux septièmes de toute la dixme ou en tout cas d'une portion congrue.

« Et partant concluait notre dit promoteur à ce qu'il nous plut, après due communication aux parties intéressées, et d'ues information super commodo et incommodo, désunir et séparer de l'église paroissiale et cure de Saint-Michel de Lyon la ditte église ou annexe de la Madelaine et l'unir et annexer avec tous ses paroissiens, revenus et dépendances à Léglise et cure de Notre Dame de Grâce de la Guillotière et attendu l'inutilité et le mauvais état de la ditte chapelle de la Madelaine ordonner qu'elle sera démolie et cependant interdite.

« Et à l'égard de la ditte annexe de Villeurbanne l'ériger en cure en la dettachant de la Guillotière avec assignation de la portion susdit des dîmes ou portion congrue au curé nouveau et à ses successeurs et desiquatre des limites et bornes qui seront jugées les dits paroissiens des dits deux églises, ainsi qu'il est plus au long contenu en la ditte requête signée Manis, au bas de la qu'elle nous aurions mis notre ordonnance du vingt quatrième de Juillet dernier portant que la ditte Requête serait communiquée aux Curés susdit de Saint-Michel de Lyon et de Guillotière et aux paroissiens de La Madelaine et de Villeurbanne, pour ouïs dans la huitaine après la signification être pourvu la ditte ordonnance signée de nous et contresignée de notre secrétaire lacte de déclaration fait par les paroissiens de la ditte annexe, par lequel ensuite de la... à eux faite de la requête et de notre ordonnance ils auroient donné le consentement le dit acte datté du vingt huitième du dit mois de Juillet reçu par Goujant, Notaire royal, la signification faite aux dits curés de Saint-Michel de Lyon et de la Guillotière et aux habitants du dit Villeurbanne par la... curseur et apariteur de notre archevêché en datte du trentième du dit Juillet et contrôlé le dit jour; la déclaration faite en conséquence par les paroissiens du dit Villeurbanne, duement assemblés qui auroient pareillement consenty aux fins de la requête de notre dit promoteur en ce qui le concernoit.

« La ditte déclaration faite par devant M^e Jean Baptiste... capitaine Chatelain du dit lieu, le premier d'aoust dernier et reçue par Luvet notaire royal et greffier commis du dit lieu le consentement de M^e François Thomazet curé du dit Saint-Michel et la

ditte annexe de la Madelaine, le dit acte de main privée en datte du neuvième du dit mois d'aoust dernier, autre acte de main privée en datte du seizième du dit mois d'aoust de M^e Jean Villenot curé de la Guillotière et de Villeurbanne par lequel il auroit consenty aux fins de la ditte requête et reconnu l'utilité et avantage qui en résulteroit et néanmoins nous auroit remontré qu'en la qualité de curé susdit il jouit dans le territoire de Villeurbanne des deux septièmes de toute la dime (les autres cinq septièmes nous appartenant à cause de notre archevêché) et de plus de quatre fonds, le premier joignant l'Eglise et la maison curiale du dit Villeurbanne, le second prez le marest commun du dit lieu et contigü au pré de la cure de Saint-Michel de Lyon, le troisième situé en la paroisse de Bron, lieu apellé... proche la terre du sacristain de La... et le quatrième scis au dit Villeurbanne lieu appelé en Bougchanin ou la terre de l'Inviolata, et de plus pour la Guillotière et chapelle de Chaussagne, le dit curé perçoit seulement trente bichets de seignle, quatre ânées de vin et cinquante livres en argent qui lui sont payés par nos fermiers des dimes de la Guillotière, tellement que si on lui retranchoit la part des dimes qu'il perçoit à Villeurbanne et qui fait le gros et presque tout son revenu certain il ne luy restera pas de quoy subsister avec deux vicaires dont il ne peut se passer après la ditte union et partant requeroit que pour faciliter les biens spirituels proposés dans la ditte requête, il nous peut retenir et joindre à notre archevêché à perpétuité, les dits deux septièmes qu'il prend aux dixièmes de Villeurbanne, le blé, vin, et argent que nos fermiers de la Guillotière luy donne. En nous chargeant néanmoins à nos successeurs archevêques de payer portion congrüe au curé de Villeurbanne et luy laisser ou prendre sy bon nous semblaît les dits quatre fonds de peu de valeur et dont lui même est affecté pour un Inviolata tous les samedis et payer à luy et à ses successeurs curés de la Guillotière trois cent livres annuellement outre les dits quarante huit bichets de Bled et huit ânées de vin que payent les fermiers de notre abbaye d'Enay pour le service de la ditte annexe de la Madelaine, ce qui feroit symplement la portion congrüe tant de Luy que de deux vicaires qu'il s'oblige de tenir, les dites portions congrües franchises et exentes de toutes charges ainsi qu'il est plus amplement contenu au dit acte, autre requête à nous présentée par notre dit promoteur général tendante à ce que ensuite des dits commandements il nous plut d'informer... comodo et incommodo des dites unions et érection, Notre ordonnance du treizième de Septembre dernier portant qu'il seroit informé comme dit et à ces fins de lettres, la commission expédiée en suite pour faire assigner témoins à la requête de notre dit promoteur l'information faite par nous le landemain quatorzième du dit mois de septembre, composée de plusieurs témoins, autre ordonnance, mise par nous au bas de la ditte information portant que le tout seroit communiqué à notre dit promoteur, les conclusions définitives du

dit promoteur signées Manis, par lesquelles il auroit persisté à requérir les dites unions et érections. Le tout duement vu et considéré, et après que par la dite information il nous est suffisamment à paru de la vérité de l'Exposé dans les requêtes dû à nous présenté par notre dit promoteur.

« Nous archevêque et Conte de Lyon, susdit après avoir invoqué le nom de Dieu pour sa plus grande gloire, le bon ordre de son culte, et service et pour l'avantage et comodité des paroissiens de la Madelaine et de Villeurbanne, Avons détaché, désuny et séparé, détachons, désunissons et séparons par ces présentes de la dite cure de Saint-Michel de Lyon, la dite annexe de la Madelaine, en avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons à titre de Lunisson annexons, égrégeons et incorporons à l'église paroissiale Sainte notre Dame de Grâce de la Guillotière ensemble les paroissiens de la dite annexe, les revenus et dépendances quelconques, Ordonnons aux paroissiens de la Madelaine de reconnaître le curé de La Guillotière pour leur vray et légitime curé et de recevoir de luy les sacrements qu'il sera tenu de luy administrer ainsy qu'à ses autres paroissiens, Et attendu le mauvais état de la dite église de la Madelaine, en périls de tomber à tout moments, nous l'avons interdite et interdisons par ces présentes avec deffences dy faire aucuns offices ou fonctions, les fonts baptismaux seront démolis, les ornements et vaisseaux sacrés transportés en la dite église de la Guillotière et remis aux luminaires, qui s'en chargeront par inventaire, sauf toutes fois aux dits habitants de la Madelaine dy faire construire sy bon leur semble une chapelle en la place ou en la ditte église de la Madelaine pour y être célébré par les Religieux augustins du port de Saint Vincent (1) de Lyon à l'heure et manière, accoutumée la première messe qu'ils sont obligés d'y dire tous les dimanches, et jusques à la construction de la dite chapelle seront tenus les dits augustins de dire ou de faire dire la ditte première messe en l'Eglise paroissiale de la Guillotière.

« De plus avons par ces présentes aussy détaché, désuny et séparé, détachons, désunissons et séparons de la dite cure l'église paroissiale de notre Dame de la Guillotière, la dite église annexe de Villeurbanne et l'avons établie, érigée et instituée, établissons, érigeons, et instituons en cure de l'église paroissiale principale, dont la... et provision et toute autre disposition apartiendra tans à nous qu'à nos successeurs archevêque de Lyon.

« Et pour bornes, confins et limites de séparation et distinction des dits deux Paroisses, avons donné et assigné, donnons et assignons les bornes et limites de juridictions, ensorte de tout ce qui dépend du Mandement et justice temporels de notre archevêché sera et apartiendra à la Guillotière et par... après la chapelle de Chaussagne.

(1) L'église paroissiale actuelle de Saint-Vincent rappelle ce souvenir. Une rue voisine, qui aboutit à la Saône, s'appelle rue des Augustins.

« Et ce qui se trouve être du Dauphiné sera de la paroisse de Villeurbanne.

« Et pour assurer et régler la subsistance des dits curés et de faire droit sur les remontrances du dit M^e Villemot, ayant considéré que nous pouvons accorder sa demande qui paraît juste sans blesser le transport de notre archevêché (ce qui même ne devrait pas nous détourner d'une œuvre sy sainte et sy utile au public) Et pour éviter tous partages et confusions, avons réuni et réunissons à notre archevêché les deux septièmes des dismes que le dit curé prend à Villeurbanne, les trente bichets de seigle et quatre ânées de vin et cinquante livres d'argent qu'il perçoit annuellement en gros, fruits pour le service des dits églises de la Guillotière et Villeurbanne.

« Voulons que tant que nos successeurs archevêques en jouissent et nous chargerons néanmoins ainsy que nos dits successeurs, de payer au curé de la Guillotière et ses dits successeurs annuellement trois cent livres outre les quarante huit bichets de bled et huit ânées de vin dûs par notre abbaye d'Enay pour le service de la Madelaine et qui désormais apartiendront au dit curé de la Guillotière pour avec les dits trois cent livres Luy tenir lieu de portion congrüe payable par quart de trois en trois mois et par avance franche Icelle portion de toutes décimes et subventions et autres charges ordinaires et extraordinaires imposées où à imposer, et d'autant que la dite cure est cotizée au Rolle des descimes de notre diocèse, sa cote sera supportée par nous et nos dits successeurs archevêques et sera obligé le dit curé à tenir deux vicaires.

« Et à l'égard de la dite cure nouvelle de Villeurbanne, nous serons tenus de donner pareillement au curé qui sera par nous établi la somme de deux cent livres franchises assy de toutes décimes et autres charges, et en outre attend le peu de valeur des trois terres susmentionnées qui nous seroient plus à charge qu'utiles ; la quatrième ne pouvant être séparée de la cure à la quelle elle appartient à titre onéreux.

« Nous avons laissé et laissons les dits fonds au curé de Villeurbanne, le quel sera tenu de dire l'Inviolata pour raison duquel le quatrième fonds a été affecté.

« Et feront les présentes enregistrées de dans le greffe des... Ecclesiastiques de notre diocèse pour y avoir recours et en cas de besoin. Donné à Lyon en notre Palais et sous notre... archy-épiscopal le huitième jour du mois de Janvier de l'an mil six cent soixante et dix-huit. Signé l'archevêque de Lyon et plus bas par Monseigneur. Signé Basset.

« Icelle le dit jour signé Basset et à la marge est écrit l'an 1678. Et le... le dit sieur Basset a présenté au greffe des... Ecclesiastiques du diocèse de Lyon le présent acte insinué au cinq. livre f^o 169 par moi soussigné, signé Renaud.

« Extrait pris et collationné sur l'original exhibé par M. Jean

Alexis Pagnon, curé de la Guillotière au notaire royal en la sénéchaussée de Lyon résident au d... lieu, soussigné et à l'instant rendu au d. M^e Pagnon le trois avril 1761 et a signé avec nous Pagnon curé de la Guillotière et Teissier Notaire royal contrôlé à Lyon le avril 1761, reçu dix sols trois deniers ».

*
**

Ce texte donne les renseignements les plus clairs et les plus précis sur l'organisation de la paroisse, la constitution des revenus divers, l'application du droit canon, etc...

L'ancienne paroisse de Saint-Michel de Lyon, disparue, ainsi que son église, a donc exercé sa domination sur la rive gauche du Rhône. C'est en tenant compte de ce souvenir historique qu'une nouvelle paroisse, dont l'église s'élève rue Parmentier, est érigée sous le vocable de Saint-Michel (1).

(1) C'est ce qui ressort de la lettre du cardinal-archevêque de Lyon adressée au chanoine qu'il plaçait à la tête de la nouvelle paroisse.

Nous en extrayons les passages suivants :

Une nouvelle paroisse à Lyon

(rue Parmentier, VII^e arr.)

La Paroisse Saint-Michel de la Guillotière

Il y a quelques années, lors de la création de la paroisse, Son Eminence le cardinal adressa à M. le Chanoine Chappet la lettre suivante :

« Cher Monsieur le Chanoine,

« Nos populations de la rive gauche du Rhône, qui vont sans cesse s'accroissant en nombre, sont l'objet de nos préoccupations les plus attentives. Notre devoir est, en effet, de mettre plus à leur portée, à mesure qu'elles se développent, les secours religieux dont les âmes ont besoin.

« Aussi, dans le vaste quartier où vient de s'élever une nouvelle mairie, qui doit être le centre d'un nouvel arrondissement de notre ville de Lyon, il nous a paru nécessaire de créer une paroisse, et de lui assigner un territoire qui sera pris sur celui des paroisses de Notre-Dame Saint-Louis et de Saint-André.

.....
« Aussi bien, le vocable de Saint-Michel-Archange que nous avons résolu de donner à la nouvelle paroisse, vous sera une protection toute-puissante.

« Il nous est très agréable de réveiller dans notre ville de Lyon le souvenir du grand Archange, protecteur de l'Eglise et de la France. Dès le v^e siècle, un sanctuaire lui avait été consacré tout auprès de l'abbaye Saint-Martin-d'Ainay. Ce fut longtemps une vaste paroisse qui s'étendait, depuis le confluent, jusqu'au delà du Rhône, dans la région où va s'établir la nouvelle église. Saint Michel, ainsi honoré de nouveau parmi nous, étendra sur la ville tout entière, sur nos familles et sur nos œuvres, son patronage sauveur.

« Pierre, Card. COULLIÉ, Archevêque de Lyon et de Vienne. »

Une rue porte aussi ce nom, partant de la rue Béchevelin et aboutissant, en passant sous une voûte, place Saint-Louis. Faut-il y voir un autre souvenir de l'ancienne paroisse de Lyon ?

Il ne faut pas confondre Saint-Michel d'Ainay, jadis église paroissiale, avec Saint-Martin d'Ainay, autrefois église de couvent.

CHAPITRE XV

Le Gouvernement direct à Villeurbanne à la fin de l'ancien régime

Les Communautés de Vaulx et de Villeurbanne poursuivies par le sous-fermier du domaine du Roi, en Dauphiné. — L'ordonnance du 3 mars 1691 portant que les Communautés de Vaulx et de Villeurbanne payeront en quatre années et demie et par égale portion la somme de 4.338 livres 15 sols, d'une part, et celle de 170 livres, de l'autre.

Paroisse et communauté se confondent, avons-nous vu. Nos chapitres précédents ont surtout insisté sur le côté paroissial de la vie de notre village. Nous arrivons maintenant au côté civil, au rouage des administrations et du conseil.

Il faut en effet percevoir la taille, opérer la recette, faire la péréquation, nommer des assistants à la capitation. Ces diverses magistratures vont s'exercer, et la plus importante, celle du Consul moderne (en fonction) qui ne dure qu'une année. Le consul est l'ancêtre du maire.

Mais les fonctions n'ont rien de comparable. Et il faut ajouter une autre différence capitale dans le rouage du conseil qui l'assiste. Dans la communauté il n'y a pas de conseil élu, comprenant un petit nombre de membres : c'est l'assemblée entière des habitants qui délibèrent sur la place publique.

A cet égard, le régime à Villeurbanne, sous le règne de Louis XIV, était donc plus démocratique que de nos jours. Il était moins pratique aussi.

Il y a toute une évolution que l'on retrouve à travers la France, qui a préparé l'avènement du système moderne.

Au début, et nous en trouverons la trace pour Villeurbanne, les femmes prennent part à l'assemblée et rien ne paraît plus normal, surtout pour les veuves.

Puis des raisons de convenance l'emportent. Les femmes ne paraissent plus. Le clergé, le haut clergé surtout, ne se dérange pas. On note aussi dans ces assemblées à procédure formaliste de nombreux inconvénients : ignorance des intéressés, tumultes, lenteurs administratives.

Nous avons puisé dans les archives et nous analysons ci-après une série d'actes qui feront revivre à nos yeux les difficultés et misères de nos ancêtres et les constatations ne seront pas plus réjouissantes que celles faites à l'occasion de la vie paroissiale.

3^e Mars 1691.

« Ordonnance de Mrs les Commissaires portant que la Communauté de Vaux payera en quatre années et demy et par égale portion la somme de 4.338 l. 15 s. d'une part, et celle de 170 d'autre.

« A Nosseigneurs les Commissaires Députés par sa Majesté pour la Réunion de son Domaine en Dauphiné par arrest du conseil du 8 octobre 1688.

« Suplie humblement françois Evrard sous fermier du d. domaine ;

« Disant que par votre jugement contradictoire du 6^e Mars dernier rendu entre le suppliant d'une part, et les consuls et communautés de Vaux et Villeurbanne d'autre ; par lequel vous avez confirmé celui du 20 juillet 1685 ; ayant maintenu les d. consuls et communautés en la possession des fonds et brotteaux mentionnés dans leurs reconnoissances des sept^e juin 1624 et 12^e aoust 1682, énoncés aux d. jugements, et, réuni au d. domaine les isles, marais, fonds brotteaux et champéages dont les d. habitants s'étoient emparé par usurpation, vous avez par le même jugement ordonné qu'il seroit procédé à frais communs à la vérification d'iceux et à la séparation et distraction de ceux appartenants aux d. communautés d'avec ceux réunis au Domaine par plantement de bornes et de limites, et à l'estimation et liquidation des fruits et revenus que les d. fonds réunis ont pû produire depuis le d. jugement au 5^e juillet 1685 ; pour ce fait et les procédures

raportées, estre pourveu au supliant ainsy qu'il appartiendrait ; lequel jugement ayant été signifié aux d. Communautés en la personne des Consuls ; avec assignation par devant le gradué à ce commis pour convenir d'experts, et faute par eux d'en estre convenû, en ayant été nommé un d'office aux termes du d. jugement, il a été procédé à la d^e vérification, séparation et plantement de bornes ainsy qu'il est justifié par le procès-verbal du d. sieur Gradué des dix huit^e mars cinq^e may derniers et autres jours suivans ; et les fruits et revenus des d. fonds réunis, dont la consistance s'est trouvée estre de huit cents livres par an, les uns portant les autres, à 4,338 l. 15 s. pour cinq années cinq mois accomplis depuis le d. jugement du cinq. juillet 1685, lequel procès-verbal de liquidation ayant été signifié aux d. communautés avec sommation de payer le montant de la d. liquidation, avec la moitié des frais d'icelle avancés par le suppliant, elles ont non seulement refusé d'y satisfaire, mais même persistants dans une opiniâtreté criminelle, elles ont continué leurs efforts pour rendre les d. jugemens illusoires, empêchans par toutes sortes de violences, que le suppliant ne jouisse des d. fonds réunis, et menaçants de jeter le Rhône et d'assassiner quiconque voudra les empêcher d'y faire paistre leurs bestiaux ainsy qu'il est justifié par les exploits et procès-verbaux de rebellion cy joints.

« Ce qui a obligé le suppliant de vous présenter Requête. Le dix sept^e juin dernier, tendante à ce qu'il vous plust ordonner que dans le tems de deux mois les d. Consuls et communautés procuroient au suppliant le payement de la d. somme de 4.338 l. 15 s., portée par le d. procès-verbal de liquidation d'une part et celle de 170 l. faisant moitié de celle de 340 qu'il a avancé pour les frais de la d. procédure, d'autre; ainsy qu'il est justifié par le même procès-verbal ; sinon et à faute de quoy que les d. consuls et Communautés seroient contraintes au payement des d. sommes ainsy et comme il est accoutumé pour les deniers et affaires de Sa Majesté, déclarer l'amande de cinq cents livres portée par le jugement du 26^e mars dernier encourüe contre les d. communautés pour leur opposition et rébellion formée à l'exécution d'iceluy, et en trois mille livres en cas de récidive ;

« Sur laquelle requête ayant rendu votre ordonnance le d. jour dix sept^e juin dernier portant qu'elle seroit communiquée aux d. consuls et communautés, pour leur réponse où avis veüs dans la quinzaine, avec les conclusieurs du sieur procureur de sa majesté en votre Commission être ordonné ce qu'il appartiendrait ;

« Le Suppliant a fait signifier les d. Requêtes et ordonnance aux d. Communautés le premier aoust 1690, et au lieu de se mettre à la raison sur une chose aussy juste que celle dont il s'agit et laisser les d. brotteaux et fonds réunis libres et en état que le suppliant les pust affermer où faire valoir, ils ont continué d'y mener paistre leurs bestiaux, et lorsque le suppliant les a voulu faire saisir en exécution des d. jugemens, ils ont continué leurs

rebellions et fait main basse sur les commis et huissiers qui ont été envoyés par le d. suppliant, ce qui l'oblige d'avoir recours à vous.

« A ce que conformément à la d^e Première Requête du suppliant du d. jour dix sept^e juin dernier il vous plaise, Nosseigneurs ; ordonner que les des communautés entr'autres les Consuls et officiers ensemble les principaux habitants d'icelles, lui procureront le paiement de la d^e somme de quatre mille trois cent trente huit livres, d'une part, et cent soixante et dix livres, d'autre ; sinon que les d. consuls et les d. quatre principaux habitants seront contraints au paiement d'icelles en leurs noms, ainsy et comme il est accoutumé pour les affaires du Roy ; condamner les d. Communautés en trois mille livres d'amande pour leur rebellion réitérée, et en plus grande en cas de récidive, et en les dépens, dommages et intérêts du suppliant, et ferés justice,

« Signé : DES MOULINS. »

« Veü La d^e Requête, celle à nous présentée par le suppliant le dix sept^e juin dernier tendante aux mêmes fins, signiffiée aux d. consuls et communautés de Vaux et Villurbanne, en conséquence de nôtre ordonnance du d. jour, les d. jugements des cinq^e juillet 1685 et 6^e mars 1690, et la d^e procédure du 22^e may dernier ; et tout considéré ;

« Nous, Commissaires susd. ayant égard à la requête du suppliant avons ordonné que les consuls et Communautés de Vaux et Villurbanne luy procureront en quatre années et demye et par égale portion le paiement de la somme de quatre mille trois cents trente huit livres, quinze sols, d'une part, à laquelle ont été estimés et liquidés par la procédure du 22^e May les fruits et revenus qu'ont pû produire les d. fonds brotteaux et héritages réunis au d. domaine de sa majesté depuis le d. jugement du 20^e juillet 1685 confirmé par nôtre d. jugement du 6^e mars 1690 en exécution duquel la d^e procédure a été faite ; et de la somme de cent soixante et six livres pour la moitié des frais de la d. procédure d'autre part ; Les d^{es} sommes faisant ensemble celle de quatre mille cinq cents huit livres quinze sols ; à l'effet de quoy nous avons permis aux d. consuls et officiers de la d^e communauté de Vaux et Villeurbanne d'imposer la d^e somme conjointement avec les deniers royaux et sans retardement du paiement d'iceux, et ce à peine d'y estre contraints en leurs biens propres ; et cera nôtre présent jugement exécuté nonobstant opposition et appellations quelconques et sans préjudice d'icelles ;

« Fait à Grenoble ce 3 mars 1691.

« Signé : BOUCHU, BRENIER ;

« L'an mil six cent quatre-vingt-onze, et le vingt-huitième jour du mois de mars, par vertu de l'ordonnance cy dessus écrite et

signée et à la requête de M^e François Evrard sous-fermier des domaines de sa majesté en cette province, poursuite et diligence de M^e Miximilier Clément, son procureur spécial qui a élu domicile en la ville de Grenoble en son bureau, rue des Clairs ; Je, Pierre Arjoulet, huissier et sergent royal, pourveu par sa majesté, immatriculé au greffe civil du baillage de Vienne, habitant Cusinay, mandement d'Illins héréditaire soussigné ay fait commandement aux Consuls et Comté de Vaux et Villeurbanne où je me suis exprès transporté de mon d. domicile, de payer la somme et autres fruits adjugés et liquidés par la susdite ordonnance, laquelle je leur ay intimé et signifié et de satisfaire au contenu d'icelle dans les délais portés, autrement protesté de tous dépens, dommages et intérêts et qu'ils y seront contraints conformément à icelle et comme pour les deniers et propres affaires de sa majesté ; et auxquels j'ay laissé copie, tant de la d^e requete susd^e ordonnance que de mon présent exploit, parlant à la femme de Pierre Colomb, consul ; signé : P. ARJOULET, huissier et sergent royal. Cou^{lle} à Vienne le d. jour N^o 719, signé ALARIC. Collationné par nous Eugène Cou^{ers}, secrétaire du Roy, maison et couronne de France en la Chancellerie près le parlement de Grenoble.

« Signé (?) L. BOUARD. »

Puis interviennent de nouvelles décisions, en 1695, 1698. Ce sont divers jugements des commissaires du roi et de l'intendant du Dauphiné, condamnant « toujours en commun » Villeurbanne et Vaulx à payer au fermier des domaines du roi une somme totale de 13.000 livres pour les jouissances arriérées et fixant, pour l'avenir, le cens annuel et indivis de Villeurbanne et de Vaulx à la somme de 200 livres, à commencer du 1^{er} janvier 1698, jusqu'au dernier dimanche de 1714.

C'était là de bien lourdes contributions. Aussi, le 3 mars 1691, les communautés de Villeurbanne et de Vaulx furent condamnées, par égale portion, à payer au fermier des domaines du roi, la somme de 4.500 livres, 15 sols, pour s'être emparés : 1^o des îles, marais, fruits, fonds, brotteaux réunis au domaine du roi ; 2^o avoir refusé de payer le montant des frais de vérification, séparation et plantement de bornes ; 3^o s'être opposé par la force à l'exécution des jugements rendus contre les communautés de Villeurbanne et de Vaulx ; 4^o menacé d'assassiner, puis de jeter dans le Rhône, quiconque voudra les empêcher de faire paître leurs bestiaux.

La même ordonnance permet aux consuls et officiers des communautés de Villeurbanne et de Vaulx d'imposer ladite

somme de 508 livres 15 sols, conjointement avec les deniers royaux, et ce, à peine d'y être contraints en leurs biens propres.

Le 6 mars 1692, sur la requête présentée par François Erard, fermier des domaines du roi en Dauphiné, défense est faite, par l'intendant du Dauphiné Boucher, aux habitants de Villeurbanne et de Vaulx, ainsi qu'aux communautés voisines, d'envoyer leurs bestiaux dans les fonds, marais, brotteaux, réunis au domaine du roi par les commissaires députés pour la confection du papier terrier, à peine de confiscation desdits bestiaux au profit d'Erard.

L'exécution apparaissait impossible ; le 6 octobre 1695, les habitants des communautés de Villeurbanne et de Vaulx, dans leur assemblée dudit jour, déclarent qu'il leur est impossible de payer les tailles et autres charges qui, avec les poursuites du fermier des domaines du roi, les réduisent à la dernière misère ; ils abandonnent à Sa Majesté et au fermier de son domaine la jouissance des comunages réunis au domaine du roi par jugement du 20 juillet 1685.

Voici le texte d'une enquête adressée aux intendants du Dauphiné :

« Le dimanche 19 octobre 1698, à Villeurbanne, devant la porte de l'église, à l'issue des vêpres, le peuple sortant, ont comparu par devant nous, commissaires députés par le roi pour la révision des feux de la province du Dauphiné :

« Jean-Baptiste Brual, lieutenant de la châtellenie royale de Vaulx et Villeurbanne, honneste Jean Métral, consul moderne de Vaulx, et honneste Jean Quillon, consul moderne de Villeurbanne, etc..., lesquels honorés de la présence de messire Abel Allemand de Champier, seigneur desdits lieux, nous ont dit et remontré que leur plan parcellaire est si obscur par son ancienneté qu'il est très malaisé à déchiffrer et qu'on ne peut donner l'estat que nos ordres exigent sans auparavant le vérifier et refaire de nouveau, que d'ailleurs les fonds nobles n'y sont pas contenus, n'y ayant jamais eu aucun parcellaire, quoiqu'ils composent une grande partie de la communauté et que leur pays étant situé entre le Rhône et les marais, une grande quantité de fonds ont été emportés par ladite rivière ou occupés ou détruits par les eaux des marais.

« Les suppliants vous plaise, nos seigneurs, leurs accorder une prorogation ou délai proportionné aux difficultés qui se rencontrent dans l'exécution de votre ordonnance et sur ce qu'il n'y a aucun parcellaire des biens nobles, comettre le châtelain royal du lieu, son lieutenant ou autre châtelain plus proche pardevant lequel les nobles et autres possédant biens nobles desdites paroisses seront

assignés pour nommer et convenir d'experts qui, à défaut, seront pris d'office pour procéder au parcellaire des fonds nobles et faute par eux de comparoir et nommer experts, ils seront pris d'office par ledit commissaire, et enfin, comme un semblable travail ne peut se faire sans aucune dépense considérable, et qu'il n'y a aucun fonds ni revenus en quelque manière que ce soit dans ladite communauté, qu'ils n'ont aucun crédit pour trouver de l'argent à emprunter et que personne, parmi tous leurs habitants et forains, n'est en l'estat de leur prêter à cause de la misère extrême desdites paroisses, ayant été ruinés par la grêle et l'inondation du Rhône, par les brouillards, marais, par les fréquentes impositions, et surtout par les frais de brigades dont ils ont été cruellement accablés pendant ces dernières années, de sorte qu'il est encore dû, tant au receveur des tailles ordinaires qu'au fermier du domaine, près de 4.000 livres d'arrérages pour les années 1685, 1696, 1697 et 1698, requèrent aussi les suppliants qu'il vous plaise, nos seigneurs, ordonner qu'il sera imposé la somme de 600 livres sur les trois ordres de ladite communauté, pour fournir aux frais qu'il conviendra faire pour l'exécution de votre ordonnance dans l'affaire dont il s'agit et ferez justice. » (Archives des mairies de Villeurbanne et de Vaulx.)

Cet acte révèle le mécanisme du fonctionnement du gouvernement de la communauté, dont les chefs sont aux prises aux pires difficultés, en présence du pouvoir et de l'administration, alors que leurs subordonnés font preuve du plus mauvais esprit.

CHAPITRE XVI

Comment la Communauté nomme son Consul (1776)

Un document dont voici le texte nous fait connaître comment il fut procédé, en 1776, à la nomination du consul de Villeurbanne.

« Du dimanche 6 octobre 1776, au lieu de Villeurbanne, à l'issue des vêpres de paroisse, dans la place publique, au devant de la porte de l'église, lieu accoutumé à tenir les assemblées de paroisse, le peuple sortant, pardevant nous, Pierre, Philibert Chenavez, notaire royal de Meyzieu, y résidant, capitaine châtelain dudit lieu de Villeurbanne, écrivant, sieur Claude-Louis-François Cochard, fils de Barthélemy Cochard, son père, notaire royal, résidant à Villeurbanne, greffier par nous commis, soussignés dûment assermentés, se sont assemblés aux formes ordinaires, à la réquisition de Pierre-Claude Favray, père et fils, consuls de ladite paroisse de Villeurbanne, sieurs : Etienne et Claude Debourg, père et fils, Mathieu Bergeron, Philibert Chambard, Charles Payet, François Arthaud, Michel Robert, Georges Garnier, Antoine Garin, Louis Germain, Charles Trux, Etienne Brissaud, Jean Colemard, Claude Trux, cadet, Jean Duvernay, François Gacon, Michel Viennois, Pierre Bouvard, et autres habitants possédant fonds audit lieu de Villeurbanne, lesquels susnommés qui composent la plus saine et majeure partie des habitants dudit lieu de Villeurbanne, a été représenté par lesdits Favray père et fils, que l'année de son consulat étant finie, il convient de procéder à l'élection et nomination d'un nouveau consul, lequel fera en même temps la recette des tailles et autres impositions de ladite communauté pour l'année prochaine 1777.

« Sur quoi, les susnommés habitants assemblés, faisant tant pour eux que pour les autres habitants absents, ont dit et délibéré

par pluralité de voix qu'ils nomment et choisissent pour consul et collecteur de ladite communauté de Villeurbanne, pour l'année 1777, la personne de Claude Debourg, fils d'Etienne, qu'ils estiment capable et solvable, comme aussi ils nomment à l'instant et choisissent pour péréquateur la personne de Philibert Chambard, maréchal, et pour assistant à la capitation, aussi la personne du sieur Hercule Quantin, pour péréquer les impositions de la présente année avec les consuls tant anciens que nouveaux. « (Archives de la Mairie de Vaulx.)

L'acte précité montre le mécanisme de la nomination du consul.

L'assemblée a lieu sur la place, le peuple sortant des vèpres ; l'ancien consul expose qu'il doit sortir de charge. Le nouveau fera la recette des tailles et autres impositions, tâche peu agréable pour le collecteur et pour les contribuables.

Le nouvel élu est solvable et on lui adjoint un péréquateur et un assistant à la capitation.

CHAPITRE XVII

La Communauté en son Conseil :

L'Assemblée des trois Ordres de la Paroisse de Villeurbanne, du 15 Février 1778

En 1778, eu lieu une assemblée des trois ordres de la paroisse de Villeurbanne (copie aux Archives de la S. E. H. L.).

On peut y voir fonctionner le gouvernement direct à la fin de l'ancien régime. Le système est en pleine décadence ; la contrainte règne, les absents sont nombreux.

Si, selon la forte expression de Michelet, l'histoire est une résurrection, rien ne peut donner une idée plus juste de la vie de la communauté de Villeurbanne que le récit d'une assemblée des trois ordres. On y voit, à la fois, la pratique du système et ses lourds défauts, qui allaient s'accroissant avec le temps, l'acheminant vers les transformations qu'une évolution nécessaire a réalisées : la spécialisation des fonctions, la délégation du mandat collectif à des conseillers élus, le développement du rôle joué par l'administration du pouvoir central.

L'assemblée a lieu sur la place publique (actuelle place de Cusset), devant l'église, toujours existante. Elle durera de 10 h. 3/4 à midi passé. Parmi les hautes personnalités citées à comparaître, et d'ailleurs absentes, figurent la dame de Ville, le commandeur de l'ordre de Malte, le recteur de l'Hôtel-Dieu, etc. Mais lisons l'acte :

Texte intégral.

Du 15 février 1778.

Assemblée des trois ordres de la Paroisse de Villeurbanne, assemblée des trois ordres de communauté de Villeurbanne.

Du dimanche quinsième Février, année mil sept cens soixante et dix huit, sur les dix heures trois quarts du matin, au lieu de Villieurbanne dans la place publique du dit lieu au devant de l'Eglise, à l'endroit accoutumé à tenir les assemblées, par devant nous Philibert Pierre Chenevaz, notaire royal à Meysieu, châtelain de Vaux et Villeurbanne, écrivain, M^e Barthélemy Cochard, notaire royal à Villieurbanne, greffier, commis de la communauté duement sermenté à la réquisition de Benoît Ferrax, consul moderne (en fonction) de cette communauté.

Se sont assemblées aux formes ordinaires en convocation générale des trois ordres.

J.-Pierre-Marie Sillion, J.-Louis-Alexandre Hyppolite Croute, Joseph Amblard, Hercules Quantin, Estienne Debourg, François Gacon, Philibert Chambard, Charles Payet, Claude Trax, J.-Claude Metrat, Jacques Clobellet, César Violet, Michel Germain.

Pierre Faurey, J.-Estienne Bréssand, François Rozet, Bertrand Arthaud, Pierre Petit, Jean-Marie Bichon, Humbert Varathon, Charles Trux, Jean Payet, Michel Viennois, vendeur de jardin d'hiver, Pierre Bouvaud, Louis Bressat, Claude Garin, Jean et Pierre Mortier frères, Melchior Jacquemin, Antoine Payet, Louis Varithon, Benoît Gaconn, Michel Robert, Jean Allemand, Antoine Nicolas, Louis Payet, François Dumas, Jean Joly, Mathieu Bergeron, Julien Petit, Joseph Buer, Jérôme Garin, Louis Rhonat, Antelme Raton, Michel Forey, Joseph Malarin, François Arthaud, Jean Duvernay, Blaise Radin, Jean Trux, Claude Debourg, Antoine Chenavier, François Buer, André Frocheret, Antoine Brochut, Claude Fouchet, Barthélemy Lissiat, Estienne Guillet, Benoît Voyant, Antoine Genevrat, François de l'Haye, Jean Berger, Claude Dannichon, Claude Guimet, Antoine Germain, Charles Gacon, Estienne Dannichon, François Robert, Henry Surand, Jacques Martin, Laurent Soleil, Pierre Brosses, François Favre, Jean Martin, Jean Mangé, Barthélemy Cécillon, André Savigny, Pierre Cador, Louis Billion (1).

Et plusieurs autres possédants fonds dans la dite commune auxquels susnommés habitants assemblés a été représenté par le dit consul qui a dit quelles entreprises continuelles des... et officiers de la Guillotière, sur la paroisse et territoire de Villeurbanne ayant donné lieu à cette communauté de porter plainte à la chambre des vacations de la souveraine cour du parlement de cette province (2), plainte qui a été portée par Charle Paget et Philibert Chambard,

(1) Les noms de cette liste ne sont pas de la même écriture que le reste de l'acte. La rédaction en fut donc faite après coup.

(2) Dauphiné.

deux des députés de la communauté, et ensuite de l'ordonnance dont la requête de plainte a été répondue le vingt-neuf octobre dernier, il a été procédé à une information au nom de la communauté, par devant M^e Robin, avocat au parlement, sur laquelle information il convient de faire le nécessaire et de pourvoir aux moyens pour fournir aux frais tant de la dite procédure que de ceux qu'il écherra de faire pour obtenir l'arrêt.

Comm'aussy il a été présenté que les forains de cette communauté étant en grand nombre ce qui occasionne des frais considérables à cette communauté toutes les fois qu'il faut convoquer une délibération des trois ordres, c'est pourquoy il a donné requête à MM. les élus du bureau de l'élection de Vienne au mois de janvier dernier tendant à ce qu'il plut au bureau ordonner et enjoindre aux forains de paraître à cette délibération pour s'y nommer un syndic.

Et à défaut par eux d'y paroître ou d'en nommer, il plairoit au bureau donner pouvoir au châtelain du lieu qui autorisera l'assemblée de nommer un syndic aux dits forains, et ce pour éviter à frais à l'avenir, cette requête a été appointée d'une ordonnance, du vingt-sept du mois de janvier.

... soit montré aux forains de la Communauté de Villeurbanne en la personne du Consul et Collecteur moderne, et successivement au procureur du Roy les dittes requête et ordonnance ont été signifiées aux dits forains en la personne du consul par exploit de Bonier... au trente-un du dit mois de janvier contrôlé, les forains n'y ayant fournis aucune réponse, et sur les conclusions de Mr. le procureur du roy au bureau du cinq du présent mois, et sur la requête en recharge du comparoissans les permissions requises ont été accordées par ordonnance du bureau du dit jour cinq du présent mois, signé Guy lieutenant; en exécution desquelles requête et ordonnance duement signées et scellées, le comparoissant à par trois exploits des huit, dix et onze du présent mois du même huissier... fait assigner les habitants de Villeurbanne par affiches de copie et par assignations particulières, la dame de ville et dame de ce lieu, le seigneur archevêque de Lyon, comme décimateur de cette paroisse, M^e Franchet, prêtre et curé de ce lieu, Mrs. les commandeurs et chevalliers de l'ordre de Malte, les Srs. Monier, Fravas Adelle, veuve Rivoz, le Sr. Seigne, Léon Rousset, le Sr. Grégoire, le Sr. Séguine, Ladelle veuve chanoine, le Sr. Pugues, le Sr. Louis Lainé, M. de Riverieu de Chamboz commandant de la ville de Lyon, M. Olivier de Chevigny, le Sr. Vaganay, le Sr. Clavel, Mrs. les recteurs et administrateurs de l'hôtel dieu de Lyon, les Srs. Valetton, curial, Viles, les dlles, mère et fille Constant, les Srs. Fillioz, Béranger, Madame la veuve Decroze, le Sr. Germain, la dlle veuve Comberousse.

(Ici, blanc laissé dans l'acte, sans doute dans le but de compléter la liste.)

Pour tous être et comparoie par devant nous à ce jour, lieu et heure, pour délibérer en corps de communauté sur les objets cy-devant expliqués, avec déclaration qui leur a été faite, que tant en leur absence qu'en leur présence il seroit délibéré et passé outre, et attendu que les dits habitants de Villieubanne sont icy présents ainsi qu'ils sont cy-devant dénommés, et plusieurs autres, de même que sieur Antoine Franchet, prêtre et curé de Villeurbanne et qu'aucuns autres des ecclésiastiques, nobles et forains ne paroissent ny personne de leur part, le comparoissant nous requiert contre eux défaut, attendu que l'heure indiquée est depuis longtemps expirée, et qu'au profit nous ayons à ordonner que les présent délibéreront ce que bon leur semblera et que nous ayons à nommer un syndic d'office aux forains en exécution des susdites requête et ordonnance et exploits d'assignations qu'il nous remet tous présentement, et sous les réserves de fait et de droit, n'a signé pour ne savoir écrire, ainsi qu'il a dit de ce enquis et requis.

Nous dit châtelain avons donné acte au consul, de fer (*sic*) comparutions, réquisitions, protestations et remises de pièces pour servir ce que de raison et ayant surcis au delà de midy sonné, sans que aucuns des forains ny aucuns autres des ecclésiastiques ny nobles ayant parus..., nous avons contre eux octroyé le défaut requis, ainsi que contre les autres habitants de Villeurbanne non comparoissants, avons ordonné que lecture soit faite de la proposition du consul cy-dessus ainsi que des deux requêtes et ordonnances dont il s'agit, laquelle lecture faite à haute voie, les habitants assemblés se sont retirés sans vouloir délibérer ni dire cause de refus ni n'ont voulu signer quoy que requis, ce que vû nous dit Chatellain étant toujours en la place d'assemblée et aucuns des forains n'ayant paru pour se nommer un syndic et en vertu du pouvoir à nous donnés, par les requêtes et ordonnances du bureau de l'élection de Vienne cy-devant énoncés, avons pris et nommés d'office pour syndic aux dits forains la personne de sieur Antoine Frappat, négociant demeurant à Lyon, l'un des dits forains de Villeurbanne en la personne duquel tous les forains seront dorénavant assigné lorsqu'il echerra de les convoquer.

Ainsy fait et arrêté le présent., en la place publique de Villeurbanne, et avons signé avec notre greffier.

Chenevaz Chatelain (Chenevaz, châtelain), Cochard Coullé (collationné !) à Meyzieu, ce 20 février 1778. Reçu quatorzè sols.

CHENEVAZ.

Ainsi, c'est le gouvernement direct à Villeurbanne, à la fin de l'ancien régime ; on y voit déjà, à cette date, les empiètements de la Guillotière, alors communauté indépendante.

Avant la Révolution, la population se répartit dans les trois classes ou ordres : clergé, noblesse et le troisième ordre,

ou tiers-état, qui groupe les bourgeois, paysans et agriculteurs. A Villeurbanne, le clergé est représenté par le curé et ses vicaires. Il s'agit de celui du vieux Villeurbanne (actuellement Saint-Julien-de-Cusset), les autres églises de Villeurbanne et même toutes celles de la rive gauche du Rhône, à l'exception de l'église de la Guillotière (sur la place actuelle Victorien-Sardou), n'existant pas. La noblesse, dans notre ancien village, était incarnée dans la personne du châtelain de Vaulx et Villeurbanne. Le tiers-état groupait le reste de la population.

Contrairement à ce que certains pourraient croire, l'administration des communes, on disait alors paroisses ou communautés, était essentiellement démocratique. Ni le clergé, ni la noblesse ne prenaient part aux réunions, chacun de leurs membres étant exclusivement réservé à une tâche propre, le ministère spirituel ou la défense du pays. Si, dans notre présent acte, on voit figurer le châtelain, c'est en qualité de notaire « écrivant ». A la fin de l'ancien régime, ces titres de noblesse étaient honorifiques. On lit, dans un autre document, que le châtelain de Villeurbanne, à une époque différente, exerçait, aussi, les fonctions de bibliothécaire. Enfin, le peuple ne désignait pas, comme de nos jours, des conseillers municipaux. Tous les citoyens, groupés, le dimanche, sur la grand-place, à l'issue de la messe, délibéraient sur la chose publique. C'était le système, encore pratiqué parfois, du gouvernement direct.

La place, dont parle notre document, et l'église, sont celles de Cusset. On a vu que deux notaires sont présents à la séance, ainsi que le maire, on dit alors le consul, Benoît Farrax.

La question qui était à l'ordre du jour de la réunion était encore une phase de la très vieille querelle des Dauphinois et des Lyonnais. La Guillotière est aujourd'hui un quartier de Lyon, mais à l'époque de notre acte, c'était une ville indépendante, qui ambitionnait de rivaliser avec sa riche voisine de l'ouest, Lyon, et qui, vis-à-vis de sa petite voisine de l'est, Villeurbanne, semblait user de bien mauvais procédés. Notre curé était obligé de plaider contre celui de la Guillotière, qui voulait lui enlever la Ferrandière. Des documents parlent de bornes déplacées. La limite était aussi celle de deux provinces

et se trouvait « au carrefour de Simandre », l'actuelle place des Maisons-Neuves (1).

A ce grave conflit de politique extérieure, pourrait-on dire, de notre communauté, s'en joignait un autre, celui des forains (probablement les étrangers à la commune, n'y possédant que des terres), très indifférents aux soucis du consul et coûtant cher à convoquer en assemblée.

Un procès a donc été entamé et il s'agit de réunir les fonds pour subvenir à la longue procédure. On comprend qu'il y ait peu de présents, beaucoup d'abstentions, pas de forains, comme la lecture de la suite du document nous l'apprend.

(1) Le curé, dans les registres paroissiaux, reflétant sans doute l'opinion commune de pays semble se ranger à l'opinion des autorités de la paroisse de Lyon qui estimaient que la Guillotière et Béchevelin n'appartenaient pas au Dauphiné. La limite était celle actuelle (sauf vers le Parc) de la ville de Lyon sur la rive gauche.

Sur la thèse contraire plaçant la limite au fleuve, voir chapitre suivant.

CHAPITRE XVIII

Le Bourg de la Guillotière

A l'origine, nous avons trouvé les trois villages de Villeurbanne, Chaussagne et Champagnieux. Celui de Villeurbanne, avec il est vrai une éclipse, devait se perpétuer jusqu'à nos jours. Ceux de Chaussagne et Champagnieux subirent une déchéance du fait que l'activité économique se rapprochait de la ville et du fleuve. Le centre de Béchevelin constitua l'étape intermédiaire. Lorsque de malheureuses circonstances causèrent sa ruine, il eut pour héritier le bourg de la Guillotière, bâti à l'entrée du pont du Rhône sur la rive gauche.

L'étymologie certaine du nom n'est pas connue (1).

L'histoire de l'ordonnance de 1678, qu'on lira par ailleurs, nous montre qu'à l'origine, l'église de Villeurbanne et sa paroisse gouvernèrent le bourg. Mais ce dernier, se peuplant, vit la construction d'une église, sur la place dénommée aujourd'hui Victorien-Sardou, ancienne place de la Croix. Cette église était placée sous le vocable de Notre-Dame. La paroisse de Villeurbanne, subissant alors l'éclipse dont nous parlions plus haut, devint une dépendance de celle de la Guillotière. Enfin en 1678, l'ordonnance précitée rendit son ancienne indépendance à Villeurbanne et fit diverses réformes et modifications territoriales suivant détails vus. Notons que l'église paroissiale moderne était l'ancienne chapelle d'un couvent, placée sous le vocable de Saint-Louis. Les bâtiments en ont été agrandis et dans le vocable moderne, qui est celui de

(1) V. cependant note en fin du volume.

Notre-Dame Saint-Louis de la Guillotière, se retrouvent le double souvenir de l'église paroissiale ancienne et de l'ancienne chapelle du couvent.

La Guillotière

L'étymologie du nom de la Guillotière est discutée ; certains y voient un alliage de deux noms Guillot-Thiers, qui auraient été ceux d'une auberge ; d'autres la font venir d'une déformation de Grillotière et citeraient à l'appui cette forme trouvée dans quelques textes.

La Guillotière, aujourd'hui quartier de Lyon, forma jusqu'au milieu du xix^e siècle, époque de son annexion à Lyon, une ville indépendante, s'agrandissant sans cesse et un préfet a pu dire que bientôt on ne dirait plus : la Guillotière, près Lyon, mais Lyon, près de la Guillotière.

Historiquement, c'est le bourg formé à l'entrée du pont « lorsqu'il se contruisit ». C'est la définition même qu'on tire de l'ordonnance de 1678, due à l'archevêque-comte C. de Neuville de Villeroy. Or, cette construction, et surtout l'achèvement, ne remonte pas au delà du xvi^e siècle. La Guillotière a donc fait suite à d'autres formations. C'est ce qu'il importe de préciser.

En 1562, à la fin des désastres sociaux qui suivent la période des guerres dites de religion, le centre de Béchevelin est détruit, son église ruinée. Alors, les quelques centaines d'habitants ont le choix de se rattacher à deux autres paroisses : celle de Villeurbanne (Cusset), à 4 kilomètres de distance, ou celle de Saint-Michel d'Ainay, plus rapprochée, mais de l'autre côté du fleuve. On a vu qu'un partage s'effectuât.

Le bourg de la Guillotière n'existe encore pas. Mais il va bientôt se construire et, vers 1.600 (?), Villeurbanne fonde l'église-annexe de Notre-Dame-des-Grâces, sur la place de la Croix (Victorien-Sardou) avec, selon l'usage, le cimetière adjacent.

Telle est la première paroisse de la Guillotière, ce que divers écrivains n'ont pas compris, parlant ici à tort de l'église de Saint-Michel.

Mais il y avait aussi, sur l'emplacement actuel de l'église.

paroissiale de Notre-Dame Saint-Louis de la Guillotière, un couvent du tiers-ordre dit des Picpus. Ces religieux possédaient une chapelle dédiée à Saint-Louis, selon une inscription gravée qui a été retrouvée. Or, l'église paroissiale étant très modeste, et dans un état de délabrement qui rappelait celui de la chapelle auxiliaire de la Madeleine, il arriva que l'autorité épiscopale demanda aux religieux d'assurer le service paroissial dans leur chapelle. On verra qu'un conflit s'éleva et qu'il fallut de l'énergie pour amener les religieux à accepter ce service.

La révolution dispersa les religieux et, après diverses vicissitudes de l'époque révolutionnaire, dont la plus lamentable fut la transformation de la chapelle en entrepôt, le culte fut rétabli dans l'ancien couvent, dont la chapelle et les bâtiments ont alors leur histoire distincte.

Nous ne referons pas celle des bâtiments, affectés à divers usages successifs (asile, caserne), mais la chapelle devint l'église paroissiale et les bâtiments réédifiés au milieu du siècle dernier sont ceux qui existent de nos jours. Le vocable actuel réunissant les deux anciens est celui de Notre-Dame (des Grâces) Saint-Louis (du bourg) de la Guillotière.

Différents auteurs, en particulier M. le docteur DRIVON, ont fait revivre le passé de ce territoire. On y lira la charmante description de la situation champêtre du couvent, dont les jardins étaient arrosés par la Rize (de nos jours détournée, depuis la Villette dans les égouts). Il y eût même, au sujet de la longueur des capuchons de l'habit des religieux, plus accusée au cas d'accomplissement de pèlerinages, un curieux conflit.

Quant au bourg lui-même, il se développa sans cesse. L'église de la place de la Croix devient paroissiale et relègue Villeurbanne, sa fondatrice, au rang d'annexe. En 1678, elle perd juridiction sur Villeurbanne, mais prend autorité sur l'ancien village de Béchevelin, ôtant toute influence de Saint-Michel de Lyon.

La Guillotière a donc hérité de Béchevelin. Dans la rivalité qui allait s'accroître avec Lyon, ses habitants invoquent les anciens titres de la domination dauphinoise et même celle des comtes de Savoie.

En 1680, deux ans après avoir fait l'objet de l'ordonnance

de 1678, l'église de Notre-Dame-des-Grâces tombe en ruines. Une petite chapelle des pénitents du voisinage la supplée momentanément, qui tombe aussi en ruines.

Déjà l'archevêque voulait transporter le culte dans la chapelle du couvent. Mais il s'était vu opposer un refus.

Son successeur, Saint-Paul, une seconde fois fait la demande. Il écrit « qu'il usera, s'il le faut, de son autorité et prendra de force ce qu'on lui refuse ». En 1739, les religieux cédèrent, mais partiellement. Ils affectèrent au culte paroissial une petite chambre du couvent.

En 1738, avec la permission de l'intendant de Lyon, ils avaient transformé leur pied à terre de Lyon en terrain pour construire une maison de rapport. L'hospice occupa cependant deux pièces au deuxième étage d'une maison voisine. Ces possessions étaient voisines de l'actuelle place Le Viste.

La nouvelle fut édifiée (1742). Elle coûta 80.000 livres et fut louée 3.000. Il y eut quelques réformes et les deux immeubles arrivèrent à rapporter 7.000 livres.

Les historiens (V. VACHETTE, BROSSETTE) nous parlent d'un procès de la communauté des apothicaires de Lyon tendant à interdire à nos religieux de vendre des remèdes au public. En 1697, il y avait 51 religieux à la Guillotière, avec un hospice à Lyon. Mais si un prêtre est aumônier à la prison de Roanne, un autre religieux, par contre, est compromis dans une affaire de contrebande de tabac (1718). L'amende fut modérée, mais un changement de résidence intervint.

Vers 1760 se place la rocambolesque histoire des capuchons ronds ou à pointe qui divisa la communauté en deux camps. On publia des mémoires. Un religieux fut mis en détention. Une nuit, une bande d'étudiants, armés jusqu'aux dents, escalada les murailles, scia les barreaux et, au moyen de draps, délivra le patient qui, au dehors, prit mal au cœur. (VACHET, CHIRAT) (1).

Sur un terrain plus sérieux, le couvent fut illustré par le Père Grégoire, célèbre astronome.

Avec la Révolution, les événements se précipitent. On ouvrit les couvents : un seul Frère demanda à sortir. Les religieux furent dépouillés de leurs revenus, mais attendirent

(1) Les étudiants venaient de l'école vétérinaire voisine. V. plus loin.

longtemps une rente. Ils réclamèrent « pensant n'avoir laissé échapper aucune occasion de faire éclater leur amour patriotique ». Leurs propriétés sont vendues comme biens nationaux. (V. GONON, CHARLÉTY, MEYFRED, CRÉPET.)

Déjà l'argenterie avait été à la monnaie. Ces réalités douloureuses avaient succédé aux parades de la bénédiction de la milice bourgeoise, forte de 730 hommes, de la Guillotière, où Combeblanche avait déjà joué un certain rôle.

Mais, dans la maison vendue des ci-devant Picpus de la Guillotière, par arrêté du district de Lyon, du 7 juin 1791, une partie des bâtiments avait été réservée au logement du curé et des vicaires de la paroisse de la Guillotière.

Le xix^e siècle allait voir continuer l'histoire des bâtiments (chapelle et habitations) de l'ancien couvent. Nous ne pouvons que noter les grandes dates.

Adjugé au négociant Janvier, de la Guillotière, pour 70.000, le couvent n'est pas une merveilleuse affaire. Il se loue mal ; les réparations sont coûteuses ; la Société de fabrique d'acides Janvier et C^{ie} fait ses affaires. Le canon de Lyon, lors du siège, démolit le clocher, observatoire des assiégés. En 1802, le culte est rétabli dans la chapelle, qui devait devenir, après nouvelles constructions, l'église actuelle de la Guillotière.

Le reste des bâtiments servit à fonder un hospice qui dura, avec de nombreuses vicissitudes, jusqu'à l'année 1881, date de la réunion à Lyon.

Pour réaliser l'hospice des vieillards, il fallut plusieurs fois faire taire les rivalités, relever les courages et constamment combler des déficits.

Parmi les bons ouvriers de l'œuvre il faut retenir les noms de Creuzet, Vitton, Neyrat, Reyre, Martin, Gensoul, ces deux derniers habiles administrateurs, les dévoués Sœurs de Saint-Charles, enfin les membres de la municipalité qui, par un don annuel, joint à ceux des habitants, permirent l'hospitalisation de 100 bénéficiaires (1858).

Si cet effort était rendu nécessaire, c'était que la Guillotière, comme indépendante, ne pouvait s'adresser aux œuvres lyonnaises. Rappelons que le territoire de la commune était considérable et s'étendait sur les trois fractions de la com-

mune : la Guillotière, les Brotteaux et la banlieue (quartier actuel des Brotteaux et bourg de la Guillotière, seules parties alors peuplées).

Les archives de la Jurisprudence de l'ancien régime fournissent au sujet de la Guillotière une masse touffue, comme on le verra bientôt.

Sans rappeler le texte de Tindo, on possède divers documents sur les arrests du Conseil d'Etat et la loi de 1891 consacrant l'union de la Guillotière à Lyon.

La preuve que les titres de Béchevelin y étaient mêlés se lit dans l'intitulé ci-après : Conseil d'état privé du roy. Arrêt contradictoire du 9 mars 1701 au profit de MM. les officiers de la sénéchaussée et siège présidial de Lyon contre les habitants du bourg de la Guillotière et mandement de Béchevelin.

De l'année 1701, on possède également un extrait des registres du Conseil d'état, au sujet de la juridiction du vice-bailly de Vienne sur la Guillotière.

Il existe aussi (de 1823) une dénomination des rues, places, quais, cours de la ville et terre de la Guillotière.

Ce fut en 1802 que le culte fut rétabli dans l'ancienne chapelle des Picpus, devenue église paroissiale. Un décret de Napoléon, en date à Schönbrunn, de 1805, se rattache aussi à ces mesures.

Les bâtiments du couvent affectés à un hospice rappellent aussi que jadis, non loin de la place Le Viste, les religieux possédaient une œuvre similaire.

Ce nom de Picpus est celui de l'endroit où se trouvait, à Paris, dans le faubourg Saint-Antoine, la maison de ces religieux. Ce tiers-ordre (ou 3^e ordre), réservé primitivement aux laïcs, compta en fait des prêtres, et dérive des réformes de Vincent Mussart, réalisées vers 1601, dans le cadre des règles posées par saint François d'Assises (1182-1226).

Primitivement, l'arrivée de la route de Vienne se faisait par la rue située à l'est de l'église et non celle de l'ouest, comme de nos jours. Rappelons que le tracé primitif de la voie romaine, qui ignorait le futur bourg, se trouvait plus au sud, rue des Trois-Pierres, en face de la rue Sainte-Hélène, à hauteur du pont actuel de l'Université.

Rappelons aussi que l'église de la Guillotière possède

un bénitier sculpté que l'on croit provenir de la vieille église de Chaussagne, la chapelle Saint-Alban.

Nous résumerons très brièvement l'histoire du couvent de la Guillotière.

Dès 1606, l'idée de sa création se fait jour, et le 5 septembre le duc de Mayenne et Henriette de Savoie donne le terrain. (V. SAINT-AUBIN, 362, Hist. Ville de Lyon, 1666). C'était le reste d'un beau palais, ayant appartenu au maréchal de Trivulce, gouverneur de Lyon (1529-1532) ; le duc de Mayenne en hérita, mais il n'y avait que des ruines. Les guerres de religion et les inondations du Rhône étaient passés par là. Il ne restait qu'une mesure et un petit jardin.

Henry IV autorise le nouvel établissement (1606). Les années suivantes arrivent divers dons en nature et espèces, notamment pour l'église que les religieux du Tiers-Ordre veulent élever à Saint-Louis. La construction se révèle assez longue. L'échevin Orsaris (1612-1613) joue un certain rôle. En 1614-1620, on note des acquisitions de terrain. Des inscriptions, retrouvées en 1842, attestent pour 1619 la continuation des travaux et en 1626-1627 les quêtes continuent, ce qui soulève des protestations de la part des recteurs de l'Hôtel-Dieu. Il se produit alors une terrible épidémie de peste, qui fait 50.000 victimes à Lyon et 2.000 à la Guillotière.

En 1632-1643, on note des actes de donation aux « religieux du couvent saint Loys, à la Guillotière » d'un hospice situé à Lyon, par M^e Claude Faure, conseiller du roy. Mais après la mort du donateur éclata un procès. La sénéchaussée ordonna même aux religieux de déguerpir de leur hospice de la rue Bellecordière (1637). Une transaction intervint. En 1674, un règlement de police prescrit diverses mesures d'hygiène, à peine de 50 livres d'amende, favorables à la tenue de l'hospice.

On peut lire dans LEFÈVRE, PÉRICARD, SAINT-AUBIN divers détails, notamment la description des beautés agrestes du couvent. A l'ombre des charmes, il y avait des promenades délicieuses. Sur la Rize, vers la grand'rue de la Guillotière, était installé un petit pont à péage qui subsista jusqu'à la Révolution.

Maints personnages, légats du pape, etc., s'arrêtèrent à la Guillotière avant d'entrer à Lyon.

L'Ecole vétérinaire, aujourd'hui à Vaise, dont l'illustration est liée à celle du nom de son fondateur Bourgelat, fut établie d'abord dans une ancienne auberge, dite de « l'Abondance ». Ce nom, porté par une place moderne proche, rappelle ce souvenir.

*
**

Après ces indications générales, nous en venons à diverses précisions.

Vers 1821, la Guillotière est toujours ville indépendante. Elle a son administration particulière. Mais, en ce qui concerne la justice de paix, son territoire, uni à une partie de celui de Lyon, forme le 1^{er} canton. La partie du territoire lyonnais était déterminée par une ligne passant par la place Louis-le-Grand (Bellecour) et la rue de la Barre. Au midi s'étendait la portion lyonnaise du 1^{er} canton.

On doit aussi rappeler cet acte curieux de l'an 1525. Les échevins de Lyon sollicitent des lettres patentes interdisant toutes nouvelles constructions à la Guillotière. C'est l'indication nette de la rivalité ; le procédé est brutal et la date ancienne. La lutte se continue aux siècles suivants. La Guillotière, qui n'a pas les privilèges de Lyon, est soumise au logement des troupes, charge lourde à l'époque de non-existence des casernes.

Mais quelque nouvel impôt vient-il à être créé à Lyon, la Guillotière n'est plus alors considérée comme bourg en « Dauphiné » et ses habitants sont compris sur les rôles. Interventions de police, procès s'ensuivent. Généralement le bourg s'affranchit, jusqu'à un arrêt important et définitif du Conseil d'Etat, du 7 septembre 1734, déclarant la Guillotière faubourg de Lyon.

Sous la Révolution, lors des assemblées des notables, les habitants du bourg se disent cependant « dauphinois » et envoient leurs délégués à Grenoble, à Romans. En 1790, l'Assemblée Constituante confirme cependant la réunion à Lyon. Mais en 1793, le 12 août, cinq jours après l'arrivée de l'armée de la Convention devant Lyon, un arrêté des représentants du peuple sépare la Guillotière de Lyon et même du département du Rhône et Loire et la rattache au district de Vienne.

Elle revient en 1795 au Rhône et, en 1852 (décret du 24 mars), elle est annexée à Lyon.

La création du bourg, son extension, déterminent diverses modifications dans le tracé des routes, qui vont se raccorder au pont de la Guillotière et se multiplier et s'embrancher, le tronc, pour ainsi dire, étant constitué par le pont.

Nous possédons de pittoresques peintures de l'activité du bourg au xvii^e et au xviii^e siècle. Débouché des grandes routes d'Italie, entrée de la ville, on y entendait sans cesse le bruit des grelots des attelages, les célèbres auberges y abritaient voyageurs et convois.

Le pont, étroit et long, commençait alors à l'actuelle place du Pont. Sous le cours Gambetta actuel, en partant de cette place, sont enterrées les anciennes piles. Au milieu se dressait une tour. De l'autre côté, on arrivait aux portes de la ville interdisant l'entrée durant la nuit et dont la fermeture anticipée, le jour de la fête de saint Denis de Bron, occasionna la célèbre catastrophe du pont du Rhône, à laquelle est lié le souvenir de la donation de la duchesse de Servient, origine des possessions des Hospices Civils de Lyon.

Sur le pont, un portier interrogeait les étrangers. La Guillotière était réputée terre étrangère, et cependant soumise à divers impôts lyonnais. L'exagération des abus causés par cette double et fausse situation motiva l'affaire des habitants de la Guillotière que nous retrouverons plus loin.

Même de nos jours, la physionomie de ce vieux centre n'est pas tellement changée qu'il soit impossible d'y évoquer son animation passée: On y voit encore de nombreuses enseignes d'hôtels fameux (Trois-Rois, Couronne, etc.). L'histoire des auberges fameuses est encore à faire, au moins dans son ensemble (1).

Au point de vue bibliographique, concernant la Guillotière, on ne possède que les deux déjà anciennes histoires de MEI-FRED et CRÉPET. Le sujet s'élargit par la traduction et l'étude des archives de l'Isère et du Rhône et il est en liaison avec les sources concernant Béchevelin, et très lié à celles de Vil-

(1) V. DESVERNAY (F.), *Etude... sur Brouchoud*, suivie d'une notice historique sur la propriété de la Grande Cour, à la Guillotière..., Lyon, 1887, 5 planches.

leurbanne, comme nous essayons d'en faire la démonstration dans le présent exposé.

De nos jours, la grande rue de la Guillotière, artère fort animée, présente de nombreux vestiges du temps ancien où elle était la voie principale du bourg, devenu depuis la Révolution et jusqu'à l'annexion par la ville de Lyon, la commune indépendante de la Guillotière.

Entre l'entrée du pont de la Guillotière, sur la rive gauche, et l'actuelle place du Pont, s'étend le moderne cours Gambetta, car on sait que l'ancien pont du Rhône voyait ses arches se prolonger jusque sur la place du Pont.

De ce point partaient plusieurs chemins, mais les deux principaux étaient celui de Vaux-en-Velin (actuelle rue Moncey) et surtout la route de Grenoble, l'actuelle grande rue de la Guillotière. Le cours Gambetta, à l'est de la place et la rue Paul-Bert sont des tracés rectifiés assez récents.

On voit encore dans la Grand'Rue de nombreuses petites maisons, certaines n'ayant pas quatre mètres de longueur en façade et élevées seulement de un ou deux étages. On voit aussi de vieux hôtels, aux porches vastes, aux cours profondes, anciens refuges des moyens de transport au temps où le chemin de fer n'existait pas. On observe aussi des niches ménagées pour abriter des statues pieuses, des enseignes suspendues, l'une évoquant « le tour de France » ; une autre, percée de balles lors de l'insurrection de 1870, est aujourd'hui disparue.

Le visiteur qui parcourt cette artère croise de vieilles rues, comme la rue Rachais, la rue des Passants, qui évoque le souvenir de l'ancien hôpital des Passants ; celle de la Vierge, qui reporte au temps de la vénération de la Vierge de Béchevelin, peinte sur un volet ; la rue Creuzet, du nom d'un ancien adjoint du maire de la Guillotière. Au numéro 35, de petites croisées à multiples carreaux marquent l'époque de la Renaissance. Au numéro 35 se lit la devise : « A la grâce de Dieu ! ».

A l'angle de la rue des Trois-Rois, un écusson surmonté de la couronne de France et des deux autres porte l'inscription : « Ancien hostel des Trois Rois, 1190-1834, restauré en 1883 ». Non loin est l'hôtel de la Couronne, sans doute l'an-

cien « Logis de la Corone » où descendit Marie de Médicis venant à Lyon épouser Henri IV.

Trois places importantes sont à noter, le long de notre grande rue : celle dénommée actuellement place du Pont, à son commencement, jadis « au pied du pont du Rhône ». Proche était l'ancienne place du Plâtre (point de vue) ; au milieu, la place Saint-Louis, en bordure de l'église paroissiale du xix^e siècle et de nos jours, sous le vocable de Notre-Dame Saint-Louis de la Guillotière, ancien emplacement de la chapelle sous le vocable de Saint-Louis des religieux Picpus ; enfin, à l'extrémité est, la place de la Croix (aussi place du Marché, actuelle Victorien-Sardou) où s'éleva la première église de la Guillotière, Notre-Dame des Grâces du bourg de la Guillotière (? 1580) d'abord église annexe de Villeurbanne, qui la fonda, puis (? 1600) indépendante et paroissiale elle-même, dominant à son tour Villeurbanne, du moins jusqu'en 1678 (1).

Au point de vue de ce que nous avons appelé « l'arbre routier » la place Saint-Louis est constituée par l'intersection, avec la voie principale de Grenoble, de la route allant sur Vienne, qui s'en dégage pour aller dans la direction du sud. Le raccordement se faisait autrefois par la rue longeant l'église à l'est (rue de l'Hospice des Vieillards), de nos jours par la rue de la Madeleine, à l'est.

Quant à la place de la Croix, elle est le point d'intersection, sur la route de Grenoble, artère principale de la Guillotière, du chemin de Villeurbanne, ou plus exactement de Crémieu et du Dauphiné, la première appellation convenant mieux au chemin partant de la Part-Dieu, et connu longtemps sous le nom de chemin de Saint-Antoine (actuelles rues de la Convention et du Quatre-Août).

Ce chemin de Crémieu se détache en direction est de la place de la Croix, sous le nom actuel de rue de Crémieu. Il est aujourd'hui très peu passager et de modestes et vétustes constructions bordent son tracé sinueux. Au numéro 54 on remarque cependant un portail de vieux domaine qui n'est pas sans cachet.

(1) Les plans montrent aussi, au sud de la place du Pont, une place des repentirs qui semble faire suite à l'île ancienne du même nom.

A l'est de la rue de Crémieu, la voie ferrée actuelle et les terrains sur lesquels on a élevé l'ancien fort de l'ancienne enceinte appelé Fort de Villeurbanne, interrompent pour partie le tracé du chemin de Crémieu. Il faut contourner par des voies modernes.

On a ainsi l'occasion d'apercevoir les bâtiments modernes de la Justice militaire, élevés sur les glacis de l'ancien fort, dont on voit aussi les remparts, ainsi que ceux de la manufacture nouvelle des tabacs, tous donnant une nouvelle preuve de l'extension de la ville de Lyon sur la rive gauche du Rhône, ces deux institutions se trouvant antérieurement au centre de la ville.

Le chemin de Crémieu reparaît bientôt après sous le nom de rue du Dauphiné, cette rue allant jusqu'à la Croix de Villeurbanne. C'est dans ce parcours que se trouve le lieu dit, sans doute d'origine moderne, « Sans-Souci ».

La rue du Dauphiné rencontre divers chemins vicinaux qui rappellent des souvenirs locaux ; ce sont ceux de Saint-Philippe, Saint-Maximin, Rossan, Saint-Théodore, des Tournelles.

Arrivée à la Croix de Villeurbanne, la rue du Dauphiné envoie à droite la route de Genas. La rue du Dauphiné (ou chemin de Crémieu) rejoint alors le chemin de la Ferrandière proche le château de la Ferrandière, et continuant sa route vers l'est prend dès lors le nom de route de Crémieu.

Ce carrefour des Maisons-Neuves est important. C'est l'ancien carrefour Simandre, frontière du Dauphiné et de la France, de la paroisse de Villeurbanne et de celle de la Guillotière.

La route de Crémieu et celle de Genas, depuis la Croix de Villeurbanne, s'écartent peu à peu l'une de l'autre. Aux Maisons-Neuves, trois ou quatre petites rues les font encore cependant communiquer. Ces rues portaient jadis des noms pittoresques, comme celui de « la Poule-qui-couve ». Au sud de la route de Genas se détache le « Chemin Feuillat ».

Le château de la Ferrandière est disparu ; sa chapelle conservée est l'amorce d'une future paroisse, son parc est alloti et de nombreuses voies le traversent. Avant la loi de 1901, il fut le local des Dames du Sacré-Cœur, qui y tenaient

un pensionnat resté célèbre. La rue y conduisant porta ce nom, mais du côté de la ville de Lyon seulement ; l'autre côté de la rue, encore de nos jours formant limite, et appartenant à Villeurbanne, portait le nom de « Francisco-Ferrer ». Actuellement, la rue a le même nom, mais chaque commune a un côté de la voie.

C'est l'effet maintenu de la délimitation de M^e Tindo de 1479, faite à la demande de l'archevêque-comte de Lyon au roi Louis XI ; le commissaire venant du « Moncelet » proche de l'actuelle rue du Quatre-Août vint « au Carrefour Symandre ». La délimitation de 1791 reprit les mêmes errements.

En continuant à suivre plus à l'est la route de Crémieu, on arriverait au domaine de l'Hormat, aujourd'hui toujours institution de jeunes filles, portant la devise « Laissex dire et faictes-bien ». Sous la Terreur, certains épisodes se rattachent à cette demeure. L'armée du siège de Lyon y eut aussi des états-majors, de même qu'à la Ferrandière.

Au temps des registres paroissiaux, le nom des propriétaires de l'Hormat est souvent indiqué comme celui d'insignes bienfaiteurs de la paroisse de Villeurbanne.

Plus loin que l'Hormat, la route de Crémieu conduit dans le grand centre moderne de Villeurbanne, et passe devant la mairie et l'église paroissiale de la Nativité. Mais ce centre ne date que de Monavon (1835), le vieux Villeurbanne se trouvant plus au nord du quartier nouveau.

Toujours en continuant à suivre la route de Crémieu, on arrive au lieu dit « Bon-Coin », puis, à assez forte distance, au village de Décines, avant lequel on trouve le menhir de Pierre-Frite, et le Mollard situé, au contraire, après la traversée de l'agglomération.

Il n'est pas surprenant que les Picpus aient choisi Saint-Louis comme patron de la chapelle à construire par eux ; la vie de ce saint roi montre qu'il tenait l'ordre franciscain en particulière estime. Et dans un célèbre portail de cathédrale, représentant le Jugement dernier, le roi est représenté entrant dans le sein d'Abraham, mais précédé d'un religieux de l'ordre précité et suivi de sa mère et de son épouse.

En ce qui concerne les fossés de Tindo, aux confins de la Guillotière, suivant une autre hypothèse, à laquelle, pour

notre part, nous ne nous rallions pas, il y aurait lieu de croire qu'ils auraient été ouverts vers le ^{xiii}^e ou le ^{xiv}^e siècle, à l'occasion des démêlés qui se manifestèrent à cette époque au sujet du mandement de Béchevelin. Ces retranchements, dit-on, couvraient le débouché de Vénissieux et ne permettaient pas de violer facilement le territoire. On dit que cette conjecture paraît d'autant plus probable que ces fossés sont indiqués, dans les anciens plans, comme limites entre la Guillotière et Vénissieux, et qu'ils répondaient à une borne énorme en pierre, découverte à l'ouest du grand chemin de Lyon à Vienne (1).

On trouva même auprès de cette pierre des ruines d'anciens bâtiments, des débris de tuiles à rebords. On a aussi recouvré des médailles et déterré des tombeaux. La tradition veut encore qu'il y eût dans cet emplacement un village appelé Bussille ; mais comme ni aucun titre, ni aucun monument ne viennent à l'appui de cette assertion, il est plus naturel de penser qu'il y avait en ce lieu quelques fortifications qui se liaient avec les retranchements dont nous avons parlé et pouvaient servir à la défense du mandement de Béchevelin, aujourd'hui la Guillotière.

Il se tenait tous les ans, aux fêtes de Pentecôte, près du pont de la Guillotière, une foire dont voici l'origine :

En 1403, sous Charles VI, une sédition, causée par la cherté des grains, éclata dans la Ville de Lyon. Les quartiers de Bourchanin et du pont du Rhône furent les seuls qui restèrent dans le devoir, par les soins et la vigilance d'Humbert de Varey, abbé d'Ainay, seigneur haut-justicier de ces deux quartiers. Cet abbé, en action de grâce, fit bâtir une chapelle consacrée au Saint-Esprit, sur le pont du Rhône, et fonda, aidé des consuls, une Confrérie qui prit son jour de solennité la fête de Pentecôte. Pour la rendre plus solennelle, on l'accompagna d'un spectacle réjouissant pour le peuple. Un homme, portant à sa ceinture un mannequin en forme de cheval, recouvert d'un vaste carapaçon qui cachait ses deux jambes, deux autres jambes postiches semblaient enfourcher le cheval. Le cavalier était vêtu d'ornements royaux, il portait sur sa tête une perruque avec une couronne dessus, et tenait un sceptre à la main ; dans cet accoutrement, il parcourait la ville

(1) Une autre tradition les fait remonter aux Sarrasins (nom de fossés des Turcs, par erreur populaire, la première race au service de l'Islam portant le nom de Sarrasins). La délimitation de 1791 parle de retranchements de César. V. carte.

dans tous les sens, amusant le peuple par ses sauts et ses gambades. C'est de cette manière qu'on prétendait tourner en ridicule les séditions ; et comme une foule immense se rendait au lieu où cette fête commençait ou venait expirer, les marchands en profitèrent pour établir une foire, qui a survécu pendant quelque temps au cheval fol. Les vers suivants furent faits à ce sujet vers la fin du xv^e siècle :

*Quant au cheval fol, qui sautille et qui danse,
Qui, au son du hautbois, cabriole en cadence,
C'est en dérision de ces fols mutinés
Qui, comme chevaux fols, couraient parmi la ville,
Voulant, à qui mieux mieux, paraître plus habile,
A s'enrichir des biens qu'ils avaient butinés.*

Mais il peut y avoir là une façon un peu simplifiée d'écrire l'histoire. L'origine de la Confrérie du Saint-Esprit est loin d'être élucidée, pour de nombreux motifs (1).

Le 24 mars 1475 (vieux style), le roi Louis XI coucha dans une petite maison située en face de la route de Vienne. COLONIA dit à ce sujet :

« Une arcade du pont du Rhône ayant été rompue par la violence des eaux, et ce fleuve étant fort gros, Louis XI, qui revenait du Dauphiné, fut obligé de passer la nuit dans le faubourg de la Guillotière, avec toute sa cour. Le maître de la maison où le monarque logea, voulut perpétuer la mémoire de l'honneur qu'il avait reçu, en plaçant sur la façade de la maison un petit monument qui représente deux anges portant l'écusson de la France, avec cette inscription :

L'AN M. CCCC LXXV LOUIA CIENS LE NOBLE ROY LOUYS, LA VEILLE
DE NOSTRE-DAME DE MARS.

L'an 1475 logea céans, etc...

Cette inscription a complètement disparu depuis une quarantaine d'années. La maison où coucha Louis XI est connue de nos jours sous le nom de l'Hôtel de la Table-Ronde.

C'est pendant ce court séjour à la Guillotière que ce roi, qui opprima le peuple et abaissa les grands, engagea adroitement son oncle René, roi de Sicile et comte de Provence, à venir le trouver à Lyon, et ce fut dans la longue entrevue

(1) En particulier du fait que la confrérie laïque aurait peut-être eu un caractère secret. La construction des ponts par les frères pontifes aurait été une de leurs grandes activités (pont du Rhône, pont Saint-Esprit, etc.). V. GUIGUE, N.-D. Lyon.

qu'ils eurent ensemble que Louis XI se ménagea heureusement la réunion de la Provence et de l'Anjou à sa couronne.

A notre exposé concernant la communauté de Villeurbanne est connexe la question de la délimitation des deux provinces du Lyonnais et du Dauphiné, cette dernière possédée, sous l'ancien régime, par le roi de France, mais au titre de la couronne, comme successeur du dauphin, jadis souverain de ce petit Etat, qui l'avait donné au roi de France.

Cette question de délimitation appelée « la limite des provinces » est pour Villeurbanne non posée, car il ne fut jamais discuté, en ce qui concerne notre communauté, que nous relevions du Dauphiné.

Mais en était-il de même pour le bourg si proche de la Guillotière, où Lyon exerçait la police ; se pouvait-il que la Guillotière soit « Bourg en Dauphiné » ? Avant le bourg, la châellenie de Bêche-en-Velin appartenait-elle au comte de Savoie, auteur du Dauphin ? Le juge de ce lieu voyait cependant porter ses décisions en appel devant les juridictions du temps de la province de Lyon.

Les archevêques de Lyon, comtes de la province, firent reconnaître par Tindo leurs droits sur la rive gauche du fleuve. Mais cette délimitation ancienne ne fut guère respectée. Un arrêt du conseil du roi rendu au xviii^e siècle fit presque l'effet d'une jurisprudence nouvelle.

Les habitants de la Guillotière, consuls en tête et cabaretiers à leur suite, souffraient d'une situation impossible, ce que reconnurent loyalement les intendants des deux provinces, résolus à leur apporter soulagement. Pour les douanes lyonnaises, très sévères, la Guillotière était à la frontière, et les droits étaient exigés. Pour d'autres administrations de Lyon, les habitants de la Guillotière étaient réputés Lyonnais et inscrits sur les rôles. Au cas de non paiement, on pratiquait des perquisitions suivies d'emprisonnements.

Malgré les droits, certains des archevêques-comtes de Lyon finalement reconnus, les habitants de la rive gauche, ceux de la Guillotière presque autant que ceux de la communauté de Villeurbanne, voulurent rester Dauphinois. La révolte de Lyon fit donner la Guillotière au département de l'Isère. Mais la situation fut modifiée au milieu du xix^e siècle.

De nos jours, la limite de la ville de Lyon, sur la rive gauche du Rhône, est à peu près celle tracée par Tindo.

Sur cette même rive, le département du Rhône possède encore le territoire de Villeurbanne et celui des autres communes du canton.

L'évolution est nécessairement dans le sens de l'extension du département vers l'est. On sait les difficultés soulevées par le fait que l'aéroport de la Chambre de Commerce de Lyon se serait trouvé sur le territoire du département de l'Isère, sans les rectifications proposées.

Ainsi donc, durant tout l'ancien régime, il fallut lutter contre l'idée populaire et simpliste que le cours du Rhône formait une frontière. C'était un vieux souvenir du traité de Verdun, bien que l'étude du tracé réel montre que la limite, sur de nombreux points, ne concordait pas avec le cours du Rhône et de la Saône.

Sur la proche rive gauche, les deux souverainetés luttèrent. Dès le ^{xiv}^e siècle, on trouve des enquêtes faites entre le comte de Savoie, qui dépendait de l'empire, et l'archevêque-comte de Lyon.

La limite des provinces, faisant suite à celle de la France et du Dauphiné, et, antérieurement, à celle entre l'empire et le royaume, entre l'archevêque-comte de Lyon et le comte de Savoie, était, pour les gens de la rive gauche, le cours du fleuve ; ainsi que portaient de très vieux textes, le comte de Savoie avait droit jusqu'à l'endroit où peut aller un homme monté sur un cheval, s'avancant dans le fleuve, une lance à la main, plus un jet de lance, plus 9 grains de blé.

Quand fut construit le pont du Rhône, on y plaça des panonceaux représentant les armes du Dauphiné. Au milieu du pont, se trouvaient deux anneaux de fer : c'est là que s'opérait l'échange des criminels arrêtés sur des territoires différents. Il y eut aussi divers tumultes dus à cette même idée et les mémoires des procureurs et avocats dauphinois mentionnent soigneusement les assises tenues sur le pont même, les assemblées des trois ordres de la province du Dauphiné tenues à la Guillotière, etc.

Il ne nous est pas possible de reprendre ici l'historique de ce séculaire et fameux débat. Un tel récit nécessiterait

d'abord la traduction et la transcription des 63 pièces du dossier précité et, pour les premières, la traduction n'en a pas été encore faite complètement et offre de particulières difficultés. Il n'y a cependant pas d'autre véritable moyen de traiter ce sujet, à moins de reproduire des exposés incomplets, remplis de notes de seconde main, complétées par des inductions ne constituant qu'un faux progrès.

A titre documentaire, nous reproduisons ci-après diverses notes tirées de l'étude de ce dossier prises aux archives départementales à Grenoble, puis complétées par une nouvelle étude à Lyon, où le dossier avait été transféré quelques semaines, en suite de l'autorisation de Messieurs les Archivistes en chef, suivie de celle dans les formes réglementaires du service du ministère de l'Instruction publique.

Dans le but de clarifier les idées, mentionnons quelques-unes des limites qu'il est bon de garder dans l'esprit, pour juger exactement.

Actuellement, une première limite sur la rive gauche sépare la ville de Lyon de Villeurbanne, Bron, Vénissieux et Saint-Fons.

A l'est de cette première limite, une seconde sépare le canton de Villeurbanne du département de l'Isère. Elle n'est pas éloignée. Ainsi, au midi, sur la route de Vienne, on la rencontre un peu après Saint-Fons.

La limite actuelle de la ville de Lyon était à peu près celle de Tindo, séparant la province de Lyon, ayant à sa tête l'archevêque-comte, agent du roi de France, de celle du Dauphiné, ayant à sa tête le Roi-Dauphin, physiquement le même personnage que le roi de France, mais autre personne au point de vue du droit public.

Le roi Dauphin, du point de vue régional, transmettait son autorité par les préposés de l'ordre judiciaire ou administratif de Saint-Symphorien-d'Auzon, Chandieu, Vaulx-en-Velin. La châtellenie de Béchevelin était la partie contestée.

L'actuelle limite du diocèse de Lyon et de celui de Grenoble est constituée par la même ligne, mais par la raison que c'était aussi l'ancienne limite départementale au temps du Concordat. Les modifications administratives survenues depuis n'ont pas été la cause de changements correspondants

du côté de l'Eglise, nul contrat nouveau n'ayant été signé, ni l'ancien révisé sur ce point.

Mais, sous l'ancien régime, la limite du diocèse de Lyon s'étendait, sur la rive gauche, à l'est, jusqu'à la Bourbre, au sud, jusqu'à l'Ozon.

Il y a là une suite d'évolutions assez complexes, quand on en reporte le résultat à un territoire déterminé. En ce qui concerne celui de notre communauté, on voit que, durant tout l'ancien régime, elle n'a pas dépendu du diocèse de Grenoble, mais de Lyon, et, au point de vue civil, non du Lyonnais, mais du Dauphiné.

En bonne logique, les habitants du bourg de la Guillotière ne pouvaient être soumis aux charges doubles faites de la réunion de celles de la province du Lyonnais, appartenant au roi de France et celle de l'état du Dauphiné, appartenant au roi-dauphin.

Or, de cœur, au moins autant que par les sévères et brutales leçons de quelques seigneurs locaux, les habitants voulaient être Dauphinois. Ils le proclameront devant les états et les assemblées révolutionnaires. Dès lors ils n'avaient pas à supporter les impôts de province de Lyon.

Mais pour prouver la nationalité du bourg, il fallait remonter à sa filiation. Et la question de la châtellenie de Béchevelin, du procès-verbal de Tindo revenaient aussi, ne donnant pas toujours raison à leurs allégations.

Le temps de comtes de Savoie est ainsi évoqué et la contestation relative à l'octroi sur les vins, en 1727, nous a fourni une masse de documents dont l'étude de plus en plus complète révélera en même temps un intérêt de plus en plus grand, auquel nous avons pour notre modeste part essayé de concourir par l'indication des grandes lignes du sujet et la publication d'une partie de l'enquête du comte de Savoie.

Placée en face de la résistance, la force répressive, au service des administrations publiques lyonnaises, avait employé la manière forte : perquisitions chez les traiteurs, etc., et emprisonnement des consuls. Les formes étaient à ce point réduites que les consuls furent bien embarrassés pour en apporter la preuve devant les juridictions civiles. On avait aussi emprisonné divers commerçants et les femmes n'étaient pas à l'abri des poursuites.

Les charges fiscales devenaient écrasantes, le bourg se dépeuplait ; les intendants, sans cesse en correspondance avec le pouvoir central, cherchaient en vain une solution équitable que leur grande culture et la trop réelle acuité de la situation leur faisaient un devoir de trouver. Le régime ancien devait cependant sombrer dans la Révolution sans finir cette question.

A la lecture des pièces d'archives, la lutte sous toutes ses faces revit intensément : c'est l'existence de l'octroi déjà notée en 1677 ; puis on voit les habitants de la Guillotière se laissant comprendre dans le département de la taille personnelle de la généralité de Lyon, sans qu'on voulut plus tard retoucher les listes.

Puis on entre dans les subtilités du droit, avec la grande variété des juridictions du temps : en 1696, le 1^{er} mai, les habitants sont déchargés ; mais le 1^{er} mars 1701 ils sont assujettis à l'octroi, sans qu'on les dise cependant Dauphinois. Cependant un arrêt du Conseil du 6 mars 1708 parle de la Guillotière, bourg en Dauphiné. En 1725, des arrêts leur furent défavorables. Les habitants s'estimaient « exposés aux ressentiments d'une ville puissante dont ils étaient les victimes ».

Et les titres succèdent aux lettres, les mémoires aux mémoires, les arrêts les uns aux autres. Pour éclairer la religion des juges, les imprimeurs de la grande rue Mercière, à Lyon, sont utilisés et leurs collègues d'autres quartiers aussi. Sortent des presses des longues affiches aux armes royales qui vont instruire les populations ainsi que des brochures, dont l'une, en une centaine de pages, résume les principaux arrêts, qui vont grossir les sacs des procès.

Parvenus jusqu'à nous, ces documents sont précieux et il faut y ajouter la correspondance administrative et les mémoires des procureurs (1) et avocats qui, d'esprit encore plus large, se sont efforcés de remonter dans le temps et de baser la question de la Guillotière sur celle de son ancêtre, le village de Béchevelin.

Essayons de résumer l'occasion et le fond du débat.

(1) Il s'agit des procureurs privés, sorte de défenseurs.

La ville de Lyon avait établi un nouvel « octroy » sur le vin. En 1723, elle prétendit l'étendre sur le faubourg de la Guillotière.

Une contestation survint. Il y avait dans ce bourg « en Dauphiné » — indépendant et ayant à sa tête ses consuls — une très forte partie de la population intéressée au commerce du vin, se répartissant entre diverses catégories depuis les traiteurs, jusqu'aux détaillants plus humbles. Un trafic énorme par voie de terre, à l'entrée de la ville, se faisait à la Guillotière et le bourg était peuplé de célèbre hôtelleries.

Les habitants de la Guillotière se trouvaient dans la situation la plus malheureuse, encore n'était-elle pas nouvelle. Selon les fantaisies des administrations, défendant leurs propres intérêts fiscaux, la population du bourg était réputée comme dauphinoise ou lyonnaise et, à l'occasion, les deux à la fois.

La nouvelle exaction s'ajoutait à tant d'autres, contre lesquelles les habitants avaient souvent lutté, parfois même victorieusement : on possède la plus riche collection des décisions judiciaires favorables à leurs dires ; mais cela n'empêchait nullement l'administration considérée battue, mais nullement découragée, et par-dessus tout persévérante, de recommencer sur le même point, peu après.

Quand l'intérêt était minime, les habitants de la Guillotière ne réclamaient pas : cela arriva au sujet de la taille personnelle. Aussi leurs adversaires transformaient en argument contre eux cette marque de faiblesse. Ils ne réclamaient pas, soit, mais dans un mémoire pour eux, un juriste, reprenant la vieille et forte maxime du droit jamais vaincu par le fait ou la force écrivait : « Les titres publics réclament toujours ! » (Correspondance avec M. Pelletier, intendant à Lyon, vers 1725.)

Soumis par persuasion à la taille personnelle du Lyonnais, dont les riches bourgeois possédant en grande partie son sol étaient d'ailleurs exempts, à laquelle s'ajoutaient aides et octroys, les habitants de la Guillotière, outre ce caractère lyonnais occasionnel, restaient de nationalité dauphinoise et à ce titre payaient les traites foraines, les droits de barrage et autres, par le juste effet de leur situation de bourg à la frontière du royaume de France.

D'après des actes anciens, les Dauphinois s'efforceront d'appuyer leur thèse de constatations prouvant que les autorité du comte de Savoie ou du Dauphin, ou celles de la seigneurie de Chandieu ou Vaux ou Saint-Symphorien-d'Ozon.

Les manifestations de ces autorités seront d'ordre divers. Pour la juridiction criminelle, pour reprendre l'aimable définition du « juratus » du xiv^e (celui ayant prêté serment, avant de déposer) ce sera le fait de couper les oreilles, ou les mains, ou la tête (1). On saura aussi quelle autorité délivrait les certificats de vérification des instruments de poids et de mesure, les armoiries des poinçons, fixaient les droits sur les vins, etc.

Il semble bien que la thèse dauphinoise ait fourni de forts arguments que l'exercice réel de l'autorité appartenait en de notables proportions au Dauphin.

C'est ainsi qu'en 1435, le 29 octobre, le châtelain de Saint-Symphorien-d'Ozon (*Castellania Sancti Simphoriani Auzonis*) (2) délivre un certificat pour des péages et mesures.

L'acte est écrit en latin, puis en vieux français. A remarquer la gracieuse formule : « Que le droit et l'honneur de Monseigneur le Dauphin soit gardé ! » Il est question de M. de Chandieu. Les consuls de Vénissieux avaient aussi fait une requête au bas de laquelle fut mise une ordonnance.

Lors du procès du xviii^e siècle, les juristes dauphinois citèrent tous les textes à leur connaissance, certains n'étaient pas en leur pouvoir.

C'est en 1305, le 1^{er} mars, Villard de Vienne, archevêque, cédant la maison forte de Béchevelin, en faveur de Jean et Guigues, dauphins.

C'est en 1386, le 6 juillet, une défense du procureur fiscal du Dauphiné contre le prélat précité.

C'est en 1351 des extraits du compte des dépenses, au bas de l'acte d'échange du 5 janvier, entre le roi Jean I^{er}, Charles, son fils, et Amédée, comte de Savoie.

(1) V. la note au chapitre consacré à la longue enquête rédigée en latin, de 1334.

(2) Cf. La forme ancienne, même encore entendue parfois ; Saint-Saphorin.

C'est, en 1521, le receveur des finances du Dauphiné délivrant des quittances aux habitants de Béchevelin.

C'est, en 1549, une suite au « péréquaire » de 1498 où ce lieu est employé pour deux feux.

On appelle péréquaire une répartition d'impositions (V. *Dict. hist. anc. Lang. françois*, par la COSNE DE SAINTE-PALAYE V. PÉRÉQUANT).

C'est, en 1549, une enquête par les habitants de la Guillotière.

C'est, en 1550, le 21 septembre, un jugement du vice-bailly de Vienne sur les entreprises de juridiction.

C'est, en 1603, le 13 février, un procès-verbal fait par les députés du parlement de la Chambre des Comptes et des états du Dauphiné pour les entreprises et vérifications sur cette juridiction.

Enfin, c'est en 1606 une enquête des échevins de Lyon concernant les habitants de la Guillotière et l'exemption de la gabelle de Lyon.

Les mémoires (notamment la pièce 58) fournissent d'abondantes indications sur les titres du Dauphiné. Une colonne, sur le pont du Rhône, marquait la limite des provinces. Elle avait été renversée. Sa reconstruction immédiate est prescrite aux frais de la ville de Lyon, en 1728. Les Lyonnais l'avaient abattue en 1701. On y voyait gravées les armoiries du Dauphiné.

Parmi les plus vieux titres du Dauphiné sur la proche rive gauche du Rhône figure l'hommage de Berlioz de Chandieu (1241) à Amédée Comte de Savoye, qui s'étend *a furciis* (fourches patibulaires) *Falavivy* (Falavier. Cf. *Saint-Quentin-Falavier*) *usque ad pontem Lugduni, ac etiam infra Rhodanum, quantum eques unus intrare potest hoc excepto quod non natet* » (L'hommage s'étend sur les terres depuis les fourches de Falavier jusqu'au pont du Rhône (actuel de la Guillotière) et même à l'intérieur du fleuve, aussi en avant qu'un homme monté sur un cheval peut s'avancer dans l'eau, jusqu'au point où l'animal serait obligé de nager).

En 1305 l'archevêque de Lyon donne au dauphin la garde de son château de Béchevelin.

En 1334, un acte parle du rôle des seigneurs de Chandieu et de Saint-Symphorien-d'Ozon.

En 1386, des lettres patentes s'occupent d'obtenir des réparations pour l'archevêque.

La formule précitée sur le cheval entrant dans le fleuve a des variantes. A la limite indiquée, on ajoute encore un espace marqué par le jet de lance du cavalier, auquel se surajoute parfois « l'espace supplémentaire marqué par 9 grains de blés » à signification évidemment plutôt morale que pratique. Les Dauphinois faisaient preuve de finesse et d'astuce ; les Lyonnais étaient bien fixés.

Le texte concernant le cavalier remonte nécessairement avant l'existence du pont. Ce dernier construit, la question, sur le pont, est résolue de la façon ci-après « *Usque* (La frontière doit se placer jusqu'au point où) *ad locum vocatum* « Les anneaux » *ubi duo grossi annuli ferrii super arcum lapidis dum dicti pontis citra medium dicti fluminis quondam sunt affixi* » (à l'endroit appelé « les anneaux » où deux gros anneaux de fer sont placés sur un arc de pierre. Ils y furent jadis fixés, environ au milieu du fleuve).

Ainsi, la Guillotière fut l'objet de contestations concernant la limite de la province du Dauphiné ; était-elle faubourg de la ville de Lyon ou bourg en Dauphiné ? La pratique montre que, pour certains impôts, l'une ou l'autre de ces qualités était supposée existante. Le point principal du conflit fut un nouvel octroi sur le vin.

La lutte, sous diverses formes, violente ou judiciaire, mettant aux prises l'archevêque de Lyon, les gens du Dauphiné, le seigneur de Saint-Symphorien-d'Ozon, dura de 1241 à 1786.

Elle peut former à elle seule la matière d'un volume : jugements, arrêts, enquêtes, actes en latin, vieux français et français se succèdent, nombreux.

Une grande partie des archives intéressant ce sujet est rangée sur la cote Série II, l. IV^e, 103, des Archives de l'Isère, dans laquelle on trouve divers textes originaux et des inventaires et copies ne remontant qu'au XVIII^e siècle. Nous en présentons une courte analyse.

Les mémoires, lettres, titres et arrêts se groupent autour de la contestation que fit naître un nouvel octroi sur le vin que la ville de Lyon prétendit étendre, en 1723, sur le faubourg de la Guillotière.

On remonta alors au temps de la domination du Comte de Savoie, « qui possédait des droits de haute, moyenne et basse justice ».

Les informations prouvèrent les limites et la juridiction de la Guillotière, le péage et l'eschandillement (la marque) des mesures effectuées par les autorités du Dauphiné.

Dans l'une, il y a 60 témoins pour constater les faits, devant des commissaires nommés par les parties.

Une guerre de papiers timbrés, qui fut même dirigée contre certains de Messieurs les Officiers de la police de Lyon, commença vers les années 1691-1710.

Le timbre du papier de Lyon consiste en un blason, avec deux « L » entrelacés, entouré de trois fleurs de lis. Deux lions entourent le blason, que surmonte une couronne royale. On lit sur une banderolle : « Gener (alité) de Lion ».

Celui de l'Isère porte le caducé et les armes de France et de Navarre.

On reparla des événements du temps de Tindo :

« Le comte de Comminges, gouverneur du Dauphiné, avait indiqué le lieu de cette assemblée à la Coste-Saint-André ou dans tel autre endroit où il se trouverait. » En fait, le comte était allé à Lyon pour le service du roi. Les membres de l'assemblée voulaient s'assembler dans un lieu de la province, suivant leurs privilèges, et ne pas sortir de leur territoire. Le bourg de la Guillotière fut choisi et ils délibérèrent, note curieusement la pièce, « sous les yeux des Lyonnais ».

On en tirait argument en faveur de l'autorité du Dauphiné sur la Guillotière. Une autre preuve, plus formidable, était constituée par le fait que non seulement les Etats, mais le Parlement même de Dauphiné, en corps, avait tenu des assemblées à la Guillotière, le 6 avril 1476. Jean de Daillou, gouverneur, alla prendre séance à la teste du conseil delphinal, « *sedens pro tribunali et judiciali moro in loco Guilloteria prope pontem. Lugduni, in domo nobilis Joannis de Villanova corruarii* (courrier, chargé de mission) *dictæ civitatis* ». Le Parlement y homologua une transaction entre Joffrey de Mantchesne et Humbert de Batternay.

Dans les années postérieures, les habitants de Béchevelin, ou de la Guillotière, « sont employés à la taille pour deux feux ». Il est vrai que, depuis 1544, le Lyonnais y percevait aussi cet impôt, mais on réclamait les titres.

Le rédacteur du mémoire, auquel on peut sans doute reprocher, comme aux auteurs de toutes conclusions, de présenter la cause sous un jour particulier et de grossir un peu les faits, rédacteur qui, plus est, agit pour le compte du Dauphiné, rappelle ensuite l'affaire de la potence. Une potence « estoit érigée » de toute ancienneté, par les officiers du Dauphiné. En 1508, les officiers royaux et archiépiscopaux de Lyon vinrent « de voye de fait », planter une autre potence au bourg de la Guillotière, à côté de l'ancienne. La signification symbolique du gibet était de maintenir « le roy et l'archevesque » dans leur juridiction. Le conseil delphinal en fut instruit, commit un de ses membres qui alla à la Guillotière avec plusieurs gentilshommes. On arracha le gibet et on le jeta au Rhône, puis on « eschantilla les mesures du bled, du vin et de l'huile » et on les marqua des armes du Dauphiné.

Dans la suite, les habitants de la Guillotière obtinrent l'exemption du paiement des droits de pied fourché et de vin. On lit ensuite l'analyse des arrêts et de la transaction, question qu'on lira par ailleurs et qui, fixant la jurisprudence, « ont depuis servy perpétuellement de barrière aux entreprises des Lyonnais ».

« Par arrest du Parlement de Paris, du 13 aoust 1668 », les boulangers de la Guillotière furent déchargés des répartitions faites par leurs collègues de Lyon. Une transaction intervint au sujet d'un droit de barrage (14 sept. 1671).

En 1693, les prévost des marchands et eschevins de la ville de Lyon font encore une nouvelle tentative. Et le rédacteur note que tant d'arrêts réitérés ne purent mettre un frein au projet d'usurpation que les Lyonnais ont toujours suivi. On voulut exiger des habitants de la Guillotière l'entrée du vin et les droits de pied fourché et des mouleurs de bois (analogues à nos jurés métreurs).

L'intendant de Lyon, M. d'Herbigny, donna son avis. Un arrêt intervint le « 1 may 1696 ». Le Dauphiné triompha. Les droits furent abolis, avec la finance des offices des mouleurs de bois.

Cet arrêt si solennel n'impressionna nullement le fermier des aydes de la ville de Lyon qui annonce une nouvelle ten-

tative. Sur chaque charge de vin, il voulut lever un droit de 5 sols, lorsqu'elle entrerait et se consommerait à la Guillotière (1701) S. M. (arrêt du 1^{er} mars) déchargea ces habitants, en conformité de la décision de 1696.

Mais l'arrêt du 9 mars 1701 (du Conseil) fit perdre au Parlement de Grenoble la juridiction de la Guillotière et du mandement de Béchevelin. Les Lyonnais avaient défendu leurs droits avec vivacité, les gens de la Guillotière avec négligence.

Les habitants de Lyon, en 1706, « revinrent encore à la charge », à la faveur d'un édit de mai 1706. On avait « glissé » dans le texte que les habitants de la Guillotière seraient sujets aux droits de mouleurs créés par cet édit.

Un arrêt du Conseil du 28-XII 1706 prononça la décharge. Le Conseil ne suivait donc pas la jurisprudence de l'arrêt de 1701 « sur lesquels les Lyonnais fondent leur triomphe ».

*
* *

La Guillotière est aujourd'hui un quartier de la ville de Lyon. Son territoire forme principalement le III^e arrondissement, mais, jusque vers le milieu du XIX^e siècle, elle était ville indépendante, en voie de grande prospérité. Elle fut annexée par Lyon sa puissante voisine, en même temps que Vaise et la Croix-Rousse, ce qui infirma le mot fameux d'un Préfet du Rhône : « Bientôt on ne dira plus la Guillotière, près Lyon, mais Lyon, près de la Guillotière ! »

A l'origine, la Guillotière fut le bourg formé à l'entrée du Pont du Rhône (aujourd'hui pont de la Guillotière) sur la rive gauche ; les arches du pont se prolongeaient alors jusque sur l'emplacement actuel de la place du Pont. En parcourant, même de nos jours, la grande rue de la Guillotière et les rues adjacentes, on se fait aisément une idée de ce que fut jadis cette agglomération, aux multiples auberges, bourg passager à une époque où les voies ferrées n'existant pas encore, le trafic se faisait par voies d'eau et de terre.

Le bourg de la Guillotière, formé à l'entrée du pont lorsqu'il se construisit, c'est-à-dire d'à partir du XIV^e siècle, hérita aussi du proche village de Béchevelin ou Bèche-en-Velin,

situé un peu plus au sud que l'église actuelle de Saint-André de la Guillotière. Ce village possédait une église paroissiale et une tour au château.

Au XVIII^e siècle, l'intérêt de la discussion territoriale s'est un peu déplacé. Le bourg de la Guillotière est surtout peuplé d'aubergistes, de traitants, gens de condition sociale généralement peu élevée. Nos habitants et manants de la Guillotière, ont, à leur tête, leurs syndics.

Mais en face, il y a la puissante ville de Lyon, jalouse, ayant à sa tête son prévôt des marchands et ses eschevins ; et, telle est la situation paradoxale de la Guillotière, que, soumise aux impôts des deux provinces, elle est ainsi tantôt réputée « bourg du dauphiné », tantôt « faubourg de Lyon ».

Pourquoi les malheureux aubergistes, soumis aux visites domiciliaires pour la gabelle, parfois emprisonnés, n'élèvent-ils pas de protestations véhémentes. Il faut observer qu'ils ne sont ni nombreux, ni riches, que les procès du temps sont longs et coûteux, que les impôts et les droits sont faibles et multiples, les administrations nombreuses et puissantes et qu'il y a une grande variété de juridictions.

Pourtant devant toutes ces dernières juridictions, ils finirent par soutenir leurs revendications et diverses décisions judiciaires, en particulier des arrêts du Conseil du Roy, leur donnèrent plusieurs fois raison. Mais les agents des diverses administrations qui avaient la garde des intérêts du fisc de la province lyonnaise ne se décourageaient pas pour si peu, et dès la création d'un nouveau droit, ils s'empressaient de comprendre sur la liste des imposables les habitants de la Guillotière. La lutte était à recommencer.

Un nouvel octroi sur le vin ayant été établi, bien que faible, fut l'occasion d'une contestation particulièrement vive. On refit, à cette occasion, une étude des plus serrées de tous les actes des archives du XIII^e au XVIII^e siècles de Béchevelin à la Guillotière.

La situation des malheureux habitants de la Guillotière n'était pas sans émouvoir l'administration. Les intendants, lisons-nous dans leurs correspondances, étaient résolus à y apporter remède.

On opérait la livraison de certains criminels réclamés par

l'une ou l'autre province. Au milieu du pont, des nobles dauphinois vinrent accomplir, volontairement, des actes de juridiction. L'épée à la main, l'injure à la bouche, enfermant dans les granges les récalcitrants, le seigneur de Saint-Symphorien vint, un jour, à la tête de sa petite armée, faire grand tapage et proférer des menaces, venant jusqu'à l'entrée de la ville, au delà du pont (actuelle rue de la Barre).

Tels sont quelques-uns des épisodes des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles au sujet de la lutte entre les archevêques de Lyon et les seigneurs du comte de Savoie, plus tard du Dauphin, pour la possession du territoire de Béchevelin. Ces mêmes contestations allaient ressusciter, ou plutôt se continuer au ^{xviii}^e siècle, pour la possession du bourg de la Guillotière.

Les défenseurs de la thèse dauphinoise étaient le seigneur de Vaulx et surtout celui de Saint-Symphorien-d'Ozon, eux-mêmes représentant les autorités du Saint-Empire, plus tard, du Dauphin, puis du Roi Dauphin, et aussi le Conseil delphinal, du moins à partir de l'époque où, en échange du Faucigny, le Comte de Savoie (*comes Sabaudia*), qui n'était pas encore duc, céda au Dauphin les territoires situés entre l'Isère et le Rhône, dont il était, antérieurement, le souverain.

Mais la possession de ces territoires de la rive gauche par les dites autorités était contestée par la province de Lyon, dont les intérêts étaient, au moyen âge, défendus par ses seigneurs temporels, les archevêques de la ville. La querelle fut longue et eut un côté violent et un autre judiciaire. Dans l'esprit des adversaires de l'archevêque, le mandement de Béchevelin (et, au ^{xviii}^e siècle, par l'effet des survivances historiques, la Guillotière) était terre étrangère au royaume de France, donc soumise aux droits du Dauphiné.

La limite des provinces.

La question de la Guillotière et de Béchevelin. La Guillotière est-elle faubourg de Lyon ou bourg en Dauphiné ?

Il est conservé, aux Archives départementales de l'Isère, dans la série 11 C, N° 103, un dossier important renfermant 63 pièces papier.

Parmi les actes les plus remarquables qui se trouvent dans

cette série, est un manuscrit écrit en latin, de 140 pages environ (30 lignes à la page), d'une enquête datant du xiv^e siècle, effectuée à la requête de l'archevêque de Lyon, en désaccord avec les autorités du Dauphiné. Le manuscrit est une expédition, fort lisible, faite au siècle suivant, dont un précédent chapitre a exposé les points principaux. Aux Archives du Rhône, il en existe aussi une copie sur parchemins cousus en forme de rouleau, ainsi qu'un exemplaire retranscrit sur papier dans un registre du fonds de l'archevêché.

Les Archives de l'Isère sont installées dans des bâtiments annexes à l'hôtel de la Préfecture, à Grenoble, le dossier précité porte en titre: « Intendance et Dauphiné. Affaires de délimitation entre Dauphiné et Lyonnais ».

Les dates extrêmes des documents y contenus sont : 1241-1786. Les pièces sont au nombre de 63. Certaines sont longues et importantes, notamment un manuscrit écrit au xv^e siècle, copie certifiée conforme d'une enquête du xiv^e siècle, relative aux délimitations précitées. Ce manuscrit, écrit en latin, compte plus de 130 pages. Dans ce dossier, on trouve aussi des affiches imprimées, qui ont pour but de porter des jugements à la connaissance du public, un opuscule contenant diverses décisions judiciaires, etc...

L'étude et la publication de ces pièces seraient de la plus grande utilité en vue d'une connaissance plus complète de l'histoire de la région de la rive gauche du Rhône, jadis limitrophes de la ville de Lyon et dont certaines portions font aujourd'hui partie du département du Rhône.

Ce dossier est, au fond, le recueil des pièces de « l'affaire des habitants de la Guillotière », titre qu'on lit dans les documents de l'époque. Cette affaire fut l'objet de nombreuses décisions, tant administratives que judiciaires, s'échelonnant sur plusieurs siècles, ainsi que nous l'apprend une des dernières pièces du dossier (59), en l'espèce une lettre de M. de la Roche, en date, à Versailles, du 24 novembre 1786.

La Révolution allait éclater et les événements se précipitent. La ville de Lyon s'insurge, et la création et les limites des départements, l'attribution qui y fut faite des communes de la rive gauche à l'Isère, se ressentirent de l'attitude de nos concitoyens de l'époque, qui s'étaient révoltés contre le nouveau régime.

Mais ces faits relèvent d'une époque nouvelle et nous ne les développons pas, car ces quelques notes n'ont eu pour but que de former une modeste introduction au dossier que nous a laissé la période antérieure et dont nous donnons par ailleurs quelques extraits.

La Guillotière souffrait aussi d'autres charges, comme celle du logement des troupes, particulièrement lourde aux régions frontières, comme l'était alors la nôtre, alors que les unités se déplaçaient beaucoup, surtout sur les frontières, et que les casernes étaient peu nombreuses.

Il y avait aussi, à la Guillotière, beaucoup de riches Lyonnais, qui jouissaient de certaines exemptions jugées scandaleuses.

Au cours de la lutte judiciaire du XVIII^e siècle, la Guillotière ne fut pas toujours aussi heureuse qu'aux siècles précédents. Quelques arrêts, d'une grave portée, furent rendus en faveur de la ville de Lyon.

L'ancien régime ne solutionna pas l'affaire. L'affaire des habitants de la Guillotière était soumise à l'avis des intendants. Une « instruction » préliminaire était en cours.

Pièces N^{os} 1 à 10. — Correspondance avec M. Poullétier, intendant de Lyon (1724, 1732, etc...).

Mémoire sur les difficultés proposées.

Pièces N^{os} 11 à 15. — Mémoires et avis de MM. de Poullétier et de Fontanieu. Autre avis du subdélégué de Vienne.

Pièces N^{os} 16 à 23. — Requêtes, mémoires, consultations pour les habitants de la Guillotière.

Voici un énoncé des pièces suivantes :

Pièces N^{os} 24 à 50. — Titres pour prouver que ce lieu dépend du baillage de Vienne (1241 à 1696).

Pièces N^{os} 51 à 54. — Arrêts du Conseil.

Arrêt du Conseil d'Etat du roy du 20 janv. 1722.

Extrait des registres du Conseil d'Etat du 17 août 1677.

A Lyon. Imprimé chez la veuve de feu J. Molin, rue Bourchanin. 1684 (1).

17 fév. 1728. Extrait des registres du Conseil d'Etat.

Arrêt du Conseil d'Etat du roy du sixième novembre 1725.

(1) La rue Bourchanin à Lyon, aujourd'hui disparue, occupait à peu près l'emplacement de la rue Bellecordière. La rue du même nom, à Villeurbanne, existe toujours, proche de la vieille église. Ancienne terre.

Pièces N^{os} 55 à 57. — Mémoire pour les habitants contre le fermier des aydes de Lyon, 1651-1725.

Mémoire particulier pour Mgr l'Intendant du Dauphiné.
Autre mémoire.

Pièces N^{os} 58 à 63. — Mémoire.

Lettre de De la Roche.

Lettre de Fieux à M. De la Roche.

Inventaire d'actes (1305-1606).

Note d'envoi du comte de Revilione, délégué en date, à Grenoble, du troisième décembre 1786.

Autre lettre du deuxième décembre 1786.

Dans le dossier précité, dix pièces sont d'abord relatives à une correspondance avec M. Poullétier, intendant de la généralité de Lyon ; elles vont de 1724 à 1732. La dernière est un mémoire relatif à un arrêt de 1725.

Puis viennent cinq pièces qui sont les mémoires et avis de MM. de Poullétier et de Fontanieu, auxquels est joint l'avis du subdélégué de Vienne. On y trouve relaté l'hommage du 8 avant les Kalendes d'aoust 1241 rendu par Bellio de Chandieu au comte de Savoye, qui prouve que le territoire de Beschevelin s'étendait dans le Rhône aussi avant qu'un cavalier pouvant entrer sans nager.

On rappelle aussi l'acte du 1^{er} mars 1305, par lequel Louis de Villard, archevêque de Lyon, donna à Guiges, dauphin, la garde de son château de Beschevelin.

Parmi les points importants, relevons que jusqu'en 1629 la Guillotière et Beschevelin avait été de la taillabilité du Dauphiné ; au xvii^e siècle un avis de M. d'Herbigny, intendant de Lyon, porte que la Guillotière n'est pas sujette aux charges de Lyon.

On dit aussi que le Dauphiné s'étendait bien avant dans le Rhône (lettres patentes, 6 juillet 1386),

le 2 février 1471, fut tenue une assemblée des Etats du Dauphiné dans le bourg de la Guillotière,

le 6 avril 1476, il y eut une séance au Parlement de Grenoble dans le bourg de la Guillotière,

en 1507, les Lionnois ayant fait planter une potence dans le bourg de la Guillotière, en vertu d'une commission du Parlement de Grenoble, elle est arrachée et jetée au Rhône ;

Enfin en 1354, le 5 janvier, intervint un important traité

de paix entre le Dauphin et le comte de Savoye. Ce dernier, en vertu d'un échange, cédait toutes ses terres entre l'Isère et le Rhône.

Au bas de ce traité, il y a un extrait des dépenses « faites à l'occasion d'un criminel rendu par les Lyonnais aux habitants de Saint-Symphorien et exécuté sur le pont du Rhône ».

Viennent alors huit procès (pièces 16 à 23) qui sont des requêtes, mémoires, consultations par les habitants de la Guillotière.

L'une d'elle commence :

« Au roy

« et à Nosseigneurs de son Conseil,

« Sire,

« Les consuls syndics et habitans du bourg de la Guillotière, etc... »

La procédure est dirigée contre le sieur Dallin, receveur des octroy de la ville de Lyon.

Dans la pièce 20 il est précisé que les habitants de la Guillotière ont toujours été traités comme étrangers, payant des droits d'entrée pour les personnes et les marchandises (1).

En 1334, le comte de Savoye étant alors propriétaire (*sic*), une contestation s'éleva avec l'archevêque de Lyon. Une enquête fut faite. La Guillotière, Béchevelin et même Saint-Symphorien-d'Ozon étaient objet du litige. Il fut prouvé que la juridiction de ce dernier pays s'étendait jusque sur le pont du Rhône, à deux anneaux de fer qui formaient séparation du Lyonnais avec le Dauphiné. Cette juridiction avait toujours été exercée par les officiers du comte de Savoie et de ses vassaux.

En 1434, entre lesdits anneaux, fut remis au châtelain de Saint-Symphorien, qui le réclamait, un nommé Drusset, prisonnier dans les prisons de Lyon. Là, était le lieu de la séparation des deux provinces.

(Dans les registres paroissiaux de Villeurbanne, au XVIII^e siècle, les bornes sont au carrefour de Simandre (place des Maisons-Neuves.)

Elles sont aujourd'hui à l'est de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin. Elles ont donc historiquement reculé à l'est.

(1) La Guillotière est hors du royaume de France.

On possède un important procès-verbal du 1^{er} janvier 1508, dont l'auteur est Martin Gallien, *jurium doctor*, docteur en droit civil et canon, conseiller au Conseil Delphinal, assisté de huit gentilshommes de la haute noblesse du Dauphiné, qui firent abattre le gibet mentionné précédemment, qui marquèrent les mesures aux armes delphinales, firent faire des proclamations et affiches sur le pont, en tinrent leurs assises entre les deux anneaux.

« Processus verbalis factus et formatus per spectabilem egregium virum, dominum Martinum Galliani jurium doctorem consiliarum delphinalem commissarium que circa exec. ordinationis per curiam insignem Parlamenti Dalphinatus late pretexto et ad causam Delphinalis jurisdictionis locorum de Beschevelain Guillerio et de Charvenol contra reverendissimum Dom archiepiscopum et suos officarii Lugdunenses et alios in late introrsum post, etc... litteras..

« Agnoscat modernas puentia et futuros posteritas successores... non ignoret, quod anno nativitatis Domini millesimo quingentesimo octavo et nativitate sumpto die prima mens januarii spectabilis et egregius vir... »

Sous les cotes 35 et 36, est une pièce capitale, une copie vidimée sur papier, faite pour les citoyens de la Guillotière, le 17 août 1557, certifiée conforme par deux notaires (ainsi qu'un troisième personnage) dont les signatures originales figurent au bas de la copie.

Cette magnifique pièce des archives de l'Isère compte 131 pages, chaque page de plus de trente lignes de texte latin, en écriture gothique de dernière époque. Elle est reliée par des cordonnets de cuir, selon le bon usage de l'époque, et bien supérieure, comme netteté, à des feuilles de parchemin cousues à la file, reproduisant cette enquête, et conservées aux archives du Rhône.

Une annotation, écrite en français du xvi^e siècle à la fin de la copie, explique qu'elle a été faite en vertu des ordonnances de la Chambre des Comptes du Dauphiné, extraite des parchemins des trésors de cette Chambre.

Ce fut à la date du 3 octobre 1334 qu'une information fut faite par Jean Dupuis, procureur d'Aymon, comte de Savoye, et de Blanche de Bourgogne, sa femme, contre le révérend Père en Dieu Guillaume, archevêque de Lyon.

A la date du 29 octobre 1435, on trouve un certificat de châtellain de Saint-Symphorien-d'Ozon pour le péage banvin et eschantillement des mesures.

Suivant ordonnance du bureau mise au bas de la requête par les Consuls de Vénissieux, la copie que nous possédons (cote 50) a été extraite du registre de la Chambre des Comptes de Dauphiné, après dûe collation faite à l'original par Bonier, clerc et secrétaire du Roy en cette Chambre, le 4 février 1803.

Le timbre porte le caducé du commerce où sont accolés des deux côtés les armes de France et de Navarre, en exergue on lit : « Généralité de Grenoble ».

L'acte porte :

Castellania Sancti Simphoriani Auzoni.

Anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo quinto et die vigesima nona octobris fuerunt tradita memoralia infra scripta per nobilem Petrum aurici vice castellanum Sancti Simphoriani venerabili Consilio Delphinati apud Gratianopole quo erant domini Stephaniur Guillonis legum doctor presidens. Sancte Durandi Ludovicus Luiene parterij doctor presidens computorum et advocatus fiscalis quæ memoralia dictum venerabile consilium ordinavit in camera computorum registrari et ides ibi registrari ut sequitur.

Tres honnerez et douttez (1) seigneurs plaise vous faire apointement et mettre conclusion au fait de Monseigneur de Lyon pour le fait de Beschevellin afin que le procès qui est de Saint-Symphorien puisse estre levé devant la feste de la Toussaints.

La pièce 58 est un long mémoire favorable à la thèse dauphinoise. Il compte 47 pages d'une écriture à la main, assez fine, et environ 29 lignes à la page.

In fine, on y lit, en renvoi, à la date 1728 : « ordonner que la colonne qui estoit sur le pont du Rhosne, pour marker les limites des deux provinces, y sera incessamment rétablie aux frais de la ville de Lyon ».

L'auteur reprend tous les titres du Dauphiné : l'hommage de Berlioz de Chandieu (1241) à Amédée Comte de Savoye *a furciis* (fourches patibulaires) *Falavivy* (Cf. Saint-Quentin-Falavier) *usque ad pontem lugduni ac etiam infra Rhodanum quantum eques unus intrare potest hoc excepto quod non natet.*

(1) Redoutés.

La colonne précitée avait été abattue par les Lyonnais, en 1701. Elle était gravée aux armes du Dauphiné.

On rappelle le titre de 1305. L'archevêque de Lyon donne au Dauphin la garde de son ch. de Béchevelin. On rappelle aussi l'acte de 1334 et le rôle des seigneurs de Chandieu et de Saint-Symphorien-d'Ozon. En 1386, des lettres patentes s'occupent d'obtenir des réparations pour l'archevêque.

Plus loin, la limite est donnée par le cavalier « aussi avant qu'il pouvait jeter sa lance » et sur le pont, *usque ad locum vocatum* « les anneaux » *ubi duo grossi annuli ferrii super unum arcum lapidei dum dicti pontis citra medium dicti fluminis quondam sunt affixi.*

Dans le conflit, il y a eu des violences d'exercées, des emprisonnements. Les syndics n'ont pu s'assembler et délibérer sans être écrasés.

Aucune preuve n'en était rapportée, mais il était difficile d'en avoir.

*
**

Si dans la correspondance administrative on trouve un exposé pratique, il est plus emphatique dans le texte des mémoires judiciaires alors en usage qui fournissent aussi de précieux renseignements historiques. L'un parle de cette petite affaire qui risque de démembrement les états de Mgr le Duc d'Orléans et de faire « à des peuples le préjudice de changer leur condition, de la rendre infiniment plus onéreuse et de les exposer aux ressentiments d'une ville puissante, dont ils sont la victime ! »

Les arguments de droit sont alors repris, la jurisprudence passée au crible. Elle était généralement favorable, sauf le fameux arrêt de Tindo et le fait que les habitants de la Guillotière s'étaient laissés comprendre dans le département de la taille personnelle de la généralité de Lyon, sans protester. C'était de peu d'intérêt et les sommes étaient faibles. « Mais les titres publics réclament toujours ! »

Ces malheureux ne pouvaient payer dans les deux provinces, d'une part, les droits de traittes foraines, barrages et autres, et de l'autre, côté de Lyon, tailles personnelles, aydes, octrois, etc. Leur révolte n'est pas le fait de quelques esprits subversifs de la « communauté ».

La thèse dauphinoise s'appuyait par de bons arguments : le banvin, la livraison des coupables sur le pont, la tenue de l'assemblée générale des états du Dauphiné dans le Logis du Lion Rouge, le 2 février 1470.

Au XVIII^e siècle, ce n'était plus que l'humble bourg qui luttait pour prouver qu'il était en Dauphiné, alors que les administrations provinciales lyonnaises le considéraient comme appartenant à la généralité de Lyon. Alors encore notre communauté relevait-elle du Roi-Dauphin, personne morale de droit public distincte de celle du roi de France. Mais en reculant dans le passé, les titres rattachaient le bourg à l'état jadis indépendant du Dauphiné, et, antérieurement, aux possessions du comte de Savoie, disputant la proche rive gauche et la châteltenie de Bèche-en-Velin, ses droits de haute-moyenne et basse justice au pouvoir temporel de l'archevêque de Lyon. Dans les chartes, on voit s'affronter les titres de « Rex Francorum », d'une part, et, de l'autre, « Comes Sabaudiaë ».

Au cours des procès, perquisitions, etc., il apparaît que les habitants de la Guillotière, les cabaretiers, leurs épouses même, furent victimes de procédés brutaux et illégaux. Les consuls auraient été jetés en prison. Mais la preuve de ces faits, motif tiré de leur illégalité, de leur caractère policier et administratif, fut, plus tard, difficile à fournir.

La France de l'ancien régime voyait ses affaires réglées par les intendants, esprits ouverts et d'une activité prodigieuse. A la tête d'un petit nombre de généralités, ils concentraient dans leurs mains de vastes attributions. A ceux de Lyon et de Grenoble, l'affaire des habitants de la Guillotière ne resta pas étrangère et la lecture de la correspondance échangée entre Paris et les deux villes précitées montre que ces hauts fonctionnaires se rendaient compte de la situation impossible faite à des malheureux et qu'ils recherchaient la solution capable de concilier tous les intérêts en présence.

C'est ainsi que le 19 juillet 1732, l'intendant Poulletier adresse de Lyon une lettre à M. de Fontanieu :

« Je vous envoie, mon cher neveu, le mémoire concernant les habitants de la Guillotière, faubourg de Lyon... »

L'intendant soutient la thèse lyonnaise, se basant sur des

pièces produites par le sous-fermier des Aydes, de la Généralité, et citant le procès-verbal de Tindo.

« Il faut, ajoute-t-il, procurer seulement aux habitants le soulagement que leur misère doit exciter, en accordant l'exemption du droit d'aydes. Le logement des troupes, par leur fréquent passage, les constitue dans des dépenses qui les mettent hors d'état de payer les impositions. » Il termine : « Je suis, avec tendresse et sincère attachement, mon cher neveu... etc... »

A Paris, quelques années auparavant (1726), Pouet de Montbayeux avait eu de longues conférences avec M. Amelot de Chaillon, qui lui avait paru « prévenu ». Le contrôleur général devait aussi voir l'affaire. Des commissaires pouvaient être nommés. « Ce serait un coup de partie sur lequel je vous supplie de prendre des mesures. L'affaire est importante et la chose presse infiniment. » (Correspondance.)

Et voici d'autres extraits :

A Lyon, le 19 juillet 1732,
(reçu le 27 juillet).

L'Intendant Poulletier, à M. de Fontanieu,

Je vous envoie, mon cher neveu, le mémoire concernant les habitants de la Guillotière, faubourg de Lyon, et... les pièces... produites par le sous fermier des Aydes de cette généralité ; je ne crois pas qu'on puisse revendiquer ce faubourg comme appartenant à votre département, ce lieu est déclaré faubourg de Lyon.

Le procès-verbal de Tindo de 1479 l'a déclaré ainsi, il faut procurer seulement aux habitants le soulagement que leur misère doit exciter en accordant l'exemption des droits d'Aydes.

Le logement des troupes par les fréquents passages les constitue dans des dépenses qui les mettent hors d'état de payer leurs tailles et autres impositions.

Je suis avec un tendre et sincère attachement, mon cher neveu, votre très humble et très obéissant serviteur.

POULLETIER.

On trouve à la suite un mémoire de huit pages très grand format, environ 25 lignes à la page. Ce texte est parfois grandiloquent :

« On ne croit pas que sur une difficulté aussi légère, on puisse démembrer des sujets du gouvernement de Mgr le duc d'Orléans (Dauphin) ni faire le préjudice à des peuples de changer leur état et leur condition, la rendre infiniment plus onéreuse et les

exposer aux ressentiments d'une ville puissante, dont ils sont la victime.

Suit une discussion de longue jurisprudence. Le texte gênant, pour les Dauphinois, est l'opinion de Tindo. On s'efforce de démontrer que le commissaire a émis un avis contraire à tous les autres titres avant et depuis.

Une autre difficulté était fondée sur ce que les habitants de la Guillotière s'étaient laissés comprendre dans le département de la taille personnelle de la généralité de Lyon, sans réclamer.

Mais, ajoute le mémoire, il est aisé de concevoir la faiblesse de ces habitants et le crédit immense de leurs parties (1) ne les a pas mis en état de réclamer. Après cela « les Titres publics réclament toujours ».

Les habitants étaient sujets des droits du Dauphiné, droits de traittes foraines, barrages et autres et de ceux de Lyon, comme taille personnelle, aydes, octroys, etc.

Leurs mouvements ne sont pas l'ouvrage et quelques esprits inquiets de la communauté.

Le rédacteur du mémoire, après avoir brillamment mis en lumière les titres du Dauphiné, change alors le ton et commence la seconde partie de son travail dont l'objectif est de réduire à néant les titres des Lyonnais.

Il confond aussitôt, dans une même aversion, l'arrêt de 1701 et le procès-verbal de Tindo, sénéchal de Thouars, du 23 août 1479. Nous allons apprendre que c'est un acte nul de toute nullité, sans pouvoir et sans aucune forme, ouvrage de la prévention la plus marquée, etc... enfin que ce n'est qu'en 1701 que les « Lyonnais ont tiré cette pièce de l'oubly, dans laquelle elle aurait toujours deu demeurer ».

Un historique est ébauché : dès 1386, on note des lettres patentes de Charles VII. Les actes auraient été clandestins. Aussi, plus tard, le cardinal de Bourbon, archevêque de Lyon, se pourvoit devant le roy Louis XI.

Il prétendait que lui et ses prédécesseurs avaient toujours joui de la juridiction haute-moyenne et basse, tant en deçà qu'en delà du Rhône, dans les lônes de la Guillotière et même de Béchevelin, dont le ressort appartenait au Parlement de

(1) Parties adverses. Les Lyonnais.

Paris et qu'au préjudice de ces droits les officiers Delphinaux de Saint-Symphorien-d'Auzon et de Vaux-en-Velin faisaient des actes de juridiction et s'étaient emparé du pont du Rhône, à main armée. (V. ch. Tindo.)

A Némours, le 5 juin 1479, furent données de nouvelles lettres ; pour se transporter sur les lieux furent commis M. Adam Fumée, maître des requêtes, et Tindo.

Le premier commissaire « n'y parut jamais ».

Sur assignation, les officiers de Lyon se rendirent à la Guillotière et rencontrèrent ceux du Dauphiné. Ces derniers étaient Jean Bonnet, en qualité de procureur fondé du procureur général du parlement de Grenoble, assisté de Jean Bérole, juge de Saint-Symphorien.

Nos Dauphinois remirent « un acte par écrit », ils lui faisaient savoir :

a) Que la même question était pendante au Conseil delphinal (lett. pat. de Ch. VII). Cette instance ayant été dissimulée lors de l'obtention de la dernière commission, les lettres en étaient obreptices et subreptices, les commissaires étaient sans pouvoir et sans juridiction.

b) Les deux commissaires ayant été nommés conjointement, un seul ne pouvait continuer valablement.

c) Au cas où Tindo poursuivait, ils le prenaient à partie et qu'ils en appelaient *au Roi-Dauphin* et au Conseil delphinal.

Les Lyonnais protestèrent. Le Commissaire donna acte, les représentants du Dauphiné disparurent. Tindo, en l'église de Saint-Jean, fit une sérieuse étude des archives, puis il parcourut les lieux (de Croix-Luizet par Villeurbanne, Montchat, Vénissieux) et arrêta à peu près la limite qui est encore celle de Lyon et des communes suburbaines.

Le rédacteur du mémoire place dans l'esprit du commissaire quelques remords qui, avant de clore le procès-verbal, l'incitèrent à lever de son esprit ces scrupules, en s'y prenant d'une manière assez particulière.

On a donné du droit une définition ironique disant que « le droit est la politesse des forts ». Tindo en appliquait peut-être l'esprit en réunissant cinq gradués (en droit), pour leur demander une consultation. Le texte du mémoire dit :

« Il s'y prit d'une manière assez particulière. Il assembla 5 gradués (en droit) lyonnais et après leur avoit *fait dire* que rien

ne l'empeschoit de prononcer, il se crut en droit d'ordonner seul, par provision, que la terre de Beschevelin resteroit au lyonnais selon les limites déclarées dans son procès-verbal, que les jugements du juge de la Guillotière ressortiraient devant le juge royal de Lyon et, par appel, au parlement de Paris. »

Dans son mémoire, le rédacteur ajoute :

« Telle est la procédure de Louis Tyndo sur laquelle les lyonnais aient cru pouvoir fonder leur usurpation, après luy avoir laissé acquérir dans la poussière le mérite de la vétusté, mais, heureusement, cette prétendue antiquité n'empescha pas que les vices n'en paraissent de toutes parts. »

Suit une réfutation en règle :

1° Le cardinal de Bourbon a caché les lettres de 1386.

2° Deux commissaires avaient été nommés, un seul ne pouvait agir. Le faisant, Tyndo a manqué à tout ; a fait plus : a nommé des adjoints (*delegatus non potest delegare*).

3° La prise à partie n'a pas été respectée. La prise à partie attaque le pouvoir du juge : « *Non est major defectus, quam defectus potestatis* ».

4° Les dates des assignations sont fausses. Pour être vraies, il aurait fallu que le sergent qui les avait données eut fait plus de 50 lieues de France en un jour.

5° Le sieur Tyndo n'a entendu que de témoins lyonnais et des juges du même pays, ce qui est la preuve d'une prévention énorme et de sa complaisance pour le cardinal de Bourbon.

6° La procédure n'a jamais été signifiée au parlement de Grenoble.

En fait, par le payement des impôts, par la colonne et les anneaux du pont de la Guillotière, qui marquaient la limite, l'acte de Tyndo n'a pas reçu d'exécution (1).

Les Lyonnais eurent aussi la témérité de produire un titre de 1592, mais c'était l'ouvrage des temps (?) de révolte et ils alléguaient aussi diverses pratiques, arrachées à la complaisance ou à l'ignorance, quand elles n'étaient pas le fruit de la force, de la violence, de l'invasion. Cela ne pouvait leur servir de titre : « *Usucapio non competit ei qui pro vim possidet* ».

(1) Cet argument nous semble à la fois juste et fort, mais il ne peut ébranler le droit de l'archevêque sur la proche rive gauche.

L'acte de 1305 est ensuite rappelé, qui prouve que la Guillotière et le mandement de Beschevelin faisaient partie de la seigneurie de Saint-Symphorien, domaine qui, des comtes de Savoie, avait passé au Dauphin lié (?) de vassalité de Louis de Villars, arch. de Lyon, envers. Jean et Guigue Dauphins.

Le vice s'est répandu sur toute la possession et l'a rendue vicieuse, *Melius est non habere titulum quam habere vitiosum*.

Plus loin, il est parlé du fardeau si pesant du logement des gens de guerre (dont Lyon était exempt) (1).

Les Lyonnais disaient aussi qu'il était du bien du service que les « troupes entrant à la Guillotière soient sous les yeux du Commandant de Lyon ». On répondait que le Commandant de Dauphiné pouvait bien faire passer ses ordres à la Guillotière, qui n'est éloignée que de seize lieues de Grenoble. Il les faisait bien exécuter dans des cantons infiniment plus éloignés. Si, pour des raisons de proximité, on empiétait sur les provinces, on aboutissait à l'arbitraire et on nuisait aux populations.

Le dernier fait allégué par les Dauphinois était les contestations perpétuelles et les violences exercées par les Lyonnais, contre les syndics de la Guillotière et leur avocat, « violences qui prouvent la tyrannie la plus outrée et sont une preuve bien convainquante ». Tel est, en résumé, le mémoire.

L'intendant *du Dauphiné* vit ce mémoire et il ajoute :

« Notre avis, sous le bon plaisir de Sa Majesté, est que le bourg de la Guillotière doit faire partie du gouvernement et de la généralité de Dauphiné et, comme tel, estre soumis aux lois et à la taillabilité et aux droits qui se payent dans cette province, qu'en conséquence il doit être ordonné que le fermier des octroys de la ville de Lyon sera déboutté de la demande par luy formée du droit de 12 s. par année de vin estably dans la ville de Lyon par arrest du 20 janvier 1722...

« Paris, le 1^{er} mars 1727. »

A la veille de la Révolution, une première pièce contient aussi une recommandation : c'est, dans l'ordre chronologique,

(1) Charge particulièrement lourde du double fait de la non-existence des casernes et de marches aux pays frontières.

la dernière pièce du dossier que dressa l'ancien régime sur l'affaire de la Guillotière et que l'activité législative du régime nouveau, compte tenu de certaines survivances, solutionna de façon nouvelle :

Pièce 59.

« La réponse de M. Fieux, que j'ai l'honneur de vous communiquer, vous instruira de l'état de l'affaire des habitants du faubourg de la Guillotière. Vous verrez, Monsieur, par cette lettre, que, dès que l'instruction préliminaire sera faite, elle vous sera communiquée pour avoir vos observations et votre avis.

« Permettez que je recommande toujours à vos bontés M. Pardon. J'ose assez y compter pour espérer que vous voudrez bien profiter des occasions d'améliorer son sort, s'il s'en présente.

« Je suis, avec autant d'attachement que de respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« DE LA ROCHE.

« A Versailles, le 24 novembre 1786. »

Voici la lettre communiquée :

« J'ai l'honneur, Monsieur, de vous faire repasser la lettre de M. l'Intendant de Grenoble. La requête des habitants de la Guillotière a été soumise à MM. du Comité Contentieux, et il vient d'être rendu arrest qui en ordonne le communiqué aux prévôts des marchands et échevins de Lyon. Elle est de nature de l'être également à la ferme générale et à la régie générale. Mais lorsque l'instruction sera faite, il a été décidé que tout serait communiqué à l'Intendant de Dauphiné pour avoir ses observations et son avis, c'est ce dont vous pouvez informer ce magistrat.

« J'ai l'honneur d'être, avec un très sincère et inviolable attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« FIEUX, Marquis de la Roche,
premier Contrôleur des finances. »

Par un examen plus précis des pièces, nous pouvons fixer quelques détails du conflit.

Des lettres d'octroy du 15 mars 1548 firent mention de droit d'imposition de pied fourché (1) et vin entrant au lieu de la Guillotière.

En 1550, le 27 novembre, le Sénéchal de Lyon, ou son

(1) Impôt par tête de bétail ayant le pied fourché.

lieutenant, donna une sentence entre les manans (1) et habitants du lieu de la Guillotière et mandement de Béchevelin, d'une part, et les sieurs conseillers, échevins, manans et habitants de la Ville de Lyon. Les habitants de la Guillotière firent appel.

En 1551, le 23 may, fut reçu le procès par écrit, pour juger.

Le 21 juin, des lettres royaux furent obtenues par les conseillers et habitants de la ville de Lyon, pour lever sur le bétail à pied forché et vins entrant en ladite ville de Lyon et les faux-bourgs d'icelle. Dans ces lettres, « ledit lieu de la Guillotière est nommé et exprimé faux-bourg de la dite ville (de Lyon) », alors qu'en réalité il était situé sur le territoire du Dauphiné.

Les habitants de la Guillotière protestèrent. Cette dualité de régime multipliait les charges ; les bourgeois de Lyon, possesseurs de terrains chez eux, jouissaient d'exemptions inexplicables. Le bourg se dépeuplait.

Ils tentèrent d'écarter l'application de l'impôt et demandèrent l'entérinement des lettres, sans qu'il soit tenu compte que la Guillotière était appelée faux-bourg de Lyon. Ils entamèrent de longues procédures.

Le 23 juillet, un arrêt du grand conseil du roi joignit l'instance sur les Lettres au procès par écrit entre les mêmes parties.

Enfin, le 26 octobre de la même année, « fut prononcé aux procureurs de parties » un arrêt, dont un extrait des registres est signé Thielement, qui le collationna à l'original. Ce magistrat porte les titres de conseiller secrétaire du Roy, maison, couronne de France, et de ses Finances.

Les habitants du lieu de la Guillotière furent exemptés de payer les droits d'imposition de pied fourché et vin entrant chez eux. On devait leur rendre les deniers perçus de ce chef, à charge par eux de bailler bonne et suffisante caution de les rendre, s'il était dit, en fin de cause. Les habitants de Lyon étaient condamnés aux dépens de la cause d'appel et

(1) Du latin : *manere*. Celui qui a sa demeure dans le pays. Cf. le sens des adjectifs formés avec préfixes, tels qu'immanent, permanent. Même sens dans l'invocation *Diis Manibus*, gravée sur les cippes et sarcophages.

lettres royaux ; ceux de l'instance d'opposition étaient réservés en fin de cause.

Cependant, ces décisions n'étaient obtenues que par manière de provision. Les lettres étaient entérinées et l'on procédait au jugement du procès, sans avoir égard à ce que, par ces lettres d'octroy, la Guillotière avait été nommée faubourg de la ville de Lyon. Sur ce point, il était dit que le Sénéchal de Lyon avait mal jugé et sa décision était réformée en appel.

Mais, avant de faire droit sur l'instance d'opposition formée par les habitants de la Guillotière, et mandement de Béchevelin, à l'exécution de ces lettres « d'octroye », les parties respectivement devaient informer plus amplement, par le commissaire qui devait être député par le Conseil, sur certains faits extraits du procès qui devaient être communiqués aux Procureur général du Roi, et procureur des trois états du païs du Dauphiné, ensemble au substitut du procureur général du roi en la^e Sénéchaussée de Lyon, lesquels, lit-on, « à cette fin seront « adjournez » audit Conseil à la diligence « dedans deux mois », pour être ouïs audit Conseil sur lesdits faits et différens d'entre lesdites parties, pour ce fait, être procédé au jugement de la dite instance, ainsi que de raison... ».

On trouve aussi d'autres pièces, à une date postérieure, montrant que la Guillotière souffrait beaucoup de l'obligation de loger les troupes. Nous savons en effet que cette obligation était très coûteuse et très lourde. Les troupes étaient sans cesse, en mouvement, portées sur les frontières, en grande masse. Les casernes n'existaient qu'en petit nombre.

La transaction de 1556.

En 1556, le 22 septembre, intervint une transaction.

L'acte fut passé par le garde du scel commun royal établi aux contracts ès baillages de Mâcon et Sénéchaussée de Lion. Il fut fait au bureau du consulat de cette ville. Etaient présents, témoins appelés et requis, M^e Sébastien Roux, notaire royal, Jean Guéraut, Jean Bessard et Laurent Rave, mandeurs du Consulat de la Ville de Lyon.

L'acte fut reçu par Jean Gravier, notaire royal, clerc, greffier et secrétaire du consulat de la ville de Lyon, qui l'expédia au profit des manans et habitants du lieu de la

Guillotière, et des leurs, à l'avenir, « sous son seing manuel cy-mis ».

Il y eut aussi la présence des témoins ci-après nommés : personnellement établi Nobles hommes François Grollier, secrétaire du Roy, Hugues de la Porte, Guillaume Framois, Jean Deplatel, Jean Degaron, Jean Bizuer, Nicolas Perret, conseillers échevins de la Ville et Communauté de Lion, tant pour eux que pour les autres conseillers, manans et habitants de la Ville de Lyon.

La Guillotière, de son côté, était représentée par Simon d'Ambournay, Guillaume Vachier et Pierre Tardy, cosses et procureurs « comme ils ont fait apparoir par procuration et syndicat sur ce fait et passé, reçu par M^e Trenerey, commis du greffier du dit lieu de la Guillotière, le vingt-septième septembre mil cinq cens cinquante six, et M^e Pierre Paleyron, lieutenant du mandement de Béchevelin, M^e Benoit, procureur d'office du dit lieu de la Guillotière, tant pour eux que pour les autres habitans... »

L'acte rappelle « l'arrest provisionnal » et ce qu'on dit « Messieurs les gens tenant le Grand Conseil du Roy, nôtre Sire », ainsi que nous l'avons résumé précédemment.

Depuis, ceux de la Guillotière avaient fait appeler devant le Conseil les autorités de la ville de Lyon, afin que, selon qu'en avait décidé l'arrêt, les deniers perçus leur fussent rendus, mais ils auraient dû aussi fournir caution.

Mais les parties, de leur bon gré, pure et franche volonté, lisons-nous, voulurent toutefois pacifier et accorder leurs différends et procez, pour eux et les manans et habitans de Lion et la Guillotière, et leurs hoirs (héritiers) et successeurs quelconques à l'avenir.

Et une transaction intervint dont voici les bases :

Dorénavant entre eux bonne paix et amitié demeurera ;

Le procès demeurera assoupi sans cause ni assignation ; les parties renoncent au procès « quant audits de Lion seulement ».

Pour tous droits, dépens, mises et intérêts prétendus par lesdits de la Guillotière, tant pour raison des restitutions des deniers que pour les dépens faits à la poursuite du procès les conseillers de Lyon ont payé aux procureurs de la Guillotière la somme de 700 livres « monnoys de Roy courant ». En présence des notaires, les procureurs les ont comptées réellement. La somme fut versée par les mains de M^e François Colaud, receveur des deniers com-

muns, dons et octroys de la Ville de Lion, en testons, douzains et monnoye de Roy nombrez. Les procureurs de la Guillotière s'en sont tenus pour contents, bien payés et satisfaits et de cette somme de 700 livres tournois, « tellement qu'ils s'en sont tenus pour contents, ils en ont quité (donné quittance) les dits sieurs conseillers et Colaud.

Avec les formules compliquées de l'ancien droit, on lit que les procureurs de la Guillotière ont aussi donné quittance aux successeurs à l'avenir de leurs débiteurs, avec pact corroboré par sermens de jamais ne leur en rien demander, ni quereller pour quelque cause, raison ou occasion que ce soit acquiescienne stipulation sur ce intervenüe avec deüe acceptation.

Les habitants de la Guillotière furent aussi dispensés de prêter caution comme l'arrêt le décidait.

Enfin, toutes les parties promettent d'observer toutes les clauses de l'acte. Elles le promettent par leurs serments pour ce donnés aux saints évangiles de Dieu et sous obligation et hypothèque pour ceux de Lyon des biens et deniers de la ville et pour ceux de la Guillotière de leurs biens personnels.

L'acte se termine par une série de formules juridiques que nous reproduisons, afin de fixer l'état des formulaires de l'époque et de la hiérarchie des juridictions :

« Ainsi.. convenu... entre les parties,... lesquelles promettent... avoir gré, tenir ferme, observer et accomplir chacune partie endroit soy et comme luy touche le contenu ez susdites présentes, sant jamais venir au contraire directement ni indirectement par eux ni par autres, avec résertion d'une part et d'autres de tous dommages, dépens et intérêt, qui se seroient, et soûtient par faute d'oserver et accomplir le contenu en cesdites présentes, lesquels dommages, dépens et interests lesdites parties, et chacune d'icelles, comme lui touche, ont voulu et veulent rendre et ressortir par la Partie obtempérante, et sur iceux en être octroyé un seul et simple serment de la partie obtempérante, sans autre preuve, eux soumettant pour ce à toutes cours du Roy nôtre Sire, de ses baillages de Mâcon, Sénéchaussée ordinaire et Officialité du dit Lyon, Ordinaire dudit lieu de la Guillotière, et à toutes autres Cours spirituelles et temporelles, ou qu'elles soient constituées et établies, par lesquelles et chacune d'icelles ils ont voulu et veulent être contrains et compellez pour l'entière observation et accomplissement du contenu en cesdites présentes, ensemble ou divisément, tellement que l'exécution de l'une desdites n'empêche

l'autre, nonobstant quelques constitutions de Droits à ce contraires, renonçans de leurs certaines sciences, et par leursdits sermens à toutes actions, exceptions, demptions, cautelles, cavallations, rigueur de Droit Canon et Civil, à tous us, usages, stiles et constitutions de Droit et de Païs (1), à toutes graces, reliefs, dispensations de sermens, et à tous autres droits, loix et moyens, par lesquelles lesdites parties ou l'une d'icelles se pourroient ou voudroient aider pour venir au contraire du contenu en cesdites présentes, et mémement au Droit disant, générale renonciation ne vaut, sit la spéciale ne précède. »

*
**

Vers 1600 fut fondé l'hôpital des Passants, dont la rue des Passants rappelle le souvenir.

L'hôpital des Passants a encore ses bâtimens debout, à l'angle de la rue des Passants et de la grande rue de la Guillotière. Les échevins l'établirent d'une façon permanente, vers 1600, dans une maison achetée au sieur Faure.

Rappelons que les hôpitaux du moyen âge, provenant généralement de libéralités testamentaires, étaient petits, comprenant quelques lits. Dans chaque lit on plaçait plusieurs malades.

L'hôpital de Guinand a souvent été confondu à tort, avec celui des Passants. M. Drivon a analysé, le concernant, des actes de 1176, 1225, 1236.

Il n'y a pas d'autre documentation, sa position exacte n'a pas été déterminée.

Au point de vue militaire, la Guillotière était défendue par le château de la Motte.

Le château de la Motte aurait eu pour but de protéger la route de Vienne contre une incursion dirigée sur Lyon. Son nom vient de la motte artificielle de terre qu'on élevait et qui servait ensuite de fondation à l'édifice de défense.

On distingue la grande et la petite Motte. La grande est le château toujours existant de la Motte. La petite se trouvait sur l'emplacement actuellement déterminé par le cours Gambetta et l'avenue de Saxe et avenue Jean-Jaurès. L'ouvrage

(1) C'est-à-dire pays de droit écrit et pays de coutumes.

était plus modeste et servait à protéger l'entrée du pont. Il était situé près du lieu appelé « En (chez) Guinand.

Le château de la Motte est plusieurs fois mentionné dans l'histoire de Lyon, à l'occasion de diverses entrées solennelles de grands personnages à Lyon.

Les entrées de la ville se faisaient plus généralement par Vaise. Là se trouvait une porte, au pied du château de Pierre-Scize, sur laquelle, au moins depuis la Ligue, se lisait la devise de cette association : « Un Dieu, une foi, un roi, une loi ». Près de là, se trouvaient d'accueillantes et célèbres auberges (1), du côté « royaume ». Mais il s'en trouvait aussi du côté « empire », c'est-à-dire sur la rive gauche de la Saône, par exemple rue Lanterne, où logea un courrier du Dauphiné.

Mais parfois les entrées se faisaient par le pont de la Guillotière. C'était l'occasion de fêtes magnifiques, de défilés de troupes, de représentations théâtrales en plein air. Les rues étaient tapissées et fleuries et l'on offrait aux héros de la fête de riches présents.

Nous ne retiendrons ici que l'entrée de Marie de Médicis, qui allait devenir l'épouse de Henri IV. Toutefois le mariage n'eut pas lieu au château de La Motte, comme on le croit parfois, mais à l'archevêché. Voici quelques détails sur cet événement, qui intéresse par divers points la région que nous étudions :

En 1600, le 17 octobre, Henri IV écrit au consulat « que la royne, nostre épouse doit arriver en brief à Marseille et bientôt après s'acheminer en nostre ville de Lyon ».

Le roi enjoint de faire travailler au chemin d'entrée entre Lyon et Vienne. La lettre porte : « Donné à Chambéry, HENRY, et plus bas FORGET ».

De Valence, le 21 novembre, le chancelier de Bellièvre écrit au consulat (municipalité lyonnaise) qu'on pourra loger la reine à la Ferrandière.

Rappelons que ce château était situé sur le territoire de Villeurbanne, près la place des Maisons-Neuves. Sa position agréable sur la Balme Viennoise, ses bois, la rivière de la

(1) On observe encore d'assez beaux bâtiments d'auberges anciennes, de style renaissance, en bordure du quai Pierre-Scize et non loin de l'antique collégiale de Saint-Paul.

Rize qui l'arrosait en aurait fait un séjour agréable, mais en fait on ne l'utilisa pas, car le problème était de loger auprès de la reine toute sa suite, et la Guillotière, avec ses nombreux hôtels, fut préférée, même au château Lamotte.

C'est pourquoi, le 2 décembre 1600, la reine arriva au faubourg de la Guillotière où elle prit gîte au « Logis de la Corone » au pied du pont du Rhône.

Sa suite put ainsi s'installer auprès d'elle.

On pourra consulter, pour plus amples détails, différents auteurs, parmi lesquels : PÉRICAUD, *Notes et documents sur Lyon* ; CAYET, *Septenaire* ; MATTHIEU, *Histoire de Henri IV*, etc. V. aussi différents almanachs.

Le 3, « la royne et sa suite alla ouyr la messe à la Motte et y disna ». On avait dressé un théâtre. Le clergé vint en procession. Des harangues furent prononcées, puis les troupes s'avancèrent, en vue de former le cortège qui allait opérer son entrée solennelle à Lyon.

Archers, pennonages, troupes de Florence, Suisses, troupes des villes impériales, compagnie du chevalier du guet, dignitaires et membres de l'ordre du Saint-Esprit, etc., enfin la haquenée de parade de la reine.

Un brillant cortège accompagnait donc la reine portée dans une litière dont les cordons de poêle étaient tenus par les magistrats de la cité. On traversa le pont et à l'arrivée à la Porte du Pont du Rhône (actuelle rue de la Barre) le prévôt des marchands et les échevins, après divers discours, présentèrent les clefs de la ville.

Enfin sa Majesté entra dans la ville « l'artillerie tonnant, les trompettes, haubois et instrumens de musique sonnans avec grand'mélodie, les rues tapissées... »

La reine prit pour résidence l'archevêché, dans l'attente de l'arrivée du roi.

Mariage d'Henri IV.

Nous lisons dans le volume de A. PÉRICAUD, *Notes et Documents sur Lyon*, année 1500, que le 3 décembre, Marie de Médicis arriva au faubourg de la Guillotière où elle prend son logement au logis de la Corone, au pied du pont du Rhône

(CAYET, *Septenaire* ; MATTHIEU, *Hist.*, de 174 t. I, p. 674, édit. 1611. *Calen. de L. pour 1730*, p. 326. J. MORIN V., 453. Arch. du Rhône XII, 178.)

« La royne et sa suite allèrent ouyr la messe à la Mothe et y disna. On avait dressé un théâtre qui donnait entre les deux tours qui regardent la ville et sur lequel elle pouvait entrer dans sa chambre. Tout le clergé alla en procession à la Mothe. Il y eut diverses harangues, puis les troupes cheminèrent en la ville, le prévost des maréchaux seul en tête, avec ses officiers et archers, les 36 pennonages de la ville, etc..., etc... Le poesle de la royne estoit porté par quatre échevins, l'artillerie tonnait, hautbois et instruments de musique sonnans avec grande mélodie, les rues tapissées, les principales places ornées d'arcs, pyramides, théâtres. Le milieu du pont de la rivière de la Saône était couvert d'un grand berceau de verdure, avec niches à jour et niches remplies de statues des princes de la maison de Médicis. Enfin Mgr l'archevêque de Lyon, revêtu de ses habits pontificaux et assisté des douze doyens comtes et chanoines de l'église cathédrale reçut Sa Majesté et prononça un discours. »

Le lendemain, Henri IV arriva à Lyon.

Le mariage eut lieu à l'archevêché et non à la Motte. Le 9 décembre, Henri IV arriva à Lyon. On fit courir un faux bruit qui éloigna la foule. La reine était à souper, en une petite salle. Le roi chercha à la voir, sans se faire remarquer, mais il fut reconnu et n'y réussit pas. La reine s'aperçut du mouvement, mais elle se borna à pousser les plats en arrière, à mesure qu'on la servait et mangea très peu. Puis elle se retira dans sa chambre.

Le roi s'y rendit, accompagné de M. Le Grand. La reine se jeta aux pieds de Sa Majesté. « Le roy l'embrassant et l'ayant relevée, ce ne furent que honneurs, caresses et baisers, respects et devoirs naturels ». (*Traité du mariage du Roy*, par Léon SAUNIE.)

Le dimanche 16 décembre, fut donnée la bénédiction nuptiale dans l'église de Saint-Jean, où la messe fut célébrée par le cardinal légat. De nombreuses réjouissances furent organisées.

Au cours de ce même mois de décembre 1600, la reine Marie de Médicis crut devoir faire mutiler, dans l'église des Célestins (1), le mausolée en marbre blanc des Pazzi de Florence. Certains ont pensé que les Célestins auraient pu s'opposer à cet acte.

Parmi les autres pièces intéressantes, on trouve le certi-

(1) Ce nom est porté aujourd'hui par une place et un théâtre situés sur l'emplacement de l'ancien couvent.

ficat de la Chambre des Comptes du Parlement de Grenoble (1606).

Par ordonnance de la Chambre des Comptes, un certificat fut expédié aux hôtes (hôteliers) et cabarettiers de Béchevelin et la Guillotière qui l'avaient requis.

Par « sesdits seigneurs » Rousset en délivra un extrait à Grenoble, au bureau, le 22^e may, l'an 1606.

Les gens de compte de Dauphiné, conseillers du Roy, leur Sire, certifient et attestent que de toute ancienneté ces hôteliers ont été réputés sujets et justiciables du Dauphiné.

Le texte précise : « A tous ceux qui les présentes verront : Salut, savoir faisons... que (ces hôteliers) pour tels (sujets du Dauphiné) tirez en toutes contributions des charges qui se lèvent sur les universels de cette province... ».

Les conseillers font une réserve en ce que, depuis quelques années et à l'heure où ils donnent cette attestation, le « païs de la Province du Lyonnois c'est emparé dudit lieu ».

Mais ils ajoutent que c'est une situation irrégulière, comme ils l'ont vu et vérifié par le registre et le cartulaire qui se trouvent dans leurs documents et dont ils ont donné des extraits.

Ils font enfin savoir que sur ces hôteliers, habitants et sujets delphinaux, ne sont payées ni levées aucunes impositions sur le vin, en espèces ni en deniers.

On voit par ce document que les tenanciers de ces auberges fameuses, dont on voit encore les bâtiments, alors dans toute leur animation de route très fréquentée, étaient très préoccupés de défendre leurs intérêts atteints dans leurs parties les plus vives par les impositions de la grande ville voisine.

*
* *

En 1619, on continuait l'édification de l'église Saint-Louis (alors chapelle des religieux). Nous en avons un curieux témoignage épigraphique : il s'agit d'une pierre qu'on a trouvée dans cette église et que Crépet, dans sa brochure consacrée à la Guillotière, a décrite et reproduite.

L'inscription est surmontée d'un blason portant, au sommet, le casque de chevalier et, à l'intérieur du blason, les armoiries se composent de deux colombes, croyons-nous, vues de profil, placées l'une à la suite de l'autre ; au-dessous, le croissant.

Vient ensuite l'inscription ci-après :

Le V d'aoust (le 5 août),
l'on a continué
le bastimen de
l'esglise la fon
damente et ces
te pierre a esté posée
par noble Ma
rrin d'Ausseris
bourgeois de
Lion. 1619.



Nous arrivons à l'arrêt de la Cour des Aydes du 22 septembre 1636.

Sous la signature du conseiller Olivier, nous reproduisons le texte de l'arrêt précité. A cet arrêt se rattache une procédure touffue qui est rappelée dans la décision judiciaire dont le texte imprimé compte plus de dix pages.

On pourrait présenter une analyse de ce conflit en distinguant les procédures, les parties, les questions débattues, enfin les décisions de justice. Pour la partie des procédures, voici quelques-unes des dates qu'on peut noter :

- 1636 (22 septembre) : Arrest de la Cour des Aydes.
- 1633 (2 septembre) : Le fermier général des Aydes de France est demandeur aux fins de la commission.
- 1634 (17 octobre) : Les habitants de la Guillotière sont demandeurs en requête.
- 1551 (26 octobre) : Arrests rendus.
- 1608 (7 janvier) : Arrests rendus.
- 1614 (16 juin) : Arrests rendus.
- 1634 (12 août) : Arrest du Conseil, aussi cité sentence de liquidation des élus de Lion.
- 1634 (16 mars) : Les habitants de la Guillotière sont demandeurs aux fins d'une commission émanée de la Cour des Aydes.
- 1627 (7 may) : Sentence rendüe par les élus de Lion aux fins d'évocation.
- 1635 (20 janvier) : L'adj. est dem...
- 1636 (13 mars) : Arrest du Conseil d'Etat portant renvoi.
- 1636 (24 may) : Demandeur en lettres en forme.
- 1634 (22 janvier) : Appointment...

- 1634 (2 août) : Arrest du Conseil d'Etat.
1631 (30 janvier) : Demande en requête.
1634 (26 juin) : Autre ordonnance et verbale évocation.
1635 (20 juin) : Arrest du Conseil.
1634 (11 octobre) : Arrest.
1634 (22 décembre) : Appointment.
1635 (29 janvier) : Arrest.
1634 (16 mars) : Commission.
1635 (3 may) : Arrest du Conseil d'Etat.
1635 (6 février) : Demande en requête.
1635 (20 janvier) : Arrest du Conseil.
1635 (27 juin) : Arrest de la Cour.
1635 (20 juillet) : Arrest.
1635 (3 août) : Arrest.
1635 (6 août) : Appointment.
1635 (3 septembre) : Requête.
1636 (13 mars) : Arrest du Conseil d'Etat.
1635 (18 août) : Requête.
1635 (27 octobre) : Requête.
1636 (2 avril) : Arrest de la Cour.
1636 (16 avril) : Arrest de la Cour.
1636 (29 avril) : Arrest de la Cour.
1636 (18 avril) : Demande en requête.
1636 (3 juin) : Arrest.
1556 : Transaction entre la Guillotière et Lyon.
1606 : Certificat de la Chambre des Comptes.
1634 (26 mars) : Déclaration des échevins.
1636 : Extrait des registres de la Cour des Aydes (La Guillotière et les fermiers).
1636 (24 may) : Lettres en forme.
1636 (5 septembre) : Requête.
1636 (16 septembre) : Requête.
1651 (26 octobre) : Grand Conseil du Roy. La Guillotière est exempte du payement des droits...
1668 (5 décembre) : Extrait des registres du parlement. Exécution sur les meubles.
1668 : Extrait des registres du parlement. Boulangers de Lyon contre ceux de la Guillotière.
1695 : L'affaire recommence. On imprime des procédures.
1695 : Un règlement du 9 juillet impose des restitutions, etc...

En ce qui concerne les parties, les procès sont tellement longs qu'au cours des âges elles ont changé. On trouve :

« Estienne Bryois, fermier général des Aydes de France. On parle d'hôteliers, cabaretiers, taverniers et autres vendant vins. Il est demandé d'ouvrir caves et celliers aux commis de

la ferme inventoriant et faisant description des vins pour la conservation des droits. Au cas de refus, le local sera ouvert par serrurier ou maréchal. Il est question des manans et habitants du bourg de la Guillotière, mandement de Béchevelin et de leurs femmes ; Marcillac Ogier (M^e), fermier des Aydes de la Généralité de Lion. Il y a les élus de Lion et leurs sentences. M^e Nicolas Houffey est fermier des Aydes de Lionnois ; M^e François de Chandonay, adjudicataire général des Aydes de France, et plus tard fermier général.

M^e André Ducret et M^e Jean Favarel sont parmi les procéduriers.

M^e Claude Melson est sous-fermier des Aydes du Lionnois ; les consuls de la Guillotière, les habitants jouent aussi leur rôle dans ces longs conflits.

*
* *

Quant aux juridictions, nous ne faisons que les rappeler : Cour des Aydes, Conseil d'Etat, les Eleus de Lion, comme on l'a vu dans les procédures rappelées ; à leur tête, Sa Majesté le Roy en son Conseil, et, à la fin de l'acte, le conseiller Olivier, qui signe l'extrait après l'avoir collationné à l'original et qui porte aussi le titre déjà vu de secrétaire du roi, etc.

*
* *

L'objet du litige.

La grande question débattue est celle des droits sur les vins. La juridiction lyonnaise était prompte à condamner les habitants de la Guillotière à les faire payer, à laisser faire les inventaires, à ouvrir les celliers et au cas de résistance à les faire ouvrir de force par serrurier ou maréchal.

Cherchant à ne payer aucun droit d'aide, et à être maintenus en leurs anciennes exemptions, les intéressés allèrent devant les juridictions supérieures. Ils souffrirent exécutions, saisies, emprisonnements. Ils demandèrent révocation comme tort et injure, et la restitution des sommes. Ils demandent à apporter leurs privilèges.

La sentence des élus de Lyon du 7 may fut mise à néant ;

la décision judiciaire maintient les exemptions et défend de troubler les habitants. Il est donné mainlevée des emprisonnements et exécutions. On ordonne la restitution des deniers et on contraint par les voies de droit les condamnés aux dépens.

De l'an 1649, le 24 août, on possède une charte de mariage délivrée à Robert Marchand et Jeanne Picot, par l'abbé Vignay, vicaire à l'église de la Guillotière ; l'encadrement en est historié, la gravure imprimée et enluminée sur velin.

Cet acte restreint l'espace de temps compris entre la ruine de Béchevelin (1562) et l'ordonnance de 1678, au sujet des origines de la Guillotière.

En effet, l'on sait qu'en 1562, lors des guerres de religion, après la ruine de Béchevelin, sur la rive gauche, il n'y avait plus que l'église de Villeurbanne.

Puis la paroisse de Villeurbanne fonda une église annexe sur la place de la Croix (actuelle Victorien-Sardou), qui fut Notre-Dame des Grâces du bourg de la Guillotière.

Cette fondation est donc antérieure à 1649, date de la charte de mariage.

Cette église devint, dans la suite, principale et, par un renversement de situation, elle eut pour annexe celle de Villeurbanne. Le curé de la Guillotière nous envoyait des vicaires, ce qui dut correspondre à une période peu reluisante de l'histoire de notre paroisse et communauté.

Par l'ordonnance de 1678, Villeurbanne recouvra son indépendance et la paroisse fut érigée à nouveau.

*
**

S'efforcer de tout réaliser aussi bien que dans la grande cité lyonnaise, mais avec des moyens financiers bien plus réduits, tel est de nos jours le programme difficile de nos édiles villeurbannais.

Ce fut aussi celui de la municipalité de la Guillotière, avant l'annexion, et pour tout le territoire de la rive gauche, de la digue de la Tête-d'Or, en passant par le quai de Joinville et le bourg, jusqu'à la digue de la Vitriolerie. Les ingénieurs et architectes de l'époque, en particulier Crépet, qui construisit les églises de Saint-Pothin et refit, dans un style imité de

l'antique, l'ancienne église Notre-Dame de Saint-Louis, furent plusieurs fois en conflit avec le Conseil et virent leur projet réduit à des dimensions moindres, afin de ménager les finances. L'exemple qui reste sous nos yeux est celui de la première église citée. Le plan primitif de Saint-Pothin comprenait des chapelles latérales qui n'existent pas, pour le fait signalé.

L'esprit d'initiative et la hardiesse des constructeurs de cette époque doit être d'autant mieux loués que les critiques ne leur furent pas ménagées, et qu'autour des nouveaux monuments ne s'élevaient que des constructions très modestes, mais ils avaient la claire vision que plus tard de beaux édifices prendraient la place des premières.

Parmi les ouvrages remarquables, il faut citer la passerelle du Collège (ancien collège de la Trinité, actuel Lycée), œuvre de l'ingénieur GARELLA, qui fut éprouvée heureusement, mais après un premier accident au moment de la charge du gravier, qui causa la rupture d'un anneau et dix morts. La claire-voie en fer ouvré avait été préférée aux lourdes barrières de bois alors en usage.

Il faut aussi citer l'église Saint-Pothin (1843); celle de Notre-Dame Saint-Louis (1844). La même année, DUBOIS, avec la sympathie générale, avait fondé *Le Journal de la Guillotière*.

La ville de Lyon est de nos jours fière, à bon droit, de ses quais et de la perspective de ses ponts, en particulier de ceux sur le Rhône.

De même que sur la Saône il n'y eut longtemps que le pont « de pierre » (du Change), sur le Rhône il n'y eut longtemps que le « pont du Rosne », fortifié et se prolongeant jusque sur l'actuelle place du Pont.

Les quais de la rive gauche furent aussi l'œuvre de la commune de la Guillotière, alors indépendante.

C'est ainsi qu'en 1846 fut voté au conseil municipal (de la Guillotière) la création du quai Joinville (actuels quais des Brotteaux et de la Guillotière).

On note même que vers cette époque une certaine rivalité se faisait jour entre les deux parties de la commune de la Guillotière, l'ancien bourg, peuplé de marchands et de cultivateurs, et le nouveau quartier des Brotteaux qui renfermait de riches propriétaires et des industriels. Ces derniers, déjà

en 1831, puis en 1846, alors au moyen d'une pétition renfermant plus de 800 signatures, demandèrent que la section des Brotteaux fut distraite de la Guillotière et formât une commune distincte. Une enquête fut alors ordonnée.

Entre le vieux centre et le nouveau quartier des Brotteaux, s'étendait la Prairie, non peuplée et, enfermant le tout, l'ancien mur d'enceinte avec ses forts. Au sujet de ces ouvrages, des inondations, des événements locaux, on trouvera de nombreux renseignements dans les anciennes histoires de la Guillotière.

C'est, en 1826, la création du pont du Concert, appelé depuis Charles X, puis Lafayette, en l'honneur de l'entrée de Lafayette à Lyon, par ce pont (1829). Ce pont fut reconstruit en 1890. En 1831, c'est la création de l'ancienne enceinte. (Voir Général DUVIVIER, *Fortifications de Lyon*.)

En 1831 et 1834 eurent lieu des insurrections ouvrières. En 1834, la Guillotière subit de sérieux dégâts, par le feu de l'artillerie et les attaques d'infanterie, malgré le petit nombre d'insurgés (V. A. SALA, *Ouvriers lyonnais en 1834*, et MONFALCON, *Histoire des insurrections de Lyon*). En 1840 se produisirent de désastreuses inondations, alors existait seule la digue en terre, qui fut crevée pour dégager Lyon. Ce fut, sur toute la rive gauche, un désastre, à Villeurbanne, au nouveau quartier des Brotteaux, dont les constructions étaient à cette époque légères, enfin dans les forts et surtout à la Guillotière où le bruit des maisons qui s'écroulaient était effrayant. De nombreux actes de dévouement furent accomplis.

On possède quelques détails sur l'entrée de Lafayette à Lyon, en venant de la Guillotière. L'illustre général était alors bien âgé, mais dant tout l'éclat de sa gloire. La réception de la population lyonnaise fut extrêmement chaleureuse. Mais déjà dans la ville de la Guillotière, venant du Midi, Lafayette reçut de grands honneurs.

Au nom des habitants de cette commune, M. Beaumès lui dit une pièce de vers :

Toi, dont l'illustre nom charme la Liberté...,

.....

Au déclin de tes ans, tes yeux verront encore,

La même Liberté, régnant avec nos rois...

.....

Un roi grand par la Charte, et puissant par les Lois !

Le général remercia la ville de la Guillotière qui avait su réunir le patriotisme de l'Isère et du Rhône.

Il fit son entrée dans Lyon par le pont Charles X (et non en traversant le pont de la Guillotière), qui s'appela depuis Lafayette.

On ne peut rappeler cette entrée sans en évoquer une autre, encore plus importante, et qui eut lieu quelques années auparavant, et par le pont de la Guillotière, seul existant encore, celle de Napoléon, retour de l'Île d'Elbe. Il venait de Vizille et Grenoble, passa par la route de Crémieu. Une après-midi, les hussards qui marchaient en avant arrivèrent à la Guillotière. Le pont était couvert de barricades. Deux bataillons le gardaient, sous le commandement du maréchal MacDonald. Mais en quelques heures, dans un débordement d'enthousiasme, tous ces obstacles furent enlevés. Le maire vint offrir les clefs de la ville. L'empereur descendit à l'archevêché et, satisfait des événements, il prononça la phrase restée célèbre : « Lyonnais, je vous aime ! »

*
* *

Il est aussi conservé aux archives de la ville de Lyon, actuellement à la grande Bibliothèque, divers documents (23.319) qui nous reportent aux luttes électorales de la Guillotière. Parfois le *Journal de la Guillotière* (vers 1848) tire des suppléments où se lisent des proclamations enflammées, disant que la royauté « est désormais une plante sans soleil », faisant ressortir la nécessité de candidats parfaits autant que républicains, tels que précisément l'auteur du manifeste, Jean Bourjon, de la commune de Toussieux, qui spécifie également l'arrondissement et enfin le département (l'Isère), auteur, « comme on peut l'apprendre », dès 1835, d'écrits contre la Royauté.

Mais ce candidat n'est pas le seul. Nous avons aussi la proclamation d'Henri Couturier, docteur-médecin, qui commence de façon magnifique : « Citoyens et frères ! ».

Et nous n'aurons garde d'oublier de citer, dans la liste des « candidats de l'Isère », le nom de notre concitoyen d'alors, Gelas Michel, instituteur à Villeurbanne, qui, en sollicitant

les suffrages, nous semble honorer aussi bien la commune que le corps de l'enseignement.

D'autres pièces nous permettent de juger le gros effort réalisé par la petite commune pour les questions de voirie, l'aménagement du « Plâtre » (Point-de-Vue), la création, sous des noms souvent changés depuis, des quais actuels de la rive gauche, qui diminuèrent de moitié l'ancienne distance du pont de la Guillotière. Vers la Vitriolerie (actuel quartier des Facultés) s'étendait jadis une vaste île que l'on observe sur les plans. Une digue y fut établie, qui rendit de bons services, lors de désastreuses inondations, fléau périodique de nos régions, jusqu'à la balme viennoise, aujourd'hui écartée par la digue dite « insubmersible » du Grand-Camp, et, en avant, à faible effet, par l'ancienne digue en terre.

Au milieu du XIX^e siècle, les esprits à la Guillotière étaient remplis de nobles ambitions, du désir d'embellir leur commune, qui s'étendait à nos quartiers actuels de la Guillotière et aussi des Brotteaux. La situation moderne de notre rive gauche a donc sa source dans cet effort local, qui n'était pas celui d'une ville puissante comme Lyon, et le résultat est satisfaisant autant que méritoire. On l'a vu en lisant par ailleurs divers détails. Ajoutons-en quelques autres.

Sans exclure les inévitables rivalités, corollaire de toute œuvre humaine, la municipalité se montrait entreprenante, mais aussi soucieuse de ménager le petit budget local. Le grand chef du service de la vicinalité, avant la lettre, était alors l'architecte Crépet. Il ne dédaignait pas, pour encadrer de brillants projets d'embellissement exposés dans son ouvrage, de faire aussi un peu d'histoire locale, ce qui donnait occasion à l'historien Meifred de remarquer qu'il confondait Saint-Louis avec Louis XI, à l'occasion du récit de l'arrêt du monarque royal à l'hôtel de la Table Ronde, au XV^e siècle.

Crépet s'est toujours illustré par la reconstruction et l'agrandissement de l'église paroissiale de la Guillotière, Notre-Dame Saint-Louis, qui est celle existante. Il est aussi l'auteur de plan vaste pour l'église Saint-Pothin, plan qui fut étrié par la municipalité, par raison d'économie. Un vaste hôtel de ville, qu'il dessina aussi, ne fut pas exécuté.

Il y eut aussi le projet d'un parc : « J'ai transformé les broussailles de la Tête-d'Or en un bois planté à l'instar de

celui de Boulogne, à Paris. J'ai utilisé les bas-fonds pour la construction d'une immense naumachie ». Si les réalisations que nous avons sous les yeux diffèrent quelque peu des projets, elles tiennent d'eux cependant les idées qui en furent le point de départ.

*
**

En vue d'une étude plus étendue sur la Guillotière.

Bien que différents auteurs aient déjà essayé de traiter le sujet, certains sans préparation ou documentation complète, il resterait de nombreuses autres sources à utiliser. A ce sujet, nous reproduisons ci-après, à titre documentaire, la lettre que nous adressait, il y a quelques années, M. VINGTRINIER :

« ...J'ai recherché le petit plan ancien de la Guillotière... : impossible de le retrouver. Peut-être était-il dans un lot de pièces du même genre dont je me suis défait avant de quitter Lyon définitivement, entre autres, le grand plan scénographique en feuilles (reproduction moderne).

« Le petit plan dont il s'agit datait probablement de la fin du ^{xvii}^e siècle ou du commencement du ^{xviii}^e ; il contenait peu d'indications écrites. Cependant, autant que je puis m'en souvenir, après dix ou douze ans, et sans pouvoir l'affirmer, il me semble qu'on y lisait : « chemin de la Viabert » (1), ailleurs, sur la route de Grenoble, je crois « La femme morte ». Le papier jauni, ancien, sans être épais, est resté dans ma mémoire. Si, par hasard, cette pièce me retombait sous la main, je vous le dirais.

« A ce propos, connaissez-vous deux petits plans dessinés par Steyert, vers 1870 ou 1872, pour une étude de Cl. Brouchoud, sur le mandement de Béchevelin ? Ils doivent se trouver à la Bibliothèque, dans cette brochure, ou du moins dans la *Revue du Lyonnais*, d'où la brochure est extraite. Je sais d'ailleurs, d'après une lettre de M. Steyert à moi-même, que ses études sur la Guillotière contiennent des erreurs qu'il eût rectifiées dans la suite, d'après de nouveaux documents qui lui avaient d'abord échappé. Steyert ne craignait pas de s'aventurer parfois dans les inductions, sauf à se démentir loyalement plus tard. Il ne faut donc pas s'en rapporter à lui aveuglément. »

(1) Le chemin de la Viabert, par sa direction particulière, parallèle aux anciens chemins, paraît bien porter en lui le signe de son ancienneté.

M. VINGTRINIER terminait en parlant des manuscrits de VERMOREL, aux archives de la Ville. Il ajoute cette remarque :

« Il se trouvait (à la Guillotière), au XVIII^e siècle, un couvent des Pères de la Merci, d'où partait la procession des captifs libérés, pour se rendre au bas du Gourguillon. Je n'avais pu situer ce couvent. »

Le fonds COSTE fournit un certain nombre de pièces intéressantes, ce sont :

Un règlement des cantonniers de la commune de la Guillotière ;
Mémoire du maire Ferrand ;
Réplique de Jeanin de Combe-Blanche ;
Autre réponse du même ;
Demande à l'assemblée nationale ;
Appel à la garde nationale ;
Adresse aux officiers, etc... de la garde nationale ;
Demande à l'assemblée des trois ordres ;
Factum au sujet des jurés mouleurs ;
Mémoire pour les préposés de la barrière du pont du Rhône ;
Mémoire pour les officiers des portes ;
Document analogue ;
Loi unissant le bourg de la Guillotière à Lyon ;
Règlement de la société populaire de la Guillotière ;
Séance du conseil municipal ;
Notice sur la situation financière de la commune ;
Installation du maire Vitton ;
Règlement d'octroi ;
Arrêt du conseil d'état du Roy (1770) ;
Projet d'établissement d'industries privées (avec plan) ;
Procès-verbal de Maître Louis Tindo (1479) ;
Décision du conseil d'état privé du Roy (1701) ;
Factum pour le procureur général du parlement de Grenoble ;
Autre exemplaire du même ;
Factum adverse (manquent les pages 1 à 4).

La revue *L'Album du Lyonnais* consacre, en 1843-1844, un intéressant article à la Guillotière, dû à M. J.-F. BUNEL :

Le bourg était alors commune indépendante, comme la Croix-Rousse et Vaise. D'intéressants souvenirs y sont évoqués. L'idée du début que le pont du Rhône s'élevait à l'époque romaine à l'emplacement actuel ne nous paraît pas admissible, vu le tracé de l'ancienne route romaine (rue des Trois-Pierres, route de Gerland, route de Solaize, etc...), comme il a été expliqué par ailleurs.

Ayant rappelé pour mémoire le lien qui existe entre l'histoire de la Guillotière et celles de Villeurbanne et de Chaus-sagne, il convient de résumer ici la découverte faite au mois de juin 1845, à environ 200 mètres du fort du Colombier (ancien fort de l'ancienne enceinte) d'une pierre de grande dimension, formée d'un seul bloc de pierre de choin : sa forme est celle d'un taurobole, et Meifred, dans son histoire, écrite l'année suivante, en donne la description :

Il s'agit d'un cippe portant l'ascia ; la hauteur est de 2 m. 35 ; sa longueur, prise à la base, 1 m. 05.

Au-dessous existe une cavité de forme carrée, et destinée probablement à recevoir une statue ou un buste. Ce monument avait été retrouvé enfoui à un mètre de terre. On trouva aussi quelques débris de poteries romaines.

Le fort est aujourd'hui disparu. A notre avis, le monument doit provenir de la proche voie Romaine, nouveau (actuel) ou ancien (route de Gerland) tracé. On sait qu'à défaut de cimetière les romains élevaient leurs monuments funéraires en bordure des voies, au sortir des villes.

L'histoire de la Guillotière est très liée aussi à celle du pont du Rhône. Nous ne pouvons entreprendre ici même un court historique. Rappelons sur ce sujet les savantes recherches de M. GUIGUE (*V. N.-D. de Lyon*). Le rôle, pour ce pont comme pour d'autres, de la mystérieuse confrérie du Saint-Esprit y a été mis en lumière. A des ouvrages construits de façon analogue, le nom est parfois resté. Une chapelle dédiée au Saint-Esprit se trouvait à l'entrée du pont du côté de Lyon. L'œuvre fut particulièrement longue et laborieuse, suscita des quêtes jusqu'en Angleterre, fut plusieurs fois reprise. Le pont était plus long que de nos jours, très étroit, pourvu d'ouvrages de défense. Il fut longtemps le seul sur le Rhône. Le souvenir de la catastrophe dite du pont du Rhône y est attaché (actuel pont de la Guillotière).

C'est encore le plus solide des ponts et il a pu seul supporter le passage de lourdes charges.

Son esthétique caractéristique, mais ancienne, a parfois fait songer à sa démolition. On présume que de nombreuses pierres anciennes ont dû entrer à titre de matériaux dans sa construction. Les nombreux et infructueux essais anciens d'établissement de piles ont servi à constituer une plate-forme stable, qui contribue à la solidité de l'ouvrage.

La trace de la confrérie du Saint-Esprit, prouvée par les archives concernant le pont de la Guillotière, découle aussi, semble-t-il, du nom du Pont-Saint-Esprit sur le Rhône. On en a parlé également au sujet du pont d'Avignon. A Bayonne, il existe, près d'un pont, une église dédiée à l'Esprit-Saint.

Voici quelques détails sur le monument du fort du Colombier (V. MEIFRED, *Histoire de la Guillotière*, p. 8) :

Monument découvert pendant le mois de juin 1845, à environ 200 mètres du fort du Colombier (ancien fort de l'ancienne enceinte, entre le fort de Villeurbanne et celui de la Vitriolerie, actuellement disparu). Il est d'une grande dimension (2 m. 35 de hauteur ; 1 m. 05 de largeur, mesure prise à la base). Formé d'un seul bloc de pierre de choin. C'est un cippe (forme analogue aux tauroboles, pierre servant aux sacrifices à l'occasion de vœux rendus, par exemple, et contenant des inscriptions en rappelant la date, le nom des prêtres, de ceux qui firent l'offrande, la date des jours de fêtes, comme le musée d'épigraphie de Lyon, au palais Saint-Pierre, et le musée de sculpture en offre différents échantillons).

L'inscription des tauroboles mentionne des joueurs de flûte, et, sur les parois de la pierre, on voit souvent sculptées des têtes de taureaux et animaux d'autres espèces immolés, les cornes portant des guirlandes. On voit aussi, sculpté, le couteau servant au sacrifice.

Mais le présent monument n'est pas un taurobole, mais un cippe, c'est-à-dire un monument funéraire. Pour la hache (ascia), cf. le monument de Cularo. Le sens de la hache n'est pas connu.

D. (ascia) M. (Aux dieux mânes)
et memoriae eternae
SULI SERVANDI GROTI SEXTOS
VITATIVS MASCEL HERES
POVENDVN CVRAVIT CV
RANTE SEXTO VITALIO MOTU
EO ED SUB ASC DEDIC

(eo ædificavit, sub ascia dedicavit), A lui, il a été élevé ce monument et l'a dédié « sous la hache ».

On pourra lire des détails de la catastrophe du pont du Rhône, qui fit des milliers de victimes, dans MEIFRED, citant un auteur.

La catastrophe eut lieu en 1711. Les chevaux du carrosse de la duchesse de Servient périrent étouffés sans avoir bougé. Beaucoup de cadavres étaient nus, ayant été dépouillés. On

avait arraché les bijoux, etc. Selon l'usage, les victimes furent marquées au front du sceau. L'espace était fort restreint, et cependant 1.200 victimes furent retrouvées, sans compter celles qui furent précipitées dans le Rhône. Au jour anniversaire, autrefois, sur le pont, on plaçait des emblèmes funèbres rappelant ce jour de deuil.

A vouloir reprendre plus en détails l'histoire de la Guillotière, on utiliserait avec profit les différentes sources réunies dans le fonds COSTE.

Sous la signature du maire H. Vitton (1824), on trouve un règlement des cantonniers. La journée y est fixée à dix heures. Les cantonniers doivent fournir les outils ; ils ne quitteront le chemin que pour le repas de dîner et au nombre de trois au plus ; ils indiqueront l'endroit où ils se trouvent. Seule une pluie « extrême » doit les faire abriter ! Au moins, à la belle saison le travail commence à 5 h. 1/2 du matin. Ils obéissent aux employés, au voyer, et sont surveillés par le garde-champêtre.

Ils ont un livret à faire viser par les autorités et aussi par un propriétaire voisin du chemin où ils ont travaillé.

Le XII^e et dernier article leur octroie, enfin, pour être attachée au chapeau, une plaque en fer-blanc, fournie par la mairie, mais dont ils répondent ; cette plaque porte un numéro et une inscription

*
**

A la suite de ce règlement, on trouve un mémoire du sieur Ferrand, « violemment persécuté depuis quinze jours ». C'est, d'ailleurs, l'effet d'une sédition « tramée depuis deux mois et qui venait de faire explosion, le dimanche 23 mai ».

Il s'agit de scission entre la Garde Nationale et la Municipalité du bourg.

Le sieur Ferrand est maire de la Guillotière. Sa commune est en proie aux plus violentes agitations. Il faut, en terminant, faire appel à l'Assemblée Nationale.

Le factum a 14 pages et sort de l'imprimerie de Fauchaux, grande rue Mercière, près la rue Tupin (1).

(1) La rue Mercière comptait de nombreuses imprimeries. A l'origine de l'invention de cet art, les ruisseaux étaient noircis par les résidus d'encre diverses.

*
**

Prenant pour épigraphe : « Cessez de m'opposer vos discours imposteurs » (BOILEAU), M. le chevalier de Janin de Combe-Blanche, de l'ordre du roi, répliqua au mémoire précité.

A l'aide de plusieurs citations littéraires, empruntées à ROUSSEAU, BOILEAU, et fournissant à l'appui certains textes, il fait publiquement sa dénonciation.

Parmi les pièces reproduites, une est signée Vaudrey, secrétaire et greffier, d'autres sont substituées ; il y en a même dont l'original a été subtilisé.

De nos jours, le nom d'une rue rappelle la mémoire de Vaudrey. Cette rue, qui se détache de la rue Moncey (chemin de Vaux) est le véritable point de départ du chemin de la Ferrandière dont l'actuelle rue Paul-Bert, entre la place du Pont et la place Voltaire, n'est que la partie rectifiée.

Le chevalier résume l'activité municipale, avec ce vers de BOILEAU :

« Et dans tout ce qu'ils font, n'ont ni raison ni sens ! »

*
**

Puis nouvelle réponse du chevalier à deux minces écrits dont le maire vient d'enfanter, bien douloureusement.

On y lit un vers :

Ainsi que la vertu, le crime a ses degrés (VOLTAIRE).

Enfin, dix vers du même auteur ; le chevalier y devient « Une abeille charmante ».

*
**

Avec l'opuscule « A l'Assemblée Nationale », c'est le grand problème du rattachement à Lyon, suite de la fatale séparation du Dauphiné qui reparaît. Dans les 32 pages du texte, on retrouve un historique général de la question.

*
**

Puis vient la lettre du Commandant-Général, colonel de la Garde Nationale du bourg de la Guillotière, à M. Ferrand ; on retombe dans les querelles locales ; un sieur Macors,

lieutenant-colonel, ami de Ferrand, est accusé de manque de respect. Un passage laisse supposer que les gardes nationaux acceptaient, parfois, quelques verres de vin. Il n'y a pas de citation littéraire, mais l'auteur aborde la question de la légitimité des titres du chevalier Janin, de leur hérédité, de leur suppression aux termes des lois nouvelles, enfin des services rendus par le précité.

*
* *

Macors alors prend la plume. Il rédige une adresse à MM. les officiers, bas-officiers et fusilliers de toutes les gardes nationales, composant l'armée fédérative près les murs de la ville de Lyon, le 30 mai 1790.

On ne peut lui adresser le reproche de tenir l'affaire sous le boisseau. Déjà réunies sur la place du plâtre (1), le jour d'une manifestation militaire, 4.000 personnes avaient été témoins des dissentiments. M. Janin est ramené, si nous osons dire, aux dimensions d'opérateur-oculiste, ex-pensionnaire de S. A. S. le duc de Modène !

*
* *

Sous la plume de Ferrand, syndic, nous revenons à une date antérieure et aussi à la grande question, celle de la lutte contre Lyon, avec le précis, en 33 pages, des démarches des habitants du bourg de la Guillotière, au Dauphiné, auprès des trois ordres de cette province, en vue de rester Dauphinois.

Puis c'est un factum (40 pages, à Lyon, de l'imprimerie de C. Carteron, rue Mercière, à la cour des Anges, 1709) pour les syndics, habitants du bourg de la Guillotière et mandement de Béchevelin, en Dauphiné, défenseurs, contre les jurés mouleurs et aides-mouleurs de bois de la ville, et faux-bourg de Lyon, opposant à l'exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 décembre 1706.

Sous la signature d'un avocat et d'un procureur (1766).

(1) Même sens, sans doute, qu'à Villeurbanne, et à Lyon : (rue du Plâtre) « point de vue ». La place était proche de l'actuelle place du Pont.

14 pages, il y a un mémoire sur délibéré pour les habitants de la paroisse et faux-bourg de la Guillotière, ensemble les habitants et syndics de la communauté contre les commis-gardes de la Barrière de pont de Rhône.

* *

Il s'agissait de droits sur les vins. L'officier Dupuy répondit. En 34 pages, l'administration précisa ses droits.

Elle parla des droits de cartelage, couponnage, péage et leyde, propriété, par indivis, de MM. l'Archevêque et Comtes de Lyon. La communauté de Lyon prétendait à des droits de mesurage et avait un contrôleur du droit de rève. Sur le pont, les hôpitaux percevaient aussi un droit.

* *

Un autre mémoire, pour le sieur Joseph Girard, est aussi dirigé contre les habitants du bourg (28 pages). Girard est un fonctionnaire.

Vient le texte de la loi, donné à Paris, le 18 février 1791, unissant le bourg de la Guillotière à la ville de Lyon. On sait que les habitants du bourg y virent la cause de tous les malheurs. Ils voulaient rester Dauphinois.

Ce document mérite quelque attention ; il est suivi d'un extrait du recueil des lois.

Le texte débute ainsi :

« Louis, par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'Etat, roi des Français : à tous présents et à venir, salut. L'Assemblée Nationale a décrété, et nous voulons et ordonnons ce qui suit.

Puis vient le texte du décret de l'Assemblée Nationale du 12 février 1791, qui compte 13 articles. Le dernier se préoccupe de procurer au canton une église paroissiale, soit par construction, soit par l'acquisition de l'Eglise des religieux Picpus. Il se préoccupe aussi des travaux nécessaires pour préserver la Guillotière des ravages du Rhône.

Une mention finale, sous la signature de Focard, secrétaire général, est la formalité relative au directoire du département de Rhône-et-Loire, depuis divisé en deux.

En l'an 2 (de la République), la Guillotière est dotée d'une société populaire et nous possédons son règlement en 22 articles assez courts. Il sort, à Commune affranchie (1), de l'imprimerie Cutty, place et maison de la Charité.

Il fut arrêté au cours des séances des 27, 28 et 29 pluviôse de l'an 2^e de l'ère républicaine, et porte les signatures de VAUDREY, COCHARD, etc..., en tout 26 personnes.

En tête, on voit une figurine symbolique. A l'entrée d'un pont, contre des gardes françaises, chargeant à la baïonnette, quelques soldats-citoyens s'avancent, armés à l'antique, la lance en avant, et se protégeant avec un bouclier ; ils sont coiffés de bonnet phrygien.

On lit, en exergue : « La rébellion ne passa pas le pont de la Guillotière ! ». Il est vrai que l'armée assiégeante était sur la rive gauche du Rhône.

La société, lit-on au texte, s'est réorganisée, épurée, pour professer avec plus d'ardeur les principes de Republicanisme, pour perpétuer, dans son sein, les maximes de la morale, etc...

On note un président. Sa durée de mandat est de un mois. Elle est de trois pour le secrétaire-archiviste qui recueille les pièces et les ouvrages patriotiques.

Même durée pour les fonctions de trésorier, auquel la société fournit des fonds « soit par un appel de tous les membres, soit par un appel de bonne volonté ».

Il y a un comité de présentation qui inscrit les récipiendaires, vise les diplômes des visiteurs, surveille l'assiduité et fait des censures dans le procès-verbal.

Il y a un comité de secours, aux fonctions plus vagues.

Il y a deux censeurs, au besoin avec suppléants.

Les séances ont lieu tous les jours, mais à 6 heures du soir. Hymne à la liberté, cri : « Vive la République ! », etc...

Ce régime durera jusqu'à la paix.

Notons aussi un serment civique.

L'entrée dans la société est soumise à des conditions de présentation, de parrainage, au compte rendu des papiers, à affichage (huit jours), à examen public sous la conduite républicaine, à un passage de scrutin par boules noires et blanches. A la majorité, le candidat est reçu, sinon il est ajourné à trois mois, six mois et un an.

Les membres portent la carte, à la boutonnière. Seuls ils sont sur le parquet. Dans les tribunes, il y a les citoyens non reçus : hommes d'un côté, femmes de l'autre.

Il semble que les sociétés populaires aient été nombreuses, à l'époque, et s'envoyaient entre elles des délégations admises aux honneurs de la séance. Les citoyens des tribunes pouvaient être admis à prendre la parole.

(1) Nom de Lyon, sous la Terreur.

Les « citoyens de la force armée » ont les mêmes droits que les autres.

La motion d'ordre est une expression grave, qui fait donner la parole immédiatement.

Le règlement spécifie que lorsque le trouble naît, le président se couvre ; alors, les citoyens se découvrent. Le calme revenant (V. l'article XXI), le président se découvrira et les citoyens se couvriront !

Nous citons, en entier, le XXII^e et dernier article :

« La disposition de la salle sera simple et commode ; les bustes des martyrs de la Liberté seront placés à droite et à gauche du président. Au-dessus de la tribune aux harangues sera l'image de la Liberté. Au-dessus du siège du président sera un faisceau, au haut duquel sera un bonnet de la Liberté avec une flamme aux trois couleurs. »



Viennent des documents financiers :

1816 (17 mai) : Projet de budget. Discours du maire.

1823 : Situation financière.

Le budget était de 76.686 fr. 85.

Le maire était Henry Vitton.

1826 : Installation du maire et de MM. Carmillet, Creuzet (1), Nicod, adjoints. Les fleurs de lis réapparaissent. On donne lecture d'une ordonnance du Roi :

« Charles, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre. »
Le discours du préfet se pare de citations de l'Ecclésiaste. M. Vitton répond à M. le Comte et termine par « Vive le Roi ». Le préfet reçoit le serment, que prévoit la fidélité au roi, obéissance à la charte et aux lois constitutionnelles.

Une autre pièce est le Règlement de l'octroi de la commune avec tarif et ordonnance du roi. Le ministre secrétaire d'Etat des Finances est Joseph Villele (2).



Arrêt du Conseil d'Etat du roi confirmatif de deux ordonnances du bureau des finances de Lyon (27 novembre 1770). Il est suivi de la reproduction de la formule exécutoire où se lit notamment :

(1) Il existe une rue de ce nom.

(2) La parfaite tenue de cette codification est pour la Guillotière la preuve de l'excellence de la gestion de ce temps, resté célèbre.

« Car tel est notre plaisir » (volonté).

Ce document se rattache à la longue lutte de la fiscalité lyonnaise contre le bourg cependant indépendant et situé en Dauphiné.

Nous arrivons à un autre document, c'est :

Factum pour le Procureur général au Parlement de Grenoble contre les officiers du Présidial de Lyon.

Le Rhône divise le Lyonnais d'avec le Dauphiné. La thèse dauphinoise est soutenue à grand renfort d'axiomes juridiques. (M^e Payelle, avocat.) Il mentionne le nom du rapporteur et des trois commissaires.



Un autre exemplaire, du même, fait suite dans le fonds COSTE :

Mémoire de M^e Brenod, avocat.

Mémoire inverse (thèse lyonnaise), où sont citées quelques invraisemblances auxquelles mènerait la thèse de son confrère. Ainsi, la justice locale de la Guillotière dépendrait de Grenoble et non de Lyon, etc...

Par contre, on y lit que les balmes viennoises sont les fossés dont parle Tindo. Il y a là une confusion.

On lit aussi une curieuse allusion à un changement du cours du Rhône, dont parlent d'anciens documents.

Signalons, enfin, ces autres pièces :

Portrait de Jean-Antoine Morand, architecte, constructeur d'un pont sur le Rhône et créateur d'un quartier auquel on a donné son nom. Dessiné par Couturier et gravé par Quenedey (xviii^e siècle).

Vue du Château de Pierre-Scize, à Lyon, 1787. Aquarelle, par Jean-Pierre-Xavier Bidauld.

Grande vue de l'ancien Pont de la Guillotière, prise de la rive gauche du Rhône. Gouache, par Fleury Epinat. (Fin du xviii^e siècle.)

Vue de l'ancien Pont Morand, à Lyon. Mine de plomb, par F. Gabillot (1839).

Vue du Quai du Rhône, entre les ponts de la Guillotière et de l'Hôtel-Dieu, avant la construction du quai du Prince-Impérial (aujourd'hui de la Guillotière). Mine de plomb, par F. Gabillot.

Atelier de construction de bateaux à vapeur, vers le pont de la Guillotière, à Lyon, en 1840. Mine de plomb, par F. Gabillot.

L'ancien Pont Morand, peinture, par Ernest Roman (1880).

Le Pont Lafayette et l'ancien quartier des Cordeliers non encore démoli. Peinture, par Ernest Roman (1892).

Vue de l'entrée de la rue de la Barre, à Lyon, en 1834, prise du côté du pont de la Guillotière. Peinture, par Joseph-Vézien. Désombrages. 1834.

Vue du Château de Pierre-Scize, de la porte et de la rue de ce nom. Aquarelle. (xviii^e siècle.)

Vue du Pont Morand, à Lyon, prise du quai de Retz, dessinée à la plume par Julie Chirat du Vernay, gravée par Euphrasie Piquenot. (xix^e siècle.)

Vue du Pont Saint-Clair (Morand), à Lyon, dessinée par J.-B. Lallemant et gravée par C. Fessard (1785).

Vue du Pont de la Guillotière, à Lyon, dessinée par J.-B. Lallemant et gravée par Née (1785).

Plan général du bourg de la Guillotière, mandement de Béchevelin, en Dauphiné, levée en 1707, par le sieur Mornand, syndic des pauvres dudit bourg. Aquarelle (xviii^e siècle).

Plan enluminé de la Guillotière, pour servir à la Rente noble de ce bourg et de Béchevelin. Par Mornand, syndic de la Guillotière (xviii^e siècle). Lith. d'après l'original conservé aux Archives de la ville (1875).

Les Ponts de Lyon et leurs billets de péage. Neuf bons d'abonnement (xviii^e et xix^e siècles).

Cocarde de l'armée lyonnaise, pendant le siège, en 1793.

La Croix du siège de Lyon (1793), avec son ruban, délivrée sous la Restauration. Avec les deux pièces d'essai du coin.

Pierre Ancize (Pierre-Scize) rendu aux citoyens en aoust 1789. Le gouverneur remet les clefs de la forteresse aux citoyens et délivre les prisonniers. Scène inexacte et paysage absolument faux. Aquatinte (fin du xviii^e siècle).

Les Cimetières.

L'actuel cimetière de la Guillotière est une des grandes nécropoles lyonnaises.

Historiquement, il a succédé à celui de la Madeleine, sur lequel nous rappelons, par ailleurs, quelques détails. ¹

Autour de la première église paroissiale de Notre-Dame du bourg de la Guillotière (actuelle place Victorien-Sardou) s'éleva jadis le cimetière traditionnel. (V. note sur son plan, au chapitre de Béchevelin).

On sait que la population survivante de Béchevelin avait fait de la chapelle de la Madeleine leur église paroissiale de fait. Cette situation se répercuta sur le lieu de sépulture. Par ailleurs, quelques détails sont donnés sur le Grand-Trou.

Dans le plan topographique de la ville de Lyon, par Rembielinski et Dignoseyo (1848), on trouve les lieux dits ci-après :

Iles des Comtes (Broteaux rouges), La Colombière, Gerland, aux Cures, Debourg, le Prado, la Thibaudière, Terre de la fleur de Lys, Émeraude, Corne de Cerf, Hirondelle, La Ruche, Belle-Combe, Arquebuse, Part-Dieu, Saint-Amour, La Buire, Combe-Blanche, Grange-Blanche, Croix-Morlon, etc., etc.

On trouve aux archives et à la bibliothèque de la ville de nombreux plans, dont un grand nombre ont des parties intéressant la rive gauche. Le plan scénographique (1550) et celui du mandement de Béchevelin et du bourg de la Guillotière présentent pour notre sujet la plus grande importance, mais leur utilisation est très délicate à raison de diverses inexactitudes topographiques, etc. (1).

(1) En terminant ce chapitre, nous croyons devoir préciser l'étymologie de la Guillotière. L'origine du mot semble venir du nom de la famille propriétaire de la première maison, probablement auberge fameuse, au sortir du pont, sur la rive gauche. Si le bourg s'étendit sans cesse, ayant vers 1600 une église paroissiale sur la place de la Croix, et recueillant en 1578 ce qui restait du village ruiné de Béchevelin, il ne faut pas perdre de vue que l'origine de l'agglomération est bien plus ancienne mais le bourg se réduisait alors à quelques constructions. La maison de la Guillotière est plusieurs fois citée dans les chartes et dans l'enquête de 1334, comme indiqué dans notre exposé. En 1425, les registres consulaires mentionnent un bail à « Guillotier » des terres de Béchevelin. La forme féminine est un dérivé (Cf. *La Mulatière*, du nom de Mulat, notaire).

Toutes les autres origines semblent devoir être rejetées : V. Lettre de Vital de VALOUS à M. Ld MOREL DE VOLÉINE, 1863. 1° Grillets et sonnettes (des mulets des voitures). Pas de texte. (Soutenu par PARADIN). 2° Gaulois, druides allant cueillir le gui sacré dans la forêt et le déposant en Guy l'hostière. Les druides ne parlaient pas français RUBYS repris par Jacques FODÉRE. Critique par MÉNESTRIER qui adopte par contre la première idée). 3° Moine nommé l'Agrillotière. Beaulieu 1887. Pas de titre.

La tradition populaire parlant de deux auberges Guillot et Thiers serait à demi-vraie. Les auteurs ont reproduit parfois avec des erreurs d'attribution les origines précitées. Revenant de « la Guillotière » deux ecclésiastiques frappent trop fort à la porte d'entrée de la ville, rive droite, et la rompent (14 sept. 1416. Reg. act. Consul). Une autre fois, 60 paysans de Béchevelin ou Ville urbaine causent quelque scandale. L'enquête de 1334 parle aussi de la Thomassière, de Monchal. Un autre lieu, dit Merdalon, est cité en 1310 dans un testament de Luce, veuve de Martin Lombard, citoyen de Lyon. (Arc. Rhône. Collec. Test. « Item magistri Johanne Fabri terram sitam ultrà pontem Rodani in Merdalon ». V. PERRET DE LA MENU, T. 24. Rev. Lyonnais.)

CHAPITRE XIX

La fin de la Communauté

Nous ne pouvons donner, dans ce chapitre, que quelques indications d'ensemble : aussi bien la fin de la communauté de Villeurbanne n'est qu'un des aspects du grand mouvement d'évolution et aussi de révolution qui entraînait tout le pays.

Dans chaque village se répercuta l'écho des événements qui bouleversaient la capitale et des lois nouvelles votées par des assemblées révolutionnaires modifiant la constitution du pays.

La Révolution suscita de grands espoirs : on l'a vu dans ces scènes d'enthousiasme que relatait le curé de Villeurbanne, aumônier du camp des gardes nationales. La Révolution suscita aussi quelque effroi, comme la grand'peur, ainsi que les registres paroissiaux le relatent ; enfin et surtout la marche précipitée des bouleversements sociaux allait se faire cruellement sentir sur la rive gauche et à Lyon ; du fait de la révolte de cette ville, l'armée de répression vint camper à l'Hormat, à la Ferrandièrre, aux Brotteaux. La Guillotière, de son côté, fut bombardée par les assiégés.

Aux luttes civiles sanglantes, si dures, allaient bientôt se mêler les troubles de conscience, plus pernicieux encore. Le clergé fuyait devant les nouvelles exigences de la loi ou faisait sa soumission, comme cela arriva à Villeurbanne, tandis que des prêtres réfractaires se cachaient dans les caves de l'Hormat qui abritaient aussi des proscrits. Des grotesques perquisitions, des contrôles des « assemblées des citoyens »

à l'église avaient lieu. Une petite querelle à base de népotisme divisa nos prêtres et ce fut d'autant plus pénible que l'assemblée des paroissiens était témoin navré de cette rivalité.

Sur une échelle plus haute, l'histoire civile de Grenoble et aussi l'histoire du diocèse de la même ville offrent des pages également mouvementées. On surprend des divisions entre le haut et le bas clergé qui trouvent l'occasion de se manifester au moment du vote des députations. Seul de l'Isère de l'archiprêtré des Suburbs, le curé de Villeurbanne se nomma lui-même député local.

La révolution fit disparaître la distinction des ordres ainsi que le seigneur ecclésiastique. Les assemblées instruments du pouvoir direct, devaient aussi être remplacées par les conseils élus. Lors de la nomination de notre premier maire, le curé « d'une voix unanime » racontent les registres, présida l'assemblée.

La sécularisation des registres paroissiaux était bientôt un fait accompli et le clergé voyait transformer son ancien rôle et s'instaurer la spécialisation moderne.

Sur bien des points, en dépit des événements, s'achevait une évolution depuis longtemps commencée. En plusieurs étapes furent supprimés les droits féodaux. Le pouvoir semblait faire œuvre de progrès ; au point de vue économique, il causait surtout la ruine de gens, souvent de modestes conditions, qui, par l'acquisition de ces droits, avaient fait un placement de fonds.

Nous ne voulons pas insister sur cette période sur laquelle quelques textes ci-après donnent diverses précisions. Remarquons, en terminant, que la commune naissante utilisa longtemps encore les pratiques que lui avait laissées la communauté à son déclin. Pour se loger, les assemblées municipales nouvelles, comme les assemblées de jadis, cherchaient à s'emparer des églises et des presbytères, dont elles essayaient d'empêcher la vente (chez nous sans succès) qui furent les premières mairies pendant de nombreuses années et dont certains tombèrent même en délabrement avant que fût élevée la maison commune, tant il est vrai que jusqu'au bout la paroisse, première forme vivante, devait servir de berceau à l'administration civile de la population.

*
* *

Voici quelques textes relatant les événements locaux :

Année 1790. — Voici comment s'exprime M. DE CHASTELUS dans les registres paroissiaux de Villeurbanne :

« Un décret de l'Assemblée Nationale portant établissement d'une municipalité dans chaque ville et bourg du royaume, nous nous occupâmes de former celle de Villeurbanne dans le courant de février. Il a fallu trois séances. Le Curé présida l'assemblée d'une voix unanime. Le second tour de scrutin nous donna pour maire M. Etienne Debourg. Ensuite, on procéda à l'élection des municipaux et du procureur de la commune, qui fut Félix Petit.

« Tout parut assez tranquille jusqu'au 10 mai que Lyon annonça une fédération pour le 30 dudit mois. Tous les villages des environs s'occupèrent à former des gardes nationales. Celle de notre paroisse occasionna de grandes difficultés. On ne voulait former qu'une compagnie de cent hommes, y compris les officiers, et ne point y admettre les locataires, parce que, disait-on, ils avaient assez de charges à parer et que d'ailleurs ils étaient presque tous aubergistes, par conséquent trop occupés le dimanche à leurs affaires pour s'occuper de la garde qu'il était indispensable de faire ce jour-là dans la paroisse. Quoique ces raisons ne regardaient que leurs intérêts, ils les prirent de mauvaise part. Ils convoquèrent une assemblée générale où ils cassèrent tout ce qui s'était fait à la précédente. On nomma pour commandant, M. Mermet, avocat ; M. Decomberousse, capitaine de la 1^{re} compagnie ; M. Nivolet, capitaine de la 2^e ; M. Joanon, capitaine de la 3^e ; M. Christian, capitaine de la 4^e, des Charpennes ; M. le Curé aumônier de la troupe. M. Mermet fit présent du drapeau que je bénis. Ce dimanche trente mai, la garde nationale se rendit à Lyon auprès des autres gardes nationales qui étaient sur une même ligne, depuis le pont Morand jusqu'au fond de l'allée Perrache. Il était deux heures quand tout le monde a été arrivé aux communaux (1). Comme curé du camp, je fis les honneurs de l'autel. La messe finie, le commandant monta en haut de l'autel et prononça le serment militaire que toute l'armée répéta de cœur et d'âme. Ensuite on se livra à la joie et à la danse, malgré une pluie

(1) Les *communaux du Grand-Camp*, qui n'étaient autrefois que des mares d'eau croupies, improductives et malsaines, ont fait l'objet de nombreuses revendications de la part des communes de Miribel (Ain), de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne.

Depuis 1793, la garnison de Lyon se servait des communaux du Grand-Camp pour y faire des manœuvres, malgré les protestations du Conseil municipal de Villeurbanne qui demandait à l'Etat ou d'en faire l'acquisition ou la faculté de l'affermir pour le livrer à l'agriculture

averse qui tombait depuis midy. On s'embrassait en bon patriotes et en bons frères. Jamais on n'avait vu un spectacle plus imposant et plus gai, malgré le mauvais temps. »

Quand, par le Concordat, Bonaparte rétablit la paix religieuse, il continua un mouvement commencé déjà. Quatre ans avant le Concordat, 32.214 paroisses, au nombre desquelles était celle de Villeurbanne, étaient rendues au culte et 4.571 paroisses étaient en instance pour obtenir le même avantage. La vérité est que le Concordat mit fin au schisme.

A Villeurbanne (Cusset), sous la Révolution, l'église fut fermée, mais rendue au culte en 1795.

Voici ce qu'on lit à ce sujet dans les Registres Municipaux de Villeurbanne :

« Le 10 frimaire an IV, le citoyen Chapelle a donné lecture d'une pétition à lui présentée en sa qualité d'agent municipal de Villeurbanne par un grand nombre de citoyens dudit lieu, tendant à obtenir la ci-devant église pour y faire célébrer le culte par le citoyen Bruneaud, lequel nous a exhibé l'extrait de sa soumission écrite en gros caractère, que nous avons fait afficher dans l'endroit le plus apparent, conformément à l'article 6 du titre III de la loi du 28 brumaire dernier.

« Le Commissaire du pouvoir exécutif, après avoir été ouï, l'Administration a approuvé la permission donnée par le citoyen Chapelle au citoyen Bruneaud de faire les cérémonies du culte catholique dans la ci-devant église de Villeurbanne, comme aussi celle aux citoyens dudit lieu de s'y assembler paisiblement ; arrête en outre que l'agent municipal ou son adjoint se tiendra dans le local assigné aux cérémonies religieuses aux jours et heures où le rassemblement des citoyens aura lieu, à l'effet de surveiller l'exécution des lois relatives aux cultes. »

C'est dans le presbytère et ses dépendances que se tenaient autrefois l'école primaire, destinée aux enfants du peuple et les séances des autorités de la paroisse.

C'est dans le même immeuble que, sous la Révolution et

sans que les tenanciers fussent troublés dans leur jouissance par les manœuvres de la garnison.

Ces difficultés n'ont pris fin qu'avec le jugement du Tribunal civil de Vienne, en date du 22 juillet 1848, qui a reconnu Villeurbanne propriétaire des terrains expropriés par l'administration de la guerre, le 27 décembre 1843, et lui a adjugé la totalité de la somme de 165.891 francs déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations en attendant la solution des points litigieux. (V. PERRIER).

dès l'érection de la paroisse de Villeurbanne en commune, les membres de l'Administration municipale tenaient leurs séances.

Dans les registres municipaux de Villeurbanne, on lit ce qui suit :

« Le 5 nivôse, an VI, l'Administration du canton de Villeurbanne, après avoir ouï le citoyen Dupont, faisant fonctions de commissaire du pouvoir exécutif, en l'absence du citoyen Decomberousse,

« Considérant qu'il est indispensable dans un canton que les autorités constituées trouvent des édifices où elles puissent tenir leurs séances et que s'il en était autrement, il faudrait prendre à loyer des appartements, ce qui aggraverait le poids des charges locales,

« Considérant que les lois du 27 brumaire an III et 3 brumaire an IV ont affecté aux logements des instituteurs et institutrices les presbytères non vendus ; que les lois des 28 ventôse et 6 floréal an IV ont excepté des biens nationaux les maisons et édifices destinés à un service public ; que, conformément aux lois susdites, l'administration centrale du département de l'Isère arrêta le 9 prairial an IV qu'aucune soumission ne serait reçue sur les presbytères non aliénés précédemment ; que, par un autre arrêté de la même administration du 5 brumaire an V, les presbytères situés dans les communes où il doit être placé des écoles primaires sont conservés et réservés de toute vente ; que, dans le dernier arrêté, le presbytère de Villeurbanne a été nominativement réservé.

« Est d'avis : 1° Que tous les presbytères du canton de Villeurbanne sont d'absolue nécessité pour les écoles primaires et que celui de Villeurbanne présente la double utilité d'école primaire et d'édifice propre aux autorités constituées ; 2° qu'aucun desdits édifices n'ayant été aliéné, ils ne sont plus dans le cas de l'être et particulièrement ceux de Villeurbanne, de Chassieu, de Bron et de Vaulx, puisqu'il a été reconnu par l'Administration centrale du département de l'Isère qu'ils doivent être conservés ou réservés de toute vente ; qu'il ne peut être fait aucun droit sur les soumissions qui ont été faites jusqu'à ce jour sur aucun des presbytères de Villeurbanne, parce qu'il résulte des lois ci-dessus rappelées et de l'arrêté de l'administration centrale, en date du 5 brumaire an V, que les soumissions faites sur les presbytères sont illégales, et sera la présente délibération adressée au citoyen Ramel, ministre des Finances, en son bureau à Paris, pour servir et valoir ce que de raison.

« Ainsi arrêté en séance, à l'unanimité des membres icy présents, lesquels ont signé avec le secrétaire, les jours et an qu'il est dit plus haut.

« Signé : CHAPELLE, président ; ROBERT, adjoint ; PÉTREQUIN, HUVET, GERMAIN, DUPONT, QUINON, agents municipaux ; ROZIER, secrétaire. »

En fait, cette protestation ne fut pas suivie d'effet, puisque les administrateurs du département de l'Isère vendirent le presbytère actuel et ses dépendances, le 4 Nivôse an VII, de la République, à M. Philippe Garnier, qui en resta propriétaire jusqu'en 1822, époque où lui et divers vendirent le tout pour la somme de 4.800 francs, y compris le terrain de l'ancien cimetière situé derrière l'église, à la commune de Villeurbanne (acte reçu par M. Gorgeret, notaire). Comme conséquence de la séparation des Eglises et de l'Etat, le desservant de la paroisse de Saint-Julien-de-Cusset est locataire de la commune pour le logement et les dépendances actuels qu'il occupe dans le presbytère « communal » (1).

Ainsi qu'on l'a vu, c'est sur la place de Cusset, devant l'église et après la messe que se tenaient, avant la Révolution, les réunions publiques convoquées par les consuls de Villeurbanne.

(1) On sait que la situation juridique de ces biens est assez imprécise. Le loyer n'est pas au taux réel. De fortes menaces d'élévation ont failli récemment engendrer un conflit.

CHAPITRE XX

Commune de Villeurbanne sous la Restauration

Les Finances — L’Affaire du garde-champêtre et cantonnier, etc.

Il est généralement reconnu que pendant la période de la Restauration les finances du pays furent administrées avec le plus grand soin et conformément aux purs préceptes de l'économie classique.

A cette constatation générale, l'étude de quelques pièces d'archives de notre modeste village donne une illustration éclatante. L'on verra même que tout n'allait pas sans heurt entre les diverses administrations chargées de la tutelle de notre commune et qu'avant de placer les pièces « sous les yeux de Sa Majesté » le ministre avait soin de vérifier si les répartitions étaient conformes à celles arrêtées par la loi.

1818 : Chemins vicinaux. Prestations en nature.

Archives départementales de l'Isère. Lettre, en date, à Paris, du 21 août 1818, du ministre secrétaire d'Etat de l'Intérieur au préfet de l'Isère, M. Chopin d'Arnouville (1^{re} division, 1^{er} bureau) Isère. Chemins vicinaux de Villeurbanne.

Le ministre a examiné la délibération du conseil municipal de la commune de Villeurbanne qui vote une prestation en nature pour réparer ses chemins vicinaux.

Cette lettre, dit-il au préfet, qui était jointe à votre lettre du 7 de ce mois, aurait dû faire l'objet d'un envoi distinct.

Pour que cette délibération soit mise sous les yeux de Sa Majesté et que le ministre le « prie » (*sic*) de l'approuver, il est nécessaire d'avoir le budget de la commune et le certificat du percepteur énonçant qu'il n'existe point d'autres charges locales extraordinaires ou indiquant celles établies.

Le préfet est invité à joindre son avis en forme d'arrêté.

Le ministre termine par une formule assez distante :

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée. »

Archives départementales de l'Isère. Brouillon de la lettre à Grenoble du 31 août 1818 du préfet au sous-préfet de Vienne.

Le 31 juillet 1818, le sous-préfet a adressé au préfet la délibération de la commune de Villeurbanne, avec un rôle de prestation « arrivant » (*sic*) à 2.100.

Le préfet remarque qu'il existe au budget de cette commune un fonds disponible supérieur à cette somme. Il lui paraît convenable de l'employer à la réparation des chemins vicinaux, avant de créer des contributions en nature. S'il y a besoin de ces fonds sur un autre point, que le sous-préfet le fasse connaître, avec copie du budget où figurent ces dépenses.

Formule finale : « J'ai l'honneur de vous saluer, avec ma considération distinguée ».

On peut conclure de ces détails que la minutie administrative, ces savantes hiérarchies de correspondances, cette centralisation sont la caractéristique d'un système financier et d'une époque. Mais ce système étudié dans sa portée réelle sur notre vicinalité peut apparaître comme assez compliqué et plus près de principes abstraits que des réalités pratiques puisqu'en fait il semble bien que les rôles ont dû être perçus parce que déjà dressés et sans résistance, à raison de la plus-value.

Archives départementales de l'Isère

A Grenoble, le 11 septembre 1818, le maître des requêtes au Conseil d'Etat, préfet du département de l'Isère, Chopin d'Arnouville, établit sa formule d'arrêté.

On remarque le sceau de la pièce, de forme ronde, portant au centre un blason oval renfermant les trois fleurs de lis, surmonté de la couronne royale, entouré de couronnes de laurier.

Les inscriptions sont : Préfecture du département de l'Isère, 1^{re} Division, Bureau de l'Intérieur.

« Vu la délibération du Conseil municipal en date à Villeurbanne du 8 juin 1818, votant un rôle pour la réparation des chemins vicinaux,

« Vu l'avis du sous-préfet de l'arrondissement de Vienne ;

« Vu le budget de la commune de Villeurbanne de 1818 ne contenant aucune ressource pour faire face à cette dépense, alors que les chemins sont dans un complet état de dégradation, etc. ».

La pièce suivante est un brouillon de lettre du préfet à Grenoble du 11 septembre 1818.

Une accolade montre que, pour l'envoi d'une copie du budget, Villeurbanne est sur le même plan que la commune de Saint-Pancrace, charmante localité située aux environs de Grenoble, sur le plateau des Petites-Roches. Pour elle aussi, le ministre demande les mêmes précisions. En effet, le certificat du percepteur n'a pas été joint.

Mais le préfet se défend en disant qu'il a été suppléé à cette pièce par l'état des contributions communales mises en recouvrement en 1818, certifié par le directeur des Contributions directes déjà envoyé le 1^{er} juillet. Le préfet termine : « J'ai l'honneur d'être, etc. ».

Le document suivant concerne Saint-Pancrace.

*1818 : Les finances de la commune sous la Restauration.
Les chemins vicinaux. Difficultés diverses.*

Sources : Archives départementales de l'Isère.

Notre commune souffrait de difficultés financières. Le préfet de l'Isère avait pris un arrêté, mais il ne fut pas du goût du pouvoir central ; ce dernier s'exprime sévèrement.

Ministère de l'Intérieur, 1^{re} division, 1^{er} bureau. Isère. Chemins vicinaux de Villeurbanne, 1204. Paris, le 2 octobre 1818. A Monsieur le Préfet de l'Isère, le ministre secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

Le ministre n'accueille pas la demande. Il se voit arrêté par l'irrégularité que présente cette affaire et regrette de n'avoir pas trouvé dans l'arrêté du préfet des éclaircissements sur toutes les difficultés. L'arrêté aurait dû énoncer le montant du principal des contributions et l'attestation qu'il n'existe point d'autre charge locale extraordinaire.

Le 11 septembre 1818, le préfet avait, en effet, adressé le budget de la commune de Villeurbanne sur la réclamation que lui avait adressée le ministre, à la date du 21 août, afin de pouvoir vérifier si la prestation votée par le Conseil municipal pour les chemins vicinaux n'excédait pas le 1/20^e dont il peut demander

à disposer, d'après la loi des finances du 15 mai. Le ministre reconnaît que la valeur de la prestation, qui était de 2.228 fr., serait supérieure au 1/5^e du principal des contributions de la commune. Aussi ne put-il donner suite à cette proposition.

Le ministre fut surtout surpris de voir que le Conseil municipal, dans sa délibération, annonce qu'en imposant à la commune une charge de 2.228 francs, il en résulte une imposition de 4 cm. 1/2, tandis que le produit des 5 centimes additionnels ne figure au budget que pour 434 fr. 89. Enfin, il opère le renvoi des pièces adressées.

C'est donc un rappel à l'ordre, à une époque de bonnes finances. Mais les centimes additionnels étaient déjà nés.

1818 : Budget de Villeurbanne. Autorisation administrative.

Archives départementales de l'Isère. Brouillon d'une lettre du préfet au ministre, en date à Grenoble du 6 octobre 1818. Plusieurs lignes raturées.

Notre commune cause des soucis à l'Administration supérieure.

Le préfet écrit au ministre de l'Intérieur :

« Monseigneur,

« J'ai l'honneur de renvoyer à Votre Excellence mon avis sur le budget de la commune de Villeurbanne et un certificat du directeur des Contributions constatant qu'il n'a été imposé sur cette commune aucune contribution communale pendant l'exercice 1818.

« Votre Excellence se convaincra, par l'inspection du principal de la contribution non inséré dans mon avis que la contribution demandée n'excède pas le taux légal, qui est de 116,64. Quoique cet excédent soit faible, je propose néanmoins à Votre Excellence de réduire le rôle à 2.111 francs. »

Le haut fonctionnaire ajoutait, mais le passage est raturé, que parmi les raisons invoquées figurait celle, qu'il a dû juger mauvaise d'indiquer, que le rôle était déjà fait. Le préfet craint aussi que certaine façon de calculer paralyse cette branche du service. On lit aussi que la perception de ces taxes se faisait sans soulever de difficultés, l'amélioration entraînant une augmentation de la valeur de la propriété. Il termine :

« J'ai l'honneur d'être, avec respect, Monseigneur, de V. E... ».

1827 : Une délibération du Conseil municipal.

Source : Archives départementales de l'Isère.

Nous avons sous les yeux l'extrait du registre des délibérations de la commune de Villeurbanne (Isère), du 19 février 1827.

L'acte porte le sceau de la mairie, consistant en trois fleurs de lis, surmontées de la couronne royale. Le maire est Monavon, et sa signature est au bas de la délibération. L'écriture est droite, assez simple, suivie, au-dessous, d'un paraphe en forme de 8, sans prétention.

Le Conseil est convoqué « en vertu des instructions de M. le Préfet ». Sont présents : MM. Lombard, Garnier, Vitton, Bichon, Germain, Gacon Pierre et Gacon Claude.

Le maire débute par un petit exposé ; il rappelle la délibération du Conseil du 15 mai 1826 décidant des réparations aux chemins vicinaux qui, trop longtemps négligés, demanderont encore pendant plusieurs années des travaux avant d'avoir un entretien convenable. Il faut donc s'occuper du rôle des prestations en fixant d'abord le nombre et le prix des journées à fournir par chaque contribuable.

Les fourrages sont à haut prix ; la main-d'œuvre est rare, causes qui poussent à adopter la base de 1826, afin que, plus heureux que la dite année, le maire puisse faire commencer les travaux dans un moment plus opportun.

Après « une sérieuse et mûre délibération », le tableau ci-après est arrêté, savoir :

« Le nombre des journées à deux et le prix des journées comme suit :

« 1 journée à bras	2 francs
« 1 journée d'un cheval de trait sans conducteur.....	3 —
« Voiture attelée d'un cheval, conducteur compris....	6 —
« Voiture attelée de deux chevaux, conducteur compris	9 —
« Voiture attelée de trois chevaux, conducteur compris	12 —
« Voiture attelée de deux bœufs, conducteur compris..	7 —
« Voiture attelée d'un âne, conducteur compris.....	1 —

Il faut remarquer ce « conducteur compris » qui l'incorpore à l'outillage. Sa journée comptera, d'ailleurs, spécifie le texte, pour celle à bras.

Le sujet précité préoccupe nos édiles. Le 9 juillet, ils décident que le surplus (payé en argent) non employé de l'impôt « entrera » dans la recette municipale.

Cette « entrée » devait répondre aux besoins éternels de tous budgets.

Le 23 décembre, à 11 heures, nouvelle et nombreuse réunion du Conseil (le maire, Guy, Garnier, Gacon Claude et Pierre, Germain, Bichon, Vitton, ces derniers toujours fidèles, Lapeire, Grand, Lagrive, Vasserat, Bouillet, Perra, Nicolas, Renaud, Chermette, Legendre, Héral, Brenot, Chabert et Michel).

Le même sujet est à l'ordre du jour et il s'agit de confectionner les rôles.

Une loi du 28 juillet 1824 est invoquée (1).

On fixe le chiffre de deux journées à bras pour chaque contribuable et chacun de ses fils âgés de 20 ans ses domestiques, ses bêtes de trait et de somme. Il était difficile d'être plus complet et on reprit aussi le tableau ci-dessus.

Confirmant une autre délibération, on décida que, sur le produit des prestations payées en argent, le cantonnier serait payé.

Voici quelques détails sur cette réunion :

Sous la signature du maire, M. Monavon, nous possédons un extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la commune de Villeurbanne (Isère). Il est relatif à la séance du 23 décembre 1827, à 11 heures du matin. Le local fut le lieu ordinaire des séances.

L'acte porte le sceau de la mairie, où l'on voit les trois fleurs de lis surmontées de la couronne royale. En exergue, on lit : Mairie de Villeurbanne (Isère).

Sont présents, « en vertu des autorisations requises », MM. le Maire, Guy, Garnier, Gacon Claude, Gacon Pierre, Germain, Bichon Vitton, Lapeire, Grand, Lagrive, Vasserat, Bouillet, Perra, Nicolas, Renaud, Chermette, Legendre, Héral, Brenot, Chabert et Michel.

La séance étant ouverte, le Maire prie le Conseil de vouloir bien délibérer sur le rôle des prestations pour 1828 et fixer le nombre ainsi que le prix des journées dont chaque contribuable deviendra redevable, afin que l'on puisse s'occuper de la confection de ce rôle et être en mesure de commencer de bonne heure les travaux.

Le Conseil, reconnaissant la nécessité de continuer la réparation des chemins, si longtemps abandonnés et si mauvais encore, dans plusieurs endroits, délibère :

Que chaque contribuable devra, conformément à la loi du 28 juillet 1824, deux journées à bras pour lui, pour chacun de ses fils âgé de 20 ans, pour chacun de ses domestiques, pour ses bêtes de traits et de somme, et que le prix de la journée à bras est fixée à..... 2 francs.

Pour une voiture à un cheval..... 6 francs.

Pour une voiture à deux chevaux.... 9 —

Pour une voiture à trois chevaux... 12 —

Pour une voiture à deux bœufs..... 7 —

Le tout, conducteur compris.

Pour un âne..... 1 franc.

(1) C'est la loi qui, vue la date indiquée, est relative aux chemins vicinaux. Elle a été remaniée depuis par les lois du 21 mai 1836, 10 août 1871, 5 avril 1884, 29 décembre 1892.

Sur le produit des prestations acquittées en argent, le cantonnier sera payé, conformément à la délibération du 9 juillet dernier, et le surplus non employé pour ces travaux entrera dans la recette municipale.

La question des communaux (1830).

Le « coup de force » du doublement du Conseil

Ces deux questions sont liées dans le texte de diverses correspondances administratives que nous avons consultées aux archives départementales de l'Isère.

Le 24 novembre 1829, il y a une lettre du maire ; le 20 mars 1830, le juge de paix de Meyzieu (canton) choisi comme vérificateur impartial, intervient pour constater l'état numérique du nouveau recensement, qui accusait 3.443 âmes.

La légalité du doublement du conseil municipal, que les adversaires qualifiait de coup de force, apparaissait à l'administration supérieure comme une question préalable à la validité des opérations ultérieures.

Les opposants jouaient la question de nullité.

Ces faits se rattachent à la création du nouveau centre de Villeurbanne, l'actuel quartier de la nouvelle mairie. Le maire Monavon devait mener cette tâche au but, bien que les autres documents consultés d'une date postérieure, montre qu'il fut « remplacé » et, nous semble-t-il, par un de ses ennemis, M. Gorgeret.

La rançon de la création de ce quartier moderne, alors mauvaise luzernière, était la déchéance, sinon la mort du vieux Villeurbanne, devenu le quartier de nos jours, en effet relativement ancien et retiré, du moins son amoindrissement. Le maire, dans le nouveau centre projeté, avait dit-on, quelques biens. Les habitants de Cusset voyaient aussi le danger d'une moins-value des terres du lieu.

La lutte fut terrible entre Monavon et le chef du camp adverse, l'ex-notaire Gorgeret, dont la maison, située en face de la vieille église de la communauté existe toujours et date de la fin du XVIII^e siècle (1).

(1) Ce fut longtemps une institution de jeunes gens bien connue (Maire, puis Vey). Elle appartient aujourd'hui à divers propriétaires.

Gorgeret avait derrière lui, liés par des « actes d'union » passés devant notaire, 120 citoyens. Il les mena à la bataille devant les juridictions civiles ou administratives, quand le conflit fut élevé.

Archives départementales de l'Isère. Brouillon de lettre en date, à Grenoble, du 28 avril 1830, du préfet au sous-préfet de Vienne.

Au cours de la lutte pour la réalisation de son programme indiqué par ailleurs, le maire Monavon eut surtout pour but l'action, s'embarrassant peu de subtilités juridiques et financières dans l'administration commune et hissant son énergie à la hauteur des actes d'union notariés des 120 citoyens ligués contre lui, sous la direction de l'ex-notaire Gorgeret.

A l'occasion, il obtint même l'approbation du préfet, comme le montre le document précité.

Prenant prétexte du recensement, le maire avait, par un petit coup d'Etat municipal, doublé le nombre des conseillers, dans le but évident de changer la mentalité du Conseil. Le préfet examina le rapport du sous-préfet et trouva la chose logique. La composition du Conseil, portée à 20 membres, lui paraît « parfaitement légale ».

Il ajoute que le sous-préfet peut inviter le maire à assembler ce Conseil et à donner suite aux instructions déjà adressées au sujet des différents objets qui doivent faire la matière de ses délibérations.

Le préfet ajoute : « Je vous renvoie deux états de dépenses et les pièces à l'appui que le maire m'a adressés et que je l'avais invité à soumettre au vote du Conseil. Veuillez les lui transmettre. »

Il n'y eut pas qu'une activité dans le cadre des lois. Monavon avait aussi loué des communaux et ouvert des chemins, planté, au Grand-Camp, des arbres.

L'opposition alla, de nuit, combler les fossés, sous le prétexte que ces voies n'existaient pas sur les anciens cadastres.

Monavon mena la lutte avec énergie. En vain le traita-t-on de faux électeur, n'atteignant pas le cens exigé des électeurs à une époque où l'accession de tous et à voix égale au suffrage universel n'était pas considérée comme un dogme à effets bienfaisants.

Le maire ne s'embarrassa pas de subtilités juridiques. Sentant, à un moment, qu'il n'était pas soutenu par son Conseil, il fit un petit coup d'Etat, si l'on peut dire, dans sa commune, et doubla le nombre des membres du Conseil municipal, avec des éléments qu'il sut, sans doute, choisir.

On lit le texte d'une lettre en date, à Vienne, du 10 avril 1830, du sous-préfet de l'arrondissement auquel appartenait alors la commune, au préfet de l'Isère, disant qu'il a transmis au maire de Villeurbanne toutes les instructions au sujet de la mise en

ferme des communaux du Grand-Camp, en partage avec d'autres communaux indivis avec Vaulx-en-Velin. Il est aussi question des travaux projetés de défrichement, de creusement des fossés, etc.

Copie était jointe de la lettre de Son Excellence le ministre de l'Intérieur, du 9 novembre 1829.

Monavon s'était appuyé, pour doubler son conseil, sur l'accroissement de la population, ce qui nous fournit de curieux arguments et certains un peu tirés. On fait entrer en ligne de compte une population « flottante » de jeunes pensionnaires « de l'un et l'autre sexe ! », puis des ouvriers « sans résidence fixe ». Le sous-préfet réclame la décision du conseil et dit qu'il fera convoquer le nouveau et se rendra à la réunion. Il en rend compte à son chef hiérarchique et termine : « J'ai l'honneur d'être, avec respect, Monsieur le Préfet, votre très humble et très obéissant serviteur. »

La chute de Monavon était un fait accompli en 1831. « Le maire Monavon a été remplacé », lit-on dans une lettre de réclamation, en date à Lyon, du 31 mars 1831, sous la signature de Lambert Genton, écrivant à un destinataire auquel il demandait de « voir » M. le Préfet de l'Isère.

Lambert Genton était en effet créancier de la commune de Villeurbanne pour un compte d'impression « funéraire » et ses fournitures s'échelonnaient sur les années 1826 à 1829. Leur montant total s'élevait à 958 fr. 75, sur lequel il n'avait touché que 291 francs.

Ignorant ce que M. Monavon avait dû faire, l'intéressé avait instruit l'autorité supérieure et, le 18 mars 1830, avait adressé compte et pétition au préfet, « à l'effet d'obtenir le montant de son travail ».

Sans réponse dès lors, sa nouvelle lettre est envoyée à un intermédiaire auquel il demande de faire une visite au préfet.

D'autres documents des archives départementales de l'Isère comprennent une correspondance administrative entre le maire Gorgeret et le sous-préfet, lui-même expliquant à son tour au préfet, au sujet d'un impôt de 1.123 francs qui n'avait été autorisé que pour 1832.

Sur cet objet, intervint une ordonnance, le 22 juillet 1831.

Les embarras financiers de la Commune (1831).

Le plan d'amélioration, d'extension, de création d'établissements hospitaliers et d'écoles que Monavon tenta et réussit en grande partie et qu'il a exposé lui-même (V. le texte des mémoires des habitants de Villeurbanne) dut s'appuyer sur des moyens financiers correspondants.

L'énergie du maire, qui sut quelque peu forcer le droit administratif, agit de même façon à l'égard de la législation financière.

Et sur ce point aussi, l'autorité supérieure dut s'émouvoir pour essayer de suivre dans sa marche rapide l'offensive de notre gouvernement local, alors surtout qu'à cette époque le pouvoir central avait et faisait appliquer en matière de règles financières et de tutelle administrative des règles qui sont celles exposées par l'économie classique et qu'appliquèrent les gouvernements de la Restauration.

On conserve le brouillon d'une lettre du préfet au sous-préfet de Vienne, rappelant que la commune de Villeurbanne a demandé à s'imposer extraordinairement d'une somme de 1.129 francs pour subvenir à des dépenses arriérées.

Le ministre des Travaux publics demande l'état détaillé. Par la voie hiérarchique on le réclame au maire de Villeurbanne.

On ne peut qu'admirer la sage surveillance du pouvoir central qui ne fut pas sans embarrasser le maire (d'autres documents le montrent), en réalité, la perception était déjà faite et il sut trouver des explications.

A côté d'impôts sur les habitants, le maire trouva des ressources, nous le rappelons, dans l'affermage des communaux.

On peut suivre l'histoire de cette imposition extraordinaire. Trouver cette somme était pour la commune, en présence de dette criarde, une grande nécessité. C'est le sens de la lettre du 26 mars 1831, du maire à M. le ministre du Commerce et des Travaux publics.

Mais ce dernier tenait à posséder l'état des dépenses arriérées.

Cet état arriva, au mois de mai, à Vienne, venant de notre commune, et le 19 le sous-préfet Anglès l'envoie au préfet qui l'avait réclamé pour le 11. Pour être autorisée à s'imposer extraordinairement de 1.123 francs la commune devait avoir l'agrément du ministre.

Le pouvoir central exerçait donc la surveillance la plus attentive dans le sens de la protection des deniers des contribuables de la commune.



L'affaire du garde champêtre et cantonnier Roux.

Il intente un procès à la commune de Villeurbanne

Il est conservé aux archives de l'Isère un dossier, don récent, contenant diverses pièces venant des papiers d'une famille de fonctionnaires, relatifs à la vie administrative de notre commune, au début du XIX^e siècle.

On peut y lire des précisions sur l'établissement du budget, quelques échos de lutte locale, et une curieuse affaire d'un cantonnier-garde champêtre, se plaignant de ne pas avoir reçu l'intégralité de son traitement, obtenant l'autorisation de plaider contre la commune et la commune étant aussi autorisée à soutenir l'instance.

Les conseillers municipaux du temps semblent avoir pris l'affaire un peu de haut et ne s'être guère préoccupés de la recherche d'une solution équitable. Le modeste fonctionnaire lésé avait cependant pour lui le maire et lors d'un vote, il n'obtint qu'une voix qui semble bien avoir été celle du premier magistrat.

Dans sa séance du 29 novembre 1836, le conseil municipal examina cette réclamation et la rejeta à l'unanimité moins une voix. Le maire était alors M. Primat. Au bas de l'acte, se voit sa signature, ornée d'un paraphe compliqué et magnifique, auquel adhère encore un peu de la poudre de sable qui servit à sécher l'écriture.

Roux, c'est le nom du réclamant, cumulait deux emplois, l'un pratique, l'autre plus représentatif, celui de cantonnier et celui de garde champêtre. Le premier nuisait sans doute au prestige du second, car il dut demander l'autorisation de plaider contre la commune, lui réclamant 850 fr. 90 dus pour traitement de garde champêtre.

Nous pouvons suivre le développement du conflit, dans ce dossier, par les brouillons des lettres du préfet de Grenoble, du sous-préfet de Vienne adressant ampliation de

l'arrêté autorisant le conseil de préfecture, autorisant la commune de Villeurbanne à plaider, etc.

Dans une lettre, en date, à Villeurbanne, du 30 juillet 1836, le maire juge sévèrement l'attitude de ses conseillers, opposés à tout accord, contrairement au bon droit, car il estime qu'au moins une partie de la somme est véritablement due. « Ce conflit, dit-il, aura pour la commune des conséquences qui ne seront ni honorables, ni avantageuses. »

Au cours du procès, il fut rappelé une délibération du 8 juin 1829, proposant un chiffre que le conseil refusa.

Le 21 avril 1837, le sous-préfet de Vienne estima la demande non fondée et sollicita pour la commune l'autorisation de plaider.

Le 10 « may » 1837, la commune reçut l'autorisation.

Qu'advint-il ? Ici s'arrêtent nos documents et la suite de cette affaire, s'il y eut décision, doit être recherchée aux archives du greffe.

**

Aux archives de l'Isère, on lit l'extrait *parte in qua* du registre des délibérations du Conseil (10 mars 1837). On y voit aussi le projet de rédaction d'arrêté du 10 « May » 1837. Mouvement N° 1641. Arrêté N° 748. Idem arrêté N° 326. Séance du 10 août 1836.

Le reste dû au cantonnier était de 850 fr. 90. Il y avait 73 fr. 60 « avance faite pour entrée ». Le surplus était le salaire de son « exercice » de 1829, pour partie, et 1830.

Une commission de trois membres, dont le maire Primat, et Bichon Joseph, examina l'affaire. Le fonctionnaire qui cumulait les deux emplois précités avait débuté le 9 juillet 1827 et terminé le 27 mars 1830, remplacé par S. Lichat.

**

L'inventaire des archives de la mairie et des objets mobiliers (1844).

Toujours aux archives de notre ancien département est

conservé le registre N° 133 contenant 18 feuillets destinés au but précité.

Ce registre sort de l'imprimerie et librairie administrative de Paul Dupont et Cie, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 55, hôtel des fermes à Paris.

A Vienne, le 30 août, l'auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet, le signe, le cote, et le paraphe.

Le registre arrivé à Villeurbanne, à la date du 22 octobre ; le maire Poizat rédige et clôt l'inventaire, en compagnie des membres délégués à l'effet de le vérifier et d'en reconnaître l'exactitude, en l'occurrence nos concitoyens Ph. Gacon et Thomas.

Diverses pièces intéressantes anciennes y sont mentionnées.

Les finances de Villeurbanne sous la Restauration.

Nous terminerons ce chapitre en ajoutant quelques détails sur le budget de la commune de Villeurbanne, pour l'exercice 1844.

La commune appartient au département de l'Isère, à l'arrondissement de Vienne, à la perception de « Meysieux ». Sa population est de 3.677 habitants.

Le tableau du principal des contributions directes est le suivant :

Contribution foncière	Fr.	11.403	»
— personnelle et mobilière....		2.726	»
— des patentes		4.302	»
— des portes et fenêtres.....		3.368	»

Le budget est placé sous deux titres, le premier est relatif aux recettes, le second aux dépenses.

Suivant qu'elles sont ordinaires ou extraordinaires, les recettes sont placées sous deux chapitres.

Voici le tableau concernant le chapitre premier :

NATURE des RECETTES	RECETTES constatées au dernier compte	RECETTES PROPOSÉES PAR LE			RECETTES admises par le préfet
		MAIRE	CONSEIL MUNICIPAL	Sous-Préfet	
Centimes ordinaires.....	674 80	670 »	670 »	670 »	670 »
Attributions sur les patentes de 1843.....	27 03	200 »	200 »	200 »	200 »
Centimes pour frais de per- ception.....	96 55	49 65	49 65	49 65	49 65
Droits de location de places aux foires, etc.....		400 »	400 »	400 »	400 »
Droits de pesage, mesurage, jaugeage, etc.....		100 »	100 »	100 »	100 »
Biens ruraux communaux (prix de ferme).....	3.308 50	3.330 »	3.330 »	3.330 »	3.330 »
Taxes sur les voitures (1) ...	80 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Intérêts des fonds placés....	215 28	25 50	50 »	50 »	50 »
Impositions pour dépenses annuelles pour les chemins de grande vicinalité.....	910 »			1.089 95	1.089 95
Pour insuffisance (dépenses obligatoires).....				500 »	
Prix de vente des feuilles de mûriers (2).....		25 »	25 »	25 »	25 »
TOTAL	5.312 20	4.899 65	4.924 65	6.514 60	6.014 60

Observons que la recette proposée pour insuffisance est l'objet de l'observation : « Arrêté de mise en demeure ».

Le budget est arrêté sur un formulaire à l'usage de toutes les communes. Ce formulaire est imprimé. Certaines mentions ajoutées à la main font croire que la recette est particulière à la commune. Cette remarque s'applique aux taxes sur les voitures, aux impositions pour dépenses annuelles pour les chemins de grande vicinalité, enfin pour les prix de vente des feuilles de mûriers.

Nous n'avons pas reproduit les indications portées dans la colonne « Nature des recettes » quand en regard ne figurait aucune prévision. Ces indications sont les suivantes :

- Droits d'octroi (produit brut) ;
- Maisons et usines communales (prix de ferme) ;
- Coupes ordinaires de bois ;

(1) et (2). Mentions manuscrites.

Taxes affouagères ;
 Taxes sur les bestiaux ;
 Taxes sur les communaux cultivés ;
 Rentes sur l'Etat ;
 Rentes sur particuliers ;
 Dommages pour délits forestiers ;
 Amendes de police ;
 Impositions pour dépenses annuelles :
 pour l'instruction primaire ;
 pour les chemins vicinaux ordinaires ;
 pour salaires de gardes champêtres ;
 Subvention pour l'instruction primaire.

On obtient le total ci-après des recettes ordinaires :

5.312 20 4.899 65 4.924 65 6.514 60 6.014 60

Au chapitre des recettes extraordinaires, nous ne trouvons, dans la formule imprimée, qu'une mention portant des chiffres en regard. Il s'agit de l'évaluation en argent des prestations. Les recettes constatées au dernier compte s'élevaient à la somme de 2.921 fr. 50. Le maire et le conseil municipal se seraient limités au chiffre de 2.700 francs. Mais le sous-préfet n'hésite pas à porter cette évaluation au chiffre de 4.147 fr. 95 et c'est aussi le chiffre de la recette admis par le préfet.

Par une mention ajoutée à la main, sur la formule, à la suite des autres indications, on lit que des recettes avaient été effectuées au dernier compte « pour acquisition de pompe à incendie ». Elles avaient atteint la somme de 984 fr. 85. Tout le monde est d'accord pour le maintien d'un chiffre identique, ou presque (985).

On ne trouve aucune indication de chiffres en regard des autres articles de la formule, qui sont :

Aliénations d'immeubles ;
 Aliénation de rentes et de capitaux ;
 Coupes extraordinaires de bois ;
 Emprunts ;
 Legs et donations.

Les totaux des recettes s'élèvent aux chiffres ci-après :

Recettes constatées au dernier compte.....	Fr.	9.218 55
— proposées par le maire.....		8.584 55
— — par le conseil municipal		8.609 65
— — par le sous-préfet.....		11.647 55
— admises par le préfet.....		11.647 55

Le titre II est consacré aux dépenses.

Le chapitre premier vise les dépenses ordinaires.

On lit dans le tableau-formule :

NATURE des DÉPENSES	DÉPENSES constatées au dernier compte	DÉPENSES PROPOSÉES PAR LE			CRÉDITS alloués par le préfet
		MAIRE	CONSEIL MUNICIPAL	Sous-Préfet	
Abonnement au bulletin des lois	6 »	6 »	6 »	6 »	6 »
Frais des registres de l'état-civil.....	96 65	100 »	100 »	100 »	100 »
Frais d'impressions.	6 »	6 »	6 »	6 »	6 »
Timbre du compte de gestion.	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »
Timbre du livre des produits divers.....	6 »	6 »	6 »	6 »	6 »
Remises sur impositions....	96 55	49 65	49 65	49 65	49 65
Frais de bureau.....	350 »	350 »	350 »	350 »	350 »
Traitement du secrétaire....	800 »	800 »	800 »	800 »	800 »
Traitement du garde-champêtre.....	500 »	500 »	500 »	500 »	500 »
Salaire de l'agent-voyer cantonal.....	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Traitement de l'instituteur..	800 »	800 »	800 »	800 »	800 »
Logement de l'institutrice...	»	350 »	»	»	»
Contribution des biens communaux.....	169 84	175 »	175 »	175 »	175 »
Loyer de la maison commune.	200 »	200 »	200 »	200 »	200 »
Entretien des propriétés....	100 »	215 »	215 »	215 »	215 »
Service des enfants trouvés..	26 »	30 »	30 »	30 »	30 »
Entretien des chemins vicinaux (cm).....	910 »	260 »	260 »	1.089 95	1.089 95
Dépense imprévues.....	150 »	150 »	150 »	150 »	150 »
Mentions manuscrites :					
Traitement du cantonnier ...	500 »	500 »	500 »	500 »	500 »
Remise du receveur municipal.	355 89	280 45	280 45	280 45	280 45
Entreprise des promenades ..	50 »	50 »	50 »	50 »	50 »
Répertoire administratif.....	6 »	6 »	6 »	6 »	6 »
Traitement de M. le vicaire..	700 »	700 »	700 »	700 »	700 »
Loyer des écoles.....	260 »	260 »	260 »	260 »	260 »
Compensation dans cession du presbytère ancien....	»	500 »	»	»	»
Logement du desservant....	»	»	»	500 »	500 »
TOTAL.....	6.491 93	6.397 10	4.947 10	6.871 05	6.871 05

Sur ce dernier article, il est observé qu'il y a un arrêté de mise en demeure.

Mentions sans chiffres en regard :

Frais de confection des matrices ;
 Frais de confection du rôle de prestation ;
 Traitement de l'agent de police ;
 Salaire du mandeur ;
 Salaire du ramoneur ;
 Traitement de l'institutrice ;
 Logement de l'instituteur ;
 Dixième du produit de l'octroi ;
 Frais d'administration forestière ;
 Abonnement au *Courrier de l'Isère* ;
 Abonnement au *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*.

Le chapitre II est consacré aux dépenses extraordinaires.

Une seule mention de la formule porte une indication ; il s'agit de l'emploi du rôle des prestations. La dépense constatée au dernier compte est de 2.921 fr. 50. Maire et conseil municipal la ramène à 2.700 francs, mais le sous-préfet (*idem* pour les crédits alloués par le préfet) la porte à 4.147 fr. 95.

On trouve enfin trois mentions manuscrites relatives aux pompes à incendie (984, 85-985) classement des archives (dépense créée, unanimité sur le chiffre de 50) et entretien des pompes. Même observation. Chiffre : 300.

L'ensemble est alors de l'ordre de :

Dépenses constatées au dernier compte.....	10.098 28
Dépenses proposées par le maire.....	10.422 10
— — conseil municipal	8.982 10
— — sous-préfet	12.354 »
Crédits alloués par le préfet (mention : alloué, chiffres du sous-préfet),	

On ne trouve aucune prévision budgétaire en face des mentions ci-après imprimées dans la formule :

Achat du dictionnaire des formules (11 fr.).
 — dictionnaire municipal (11 fr.).
 — code municipal annoté (11 fr.).
 — recueil des lois municipales (11 fr.).
 Supplément du dictionnaire des formules (7 fr. 50).

La situation financière s'établit de la façon ci-après :

	RECETTES	DÉPENSES
<i>Exercice 1842</i> : excédent de recettes..	6.579 32	—
<i>Idem</i> : restes à recouvrer et à payer....	554 93	1.397 11
<i>Exercice 1843</i> : Budget, Recettes et dépenses	16.640 20	17.485 95
<i>Idem</i> : Recettes et dépenses, Supplément sur 1843.....	1.144 30	1.382 40
<i>Exercice 1844</i> : Présent et budget, Recettes et dépenses	8.609 65	8.982 10
TOTAUX.....	33.528 40	29.247 56

De la balance de ces excédents il résulte un boni de. 4.280 80
(Sommes à mettre en réserve.)

Sommes disponibles pour prestation...	357 99
Centimes pour chemins.....	140 53
Don aux pauvres.....	20 »
Pompes à incendie.....	2.847 95
Sommes pour travaux d'utilité communale.	400 »

TOTAL **3.766 47**

Ainsi la situation financière de la commune présente un boni de..... 514 37

Dont il faut déduire les coupes de bois prévues au budget de 1844 dont les traites ne seront recouvrées qu'en 1845, dont il résulte un boni de. 514 37

En 1844, le maire de Villeurbanne est M. Poizat. Le 13 juillet, il délivra une copie conforme du budget qu'il signa.

Cette copie fut vue par Dode, sous-préfet de l'arrondissement de Vienne.

Ce budget avait été arrêté par le préfet de l'Isère, à Grenoble, le 30 octobre 1843. Copie conforme en avait été délivrée sous la signature de Robin, conseiller de préfecture, secrétaire général.

La dernière partie de la formule est consacrée aux recettes supplémentaires au budget de 1844. Des colonnes diverses sont affectées à :

- Dates des autorisations.
- Désignation des recettes (ou dépenses).
- Crédits ouverts.
- Observations.

Aucun chiffre n'est écrit dans les colonnes de cette dernière partie.

CHAPITRE XXI

La Crise Municipale de 1828

Avec le Récit de cette Crise on arrive aux Temps Modernes

La crise municipale de 1828, dont le maire Monavon sortit vainqueur, fonda le nouveau Villeurbanne.

Aussi cette date peut-elle être choisie comme terme de notre étude. Aller au delà serait faire l'histoire d'une cité moderne, qui rivalise avec celle de Lyon, malgré des ressources moindres, dans les créations sociales et dans les progrès d'un urbanisme chaque jour plus perfectionné.

Nous ne voulons, pour le XIX^e siècle, qu'indiquer quelques faits et dates, qui serviront comme de pierres d'attente à de futurs exposés :

En l'année 1827, une importante partie de la population de Villeurbanne menait une lutte contre son maire, le sieur Monavon.

Pour se faire une idée exacte des causes du conflit, il faut se reporter par la pensée à la situation d'alors de notre commune.

Selon les évaluations les plus optimistes, sa population ne dépassait pas alors le chiffre de 3.400 âmes, le seul centre existant était celui du vieux Villeurbanne (quartier de Cusset). Les Charpennes n'étaient qu'un « hameau excentrique ». Quant à la partie centrale du quartier actuel de la mairie, elle n'existait encore qu'à l'état de projet, dans l'esprit du maire.

Et c'était précisément ce projet qui divisait les habitants. Cette entreprise apparaissait comme extravagante et désastreuse. Ce prétendu « centre futur » était un désert, situé à l'extrémité méridi-

dionale de la commune, qui ne deviendrait jamais un bourg intéressant.

Le seul souci du bien public n'apparaissait pas aux opposants comme justifiant le projet, mais une plus-value serait gagnée par une petite propriété du maire et d'autres appartenant à ses amis.

Aussi plusieurs actes d'unions, passés par-devant des notaires de Villeurbanne (alors de l'Isère) et de Lyon, groupèrent 309 habitants, qui nommèrent douze mandataires pour mener la lutte ; voici les noms de nos douze anciens concitoyens : Amblard (Etienne-Joseph), Berger (Antoine), Bichon (Joseph), Delornage (André), Gacon (Claude), Garin (Matthieu), Gayet (Joseph), Germain (Jean-Joseph), Gorgeret (Jean-Baptiste-Pierre-Basile), Payet (Claude), Trux (Etienne), Trux (Jean-Claude).



La crise municipale de 1827 divisa la commune en deux camps, celui du maire, le sieur Monavon, et celui de Gorgeret, ex-notaire.

La lutte revêtit surtout une forme judiciaire : procès devant les tribunaux d'ordre civil et administratif. L'intrigue politique s'y fit aussi jour et il y eut aussi quelques actes de violence et échange d'injures.

Monavon était un négociant lyonnais qui avait acquis la Ferrière.

Gorgeret, l'ex-notaire, habitait la demeure bourgeoise, construite au XVIII^e siècle, toujours existante en face de l'église de Cusset (ancien pensionnat Vey).

Qu'était-ce donc cette place du Plâtre, devenue aujourd'hui place de la Mairie, important point de croisement ?

Avec M. A. PÉAN, on peut penser que plâtre n'a pas ici le sens ordinaire de gypse, mais celui de place *platearium*. C'est un emplacement autour d'une chapelle, d'une église, d'une croix, plus généralement un espace libre. Le mot celtique « lann » a le même sens. A Lyon, la place du Plâtre est la place de l'ancien confluent. En Forez, le nom est porté par les emplacements devant et autour des églises.

Sur ce point, on consultera :

M.-P. GRAS, *Dictionnaire du patois forézien*. V^o Plâtre. *Revue du Lyonnais*, 1869, p. 417. *Platearium* n'existe pas en cette signification dans le bas latin. DUCANGE donne *Platearii*, receveurs de droits de place. Plâtre s'est fait de *platea* sur ce sens indiqué par Grégoire de Tours. *Hist. franç.*, L. II, C. 31, « *velis pictis adumbrantur Plateoe ecclesie* ».

La crise municipale de 1828.

Dans un précédent chapitre nous nous sommes rendu compte des difficultés qu'éprouvaient les Consuls de la communauté pour réunir l'assemblée des trois ordres. Vint la Révolution qui modifia les formes administratives et substitua au Consul le maire et à l'Assemblée des Trois Ordres le Conseil municipal, enfin à la communauté la commune.

Malgré ces modifications, le gouvernement de notre petit village ne paraît pas être devenu plus facile et les querelles politiques prirent même une forme assez violente, il y a environ un siècle. Ce conflit nous est assez bien connu dans ses détails grâce à la publication d'un document qui s'intitule : « Pièces justificatives pour servir à la défense des habitants de Villeurbanne, département de l'Isère, contre les actes de spoliation et d'oppression exercés contre eux, en général, et contre douze d'entre eux, en particulier ». Ce petit opuscule renferme 38 pages et fut imprimé par M. Louis Perrin, imprimeur du Tribunal Civil, grande rue Mercière, n° 49, Lyon, septembre 1828.

La simple lecture des lignes qui précèdent fait déjà pressentir que la crise municipale de 1828 fut assez grave, compte tenu évidemment de l'exagération du vocabulaire juridique employé au cours de la procédure, cette crise ayant eu en effet un côté judiciaire.

Pour la bien comprendre il faut d'abord se faire une idée exacte de la situation topographique de notre commune à cette date. La première remarque qui vient à l'esprit est que, dans notre cas, comme dans beaucoup d'autres, il suffit de remonter à un nombre d'années relativement peu considérable pour être frappé du développement très faible de notre agglomération à cette date. Seul, en effet, existe le vieux quartier de Villeurbanne, c'est-à-dire actuellement Cusset. Les Charpennes ne constituaient alors qu'un faible hameau. Quant au centre actuel de notre commune, formé par le quartier de la mairie nouvelle, aujourd'hui présentant un développement assez considérable, il n'existe alors qu'à l'état de projet dans l'esprit du maire, M. Monavon.

Telle est précisément la raison dernière du conflit. C'est ce projet de création d'un nouveau quartier qui divisa les

membres du Conseil municipal et les habitants. On parlait alors de l'extension éventuelle de la commune en utilisant les terrains de la place du Plâtre (aujourd'hui place de la Mairie). On comprend que les propriétaires des maisons et des terrains situés à Cusset aient vu d'un très mauvais œil un déplacement et une extension du centre de population. Ils pouvaient craindre une dévalorisation possible de leurs fonds ou, du moins, un manque à gagner, tandis que belle partie était faite aux possesseurs de terrains situés dans le centre nouveau dont la création était envisagée par la municipalité.

Le plan du maire Monavon réussit, malgré son ampleur, et l'avenir lui a donné raison. Cet hommage rendu, il nous faut, avec ses adversaires, reconnaître que sa petite propriété était précisément située, ainsi que celles de quelques-uns de ses amis, dans le nouveau quartier projeté.

La querelle qui s'éleva fut vive. La population de notre village ne s'élevait alors qu'au chiffre de 3.400 âmes. L'unique paroisse (Saint-Julien-de-Cusset) avait reçu un vicaire qui aidait le curé à assurer le service, ainsi que celui de la chapelle des Charpennes, dont les bâtiments de l'époque ne pouvaient contenir que 400 personnes. Le nouveau centre moderne de la place de la Mairie n'avait ni mairie, ni église, ni aucune habitation. Les adversaires du projet n'y voyaient qu'un « désert ».

Le maire se rendait compte de l'extension croissante que notre commune était appelée à prendre. Il voulait donner à la commune une église « digne de son importance et de son objet ». Il voulait enfin construire cette église dans le centre de la population, au sud de Cusset, soit le quartier actuel de la place de la Mairie.

Mais écoutons l'opposition :

Elle ramène le chiffre de la population à 2.250 et estime que les bâtiments de la chapelle des Charpennes sont suffisants pour le service. Quant au futur bourg projeté, elle y voit un désert où sont situées la petite propriété du maire et celles de quelques-uns de ses amis qui espèrent gagner une plus-value. D'autres documents que le petit opuscule déjà cité qualifient même ces propriétés de « mauvaises luzernières ». A cette époque le cimetière de Villeurbanne est situé contre

la vieille église de Cusset et le maire est accusé de venir troubler le repos des morts qui y dorment.

L'opposition avait pour chef un ancien notaire qui, d'après M. Monavon, était suspect dans sa conduite. C'était le sieur Jean-Baptiste-Pierre-Basile Gorgeret. Tel est l'adversaire qui va se camper en face de M. Monavon. Procédurier dans l'âme, Gorgeret fit dresser des actes d'union de 369 habitants au cours des mois de juillet et septembre 1827. Aux termes de ces actes, il reçut un pouvoir général avec quelques autres de nos compatriotes déjà cités.

Pour lutter contre une telle mobilisation de forces adverses, le maire Monavon se trouva dans la nécessité première de constituer un trésor de guerre. Afin de se procurer des ressources, il eut l'idée d'affermir les communaux du Grand-Camp pour le prix annuel de 8.000 francs et sous condition que les preneurs effectueraient la plantation de 6.000 pieds de peupliers. L'opposition allait naturellement critiquer et le principe du contrat et ses modes d'exécution. Nous devons observer qu'alors certaines conventions qui régissent les limites modernes de Villeurbanne vers l'actuelle région du Parc, n'avaient pas encore été signées et que notre commune avait certains droits sur des terrains aujourd'hui rattachés à la ville de Lyon.

Les adversaires du maire commencèrent par taxer sa mesure d'illégale. Ils parlèrent d'usurpation et, joignant le geste à la parole, de dévoués concitoyens comblèrent nuitamment les fossés préparés pour effectuer les plantations des arbres. En même temps on élevait un conflit de juridiction pour savoir si les actes du maire relevaient du Tribunal civil ou du Conseil de préfecture, dont la compétence s'étend aux arrêtés.

Rien n'est plus curieux à suivre que les détails du conflit, recherches de documents historiques, interprétation de textes administratifs, intrigues politiques et parlementaires, rien n'y manque. On voit l'ex-notaire intriguer à Paris de son côté, tandis que, du sien, le maire implore la protection du comte de Q... (ainsi qualifié dans l'acte), pair de France. On jeta dans le débat le texte d'un arrêté du préfet de l'Isère du 20 Germinal an XII, ordonnant le comblement de fossés, mais il s'agissait de précautions prises contre les déviations du cours

du Rhône qui auraient utilisé ces tranchées ainsi ouvertes. Quoi qu'il en soit, l'acte est signé du préfet Fourrier et de Beaufort, secrétaire général.

On parla aussi d'une classification des chemins faite le 9 septembre 1823, par M. Poizat, maire de Villeurbanne. Le 23 septembre, un extrait fut délivré conforme aux registres.

On parla enfin d'une délibération du Conseil municipal du 8 mars 1826. Longtemps, la salle du presbytère fut réservée pour la mairie, mais en 1828, cette salle était dans un état de dénuement tel que le maire Monavon, extraordinairement, au cours de cette petite lutte, réunit le Conseil à son domicile.

L'opposition publia un long mémoire. Nous en reproduisons ci-après l'importante pièce N° XVIII^e et dernière. On se demande comment l'opposition pût se procurer ce brouillon. On appréciera aussi le ton des notes qu'elle place en renvoi au texte.

Brouillon autographe d'une lettre du faux électeur Monavon à M. de Q***, son candidat, où il implore sa protection contre la commune pour prix de ses services aux dernières élections.

2 Février 1828.

A M. le comte de Q*** (1), pair de France,

Monsieur le Comte,

Auriez-vous la bonté de vous rappeler un pauvre maire de village que vous daignâtes, aux dernières élections, combler des témoignages les plus honorables et les plus flatteurs de votre bienveillance et de votre protection ?

Votre éminente vertu et votre noble caractère m'autorisent à l'espérer, c'est pourquoi je prends la liberté de recourir à vous.

J'ai eu la mauvaise (2) pensée de vouloir donner à une population de trois mille quatre cents âmes (3) que comporte ma com-

(1) Par respect pour les personnes nous ne conservons ici que la lettre initiale des noms. (Note des opposants, ainsi que toutes les suivantes.)

(2) Ce mot, le seul vrai dans cette œuvre de ténèbres, est souligné par l'auteur.

(3) La population réelle n'est que de quatre cent cinquante chefs de famille, ce qui suppose une population réelle de deux mille deux cent cinquante habitants, à raison de cinq individus par famille. Tout le reste est de l'invention du Maire et n'a été qu'une jonglerie imaginée par lui pour dominer un Conseil municipal rebelle à ses extravagantes et désastreuses entreprises, en le faisant doubler, sous prétexte d'une population de trois mille quatre cents âmes, par une fournée d'hommes à sa dévotion.

mune, une église digne de son importance et de son objet, en remplacement d'une chétive chapelle qui peut à peine contenir quatre cents personnes, et qui est située dans le hameau le plus excentrique (1).

J'ai eu aussi la mauvaise pensée de vouloir la placer dans le centre de la population (2), c'est bien réellement que cette pensée a été mauvaise, puisqu'elle a produit le désordre qui m'afflige et me met dans la nécessité de réclamer votre protection (3). Pour avoir les moyens de construire une église et de procurer à ma commune quelques-uns des établissements que réclament ses besoins, tels par exemple que des écoles chrétiennes qui, nulle part, ne furent d'une nécessité plus impérieuse qu'ici (4), il a fallu bien des ressources à la commune ; elle possédait de très vastes communaux qui n'étaient profitables qu'à une très minime partie des habitants et que le Rhône dévorait (5). Le Conseil avait antérieurement voté la vente d'une portion considérable de cette belle propriété, afin d'en appliquer le produit à la réparation de la chapelle ; j'eus la pensée de conserver la propriété de la commune ; je proposai au Conseil de l'affermir, il accepta ma proposition (6), toutes les formalités légales furent suivies et approuvées par M. le Préfet (7) et le 5 novembre dernier un bail authentique en fut passé et assura à la commune six mille francs de rente pendant neuf ans, une plantation de cinq à six mille pieds de peupliers, l'amélioration et la prospérité du pays (8).

(1) La prétendue chapelle est une église en fort bon état, entourée d'un terrain libre et communal, sur lequel il serait aisé de l'agrandir s'il en était besoin, mais qui a toujours suffi au service, et qui ne laisse plus rien à désirer depuis que Monseigneur l'Evêque a donné un vicaire à la paroisse. Le hameau des Charpennes est d'ailleurs très voisin de l'église de la Guillotière. (? Plus de deux kilomètres, à vol d'oiseau, en réalité.)

(2) Ce prétendu centre est maintenant un désert dont le sieur Monavon prétend faire quelque jour un bourg intéressant, et qui est situé à l'extrémité méridionale de la commune. Mais sa petite propriété et celles de quelques-uns de ses amis, situées dans le voisinage, y gagneraient une plus-value avouée par lui-même dans un de ses prospectus. Voilà une partie du secret, le reste est dans l'espoir d'utiliser certaines industries qui s'accommodent toujours à merveille des grandes entreprises dans des campagnes placées loin des regards de l'autorité.

(3) On n'a besoin ni de protection, ni d'intrigue quand on s'occupe réellement du bien public.

(4) Villeurbanne, situé à un quart de lieu de Lyon, n'a besoin ni d'hospices, ni de ces établissements ambitieux auxquels le sieur Monavon semble attacher un prix si hypocrite. Cette commune toute rurale ne connaît pas ce genre de besoin : l'Hôpital général de Lyon lui est ouvert.

(5) Qu'en fera-t-il si le Rhône les dévore ?

(6) Fausseté indigne ! La délibération, altérée par lui, n'a pas été signée.

(7) La seule formalité légale est une décision de Roi. On s'en est passé.

(8) Les trois quarts des habitants repoussent cette félicité par une opposition authentique, et savent mieux que l'ennemi de leur commune, ce qui leur convient.

Dès lors, l'administration eu la certitude de pouvoir successivement créer tous les établissements que réclame sa belle position et son importance : *inde iræ*.

J'ai été attaqué et traduit devant les tribunaux à raison de cet acte administratif ; M. le Préfet a élevé le conflit et le Conseil d'Etat en est saisi (1) ; mais l'affaire, quant au fonds se trouve portée devant Son Excellence le Ministre de l'Intérieur, sur le rapport duquel une ordonnance royale doit valider ou invalider la délibération du Conseil municipal (2).

Tel est, M. le Comte, la situation qui me force d'implorer votre assistance (3) ; car je ne dois pas vous cacher que j'ignore ce que M. le Préfet de mon département fait dans l'intérêt de cette affaire.

L'opposition qui me tracasse se fonde sur celle de la Chambre, qui fait en ce moment trembler tous les honnêtes gens (4). Des agitateurs salariés par elle sont partis pour Paris ; l'un d'eux est un ex-notaire quasi flétri par la loi, mais qui l'est par ses mœurs, ses principes et sa conduite. Je sais qu'il compte sur la protection de M. J***, député de Lyon, et consorts (5), et de celui qui me causa tant de chagrins à Crémieux, le 20 novembre dernier (6).

Dans cet état de choses, M. le Comte, vous daignerez sans doute excuser la liberté que je prends de venir vous importuner en ce moment, où des intérêts d'une bien autre importance vous occupent ; mais puisque de méchants paysans mettent en jeu l'opposition de la Chambre basse, un pauvre magistrat n'est-il pas excusable d'appeler à son secours un membre de la Chambre haute ? (7).

(1) Le Conseil d'Etat a rejeté le conflit, quant à la question de la propriété des arbres, il ne l'a admise pour les communes qu'en blâmant le Préfet d'avoir prononcé la suspension des poursuites des habitants, et en reconnaissant, comme les habitants eux-mêmes, que le Roi seul peut statuer.

(2) Aucune communication n'a encore été faite d'une telle demande aux habitants ; mais ils sauront invoquer eux-mêmes cette autorité tutélaire.

(3) Un Maire, nous l'avons déjà dit, n'a nulle assistance à implorer par des sollicitations clandestines, quand il suit la ligne de ses devoirs et d'une bonne conscience.

(4) Entendez-vous l'infâme calomniateur ?... Jugez à ce trait de l'esprit et de l'audace du personnage ! Jugez comment celui qui traite ainsi l'une des trois parties du pouvoir souverain, traite un pauvre village.

(5) Et consorts : entendez-vous l'insolent ?

(6) M. S..., qui le fit connaître et je crois chasser comme faux électeur ; ce qui n'empêcha pas le sieur Monavon de réparaître et de voter en faveur et sous la protection de M. de Q..., à qui il demande ici le digne prix des honteux services que M. de Q... ne lui avait certainement pas demandés.

(7) Remarquez encore cette opposition de chambre basse, en parlant de la nouvelle Chambre des Députés ; et de chambre haute, langage aussi indécent qu'intelligible, quand son auteur vient de dire que ce qu'il appelle chambre basse fait trembler tous les honnêtes gens. Le sieur Monavon est maintenant connu, et ses œuvres sont faciles à apprécier.

Permettez- moi de le dire, M. le Comte, si je succombe en cette circonstance, je ne pourrai pas ne pas trembler pour tout ce qui est sacré et légitime. *Si parva licet componere magnis.*

Qu'il me soit permis, M. le Comte, que vous daignerez, en faveur des motifs, excuser ma démarche et agréer l'assurance des sentiments de considération, de respect et de dévouement avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Comte...

L'an 1827, le 23 décembre, à 11 heures du matin, le Conseil se réunit. Le maire préside, entouré de 19 conseillers, M. Lagrive est nommé secrétaire.

Tout à l'esprit d'offensive, le maire fait approuver ses décisions, donnant aux chemins des noms particuliers propres à porter à la postérité les noms des hommes qui ont favorisé l'affermage du Grand-Camp. Des plantations de peupliers sont aussi autorisées.

Dans le *Journal du Commerce*, N° 645, il avait été inséré une lettre de M. Gorgeret qui contenait, selon le maire, « un grand nombre d'assertions qui s'éloignaient de la vérité ». Justification fut adressée. Le maire terminait : « L'accès du Grand-Camp sera rendu facile. Deux ponts sont nécessaires. Ils seront faits incessamment. »

Rappelons que M. Gorgeret habitait au centre même de Cusset, et le maire Monavon, négociant à Lyon, à la Ferrandière. Ces localisations expliquent en partie les raisons de la lutte.

Voici quelques pièces se rapportant aux faits précités :

Archives départementales de l'Isère.

1830 : Lettre du maire Monavon au préfet de l'Isère, au sujet de la population. Double page.

Le maire avait doublé son Conseil municipal. Il se basait sur l'accroissement de la population. Mais il y eut du « tirage » si l'on nous permet cette expression, avec la sous-préfecture à Vienne). De là les affirmations du préfet à son subordonné que tout était parfaitement légal.

Mais le document précité, lettre directe du maire au préfet, nous montre notre habile magistrat municipal préparant quelque peu les voies. Il a compris l'attitude de Vienne. Le salut lui apparaît dans l'enquête de l'arbitre choisi en haut lieu, en l'espèce le juge de paix. Le sous-préfet devait ne pas désirer cette enquête. Le maire écrit « pour se conformer aux intentions de M. Luc, je me suis hâté d'écrire à Monsieur le sous-préfet,

le 30 du mois dernier (décembre 1829) pour le prier d'autoriser M. le juge de paix à vérifier et certifier la sincérité du recensement de ma commune.

« Mais le sous-préfet a sans doute et raisonnablement pensé que cette demande venant de moi n'était pas légale, aussi il n'y a point obtempéré (*sic*). Cependant, Monsieur le Préfet, comme d'après M. Luc, rien ne doit être fait dans la commune sans qu'au préalable ce recensement ait été reconnu légal, comme je le crois tel, revêtu de ma signature et jusqu'à inscription de faux, je prends la liberté de vous en adresser le tableau contenant les observations qui peuvent servir à en prouver la sincérité.

« J'ai l'honneur d'être, avec la considération la plus respectueuse, Monsieur le Préfet, votre très humble et très obéissant serviteur »

La pièce porte, en haut, à droite, la mention : « Répondu le 20 de la main de M. le Préfet, V. dans mon bureau la minute qui a été gardée de sa lettre. »

A la fin de la pièce, est apposée la signature de Monavon.

Archives départementales de l'Isère. Brouillon de lettre du préfet de l'Isère, en date, à Grenoble, du 25 janvier 1830, au sous-préfet de Vienne, affaires communales de Villeurbanne. Avec copie d'une lettre de Son Excellence le ministre de l'Intérieur, adressée par lettre du 24 novembre 1829 l'invitant à instruire les diverses affaires qui se rattachent aux débats qu'a fait naître la mise en ferme des communaux de Villeurbanne.

On voit, dans ce document, que le point le plus grave était la légalité du doublement du Conseil municipal, tous les actes de l'administration du maire étant basés sur la délibération de ce Conseil dont la validité dépendait de la régularité de sa composition.

On soutint dans le débat que la population ne s'élevait pas au nombre prescrit pour autoriser le doublement du Conseil. Il faut donc déterminer exactement la population de Villeurbanne.

Le préfet a reçu l'état du maire Monavon, état dressé « par hameau (*sic*) ». Son exactitude est contestée. Un recoupement doit être exécuté, le maire y restant étranger. Le juge de paix s'y prêterait volontiers, en le faisant aider par un certain nombre d'habitants pris hors du Conseil municipal.

Cet état donne de précieux renseignements. Il porte le même sceau, précédemment décrit. Il a pour titre : Etat numérique de la population par quartiers de la commune de Villeurbanne, au 1^{er} janvier 1830, d'après le recensement fait pendant le quatrième trimestre 1829, avec indication du nombre des ménages. Certifié véritable et sincère par Nous, maire de la Commune de Villeurbanne, le 12 janvier 1830. Signature.

DÉSIGNATION DES QUARTIERS	NOMBRE	
	DE MÉNAGES	POPULATION
Maisons-Neuves	296	1.418
Genas	61	281
Crémieux (route de)	74	267
Cusset	44	192
Cornavent (rue) (act. r. Pierre-Baratin).	66	252
Buers (chemin des)	74	313
Rue Neuve (des Charpennes).....	87	294
Charpennes	101	437
TOTAL GÉNÉRAL.....	803	3.454

OBSERVATIONS

La population de la commune, d'après le recensement fait dans le premier trimestre 1826, adressé à la préfecture le 26 octobre, même année, était de 3.334.

Depuis cette époque, et jusqu'au 1^{er} janvier 1830, les naissances ont excédé les décès de 118.

Le rôle des prestations de 1830 se compose de 555 articles dans lesquels ne sont pas compris :

1° Les veuves, d'après les instructions de M. le Préfet et quoi-
qu'au rôle des contributions 88 (*sic*) ;

2° Les journaliers en ménage (*sic*) : 95 ;

3° Les ouvriers en ménage (*sic*) : 63.

Total égal au nombre des ménages : 803.

La population flottante se compose de 120 personnes existant dans les divers pensionnats, et des ouvriers disséminés dans divers établissements.

On allait construire la nouvelle église de Villeurbanne (1835). Nous avons quelques détails sur la délibération du Conseil de Fabrique. La population de Villeurbanne s'étendant du côté des Maisons-Neuves, le Conseil de Fabrique délibéra, le 21 juillet 1835, sur la construction d'une nouvelle église sur la place du Plâtre ou Dauphine (1), comme étant le point le plus facile pour réunir tous les quartiers, faire cesser les divisions et éteindre des haines trop longtemps alimentées.

Au sujet de la nouvelle église de Villeurbanne intervinrent les délibérations du Conseil municipal.

(1) Actuellement de la Mairie. Rappelons le sens ancien de plâtre : point de vue.

On lit dans les registres municipaux de la commune de Villeurbanne :

« Le 29 décembre 1835, le Conseil municipal, considérant que la construction d'une nouvelle église, sur la place du Plâtre (actuellement place de la Mairie), donnera de la valeur à la propriété : « La côte » qui, dans ce moment, est absolument improductive et de peu de valeur.

Considérant enfin que l'église projetée sera entièrement construite avec les deniers provenant d'une souscription volontaire ;

Déclare que sans s'opposer à des réparations indispensables à l'ancienne église, il vote la construction d'une nouvelle église sur la place du Plâtre ou sur un terrain contigu qui sera acheté par les souscripteurs. »

CHAPITRE XXII

La Révolution Féminine

Le vieux Centre avait été remplacé par un nouveau, qui avait été doté d'une nouvelle Paroisse. Cette dernière allait-elle absorber l'Ancienne ?

Il y a à peine un siècle notre village ne comptait que quelques centaines d'habitants. Le centre principal était Cusset, auquel il fallait ajouter le hameau des Charpennes et celui de la place Dauphine, alors naissant.

Entre ces diverses fractions de la population de pressants besoins se faisaient sentir en matière d'instruction, d'établissements hospitaliers, d'église moderne.

En ce qui concerne ce dernier besoin, la vieille église délabrée de Cusset ne pouvait satisfaire une population grandissante et, pour accorder tout le monde, on décida d'en bâtir une nouvelle dans le nouveau centre, œuvre qui fut rendue possible par des subventions diverses.

Cela ne fut pas du goût du Conseil paroissial de Cusset, non plus que d'une fraction importante du Conseil municipal, et, malgré une lutte entre divers chefs de clans opposés, de vibrants discours dans des enceintes diverses, le nouveau centre fut créé et allait menacer l'ancien dans son existence même.

Ce dernier ne manquait pas de défenseurs. En style épique, on évoquait le vieux cimetière, toujours alors autour de la vieille église « où dormait la cendre des ancêtres » dont on

voulait troubler le repos. On vantait les charmes du vieux presbytère « qu'eussent enviés les Fénelon, les Cheverus ».

Le « projet coupable » (celui d'anéantir le vieux centre) avançait toujours (1).

Enfin, tant par accord de l'ordonnance de l'archevêque de Grenoble que par arrêté du préfet de l'Isère, la vieille église fut interdite au culte.

Malgré cet accord parfait des deux ordres d'autorité, il faut croire que l'heure de la mort de la vieille paroisse n'était pas encore venue, car une révolution locale et féminine allait changer le cours des événements.

Les délibérations fatales dataient du 11 juillet 1835. En 1837, une délibération du Conseil de Fabrique décida que tous les objets mobiliers, vases sacrés, ornements, tableaux, etc. seraient enlevés et immédiatement transférés à la nouvelle église.

Après l'arrêt de mort, c'était bien le dépouillement pour le vieux sanctuaire.

Mais de telles mesures déchaînèrent les fureurs de l'âme populaire, alors surtout qu'il fallait procéder à l'enlèvement des cloches, symbole de l'indépendance des paroisses, comme celles des beffrois des hôtels de ville le sont de l'indépendance des cités.

Les habitants de Cusset s'opposèrent par la force à l'enlèvement des cloches. Ils refusèrent les clefs de l'église et du presbytère au curé de la Nativité, la nouvelle paroisse, ainsi qu'au trésorier de la Fabrique (Conseil paroissial de la Nativité).

C'est alors que le maire, Primat, fit sommation.

Et on procéda par la violence légale.

Alors éclata une révolution locale, œuvre surtout des femmes. Une grande manifestation s'organisa pour aller reprendre les cloches et elle fut couronnée de succès. Et dans la vieille église, désormais vide, les cloches furent cependant réintégrées.

Il faut croire qu'avec elles était aussi revenue l'âme de la vieille paroisse, car quelques années plus tard (en 1862) le clergé fit à nouveau son apparition et depuis cette date, dans une vitalité sans cesse accrue en elle, et autour d'elle, par de

(1) Archives de famille communiquées par la famille Monpeyroux.

nouvelles érections de cure, la paroisse Saint-Julien de Cusset continue le cours de ses destinées séculaires.

M. PERRIER apprécie ainsi ces événements :

« La population de Villeurbanne s'étendant du côté des Maisons-Neuves, le Conseil de Fabrique délibéra, le 21 juillet 1835, la construction d'une nouvelle église sur la place du Plâtre ou Dauphine, comme étant le point le plus facile pour réunir tous les quartiers des Charpennes et Cusset (mais la majorité des membres du Conseil habitait Cusset et n'était pas favorable au projet), faire cesser les divisions et éteindre des haines trop longtemps alimentées.

« Les souscriptions et subventions de l'Etat ayant permis l'érection de la nouvelle église, un arrêté du préfet de l'Isère et une ordonnance de l'évêque de Grenoble reconnurent comme église paroissiale celle érigée sur la place du Plâtre et interdirent au culte la vieille église de Saint-Julien, qui était alors dans un état général de dégradation.

« En 1837, le Conseil de Fabrique décida que tous les objets mobiliers, vases sacrés, ornements, cloches, tableaux, etc... devaient être immédiatement transportés de l'ancienne à la nouvelle église ; mais les habitants de Cusset s'opposèrent énergiquement à l'enlèvement des cloches qui, disaient-ils, leur appartenaient. Les habitants des Maisons-Neuves, ajoutèrent-ils, appartiennent tous à la classe aisée et peuvent payer leurs cloches, s'ils en veulent.

« Les détenteurs des clefs de l'ancienne église et du presbytère refusèrent de les remettre au curé de la Nativité ou au trésorier de la Fabrique, malgré les sommations du maire, M. Claude-François Primat (père de M. Antoine Primat, né à Villeurbanne, place de la Mairie, qui a donné son nom à une rue de notre commune) (1).

« Ce fut une révolution locale et féminine quand les cloches furent enlevées de force. Tous les habitants de Cusset, femmes en tête, allèrent manifester devant la nouvelle église.

« Finalement, l'église de Cusset resta fermée ; mais les cloches furent réintégrées.

« Réouverte en 1862, la vieille église de Saint-Julien, jadis vénérée des marins et construite par eux, autrefois cure de l'archiprêtre des Suburbes, n'est plus aujourd'hui que succursale de la Nativité ; elle est propriété communale. »

Que reste-t-il, en l'état actuel, de l'ancienne paroisse et de l'ancienne communauté ?

L'ancienne communauté avait son centre de population

(1) M. A. Primat, qui fut maire de Villeurbanne, fut aussi avoué près le Tribunal Civil de Saint-Etienne et maire de cette ville, où il est décédé en 1892, laissant une nombreuse descendance.

dans ce qui n'est plus de nos jours que le quartier de Cusset, l'un des quartiers, le plus vieux de la commune. Il y subsiste la vieille place et la vieille église, mais le vieux village de Villeurbanne a perdu son nom, qui est allé dans la langue courante au nouveau centre élevé par Monavon, en 1830, le quartier actuel central et moderne de la Mairie, possédant une vaste place (ex Dauphine, ex du Plâtre) en bordure de laquelle s'élèvent, presque en face l'un de l'autre, la nouvelle église paroissiale et le récent hôtel de ville.

Le vieux village de Villeurbanne a pris le nom de Cusset.

En résumé, le vieux centre subsiste, réduit au rôle de simple quartier, partie ancienne de la nouvelle commune, avec le nom nouveau de Cusset.

La communauté de Villeurbanne avait son église paroissiale. La paroisse était très ancienne.

Paroisse et église sont aujourd'hui toujours existantes. Mais la paroisse voit son territoire sans cesse resserré par la création de paroisses nouvelles voisines, la dernière (1928) étant celle de la Sainte-Famille de Croix-Luizet.

L'église paroissiale subsiste, dans son état traditionnel et ne paraît pas en principe menacée dans son existence, même par le prolongement du cours Emile-Zola, qui cependant modifierait profondément l'aspect ancien du vieux village sans répondre, à notre avis, à de grandes nécessités et au prix de dépenses énormes. (1)

Rappelons, pour être complet, que la paroisse ancienne relève de la nouvelle où est l'archiprêtre et qu'elle est comprise dans le diocèse de Grenoble et non plus dans celui de Lyon.

Les assemblées des anciennes communautés se réunissaient, comprenant tous les habitants, hommes et femmes, théoriquement tout au moins, soit dans les églises, soit dans les halles, soit sur les places. Pour Villeurbanne, les réunions avaient lieu sur la place. Les assemblées étaient nom-

(1) On ne peut cependant méconnaître, du point de vue de l'urbanisme, l'intérêt du projet, qui, avant la guerre, fut à la veille d'être réalisé, sans grands frais, et n'échoua que dans des conditions demeurées peu expliquées. C'est la future « avenue de la Soie ».

breuses; la place existe toujours, il n'y a plus d'assemblées.

Avec la création des communes dont le Conseil comprenait relativement peu de membres, il a été possible de songer à loger ces conseillers élus. On créa pour eux la salle de réunion, la mairie. Notre histoire locale montre que ce fût, au début, le presbytère, encore est-il tellement dénudé que Monavon réunit le Conseil à son domicile (le château de la Ferrandière).

La maison de Gorgeret, le grand adversaire du maire Monavon, qui devint maire lui-même, semble avoir été aussi siège de la mairie (1). Puis le siège des assemblées municipales émigra vers le nouveau centre et, après avoir occupé des emplacements successifs, fut définitivement installé dans l'actuel bâtiment moderne, placé dans un centre important, mais déjà insuffisant pour les besoins grandissants de l'administration d'une aussi vaste commune. On a dû élever une nouvelle construction, assez élégante et très bien située sur le boulevard Eugène-Réguillon ; les services de la justice de paix et de la voirie et quelques autres y ont leurs sièges.

En définitive, le pouvoir purement civil de l'ancienne communauté s'est transporté dans le nouveau quartier, qui hérite de l'ancien. Au sommet de la façade de la mairie moderne se dresse l'arcade abritant les cloches de la commune et dans un fronton proche est sculpté le blason de l'antique Villa-Urbana.

(1) La maison existe toujours, en face de la vieille église ; elle date de la seconde moitié du xviii^e siècle.

CHAPITRE XXIII

La Prairie, les Broteaux

L'Extension de la Ville sur la rive gauche du Rhône

L'extension de la ville de Lyon sur la rive gauche du Rhône s'affirme chaque jour davantage et il suffit de suivre les annales de la cité pour voir que, peu à peu, d'importantes institutions, monuments, administrations, œuvres diverses émigrent du centre vers l'est de la ville, au delà du fleuve.

Ce mouvement est commencé depuis longtemps, mais il se continue et s'amplifie. La préfecture, les Facultés ont eu sur la rive gauche de nouveaux palais. Récemment les bâtiments de la justice militaire quittaient la vieille prison des Recluses pour venir s'installer dans les dépendances transformées de l'ancien fort de Villeurbanne et presque au même moment on inaugurait la nouvelle manufacture des tabacs.

Nous nous en tiendrons à ces rappels, ne voulant pas dresser une liste, mais nous ajouterons qu'il est agréable de constater que c'est aussi sur la rive gauche, devant l'église de la Rédemption, que la municipalité lyonnaise a concédé l'emplacement sur lequel le Comité du monument de Jeanne d'Arc a élevé une artistique statue équestre de l'héroïne nationale. Si, comme l'a dit un préfet lors de la récente inauguration d'une des bornes jalonnant la route suivie par la Libératrice, on ne peut rien ajouter à la gloire de Celle qui est la Gloire elle-même, il n'en faut pas moins souligner la jus-

tesse de la remarque de M. Herriot, disant que cet emplacement était un des plus convenables de la ville. Ces quartiers cependant ne sont pas anciens et bien des Lyonnais, nos contemporains, se souviennent d'avoir vu leurs pères, sur ces territoires occupés par des lônes, chasser les bécassines.

On a même pu pronostiquer que, suivant une évolution observée en Amérique, le centre de Lyon serait monopolisé par des bureaux et des magasins de vente, et que l'animation se porterait ailleurs, et, probablement, sur la rive gauche du Rhône (1).

On peut même observer, dès notre époque, le commencement d'un mouvement de peuplement non plus, comme au début du XIX^e siècle, sur la proche rive gauche, mais à plusieurs kilomètres à l'est, sur la ligne même des balmes, points extrêmes atteints par les anciens villages et jadis abandonnés.

En ce sens, on peut citer les nouveaux quartiers de Monplaisir, du nouvel Hôpital, des nouveaux bâtiments de la Faculté de Médecine, etc.

Le moyen le plus simple et le plus exact de suivre le développement de la Guillotière et des Brotteaux est de consulter les divers plans officiels ou privés de la Ville et des environs dressés au cours du XIX^e siècle et même antérieurement, bien que le développement ne date pas encore d'un siècle.

On conserve à la Bibliothèque de la Ville des travaux fort intéressants, dont certains comprennent aussi la commune de Villeurbanne et dont quelques-uns proviennent du fonds COSTE.

Dans le cadre restreint de notre exposé, nous ne pouvons pas entrer dans le détail des noms divers, mais nous appellerons l'attention sur le plan DARMET, de 1834, travail très intéressant, contenant le plan de la Ville, partie centrale et aussi celui de la Guillotière et des Brotteaux, plan affiché dans la grande salle de la Bibliothèque.

A nous borner aux indications générales, on voit que la Guillotière est assez développée et, sur un autre emplacement, que l'exécution du plan de construction dans les Brot-

(1) Des déplacements analogues s'observent dans le passé : on a cité des cas pour Paris qui ont motivé des attaques de commerçants contre les municipalités. A Lyon, le cours d'Herbouville était jadis un centre très fréquenté, avant le percement d'autres rues.

teaux se poursuit. Mais entre les deux agglomérations, l'une vieille, l'autre naissante, s'étend un espace vide, que sillonnent les anciens chemins, aux directions tortueuses, reliant les vieux domaines ou quelques monuments récents, comme celui élevé aux Victimes du Siège (ancien monument, à la forme pyramidale). En particulier, à la Guillotière, la rue de la Vierge (Notre-Dame de Béchevelin), celle des Passants sont parfaitement indiquées ainsi que le vieux chemin des Trois-Pierres, qu'aucune construction ne borde (actuelle rue des Trois-Pierres) et qui est l'ancien tracé de la vieille voie romaine de la rive gauche, à son arrivée à Lyon.

Ce vaste emplacement intermédiaire est la Prairie, nom symbolique. Il est vide de constructions. Ainsi, entre les Brotteaux, nouveau quartier, et l'ancien bourg de la Guillotière, on ne trouve pas d'agglomération.

Mais cette situation va bientôt se transformer et la prairie, se peuplant, on assiste à une extension générale.

On arrive ainsi au peuplement des nouveaux quartiers : la Prairie, les Brotteaux.

En 1820, deux ponts, celui de la Guillotière et le pont Morand relient les rives du fleuve. Au bout de chaque pont se dresse une agglomération : au bout du pont du Rhône celle de la Guillotière, à la physionomie déjà signalée, et au bout du pont Morand celle des Brotteaux.

Le terrain des Brotteaux, simple terrain « pour brouter », fut l'objet d'un plan d'extension et fut à peu près exécuté comme il avait été prévu.

Entre les deux agglomérations s'étend « la Prairie » où se distinguent surtout les cultures de la ferme de la Part-Dieu.

Si le plan de construction en bordure des artères fut réalisé aux Brotteaux, on imagine que les édifices du début étaient assez pauvres, comme divers documents iconographiques le prouvent. Les Brotteaux eurent, à l'origine, un caractère de lieu de plaisir ; la population lyonnaise s'y rendant aux jours de repos. Certains établissements jouirent d'une célébrité assez considérable. Un refrain populaire :

Allons aux Brotteaux, ma mie Jeanne,
Allons aux Brotteaux, car il fait beau, etc...

nous reporte à cette ancienne situation.

Aux Brotteaux, dans une zone alors déserte, située proche de l'intersection actuellement formée par le cours Lafayette et de la rue Vendôme, furent mitraillés les Lyonnais massacrés en haine de leur attachement à l'ancien ordre établi. On lira des détails sur ces atrocités dans MEIFRED, citant un témoin. Une cérémonie expiatoire eut lieu, dans la suite. Un cénotaphe fut élevé, que des gens sans aveux brûlèrent dans la nuit qui suivit. On a érigé depuis un monument du souvenir qui, dans sa première forme, affectait la forme d'une pyramide. Par suite du percement d'une artère nouvelle, le monument fut déplacé et reconstruit dans le goût romano-byzantin.

Sur les listes des exécutés, on lit, à regret, les noms de sexagénaires.

En 1833, les ossements des victimes furent pieusement recueillis, ainsi que l'atteste une ancienne inscription gravée sur pierre. On les déposa dans un caveau et ils se trouvent actuellement dans la crypte du dernier monument.

La chapelle expiatoire est desservie par des religieux aumôniers.

A l'entrée de la chapelle sont élevés, de chaque côté, deux monuments, urnes funéraires de grandes dimensions, l'une portant le nom du général Précý, au pied de laquelle se voient sa couronne de comte, sculptée dans le marbre et son blason (lion et tour) ; l'autre est réservée aux victimes du siège de Lyon (1793).

Des listes manuscrites (*Loupy fecit*, 1869) étaient autrefois affichées. Elles ont été remplacées par des listes imprimées copiées sur les précédentes, contenant plusieurs milliers de noms ; encore fait-on observer que sont laissés de côté les noms des personnes périés avant le siège, et dans la sinistre journée du 29 mai 1793, tuées dans les combats, ou, lorsque la Convention décréta la destruction de Lyon, devenue « Commune affranchie » fugitives à travers la campagne et tombées sous les coups de ruraux fanatisés ou de détachements de cavalerie lancés à leur poursuite. Les corps de ces dernières catégories de victimes sont ensevelis le long des chemins, toutes possibilités d'identification étant disparues.

En face de la façade de la chapelle sont élevés les bâti-

ments annexes de la Banque de France, embellis de sculptures diverses. On sait que, durant la guerre, une partie des billets de banque nouveaux fut imprimée dans ces locaux.

La célèbre institution « Ozanam », qui porte le nom d'une personnalité de l'histoire lyonnaise, a aussi ses bâtiments et sa chapelle proches de cet endroit.

Signalons que sur une des faces (nord-ouest) du monument élevé sur la place Morand, à la ville de Lyon, se lit une inscription assez effacée, ainsi conçue :

« Ce monument a été élevé par les habitants de la Ville de Lyon *et ceux* de la rive gauche du Rhône ».

Ce fait semble indiquer que des souscriptions furent recueillies chez des habitants de portion du territoire de la rive gauche non encore annexée à la Ville de Lyon, à moins que l'on ait considéré que, seule, la partie entre Rhône et Saône constituât la Ville proprement dite.

Il existe sur la rive gauche du Rhône, comme partout du reste, un assez grand nombre de domaines, châteaux, maisons de plaisance, etc., qui ont leur petite histoire particulière.

Il y en a eu à toutes époques et, en première ligne, la Villa Urbana elle-même, la primitive exploitation agricole du v^e ou vi^e siècle, et peut-être avant, n'était sans doute qu'une ferme locale.

A l'origine, on parlait de Villa ; plus tard, on a parlé de grangia, grange. On pourrait citer, comme exemple, Grange-Rouge, Grange-Blanche.

Nous avons eu l'occasion de parler de divers châteaux : Petite-Motte, la Motte, Gerland, etc.

Mais nous songeons ici surtout au domaine tel qu'il apparut après le moyen âge, terre parfois annoblie, telle Bonneterre, La Ferrandière, bien que d'importance relative.

D'autres domaines ne dépassent pas le niveau de fortes maisons bourgeoises, mais les historiens n'en recherchent pas moins les ventes, donations, etc., dont ils ont été l'objet.

Ainsi on pourrait retracer l'histoire du domaine de la Part-Dieu (emplacement actuel des casernes de la Part-Dieu) possédé au moment de la catastrophe du pont du Rhône par

la duchesse de Servient. On peut aussi rappeler le domaine de Champagneux, celui des Essarts, etc.

La ferme des Emeraudes, dont la rue des Emeraudes, fraction de la route de Vault, rappelle le souvenir, donne aussi la matière d'un petit exposé.

Il y eut aussi le domaine de Bellecombe, dont le souvenir nous est conservé par une rue sur la limite, dans sa partie nord, des communes de Lyon et de Villeurbanne, qui porte son nom et aussi par la paroisse de Notre-Dame de Bellecombe, la première se trouvant sur le territoire du diocèse de Lyon, et limitrophe, à l'est, du diocèse de Grenoble.

Le domaine de Bellecombe fut aussi appelé d'Aveillon ou Daveillon. En 1759, il avait été acquis par Jean-Marie Ollivier, sous le nom de fief de Viviers et Montagnieu, sis à la Guillotière (le territoire de cette ville s'étendait, en effet, en ce lieu). En 1796, Fleury Germain l'acheta aux héritiers Ollivier. Les Ollivier furent otages pendant la Commune et André-Marie, frère et héritier de Jean, fut fusillé en 1793.

Citons encore le domaine de la Thibaudière, dont le nom d'une rue rappelle le souvenir, celui de la Croix-Jordan, la Villardière, etc., etc.

Une histoire détaillée des fameuses auberges de la Guillotière est encore à écrire.

Toutes ces fermes, ces auberges, ces domaines ont leur petite histoire propre qui se relie souvent à l'histoire du quartier où ils se trouvent.

Ces vieilles demeures se visitent souvent avec intérêt ; l'harmonie de leurs constructions, et surtout leur confortable donnent une haute idée du goût et du sens pratique des générations passées. Enserées de nos jours par les constructions modernes, délabrées, vieillies, privées de leur ancien cadre champêtre, elles disparaissent peu à peu sous la pioche du démolisseur.

Elles ne revivront plus que par la découverte de quelques vestiges, l'étude d'anciens actes qui ajouteront de nouvelles indications à la science historique locale ou régionale, dont les patientes recherches ne s'achèvent jamais.

CONCLUSION

Parvenu au terme de notre exposé, nous ne lui donnerons qu'une conclusion rapide.

Il en est une naturelle et particulière à cette monographie historique : c'est qu'elle est la démonstration même des idées exposées dans le chapitre consacré au droit ancien et au droit moderne, faisant ressortir les différences entre la communauté et la commune actuelle, entre le gouvernement direct d'autrefois du plat pays et le gouvernement représentatif d'aujourd'hui, entre la variété des systèmes du droit administratif ancien et l'uniformité moderne, entre la paroisse-commune de l'époque royale et les spécialisations auxquelles l'évolution nous a conduit.

Nous estimons superflu de revenir sur ces divers points démontrés et l'on nous permettra, en ces dernières lignes, de souligner le caractère utile des recherches de la nature du présent travail.

Par une vue fausse, autant que superficielle, on a parfois tenté d'opposer les esprits se consacrant à l'étude des réalités modernes à ceux qu'attirent la reconstitution du passé. Les premiers, seuls, feraient œuvre de progrès et de lumière ; les autres semblant s'attarder à des spéculations dénuées d'intérêt positif.

Il faut, au contraire, répéter que, dans la matière des sciences sociales, les institutions ne sont pas nécessairement les meilleures parce que les plus récentes ; nouveauté est loin d'être toujours synonyme de progrès, alors surtout qu'au sortir du bouleversement né de la longue période de guerre, l'on s'est souvent trouvé placé en face de faits ou de pratiques généralement estimés exclusivement du domaine de l'histoire tels, pour citer deux exemples, que les emprunts gagés sur les villes, et les monnaies émises par d'autres corps que l'Etat.

La connaissance approfondie de l'histoire est la condition indispensable du progrès vrai et définitif.

Si l'histoire n'est qu'un perpétuel recommencement, il est bon d'aller étudier le mécanisme des institutions aux sources diverses qu'on en possède, en particulier aux plus humbles et aux plus nombreuses qui sont constituées par les pratiques

du droit local, la commune étant la cellule vivante, la forme la plus ancienne et la base indispensable de la vie de la nation.

A ces raisons de pure utilité que nous ne faisons qu'énoncer, il n'en convient pas moins de joindre celles tirées de concepts plus élevés, que les grands esprits de tous les temps, et en particulier les poètes latins, n'ont pas manqué d'exprimer, quand ils rappelaient que rien ne nous doit rester étranger de ce qui touche à l'activité humaine, celle du présent, comme celle du passé que l'histoire fait revivre ; que c'est un travail pieux que d'écrire l'histoire de la patrie, pensée qui doit s'entendre aussi bien de l'histoire de la Grande Patrie que de celles des petites qu'elle renferme en son sein (1).

(1) En assez grand nombre des détails concernant des sujets spéciaux ont pu être fondus dans le texte ; d'autres moins importants, mais intéressants cependant, formeront la matière d'un index alphabétique complémentaire, qui sera publié ultérieurement. (La Buire, Château-Gaillard, la Doua, Essarts, la Ferrandière, Hériveaux, Hirondelles, Monplaisir, Parilly, Saint-Lazare (ou Ladre), Thibaudière, Vivier, etc.).

En ce qui concerne la bibliographie et les plans, M. A. Croisat, rédacteur aux archives départementales du Rhône, prépare un exposé qui aura surtout le mérite d'appeler l'attention sur certains plans manuscrits conservés dans les collections de divers fonds et très utiles pour l'étude de nos régions.

Aux indications bibliographiques et cartographiques déjà citées, il convient d'ajouter :

E. Leroudier, « Les agrandissements de Lyon au dix-huitième siècle », R. hist. Lyon, 1910, p. 85 ; Charléty, « Bibliog. hist. Lyonnaise » et « Revue hist. Lyon », passim ; Etudes Rhodaniennes dirigées par M. André Allix, plan de digue sur la rive gauche. Arch. Rhône, Carton N° 2, plan 35 ; même objet N°s 36 à 38 inclus ; plan du pont Morand N° 41 ; pont suspendu cours du Midi (42), cours du Midi (44) ; objet analogue (45) ; plan du quartier du Plâtre à la Guillotière, Port au Bois. Machuer, géomètre, Arch. Rhône. Carton N° 3, plan N° 11 ; sous le N° 16 terrain vague sur la rive gauche ; (17) Brotteaux, terrain à l'hôpital général ; église des Brotteaux, carton 5, plan 7 ; ville de la Guillotière, 1824. C. 5, Pl. 23 ; plan dressé par l'ingénieur Simil, 1851. Avenue Duguesclin, rue Mazenot, cours Bourbon ou de l'Egalité, rue Cuvier, hauteur 1,160, larg. 2,090. Arch. Rhône. Carton N° 5, plan N° 24 ; J.-J. Grisard, « Plans et vues de Lyon », 1891. Arch. Rhône, Fonds Léon Galle (fonds très riche en documents divers). Bibliographie iconographique du Lyonnais. Tome II, Marius Audin, 1910, page 40 : les Brotteaux, et 42 : la Guillotière ; plan de Lyon, Gadola, 1854 ; Noëllat, 1841 ; plan de l'époque de Louis XIV ou postérieur, genre scénographique, intitulé : « Description au naturel de la ville de Lyon et paysages alentour d'icelle ». Dédicace par Froment à Messire Laurent Planello, chevalier, seigneur de la Valette, Conseiller du Roy en ses conseils, président trésorier général de France, et commissaire nommé par Sa Majesté, pour le domaine de la Généralité de Lyon, et ancien prévôt des marchands de ladite ville.

Lyon, le 5 juin 1929.

Lyon, le 6 juin 1929.

Vu : le Président de la Thèse,

Vu : le Doyen, L. JOSSERAND.

I. LAMEIRE.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 6 juin 1929.

Pour le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université :

Le Vice-Président, L. JOSSERAND.

VILLEURBANNE



Saline & Cusset



Face de



Maison



Bonnetterre



VAULX en VELIN
Vieille Tour.

Carte
pour servir à l'histoire
du Haut-pays
lyonnais - Saône-et-Loire.

Chauliognathus, Chauliognathus
Zelkova, Zelkova
Zelkova, Zelkova

Costa arrived at 4.15. I was
 then obliged to take the
 5.00 train. At the station
 I met the rest of the party
 and we went to the
 hotel. The weather was
 very hot and the
 sun was very bright.

pour H. Monseigneur
seigneur de
de la / Société d'histoire & d'archéologie
 LYON 1922.



LA
GUILLOTIERE

(Tous droits réservés.)

CHASSAGNI.



Chapelle St Alban



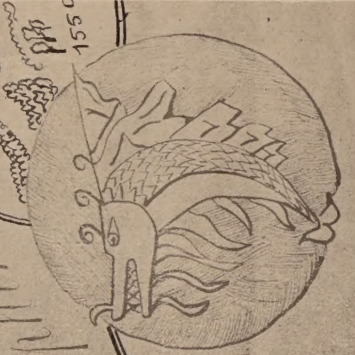
Montverl



CHAMPAGNEUX

St Jean de P.

DAUPHINER



Photos A. C. 1911-1912

